



UN NOUVEAU CHAMPION DE LA CRÉATION DE VALEUR À LONG TERME

**Avis de convocation à l'assemblée
extraordinaire des actionnaires**

Le 5 novembre 2018



BARRICK

Nous prions les actionnaires d'exercer leurs droits de vote par procuration d'ici 17 h (heure de Toronto) le 1^{er} novembre 2018.

Dans la présente circulaire

Lettre du président exécutif du conseil	iii
Avis de convocation à l'assemblée extraordinaire	1
Termes et acronymes clés	3
Questions et réponses relatives à la fusion et à la prorogation.....	7
Échéancier prévu des principaux événements	14
Information dans la présente circulaire.....	15
Avis aux actionnaires américains.....	19
Information prospective.....	20
Sommaire.....	23
Information concernant l'assemblée et l'exercice des droits de vote.....	36
Sollicitation de procurations et documents relatifs à l'assemblée	36
Procédures relatives à l'assemblée	36
Procédures de vote	37
Autres renseignements importants	40
Points soumis à la délibération de l'assemblée	41
Résolution relative à l'émission d'actions	41
Résolution relative à la prorogation	41
Autres points	42
La fusion	43
Modalités de la fusion	43
Contexte de la fusion	43
Avis sur le caractère équitable	45
Recommandation du conseil	45
Motifs à l'appui de la recommandation du conseil	46
Annonce de la fusion et plan.....	48
Entente de confidentialité	50
Frais	50
Convention de coopération.....	51
Engagements irrévocables et conventions de vote et de soutien	58
Acacia	58
Inscription des actions émises à la fusion	59
Information relative à Randgold et à Barrick	60
Barrick après la fusion	63
La prorogation.....	71
Facteurs de risque	79
Autres renseignements.....	84
Consentements des experts	90

Approbation des administrateurs.....	92
ANNEXE A : Résolution relative à l'émission d'actions	A-1
ANNEXE B : Résolution relative à la prorogation	B-1
ANNEXE C : Procédure de dissidence	C-1
ANNEXE D : Article 185 – <i>Loi sur les sociétés par actions</i> (Ontario)	D-1
ANNEXE E : Avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co.	E-1
ANNEXE F : Avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley	F-1
ANNEXE G : Information supplémentaire concernant Randgold	G-1
ANNEXE H : États financiers historiques de Randgold	H-1
ANNEXE I : Information financière pro forma.....	I-1
ANNEXE J : Convention de coopération	J-1
ANNEXE K : Statuts proposés	K-1

Lettre du président exécutif du conseil

Le 4 octobre 2018

Chers actionnaires,

Nous franchissons ensemble un pas important en vue d'un « retour vers le futur » pour Barrick, alors que nous nous regroupons avec Randgold Resources afin de créer une société aurifère chef de file de l'industrie grâce à la fusion entièrement en actions recommandée de nos deux sociétés.

Barrick et Randgold sont de la même étoffe. Mark Bristow a dit que Randgold suivait le modèle de Barrick telle qu'elle était à ses débuts sous le leadership de Peter Munk et de Bob Smith – la culture même que nous avons tenté de retrouver au cours des dernières années au sein de Barrick. Ce n'est donc pas un hasard si nous estimons que nos deux sociétés pensent et agissent de la même façon. Nous partageons un engagement profond envers une culture de partenariat, tant au sein de nos entreprises que dans nos relations avec nos partenaires externes. Nous employons un modèle d'affaires décentralisé : un petit siège social de haute qualité concentré sur la répartition disciplinée des ressources humaines et financières. Nous sommes obsédés par le talent et la ténacité dans notre poursuite de l'excellence opérationnelle. Nous nous dévouons à la prudence financière, particulièrement pour le maintien d'un bilan solide. Et l'aspect le plus important peut-être, nous sommes sur la même longueur d'onde quant à la véritable source de valeur pour les actionnaires dans le secteur aurifère : les rendements par action à long terme mesurés selon la croissance des flux de trésorerie disponibles par action.

Bien que nous partagions la même culture, nous combinons également différentes forces qui se complètent à la perfection. Randgold dispose de l'agilité et de la réactivité d'une société plus jeune et plus petite – tout comme Barrick à ses débuts – alors que Barrick dispose de l'infrastructure et de la portée mondiale d'une grande société ouverte. Le plus important : Randgold a prouvé sa capacité à réussir dans certains des environnements les plus difficiles du monde, alors que Barrick entretient des relations profondes de confiance avec la Chine qui, à notre avis, permettent d'atténuer les risques financiers et politiques. Dans un monde où les réserves d'or sont en déclin, le regroupement de ces deux forces constitue un avantage concurrentiel.

D'autres avantages distinctifs se révéleront nombreux. La société issue du regroupement possédera cinq des dix principaux actifs aurifères de niveau 1 du monde selon le total des charges décaissées, avec deux autres mines d'or potentiellement de niveau 1 en cours de mise en valeur. Nous occuperons la position la plus basse sur le plan du total des charges décaissées parmi les principales sociétés aurifères de référence, avec des flux de trésorerie disponibles robustes pouvant être attribués à la mise en valeur, aux dividendes et à la réduction de la dette. Nous aurons la possibilité d'ajouter des actifs de niveau 1 additionnels grâce à des terrains de grande superficie dans plusieurs des districts aurifères les plus prolifiques du monde. Nous serons en mesure de redéployer les gens les plus talentueux au

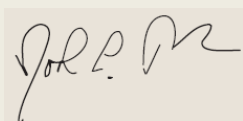
sein des deux organisations en vue de créer une valeur nouvelle sans délai dans nos régions les plus importantes. Et notre prorogation sous le régime des lois de la Colombie-Britannique nous permettra d'exercer nos activités dans un cadre d'affaires plus moderne. Cela inclut la souplesse permettant d'attirer des administrateurs composant un conseil véritablement international possédant l'expertise nécessaire pour notre entreprise mondiale, qui exercera ses activités dans divers territoires sur cinq continents.

Chez Barrick, notre fusion avec Randgold concrétise notre vision, celle de devenir l'un des chefs de file dans tout secteur d'activité ou toute région. Les deux sociétés apportent des actifs et du talent en vue de créer une entreprise nouvelle véritablement distinctive. Aujourd'hui, nous amorçons un nouveau chapitre afin de générer une valeur à long terme supérieure pour nos actionnaires, ainsi que les pays et les collectivités avec lesquels nous nous associons.

Nous serons heureux de vous voir à l'assemblée extraordinaire le 5 novembre 2018.

Je vous prie d'agréer mes salutations distinguées.

Le président exécutif du conseil,



John L. Thornton





Avis de convocation à l'assemblée extraordinaire

Information concernant l'assemblée

Date : Le 5 novembre 2018
Heure : 10 h (heure de Toronto)
Lieu : Salle Niagara de l'InterContinental Toronto Centre, situé au 225 Front Street West, Toronto (Ontario) Canada

Chers actionnaires,

Vous êtes invités à assister à l'assemblée extraordinaire des actionnaires de Barrick, à laquelle vous serez priés de voter sur ce qui suit :

- étudier et, s'il est jugé approprié, adopter (avec ou sans modification) une résolution ordinaire (**résolution relative à l'émission d'actions**), dont le texte figure à l'annexe A de la circulaire accompagnant le présent avis de convocation, autorisant Barrick à émettre le nombre d'actions ordinaires de Barrick (**actions ordinaires**) qu'elle doit émettre relativement à l'acquisition des actions ordinaires de Randgold Resources Limited émises et devant être émises, qui est actuellement prévu s'élever à 586 609 277 actions ordinaires, jusqu'à concurrence d'un maximum de 616 000 000 d'actions ordinaires; et
- étudier et, s'il est jugé approprié, adopter (avec ou sans modification) une résolution spéciale (**résolution relative à la prorogation**), dont le texte figure à l'annexe B de la circulaire accompagnant le présent avis de convocation, approuvant la prorogation de Barrick dans la province de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique).

Les actionnaires délibéreront aussi sur toute autre question dûment soumise à l'assemblée.

Le conseil d'administration de Barrick a approuvé le contenu du présent avis de convocation et celui de la circulaire ainsi que leur envoi à nos actionnaires, à nos administrateurs et à notre auditeur.

Si vous prévoyez assister à l'assemblée, vous devrez vous inscrire auprès de notre agent chargé des transferts, la Société de fiducie AST (Canada), au bureau d'inscription pour obtenir une carte d'admission avant d'entrer dans la salle. Veuillez vous reporter à la page 36 pour plus d'instructions.

Votre vote est important. À titre d'actionnaires, il est très important que vous lisiez attentivement ces documents et exerciez les droits de vote attachés à vos actions ordinaires. Vous pouvez exercer les droits de vote attachés à vos actions ordinaires si vous étiez un actionnaire inscrit à la fermeture des bureaux le 4 octobre 2018. Vous pouvez exercer vos droits de vote en personne ou par procuration. Veuillez vous reporter à la page 37 pour plus d'instructions sur la façon d'exercer vos droits de vote.

Aux termes de l'article 185 de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario) (LSAO), un actionnaire inscrit peut faire valoir sa dissidence à l'égard de la résolution relative à la prorogation. Si la prorogation entre en vigueur, les actionnaires dissidents qui se seront conformés à la procédure de dissidence énoncée dans la LSAO auront le droit de se faire verser la juste valeur de leurs actions ordinaires. Un résumé de la procédure de dissidence figure à l'annexe C et le texte de l'article 185 de la LSAO figure à l'annexe D de la circulaire. Si vous ne vous conformez pas rigoureusement aux exigences de l'article 185 de la LSAO, vous pourriez ne pas pouvoir exercer votre droit à la dissidence.

Si vous avez des questions ou que vous avez besoin d'aide pour voter par procuration, veuillez communiquer avec notre agent de sollicitation de procurations, Laurel Hill Advisory Group, en composant sans frais en Amérique du Nord le 1.877.452.7184, en composant, de l'extérieur de l'Amérique du Nord, le 416.304.0211 (appel à frais virés) ou par courriel à l'adresse assistance@laurelhill.com.

Par ordre du conseil d'administration

Le vice-président, secrétaire et conseiller général associé,



Dana W. Stringer
Le 4 octobre 2018

Renseignements généraux

Dans la présente circulaire, les termes « vous », « votre », « vos » et « actionnaire » renvoient aux porteurs d'actions ordinaires de Barrick. Les termes « nous », « notre », « nos », « Société » et « Barrick » renvoient à la Société aurifère Barrick, à moins d'indication contraire. L'information dans la présente circulaire est donnée en date du 4 octobre 2018, à moins d'indication contraire. Toutes les mentions de \$ US ou de \$ renvoient à des dollars américains, toutes les mentions de \$ CA renvoient à des dollars canadiens, toutes les mentions de £ renvoient à des livres sterling et toutes les mentions de \$ AU renvoient à des dollars australiens.

Termes et acronymes clés

Acacia	Acacia Mining plc
accord de relations	Accord de relations modifié et mis à jour intervenu le 16 novembre 2014 entre Barrick et Acacia
actif aurifère de niveau 1	Une mine dont la durée de vie de la mine déclarée dépasse dix ans, dont la production en 2017 est d'au moins 500 000 onces d'or et dont les charges décaissées totales par once de 2017 se situent dans la moitié inférieure de toutes les mines d'or de l'outil relatif aux courbes des coûts des métaux de Wood Mackenzie (charges décaissées totales de < 748 \$/oz) ¹ , à l'exclusion des mines appartenant à l'État et à des sociétés fermées
actifs non essentiels	Actifs qui ne sont ni les actifs aurifères de niveau 1, ni les actifs stratégiques, ni ne font partie des activités liées au cuivre stratégiques
actifs stratégiques	Actifs qui, de l'avis de Barrick et de Randgold, sont susceptibles de procurer une valeur non réalisée considérable dans l'avenir
actionnaires	Actionnaires de Barrick
actionnaires de Randgold	Actionnaires de Randgold
actionnaires inscrits	Porteurs inscrits d'actions ordinaires
actions de Randgold	Actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,05 \$ chacune du capital de Randgold
actions émises à la fusion	Les actions ordinaires devant être émises dans le cadre de la fusion
actions exclues	Les actions de Randgold inscrites au nom de Barrick ou d'un autre membre du groupe de Barrick ou détenues en propriété véritable par ceux-ci et les actions non émises de Randgold détenues par Randgold
actions ordinaires	Actions ordinaires de Barrick
activités liées au cuivre	Se composent de la mine Lumwana de Barrick et des coentreprises d'exploitation du cuivre de Zaldivar et de Jabal Sayid
ADS de Randgold	Actions américaines représentatives d'actions étrangères (<i>American Depositary Shares</i>) de Randgold, chacune représentant une action de Randgold
annonce de la fusion	L'annonce de la fusion datée du 24 septembre 2018 et faite aux termes de la règle 2.7 du Code sur les prises de contrôle, dont un exemplaire est joint à titre d'annexe 1 de la convention de coopération
assemblée	L'assemblée extraordinaire de Barrick devant avoir lieu le 5 novembre 2018 ou à la date ultérieure à laquelle l'assemblée peut être reportée ou ajournée
assemblée convoquée par le tribunal de Jersey	La ou les assemblées des actionnaires de Randgold devant être convoquées par décret du tribunal de Jersey aux termes de l'article 125 de la Loi sur les sociétés de Jersey, dont l'avis de convocation figurera dans le document du plan, en vue d'approuver le plan, y compris toute reprise de celles-ci en cas d'ajournement
assemblée générale extraordinaire de Randgold	L'assemblée générale extraordinaire de Randgold devant être convoquée relativement au plan, dont l'avis de convocation figurera dans le document du plan, y compris toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement
AST	Société de fiducie AST (Canada), agent des transferts de Barrick
attestation	L'engagement et l'attestation datés du 24 septembre 2018, remis par Shandong Gold à Barrick relativement à la convention de placement stratégique
attribution au chef de la direction de Randgold	Attribution non récurrente d'actions liées au rendement octroyée par Randgold à Mark Bristow en 2013
Autorité en matière d'inscription du R.-U.	Financial Conduct Authority du R.-U., agissant en qualité d'autorité en matière d'inscription au Royaume-Uni
BCBCA	<i>Business Corporations Act</i> (Colombie-Britannique)
Bourse de Londres	London Stock Exchange plc
Broadridge	Broadridge Investor Communication Corporation
changement de recommandation défavorable du conseil de Barrick	Voir la définition à la rubrique « <i>La fusion – Convention de coopération – Résiliation</i> »
changement de recommandation défavorable du conseil de Randgold	Voir la définition à la rubrique « <i>La fusion – Convention de coopération – Résiliation</i> »
circulaire	Circulaire de sollicitation de procurations en vue de l'assemblée extraordinaire de 2018
clôture	Clôture de la fusion

¹ Les charges décaissées totales par once constituent une mesure de la performance financière hors PCGR dont le sens n'est pas normalisé selon les IFRS. Il est donc possible que cette mesure ne soit pas comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les comparaisons financières entre Barrick après la fusion et ses principales sociétés aurifères de référence, ainsi que les comparaisons entre les actifs aurifères de niveau 1, sont établies sur le fondement des données présentées par Wood Mackenzie, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick et Randgold calculent des mesures comparables. Pour de plus amples renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR* » à la page 85 et « *Autres renseignements – Comparaison des mesures à partir de données de tiers* » à la page 88.

code du JORC	Code australasien de présentation des ressources minérales et des réserves de minerai adopté par le Joint Ore Reserves Committee
Code sur les prises de contrôle COMESA	<i>City Code on Takeovers and Mergers</i> du Royaume-Uni Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, qui comprend les États membres suivants : le Burundi, les Comores, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, le Kenya, la Libye, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, le Soudan, le Swaziland, la Tunisie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe
conseil ou conseil d'administration	Conseil d'administration de Barrick
convention de coopération	Convention de coopération intervenue entre Barrick et Randgold le 24 septembre 2018 à l'égard de la conduite de la fusion
convention de placement stratégique	Convention de placement stratégique intervenue entre Barrick et Shandong Gold le 24 septembre 2018, prévoyant des placements croisés allant jusqu'à 300 millions de dollars au moyen de l'acquisition d'actions de Shandong Mining et de Barrick, respectivement, par l'intermédiaire des installations des bourses à la cote desquelles ces actions sont inscrites
cote officielle CREST	Cote officielle tenue par l'Autorité en matière d'inscription du R.-U. Le système de l'exploitant (au sens attribué à <i>operator's system</i> dans le décret intitulé <i>Companies (Uncertificated Securities) (Jersey) Order 1999</i>) à l'égard duquel Euroclear UK & Ireland Limited est l'exploitant autorisé (au sens attribué à <i>authorized operator</i> dans ce décret) aux termes duquel les titres peuvent être détenus et transférés sans certificat
date de l'annonce	Le 24 septembre 2018, date de publication de l'annonce de la fusion
date de prise d'effet	La date à laquelle le plan entre en vigueur conformément à ses modalités ou, si Barrick choisit de mettre en œuvre la fusion par voie d'offre publique d'achat conformément aux modalités de la convention de coopération, la date à laquelle l'offre publique d'achat devient ou est déclarée inconditionnelle à tous les égards
date limite	Le 28 février 2019, ou la date ultérieure pouvant être convenue par écrit entre Barrick et Randgold (avec le consentement du Panel et (si cette approbation est requise) comme le tribunal de Jersey peut l'approuver)
dividende autorisé de Barrick	Voir la définition à la rubrique « <i>Sommaire – Annonce de la fusion et plan – Dividendes</i> »
dividende autorisé de Randgold	Voir la définition à la rubrique « <i>Sommaire – Annonce de la fusion et plan – Dividendes</i> »
dividende d'égalisation de Randgold	Voir la définition à la rubrique « <i>Sommaire – Annonce de la fusion et plan – Dividendes</i> »
dividende non autorisé de Barrick	Voir la définition à la rubrique « <i>Sommaire – Annonce de la fusion et plan – Dividendes</i> »
document d'offre	Si Barrick décide de mettre en œuvre la fusion au moyen de l'offre publique d'achat, le document devant être envoyé aux actionnaires de Randgold (entre autres) énonçant notamment les modalités et conditions intégrales de l'offre publique d'achat
document du plan	Le document devant être envoyé aux actionnaires de Randgold (entre autres) renfermant et énonçant notamment les modalités et conditions intégrales du plan et renfermant les avis de convocation à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey et à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold
document relatif à la fusion	Si le plan est (ou doit être) mis en œuvre, le document du plan; ou si l'offre publique d'achat est (ou doit être) mise en œuvre, le document d'offre
droit de préemption	Le droit de préemption en faveur d'Acacia en vertu de l'accord de relations si Barrick propose d'acquérir toute entreprise ou participation dont plus de 50 % des ressources minérales globales sont situées en Afrique et en exploitation aurifère et/ou argentifère
É.-U. ou États-Unis	Les États-Unis d'Amérique, leurs territoires et leurs possessions
EDGAR	Système de la SEC appelé <i>Electronic Document Gathering and Retrieval System</i>
entente de confidentialité	Entente de confidentialité datée du 28 avril 2018 intervenue entre Barrick et Randgold
Exchange Act	Loi intitulée <i>Securities Exchange Act of 1934</i> des États-Unis, en sa version modifiée
filiale	A le sens attribué au terme <i>subsidiary undertaking</i> dans la loi intitulée <i>Companies Act 2006</i> du Royaume-Uni, en sa version modifiée
Financial Conduct Authority du R.-U.	Financial Conduct Authority du Royaume-Uni
formulaire 20-F de Randgold	Formulaire 20-F déposé par Randgold auprès de la SEC le 29 mars 2018, qui est intégré par renvoi dans les présentes et reproduit en partie à l'« <i>Annexe H : États financiers historiques de Randgold</i> »
fusion	L'acquisition par Barrick de la totalité des actions ordinaires émises et devant être émises de Randgold (à l'exception des actions exclues) devant être réalisée au moyen d'un plan ou, si Barrick en décide ainsi, d'une offre publique d'achat, selon le cas
groupe de Barrick	Barrick et ses filiales
groupe de Barrick élargi	Barrick et les filiales de Barrick et les entreprises liées (y compris les coentreprises, sociétés de personnes, entreprises ou sociétés dans lesquelles un membre du groupe de Barrick a une participation ou toute entreprise dans laquelle Barrick et ces entreprises (en regroupant leurs participations) ont une participation directe ou indirecte dans au moins 20 % du capital-actions comportant droit de vote)

groupe de Randgold	Randgold et ses filiales et, dans le cadre de la convention de coopération, Randgold, ses filiales et les entreprises dont elle contrôle, directement ou indirectement, 20 % des droits de vote
groupe de Randgold élargi	Randgold et les filiales de Randgold et les entreprises liées (y compris les coentreprises, sociétés de personnes, entreprises ou sociétés dans lesquelles un membre du groupe de Randgold a une participation ou toute entreprise dans laquelle Randgold et ces entreprises (en regroupant leurs participations) ont une participation directe ou indirecte dans au moins 20 % du capital-actions comportant droit de vote)
Guide de la TSX	Guide à l'intention des sociétés de la Bourse de Toronto
ICM	Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole
IFRS	Normes internationales d'information financière
Laurel Hill Advisory Group	Laurel Hill Advisory Group, notre agent de sollicitation de procurations pour l'assemblée
Loi sur les sociétés de Jersey	Loi intitulée <i>Companies (Jersey) Law 1991</i>
lois américaines sur les valeurs mobilières	La législation fédérale et étatique sur les valeurs mobilières des États-Unis et l'ensemble des règles, règlements et ordonnances pris en application de celle-ci
LSAO	<i>Loi sur les sociétés par actions</i> (Ontario)
M. Klein and Co.	M. Klein and Company, LLC, qui fournit des services bancaires d'investissement par l'intermédiaire de The Klein Group, LLC, courtier inscrit aux États-Unis
Morgan Stanley	Morgan Stanley & Co. International plc, agissant de concert avec le membre de son groupe, Morgan Stanley Canada Limitée
NASDAQ	NASDAQ Global Select Market
NYSE	Bourse de New York (New York Stock Exchange)
offre concurrente visant Barrick	Voir la définition à la rubrique « <i>La fusion – Convention de coopération – Résiliation</i> »
offre concurrente visant Randgold	Voir la définition à la rubrique « <i>La fusion – Convention de coopération – Résiliation</i> »
offre publique d'achat	Une offre publique d'achat (au sens attribué à <i>takeover offer</i> à l'article 116 de la Loi sur les sociétés de Jersey) devant être présentée par Barrick ou pour son compte visant l'acquisition de la totalité des actions émises et devant être émises de Randgold selon les modalités et conditions devant être énoncées dans le document d'offre
offre supérieure visant Barrick	Voir la définition à la rubrique « <i>La fusion – Convention de coopération – Engagements en matière de non-sollicitation, de droit d'égaliser l'offre visant Randgold et autres engagements de Barrick</i> »
paiement de résiliation	Voir la définition à la rubrique « <i>La fusion – Convention de coopération – Paiement de résiliation</i> »
Panel	Panel on Takeovers and Mergers du Royaume-Uni
personne qualifiée	Un ingénieur ou un géoscientifique comptant au moins cinq ans d'expérience dans le domaine de l'exploration minière, de l'aménagement ou de l'exploitation de mines ou de l'évaluation de projets miniers, ou dans une combinaison de ces domaines, qui a une expérience pertinente à l'objet du projet minier et qui est membre en règle d'une association professionnelle
PILT	Prime incitative à long terme
plaignant	Voir la définition à la rubrique « <i>La prorogation – Différences sur le plan du droit des sociétés – Recours en cas d'abus</i> »
plan	Le plan d'arrangement proposé en vertu de l'article 125 de la Loi sur les sociétés de Jersey entre Randgold et les actionnaires de Randgold, avec les modifications, ajouts ou conditions approuvés ou imposés par le tribunal de Jersey et acceptés par Randgold et Barrick ou sous réserve de ceux-ci
principales sociétés aurifères de référence	Mines Agnico-Eagle Limitée, Goldcorp Inc., Newcrest Mining Limited et Newmont Mining Corporation
prorogation	La prorogation de la Société pour passer du régime de la LSAO à celui de la BCBCA
R.-U. ou Royaume-Uni	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Randgold	Randgold Resources Limited, société constituée sous le régime des lois de Jersey dont le numéro d'enregistrement est le 62686
rapport intermédiaire de Randgold	Rapport financier intermédiaire de Randgold pour le semestre clos le 30 juin 2018, déposé auprès de la SEC le 9 août 2018, qui est intégré par renvoi dans les présentes, et le rapport financier intermédiaire à usage déterminé de Randgold pour le semestre clos le 30 juin 2018 reproduit à l'« <i>Annexe H : États financiers historiques de Randgold</i> »
ratio d'échange	Le ratio d'échange correspondant à 6,1280 actions ordinaires pour chaque action de Randgold payable dans le cadre de la fusion
RDC	République démocratique du Congo
recours	Les conditions, mesures, engagements, recours (y compris la disposition et les réorganisations préalables au dessaisissement par une partie) ou assurances (financières ou autres) offerts, imposés ou exigés relativement à l'obtention d'une autorisation des organismes de réglementation relativement à la fusion qui doit entrer en vigueur après la réalisation de la fusion ou qui est conditionnelle à celle-ci
régime de PIAR	Régime de primes incitatives annuelles au rendement

régimes fondés sur des actions de Randgold	L'attribution au chef de la direction de Randgold, le régime d'actions incessibles de Randgold, le régime de coinvestissement de Randgold, le régime incitatif à long terme de Randgold et le régime de primes annuelles de Randgold (dans la mesure où il se rapporte aux actions différées données en prime)
registraire de la C.-B.	Registraire des sociétés en vertu de la BCBCA
registraire des sociétés	Registraire des sociétés de Jersey
Règlement 43-101	<i>Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers</i>
Règlement 54-101	<i>Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti</i>
remboursement de capital de Randgold	Voir la définition à la rubrique « <i>Sommaire – Annonce de la fusion et plan – Dividendes</i> »
résolution relative à l'émission d'actions	Résolution ordinaire approuvant l'émission des actions émises à la fusion dans le cadre la fusion devant être soumise au vote des actionnaires à l'assemblée
résolution relative à la prorogation	Résolution spéciale approuvant la prorogation devant être soumise au vote des actionnaires à l'assemblée
résolution spéciale de Randgold	La résolution spéciale devant être proposée par Randgold lors de l'assemblée générale extraordinaire de Randgold relativement, entre autres, à l'approbation du plan et à la modification des statuts de Randgold ainsi qu'aux autres questions pouvant être nécessaires pour mettre en œuvre le plan
SEC	Securities and Exchange Commission des États-Unis
Securities Act	Loi intitulée <i>Securities Act of 1933</i> des États-Unis, en sa version modifiée
SEDAR	Système électronique de données, d'analyse et de recherche des Autorités canadiennes en valeurs mobilières
Shandong Gold	Shandong Gold Group Co., Ltd.
Shandong Mining	Shandong Gold Mining Co., Ltd.
SOKIMO	Société Minière de Kilo-Moto SARL
statuts de Randgold	Les actes et statuts constitutifs de Randgold
TRI	Taux de rendement interne
tribunal de Jersey	Cour royale de Jersey
TSX	Bourse de Toronto
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée et toute taxe similaire relative aux ventes ou au chiffre d'affaires (y compris la taxe sur les produits et services)
UAOR	Unités d'actions octroyées en fonction du rendement

Questions et réponses relatives à la fusion et à la prorogation

Le texte qui suit vise à répondre à certaines questions clés concernant l'assemblée, la fusion et la prorogation et est donné entièrement sous réserve de l'information plus détaillée figurant ailleurs dans la présente circulaire. Les termes clés utilisés dans le présent résumé et ailleurs dans la présente circulaire sans y être définis par ailleurs ont le sens qui leur est attribué à la rubrique « Termes et acronymes clés » débutant à la page 3 de la présente circulaire.

En quoi consiste la fusion?

Le 24 septembre 2018, Barrick a annoncé qu'elle avait convenu d'acquérir la totalité des actions de Randgold émises et devant être émises aux termes d'un plan d'arrangement homologué par le tribunal en vertu de la Loi sur les sociétés de Jersey. Si elle est menée à bien, la fusion fera en sorte que Barrick devienne propriétaire de toutes les actions de Randgold à la date de prise d'effet. Les actionnaires de Randgold recevront 6,1280 actions ordinaires pour chaque action de Randgold qu'ils détiennent à la date de prise d'effet. À ce moment, nos actionnaires existants posséderont environ 66,6 % des actions ordinaires et les actionnaires de Randgold posséderont environ 33,4 % des actions ordinaires.

Pourquoi ai-je reçu la présente circulaire?

Vous avez reçu la présente circulaire parce vous, ainsi que nos autres actionnaires, serez invités à l'assemblée :

- à approuver, par un vote majoritaire, l'émission d'actions ordinaires dans le cadre de la fusion proposée. Voir « *Points soumis à la délibération de l'assemblée – Résolution relative à l'émission d'actions* » à la page 41; et
- à approuver, par un vote majoritaire spécial, la prorogation de Barrick en Colombie-Britannique en vertu de la BCBCA. Voir « *Points soumis à la délibération de l'assemblée – Résolution relative à la prorogation* » à la page 41.

Pourquoi me demande-t-on d'approuver l'émission d'actions ordinaires en vue de la fusion?

La TSX oblige une société acheteuse à obtenir l'approbation des actionnaires si le nombre d'actions devant être émises à titre de contrepartie du prix d'achat pour une acquisition excède 25 % de ses actions en circulation. Les actions ordinaires devant être émises par Barrick en contrepartie de la fusion devraient représenter environ 50 % de ses actions ordinaires actuellement en circulation, compte non tenu de la dilution. Si l'approbation des actionnaires n'est pas obtenue, Barrick ne pourra pas mener à bien la fusion selon les modalités actuellement proposées.



Le conseil recommande de voter POUR la résolution relative à l'émission d'actions.

Pourquoi me demande-t-on d'approuver la prorogation?

La *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario) (LSAO) oblige une société qui désire se proroger en dehors de l'Ontario dans un autre territoire de constitution à obtenir, parmi d'autres consentements et approbations, l'approbation de ses actionnaires par voie de résolution spéciale adoptée par au moins deux tiers des voix exprimées par les actionnaires, votant en personne ou par procuration. La réalisation de la fusion n'est pas conditionnelle à l'approbation de la résolution relative à la prorogation. Si l'approbation des actionnaires à l'égard de la prorogation n'est pas obtenue, Barrick demeurera une société ontarienne. Si la résolution relative à la prorogation est approuvée à l'assemblée, la prorogation devrait avoir lieu au plus tard à la réalisation de la fusion; toutefois, Barrick pourrait néanmoins décider de ne pas mener à bien la prorogation. De même, même si la fusion n'est pas menée à bien, Barrick pourrait réaliser la prorogation. Les actionnaires inscrits ont certains droits à la dissidence à l'égard de la prorogation. Voir « *La prorogation – Droit à la dissidence des actionnaires* » et « *Annexe C : Procédure de dissidence* ». Barrick vous demande d'approuver la prorogation pour les motifs présentés à la page 71.



Le conseil recommande de voter POUR la résolution relative à la prorogation.

Pourquoi devrais-je voter POUR la résolution relative à l'émission d'actions?

Pour parvenir à sa conclusion et pour formuler sa recommandation de la fusion aux actionnaires, le conseil a tenu compte d'un certain nombre de facteurs, y compris ceux énumérés ci-dessous, après avoir consulté la direction et les conseillers financiers et juridiques de Barrick.

Le texte qui suit résume les principales raisons à l'appui de la recommandation voulant que les actionnaires votent **POUR** la résolution relative à l'émission d'actions et la résolution relative à la prorogation :

- **Création d'une société aurifère chef de file de l'industrie.** Le conseil estime que la fusion créera une société aurifère chef de file de l'industrie avec la plus grande concentration d'actifs aurifères de niveau 1 de l'industrie, les charges décaissées totales les plus basses parmi les principales sociétés aurifères de référence² et un portefeuille d'actifs diversifié bien positionné en vue de la croissance dans plusieurs des districts aurifères les plus prolifiques du monde.
- **Taille et portée supérieures.** Selon les cours de clôture respectifs de Barrick et de Randgold au NYSE et au NASDAQ en date du 21 septembre 2018 (soit le dernier jour ouvrable avant la date de l'annonce), Barrick aurait une capitalisation boursière totale de 18,3 G\$. En outre, selon les résultats financiers de 2017 des deux sociétés, Barrick aurait généré des produits des activités ordinaires totaux d'environ 9,7 G\$, un résultat net total d'environ 1,9 G\$ et un BAIIA ajusté³ total d'environ 4,7 G\$.
- **Propriété de cinq des dix principaux actifs aurifères de niveau 1 du monde, avec deux actifs aurifères de niveau 1 potentiels.** À la réalisation de la fusion, Barrick sera propriétaire des éléments suivants :
 - actifs aurifères de niveau 1 : Cortez, Goldstrike, Kibali (45 %), Loulo-Gounkoto (80 %) et Pueblo Viejo (60 %); et
 - actifs aurifères de niveau 1 potentiels : Goldrush/Fourmile et Turquoise Ridge (75 %).
- **Situation financière solide.** Selon les résultats financiers de 2017 de Barrick et de Randgold, Barrick aurait eu, sur une base regroupée, le BAIIA ajusté le plus élevé², la marge du BAIIA ajusté² la plus élevée et les charges décaissées totales les plus basses parmi les principales sociétés aurifères de référence² :
 - une marge du BAIIA ajusté³ combinée de 48 % (pour l'exercice clos le 31 décembre 2017); et
 - des coûts des produits vendus liés à la production d'or combinés de 798 \$ l'once et des charges décaissées totales³ combinées de 538 \$ l'once (pour l'exercice clos le 31 décembre 2017).
- **Équipe de direction chevronnée.** Équipe de direction chevronnée composée de propriétaires ayant la capacité de réussir dans des territoires complexes :
 - poursuite de la forte culture de partenariat-propriété de Barrick et de sa profonde expérience des activités touchant divers territoires géographiques, modes d'exploitation minière et types de minerai; et
 - du 1^{er} janvier 2008 au 31 août 2018, Randgold a réalisé le meilleur rendement des capitaux propres parmi les principales sociétés aurifères de référence². Le cours de l'action de Randgold a également progressé de 76 % pendant la même période, alors que le cours des actions des principales sociétés aurifères de référence a baissé de 48 % en moyenne.
- **Génération de flux de trésorerie solides** afin de soutenir de l'investissement robuste et une meilleure capacité à remettre de l'argent aux actionnaires.
- **Partenariats établis** avec des sociétés minières chinoises de premier plan.
- **Envergure supérieure et les plus grandes réserves d'or parmi les principales sociétés aurifères de référence.** Réserves d'or prouvées et probables combinées potentielles de 78 millions d'onces selon la quote-part attribuable (au 31 décembre 2017)⁴.

2 Les charges décaissées totales les plus basses, le BAIIA ajusté le plus élevé, la marge du BAIIA ajusté la plus élevée, le rendement des capitaux le plus élevé et le ratio de la dette brute par rapport au BAIIA ajusté le plus bas sont des mesures de la performance financière hors PCGR fondées sur les données de Bloomberg, Factset ou Wood Mackenzie dont le sens n'est pas normalisé selon les IFRS. Il est donc possible que ces mesures ne soient pas comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les comparaisons financières entre Barrick après la fusion et ses principales sociétés aurifères de référence sont établies sur le fondement des données présentées par Bloomberg, Factset ou Wood Mackenzie, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick et Randgold calculent des mesures comparables. Pour de plus amples renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR* » à la page 85 et « *Autres renseignements – Comparaison des mesures à partir de données de tiers* » à la page 88.

3 Le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et les charges décaissées totales sont des mesures de la performance financière hors PCGR dont le sens n'est pas normalisé selon les IFRS. Il est donc possible que ces mesures ne soient pas comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Ces mesures de la performance financière sont présentées sur une base regroupée ou totale et ne comprennent pas d'ajustements pro forma. Pour de plus amples renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR* » à la page 85.

4 Voir « *Information dans la présente circulaire – Information sur les réserves minérales et les ressources minérales* » à la page 17 et « *Barrick après la fusion – Réserves minérales combinées* » à la page 66 pour de plus amples renseignements sur les réserves, les hypothèses, le tonnage, la teneur et une ventilation des réserves d'or prouvées et probables.

- **Bilan solide avec notes élevées prévues :**
 - ratio de la dette brute (au 30 juin 2018) par rapport au BAIIA ajusté (pour l'exercice clos le 31 décembre 2017) le plus bas parmi les principales sociétés aurifères de référence⁵;
 - sur une base combinée au 30 juin 2018, Barrick et Randgold avaient une situation de trésorerie combinée de 2,7 G\$ et une dette combinée après déduction de la trésorerie de 3,7 G\$; et
 - Barrick est actuellement notée BBB et Baa2 par S&P et Moody's, respectivement. Au 30 juin 2018, Randgold avait un solde de trésorerie net de 604 M\$ et générait des flux de trésorerie solides provenant de ses activités sous-jacentes. Ainsi, Barrick disposerait de souplesse supplémentaire pour assurer le service de sa dette et cela pourrait avoir une incidence positive sur ses notes actuelles.
- **Exposition continue au cuivre.** Maintien de la propriété d'activités liées au cuivre stratégiques ayant produit 413 millions de livres de cuivre en 2017.
- **Important potentiel de réévaluation.** Vu la qualité des actifs combinés et de l'équipe de direction chevronnée, avec la marge du BAIIA ajusté la plus élevée⁵ et les charges décaissées totales les plus basses pour 2017 comparativement aux principales sociétés aurifères de référence⁵, Barrick a un important potentiel de réévaluation au fil du temps.
- **Avis sur le caractère équitable.** Le conseil a reçu un avis sur le caractère équitable de la part de M. Klein and Co. et de Morgan Stanley indiquant qu'en date du 23 septembre 2018, et sous réserve des diverses hypothèses formulées, des procédures suivies, des questions prises en compte et des restrictions et des réserves touchant la portée de l'examen entrepris par chaque conseiller financier comme il est exposé dans ces avis, le ratio d'échange était équitable, du point de vue financier, pour Barrick. Voir « *La fusion – Avis sur le caractère équitable* ».
- **Appui des administrateurs de Barrick.** Tous les administrateurs de Barrick ont conclu des conventions de vote et de soutien aux termes desquelles ils ont notamment convenu d'exercer les droits de vote attachés à leurs actions ordinaires en faveur de la résolution relative à l'émission d'actions et de la résolution relative à la prorogation. En date de l'annonce, ces administrateurs, collectivement, détenaient en propriété véritable un total de 2 780 622 actions ordinaires ou exerçaient un contrôle ou avaient la haute main sur de tels titres, soit environ 0,238 % des actions ordinaires émises et en circulation.
- **Autres facteurs.** Le conseil a également étudié la fusion en tenant compte de la conjoncture économique et des tendances actuelles dans le secteur et les marchés touchant Barrick et Randgold dans le marché de l'or, de l'information concernant les réserves minérales et les ressources minérales, l'entreprise, les activités, les propriétés, les actifs, la situation financière, les résultats d'exploitation et l'évaluation par la direction des perspectives de Barrick et de Randgold et des cours alors historiques des actions ordinaires et des actions de Randgold.

Voir « *La fusion – Motifs à l'appui de la recommandation du conseil* ».

Pourquoi devrais-je voter POUR la résolution relative à la prorogation?

Barrick croit qu'il est approprié en ce moment de se proroger en Colombie-Britannique, dont la loi sur les sociétés plus moderne offre une souplesse supplémentaire à Barrick dans certains domaines, y compris une souplesse accrue quant à la gestion des capitaux et à la composition de son conseil. En Colombie-Britannique, Barrick disposera d'une plus grande souplesse pour attirer les administrateurs les plus compétents et les plus expérimentés dans un bassin de talents mondial, qui possèdent l'expertise et les compétences requises par l'entreprise mondiale de Barrick, qui exercera ses activités dans un éventail diversifié de territoires sur cinq continents. Pour ces motifs, les actionnaires devraient voter **POUR** la prorogation.

Voir « *La prorogation* ».

Comment le ratio d'échange a-t-il été établi?

Le ratio d'échange a été convenu en fonction des cours moyens pondérés en fonction du volume des actions ordinaires et des ADS de Randgold négociées au NYSE et au NASDAQ, au cours de la période de 20 jours de négociation terminée le 21 septembre 2018 (soit le dernier jour ouvrable précédant la date de l'annonce), de 10,30 \$ et de 63,13 \$, respectivement.

⁵ Les charges décaissées totales les plus basses et la marge du BAIIA ajusté la plus élevée sont des mesures de la performance financière hors PCGR fondées sur les données de Factset ou Wood Mackenzie dont le sens n'est pas normalisé selon les IFRS. Il est donc possible que ces mesures ne soient pas comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les comparaisons financières entre Barrick après la fusion et ses principales sociétés aurifères de référence sont établies sur le fondement des données présentées par Factset ou Wood Mackenzie, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick et Randgold calculent des mesures comparables. Pour de plus amples renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR* » à la page 85 « *Autres renseignements – Comparaison des mesures à partir de données de tiers* » à la page 88.

Que faut-il pour mener à bien la fusion?

La réalisation de la fusion est conditionnelle, entre autres, à la satisfaction des conditions de clôture suivantes ou à la renonciation à ces conditions (dans l'hypothèse où la fusion est effectuée au moyen du plan) :

- la prise d'effet et le caractère inconditionnel du plan, sous réserve des dispositions du Code sur les prises de contrôle, au plus tard à la date limite;
- l'approbation du plan à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey par la majorité en nombre des actionnaires de Randgold qui votent, en personne ou par procuration, représentant trois quarts ou plus des droits de vote attachés à toutes les actions de Randgold exercés par ces actionnaires de Randgold;
- l'adoption en bonne et due forme de toutes les résolutions relatives au plan ou requises pour l'approuver et le mettre en œuvre comme il est énoncé dans l'avis de convocation à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold (y compris la résolution spéciale de Randgold) par la majorité requise lors de l'assemblée générale extraordinaire de Randgold (qui, relativement à la résolution spéciale de Randgold, nécessitera l'approbation des actionnaires de Randgold représentant au moins deux tiers des voix exprimées à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold en personne ou par procuration);
- l'homologation du plan sans modification ou avec une modification selon des modalités acceptables pour Barrick et Randgold par le tribunal de Jersey, et la remise au registraire des sociétés du décret homologuant le plan; et
- l'adoption en bonne et due forme de la résolution relative à l'émission d'actions lors de l'assemblée et le maintien de sa validité.

Voir « *La fusion – Annonce de la fusion et plan – Conditions à la fusion* ».

Y a-t-il d'autres conditions à la réalisation de la fusion?

La réalisation de la fusion sera également conditionnelle, entre autres, à la réalisation des conditions suivantes ou à leur renonciation :

- l'acceptation conditionnelle des actions émises à la fusion aux fins d'inscription à la cote du NYSE et de la TSX et la non-révocation de cette acceptation; et
- l'obtention de toutes les approbations des autorités en matière de concurrence sud-africaines et le maintien en vigueur et la non-révocation de ces approbations.

Voir « *La fusion – Annonce de la fusion et plan – Conditions à la fusion* ».

Qui seront les administrateurs de Barrick après la fusion?

Après la fusion, deux tiers des membres du conseil seront initialement nommés par Barrick et un tiers des membres seront initialement nommés par Randgold. Les membres du conseil proposés après la fusion, à l'exception de John L. Thornton et de Mark Bristow, n'ont pas encore été déterminés. Voir « *Barrick après la fusion – Conseil d'administration* ».

Qui seront les membres de la haute direction de Barrick après la fusion?

Après la fusion :

- John L. Thornton continuera d'agir en qualité de président exécutif du conseil de Barrick;
- Mark Bristow, le président et chef de la direction actuel de Randgold, agira en qualité de président et chef de la direction de Barrick;
- Graham Shuttleworth, le directeur financier et chef des services financiers actuel de Randgold, agira en qualité de premier vice-président directeur et chef des finances de Barrick; et
- Kevin Thomson continuera d'agir en qualité de premier vice-président directeur, Affaires stratégiques de Barrick.

Voir « *Barrick après la fusion – Membres de la haute direction* ».

Où se situeront les bureaux administratifs de Barrick après la fusion?

Après la fusion, le bureau de direction de Barrick demeurera à Toronto, en Ontario. Si la prorogation est menée à bien, le siège social et bureau des registres de Barrick se situera au 1600 – 925 West Georgia Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3L2. Voir « *Barrick après la fusion – Bureaux administratifs* ».

Quand Barrick prévoit-elle la clôture de la fusion?

La clôture de la fusion devrait avoir lieu d'ici la fin du premier trimestre de 2019. La clôture est conditionnelle à l'obtention, par Barrick, de l'approbation des actionnaires à l'égard de la résolution relative à l'émission d'actions et à la réalisation d'autres conditions de clôture, dont l'approbation des actionnaires de Randgold et de certains organismes de réglementation. Voir « *La fusion – Annonce de la fusion et plan – Conditions à la fusion* ».

Quels sont les niveaux d'approbation par vote requis pour adopter les résolutions lors de l'assemblée?

- **Résolution relative à l'émission d'actions** : L'approbation à la simple majorité des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés par un fondé de pouvoir à l'assemblée est requise pour adopter la résolution relative à l'émission d'actions.
- **Résolution relative à la prorogation** : L'approbation par deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés par un fondé de pouvoir à l'assemblée est requise pour adopter la résolution relative à la prorogation.

Le conseil a approuvé la fusion et la prorogation et recommande aux actionnaires de voter **POUR** les deux résolutions.



Le conseil recommande de voter POUR les deux résolutions à l'assemblée.

Devrais-je envoyer ma procuration maintenant?

Oui. Une fois que vous avez soigneusement lu et examiné les renseignements contenus dans la présente circulaire, vous devez remplir et soumettre le formulaire d'instructions de vote ou le formulaire de procuration ci-joint. Nous vous encourageons à voter bien avant l'heure limite pour la réception des procurations à 17 h (heure de Toronto) le 1^{er} novembre 2018 pour vous assurer que vos actions ordinaires fassent l'objet d'un vote à l'assemblée. Si l'assemblée est ajournée ou reportée, votre procuration doit être reçue au plus tard à 17 h (heure de Toronto) l'avant-dernier jour ouvrable précédant la reprise de l'assemblée. Barrick se réserve le droit d'accepter des procurations en retard et de renoncer à l'imposition de la date butoir s'appliquant à la réception des procurations, avec ou sans avis, mais elle n'a aucune obligation d'accepter ou de rejeter quelque procuration en retard que ce soit.

Y a-t-il un actionnaire qui est propriétaire véritable de 10 % ou plus des actions ordinaires?

Non. À la connaissance des administrateurs et des dirigeants de Barrick, en date du 4 octobre 2018, aucun actionnaire n'est propriétaire véritable, directement ou indirectement, ni n'exerce le contrôle ou n'a la haute main sur des titres comportant droit de vote représentant 10 % ou plus des droits de vote attachés à nos actions ordinaires en circulation. En outre, selon l'information actuellement à la disposition de Barrick, après la fusion, aucun actionnaire de Randgold actuel ne devrait, en raison de l'opération, posséder 10 % ou plus des actions ordinaires.

Devrais-je tenir compte de certains risques à l'égard de la fusion?

Oui. Il existe divers facteurs de risque liés à l'entreprise et aux activités de Randgold, à la fusion et à la possibilité que Barrick ne puisse conclure la fusion, qui devraient tous être étudiés attentivement. Les facteurs de risque liés à la fusion comprennent ce qui suit :

- La fusion est assujettie à la réalisation de plusieurs conditions ou à la renonciation à celles-ci.
- La capacité de Barrick à faire valoir certaines conditions de la fusion pourrait être limitée par le Code sur les prises de contrôle.
- La convention de coopération peut être résiliée dans certaines circonstances.
- L'émission d'un nombre important d'actions ordinaires et l'offre excédentaire en résultant pourrait avoir une incidence défavorable sur le cours des actions ordinaires après la réalisation de la fusion.
- Barrick n'exerce pas d'emprise sur Randgold et ses filiales à l'heure actuelle.

- Barrick et Randgold engageront des frais et des coûts d'opération élevés à l'égard de la fusion proposée.
- Barrick pourrait devoir verser un paiement de résiliation.
- Randgold et Barrick peuvent être la cible d'actions en justice, d'actions collectives relatives aux valeurs mobilières, de poursuites judiciaires dérivées et d'autres réclamations.

Pour de plus amples renseignements, voir « *Facteurs de risque* ».

Devrais-je tenir compte de certains risques à l'égard de la réalisation de la fusion?

Oui. Il existe divers facteurs de risque liés à l'entreprise et aux activités de Barrick après la fusion, qui devraient tous être étudiés attentivement. Les facteurs de risque liés à l'entreprise et aux activités de Barrick après la fusion comprennent ce qui suit :

- De lourdes demandes seront imposées à Barrick et à Randgold par suite de la fusion.
- L'intégration de Randgold pourrait ne pas se dérouler comme prévu.
- La nouvelle équipe de direction pourrait ne pas réussir à mettre en œuvre la stratégie d'affaires proposée.
- Risques politiques dans de nouveaux territoires.
- Une exposition accrue au change pourrait nuire au bénéfice de Barrick et à la valeur de certains de ses actifs.
- L'information financière consolidée pro forma non auditée de Barrick et de Randgold n'est présentée qu'à des fins d'illustration et peut ne pas représenter les résultats d'exploitation ou la situation financière de Barrick après la fusion.
- Risques liés à la nouvelle législation et à la fiscalité dans certains territoires d'exploitation de Randgold.
- L'accord de relations pourrait nuire à la croissance future des mines d'or africaines de Barrick après la fusion.
- La non-conformité de Randgold aux lois applicables avant la fusion pourrait assujettir Barrick à des pénalités et à d'autres conséquences défavorables après la fusion.

Pour de plus amples renseignements, voir « *Facteurs de risque* ».

Qui est habile à voter?

Les actionnaires à la fermeture des bureaux (heure de Toronto) à la date de référence du 4 octobre 2018 ou leurs fondés de pouvoir dûment nommés sont habiles à voter à l'assemblée.

Quand et où aura lieu l'assemblée?

L'assemblée aura lieu à 10 h (heure de Toronto) le 5 novembre 2018, à la salle Niagara de l'InterContinental Toronto Centre, situé au 225 Front Street West, Toronto (Ontario) Canada.

Qu'arrive-t-il si j'acquiers des actions ordinaires après la date de référence?

Vous n'aurez pas le droit de voter. Seules les personnes possédant des actions ordinaires à la date de référence du 4 octobre 2018 ont le droit de voter à l'assemblée.

Puis-je faire valoir des droits à la dissidence?

Un actionnaire inscrit peut faire valoir sa dissidence à l'égard de la résolution relative à la prorogation de la manière prévue à l'article 185 de la LSAO. Cet article est reproduit intégralement en tant qu'« *Annexe D : Article 185 – Loi sur les sociétés par actions (Ontario)* ». L'« *Annexe C : Procédure de dissidence* » donne un résumé de la procédure de dissidence.

Qui sollicite ma procuration?

Votre procuration est sollicitée pour le compte de la direction de Barrick. La direction sollicitera les procurations principalement par la poste, mais des administrateurs, des dirigeants ou des employés de Barrick pourront aussi en solliciter personnellement par téléphone, par courriel, par Internet ou par télécopieur.

Barrick a retenu les services de Laurel Hill Advisory Group dans le cadre de la sollicitation de procurations. Les frais découlant de la préparation et de la distribution des documents relatifs à l'assemblée et de la sollicitation de procurations seront assumés Barrick. Barrick remboursera aux courtiers et aux autres entités les coûts que ceux-ci auront engagés pour poster les documents relatifs à l'assemblée aux propriétaires véritables d'actions ordinaires.

Avec qui puis-je communiquer si j'ai des questions additionnelles?

Si vous avez des questions ou que vous avez besoin d'aide pour voter par procuration, veuillez communiquer avec notre agent de sollicitation de procurations, Laurel Hill Advisory Group, en composant sans frais en Amérique du Nord le 1.877.452.7184, en composant, de l'extérieur de l'Amérique du Nord, le 416.304.0211 (appels à frais virés) ou par courriel à l'adresse assistance@laurelhill.com.

Échéancier prévu des principaux événements

Date de référence afin de déterminer les actionnaires habiles à voter à l'assemblée	Le 4 octobre 2018
Date limite à laquelle AST doit avoir reçu les formulaires de procuration ou les instructions de vote des actionnaires	Le 1 ^{er} novembre 2018
Assemblée des actionnaires	Le 5 novembre 2018
Assemblée de Randgold convoquée par le tribunal de Jersey	Le 5 novembre 2018
Assemblée générale extraordinaire de Randgold	Le 5 novembre 2018
Audience devant le tribunal de Jersey visant Randgold afin d'approuver le plan	Le 17 décembre 2018 ⁶
Clôture prévue de la fusion	D'ici la fin du premier trimestre de 2019

⁶ Si l'autorisation en matière de concurrence en Afrique du Sud n'a pas été reçue d'ici le 12 décembre 2018, la date de l'audience devant le tribunal de Jersey devrait être le 15 janvier 2019. En cas d'un tel report, la clôture de la fusion devrait quand même avoir lieu au cours du premier trimestre de 2019.

Information dans la présente circulaire

La présente circulaire est fournie dans le cadre de la sollicitation, par la direction de Barrick et pour son compte, de procurations devant être utilisées à l'assemblée extraordinaire des actionnaires et à toute reprise de celle-ci en cas de report ou d'ajournement aux fins indiquées dans l'avis de convocation à l'assemblée extraordinaire ci-joint. Il est très important que vous, à titre d'actionnaires, lisiez attentivement ces documents et exerciez les droits de vote attachés à vos actions ordinaires.

Sauf indication contraire, l'information dans la présente circulaire est donnée en date du 4 octobre 2018. **Nul n'a été autorisé à donner une information ni à faire une déclaration concernant la fusion, la prorogation et les autres questions abordées dans la présente circulaire autre que celles qui figurent dans la présente circulaire. Si une telle information est donnée ou une telle déclaration est faite, il ne faut pas considérer qu'elle a été autorisée par Barrick et il ne faut pas s'y fier.**

La présente circulaire ne constitue pas une offre d'achat ou la sollicitation d'une offre de vente des titres ou la sollicitation d'une procuration par une personne dans un territoire où une telle offre ou sollicitation n'est pas autorisée ou dans un territoire où la personne qui fait l'offre ou la sollicitation n'est pas autorisée à le faire ni auprès d'une personne à qui il est illégal de faire une telle offre ou sollicitation.

Information concernant Randgold Resources Limited

Sauf indication contraire, l'information concernant Randgold que renferme la présente circulaire est fondée uniquement sur l'information fournie par Randgold à Barrick ou sur l'information publique. À l'égard de cette information, Barrick s'est fiée exclusivement à Randgold, sans vérification indépendante de sa part. Bien que Barrick n'ait connaissance d'aucun fait qui pourrait laisser croire que l'information concernant Randgold est fausse ou incomplète, ni Barrick, ni ses administrateurs ou dirigeants n'assument de responsabilité quelconque quant à la suffisance ou à l'exactitude de cette information, ni quant à l'omission de Randgold de divulguer des événements qui ont eu lieu ou qui pourraient avoir une incidence sur l'exhaustivité ou l'exactitude de cette information mais dont ils n'ont pas connaissance. Barrick n'a connaissance d'aucun renseignement important concernant Randgold n'ayant pas été communiqué au public. Voir également « – Informations scientifiques et techniques » et « Facteurs de risque ».

Mesures de la performance financière hors PCGR

Certaines mesures de la performance financière utilisées dans la présente circulaire, à savoir le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, les charges décaissées par once et le total des charges décaissées, ne sont pas prescrites par les IFRS. Ces mesures de la performance financière hors PCGR sont tout de même présentées puisque la direction a eu recours à ces informations pour analyser la performance de l'entreprise issue du regroupement et la situation financière de Barrick une fois fusionnée. Ces mesures de la performance financière hors PCGR visent uniquement à fournir un complément d'information et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Elles pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Ces mesures financières hors PCGR ne doivent pas être prises isolément ni être considérées comme un substitut aux mesures de la performance établies conformément aux IFRS.

Aux fins de la présentation de la performance de l'entreprise issue du regroupement et de la situation financière de Barrick une fois fusionnée, certaines mesures de la performance financière hors PCGR de Barrick et de Randgold ont été combinées sans ajustement pro forma de façon à en indiquer la somme. Nous donnons, à la rubrique *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR* de la présente circulaire, des précisions sur la façon dont la somme des mesures de la performance financière hors PCGR a été calculée aux fins de la circulaire et nous présentons des rapprochements avec les mesures établies conformément aux IFRS de Barrick et de Randgold les plus directement comparables ainsi que les raisons expliquant la présentation de ces mesures de la performance financière hors PCGR. Se reporter à la rubrique *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR*.

Aux fins de la présentation d'une comparaison relative des résultats de Barrick une fois fusionnée et de ceux des principales sociétés aurifères de référence, certaines comparaisons financières entre les résultats de Barrick une fois fusionnée et ceux de ses principales sociétés aurifères de référence ont été faites à partir de données présentées soit par Factset, Wood Mackenzie ou Bloomberg, y compris des mesures de la performance financière hors PCGR. Les comparaisons de ces mesures, à savoir le total des charges décaissées le moins élevé, la marge du BAIIA ajusté la plus élevée, le rendement du capital investi le plus élevé et le ratio de la dette brute sur le BAIIA ajusté le moins élevé, s'appuient uniquement sur les données présentées par Factset, Wood Mackenzie ou Bloomberg (selon le cas), ne visent qu'à fournir un complément d'information et n'ont pas de définition selon les IFRS. Se reporter à la rubrique *Données de tiers* pour plus de renseignements.

Certaines mesures de la performance financière de Randgold intégrées par renvoi dans la présente circulaire ne sont pas prescrites par les IFRS. Ces mesures de la performance financière hors PCGR sont présentées parce que la direction de Randgold considère qu'elles constituent des mesures comparables importantes ou des mesures clés pour évaluer la performance financière des secteurs d'activité de Randgold. Ces mesures de la performance financière hors PCGR visent uniquement à fournir un complément d'information et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Elles pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Ces mesures financières hors PCGR ne doivent pas être prises isolément ni considérées comme un substitut aux mesures de la performance établies conformément aux IFRS. Pour plus de renseignements sur les mesures de la performance financière hors PCGR, se reporter aux informations contenues dans la rubrique sur les principales

données financières et le survol des activités du rapport sur formulaire 20-F de Randgold et dans la rubrique sur les mesures hors PCGR du rapport intermédiaire de Randgold, documents qui sont tous deux intégrés par renvoi dans la présente circulaire.

Données de tiers

Certaines comparaisons de Barrick après la fusion par rapport à ses principales sociétés aurifères de référence (comme la marge du BAIIA ajusté la plus élevée, le rendement des capitaux le plus élevé, le ratio de la dette brute par rapport au BAIIA ajusté le plus bas et les charges décaissées totales les plus basses) sont fondées sur des données obtenues auprès de Wood Mackenzie, de Factset et de Bloomberg en date du 31 août 2018 (sauf indication contraire). Wood Mackenzie est une entreprise de recherche et de consultation tierce indépendante qui fournit des données pour le secteur des métaux et des mines, entre autres. Factset est une société de données financières et de logiciels qui fournit de l'information financière et des logiciels analytiques aux professionnels en placements, entre autres. Bloomberg est une société de logiciels, de données et de médias qui fournit des nouvelles, des données et des analyses concernant les affaires et les marchés. Ni Wood Mackenzie, ni Factset, ni Bloomberg ne sont affiliées à Barrick ou à Randgold.

Lorsque des chiffres de Barrick après la fusion sont comparés à ceux de ses principales sociétés aurifères de référence, les données de Wood Mackenzie, de Factset ou de Bloomberg (selon le cas) ont été utilisées afin d'assurer la cohérence des mesures comparées entre Barrick après la fusion et le groupe de référence. Ni Barrick ni Randgold n'ont la capacité de vérifier les chiffres de Wood Mackenzie, de Factset ou de Bloomberg, et les mesures de la performance financière hors PCGR utilisées par Wood Mackenzie, par Factset et par Bloomberg pourraient ne pas correspondre aux mesures de la performance financière hors PCGR calculées par Barrick, par Randgold ou par l'une des principales sociétés aurifères de référence.

Présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés pro forma non audités de Barrick inclus dans la présente circulaire sont présentés en dollars américains et ont été établis par la direction de Barrick conformément aux principes de comptabilisation et d'évaluation des normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou **IFRS**) publiées par l'International Accounting Standards Board et ils intègrent les principales méthodes comptables qui devraient être utilisées pour préparer les états financiers consolidés après la fusion. Les états financiers historiques ainsi que toutes les autres informations financières de Randgold inclus ou intégrés par renvoi dans la présente circulaire sont présentés en dollars américains et ont été établis conformément aux IFRS. Les états financiers de Barrick et de Randgold ont été audités conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis), et ceux de Barrick pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont également été audités conformément aux normes comptables canadiennes. La somme des données de certains tableaux et d'autres chiffres de la circulaire pourraient ne pas correspondre au total indiqué en raison de l'arrondissement.

États financiers pro forma

Les états financiers consolidés pro forma non audités inclus dans la présente circulaire rendent compte de la fusion et de certains ajustements connexes décrits dans les notes annexes qui y sont jointes. L'état de la situation financière consolidé pro forma non audité rend compte de la fusion comme si elle avait eu lieu le 30 juin 2018. Les états du résultat net consolidés pro forma non audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et le semestre clos le 30 juin 2018 rendent compte de la fusion comme si elle avait eu lieu le 1^{er} janvier 2017. Les états financiers consolidés pro forma non audités s'appuient sur les états financiers consolidés audités respectifs de Barrick et de Randgold pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ainsi que sur les états financiers consolidés non audités respectifs de Barrick et de Randgold au 30 juin 2018 et pour le semestre clos à cette date. L'information financière pro forma présentée dans la circulaire a été tirée des états financiers consolidés pro forma non audités de Barrick figurant ailleurs dans la circulaire et elle doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés respectifs de Barrick et de Randgold pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et le semestre clos le 30 juin 2018. Se reporter à l'*Annexe I : Information financière pro forma*.

Les états financiers consolidés pro forma non audités sont présentés à titre indicatif uniquement et ne sont pas nécessairement représentatifs de la situation financière que la société issue du regroupement aurait affichée si la fusion avait eu lieu aux dates indiquées. Ils pourraient également ne pas être utiles pour prédire la situation financière et les résultats d'exploitation futurs de la société issue du regroupement. La situation financière et les résultats de l'exploitation réels de Barrick pourraient différer considérablement des montants pro forma indiqués dans les états financiers consolidés pro forma non audités en raison d'une multitude de facteurs.

L'information et les ajustements pro forma non audités, y compris la répartition du prix d'acquisition, reposent sur des estimations préliminaires de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge, les données actuellement disponibles et certaines hypothèses que Barrick juge raisonnables dans les circonstances et qui sont décrites dans les notes annexes aux états financiers consolidés pro forma non audités. Les ajustements réels qui devront être apportés aux états financiers consolidés de Barrick à la clôture dépendront de bon nombre de facteurs, y compris notamment des coûts réels de la fusion et d'autres informations supplémentaires qui seront disponibles après la date de la circulaire. Par conséquent, les ajustements réels devraient différer des ajustements pro forma, et les différences pourraient être importantes. Se reporter aux rubriques *Information prospective* et *Facteurs de risque*.

Informations scientifiques et techniques

Sauf indication contraire, les informations scientifiques et techniques présentées dans la présente circulaire relativement à Barrick et à ses réserves minérales sont fondées sur des informations établies par les employés de Barrick, ses partenaires en coentreprise ou ses sociétés d'exploitation en coentreprise, le cas échéant, dans chaque cas sous la supervision de Rick Sims, membre accrédité de SME, vice-président, Réserves et ressources de Barrick, ou par suite d'un examen de celui-ci. M. Sims est une personne qualifiée au sens du Règlement 43-101. M. Sims n'a reçu ni ne recevra aucune participation directe ou indirecte dans une propriété de Barrick ou de l'une ou l'autre des personnes avec qui elle a des liens ou de l'un ou l'autre membre de son groupe. En date des présentes, M. Sims est propriétaire véritable, directement ou indirectement, de moins de 1 % de toute catégorie de titres en circulation de Barrick et de moins de 1 % de toute catégorie de titres en circulation des personnes avec qui Barrick a des liens ou de l'un ou l'autre membre de son groupe.

Sauf indication contraire, les informations scientifiques et techniques présentées dans la présente circulaire (ou intégrées par renvoi dans les présentes) relativement à Randgold et à ses projets miniers sont fondées sur des informations établies par les employés de Randgold, dans chaque cas sous la supervision de Simon Bottoms, directeur des ressources minérales du groupe pour Randgold, et de Rodney Quick, directeur général de l'évaluation du groupe pour Randgold, ou par suite d'un examen de ceux-ci. À la connaissance de Barrick : i) MM. Bottoms et Quick sont chacun une personne qualifiée au sens du Règlement 43-101; ii) MM. Bottoms et Quick sont chacun un dirigeant ou un employé de Randgold; et iii) aucun d'entre eux n'a reçu ni ne recevra de participation directe ou indirecte dans une propriété de Randgold ou de l'une ou l'autre des personnes avec qui elle a des liens ou de l'un ou l'autre membre de son groupe. En date des présentes, à la connaissance de Barrick, chacune de ces personnes est propriétaire véritable, directement ou indirectement, de moins de 1 % de toute catégorie de titres en circulation de Randgold et de moins de 1 % de toute catégorie de titres en circulation des personnes avec qui Randgold a des liens ou de l'un ou l'autre membre de son groupe. Les informations scientifiques et techniques présentées dans la présente circulaire relativement à Kibali et Loulo-Gounkoto sont fondées sur des rapports techniques préparés en vertu du Règlement 43-101 déposés par Randgold le 24 septembre 2018 sous son profil d'émetteur sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Le Règlement 43-101 autorise Barrick à se fier à ces rapports techniques aux fins de la présentation de l'information que renferme la présente circulaire.

Information sur les réserves minérales et les ressources minérales

Les réserves minérales sont estimées et déclarées par Barrick conformément au Règlement 43-101 aux termes de l'ICM, comme l'exigent les autorités canadiennes en valeurs mobilières. Aux fins de la présentation de l'information aux États-Unis, l'Industry Guide 7 (adopté en vertu de l'Exchange Act), suivant son interprétation par le personnel de la SEC, applique des normes différentes pour qu'une minéralisation puisse être classée parmi les réserves minérales (voir « *Barrick après la fusion – Réserves minérales combinées – Réserves minérales aurifères de Barrick* »). De plus, alors que les termes « ressources minérales mesurées », « ressources minérales indiquées » et « ressources minérales présumées » sont exigés par le Règlement 43-101, la SEC ne les reconnaît pas. Les normes canadiennes diffèrent considérablement des exigences de la SEC, et l'information sur les ressources minérales contenue dans les présentes n'est pas comparable à l'information semblable concernant les réserves minérales qui est présentée conformément aux exigences de la SEC. Les lecteurs doivent savoir que les ressources minérales « présumées » comportent une grande part d'incertitude en ce qui concerne leur existence et leur faisabilité économique et juridique. En outre, les lecteurs ne doivent pas tenir pour acquis qu'une partie quelconque ou la totalité des ressources minérales de Barrick constitue des réserves ou sera convertie en réserves.

Les réserves de minerai et les ressources minérales sont estimées et déclarées par Randgold conformément au code du JORC. Le code du JORC est un « code étranger acceptable » au sens du Règlement 43-101 et, en conséquence, Barrick a le droit d'inclure l'information sur les réserves de minerai et les ressources minérales de Randgold dans la présente circulaire. Les réserves de minerai et les ressources minérales déclarées aux termes du code du JORC sont équivalentes sur le plan fonctionnel aux normes de présentation de l'information de l'ICM et l'information sur les réserves minérales combinées figurant dans la présente circulaire aux fins d'illustration a été préparée en regroupant l'information sur les réserves minérales de Barrick avec les réserves de minerai déclarées par Randgold aux termes du code du JORC, dans chaque cas en date du 31 décembre 2017. Randgold a fait concorder les réserves de minerai déclarées avec la définition de « réserves minérales » de l'ICM et il n'y a pas d'écarts considérables. Le code du JORC diffère sensiblement des exigences de la SEC, et l'information sur les ressources minérales figurant ou intégrée par renvoi dans les présentes n'est pas comparable à de l'information semblable concernant les réserves minérales indiquées conformément aux exigences de la SEC. Les lecteurs doivent savoir que les réserves minérales « présumées » comportent une grande part d'incertitude en ce qui concerne leur existence et leur faisabilité économique et juridique. En outre, les lecteurs i) ne doivent pas tenir pour acquis qu'une partie quelconque ou la totalité des ressources minérales de Randgold constitue des réserves minérales ou sera convertie en réserves minérales et ii) doivent savoir qu'à la différence de Barrick, qui déclare ses ressources minérales en excluant les réserves minérales, Randgold déclare ses ressources minérales en incluant les réserves de minerai.

Les réserves minérales de Barrick sont déclarées selon un cours de l'or hypothétique de 1 200 \$ l'once (à l'exception de Kalgoorlie, qui utilise un cours hypothétique de 1 600 \$ AU l'once et de Bulyanhulu, North Mara et Buzwagi, qui utilisent un cours hypothétique de 1 100 \$ l'once). Les réserves de minerai de Randgold sont déclarées selon un cours de l'or hypothétique de 1 000 \$ l'once (à l'exception de la mine à ciel ouvert KCD de Kibali, qui utilise un cours hypothétique de 1 100 \$ l'once dans sa conception). Les chiffres de tonnage et de teneur de Barrick figurant dans la présente circulaire sont déclarés selon la quote-part attribuable et les chiffres de tonnage et de teneur de Randgold figurant dans la présente circulaire sont déclarés selon le total.

En conséquence des différences susmentionnées, les réserves minérales de Barrick et les réserves de minerai de Randgold indiquées pourraient ne pas être directement comparables, et les réserves minérales combinées doivent être considérées comme des exemples seulement. Les réserves

minérales combinées potentielles doivent être considérées comme de l'information prospective et sont susceptibles de changer en fonction de cours de l'or hypothétiques différents.

Taux de change

Le tableau qui suit présente, pour chacune des périodes indiquées, les taux de change extrêmes, le taux de change moyen et le taux de change à la fin de la période, selon le taux de change publié par la Banque du Canada pour la conversion de un dollar américain en dollars canadiens.

	Exercices clos les 31 décembre		Semestre clos le 30 juin
	2017	2016	2018
Haut.....	1,3743	1,4589	1,3310
Bas.....	1,2128	1,2544	1,2288
Moyen.....	1,2986	1,3248	1,2781
Fin de la période	1,2545	1,3427	1,3168

Le 21 septembre 2018, le jour ouvrable précédant immédiatement la date de l'annonce, le taux de change quotidien moyen publié par la Banque du Canada était de 1,00 \$ US = 1,2916 \$ CA ou 1,00 \$ CA = 0,7742 \$ US. Le 3 octobre 2018, le taux de change quotidien moyen publié par la Banque du Canada était de 1,00 \$ US = 1,2382 \$ CA ou 1,00 \$ CA = 0,7793 \$ US.

Le tableau qui suit présente, pour chaque période indiquée, les taux de change extrêmes, le taux de change moyen et le taux de change à la fin de la période, selon le taux de change publié par la Banque du Canada pour la conversion de une livre sterling en dollars canadiens.

	Exercices clos les 31 décembre		Semestre clos le 30 juin
	2017	2016	2018
Haut.....	1,7767	2,0758	1,8371
Bas.....	1,5865	1,6009	1,6822
Moyen.....	1,6720	1,7962	1,7582
Fin de la période	1,6961	1,6564	1,7357

Le 21 septembre 2018, le jour ouvrable précédant immédiatement la date de l'annonce, le taux de change quotidien moyen publié par la Banque du Canada était de 1,00 £ = 1,7114 \$ CA ou 1,00 \$ CA = 0,5916 £. Le 3 octobre 2018, le taux de change quotidien moyen publié par la Banque du Canada était de 1,00 £ = 1,6670 \$ CA ou 1,00 \$ CA = 0,5999 £.

L'information ci-dessus à l'égard de l'exercice clos le 31 décembre 2016 est fondée sur les taux à midi pour cette période publiés par la Banque du Canada. L'information à l'égard des périodes commençant à compter du 1^{er} janvier 2017 est fondée sur les taux de change quotidiens moyens pour ces périodes publiés par la Banque du Canada.

Avis aux actionnaires américains

Barrick est constituée sous le régime des lois de la province d'Ontario et est un « émetteur privé étranger » au sens de *foreign private issuer* en vertu des lois américaines sur les valeurs mobilières. Les sollicitations de procurations en vue de l'assemblée ne sont pas assujetties aux exigences des paragraphes 14(a) et 14(c) de l'Exchange Act. Par conséquent, les sollicitations et opérations envisagées dans la présente circulaire sont effectuées aux États-Unis à l'égard de titres d'un émetteur canadien conformément aux lois canadiennes sur les sociétés et sur les valeurs mobilières, et la présente circulaire a été préparée exclusivement en conformité avec les exigences en matière de présentation de l'information applicables au Canada. Les actionnaires aux États-Unis doivent savoir que ces exigences diffèrent de celles des États-Unis qui s'appliquent aux déclarations d'inscription en vertu de la Securities Act et aux circulaires de sollicitation de procurations en vertu de l'Exchange Act.

L'information concernant les activités de Barrick et de Randgold figurant dans les présentes a été préparée conformément aux normes de présentation de l'information canadiennes, lesquelles ne sont pas comparables à tous égards aux normes de présentation de l'information américaines. Les états financiers de Barrick et de Randgold (lesquels états financiers de Randgold sont intégrés par renvoi dans la présente circulaire ou joints à titre d'« *Annexe H : États financiers historiques de Randgold* ») ont été préparés conformément aux IFRS, qui diffèrent des principes comptables généralement reconnus aux États-Unis à certains égards importants, et pourraient par conséquent ne pas être comparables aux états financiers et aux renseignements des sociétés américaines préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus aux États-Unis. Voir également « *Information dans la présente circulaire – Présentation de l'information financière* ».

Les états financiers de Barrick pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont assujettis à un audit selon les normes d'audit du Public Company Accounting Oversight Board (PCAOB). Les états financiers de Barrick pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont assujettis à un audit selon les normes d'audit canadiennes et aux normes d'audit du PCAOB. Les auditeurs de Barrick sont tenus d'être indépendants à l'égard de la Société au sens des règles de déontologie des Chartered Professional Accountants of Ontario et conformément aux lois sur les valeurs mobilières fédérales des États-Unis et aux règles et règlements applicables de la SEC et du PCAOB. Les états financiers de Randgold pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont assujettis à un audit selon les normes d'audit du PCAOB et les auditeurs sont tenus d'être indépendants à l'égard de la société conformément aux lois sur les valeurs mobilières fédérales des États-Unis et aux règles et règlements applicables de la SEC et du PCAOB. Les états financiers intermédiaires à usage déterminé inclus à l'« *Annexe H : États financiers historiques de Randgold* » étaient assujettis à un examen en vertu des *International Standards on Review Engagements (UK) 2410*.

Les actionnaires pourraient avoir de la difficulté à se prévaloir des recours en responsabilité civile prévus par les lois américaines sur les valeurs mobilières, étant donné que Barrick est constituée ou organisée à l'extérieur des États-Unis, qu'une partie ou la totalité de ses administrateurs et dirigeants et les experts nommés dans la présente circulaire ne sont pas des résidents des États-Unis et que la totalité ou une partie importante des actifs de Barrick et de ces personnes pourraient se trouver à l'extérieur des États-Unis. En conséquence, il pourrait être difficile, voire impossible, pour les actionnaires américains de signifier des actes de procédure aux États-Unis à Barrick, à ses dirigeants et à ses administrateurs ou aux experts nommés dans les présentes, ou à faire exécuter contre eux des jugements de tribunaux des États-Unis fondés sur les responsabilités civiles en vertu des lois américaines sur les valeurs mobilières. De plus, les actionnaires américains ne doivent pas tenir pour acquis que les tribunaux du Canada :

- i) feront exécuter les jugements qui ont été rendus par des tribunaux américains dans le cadre de poursuites contre ces personnes et qui sont fondés sur les responsabilités civiles en vertu des lois américaines sur les valeurs mobilières; ou
- ii) feront exécuter, dans le cadre d'une poursuite initiale, des obligations contre ces personnes fondées sur les responsabilités civiles en vertu des lois américaines sur les valeurs mobilières.

Voir également « *Information dans la présente circulaire – Information sur les réserves minérales et les ressources minérales* ».

Information prospective

La présente circulaire renferme de l'« information prospective » au sens de la législation canadienne en valeurs mobilières applicable concernant ce qui suit : i) la croissance, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives et possibilités d'affaires futurs de la Société et de Randgold; ii) la fusion; iii) l'intégration de l'entreprise de Randgold dans les activités existantes de la Société; iv) l'incidence de la fusion sur la situation financière de la Société; v) les perspectives pour les entreprises respectives de Barrick et de Randgold et le secteur minier aurifère en général selon l'information disponible à l'heure actuelle; et vi) la prorogation de Barrick. Ces prévisions pourraient ne pas convenir à d'autres fins. On reconnaît souvent, mais pas toujours, l'information prospective à l'emploi de termes comme « croire », « s'attendre à », « prévoir », « cibler », « planifier », « objectif », « supposer », « avoir l'intention de », « projeter », « but », « continuer », « budgétiser », « estimer », « potentiel », « pouvoir » ou d'expressions semblables ainsi qu'à l'emploi du futur et du conditionnel. Plus particulièrement, la circulaire renferme de l'information prospective se rapportant à ce qui suit :

- les attentes à savoir si la fusion sera menée à bien, notamment à savoir si les conditions de la réalisation de la fusion seront remplies, et le moment prévu de la clôture;
- les plans, perspectives d'affaires et rendement futurs de la société issue du regroupement, son potentiel de croissance, sa solidité financière, son profil de marché, ses produits, son fonds de roulement, ses dépenses d'investissements, ses évaluations de placements, son revenu, ses marges, son accès à des capitaux et sa stratégie globale;
- les prévisions concernant l'obtention de toutes les approbations nécessaires d'organismes de réglementation et de tiers et l'expiration de tous les délais d'attente pertinents;
- le nombre attendu d'actions ordinaires devant être émises dans le cadre de la fusion, la capitalisation totale prévue de Barrick sur une base consolidée à la suite de la fusion et le ratio d'actions ordinaires qui seront détenues par les actionnaires et par les actionnaires de Randgold, respectivement, à la suite de la fusion;
- les avantages attendus de la fusion;
- le potentiel de changement de la note de crédit de la Société après la fusion;
- les attentes concernant la valeur et la nature de la contrepartie payable aux actionnaires de Randgold en conséquence de la fusion;
- les réserves minérales prévues de Barrick après la réalisation de la fusion;
- la structure de gouvernance et de gestion de Barrick à la suite de la fusion;
- les dépenses associées à la fusion;
- la possibilité pour des actifs stratégiques de devenir des actifs de niveau 1;
- l'attente selon laquelle les actions émises à la fusion seront inscrites à la cote de la TSX et du NYSE à la clôture;
- l'intention de Barrick et de Randgold d'obtenir l'approbation de leurs actionnaires respectifs relativement à la fusion;
- le traitement prévu des régimes fondés sur des actions de Randgold et les coûts associés à ceux-ci en conséquence de la fusion;
- l'attente selon laquelle Acacia ne se prévaudra pas de son droit de préemption relativement à la fusion;
- l'attente selon laquelle Barrick sera en mesure de prendre des arrangements pour que l'accord de relations ne perturbe pas la croissance future des activités aurifères africaines de Barrick à la suite de la fusion;
- l'attente selon laquelle Barrick maintiendra en poste les employés clés de Barrick et de Randgold à la suite de la fusion;
- l'attente selon laquelle Randgold cessera d'être une société ouverte à la suite de la fusion et fera radier ses actions ordinaires de la cote de la Bourse de Londres et ses ADS de la cote du NASDAQ à la suite de la fusion;
- l'attente selon laquelle les actions émises à la fusion qui pourraient être émises aux porteurs des ADS de Randgold seront distribuées à ceux-ci et le programme d'ADS de Randgold sera résilié à la clôture; et
- la relocalisation du siège social et bureau des registres de Barrick en conséquence de la prorogation.

Ces déclarations sont fondées sur des hypothèses, des estimations, des analyses et des opinions raisonnables de la direction formulées à la lumière de l'expérience de cette dernière et de sa perception des tendances, de la conjoncture et des faits nouveaux prévus, ainsi que d'autres facteurs que la direction estime être pertinents et raisonnables à la date où ces déclarations sont faites. L'information prospective comporte des risques connus et inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels, le rendement ou les réalisations de la Société, selon le cas, diffèrent considérablement de ceux qui sont prévus, estimés ou projetés. Ces risques, incertitudes et hypothèses comprennent ce qui suit :

- le risque que les conditions de la réalisation de la fusion ne soient pas remplies;
- le risque que l'approbation des actionnaires à l'égard de la fusion ne soit pas obtenue auprès des actionnaires de Randgold ou que la résolution relative à l'émission d'actions ne soit pas approuvée;
- le risque que la résolution relative à la prorogation ne soit pas approuvée;
- le risque que les approbations requises des organismes de réglementation et de tiers nécessaires pour mener à bien la fusion ne soient pas obtenues, ou que des conditions soient imposées relativement à ces approbations et augmentent les coûts associés à la fusion ou aient d'autres incidences défavorables sur la Société sur une base consolidée à la suite de la fusion;
- le risque qu'un litige relatif à la fusion soit intenté et cause un empêchement, un retard ou des coûts ou obligations considérables de la part de Barrick ou de Randgold;
- le risque qu'Acacia exerce ou tente d'exercer son droit de préemption relativement à la fusion;
- le risque que l'accord de relations perturbe la croissance future des activités aurifères africaines de Barrick à la suite de la fusion;
- le risque que Barrick découvre des passifs de Randgold non mentionnés auparavant à la suite de la clôture;
- le risque que Barrick puisse être tenue de verser le paiement de résiliation à Randgold dans certaines circonstances si la fusion n'est pas menée à bien;
- le risque que le temps consacré par la direction et l'attention qu'elle porte à la fusion détournent son attention d'autres aspects des entreprises respectives de Barrick et de Randgold;
- le risque que les avantages et la création de valeur attendus tirés de la fusion ne soient pas réalisés, ou ne puissent être réalisés dans les délais prévus;
- le risque qu'une baisse considérable du cours des actions ordinaires puisse avoir lieu et entraîner l'échec de la fusion ou perdre après la clôture;
- le risque qu'il y ait, à l'égard de Barrick ou de Randgold, des offres concurrentes découlant de la fusion ou s'y rapportant;
- le risque que Randgold ne puisse être intégrée avec succès à la suite de la fusion;
- le risque que Barrick ne puisse pas maintenir en poste des employés clés de Barrick ou de Randgold;
- les risques liés à certains territoires dans lesquels Barrick ou Randgold exerce ses activités, à l'égard desquels il y a eu des changements récents et/ou proposés touchant les lois sur l'exploitation minière et/ou la fiscalité et où les gouvernements pourraient demander une plus grande part des richesses minérales;
- les risques liés à l'instabilité politique dans certains territoires dans lesquels Randgold exerce ses activités;
- les risques que la non-conformité de Randgold avec des lois applicables avant la fusion assujettisse Barrick à des pénalités et à d'autres conséquences défavorables à la suite de la fusion;
- les risques liés aux activités de Randgold près des collectivités qui peuvent considérer que ses activités leur portent préjudice;
- les risques liés à la perturbation des routes d'approvisionnement, ce qui peut causer des retards dans les activités de construction et d'exploitation minière aux propriétés plus éloignées de Randgold;
- les risques liés aux fluctuations du cours de l'or, du cuivre ou de certaines autres marchandises (comme l'argent, le carburant diesel, le gaz naturel et l'électricité) sur les marchés au comptant ou à terme, et à la disponibilité d'intrants et de main-d'œuvre dans le secteur minier et à l'accroissement des coûts s'y rattachant;

- les risques liés à la hausse des coûts, aux retards, aux suspensions et aux difficultés techniques qui caractérisent la construction de projets d'immobilisations;
- le risque de difficultés d'ordre opérationnel ou technique pouvant survenir dans le cadre d'activités d'exploitation ou de mise en valeur minière, dont des difficultés d'ordre géotechnique et des perturbations des processus d'entretien ou de fourniture des infrastructures et systèmes informatiques requis;
- l'incapacité de se conformer aux lois et règlements en matière d'environnement et de santé-sécurité, et l'obtention des licences et permis requis ou l'incapacité de les obtenir dans les temps voulus;
- le risque de perte découlant d'actes de guerre, de terrorisme, de sabotage et de troubles civils;
- les risques liés aux litiges et aux contestations de titres de propriété, surtout dans le cas des biens non mis en valeur ou de l'accès à l'eau, à l'électricité et aux autres infrastructures requises;
- les risques associés à la collaboration avec des partenaires relativement à des actifs sous contrôle commun; et
- l'augmentation des coûts et des risques matériels découlant de changements climatiques et, notamment, de catastrophes naturelles ou de pénuries de ressources.

De plus, la prospection, la mise en valeur et l'exploitation de biens miniers comportent des risques et dangers, dont des risques environnementaux, des accidents industriels, des formations inhabituelles ou imprévues, des pressions, des effondrements, des inondations et des pertes de lingots d'or, de cathodes de cuivre ou de concentrés d'or et de cuivre (ou le risque présenté par l'insuffisance des assurances souscrites ou l'incapacité d'obtenir une couverture adéquate des risques).

L'information prospective figurant dans les présentes est donnée en date de la présente circulaire, et la Société rejette toute obligation ou intention de mettre à jour de l'information prospective, que ce soit par suite d'une nouvelle information, d'événements futurs ou autrement, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables ne l'exigent. Pour de l'information supplémentaire au sujet des facteurs de risque de la Société et des facteurs de risque se rapportant à la fusion, à la non-réalisation de la fusion et à l'entreprise de Barrick à la suite de la fusion, il y a lieu de se reporter à la rubrique « *Facteurs de risque* » et aux documents d'information continue de la Société déposés de temps à autre sous son profil d'émetteur sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur EDGAR à l'adresse www.sec.gov.

Sommaire

Le présent sommaire met en évidence de l'information contenue ailleurs dans la présente circulaire. Le présent sommaire n'est pas exhaustif et il est présenté entièrement sous réserve des renseignements et des états financiers, y compris les notes y afférentes, plus détaillés contenus ailleurs dans la présente circulaire et dans les annexes ci-jointes et dans les documents intégrés par renvoi, qui sont tous des renseignements importants et devraient être lus attentivement. Certains termes clés utilisés dans le présent sommaire et dans la circulaire sont définis à la rubrique « *Termes et acronymes clés* » ci-dessus.

L'assemblée

L'assemblée aura lieu à 10 h (heure de Toronto) le 5 novembre 2018, à la salle Niagara de l'InterContinental Toronto Centre, situé au 225 Front Street West, Toronto (Ontario), Canada.

Votre vote est important. Vous pouvez voter si vous étiez un actionnaire inscrit à la fermeture des bureaux le 4 octobre 2018. Pour vous assurer que vos actions ordinaires soient représentées à l'assemblée, vous pouvez exercer votre vote en personne ou en soumettant votre procuration ou votre formulaire d'instructions de vote. Veuillez vous reporter à la page 37 pour plus de détails sur la façon d'exercer vos droits de vote.

Objet de l'assemblée

L'objet de l'assemblée est d'étudier et, s'il est jugé approprié, d'adopter (avec ou sans modification) la résolution relative à l'émission d'actions et la résolution relative à la prorogation. La résolution relative à l'émission d'actions et la fusion ne sont pas conditionnelles à l'approbation de la résolution relative à la prorogation.

La fusion

Le 24 septembre 2018, Barrick et Randgold ont conclu la convention de coopération et ont diffusé l'annonce de la fusion dans laquelle elles annonçaient la conclusion d'une entente concernant les modalités d'une fusion-absorption de Barrick et de Randgold aux termes de laquelle Barrick fera l'acquisition de la totalité des actions ordinaires de Randgold émises et devant être émises (autres que les actions exclues). La fusion devrait être effectuée aux termes d'un plan d'arrangement homologué par le tribunal en vertu de la Loi sur les sociétés de Jersey. Si elle est menée à bien, la fusion fera en sorte que Barrick devienne propriétaire de la totalité des actions de Randgold à la date de prise d'effet. Les actionnaires de Randgold recevront 6,1280 actions ordinaires pour chaque action de Randgold détenue à la date de prise d'effet. Ce ratio d'échange est fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires négociées au NYSE et des ADS de Randgold négociées au NASDAQ, respectivement, au cours de la période de 20 jours de négociation terminée le 21 septembre 2018 (soit le dernier jour ouvrable avant la date de l'annonce). À la clôture, Randgold deviendra une filiale en propriété exclusive de Barrick et Barrick poursuivra les activités de Barrick et celles de Randgold sur une base combinée. Au moment de la clôture, les actionnaires existants détiendront environ 66,6 % des actions ordinaires et les actionnaires de Randgold détiendront environ 33,4 % des actions ordinaires.

Pour plus de renseignements relatifs à Barrick après la réalisation de la fusion, voir « *La fusion – Modalités de la fusion* » et « *Annexe I : Information financière pro forma* ».

Randgold

Randgold est une société d'exploitation et d'exploration minières aurifères exerçant ses activités principalement en Afrique. Elle possède un important portefeuille de mines et de projets entièrement nouveaux et de projets déjà en exploitation.

Randgold a été fondée en 1995 et son siège social se trouve à Jersey, aux îles de la Manche. Au cours des 23 dernières années, Randgold a acquis un vaste portefeuille de mines et de programmes d'exploration dans plusieurs pays d'Afrique centrale et occidentale, dont deux actifs aurifères de niveau 1 au Mali et en RDC. Randgold poursuit l'expansion de son portefeuille par l'établissement de partenariats mutuellement avantageux avec les gouvernements des pays hôtes, les collectivités et les partenaires en coentreprise. Au nombre de ces partenariats figurent les coentreprises conclues par Randgold avec AngloGold Ashanti en RDC et Endeavour Mining et Newcrest en Côte d'Ivoire.

Les actions de Randgold se négocient à la Bourse de Londres sous le symbole « RRS » et ses ADS se négocient au NASDAQ sous le symbole « GOLD ». Le bureau principal de Randgold est sis au 3rd Floor, Unity Chambers, 28 Halkett Street, St Helier, Jersey, JE2 4WJ, îles de la Manche.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, Randgold a déclaré une production d'or s'établissant à 1,315 million d'onces, des produits de 1 280 M\$ et un résultat global de 335 M\$.

Le jour ouvrable précédant la date de l'annonce, 94 475 346 actions de Randgold étaient émises et en circulation, et la capitalisation boursière de Randgold s'établissait à 6,1 G\$ d'après le cours de clôture de ses ADS au NASDAQ à cette date, soit 63,91 \$.

Pour de l'information supplémentaire concernant Randgold, voir « *Information relative à Randgold et à Barrick* », « *Annexe G : Information supplémentaire concernant Randgold* » et « *Annexe H : États financiers historiques de Randgold* ».

Avis sur le caractère équitable

Barrick a retenu les services de M. Klein and Co. et de Morgan Stanley à titre de conseillers financiers dans le cadre de la fusion. Dans le cadre de sa décision d'approuver la fusion, le conseil a examiné, entre autres, l'avis sur le caractère équitable de chacun de ses conseillers financiers. L'avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. et l'avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley ont chacun conclu qu'en date de l'avis sur le caractère équitable, sous réserve des diverses hypothèses formulées, des procédures suivies, des questions prises en compte et des restrictions et des réserves touchant la portée de l'examen entrepris par chacun des conseillers financiers qui y étaient énoncées, le ratio d'échange était équitable, du point de vue financier, pour Barrick. Le texte intégral de l'avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. et de l'avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley énonçant les hypothèses formulées, les questions examinées et les restrictions et réserves applicables à l'examen entrepris dans le cadre de l'avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. et de l'avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley sont joints à titre d'« *Annexe E : Avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co.* » et d'« *Annexe F : Avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley* », respectivement. Le résumé de l'avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. et de l'avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley dans la présente circulaire est donné sous réserve du texte intégral de l'avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. et de l'avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley.

M. Klein and Co. et Morgan Stanley ont chacun remis leur avis sur le caractère équitable aux fins d'information et d'assistance au conseil dans le cadre de son examen de la fusion. Ni l'avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. ni l'avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley ne constituent une recommandation aux actionnaires de voter en faveur ou non de la résolution relative à l'émission d'actions ou de toute autre question. Voir « *La fusion – Avis sur le caractère équitable – Avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co.* », « *La fusion – Avis sur le caractère équitable – Avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley* », « *Annexe E : Avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co.* » et « *Annexe F : Avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley* ».

Recommandation du conseil

Après un examen minutieux, y compris la prise en compte des mises à jour détaillées de la direction concernant ses conclusions de la vérification diligente, après consultation de ses conseillers juridiques et financiers, des avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. et de Morgan Stanley et d'autres facteurs décrits relative à la rubrique « *La fusion – Motifs à l'appui de la recommandation du conseil* », le conseil a jugé que la fusion et la prorogation étaient dans l'intérêt de Barrick et il a décidé de recommander aux actionnaires de voter en faveur de la résolution relative à l'émission d'actions et de la résolution relative à la prorogation. Par conséquent, le conseil a approuvé et recommande aux actionnaires de voter **POUR** la résolution relative à l'émission d'actions et **POUR** la résolution relative à la prorogation. Voir « *La fusion* » et « *La prorogation* ».



Le conseil recommande de voter **POUR** la résolution relative à l'émission d'actions et **POUR** la résolution relative à la prorogation.

Motifs à l'appui de la recommandation du conseil

Pour en arriver à ses conclusions et à la formulation de sa recommandation favorable à la fusion aux actionnaires, le conseil a examiné un certain nombre de facteurs, dont ceux qui sont énumérés ci-dessous, bénéficiant des avis de la direction de Barrick et de ses conseillers financiers et juridiques.

Le texte qui suit résume les principaux motifs à l'appui de la recommandation aux actionnaires de voter **POUR** la résolution relative à l'émission d'actions et la résolution relative à la prorogation :

- **Création d'une société aurifère chef de file de l'industrie.** Le conseil estime que la fusion créera une société aurifère chef de file de l'industrie avec la plus grande concentration d'actifs aurifères de niveau 1 de l'industrie, les charges décaissées totales les plus basses parmi les principales sociétés aurifères de référence⁷ et un portefeuille d'actifs diversifié bien positionné en vue de la croissance dans plusieurs des districts aurifères les plus prolifiques du monde.
- **Taille et portée supérieures.** Selon les cours de clôture respectifs de Barrick et de Randgold au NYSE et au NASDAQ en date du 21 septembre 2018 (soit le dernier jour ouvrable avant la date de l'annonce), Barrick aurait une capitalisation boursière totale de 18,3 G\$.

⁷ Les charges décaissées totales les plus basses sont une mesure de la performance financière hors PCGR fondée sur les données de Wood Mackenzie dont le sens n'est pas normalisé selon les IFRS. Il est donc possible que cette mesure ne soit pas comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les comparaisons financières entre Barrick après la fusion et ses principales sociétés aurifères de référence sont établies sur le fondement des données présentées par Wood Mackenzie, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick et Randgold calculent des mesures comparables. Pour de plus amples renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR* » à la page 85 et « *Autres renseignements – Comparaison des mesures à partir de données de tiers* » à la page 88.

En outre, selon les résultats financiers de 2017 des deux sociétés, Barrick aurait généré des produits des activités ordinaires totaux d'environ 9,7 G\$, un résultat net total d'environ 1,9 G\$ et un BAIIA ajusté⁸ total d'environ 4,7 G\$.

- **Propriété de cinq des dix principaux actifs aurifères de niveau 1 du monde, avec deux actifs aurifères de niveau 1 potentiels.** À la réalisation de la fusion, Barrick sera propriétaire des éléments suivants :
 - actifs aurifères de niveau 1 : Cortez, Goldstrike, Kibali (45 %), Loulo-Gounkoto (80 %) et Pueblo Viejo (60 %); et
 - actifs aurifères de niveau 1 potentiels : Goldrush/Fourmile et Turquoise Ridge (75 %).
- **Situation financière solide.** Selon les résultats financiers de 2017 de Barrick et de Randgold, Barrick aurait eu, sur une base regroupée, le BAIIA ajusté le plus élevé⁹, la marge du BAIIA ajusté⁹ la plus élevée et les charges décaissées totales les plus basses parmi les principales sociétés aurifères de référence⁹ :
 - une marge du BAIIA ajusté¹⁰ combinée de 48 % (pour l'exercice clos le 31 décembre 2017); et
 - des coûts des produits vendus liés à la production d'or combinés de 798 \$ l'once et des charges décaissées totales¹⁰ combinées de 538 \$ l'once (pour l'exercice clos le 31 décembre 2017).
- **Équipe de direction chevronnée.** Équipe de direction chevronnée composée de propriétaires ayant la capacité de réussir dans des territoires complexes :
 - poursuite de la forte culture de partenariat-propriété de Barrick et de sa profonde expérience des activités touchant divers territoires géographiques, modes d'exploitation minière et types de minerais; et
 - du 1^{er} janvier 2008 au 31 août 2018, Randgold a réalisé le meilleur rendement des capitaux propres parmi les principales sociétés aurifères de référence⁹. Le cours de l'action de Randgold a également progressé de 76 % pendant la même période, alors que le cours des actions des principales sociétés aurifères de référence a baissé de 48 % en moyenne.
- **Génération de flux de trésorerie solides** afin de soutenir de l'investissement robuste et une meilleure capacité à remettre de l'argent aux actionnaires.
- **Partenariats établis** avec des sociétés minières chinoises de premier plan.
- **Envergure supérieure et les plus grandes réserves d'or parmi les principales sociétés aurifères de référence.** Réserves d'or prouvées et probables combinées potentielles de 78 millions d'onces selon la quote-part attribuable (au 31 décembre 2017)¹¹.
- **Bilan solide avec notes élevées prévues :**
 - ratio de la dette brute (au 30 juin 2018) par rapport au BAIIA ajusté (pour l'exercice clos le 31 décembre 2017) le plus bas parmi les principales sociétés aurifères de référence⁹;
 - sur une base combinée au 30 juin 2018, Barrick et Randgold avaient une situation de trésorerie combinée de 2,7 G\$ et une dette combinée après déduction de la trésorerie de 3,7 G\$; et
 - Barrick est actuellement notée BBB et Baa2 par S&P et Moody's, respectivement. Au 30 juin 2018, Randgold avait un solde de trésorerie net de 604 M\$ et générait des flux de trésorerie solides provenant de ses activités sous-jacentes. Ainsi, Barrick

8 Le BAIIA ajusté est une mesure de la performance financière hors PCGR dont le sens n'est pas normalisé selon les IFRS. Il est donc possible que cette mesure ne soit pas comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Ces mesures financières sont présentées sur une base regroupée ou totale et ne comprennent pas d'ajustements pro forma. Pour de plus amples renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR* » à la page 85.

9 Les charges décaissées totales les plus basses, le BAIIA ajusté le plus élevé, la marge du BAIIA ajusté la plus élevée, le rendement des capitaux le plus élevé et le ratio de la dette brute par rapport au BAIIA ajusté le plus bas sont des mesures de la performance financière hors PCGR fondées sur les données de Bloomberg, Factset ou Wood Mackenzie dont le sens n'est pas normalisé selon les IFRS. Il est donc possible que ces mesures ne soient pas comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les comparaisons financières entre Barrick après la fusion et ses principales sociétés aurifères de référence sont établies sur le fondement des données présentées par Bloomberg, Factset ou Wood Mackenzie, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick et Randgold calculent des mesures comparables. Pour de plus amples renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR* » à la page 85 et « *Autres renseignements – Comparaison des mesures à partir de données de tiers* » à la page 88.

10 La marge du BAIIA ajusté et les charges décaissées totales sont des mesures de la performance financière hors PCGR dont le sens n'est pas normalisé selon les IFRS. Il est donc possible que ces mesures ne soient pas comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Ces mesures financières sont présentées sur une base regroupée ou totale et ne comprennent pas d'ajustements pro forma. Pour de plus amples renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR* » à la page 85.

11 Voir « *Information dans la présente circulaire – Information sur les réserves minérales et les ressources minérales* » à la page 17 et « *Barrick après la fusion – Réserves minérales combinées* » à la page 66 pour de plus amples renseignements sur les réserves, les hypothèses, le tonnage, la teneur et une ventilation des réserves d'or prouvées et probables.

disposerait de souplesse supplémentaire pour assurer le service de sa dette et cela pourrait avoir une incidence positive sur ses notes actuelles.

- **Exposition continue au cuivre.** Maintien de la propriété d'activités liées au cuivre stratégiques ayant produit 413 millions de livres de cuivre en 2017.
- **Important potentiel de réévaluation.** Vu la qualité des actifs combinés et de l'équipe de direction chevronnée, avec la marge du BAIIA ajusté la plus élevée⁹ et les charges décaissées totales les plus basses pour 2017 comparativement aux principales sociétés aurifères de référence⁹, Barrick a un important potentiel de réévaluation au fil du temps.
- **Avis sur le caractère équitable.** Le conseil a reçu un avis sur le caractère équitable de la part de M. Klein and Co. et de Morgan Stanley indiquant qu'en date du 23 septembre 2018, et sous réserve des diverses hypothèses formulées, des procédures suivies, des questions prises en compte et des restrictions et des réserves touchant la portée de l'examen entrepris par chaque conseiller financier comme il est exposé dans ces avis, le ratio d'échange était équitable, du point de vue financier, pour Barrick. Voir « *La fusion – Avis sur le caractère équitable* ».
- **Appui des administrateurs de Barrick.** Tous les administrateurs de Barrick ont conclu des conventions de vote et de soutien aux termes desquelles ils ont notamment convenu d'exercer les droits de vote attachés à leurs actions ordinaires en faveur de la résolution relative à l'émission d'actions et de la résolution relative à la prorogation. En date de l'annonce, ces administrateurs, collectivement, détenaient en propriété véritable un total de 2 780 622 actions ordinaires ou exerçaient un contrôle ou avaient la haute main sur de tels titres, soit environ 0,238 % des actions ordinaires émises et en circulation.
- **Opportunité de procéder à la prorogation.** Barrick croit qu'il est approprié en ce moment de se proroger en Colombie-Britannique, dont la loi sur les sociétés plus moderne offre une souplesse supplémentaire à Barrick dans certains domaines, y compris une souplesse accrue quant à la gestion des capitaux et à la composition de son conseil. En Colombie-Britannique, Barrick disposera d'une plus grande souplesse pour attirer les administrateurs les plus compétents et les plus expérimentés dans un bassin de talents mondial, qui possèdent l'expertise et les compétences requises par l'entreprise mondiale de Barrick, qui exercera ses activités dans un éventail diversifié de territoires sur cinq continents.
- **Autres facteurs.** Le conseil a également étudié la fusion en tenant compte de la conjoncture économique et des tendances actuelles dans le secteur et les marchés touchant Barrick et Randgold dans le marché de l'or, de l'information concernant les réserves minérales et les ressources minérales, l'entreprise, les activités, les propriétés, les actifs, la situation financière, les résultats d'exploitation et l'évaluation par la direction des perspectives de Barrick et de Randgold et des cours alors historiques des actions ordinaires et des actions de Randgold.

Voir « *La fusion – Motifs à l'appui de la recommandation du conseil* ».

Le conseil a aussi examiné les risques associés à la fusion, notamment les questions décrites à la rubrique « *Facteurs de risque* ». Le conseil estime que, globalement, les avantages prévus de la fusion pour Barrick l'emportent sur les risques.

Dans le cadre de la prise de sa décision et de la formulation de sa recommandation, le conseil a aussi observé qu'un certain nombre de mesures de protection procédurales étaient en place et le demeurent pour permettre au conseil de représenter les intérêt de Barrick, de nos actionnaires et des autres parties prenantes de Barrick. Ces mesures de protection procédurales comprennent, entre autres, celles-ci :

- **Capacité à répondre à des offres supérieures.** En dépit des limites énoncées dans la convention de coopération relativement à la capacité de Barrick de solliciter l'intérêt de tiers, la convention de coopération permet à Barrick d'engager des discussions ou des négociations concernant toute offre concurrente visant Barrick non sollicitée reçue avant l'assemblée qui constitue ou dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle constitue une offre supérieure visant Barrick (si le défaut de prendre cette mesure était incompatible avec les devoirs fiduciaires du conseil en vertu du droit applicable).
- **Paiement de résiliation raisonnable.** Le montant du paiement de résiliation, soit 300 M\$, exigible dans certaines circonstances décrites à la rubrique « *La fusion – Convention de coopération – Paiement de résiliation* », est raisonnable.
- **Approbation des actionnaires.** La résolution relative à l'émission d'actions doit être approuvée par le vote affirmatif à la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires qui votent en personne ou par procuration à l'assemblée.

Les renseignements et les facteurs décrits ci-dessus et examinés par le conseil pour en arriver à ses décisions ne sont pas exhaustifs, mais ils comprennent les facteurs importants examinés par le conseil. Compte tenu de la grande diversité des facteurs examinés dans le cadre de l'évaluation de la fusion et de la complexité de ces questions, le conseil n'a pas jugé bon ni n'a tenté de les quantifier, de leur accorder un rang de priorité ou de leur attribuer par ailleurs une pondération. De plus, il est possible que chaque membre du conseil ait pondéré différemment chaque facteur.

Une description détaillée du contexte de la fusion et des délibérations du conseil relativement à la fusion figure à la rubrique « *La fusion – Contexte de la fusion* ».

Annnonce de la fusion et plan

Le texte qui suit est un sommaire de dispositions choisies de l'annonce de la fusion qui décrit les modalités et les conditions de la fusion, dont une copie est jointe en tant qu'annexe 1 de la convention de coopération qui est jointe à la présente circulaire en tant qu'« *Annexe J : Convention de coopération* ». Bien que nous estimions que cette description couvre les principales modalités de l'annonce de la fusion, elle pourrait ne pas renfermer tous les renseignements qui sont importants pour vous et cette description est donnée sous réserve du texte intégral de l'annonce de la fusion. Nous vous invitons instamment à lire l'annonce de la fusion attentivement et intégralement. Voir également « *La fusion – Annonce de la fusion et plan* ».

Il est prévu que la fusion sera mise en œuvre par voie d'un plan d'arrangement approuvé par le tribunal et intervenu entre Randgold et les actionnaires de Randgold en vertu de l'article 125 de la Loi sur les sociétés de Jersey. Le plan a pour objet de permettre à Barrick de devenir le propriétaire de la totalité des actions émises et devant être émises du capital de Randgold.

La procédure prévoit notamment qu'une demande par Randgold soit déposée devant le tribunal de Jersey en vue de l'approbation du plan, en contrepartie de quoi les actionnaires de Randgold recevront des actions émises à la fusion. La réalisation de la fusion est assujettie à certaines autres conditions et modalités dont il est question à l'appendice 1 de l'annonce de la fusion.

Au moment où le plan entrera en vigueur, il liera tous les actionnaires de Randgold (sans égard au fait qu'ils aient assisté ou non ou aient voté ou non à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey ou à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold) et les certificats d'actions à l'égard des actions de Randgold cesseront d'être valides et les droits relatifs aux actions de Randgold détenues dans le système CREST seront annulés.

Le plan sera régi par les lois de Jersey et sera assujetti à la compétence des tribunaux de Jersey et aux conditions et autres modalités énoncées dans l'annonce de la fusion et le document du plan. La fusion et le plan seront assujettis aux exigences applicables de la LSE, de la Financial Conduct Authority du R.-U., du Code sur les prises de contrôle, de la TSX, du NYSE, du NASDAQ et des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada et aux États-Unis.

Conditions à la fusion

La réalisation de la fusion est conditionnelle, entre autres, à la satisfaction des conditions de clôture suivantes ou à la renonciation à ces conditions (dans l'hypothèse où la fusion est réalisée au moyen du plan) :

- la prise d'effet et le caractère inconditionnel du plan, sous réserve des dispositions du Code sur les prises de contrôle, au plus tard à la date limite;
- l'approbation du plan à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey par la majorité en nombre des actionnaires de Randgold qui votent, en personne ou par procuration, représentant trois quarts ou plus des droits de vote attachés à toutes les actions de Randgold exercés par ces actionnaires de Randgold;
- l'adoption en bonne et due forme de toutes les résolutions relatives au plan ou requises pour l'approuver et le mettre en œuvre comme il est énoncé dans l'avis de convocation à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold (y compris la résolution spéciale de Randgold) par la majorité requise lors de l'assemblée générale extraordinaire de Randgold (qui, relativement à la résolution spéciale de Randgold, nécessitera l'approbation des actionnaires de Randgold représentant au moins deux tiers des voix exprimées à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold en personne ou par procuration);
- l'homologation du plan sans modification ou avec une modification selon des modalités acceptables pour Barrick et Randgold par le tribunal de Jersey, et la remise au registraire des sociétés du décret homologuant le plan; et
- l'adoption en bonne et due forme de la résolution relative à l'émission d'actions lors de l'assemblée et le maintien de sa validité.

En outre, Barrick et Randgold ont convenu que la fusion sera assujettie aux conditions suivantes et, par conséquent, les mesures nécessaires à prendre pour donner effet à la fusion ne seront pas prises jusqu'à ce que ces conditions (en leur version modifiée, au besoin) aient été remplies ou, dans la mesure où elles peuvent faire l'objet d'une renonciation, aient fait l'objet d'une telle renonciation au plus tard à la date limite :

- les inscriptions des actions émises à la fusion à la cote de la TSX et à la cote du NYSE ont été acceptées conditionnellement et ces acceptations n'ont pas été retirées; et
- la réception de toutes les approbations des autorités sud-africaines en matière de concurrence et le maintien en vigueur et la non-révocation de ces approbations.

De plus, Barrick et Randgold ont convenu que la fusion sera conditionnelle à la satisfaction de certaines autres conditions ou à la renonciation à certaines autres conditions par Barrick ou Randgold ou les deux au plus tard à la date limite. Voir « *La fusion – Annonce de la fusion et plan* ».

Outre les conditions relatives au plan qui doit devenir inconditionnel et entrer en vigueur au plus tard à la date limite (sous réserve des dispositions du Code sur les prises de contrôle), l'approbation du plan et de la totalité des résolutions requises pour la mise en œuvre du plan à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey Court et à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold par les actionnaires de Randgold, l'approbation du plan par le tribunal de Jersey, l'approbation de la résolution relative à l'émission d'actions par les actionnaires et l'admission des inscriptions des actions émises à la fusion à la cote de la TSX et à la cote du NYSE, Barrick peut invoquer une condition à la fusion en vue de faire en sorte que la fusion n'ait pas lieu uniquement si le Panel est convaincu que les circonstances qui donnent lieu au droit d'invoquer cette condition sont d'importance capitale pour Barrick dans le contexte de la fusion.

Incidence de l'approbation du plan

Au moment où le plan entrera en vigueur, il liera tous les actionnaires de Randgold (sans égard au fait qu'ils aient assisté ou non ou aient voté ou non à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey ou à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold) et les certificats d'actions à l'égard des actions de Randgold cesseront d'être valides et les droits relatifs aux actions de Randgold détenues dans le système CREST seront annulés.

Échéancier aux fins de la réalisation de la fusion

Sous réserve de la réception de l'ensemble des approbations requises, dont l'approbation de la résolution relative à l'émission d'actions par les actionnaires à l'assemblée, et de la satisfaction de l'ensemble des autres conditions à la clôture de la fusion ou de la renonciation à celles-ci, la clôture de la fusion devrait avoir lieu d'ici la fin du premier trimestre de 2019. Il est possible que des facteurs indépendants de la volonté de Barrick retardent ou empêchent la réalisation de la fusion. Voir « *La fusion – Annonce de la fusion et plan* » et « *Facteurs de risque* ».

Dividendes

Aux termes des modalités de la fusion, Barrick et Randgold ont convenu ce qui suit :

- les actionnaires de Randgold seront fondés à recevoir et à conserver le dividende de Randgold de 2018 prévu de 2,00 \$ par action de Randgold à la date de prise d'effet ou vers cette date, sous réserve de l'approbation du conseil de Randgold (**dividende autorisé de Randgold**). On s'attend à ce que le dividende autorisé de Randgold soit déclaré au plus tard à la date de prise d'effet, payable aux actionnaires de Randgold (par rapport à une date de référence devant être annoncée au moment de cette déclaration de dividende) à la date de prise d'effet ou vers cette date; et
- sous réserve du pouvoir discrétionnaire du conseil en ce qui a trait à la déclaration de dividendes, les actionnaires recevront un dividende annualisé total de 2018 d'au plus 0,14 \$ par action ordinaire. Des dividendes trimestriels : i) d'au plus 0,03 \$ par action ordinaire seront versés à l'égard de la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2018; et ii) d'au plus 0,05 \$ par action ordinaire (avec une date de référence tombant avant la date de prise d'effet) seront versés à l'égard de la période trois mois se terminant le 31 décembre 2018, dans chacun des cas, lorsque le conseil en déclare (**dividende autorisé de Barrick**).

Si, après la date de l'annonce, un dividende (autre que le dividende autorisé de Barrick ou en plus de celui-ci) est déclaré, créé ou versé ou devient payable à l'égard des actions ordinaires avec une date de référence précédant la date de prise d'effet (**dividende non autorisé de Barrick**), alors Randgold sera fondée (outre le dividende autorisé de Randgold) à déclarer et à verser, et les actionnaires de Randgold seront fondés à recevoir et à conserver, avant la date de référence aux fins du plan, un dividende d'égalisation (**dividende d'égalisation de Randgold**) en dollars américains à l'égard des actions de Randgold d'un montant par action de Randgold égal au montant du dividende non autorisé de Barrick par action ordinaire multiplié par le ratio d'échange (tenant compte de tout ajustement du ratio d'échange découlant de tout remboursement de capital de Randgold).

Si, après la date de l'annonce, un dividende, une distribution ou un remboursement de capital est déclaré, créé ou versé ou devient exigible à l'égard des actions de Randgold (outre un dividende autorisé de Randgold ou un dividende d'égalisation de Randgold) avec une date de référence précédant la date de référence aux fins du plan (chacun, un **remboursement de capital de Randgold**), Barrick se réserve le droit d'ajuster le ratio d'échange en conséquence en fonction du montant global de ce remboursement de capital de Randgold.

Voir « *La fusion – Annonce de la fusion et plan – Dividendes* ».

Régimes fondés sur des actions de Randgold

Barrick et Randgold ont convenu que les attributions aux termes des régimes fondés sur des actions de Randgold seront traitées comme suit :

- **Régime d'actions incessibles.** Randgold a octroyé des attributions aux termes de ce régime à l'égard de 915 502 actions de Randgold.
 - Sauf tel qu'il est décrit ci-dessous, les attributions octroyées aux termes de ce régime seront acquises parallèlement à la clôture et les actions de Randgold émises aux participants seront échangées contre des actions émises à la fusion selon le ratio d'échange.

- Les administrateurs membres de la direction de Randgold ont accepté que leurs attributions aux termes de ce régime soient acquises parallèlement à la clôture à l'égard d'un nombre d'actions de Randgold calculé proportionnellement en fonction de l'écoulement du temps dans la mesure où les conditions de rendement applicables auront été satisfaites à la date d'acquisition (comme ces conditions seront déterminées par le comité de la rémunération de Randgold) et ces actions de Randgold dont le nombre aura été calculé au prorata seront échangées contre des actions émises à la fusion selon le ratio d'échange. Barrick prendra en charge les attributions qui ne sont pas acquises dans le cadre de la clôture et réglera ces attributions à l'acquisition au moyen de l'émission d'actions ordinaires, en tenant compte du ratio d'échange.
- **Régime de coinvestissement.** Randgold a octroyé des attributions aux termes de ce régime à l'égard de 131 611 actions de Randgold. Les attributions aux termes de ce régime seront acquises parallèlement à la clôture et les actions de Randgold émises aux participants seront échangées contre des actions émises à la fusion selon le ratio d'échange.
- **Régime incitatif à long terme.** Randgold a octroyé des attributions aux termes de ce régime à l'égard de 261 784 actions de Randgold. Barrick prendra en charge les attributions octroyées aux termes de ce régime et réglera ces attributions à l'acquisition au moyen de l'émission d'actions ordinaires, en tenant compte du ratio d'échange (dans le cas des participants autres que les administrateurs membres de la direction de Randgold, il y aura ajustement à la baisse de 25 % à cette fin pour refléter les conditions de rendement pour ces participants).

Voir « *La fusion – Annonce de la fusion et plan – Régimes fondés sur des actions de Randgold* ».

Programme ADS de Randgold

Barrick et Randgold ont convenu de mettre en place des ententes pour permettre aux porteurs des ADS de Randgold de participer à la fusion. À la clôture, Randgold a l'intention de résilier le programme ADS de Randgold. Parallèlement à la clôture ou après celle-ci, Barrick a l'intention de prendre des mesures pour effectuer la distribution des actions émises à la fusion qui ont été émises à l'égard des actions de Randgold sous-jacentes aux ADS de Randgold aux propriétaires véritables de ces actions émises à la fusion. Voir « *La fusion – Annonce de la fusion et plan – Programme ADS de Randgold* ».

Convention de coopération

Le texte qui suit est un sommaire de certaines dispositions de la convention de coopération. Ce sommaire pourrait ne pas renfermer tous les renseignements figurant dans la convention de coopération et est donné sous réserve du texte intégral de la convention de coopération, jointe à titre d'« *Annexe J : Convention de coopération* ». Nous vous invitons instamment à lire la convention de coopération attentivement et intégralement. Voir également « *La fusion – Convention de coopération* ».

Résiliation

La convention de coopération peut être résiliée avant la date de prise d'effet dans certaines circonstances. Certains de ces cas de résiliation entraînent le versement du paiement de résiliation par Barrick à Randgold. Voir « *La fusion – Convention de coopération – Résiliation* ».

Paiement de résiliation

Dans certaines circonstances, Barrick versera ou fera en sorte que soit versé à Randgold un montant de 300 M\$, soit 2,46 % de la capitalisation boursière de Barrick à la date de l'annonce. Voir « *La fusion – Convention de coopération – Paiement de résiliation* ».

Changement de la structure de la fusion

Barrick peut changer la structure de la fusion et passer à une structure d'offre publique d'achat (avec le consentement du Panel) si :

- Randgold fournit son consentement préalable écrit;
- un changement de recommandation défavorable du conseil de Randgold survient;
- une offre concurrente visant Randgold est annoncée conformément à la règle 2.7 du Code sur les prises de contrôle, laquelle est recommandée en tout ou en partie par le conseil d'administration de Randgold; ou
- Randgold annonce son intention de procéder à une offre concurrente visant Randgold.

Pour plus de détails sur le passage à une offre publique d'achat, voir « *La fusion – Convention de coopération – Changement de la structure de la fusion* ».

Engagement de Barrick en matière de non-sollicitation et droit d'égaliser l'offre visant Randgold

Aux termes de la convention de coopération, Barrick a convenu de prendre certaines mesures en vue d'obtenir l'approbation des actionnaires de la résolution relative à l'émission d'actions.

À tout moment avant l'approbation des actionnaires de la résolution relative à l'émission d'actions, le conseil peut présenter un changement de recommandation défavorable du conseil et conclure une convention d'acquisition ou une autre convention à l'égard d'une offre supérieure visant Barrick si : i) Barrick reçoit une offre supérieure visant Barrick; et ii) le conseil détermine de bonne foi (après consultation de ses conseillers juridiques externes et de ses conseillers financiers) que le défaut de prendre cette mesure serait incompatible avec ses devoirs fiduciaires en vertu du droit applicable; toutefois, Barrick ne pourra prendre cette mesure avant : A) que ne se soient écoulés cinq jours ouvrables après la réception par Randgold d'un avis écrit de Barrick avisant Randgold que le conseil a l'intention de prendre cette mesure, y compris les modalités et les conditions de toute offre supérieure visant Barrick qui constitue la base de la mesure proposée par le conseil (avec toute modification des modalités financières ou de toute autre modalité importante de cette offre supérieure visant Barrick constituant une nouvelle offre concurrente visant Barrick et nécessitant un nouvel avis de changement de recommandation de Barrick, sauf que la mention de cinq jours ouvrables ci-dessus sera réputée référer à une période de trois jours ouvrables); et B) que Barrick n'ait consulté Randgold au cours de cette période et n'ait fourni à Randgold une occasion raisonnable à son choix de proposer des modifications des modalités et conditions de la fusion ou de la convention de coopération et, si Randgold a proposé de modifier les modalités de la fusion ou de la convention de coopération, le conseil doit avoir déterminé, de bonne foi, après consultation de ses conseillers juridiques externes et de ses conseillers financiers, que l'offre concurrente visant Barrick continue de constituer une offre supérieure visant Barrick en dépit des modifications proposées des modalités et conditions de la fusion et de la convention de coopération (s'il en est). Voir « *La fusion – Convention de coopération – Engagements en matière de non-sollicitation, de droit d'égaliser l'offre visant Randgold et autres engagements de Barrick* ».

Engagements de Randgold

Le Code sur les prises de contrôle interdit à une société cible telle que Randgold et à toute personne agissant de concert avec elle de conclure tout arrangement lié à une offre avec un initiateur ou avec une personne agissant de concert avec lui au cours d'une période visée par une offre ou lorsqu'une offre est raisonnablement sous examen, sauf avec le consentement du Panel ou lorsque certaines exceptions s'appliquent. Les dispositions de la convention de coopération ont, par conséquent, été convenues de manière à faire en sorte que les obligations de Randgold soient visées par une ou plusieurs exceptions à cette interdiction, qui permettent :

- des engagements à fournir de l'information ou de l'assistance aux fins de l'obtention d'autorisations officielles ou d'autorisations réglementaires;
- des engagements qui imposent des obligations uniquement à l'initiateur; et
- des ententes relatives à tout arrangement incitatif avec les employés existants.

En raison des règles du Code sur les prises de contrôle, Barrick ne peut se prévaloir de certains éléments de protection d'opération habituellement offerts dans le contexte nord-américain. Voir « *La fusion – Convention de coopération – Engagements en matière de non-sollicitation, de droit d'égaliser l'offre visant Randgold et autres engagements de Barrick* ».

Engagements irrévocables et conventions de vote et de soutien

Engagements irrévocables à l'égard des actions de Randgold

Barrick a reçu des engagements irrévocables de vote en faveur du plan à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey et à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold des administrateurs de Randgold à l'égard de l'ensemble de leurs avoirs totalisant 997 696 actions de Randgold représentant environ 1,06 % des actions ordinaires existantes émises de Randgold. Les engagements de la part des administrateurs de Randgold cesseront d'être contraignants seulement si Barrick annonce (avec le consentement du Panel) qu'elle n'a pas l'intention d'effectuer la fusion ou si le plan devient caduc ou est révoqué (sauf lorsque Barrick a choisi d'exercer son droit de procéder par voie d'offre publique d'achat et que cette offre publique d'achat n'est pas devenue caduque ou n'a pas été révoquée), mais demeureront contraignants si une offre concurrente supérieure visant Randgold est faite. Voir « *La fusion – Engagements irrévocables et conventions de vote et de soutien – Engagements à l'égard des actions de Randgold* ».

Conventions de vote et de soutien à l'égard des actions ordinaires

Randgold a conclu des conventions de vote et de soutien avec les administrateurs de Barrick aux fins d'un vote en faveur de la résolution relative à l'émission d'actions et de la résolution relative à la prorogation à l'assemblée à l'égard de l'ensemble de leurs avoirs qui totalisent actuellement 5 065 850 actions ordinaires représentant environ 0,434 % des actions ordinaires actuellement émises et en circulation. Ces conventions de vote et de soutien cesseront d'être contraignantes uniquement si Barrick annonce (avec le consentement du Panel) qu'elle n'a pas l'intention d'effectuer la fusion ou d'y donner suite ou si le plan devient caduc ou est révoqué (sauf lorsque Barrick a choisi d'exercer son droit de procéder par voie d'offre

publique d'achat et que cette offre publique d'achat n'est pas devenue caduque ni n'a été révoquée), mais demeureront contraignantes si une offre concurrente supérieure visant Randgold est faite. Voir « *La fusion – Engagements irrévocables et conventions de vote et de soutien – Conventions de vote et de soutien à l'égard des actions ordinaires* ».

Acacia

L'accord de relations, entre autres questions, octroie à Acacia un droit de préemption dans l'éventualité où Barrick proposent d'acquérir une entreprise ou un intérêt qui représente plus de 50 % de ses ressources minières globales situées en Afrique et reliées à l'or et/ou à l'argent, ce qui engloberait Randgold. Nonobstant ce qui précède, tout exercice du droit de préemption par Acacia à l'égard de Randgold nécessiterait l'approbation, par voie de résolution ordinaire, des actionnaires d'Acacia en vertu des règles de l'Autorité en matière d'inscription du R.-U. en raison de la taille de Randgold eu égard à Acacia. Barrick détient environ 63,9 % des actions ordinaires émises d'Acacia et, partant, tout exercice du droit de préemption par Acacia à l'égard de Randgold serait conditionnel à l'appui de Barrick. Barrick a fourni un avis à Acacia concernant la fusion proposée et a indiqué à Acacia qu'elle ne soutiendrait pas une acquisition de Randgold par Acacia. Voir « *La fusion – Acacia* » et « *Facteurs de risque* ».

Inscription des actions émises à la fusion

Barrick a demandé les inscriptions des actions émises à la fusion à la cote de la TSX et à la cote du NYSE et a reçu une approbation conditionnelle de la TSX. La clôture de la fusion est conditionnelle à l'approbation de l'inscription des actions émises à la fusion à la cote de la TSX et à la cote du NYSE, laquelle inscription est conditionnelle à la satisfaction par Barrick des conditions d'inscription imposées par chacune de ces bourses d'échange. Barrick ne pourra pas remplir les exigences en matière d'inscription de la TSX, à moins que la majorité des actionnaires ne votent à l'assemblée en personne ou par procuration **POUR** la résolution relative à l'émission d'actions. Voir « *La fusion – Inscription des actions émises à la fusion* » et « *Facteurs de risque* ».

Barrick après la fusion

Après la fusion, la nouvelle équipe de direction de Barrick se verra confier le mandat de mettre en œuvre un plan d'affaires axé sur les éléments suivants :

- **Qualité de l'actif**
 - Assurer la croissance d'un portefeuille d'actifs aurifères de niveau 1 et d'actifs stratégiques et y investir en mettant l'accent sur la croissance interne. Les priorités à court terme comprennent Goldrush/Fourmile, Turquoise Ridge et le partenariat stratégique avec Shandong Gold dans la ceinture El Indio.
 - Vendre les actifs non essentiels de façon progressive et méthodique.
 - Investir dans les activités d'exploration sur des terrains de grande superficie dans plusieurs des districts aurifères les plus prolifiques du monde.
 - Maximiser la valeur à long terme d'un secteur stratégique du cuivre.
- **Excellence opérationnelle**
 - Mettre pleinement en œuvre une éthique de gestion décentralisée assortie d'une solide culture de propriété.
 - Rationaliser la gestion et les activités opérationnelles, et éliminer les coûts non essentiels.
 - S'appuyer sur l'innovation et les technologies pour accélérer l'amélioration opérationnelle.
 - Bâtir des partenariats fondés sur la confiance avec les gouvernements des pays hôtes et les collectivités locales afin d'assurer une valeur à long terme pour tous.
 - Favoriser un milieu de travail exempt de blessures.
- **Rentabilité durable**
 - Adopter une approche rigoureuse en matière de croissance, en insistant sur une stratégie de partenariat.
 - Accroître le rendement pour les actionnaires en tablant sur le rendement du capital, le TRI et la croissance des flux de trésorerie disponibles par action.

Conseil d'administration

Après la fusion, deux tiers des administrateurs du conseil seront initialement désignés par Barrick et un tiers des administrateurs seront initialement désignés par Randgold. À l'exception de John L. Thornton et de Mark Bristow, les membres proposés du conseil après la fusion n'ont pas encore été identifiés. Voir « *Barrick après la fusion – Conseil d'administration* ».

Membres de la haute direction

Après la fusion :

- John L. Thornton continuera d'agir en qualité de président exécutif du conseil de Barrick;
- Mark Bristow, l'actuel chef de la direction de Randgold, agira en qualité de président et chef de la direction de Barrick;
- Graham Shuttleworth, l'actuel directeur des finances et chef des finances de Randgold, agira en qualité de premier vice-président directeur et chef des finances de Barrick; et
- Kevin Thomson continuera d'agir en qualité de premier vice-président directeur, Affaires stratégiques de Barrick.

Voir « *Barrick après la fusion – Membres de la haute direction* ».

Bureaux administratifs

Après la fusion, le bureau de direction de Barrick et certaines fonctions clés demeureront à Brookfield Place, TD Canada Trust Tower, Suite 3700, 161 Bay Street, Toronto (Ontario) Canada, M5J 2S1. Si la prorogation est réalisée, le siège social et bureau des registres sera situé au 1600-925 West Georgia Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3L2. Voir « *Barrick après la fusion – Bureaux administratifs* ».

Négociation des actions ordinaires

Après la fusion, les actions ordinaires continueront d'être négociées à la TSX et au NYSE sous le symbole ABX. Les actions ordinaires ne seront pas inscrites à la cote de la Bourse de Londres ni à une autre bourse de valeurs par suite de la fusion. Voir « *Barrick après la fusion – Négociation des actions ordinaires* ».

Structure du capital pro forma

Le tableau suivant présente le solde consolidé de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et la structure du capital consolidé de Barrick au 30 juin 2018, selon les données réelles et pro forma, et compte tenu de la fusion (comme si elle avait eu lieu le 30 juin 2018) et de certains ajustements connexes. Le tableau suivant doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés pro forma non audités présentés en *Annexe I : Information financière pro forma* et aux états financiers consolidés passés respectifs de Barrick et de Randgold et aux rapports de gestion connexes.

Au 30 juin 2018 (en millions de dollars américains)		
	Données réelles	Données pro forma
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 085 \$	2 383 \$
Dette à long terme ¹	5 712 \$	5 712 \$
Total des capitaux propres		
Capital-actions (nombre d'actions ordinaires autorisées : illimité; nombre d'actions en circulation au 30 juin 2018 : 1 166 892 835; nombre ajusté pour tenir compte de la fusion : 1 753 768 039).....	20 900	27 042
Déficit.....	(11 701)	(12 007)
Cumul des autres éléments du résultat global.....	(164)	(164)
Autres.....	321	321
Participations ne donnant pas le contrôle	1 750	2 297
Total des capitaux propres	11 106	17 489
Structure du capital totale ²	16 818 \$	23 201 \$

1 La dette à long terme exclut la tranche échéant à moins de un an de la dette à long terme, les provisions pour réhabilitation de l'environnement, les passifs d'impôt différé et les autres passifs à long terme, mais inclut les contrats de location-financement. Se reporter à la note 14 B des états financiers consolidés intermédiaires de Barrick au 30 juin 2018 et pour le semestre clos à cette date pour plus de renseignements sur sa dette à long terme.

2 La structure du capital totale est constituée de la somme de la dette à long terme et du total des capitaux propres.

Se reporter aux rubriques *Information prospective*, *Information dans la présente circulaire – États financiers pro forma*, *Facteurs de risque* et *Barrick après la fusion – Structure du capital pro forma* ainsi qu'à l'*Annexe I : Information financière pro forma*.

Réserves minérales combinées

Au 31 décembre 2017, sur une base combinée, compte tenu de la fusion (comme si la clôture de celle-ci avait eu lieu le 31 décembre 2017), les réserves minérales aurifères prouvées et probables attribuables de Barrick après la fusion auraient été de 78 millions d'onces (arrondies au million le plus près).

Ce chiffre a été calculé en regroupant les réserves minérales aurifères attribuables de Barrick au 31 décembre 2017 (composées des réserves minérales aurifères prouvées attribuables de 398 millions de tonnes, d'une teneur de 1,91 gramme par tonne, renfermant 24 millions d'onces, et des réserves minérales aurifères probables attribuables de 896 millions de tonnes, d'une teneur de 1,39 gramme par tonne, renfermant 40 millions d'onces, pour des réserves minérales aurifères prouvées et probables totales de 1 295 millions de tonnes, d'une teneur de 1,55 gramme par tonne, renfermant 64 millions d'onces) et les réserves de minerai aurifère de Randgold au 31 décembre 2017 (composées des réserves de minerai aurifère prouvées totales de 44 millions de tonnes, d'une teneur de 3,78 grammes par tonne, renfermant 3,5 millions d'onces attribuables, et des réserves de minerai aurifère probables totales de 128 millions de tonnes, d'une teneur de 3,78 grammes par tonne, renfermant 10 millions d'onces attribuables, pour des réserves de minerai aurifère prouvées et probables totales de 172 millions de tonnes, d'une teneur de 3,78 grammes par tonne, renfermant 14 millions d'onces attribuables). Voir « *Information dans la présente circulaire – Information sur les réserves minérales et les ressources minérales* » et « *Barrick après la fusion – Réserves minérales combinées* » pour de plus amples renseignements ainsi que les réserves et hypothèses sous-jacentes à ces estimations des réserves minérales combinées.

Principales informations financières pro forma non auditées

Le tableau ci-après présente les principales informations financières combinées pro forma non auditées. Ces informations doivent être lues parallèlement avec l'information financière consolidée pro forma non auditée de Barrick et de Randgold, compte tenu de la fusion, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et au 30 juin 2018 et pour le semestre clos à cette date, qui se trouve à l'*Annexe I : Information financière pro forma*. Des ajustements, reposant sur certaines hypothèses, ont été apportés dans le cadre de la préparation de l'information financière consolidée pro forma non auditée de Barrick et de Randgold. Les hypothèses et les ajustements qui en découlent sont décrits dans les notes annexes à l'information financière consolidée pro forma non auditée, à l'*Annexe I : Information financière pro forma*.

L'information financière combinée pro forma non auditée est présentée à titre indicatif uniquement et n'est pas nécessairement représentative des résultats d'exploitation ou des résultats financiers qui auraient réellement été obtenus si la fusion avait bel et bien eu lieu aux dates indiquées dans

les notes annexes aux états financiers consolidés pro forma non audités figurant à l'Annexe I : *Information financière pro forma*, ou des résultats prévus pour les périodes futures.

État de la situation financière consolidé pro forma

Au 30 juin 2018

(en millions de dollars américains) (non audité)

	Barrick	Randgold	Ajustements pro forma	Données consolidées pro forma
ACTIF				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents	2 085 \$	604 \$	(306)	2 383 \$
Créances d'exploitation	194	209		403
Stocks	1 940	136		2 076
Autres actifs courants	356	-		356
Total des actifs courants	4 575 \$	948 \$		5 217 \$
Actifs non courants				
Participations dans des entités détenues	1 214	1 481	388	3 083
Immobilisations corporelles	13 727	1 562	1 889	17 178
Goodwill	1 330	-	1 146	2 476
Immobilisations incorporelles	230	-		230
Actifs d'impôt différé	1 072	-		1 072
Partie non courante des stocks	1 781	152		1 933
Autres actifs	1 193	53		1 246
Total des actifs non courants	20 547 \$	3 248 \$		27 218 \$
Total de l'actif	25 122 \$	4 196 \$		32 435 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Passifs courants				
Dettes d'exploitation	944 \$	128 \$		1 072 \$
Dettes	680	-		680
Passifs d'impôt exigible	270	13		283
Autres passifs courants	266	-		266
Total des passifs courants	2 160 \$	140 \$		2 300 \$
Passifs non courants				
Dettes	5 712	-		5 712
Provisions	3 108	56		3 164
Passifs d'impôt différé	1 341	58	673	2 072
Autres passifs	1 695	3		1 698
Total des passifs non courants	11 856 \$	117 \$		12 646 \$
Total du passif	14 016 \$	257 \$		14 946 \$
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de Société				
aurifère Barrick	9 356 \$	3 642 \$	2 194	15 192 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1 750	297	250	2 297
Total des capitaux propres	11 106 \$	3 939 \$		17 489 \$
Total du passif et des capitaux propres	25 122 \$	4 196 \$		32 435 \$

Se reporter aux rubriques *Information prospective*, *Information dans la présente circulaire – États financiers pro forma*, *Facteurs de risque* et *Barrick après la fusion – Principales informations financières pro forma non auditées*, ainsi qu'à l'Annexe I : *Information financière pro forma*.

Prorogation

Dans le cadre de la fusion et des modifications connexes qu'il est proposé d'apporter au sein du conseil, Barrick estime qu'il y a lieu en ce moment de continuer notre existence sous l'autorité législative de la Colombie-Britannique dont la loi sur les sociétés plus moderne offre une souplesse supplémentaire à Barrick dans certains domaines, y compris une souplesse accrue quant à la gestion des capitaux et à la composition de son conseil. En Colombie-Britannique, Barrick disposera d'une plus grande souplesse pour attirer les administrateurs les plus compétents et les plus expérimentés.

dans un bassin de talents mondial, qui possèdent l'expertise et les compétences requises par l'entreprise mondiale de Barrick, qui exercera ses activités dans un éventail diversifié de territoires sur cinq continents. La plus grande souplesse que procure la loi sur les sociétés de la Colombie-Britannique en ce qui a trait à la gestion des capitaux s'explique par les règles plus souples relatives aux dividendes, aux achats et rachats d'actions et à la comptabilisation du capital. De plus, l'harmonisation de la BCBCA et des lois sur les valeurs mobilières applicables a permis d'alléger le fardeau de la réglementation par rapport à d'autres territoires canadiens. Voir « *La prorogation* ».

Le conseil a approuvé la résolution relative à la prorogation et recommande aux actionnaires de voter **POUR** celle-ci.



Le conseil recommande de voter **POUR** la résolution relative à la prorogation.

La résolution relative à la prorogation confère un pouvoir discrétionnaire au conseil qui lui permet d'annuler celle-ci avant qu'il n'y soit donné suite. Le conseil peut exercer son pouvoir discrétionnaire et choisir de ne pas donner suite à la prorogation, malgré l'approbation des actionnaires, pour diverses raisons, notamment à cause du nombre d'actionnaires inscrits qui font valoir leur dissidence à l'égard de la résolution relative à la prorogation ou si la fusion n'est pas menée à bien.

Dès la réalisation de la prorogation, Barrick cessera d'être sous le régime la LSAO et deviendra assujettie à la BCBCA, comme si elle avait été initialement constituée en vertu de cette loi. Les statuts de fusion et les règlements administratifs de Barrick seront remplacés par un avis relatif aux statuts et des articles, dont la forme proposée est reproduite à l'« *Annexe K : Status proposés* » ci-jointe. La prorogation n'entraîne pas la création d'une nouvelle entité légale et ne compromet pas ni n'affecte la continuité de Barrick; cependant, la prorogation de Barrick en vertu de la BCBCA aura une incidence sur certains droits actuels des actionnaires en vertu de la LSAO. La rubrique « *La prorogation – Différences sur le plan du droit des sociétés* » résume certaines des principales différences au chapitre du droit des sociétés entre la LSAO et la BCBCA. Une description des principales différences entre les statuts et règlements administratifs actuels de Barrick et les statuts proposés est présentée à la rubrique « *La prorogation – Différences sur le plan du droit des sociétés – Comparaison entre les statuts et règlements existants de Barrick et les statuts proposés* ».

La réalisation de la fusion n'est pas conditionnelle à l'approbation de la résolution relative à la prorogation.

Facteurs de risque

Les actionnaires qui votent pour la résolution relative à l'émission d'actions et la résolution relative à la prorogation doivent savoir que la fusion et la prorogation comportent des risques. Les facteurs de risques concernant Barrick sont présentés à la rubrique « *Facteurs de risque* » de notre dernière notice annuelle et de nos rapports de gestion annuel et intermédiaire les plus récents. Les actionnaires doivent également étudier attentivement les facteurs de risque concernant Randgold figurant à la rubrique « *Risk Factors* » dans le formulaire 20-F de Randgold et à la rubrique « *Principal Risk Factors and Uncertainties* » dans le rapport intermédiaire de Randgold, qui sont tous deux intégrés par renvoi dans la présente circulaire. En outre, la réalisation de la fusion comporte certains risques. Certains de ces risques portent sur le fait que la convention de coopération pourrait être résiliée dans certaines circonstances, auquel cas le cours des actions ordinaires pourrait subir une incidence défavorable. De plus, la réalisation de la fusion est assujettie à un certain nombre de conditions préalables, dont certaines sont indépendantes de la volonté de Barrick et de Randgold. Les actionnaires doivent examiner attentivement tous ces facteurs de risque. Voir « *Facteurs de risque* ».

Information concernant l'assemblée et l'exercice des droits de vote

Sollicitation de procurations et documents relatifs à l'assemblée

Comment sollicitons-nous les procurations?

Votre procuration est sollicitée pour le compte de la direction de Barrick dans le cadre de l'assemblée qui se tiendra le 5 novembre 2018. La direction sollicitera les procurations principalement par la poste, mais des employés de la Société pourront aussi en solliciter personnellement par téléphone. Nous avons retenu les services de Laurel Hill Advisory Group aux fins de services de gouvernance et pour nous assister dans la sollicitation de procurations par la poste et par téléphone moyennant des frais globaux estimatifs d'environ 100 000 \$ CA, plus les frais de distribution et autres frais. Les arrangements contractuels que nous avons conclus avec Laurel Hill Advisory Group prévoient que des frais supplémentaires seront exigibles dans certaines circonstances. Les frais découlant de la préparation et de la distribution des documents relatifs à l'assemblée et de la sollicitation de procurations seront assumés par la Société.

Comment les documents relatifs à l'assemblée seront-ils remis aux actionnaires?

Les documents reliés aux procurations sont envoyés à nos actionnaires inscrits par l'entremise de notre agent des transferts, AST. Nous n'envoyons pas, de façon générale, les documents reliés aux procurations directement aux actionnaires non inscrits, mais recourons plutôt aux services de Broadridge, qui agit pour le compte des intermédiaires pour l'envoi de ces documents. Nous avons l'intention de payer les intermédiaires pour l'envoi des documents reliés aux procurations et des formulaires d'instructions de vote aux actionnaires non inscrits opposés.

Les documents relatifs à l'assemblée sont-ils fournis au moyen de la procédure de notification et d'accès?

Non. Barrick n'envoie pas les documents relatifs à l'assemblée aux actionnaires au moyen de la procédure de notification et d'accès en vertu du Règlement 54-101 ou en vertu des règles et des règlements de la SEC. Des copies de l'avis de convocation à l'assemblée extraordinaire et de la circulaire sont disponibles sous notre profil d'émetteur sur SEDAR au www.sedar.com et sur EDGAR au www.sec.gov.

Procédures relatives à l'assemblée

Assister à l'assemblée



Date :	Le 5 novembre 2018
Heure :	10 h (heure de Toronto)
Lieu :	Salle Niagara de l'InterContinental Toronto Centre, situé au 225 Front Street West, Toronto (Ontario) Canada
Inscription :	Vous ou votre fondé de pouvoir devez aller voir un représentant d'AST avant d'entrer dans la salle pour vous inscrire à l'assemblée

Combien d'actionnaires doivent être présents pour assurer le quorum?

Pour qu'il y ait quorum à l'assemblée, au moins deux personnes détenant globalement au moins 25 % des actions ordinaires émises et en circulation conférant droit de vote à l'assemblée doivent être présentes à l'assemblée ou y être représentées par fondé de pouvoir. Le 4 octobre 2018, la Société comptait 1 167 593 272 actions ordinaires émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne droit à un vote.

Qui est fondé à assister à l'assemblée ou à y voter?

La date de référence pour la détermination des actionnaires fondés à recevoir l'avis de convocation à l'assemblée et à y voter est le 4 octobre 2018. À la date de référence, il y avait 1 167 593 272 actions ordinaires émises et en circulation.

Les employés de la Société exerceront-ils les droits de vote attachés à leurs actions ordinaires à l'assemblée?

Les employés de Barrick sont habiles à exercer à l'assemblée les droits de vote attachés aux actions ordinaires qu'ils détiennent en propriété véritable, y compris les actions ordinaires qui sont détenues dans le cadre de nos régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres. En date du 4 octobre 2018, moins de 1 % des actions ordinaires de Barrick étaient détenues en propriété véritable par des employés, y compris dans le cadre de nos régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres.

Procédures de vote

Comment puis-je exercer les droits de vote attachés à mes actions ordinaires?

Veillez suivre les instructions de vote en fonction de votre qualité d'actionnaire inscrit ou d'actionnaire non inscrit :

- Vous êtes un **actionnaire inscrit** si vous détenez un certificat d'actions immatriculé à votre nom ou si votre nom figure à titre d'actionnaire inscrit dans les registres de la Société.
- Vous êtes un **actionnaire non inscrit** si vos actions ordinaires sont inscrites au nom d'un intermédiaire (comme une banque, une société de fiducie, un courtier en placement, une chambre de compensation ou une autre institution).

Si vous êtes incertain quant à votre qualité d'actionnaire inscrit ou d'actionnaire non inscrit, veuillez communiquer avec Laurel Hill Advisory Group au 1.877.452.7184 sans frais en Amérique du Nord ou à frais virés à l'extérieur de l'Amérique du Nord au 416.304.0211 ou par courriel à l'adresse assistance@laurelhill.com.

Comment puis-je voter si je suis un actionnaire inscrit?

Option 1 – Par procuration (formulaire de procuration)



Par Internet :

Allez sur le site Web d'AST à l'adresse www.astvotemaprocuration.com et suivez les instructions qui s'affichent à l'écran. Vous aurez besoin de votre numéro de contrôle à 13 chiffres que vous trouverez sur votre formulaire de procuration.

Veillez voir ci-dessous la rubrique « *Comment les droits de vote attachés à mes actions ordinaires seront-ils exercés si je renvoie une procuration?* » pour plus de renseignements.



Par téléphone :

Composez le 1.888.489.7352 (numéro sans frais au Canada et aux États-Unis) depuis un téléphone à clavier et suivez les instructions. Vous aurez besoin de votre numéro de contrôle à 13 chiffres, que vous trouverez sur votre formulaire de procuration.

Si vous votez par téléphone, vous ne pouvez nommer que les administrateurs et les membres de la direction désignés sur votre formulaire de procuration en tant que fondés de pouvoir. Veuillez voir ci-dessous la rubrique « *Comment les droits de vote attachés à mes actions ordinaires seront-ils exercés si je renvoie une procuration?* » pour plus de renseignements.



Par télécopieur :

Remplissez, signez et datez votre formulaire de procuration et envoyez toutes les pages (en un seul envoi) par télécopieur au 1.866.781.3111 (numéro sans frais au Canada et aux États-Unis) ou au 416.368.2502 (de l'extérieur du Canada et des États-Unis).

Veillez voir ci-dessous la rubrique « *Comment les droits de vote attachés à mes actions ordinaires seront-ils exercés si je renvoie une procuration?* » pour plus de renseignements.



Par la poste :

Remplissez, signez et datez votre formulaire de procuration et renvoyez-le dans l'enveloppe fournie à cette fin.

Veillez voir ci-dessous la rubrique « *Comment les droits de vote attachés à mes actions ordinaires seront-ils exercés si je renvoie une procuration?* » pour plus de renseignements.



Nomination d'une autre personne pour qu'elle assiste à l'assemblée et exerce les droits de vote attachés à vos actions ordinaires à votre place :

Vous pouvez nommer une personne ou une société autre que les administrateurs ou les membres de la direction désignés par la Société sur votre formulaire de procuration pour vous représenter et voter en votre nom à l'assemblée. Cette personne ou cette société ne doit pas nécessairement être un actionnaire. Pour ce faire, biffez les noms des administrateurs et des membres de la direction qui sont imprimés sur le formulaire de procuration et écrivez le nom de la personne ou de la société que vous nommez dans l'espace prévu à cette fin. Remplissez, signez et datez votre formulaire de procuration et renvoyez-le à AST ainsi qu'il est indiqué. Assurez-vous que la personne que vous nommez sait qu'elle a été nommée et qu'elle sera présente à l'assemblée. À l'assemblée, cette personne doit aller voir un représentant d'AST au bureau d'inscription. Veuillez noter que vous ne pouvez nommer que les administrateurs et les membres de la direction désignés sur votre formulaire de procuration en tant que fondés de pouvoir si vous votez par téléphone. Veuillez voir ci-dessous la rubrique « *Comment les droits de vote attachés à mes actions ordinaires seront-ils exercés si je renvoie une procuration?* » pour plus de renseignements.

Option 2 – En personne à l'assemblée



Vous n'avez pas à remplir ni à renvoyer votre formulaire de procuration si vous prévoyez voter en personne à l'assemblée.

Comment puis-je voter si je suis un actionnaire non inscrit?

Option 1 – Par procuration (formulaire d'instructions de vote)



Vous recevrez un formulaire d'instructions de vote qui vous permet de voter par Internet, par téléphone, par télécopieur ou par la poste. Pour voter, il vous faut suivre les instructions fournies sur votre formulaire d'instructions de vote. Votre intermédiaire est tenu de vous demander vos instructions de vote avant l'assemblée. Veuillez communiquer avec votre intermédiaire s'il ne vous a pas envoyé de formulaire d'instructions de vote.

Par ailleurs, vous pourriez recevoir de votre intermédiaire un formulaire de procuration préautorisé indiquant le nombre de droits de vote attachés à vos actions ordinaires qui seront exercés, que vous devrez remplir, signer, dater et renvoyer ainsi qu'il est indiqué sur le formulaire.

Les actionnaires non inscrits qui ne s'opposent pas à ce que leur nom soit transmis à la Société peuvent être appelés par nos agents de sollicitation de procurations et recevoir de l'aide pour exercer facilement les droits de vote attachés à leurs actions directement par téléphone. Barrick peut aussi recourir au service QuickVote de Broadridge pour aider ces actionnaires à exercer les droits de vote attachés à leurs actions. Voir aussi « *Comment sollicitons-nous les procurations?* » à la page 36 pour plus de renseignements.

Option 2 – En personne à l'assemblée



Nous n'avons pas accès aux noms de nos actionnaires non inscrits ni au nombre d'actions ordinaires qu'ils détiennent. Par conséquent, vous ne pouvez exercer les droits de vote attachés à vos actions ordinaires en personne à l'assemblée que si vous vous êtes désigné préalablement comme fondé de pouvoir à l'égard de vos actions ordinaires en écrivant votre nom dans l'espace prévu à cette fin sur votre formulaire d'instructions de vote et en le remettant ainsi qu'il est indiqué sur le formulaire.

Vous pouvez aussi nommer une autre personne à titre de fondé de pouvoir à l'égard de vos actions ordinaires en écrivant son nom en lettres moulées dans l'espace prévu à cette fin sur votre formulaire d'instructions de vote et en le remettant ainsi qu'il est indiqué sur le formulaire. Votre vote ou le vote de votre fondé de pouvoir sera pris en compte à l'assemblée. Vous ou votre fondé de pouvoir devez aller voir un représentant d'AST avant d'entrer dans la salle pour vous inscrire à l'assemblée.

Vos instructions de vote doivent être reçues suffisamment en avance pour qu'elles soient retransmises par votre intermédiaire à AST avant 17 h (heure de Toronto) le 1^{er} novembre 2018.

Y a-t-il une date butoir qui s'applique à la réception de ma procuration?

Oui. Que vous votiez par la poste, par télécopieur, par téléphone ou par Internet, votre procuration doit être reçue au plus tard à 17 h (heure de Toronto) le 1^{er} novembre 2018. Si l'assemblée est ajournée ou reportée, votre procuration doit être reçue au plus tard à 17 h (heure de Toronto) l'avant-dernier jour ouvrable précédant la reprise de l'assemblée.

Tel qu'il est mentionné ci-dessus, si vous êtes un actionnaire non inscrit, toutes les instructions de vote requises doivent être remises à votre intermédiaire suffisamment de temps en avance de cette date butoir pour que celui-ci ait le temps de retransmettre cette information à AST. Barrick

se réserve le droit d'accepter des procurations en retard et de renoncer à l'imposition de la date butoir s'appliquant à la réception des procurations, avec ou sans avis, mais elle n'a aucune obligation d'accepter ou de rejeter quelque procuration en retard que ce soit.

Comment les droits de vote attachés à mes actions ordinaires seront-ils exercés si je renvoie une procuration?

En remplissant et en renvoyant une procuration, vous autorisez la personne nommée dans la procuration à assister à l'assemblée et à y exercer les droits de vote attachés à vos actions ordinaires à l'égard de tous les points à l'ordre du jour conformément à vos instructions. Si vous avez nommé les administrateurs ou les membres de la direction désignés de Barrick en tant que fondés de pouvoir et que vous ne leur donnez pas d'instructions, ils exerceront les droits de vote attachés à vos actions ordinaires de la façon suivante :

- **POUR** la résolution relative à l'émission d'actions; et
- **POUR** la résolution relative à la prorogation.

Que se passe-t-il si des modifications sont apportées aux points à l'ordre du jour ou si d'autres points sont soumis à la délibération de l'assemblée?

Votre procuration autorise votre fondé de pouvoir à agir et à voter en votre nom à l'égard de toute modification qui est apportée aux points à l'ordre du jour de l'assemblée ou de tout autre point qui est dûment soumis à la délibération de l'assemblée. Votre procuration est valide pour toute reprise de l'assemblée en cas d'ajournement de celle-ci. En date du 4 octobre 2018, aucun administrateur ni aucun membre de la direction de la Société n'avaient connaissance de modifications ou d'autres points devant être présentés à l'assemblée aux fins de vote.

Que se passe-t-il si je change d'avis?

Vous pouvez révoquer le vote que vous avez exercé par procuration :

- en votant de nouveau par Internet ou par téléphone avant 17 h (heure de Toronto) le 1^{er} novembre 2018;
- en remplissant un formulaire de procuration ou un formulaire d'instructions de vote qui porte une date postérieure à celle qui figure sur le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote que vous modifiez et en l'envoyant par la poste ou par télécopieur ainsi qu'il est indiqué sur le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote, selon le cas, de sorte qu'il soit reçu avant 17 h (heure de Toronto) le 1^{er} novembre 2018; ou
- de toute autre façon permise par la loi.

Si vous êtes un actionnaire inscrit, vous pouvez aussi révoquer un vote que vous avez exprimé au moyen d'un avis écrit de votre part ou de celle de votre mandataire autorisé envoyé à notre secrétaire, de sorte qu'il soit reçu avant 17 h (heure de Toronto) le 1^{er} novembre 2018 ou au moyen d'un avis écrit de votre part ou de celle de votre mandataire autorisé donné au président de l'assemblée à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

Mon vote par procuration est-il confidentiel?

Oui. Toutes les procurations sont reçues, comptées et compilées de façon indépendante par AST, notre agent des transferts, ou par Broadridge, de façon à protéger la confidentialité du vote de chaque actionnaire, sauf :

- au besoin, pour permettre à la direction et au conseil d'administration de s'acquitter de leurs obligations juridiques envers la Société ou ses actionnaires ou pour déterminer la validité d'une procuration;
- en cas de course aux procurations; ou
- si un actionnaire a fait des commentaires écrits sur la procuration destinés à la direction ou au conseil d'administration.

Avez-vous besoin d'aide pour exercer vos droits de vote ou pour obtenir plus de renseignements concernant le processus de vote par procuration?

Pour obtenir de l'aide pour exercer vos droits de vote, veuillez communiquer avec Laurel Hill Advisory Group :

Laurel Hill Advisory Group

Appels sans frais au Canada et aux États-Unis :
1.877.452.7184

Appels à frais virés : 416.304.0211
Courriel : assistance@laurelhill.com

Autres renseignements importants

Comment puis-je obtenir des copies des documents d'information de Barrick et de Randgold?

Barrick fournira à quiconque, sur demande à notre service des relations avec les investisseurs, une copie de notre rapport annuel 2017, de notre dernière notice annuelle, de la présente circulaire et de tout autre document (y compris tout document d'information de Randgold) intégré par renvoi dans les présentes. Il est possible de se procurer nos documents d'information publics sans frais sur notre site Web au www.barrick.com et sous notre profil d'émetteur sur SEDAR au www.sedar.com et sur EDGAR au www.sec.gov.

Il est possible de se procurer les documents d'information publics de Randgold sans frais sur son site Web au www.randgoldresources.com et sous son profil d'émetteur sur SEDAR au www.sedar.com et sur EDGAR au www.sec.gov.

L'information contenue dans ces sites Web ou accessible à l'aide de ceux-ci n'est pas intégrée par renvoi dans la présente circulaire et n'est pas et ne devrait pas être considérée comme faisant partie de la présente circulaire, à moins qu'elle n'y soit expressément intégrée par renvoi.

Points soumis à la délibération de l'assemblée

Résolution relative à l'émission d'actions

Le 24 septembre 2018, Barrick et Randgold ont conclu la convention de coopération et ont diffusé l'annonce de la fusion dans laquelle elles annonçaient la conclusion d'une entente concernant les modalités d'une fusion-absorption de Barrick et de Randgold aux termes de laquelle Barrick fera l'acquisition de la totalité des actions de Randgold émises et devant être émises (autres que les actions exclues). Aux termes des modalités de la fusion, les actionnaires de Randgold recevront 6,1280 actions ordinaires pour chaque action de Randgold détenue à la date de prise d'effet. Ce ratio d'échange est fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires négociées au NYSE et des ADS de Randgold négociées au NASDAQ, respectivement, au cours de la période de 20 jours de négociation terminée le 21 septembre 2018 (soit le dernier jour ouvrable avant la date de l'annonce). Voir « *La fusion – Modalités de la fusion* ».

Il y avait environ 94,5 millions d'actions de Randgold en circulation en date du 24 septembre 2018 et jusqu'à 95,8 millions d'actions de Randgold pourraient être en circulation à la clôture par suite de l'acquisition des attributions en cours aujourd'hui en vertu des régimes fondés sur des actions de Randgold. Si le nombre maximal d'actions de Randgold sont émises et en circulation à la clôture, Barrick prévoit émettre environ 586,6 millions d'actions émises à la fusion aux actionnaires de Randgold dans le cadre de la fusion, représentant environ 50 % des actions ordinaires émises et en circulation en date du 24 septembre 2018. Les actions émises à la fusion devraient représenter environ 33,4 % des actions ordinaires en circulation à la clôture. Selon le cours de clôture des actions ordinaires au NYSE (soit 63,91 \$) et le taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien le 21 septembre 2018, la valeur globale des actions émises à la fusion devant être versée aux actionnaires de Randgold serait d'environ 6,1 G\$ (7,9 G\$ CA).

En vertu du paragraphe 611(c) du Guide de la TSX, la TSX exige l'obtention de l'approbation des actionnaires lorsque le nombre de titres émis ou pouvant être émis en paiement du prix d'achat aux fins d'une acquisition correspond à plus de 25 % du nombre de titres en circulation de l'émetteur inscrit, avant dilution. Par conséquent, les actionnaires seront invités à l'assemblée à voter à l'égard de la résolution relative à l'émission d'actions, dont le texte est présenté à l'« *Annexe A : Résolution relative à l'émission d'actions* », approuvant l'émission des actions émises à la fusion aux actionnaires de Randgold en tant que contrepartie à la fusion. Pour prendre effet, la résolution relative à l'émission d'actions doit être approuvée au moins à la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires présents en personne ou représentés par fondé de pouvoir à l'assemblée. Si l'approbation des actionnaires est obtenue et que les autres conditions à la fusion sont remplies ou, le cas échéant, ont fait l'objet d'une renonciation, la clôture devrait avoir lieu au cours d'ici la fin du premier trimestre de 2019. Voir « *La fusion – Annonce de la fusion et plan – Échéancier aux fins de la réalisation de la fusion* » et « *La fusion – Inscription des actions émises à la fusion* » à la page 59 pour obtenir plus de renseignements.

Pour que la fusion prenne effet, l'approbation relative à l'émission d'actions, entre autres, sera nécessaire. La résolution relative à l'émission d'actions doit être approuvée au moins à la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires, votant en personne ou par procuration à l'assemblée. Une copie de la résolution relative à l'émission d'actions est présentée en tant qu'« *Annexe A : Résolution relative à l'émission d'actions* ».



Le conseil recommande de voter POUR la résolution relative à l'émission d'actions.

Si John L. Thornton ou Kevin Thomson est votre fondé de pouvoir et que vous n'avez pas donné d'instructions sur la façon d'exercer les droits de votes attachés à vos actions ordinaires, il votera « POUR » la résolution relative à l'émission d'actions.

Résolution relative à la prorogation

Les actionnaires seront invités à l'assemblée à voter à l'égard de la résolution relative à la prorogation, dont le texte est présenté en tant qu'« *Annexe B : Résolution relative à la prorogation* », approuvant la prorogation de Barrick, constituée en vertu des lois de la province d'Ontario, sous le régime des lois de la province de la Colombie-Britannique. À la réalisation de la prorogation, la LSAO cessera de s'appliquer à Barrick et Barrick deviendra assujettie à la BCBCA, comme si elle avait été à l'origine constituée en vertu de la BCBCA. Les statuts de fusion et les règlements administratifs de Barrick seront remplacés par l'avis des statuts et les statuts, dont la forme proposée est jointe en tant qu'« *Annexe K : Statuts proposés* ». L'inscription de la prorogation ne crée pas une nouvelle entité juridique ni ne porte atteinte à la continuité de Barrick; cependant, la prorogation de Barrick en vertu de la BCBCA aura une incidence sur certains droits des actionnaires tels qu'ils existent en vertu de la LSAO. La rubrique « *La prorogation – Différences sur le plan du droit des sociétés* » résume certaines des principales différences sur le plan du droit des sociétés entre la LSAO et la BCBCA. Vous trouverez une description des principales différences entre les statuts et les règlements administratifs actuels de Barrick et les statuts proposés à la rubrique « *La prorogation – Différences sur le plan du droit des sociétés – Comparaison entre les statuts et règlements existants de Barrick et les statuts proposés* ».

Pour entrer en vigueur, la résolution relative à la prorogation doit être approuvée par au moins les deux tiers des voix exprimées par les actionnaires, votant en personne ou par procuration à l'assemblée. Si l'approbation des actionnaires visant la prorogation n'est pas obtenue, Barrick demeurera une société ontarienne, assujettie aux exigences de la LSAO. La réalisation de la fusion n'est pas conditionnelle à l'approbation de la résolution

relative à la prorogation. Si la résolution relative à la prorogation est approuvée à l'assemblée, la prorogation devrait être effectuée au plus tard à la réalisation de la fusion; toutefois, Barrick pourrait choisir de ne pas effectuer la prorogation. Également, même si la fusion n'est pas effectuée, Barrick pourrait effectuer la prorogation. Les actionnaires inscrits peuvent exercer certains droits à la dissidence à l'égard de la prorogation. Voir « *La prorogation – Droit à la dissidence des actionnaires* » et « *Annexe C : Procédure de dissidence* ».



Le conseil recommande de voter POUR la résolution relative à la prorogation.

Si John L. Thornton ou Kevin Thomson est votre fondé de pouvoir et que vous n'avez pas donné d'instructions sur la façon d'exercer les droits de votes attachés à vos actions ordinaires, il votera « POUR » la résolution relative à la prorogation.

Autres points

À la date de la présente circulaire, la direction n'a connaissance d'aucune modification aux points ci-dessus et ne s'attend pas à ce que d'autres points soient soumis à l'assemblée. En cas de modification de ces points ou d'ajout de nouveaux points, votre fondé de pouvoir pourra exercer les droits de vote attachés à vos actions ordinaires à l'égard de ces questions selon son bon jugement.

La fusion

Modalités de la fusion

Le 24 septembre 2018, Barrick et Randgold ont conclu la convention de coopération et ont diffusé l'annonce de la fusion aux termes desquelles Barrick fera l'acquisition de la totalité des actions de Randgold émises et devant être émises (autres que les actions exclues). La fusion devrait être effectuée aux termes d'un plan d'arrangement homologué par le tribunal en vertu de la Loi sur les sociétés de Jersey. Si elle est menée à bien, la fusion fera en sorte que Barrick devienne propriétaire de la totalité des actions de Randgold à la date de prise d'effet. Les actionnaires de Randgold recevront 6,1280 actions ordinaires pour chaque action de Randgold détenue à la date de prise d'effet. Ce ratio d'échange est fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires négociées au NYSE et des ADS de Randgold négociées au NASDAQ, respectivement, au cours de la période de 20 jours de négociation terminée le 21 septembre 2018 (soit le dernier jour ouvrable avant la date de l'annonce). À la clôture, Randgold deviendra une filiale en propriété exclusive de Barrick et Barrick poursuivra les activités de Barrick et celles de Randgold sur une base combinée. Au moment de la clôture, les actionnaires existants détiendront environ 66,6 % des actions ordinaires et les actionnaires de Randgold détiendront environ 33,4 % des actions ordinaires. Pour plus de renseignements relatifs à Barrick après la réalisation de la fusion, voir « *Barrick après la fusion* » et « *Annexe I : Information financière pro forma* ».

Il y avait environ 94,5 millions d'actions de Randgold en circulation à la date de l'annonce, environ 1,3 million d'actions de Randgold étaient susceptibles d'être émises aux termes des régimes fondés sur des actions de Randgold et aucun autre titre convertible de Randgold n'était en circulation. Le Code sur les prises de contrôle prévoit qu'aucune autre action de Randgold ni aucun autre titre convertible de Randgold ne seront émis par Randgold avant la clôture autrement qu'en certaines circonstances, avec le consentement du Panel. Il pourrait y avoir environ 95,8 millions d'actions de Randgold en circulation à la date de prise d'effet.

Donnant effet au ratio d'échange, Barrick prévoit émettre jusqu'à environ 586,6 millions d'actions ordinaires (représentant environ 50 % des actions ordinaires de Barrick émises et en circulation calculées avant dilution) aux actionnaires de Randgold dans le cadre de la fusion. Voir « *La fusion – Inscription des actions émises à la fusion* » à la page 59.

Contexte de la fusion

Les modalités et les conditions que renferment l'annonce de la fusion et la convention de coopération sont le résultat de négociations sans lien de dépendance menées entre les représentants de Barrick et de Randgold, et leurs conseillers respectifs. Le texte qui suit résume les principaux événements qui ont mené à la fusion et à la signature de la convention de coopération.

Depuis qu'il est devenu président exécutif du conseil de Barrick en avril 2014, John Thornton a tenu des réunions périodiques avec Mark Bristow, chef de la direction de Randgold, pour discuter de leurs points de vue respectifs sur l'industrie aurifère et pour examiner les occasions stratégiques potentielles pour Barrick et Randgold. Au cours de l'une de ces réunions tenues en février 2018, MM. Thornton et Bristow ont envisagé diverses occasions stratégiques, allant de la vente par Barrick d'actifs non essentiels à Randgold en échange d'actions, à la possibilité d'une opération de fusion.

Au cours de semaines qui ont suivi la réunion de février 2018, d'autres réunions ont été tenues aux États-Unis et au Royaume-Uni entre MM. Thornton et Bristow pour discuter d'autres possibles opérations stratégiques mettant en cause Barrick et Randgold. Bien qu'une opération de fusion ait compté au nombre des possibilités stratégiques abordées, MM. Thornton et Bristow se sont concentrés initialement sur une vente possible par Barrick à Randgold de certains actifs non essentiels en échange d'actions de Randgold, en tant que première étape potentielle d'une opération.

Au début d'avril, Barrick a retenu les services de Davies Ward Phillips & Vineberg LLP (**Davies**) à titre de conseillers juridiques canadiens aux fins d'assistance dans le cadre de l'évaluation d'une opération potentielle. Le 24 avril 2018, dans le cadre d'une révision générale des initiatives stratégiques, le conseil de Barrick a reçu une mise à jour de la direction relative à la vérification diligente qui avait été réalisée sur Randgold à ce jour en fonction de l'information disponible publiquement.

Le 28 avril 2018, Barrick et Randgold ont conclu une entente de confidentialité en vue de faciliter l'échange d'information technique et commerciale. Du 29 avril au 2 mai 2018, les équipes techniques de Barrick et de Randgold ont tenu des réunions à Londres, en Angleterre, au cours desquelles les sociétés ont échangé de l'information technique. Environ deux semaines plus tard, M. Thornton et M. Bristow ont tenu plusieurs réunions par téléphone au cours desquelles M. Bristow a indiqué que Randgold était intéressée à se pencher sur une fusion par échange d'actions au pair plutôt que sur l'acquisition d'actifs de Barrick. Au cours des semaines qui ont suivi, MM. Thornton et Bristow ont discuté d'une opération de fusion potentielle et ont convenu au cours de réunions tenues à Washington, D.C., le 5 juin et le 6 juin 2018 que dans l'éventualité d'une fusion, celle-ci devait se réaliser sans prime et que les actionnaires existants détiendraient environ deux tiers des actions ordinaires et les actionnaires de Randgold, environ un tiers des actions ordinaires à la réalisation de la fusion, en fonction de l'évaluation relative de chacune des sociétés.

Au cours des semaines qui ont suivi la signature de l'entente de confidentialité, les administrateurs de Barrick ont été mis au fait par le président exécutif du conseil et la direction de Barrick de l'opération potentielle avec Randgold et ils ont été invités à parler avec des représentants de M. Klein and Co. pour obtenir plus de renseignements et poser toute question relative à Randgold et à l'opération potentielle. Au cours des mois de juin, de juillet et de septembre, chaque administrateur de Barrick a parlé avec des représentants de M. Klein and Co. concernant l'opération potentielle.

Après la décision de MM. Thornton et Bristow d'évaluer une opération de fusion par échange d'actions au pair sans prime, Barrick et Randgold ont mis de côté la vérification diligente des actifs pour centrer leur attention sur la vérification diligente plus complète, axée sur l'entreprise de chacune des sociétés. Peu après, Barrick a retenu les services de Freshfields Bruckhaus Deringer LLP à titre de conseillers juridiques au Royaume-Uni. Le 6 juin et le 7 juin 2018, les équipes techniques de Barrick et de Randgold ont tenu des réunions à Londres, en Angleterre. Après ces réunions, entre le 12 juin et le 17 juin 2018, des équipes techniques de Barrick ont visité les mines Loulo-Gounkoto, Tongon et Kibali de Randgold situées au Mali, en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo, respectivement, dans le but de mener une vérification diligente sur le site des mines. Entre le 12 juin et le 19 juin 2018, l'équipe technique de Randgold a visité les mines Goldstrike, Cortez et Turquoise Ridge de Barrick au Nevada, aux États-Unis, et la mine Pueblo Viejo de Barrick en République dominicaine pour mener des vérifications diligentes sur les sites des mines. Après ces visites, M. Bristow a organisé deux visites entre le 20 juin et le 24 juin 2018 pour que certains membres du conseil d'administration et de la haute direction de Barrick puissent observer personnellement les activités de la mine Kibali de Randgold située en République démocratique du Congo. M. Thornton, Graham Clow, Pablo Marcet, Rob Krcmarov (vice-président directeur, Prospection et croissance de Barrick), Catherine Raw (vice-présidente directrice et chef des finances de Barrick) et Greg Walker (premier vice-président, Excellence opérationnelle et technique de Barrick) ont participé à la première visite et M. Thornton, Patricia Hatter, Nancy Lockhart, Steven Shapiro et Ernie Thrasher ont participé à la seconde visite.

Le 20 juillet 2018, MM. Thornton et Bristow ont organisé une réunion d'une journée entière aux bureaux de Barrick à Toronto à l'intention de dix autres cadres supérieurs de Barrick et de Randgold. L'équipe de la haute direction ainsi que des cadres supérieurs de Barrick ont participé en personne à cette réunion, de même que Graham Shuttleworth (chef des finances de Randgold). Neuf autres cadres supérieurs de Randgold ont participé à la réunion par téléconférence. Les onze délégués de chaque société se sont réunis pour discuter de l'état de leurs activités d'exploitation respectives, des occasions d'amélioration et de leur vision collective pour l'avenir d'une future société issue du regroupement.

Le 25 juillet 2018, le conseil de Barrick s'est réuni et a été mis au fait par la direction de Barrick d'une analyse technique concernant les actifs de Randgold et a reçu un aperçu financier préliminaire de l'opération envisagée de M. Klein and Co. Le conseil a aussi reçu un compte rendu détaillé de la direction concernant les conclusions de la vérification diligente après la réalisation, par Barrick et ses conseillers, de la vérification diligente des aspects techniques, financiers, réglementaires et juridiques. À la fin de la réunion, le conseil a autorisé la direction à poursuivre sa vérification diligente de Randgold et à faire en sorte que les conseillers de Barrick commencent la préparation des documents relatifs à l'opération, dans le but d'en arriver à une décision finale concernant la fusion vers la mi-septembre ou la fin septembre.

Au cours des semaines qui ont suivi, les équipes de l'opération de Barrick et de Randgold, de concert avec leurs conseillers financiers et juridiques respectifs, ont finalisé leur vérification diligente et ont travaillé sur les documents relatifs à l'opération dans la perspective de finaliser des négociations et, s'il était jugé opportun, d'obtenir les approbations définitives du conseil au cours de la seconde moitié de septembre. Parallèlement à ce processus, la direction de Barrick, avec ses conseillers financiers et juridiques, a aussi étudié et évalué un certain nombre d'autres options stratégiques qui étaient susceptibles de s'offrir à Barrick.

Au cours des mois d'août et de septembre, Barrick et Randgold ont aussi continué à négocier les modalités de la convention de coopération et à travailler à la préparation de l'annonce de la fusion requise aux termes du Code sur les prises de contrôle. Au début de septembre 2018, Barrick a retenu les services de Morgan Stanley à titre de conseiller financier additionnel dans le cadre de l'opération.

Le conseil de Barrick s'est réuni pendant une journée entière le vendredi 21 septembre 2018 en la présence de représentants de M. Klein and Co., de Morgan Stanley et de Davies. La réunion a commencé avec une présentation détaillée de M. Bristow de sa vision de la société issue du regroupement. Lorsque M. Bristow a quitté la réunion, l'équipe de la haute direction de Barrick avec les conseillers financiers ont présenté au conseil une mise à jour de l'état des discussions et de l'étude des opérations potentielles et des options stratégiques offertes à Barrick, dont la fusion proposée. Dans le cadre de l'étude et de l'évaluation de ces occasions, le conseil a reçu des avis de ses conseillers financiers et juridiques. En ce qui concerne précisément la fusion, le conseil a reçu une analyse financière de M. Klein and Co. et de Morgan Stanley. Le conseil a alors discuté d'aspects liés à la vérification diligente et a passé en revue les principales modalités de l'annonce de la fusion et de la convention de coopération avec l'aide de ses conseillers juridiques et financiers.

Dans la soirée du 23 septembre 2018, le conseil, hormis Nancy Lockhart, s'est réuni une autre fois avec les conseillers financiers de Barrick pour examiner le caractère équitable du ratio d'échange aux fins de la fusion proposée. Lors de cette réunion, M. Klein and Co. et Morgan Stanley ont remis leurs avis verbalement (confirmés par écrit par la suite) selon lesquels, à cette date et sous réserve des diverses hypothèses formulées, procédures suivies, questions envisagées et limites et réserves quant à la portée de l'examen entrepris par chaque conseiller financier tel que le décrivent ces avis, le ratio d'échange était équitable d'un point de vue financier pour Barrick. Ce sommaire des avis sur le caractère équitable est donné entièrement sous réserve de l'intégralité des textes de ces avis, lesquels sont joints à titre d'« *Annexe E : Avis sur le caractère de M. Klein and Co.* » et « *Annexe F : Avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley* ». Subséquemment, après avoir déterminé que la fusion était dans l'intérêt de Barrick, tous les administrateurs présents à la réunion ont adopté à l'unanimité la résolution approuvant la fusion et, sous réserve de l'approbation de la résolution relative à l'émission d'actions par les actionnaires, l'émission des actions émises à la fusion. Peu après la réunion du conseil tenue le 23 septembre 2018, M^{me} Lockhart a remis sa démission du conseil d'administration, laquelle démission a été acceptée.

Au cours de la fin de semaine du 22 et du 23 septembre, Barrick et Randgold, en présence de leurs conseillers juridiques et financiers respectifs, ont continué à négocier les modalités finales de l'annonce de la fusion, de la convention de coopération et d'autres documents relatifs à l'opération. Ces documents ont été finalisés tôt le matin du 24 septembre et l'annonce de la fusion a été autorisée et la convention de coopération a été signée peu de temps après. L'annonce de la fusion a été diffusée à 2 h (heure de Toronto), avant l'ouverture des marchés à Londres, en Angleterre.

Avis sur le caractère équitable

Avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co.

Barrick a retenu les services de M. Klein and Co. à titre de conseiller financier dans le cadre de la fusion. Dans le cadre de sa décision d'approuver la fusion, le conseil a examiné, entre autres, l'avis sur le caractère équitable de chacun de ses conseillers financiers. L'avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. a conclu qu'en date de l'avis sur le caractère équitable, sous réserve des diverses hypothèses qui avaient été formulées, des procédures suivies, des questions prises en compte et des restrictions et des réserves touchant la portée de l'examen entrepris par M. Klein and Co. qui y étaient énoncées, le ratio d'échange était équitable, du point de vue financier, pour Barrick. Le texte intégral de l'avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. énonçant les hypothèses formulées, les questions examinées et les restrictions et réserves applicables à l'examen entrepris dans le cadre de l'avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. est joint à titre d'« *Annexe E : Avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co.* ». Le résumé de l'avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. dans la présente circulaire est donné sous réserve du texte intégral de l'avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co.

M. Klein and Co. a remis son avis sur le caractère équitable aux fins d'information et d'assistance au conseil dans le cadre de son examen de la fusion. L'avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. ne constitue pas une recommandation aux actionnaires de voter en faveur ou non de la résolution relative à l'émission d'actions ou de toute autre question.

Barrick a retenu les services de M. Klein and Co. à titre de conseiller financier pour qu'il fournisse au conseil des services-conseils financiers dans le cadre de la fusion, y compris des conseils et de l'assistance aux fins de l'évaluation de la fusion. Aux termes des modalités de son engagement auprès de Barrick, M. Klein and Co. recevra des honoraires à l'égard de ses services à titre de conseiller financier, y compris des honoraires qui sont conditionnels à la réalisation de la fusion ou de certains autres événements. Barrick a aussi convenu de rembourser à M. Klein and Co. ses débours raisonnables et d'indemniser M. Klein and Co. dans certaines circonstances. Ni M. Klein and Co. ni les membres de son groupe ne sont des initiés, des personnes ayant des liens ou des membres du même groupe (tels que ces termes sont définis dans les lois canadiennes sur les valeurs mobilières) par rapport à Barrick ou à Randgold ou à l'une quelconque des personnes ayant des liens avec elles ou appartenant au même groupe.

Avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley

Barrick a retenu les services de Morgan Stanley à titre de conseiller financier dans le cadre de la fusion. Dans le cadre de sa décision d'approuver la fusion, le conseil a examiné, entre autres, l'avis sur le caractère équitable de chacun de ses conseillers financiers. L'avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley a conclu qu'en date de l'avis sur le caractère équitable, sous réserve des diverses hypothèses formulées, des procédures suivies, des questions prises en compte et des restrictions et des réserves touchant la portée de l'examen entrepris par Morgan Stanley qui y étaient énoncées, le ratio d'échange était équitable, du point de vue financier, pour Barrick. Le texte intégral de l'avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley énonçant les hypothèses formulées, les questions examinées et les restrictions et réserves applicables à l'examen entrepris dans le cadre de l'avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley est joint à titre d'« *Annexe F : Avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley* ». Le résumé de l'avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley dans la présente circulaire est donné sous réserve du texte intégral de l'avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley.

Morgan Stanley a remis son avis sur le caractère équitable aux fins d'information et d'assistance au conseil dans le cadre de son examen de la fusion. L'avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley ne constitue pas une recommandation aux actionnaires de voter en faveur ou non de la résolution relative à l'émission d'actions ou de toute autre question.

Barrick a retenu les services de Morgan Stanley à titre de conseiller financier pour qu'il fournisse au conseil des services-conseils financiers dans le cadre de la fusion, y compris des conseils et de l'assistance aux fins de l'évaluation de la fusion. Aux termes des modalités de son engagement auprès de Barrick, Morgan Stanley recevra des honoraires à l'égard de ses services à titre de conseiller financier, y compris des honoraires qui sont conditionnels à la réalisation de la fusion ou de certains autres événements. Barrick a aussi convenu de rembourser à M. Klein and Co. ses débours raisonnables et d'indemniser Morgan Stanley dans certaines circonstances. Ni Morgan Stanley ni les membres de son groupe ne sont des initiés, des personnes ayant des liens ou des membres du même groupe (tels que ces termes sont définis dans les lois canadiennes sur les valeurs mobilières) par rapport à Barrick ou à Randgold ou à l'une quelconque des personnes ayant des liens avec elles ou appartenant au même groupe.

Recommandation du conseil

Après un examen minutieux, y compris la prise en compte des mises à jour détaillées de la direction concernant ses conclusions de la vérification diligente, après consultation de ses conseillers juridiques et financiers, des avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co. et de Morgan Stanley et d'autres facteurs décrits ci-dessous à la rubrique « *– Motifs à l'appui de la recommandation du conseil* », le conseil a jugé que la fusion et la prorogation étaient dans l'intérêt de Barrick et il a décidé de recommander aux actionnaires de voter en faveur de la résolution relative à l'émission d'actions et de la résolution relative à la prorogation. Par conséquent, le conseil a approuvé et recommande aux actionnaires de voter **POUR** la résolution relative à l'émission d'actions et **POUR** la résolution relative à la prorogation.



Le conseil recommande à l'unanimité de voter **POUR** la résolution relative à l'émission d'actions et **POUR** la résolution relative à la prorogation.

Motifs à l'appui de la recommandation du conseil

Pour en arriver à ses conclusions et à la formulation de sa recommandation favorable à la fusion aux actionnaires, le conseil a examiné un certain nombre de facteurs, dont ceux qui sont énumérés ci-dessous, bénéficiant des avis de la direction de Barrick et de ses conseillers financiers et juridiques.

Le texte qui suit résume les principaux motifs à l'appui de la recommandation aux actionnaires de voter **POUR** la résolution relative à l'émission d'actions et la résolution relative à la prorogation :

- **Création d'une société aurifère chef de file de l'industrie.** Le conseil estime que la fusion créera une société aurifère chef de file de l'industrie avec la plus grande concentration d'actifs aurifères de niveau 1 de l'industrie, les charges décaissées totales les plus basses parmi les principales sociétés aurifères de référence¹² et un portefeuille d'actifs diversifié bien positionné en vue de la croissance dans plusieurs des districts aurifères les plus prolifiques du monde.
- **Taille et portée supérieures.** Selon les cours de clôture respectifs de Barrick et de Randgold au NYSE et au NASDAQ en date du 21 septembre 2018 (soit le dernier jour ouvrable avant la date de l'annonce), Barrick aurait une capitalisation boursière totale de 18,3 G\$. En outre, selon les résultats financiers de 2017 des deux sociétés, Barrick aurait généré des produits des activités ordinaires totaux d'environ 9,7 G\$, un résultat net total d'environ 1,9 G\$ et un BAIIA ajusté¹³ total d'environ 4,7 G\$.
- **Propriété de cinq des dix principaux actifs aurifères de niveau 1 du monde, avec deux actifs aurifères de niveau 1 potentiels.** À la réalisation de la fusion, Barrick sera propriétaire des éléments suivants :
 - actifs aurifères de niveau 1 : Cortez, Goldstrike, Kibali (45 %), Loulo-Gounkoto (80 %) et Pueblo Viejo (60 %); et
 - actifs aurifères de niveau 1 potentiels : Goldrush/Fourmile et Turquoise Ridge (75 %).
- **Situation financière solide.** Selon les résultats financiers de 2017 de Barrick et de Randgold, Barrick aurait eu, sur une base regroupée, le BAIIA ajusté le plus élevé¹², la marge du BAIIA ajusté¹² la plus élevée et les charges décaissées totales les plus basses parmi les principales sociétés aurifères de référence¹² :
 - une marge du BAIIA ajusté¹³ combinée de 48 % (pour l'exercice clos le 31 décembre 2017); et
 - des coûts des produits vendus liés à la production d'or combinés de 798 \$ l'once et des charges décaissées totales¹³ combinées de 538 \$ l'once (pour l'exercice clos le 31 décembre 2017).
- **Équipe de direction chevronnée.** Équipe de direction chevronnée composée de propriétaires ayant la capacité de réussir dans des territoires complexes :
 - poursuite de la forte culture de partenariat-propriété de Barrick et de sa profonde expérience des activités touchant divers territoires géographiques, modes d'exploitation minière et types de minerai; et
 - du 1^{er} janvier 2008 au 31 août 2018, Randgold a réalisé le meilleur rendement des capitaux propres parmi les principales sociétés aurifères de référence¹². Le cours de l'action de Randgold a également progressé de 76 % pendant la même période, alors que le cours des actions des principales sociétés aurifères de référence a baissé de 48 % en moyenne.
- **Génération de flux de trésorerie solides** afin de soutenir de l'investissement robuste et une meilleure capacité à remettre de l'argent aux actionnaires.
- **Partenariats établis** avec des sociétés minières chinoises de premier plan.
- **Envergure supérieure et les plus grandes réserves d'or parmi les principales sociétés aurifères de référence.** Réserves d'or prouvées et probables combinées potentielles de 78 millions d'onces selon la quote-part attribuable (au 31 décembre 2017)¹⁴.

12 Les charges décaissées totales les plus basses, le BAIIA ajusté le plus élevé, la marge du BAIIA ajusté la plus élevée et le rendement des capitaux le plus élevé sont des mesures de la performance financière hors PCGR fondées sur les données de Bloomberg ou de Wood Mackenzie dont le sens n'est pas normalisé selon les IFRS. Il est donc possible que ces mesures ne soient pas comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les comparaisons financières entre Barrick après la fusion et ses principales sociétés aurifères de référence sont établies sur le fondement des données présentées par Bloomberg ou Wood Mackenzie, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick et Randgold calculent des mesures comparables. Pour de plus amples renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR* » à la page 85 et « *Autres renseignements – Comparaison des mesures à partir de données de tiers* » à la page 88.

13 Le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et les charges décaissées totales sont des mesures de la performance financière hors PCGR dont le sens n'est pas normalisé selon les IFRS. Il est donc possible que ces mesures ne soient pas comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Ces mesures de la performance financière sont présentées sur une base regroupée ou totale et ne comprennent pas d'ajustements pro forma. Pour de plus amples renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR* » à la page 85.

14 Voir « *Information dans la présente circulaire – Information sur les réserves minérales et les ressources minérales* » à la page 17 et « *Barrick après la fusion – Réserves minérales combinées* » à la page 66 pour plus de renseignements sur les réserves, les hypothèses, le tonnage, la teneur et la ventilation des réserves d'or prouvées et probables.

- **Bilan solide avec notes élevées prévues :**
 - ratio de la dette brute (au 30 juin 2018) par rapport au BAIIA ajusté (pour l'exercice clos le 31 décembre 2017) le plus bas parmi les principales sociétés aurifères de référence¹⁵;
 - sur une base combinée au 30 juin 2018, Barrick et Randgold avaient une situation de trésorerie combinée de 2,7 G\$ et une dette combinée après déduction de la trésorerie de 3,7 G\$; et
 - Barrick est actuellement notée BBB et Baa2 par S&P et Moody's, respectivement. Au 30 juin 2018, Randgold avait un solde de trésorerie net de 604 M\$ et générait des flux de trésorerie solides provenant de ses activités sous-jacentes. Ainsi, Barrick disposerait de souplesse supplémentaire pour assurer le service de sa dette et cela pourrait avoir une incidence positive sur ses notes actuelles.
- **Exposition continue au cuivre.** Maintien de la propriété d'activités liées au cuivre stratégiques ayant produit 413 millions de livres de cuivre en 2017.
- **Important potentiel de réévaluation.** Vu la qualité des actifs combinés et de l'équipe de direction chevronnée, avec la marge du BAIIA ajusté la plus élevée¹⁵ et les charges décaissées totales les plus basses pour 2017 comparativement aux principales sociétés aurifères de référence¹⁵, Barrick a un important potentiel de réévaluation au fil du temps.
- **Avis sur le caractère équitable.** Le conseil a reçu un avis sur le caractère équitable de la part de M. Klein and Co. et de Morgan Stanley indiquant qu'en date du 23 septembre 2018, et sous réserve des diverses hypothèses formulées, des procédures suivies, des questions prises en compte et des restrictions et des réserves touchant la portée de l'examen entrepris par chaque conseiller financier comme il est exposé dans ces avis, le ratio d'échange était équitable, du point de vue financier, pour Barrick. Voir « *La fusion – Avis sur le caractère équitable* ».
- **Appui des administrateurs de Barrick.** Tous les administrateurs de Barrick ont conclu des conventions de vote et de soutien aux termes desquelles ils ont notamment convenu d'exercer les droits de vote attachés à leurs actions ordinaires en faveur de la résolution relative à l'émission d'actions et de la résolution relative à la prorogation. En date de l'annonce, ces administrateurs, collectivement, détenaient en propriété véritable un total de 2 780 622 actions ordinaires ou exerçaient un contrôle ou avaient la haute main sur de tels titres, soit environ 0,238 % des actions ordinaires émises et en circulation.
- **Autres facteurs.** Le conseil a également étudié la fusion en tenant compte de la conjoncture économique et des tendances actuelles dans le secteur et les marchés touchant Barrick et Randgold dans le marché de l'or, de l'information concernant les réserves minérales et les ressources minérales, l'entreprise, les activités, les propriétés, les actifs, la situation financière, les résultats d'exploitation et l'évaluation par la direction des perspectives de Barrick et de Randgold et des cours alors historiques des actions ordinaires et des actions de Randgold.

Le conseil a aussi examiné les risques associés à la fusion, notamment les questions décrites à la rubrique « *Facteurs de risque* ». Le conseil estime que, globalement, les avantages prévus de la fusion pour Barrick l'emportent sur les risques.

Dans le cadre de la prise de sa décision et de la formulation de sa recommandation, le conseil a aussi observé qu'un certain nombre de mesures de protection procédurales étaient en place et le demeurent pour permettre au conseil de représenter les intérêts de Barrick, de nos actionnaires et des autres parties prenantes de Barrick. Ces mesures de protection procédurales comprennent, entre autres, celles-ci :

- **Capacité à répondre à des offres supérieures.** En dépit des limites énoncées dans la convention de coopération relativement à la capacité de Barrick de solliciter l'intérêt de tiers, la convention de coopération permet à Barrick d'engager des discussions ou des négociations concernant toute offre concurrente visant Barrick non sollicitée reçue avant l'assemblée qui constitue ou dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle constitue une offre supérieure visant Barrick (si le défaut de prendre cette mesure était incompatible avec les devoirs fiduciaires du conseil en vertu du droit applicable).
- **Paiement de résiliation raisonnable.** Le montant du paiement de résiliation, soit 300 M\$, exigible dans certaines circonstances décrites à la rubrique « *Convention de coopération – Paiement de résiliation* », est raisonnable.
- **Approbation des actionnaires.** La résolution relative à l'émission d'actions doit être approuvée par le vote affirmatif à la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires qui votent en personne ou par procuration à l'assemblée.

¹⁵ Les charges décaissées totales les plus basses, la marge du BAIIA ajusté la plus élevée et le ratio de la dette brute par rapport au BAIIA ajusté le plus bas sont des mesures de la performance financière hors PCGR fondées sur les données de Factset ou de Wood Mackenzie dont le sens n'est pas normalisé selon les IFRS. Il est donc possible que ces mesures ne soient pas comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les comparaisons financières entre Barrick après la fusion et ses principales sociétés aurifères de référence sont établies sur le fondement des données présentées par Factset ou Wood Mackenzie, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick et Randgold calculent des mesures comparables. Pour de plus amples renseignements, voir « *Autres renseignements – Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR* » à la page 85 et « *Autres renseignements – Comparaison des mesures à partir de données de tiers* » à la page 88.

Les renseignements et les facteurs décrits ci-dessus et examinés par le conseil pour en arriver à ses décisions ne sont pas exhaustifs, mais ils comprennent les facteurs importants examinés par le conseil. Compte tenu de la grande diversité des facteurs examinés dans le cadre de l'évaluation de la fusion et de la complexité de ces questions, le conseil n'a pas jugé bon ni n'a tenté de quantifier ces facteurs, de leur accorder un rang de priorité ou de leur attribuer par ailleurs une pondération. De plus, il est possible que chaque membre du conseil ait pondéré différemment chaque facteur.

Annnonce de la fusion et plan

Le texte qui suit est un sommaire de dispositions choisies de l'annonce de la fusion qui décrit les modalités et les conditions de la fusion, dont une copie est jointe en tant qu'annexe 1 de la convention de coopération qui est jointe à la présente circulaire en tant qu'« *Annexe J : Convention de coopération* ». Bien que nous estimions que cette description couvre les principales modalités de l'annonce de la fusion, elle pourrait ne pas renfermer tous les renseignements qui sont importants pour vous et cette description est donnée sous réserve du texte intégral de l'annonce de la fusion. Nous vous invitons instamment à lire l'annonce de la fusion attentivement et intégralement.

Il est prévu que la fusion sera mise en œuvre par voie d'un plan approuvé par le tribunal et intervenu entre Randgold et les actionnaires de Randgold en vertu de l'article 125 de la Loi sur les sociétés de Jersey. Le plan a pour objet de permettre à Barrick de devenir le propriétaire de la totalité des actions émises et devant être émises du capital de Randgold.

La procédure prévoit notamment qu'une demande par Randgold soit déposée devant le tribunal de Jersey en vue de l'approbation du plan, en contrepartie de quoi les actionnaires de Randgold recevront des actions émises à la fusion.

L'émission d'actions émises à la fusion nécessite l'approbation de la résolution relative à l'émission d'actions à la majorité simple des voix exprimées par les porteurs d'actions ordinaires votant en personne ou par procuration à l'assemblée. Le conseil d'administration recommande aux actionnaires de voter en faveur de la résolution relative à l'émission d'actions. Voir « – *Motifs à l'appui de la recommandation du conseil* » et « – *Recommandation du conseil* ». La réalisation de la fusion est assujettie à certaines autres conditions et modalités dont il est question à l'appendice 1 de l'annonce de la fusion et qui sont résumées ci-dessous, voir « – *Conditions à la fusion* ».

Le plan sera régi par les lois de Jersey et sera assujetti à la compétence des tribunaux de Jersey et aux conditions et autres modalités énoncées dans l'annonce de la fusion et le document du plan. La fusion et le plan seront assujettis aux exigences applicables de la LSE, de la Financial Conduct Authority du R.-U., du Code sur les prises de contrôle, de la TSX, du NYSE, du NASDAQ et des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada et aux États-Unis.

Conditions à la fusion

La réalisation de la fusion est conditionnelle, entre autres, à la satisfaction des conditions de clôture suivantes ou à la renonciation à ces conditions (dans l'hypothèse où la fusion est effectuée au moyen du plan) :

- la prise d'effet et le caractère inconditionnel du plan, sous réserve des dispositions du Code sur les prises de contrôle, au plus tard à la date limite;
- l'approbation du plan à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey par la majorité en nombre des actionnaires de Randgold qui votent, en personne ou par procuration, représentant trois quarts ou plus des droits de vote attachés à toutes les actions de Randgold exercés par ces actionnaires de Randgold;
- l'adoption en bonne et due forme de toutes les résolutions relatives au plan ou requises pour l'approuver et le mettre en œuvre comme il est énoncé dans l'avis de convocation à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold (y compris la résolution spéciale de Randgold) par la majorité requise lors de l'assemblée générale extraordinaire de Randgold (qui, relativement à la résolution spéciale de Randgold, nécessitera l'approbation des actionnaires de Randgold représentant au moins deux tiers des voix exprimées à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold en personne ou par procuration);
- l'homologation du plan sans modification ou avec une modification selon des modalités acceptables pour Barrick et Randgold par le tribunal de Jersey, et la remise au registraire des sociétés du décret homologuant le plan; et
- l'adoption en bonne et due forme de la résolution relative à l'émission d'actions lors de l'assemblée et le maintien de sa validité.

En outre, Barrick et Randgold ont convenu que la fusion sera assujettie aux conditions suivantes et, par conséquent, les mesures nécessaires à prendre pour donner effet à la fusion ne seront pas prises jusqu'à ce que ces conditions (en leur version modifiée, au besoin) aient été remplies ou, dans la mesure où elles peuvent faire l'objet d'une renonciation, aient fait l'objet d'une telle renonciation au plus tard à la date limite :

- les inscriptions des actions émises à la fusion à la cote de la TSX et à la cote du NYSE ont été acceptées conditionnellement et ces acceptations n'ont pas été retirées; et

- la réception de toutes les approbations des autorités sud-africaines en matière de concurrence et le maintien en vigueur et la non-révocation de ces approbations.

De plus, Barrick et Randgold ont convenu que la fusion sera conditionnelle à la satisfaction de certaines autres conditions ou à la renonciation à certaines autres conditions au plus tard à la date limite en lien avec ce qui suit : i) des approbations et des autorisations de tiers; ii) des questions découlant d'ententes contractuelles et de conventions du groupe de Randgold élargi ou du groupe de Barrick élargi; iii) sous réserve de certaines exceptions, l'abstention, de la part de tout membre du groupe de Randgold élargi ou du groupe de Barrick élargi, d'apporter certains changements à la structure de son capital et de prendre d'autres mesures touchant la société; iv) des changements défavorables, des litiges ou des enquêtes réglementaires en lien avec le groupe de Randgold élargi ou le groupe de Barrick élargi; v) l'absence de constatation, par une partie, d'information financière ou d'autre information trompeuse concernant le groupe de Randgold élargi ou le groupe de Barrick élargi, selon le cas; vi) l'absence de constatation de défaut, sauf dans la mesure où un tel défaut a été communiqué par l'autre partie, par le groupe de Randgold élargi ou le groupe de Barrick élargi, selon le cas, de se conformer aux lois applicables en matière d'environnement ou de santé et de sécurité touchant toute personne qui serait susceptible de donner lieu à des obligations importantes ou de l'existence de toute obligation importante de la part d'un membre du groupe de Randgold élargi ou du groupe de Barrick élargi, selon le cas, de nettoyer ou de corriger tout dommage à des biens ou à des eaux contrôlés détenus, occupés ou utilisés maintenant ou précédemment par le groupe de Randgold élargi ou le groupe de Barrick élargi, selon le cas, ou de toute autre obligation potentielle du groupe de Randgold élargi ou du groupe de Barrick élargi, selon le cas, à l'égard de tout produit ou processus de fabrication ou de tout matériau; et vii) l'absence de constatation par Barrick de la violation par un membre du groupe de Randgold élargi et l'absence de constatation par Randgold de la violation par un membre du groupe de Barrick élargi des lois contre la corruption, des sanctions ou des lois pénales applicables.

Outre les conditions relatives au plan qui doit devenir inconditionnel et entrer en vigueur au plus tard à la date limite (sous réserve des dispositions du Code sur les prises de contrôle), l'approbation du plan et de la totalité des résolutions requises pour la mise en œuvre du plan à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey et à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold par les actionnaires de Randgold, l'approbation du plan par le tribunal de Jersey, l'approbation de la résolution relative à l'émission d'actions par les actionnaires et l'admission des inscriptions des actions émises à la fusion à la cote de la TSX et à la cote du NYSE, Barrick peut invoquer une condition à la fusion en vue de faire en sorte que la fusion n'ait pas lieu uniquement si le Panel est convaincu que les circonstances qui donnent lieu au droit d'invoquer cette condition sont d'importance capitale pour Barrick dans le contexte de la fusion.

Incidence de l'approbation du plan

Au moment où le plan entrera en vigueur, il liera tous les actionnaires de Randgold (sans égard au fait qu'ils aient assisté ou non ou aient voté ou non à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey ou à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold) et les certificats d'actions à l'égard des actions de Randgold cesseront d'être valides et les droits relatifs aux actions de Randgold détenues dans le système CREST seront annulés.

Échéancier aux fins de la réalisation de la fusion

Sous réserve de la réception de l'ensemble des approbations requises, dont l'approbation de la résolution relative à l'émission d'actions par les actionnaires à l'assemblée, et de la satisfaction de l'ensemble des autres conditions à la clôture de la fusion ou de la renonciation à celles-ci, la clôture de la fusion devrait avoir lieu d'ici la fin du premier trimestre de 2019. Il est possible que des facteurs indépendants de la volonté de Barrick retardent ou empêchent la réalisation de la fusion. Voir « *Échéancier prévu des principaux événements* », « *Conditions à la fusion* » et « *Facteurs de risque* ».

Régimes fondés sur des actions de Randgold

Barrick et Randgold ont convenu que les attributions aux termes des régimes fondés sur des actions de Randgold seront traitées comme suit :

- **Régime d'actions incessibles.** Randgold a octroyé des attributions aux termes de ce régime à l'égard de 915 502 actions de Randgold.
 - Sauf tel qu'il est décrit ci-dessous, les attributions octroyées aux termes de ce régime seront acquises parallèlement à la clôture et les actions de Randgold émises aux participants seront échangées contre des actions émises à la fusion selon le ratio d'échange.
 - Les administrateurs membres de la direction de Randgold ont accepté que leurs attributions aux termes de ce régime soient acquises parallèlement à la clôture à l'égard d'un nombre d'actions de Randgold calculé proportionnellement en fonction de l'écoulement du temps dans la mesure où les conditions de rendement applicables auront été satisfaites à la date d'acquisition (comme ces conditions seront déterminées par le comité de la rémunération de Randgold) et ces actions de Randgold dont le nombre aura été calculé au prorata seront échangées contre des actions émises à la fusion selon le ratio d'échange. Barrick prendra en charge les attributions qui ne sont pas acquises dans le cadre de la clôture et réglera ces attributions à l'acquisition au moyen de l'émission d'actions ordinaires, en tenant compte du ratio d'échange.

- **Régime de coinvestissement.** Randgold a octroyé des attributions aux termes de ce régime à l'égard de 131 611 actions de Randgold. Les attributions aux termes de ce régime seront acquises parallèlement à la clôture et les actions de Randgold émises aux participants seront échangées contre des actions émises à la fusion selon le ratio d'échange.
- **Régime incitatif à long terme.** Randgold a octroyé des attributions aux termes de ce régime à l'égard de 261 784 actions de Randgold. Barrick prendra en charge les attributions octroyées aux termes de ce régime et réglera ces attributions à l'acquisition au moyen de l'émission d'actions ordinaires, en tenant compte du ratio d'échange (dans le cas des participants autres que les administrateurs membres de la direction de Randgold, il y aura ajustement à la baisse de 25 % à cette fin pour refléter les conditions de rendement pour ces participants).

Programme ADS de Randgold

Barrick et Randgold ont convenu de mettre en place des ententes pour permettre aux porteurs des ADS de Randgold de participer à la fusion. À la clôture, Randgold a l'intention de résilier le programme ADS de Randgold. Parallèlement à la clôture ou après celle-ci, Barrick a l'intention de prendre des mesures pour effectuer la distribution des actions émises à la fusion qui ont été émises à l'égard des actions de Randgold sous-jacentes aux ADS de Randgold aux propriétaires véritables de ces actions émises à la fusion.

Dividendes

Aux termes des modalités de la fusion, Barrick et Randgold ont convenu ce qui suit :

- les actionnaires de Randgold seront fondés à recevoir et à conserver le dividende de Randgold de 2018 prévu de 2,00 \$ par action de Randgold à la date de prise d'effet ou vers cette date, sous réserve de l'approbation du conseil de Randgold. On s'attend à ce que ce dividende autorisé de Randgold soit déclaré au plus tard à la date de prise d'effet, payable aux actionnaires de Randgold (par rapport à une date de référence devant être annoncée au moment de cette déclaration de dividende) à la date de prise d'effet ou vers cette date; et
- sous réserve du pouvoir discrétionnaire du conseil en ce qui a trait à la déclaration de dividendes, les actionnaires recevront un dividende annualisé total de 2018 d'au plus 0,14 \$ par action ordinaire. Des dividendes trimestriels : i) d'au plus 0,03 \$ par action ordinaire seront versés à l'égard de la période de trois mois se terminant le 30 septembre 2018; et ii) d'au plus 0,05 \$ par action ordinaire (avec une date de référence tombant avant la date de prise d'effet) seront versés à l'égard de la période trois mois se terminant le 31 décembre 2018, dans chacun des cas, lorsque le conseil en déclare.

Si, après la date de l'annonce, un dividende non autorisé de Barrick est déclaré ou versé ou devient payable à l'égard des actions ordinaires avec une date de référence précédant la date de prise d'effet, alors Randgold sera fondée (outre le dividende autorisé de Randgold) à déclarer et à verser, et les actionnaires de Randgold seront fondés à recevoir et à conserver, avant la date de référence aux fins du plan, le dividende d'égalisation de Randgold en dollars américains à l'égard des actions de Randgold d'un montant par action de Randgold égal au montant du dividende non autorisé de Barrick par action ordinaire multiplié par le ratio d'échange (tenant compte de toute réduction du ratio d'échange découlant de tout remboursement de capital).

Fractionnements d'actions

Aucune fraction d'action émise à la fusion ne sera émise aux actionnaires de Randgold. Plutôt, les actionnaires de Randgold qui autrement auraient reçu une fraction d'une action émise à la fusion recevront un montant en espèces en dollars américains arrondi au cent le plus près, en fonction du montant obtenu en multipliant cette fraction par le cours de clôture moyen des actions ordinaires au NYSE à chacun des cinq jours de négociation consécutifs se terminant le jour de négociation qui tombe deux jours de négociation avant la date de prise d'effet; toutefois, les droits individuels de moins de 5,00 \$ ne seront pas versés mais seront retenus au profit de Barrick.

Entente de confidentialité

Barrick et Randgold ont conclu une entente de confidentialité aux termes de laquelle Barrick et Randgold se sont engagées notamment à faire ce qui suit : i) garder confidentielle l'information relative à la fusion et à l'autre partie et s'abstenir de divulguer cette information confidentielle à des tiers (autres que certaines parties autorisées) à moins que la loi ou un règlement ne l'exige ou que certaines autres exceptions limitées ne s'appliquent; et ii) utiliser l'information confidentielle dans le seul but d'évaluer le groupe de l'autre partie et/ou la fusion et/ou de négocier et/ou de conseiller relativement à la fusion. Ces obligations en matière de confidentialité demeurent en vigueur jusqu'au 28 avril 2020.

Frais

Barrick et Randgold s'attendent à engager, sur une base consolidée, jusqu'à environ 117 M\$ en coûts non récurrents estimatifs dans le cadre de la fusion, qui comprennent i) les coûts reliés aux régimes fondés sur des actions de Randgold et ii) les honoraires associés aux services de conseils financiers, de consultation, de comptabilité et de fiscalité, aux services juridiques et autres services professionnels, les coûts associés au changement de contrôle et à l'intégration, les frais d'inscription à la cote, les dépens et les autres coûts non récurrents (y compris les droits sur les mutations immobilières).

Convention de coopération

Le texte qui suit est un sommaire de certaines dispositions de la convention de coopération. Bien que nous estimions que cette description couvre les principales modalités de la convention de coopération, elle pourrait ne pas renfermer tous les renseignements qui sont importants pour vous et cette description est donnée entièrement sous réserve du texte de la convention de coopération. Nous vous invitons instamment à lire la convention de coopération attentivement et intégralement. Voir « *Annexe J : Convention de coopération* ».

Engagements de nature réglementaire

Aux termes de la convention de coopération, entre autres choses, Barrick et Randgold, de façon générale, détermineront conjointement la stratégie en vue d'honorer et d'obtenir les autorisations réglementaires et autres autorisations nécessaires à la fusion; toutefois, en cas de désaccord entre Barrick et Randgold quant à la stratégie et aux décisions visant à obtenir ces autorisations, Barrick déterminera seule cette stratégie et ces décisions et pourrait déterminer seule la proposition de recours, sauf si ces recours étaient susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur le groupe de Barrick après la réalisation de la fusion. Randgold dirigera toutes les communications avec les autorités gouvernementales dans les territoires dans lesquels ses mines sont situées et Barrick a accepté de s'abstenir de communiquer avec les autorités gouvernementales dans ces territoires sans consultation préalable de Randgold.

Barrick et Randgold ont convenu de se fournir mutuellement toute information et aide que l'une ou l'autre pourrait raisonnablement demander aux fins de l'obtention de l'ensemble des autorisations et de la présentation de soumissions, de dépôts ou d'avis auprès des autorités gouvernementales. Barrick et Randgold ont convenu de se tenir informées sans délai de tous les faits nouveaux qui sont importants ou raisonnablement susceptibles d'être importants en vue de l'obtention des autorisations réglementaires requises dans le cadre de la fusion et de se fournir mutuellement des copies de l'ensemble des avis, dépôts, soumissions, correspondance importante et communications importantes, que ce soit sous forme verbale ou écrite, qui ont trait à la fusion.

Barrick a aussi convenu de ce qui suit : i) prendre, ou faire en sorte que soient prises, toutes les mesures raisonnables et faire, ou faire en sorte que soient faites, toutes les choses raisonnablement nécessaires, adéquates ou souhaitables pour s'assurer d'obtenir les autorisations réglementaires et d'effectuer le dépôt du formulaire du COMESA au plus tard à la date limite ou à toute autre date plus rapprochée pouvant être exigée par la loi; ii) proposer aux autorités gouvernementales (et ne pas révoquer) dans un délai raisonnable tous les recours nécessaires ou souhaitables (de l'avis raisonnable de Barrick) afin de s'assurer d'obtenir les autorisations réglementaires et d'effectuer le dépôt du formulaire du COMESA; iii) exercer ou mettre en œuvre sans retard indu les recours qui sont proposés aux autorités gouvernementales et acceptés par celles-ci afin de s'assurer d'obtenir les autorisations réglementaires et d'effectuer le dépôt du formulaire du COMESA; et iv) déployer des efforts raisonnables pour éviter x) les déclarations d'omission par une autorité gouvernementale et y) la suspension d'une période d'examen par une autorité gouvernementale, dans chaque cas en ce qui a trait à l'obtention des autorisations réglementaires ou à la réalisation du dépôt du formulaire du COMESA; v) déployer des efforts raisonnables pour s'assurer que les autorisations requises en lien avec les autorisations réglementaires ou la réalisation du dépôt du formulaire du COMESA sont obtenues sans délai auprès de chaque autorité gouvernementale, y compris, au besoin, la conclusion d'un arrangement relatif à la séparation des éléments d'actifs avec une autorité gouvernementale; et vi) déployer des efforts raisonnables pour faire en sorte qu'aucune autorité gouvernementale, en ce qui a trait aux autorisations réglementaires ou au dépôt du formulaire du COMESA, ne cherche à prendre ou ne prenne des mesures qui empêchent ou qui visent à empêcher la réalisation de la fusion. Barrick a accepté la responsabilité des paiements de tous les frais requis en lien avec l'obtention des autorisations réglementaires ou la réalisation du dépôt du formulaire du COMESA.

Résiliation

Barrick a le droit de résilier la convention de coopération si, avant l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey ou l'assemblée générale extraordinaire de Randgold, l'un quelconque des événements suivants se produit (**changement de recommandation défavorable du conseil de Randgold**) :

- si Randgold fait une annonce avant la publication du document relatif à la fusion selon laquelle : i) le conseil d'administration de Randgold n'a plus l'intention de recommander la fusion ou a l'intention de modifier cette recommandation ou d'exprimer des réserves à l'égard de cette recommandation de manière défavorable; ii) sauf tel qu'il est envisagé dans la convention de coopération, Randgold ne convoquera pas l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey ou l'assemblée générale extraordinaire de Randgold; ou iii) sauf tel qu'il est envisagé dans la convention de coopération, Randgold a l'intention de ne pas envoyer par la poste le document relatif au plan ou, s'il est différent, le document convoquant l'assemblée générale extraordinaire de Randgold;
- si Randgold fait une annonce selon laquelle elle retardera la convocation de l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey, de l'assemblée générale extraordinaire de Randgold, ou ajournera l'une ou l'autre de ces assemblées, ou retardera l'audition du tribunal visant à approuver le plan pendant plus de 15 jours civils, dans chacun des cas sans le consentement de Barrick, ou omet d'inscrire l'ordonnance du tribunal approuvant le plan auprès du registraire des sociétés dans les deux jours ouvrables de son prononcé;
- la recommandation de la fusion par le conseil d'administration de Randgold n'est pas incluse dans le document relatif à la fusion; ou
- le conseil d'administration de Randgold d'une quelque façon que ce soit révoque sa recommandation de la fusion, la modifie défavorablement ou exprime des réserves défavorables à l'égard de sa recommandation de la fusion.

Barrick a aussi le droit de résilier la convention de coopération avant la date limite si :

- une offre concurrente visant Randgold est recommandée par le conseil d'administration de Randgold;
- une offre concurrente visant Randgold est réalisée, entre en vigueur ou est déclarée ou devient inconditionnelle à tous égards;
- avec le consentement du Panel, toute condition requise pour réaliser la fusion qui n'a pas fait l'objet de renonciation ne peut être satisfaite d'ici la date limite et que, en dépit du droit de Barrick à renoncer à cette condition, Barrick s'abstiendra à le faire; ou
- avec le consentement du Panel, toute condition requise pour réaliser la fusion qui ne peut faire l'objet d'une renonciation ne peut être satisfaite au plus tard à la date limite.

La convention de coopération peut être résiliée par Randgold si l'un des événements suivants se produit :

- si avant l'assemblée, l'un quelconque des événements suivants se produit (**changement de recommandation défavorable du conseil de Barrick**) :
 - le conseil retire (ou modifie de quelque façon que ce soit défavorable pour Randgold) ou propose publiquement de retirer (ou de modifier de quelque façon que ce soit défavorable pour Randgold) sa recommandation à l'égard de la résolution relative à l'émission d'actions;
 - le conseil adopte, approuve, recommande ou déclare opportune, ou propose publiquement d'adopter, d'approuver, de recommander ou de déclarer opportune, toute offre concurrente visant Barrick; ou
 - le conseil omet d'inclure sa recommandation à l'égard de la résolution relative à l'émission d'actions dans la présente circulaire;
- sous réserve du respect par Randgold de ses obligations à fournir certains renseignements aux fins de la présente circulaire, si nous ajournons ou reportons l'assemblée de plus de 15 jours civils ou si nous ne publions pas la présente circulaire tel qu'il est envisagé par la convention de coopération ou si la présente circulaire ne renferme pas la recommandation du conseil de la résolution relative à l'émission d'actions, lequel défaut se poursuit après la date qui tombe deux jours civils après la remise par Randgold d'un avis écrit à notre intention concernant ce défaut ou si par ailleurs il est impossible de remédier à ce défaut; ou
- si nous sommes en défaut à l'égard de certaines de nos obligations relatives à des offres concurrentes visant Barrick à tout égard important que ce soit, lequel défaut se poursuit après la date qui tombe deux jours civils après la remise par Randgold d'un avis à notre intention concernant ce défaut ou si par ailleurs il est impossible de remédier à ce défaut, voir « – *Engagements en matière de non-sollicitation, de droit d'égaliser l'offre visant Randgold et autres engagements de Barrick* ».

La convention de coopération peut être résiliée soit par Barrick, soit par Randgold : si la résolution relative à l'émission d'actions n'est pas approuvée par les actionnaires; dans certaines circonstances lorsque les approbations des actionnaires de Randgold qui sont requises ne sont pas obtenues à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey ou à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold; si la fusion est annulée avec le consentement du Panel ou si elle devient caduque au plus tard à la date limite (sauf si cette annulation ou cette caducité survient dans le cadre d'une offre publique d'achat par Barrick ou est suivie dans les cinq jours ouvrables d'une annonce par Barrick ou une personne agissant de concert avec Barrick de la mise en œuvre de la fusion par voie d'une offre différente ou d'un plan différent selon des modalités essentiellement semblables ou améliorées); ou si les parties en conviennent par écrit avant la date de prise d'effet. La convention de coopération sera automatiquement résiliée à moins d'entente contraire par écrit entre les parties si la date de prise d'effet n'est pas survenue au moment où tombe la date limite ou, si Barrick choisit de mettre en œuvre la fusion par voie d'une offre publique d'achat conformément aux modalités de la convention de coopération, à la date où l'offre publique d'achat devient ou est déclarée inconditionnelle à tous égards.

Offre concurrente visant Barrick désigne une proposition, une offre ou une expression d'intérêt, écrite ou non : i) visant une offre (y compris une offre d'échange ou une offre publique d'achat), une fusion, une acquisition, une structure à double inscription, un arrangement prévu par la loi, une restructuration du capital, une prise de contrôle inversée et/ou un regroupement d'entreprises (ou l'annonce d'une intention ferme de procéder à une telle offre), dont l'objet est d'acquérir, directement ou indirectement, 20 % ou plus des actions ordinaires émises ou devant être émises du capital de Barrick ou des titres de toute autre catégorie comportant droit de vote ou des titres de capitaux propres de Barrick ou des titres convertibles ou échangeables en vue d'obtenir ces titres comportant droit de vote ou ces titres de capitaux propres (lorsque ces titres sont additionnés aux actions déjà détenues par l'acquéreur et toute personne agissant ou présumée ou réputée agir de concert avec l'acquéreur) ou tout arrangement ou toute série d'arrangements qui fait en sorte qu'une partie acquière, regroupe ou augmente le contrôle (au sens défini dans le Code sur les prises de contrôle) de Barrick; ii) visant l'acquisition ou l'aliénation, directement ou indirectement (et y compris par voie de dilution découlant de l'émission d'actions par un membre du groupe de Barrick, à l'exclusion d'Acacia), de la totalité ou d'une partie significative (soit 20 % ou plus) des activités, des actifs et/ou des entreprises du groupe de Barrick calculée par rapport à ses produits des activités ordinaires, ses profits ou sa valeur pris dans leur ensemble; iii) visant une dé-fusion et/ou une liquidation mettant en cause la totalité ou une partie significative (soit 20 % ou plus) du groupe de Barrick calculée par rapport à ses produits des activités ordinaires, ses profits ou sa valeur pris dans leur ensemble; ou iv) toute autre opération raisonnablement susceptible d'exclure, d'empêcher ou de retarder, de façon importante, la mise en œuvre de la fusion ou autrement lui porter préjudice, de représenter une solution de rechange à la mise en œuvre de la fusion ou de s'avérer incompatible avec la mise en œuvre de la fusion, dans chaque cas qui n'est pas effectuée par Randgold (ou par une personne agissant de concert avec Randgold) ou selon la directive de

Randgold ou avec l'accord de Randgold, et dans chaque cas, qu'il s'agisse d'une opération unique ou d'une série d'opérations et qui soit conditionnelle ou autre, excluant dans chaque cas la convention de placement stratégique.

Offre concurrente visant Randgold désigne une proposition, une offre ou une expression d'intérêt, écrite ou non : i) visant une offre (y compris une offre partielle, une offre d'échange ou une offre publique d'achat), une fusion, une acquisition, une structure à double inscription, un plan d'arrangement, une prise de contrôle inversée, une opération *whitewash* et/ou un regroupement d'entreprises (ou l'annonce d'une intention ferme de procéder à une telle offre), dont l'objet est d'acquérir, directement ou indirectement, 20 % ou plus des actions ordinaires émises ou devant être émises du capital de Randgold ou des titres de toute autre catégorie comportant droit de vote ou des titres de capitaux propres de Randgold ou des titres convertibles ou échangeables en vue d'obtenir ces titres comportant droit de vote ou ces titres de capitaux propres (lorsque ces titres sont additionnés aux actions déjà détenues par l'acquéreur et toute personne agissant ou présumée ou réputée agir de concert avec l'acquéreur) ou tout arrangement ou toute série d'arrangements qui fait en sorte qu'une partie acquière, regroupe ou augmente le contrôle (au sens défini dans le Code sur les prises de contrôle) de Randgold; ii) visant l'acquisition ou l'aliénation, directement ou indirectement (et y compris par voie de dilution découlant de l'émission d'actions par un membre du groupe de Randgold), de la totalité ou d'une partie significative (soit 20 % ou plus) des activités, des actifs et/ou des entreprises du groupe de Randgold calculée par rapport à ses produits des activités ordinaires, ses profits ou sa valeur pris dans leur ensemble; iii) visant une dé-fusion et/ou une liquidation mettant en cause la totalité ou une partie significative (soit 20 % ou plus) du groupe de Randgold calculée par rapport à ses produits des activités ordinaires, ses profits ou sa valeur pris dans leur ensemble; ou iv) toute autre opération raisonnablement susceptible d'exclure, d'empêcher ou de retarder, de façon importante, la mise en œuvre de la fusion ou autrement de lui porter préjudice, de représenter une solution de rechange à la mise en œuvre de la fusion ou de s'avérer incompatible avec la mise en œuvre de la fusion (notamment, pour éviter tout doute, toute opération ou tout arrangement qui constituerait une opération de catégorie 1 aux fins des règles d'inscription de l'Autorité en matière d'inscription du R.-U. mis en œuvre par Randgold), dans chaque cas qui n'est pas effectuée par Barrick (ou par une personne agissant de concert avec Barrick) ou selon la directive de Barrick ou avec l'accord de Barrick, et dans chaque cas qu'il s'agisse d'une opération unique ou d'une série d'opérations et qui soit conditionnelle ou autre.

Paielement de résiliation

Barrick versera ou fera en sorte que soit versé à Randgold un montant de 300 M\$ (**paielement de résiliation**), soit 2,46 % de la capitalisation boursière de Barrick à la date de l'annonce, si :

- la convention de coopération est résiliée en raison d'un changement de recommandation défavorable du conseil de Barrick ou en raison d'une violation de ses obligations liées aux propositions concurrentes visant Barrick à quelque égard important que ce soit, laquelle violation se poursuit après la date qui tombe deux jours civils suivant la remise par Randgold d'un avis écrit à l'intention de Barrick de cette violation ou si par ailleurs il est impossible de remédier à cette violation; toutefois, aucun paielement de résiliation ne sera exigible si, avant cette résiliation i) toute personne agissant de concert avec Randgold ou sous la directive de Randgold ou avec l'accord de Randgold a fait, a sollicité, a initié ou autrement a conclu une convention, une cession, un engagement ou une entente eu égard à l'offre concurrente visant Barrick ou ii) un changement de recommandation défavorable du conseil de Randgold est survenu; ou
- w) une offre concurrente visant Barrick est faite à Barrick ou est faite directement aux actionnaires ou autrement devient publiquement connue ou une personne a annoncé publiquement une intention (conditionnelle ou non) de faire une offre concurrente visant Barrick; x) la convention de coopération est résiliée en raison de la non-obtention de l'approbation de la résolution relative à l'émission d'actions à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement ou de report ou dans certaines circonstances où Barrick ajourne ou reporte l'assemblée pendant plus de 15 jours; y) aucun changement de recommandation défavorable du conseil de Randgold n'est survenu; et z) dans les 12 mois suivant la résiliation de la convention de coopération, Barrick conclut une entente définitive en vue de réaliser une offre concurrente visant Barrick, le conseil (ou tout comité du conseil) adopte, approuve, recommande ou déclare souhaitable une offre concurrente visant Barrick ou une offre concurrente visant Barrick est adoptée. Aux fins de ce qui précède, le terme **offre concurrente visant Barrick** a le sens qui est susmentionné, sauf que la mention de « 20 % ou plus » est réputée être une mention de « 50 % ou plus ».

Un seul paielement de résiliation peut être versé et ce paielement (en sus de montants additionnels à l'égard de la TVA) constituerait le recours exclusif de Randgold dans la circonstance pertinente, sauf à l'égard de fraude.

Changement de la structure de la fusion

Barrick peut changer la structure de la fusion et passer à une structure d'offre publique d'achat (avec le consentement du Panel) si :

- Randgold fournit son consentement préalable écrit;
- un changement de recommandation défavorable du conseil de Randgold survient;
- une offre concurrente visant Randgold est annoncée conformément à la règle 2.7 du Code sur les prises de contrôle, laquelle est recommandée en tout ou en partie par le conseil d'administration de Randgold; ou
- Randgold annonce son intention de procéder à une offre concurrente visant Randgold.

Si Barrick choisit de changer de structure et d'adopter celle de l'offre publique d'achat pour laquelle Randgold donne son consentement préalable écrit, la condition relative à l'acceptation de l'offre publique d'achat sera établie à au moins 90 % des actions de Randgold auxquelles l'offre publique d'achat se rapporte (ou un pourcentage moindre (mais supérieur à 50 %) dont les parties peuvent convenir par écrit ou dans certaines circonstances s'il survient un changement de recommandation défavorable du conseil de Randgold ou une offre concurrente visant Randgold, selon ce que peut décider Barrick, sous réserve du consentement du Panel, dans la mesure nécessaire). L'offre publique d'achat doit renfermer essentiellement les mêmes modalités que le plan ou des modalités plus avantageuses que celles du plan (sauf en ce qui concerne la condition relative à l'acceptation), sous réserve uniquement des modifications appropriées afin de refléter le changement de structure et l'adoption de la structure de l'offre publique d'achat. Barrick ne peut prendre aucune mesure qui fera en sorte que l'offre publique d'achat ne se réalise pas, devienne caduque ou soit retirée, dans chaque cas en raison du non-respect de la condition relative à l'acceptation avant la date correspondant i) au 60^e jour suivant la publication du document relatif à l'offre ou, si cette date est antérieure, ii) à la date limite, et Barrick doit s'assurer que l'offre publique d'achat peut être acceptée jusqu'à cette date. De plus, Barrick et Randgold ont convenu que Barrick doit tenir Randgold informée à l'égard des acceptations ou des révocations et que les dispositions de la convention de coopération continueront de s'appliquer, sous réserve des modifications appropriées.

Si la fusion est menée à bien par voie d'offre publique d'achat (tel qu'il est décrit ci-dessus) et que cette offre publique d'achat devient ou est déclarée inconditionnelle à tous les égards et qu'un nombre suffisant d'acceptations est reçu, Barrick a l'intention de :

- présenter une demande à la LSE en vue d'annuler la négociation des actions de Randgold sur son marché des titres inscrits;
- présenter une demande à l'Autorité en matière d'inscription du R.-U. en vue de radier l'inscription des actions de Randgold de la liste officielle; et
- exercer ses droits d'appliquer les dispositions de la partie 18 de la Loi sur les sociétés de Jersey en vue de procéder à une acquisition forcée des actions restantes de Randgold à l'égard desquelles l'offre publique d'achat n'a pas été acceptée.

Activités intermédiaires

En attendant que la fusion prenne effet, Barrick a accepté certaines restrictions d'usage se rapportant à ses activités. Sauf si elle a le consentement préalable écrit de Randgold (qui ne peut être indûment refusé, assorti de conditions ou retardé), tel que la loi le requiert ou dans la mesure autrement permise par la convention de coopération ou l'annonce de la fusion, Barrick doit s'abstenir, et elle doit faire en sorte que les membres du groupe de Barrick (à l'exclusion d'Acacia, pour autant que ses actions ne soient pas sous la direction de Barrick) s'abstiennent, de conclure une convention, d'adopter une résolution, de prendre un engagement ou de faire une annonce en vue : i) autrement que dans le cours normal des activités en conformité avec les pratiques antérieures ou en vertu des modalités des attributions octroyées aux termes des régimes incitatifs de Barrick, de répartir ou d'émettre des actions ordinaires ou des titres convertibles en actions ordinaires ou d'octroyer une option sur ces actions ou ces titres ou un droit visant la souscription de ces actions ou de ces titres; ii) autrement que dans le cours normal des activités en conformité avec les pratiques antérieures ou en vertu des modalités des régimes incitatifs de Barrick, d'accorder des droits visant les attributions octroyées aux termes de ces régimes, d'en accélérer l'acquisition ou de renoncer à toute condition relative à ces attributions; iii) de regrouper, subdiviser ou reclasser les actions ordinaires, iv) sauf dans le cadre de la prorogation, de modifier les documents constitutifs de Barrick; v) d'autoriser, déclarer ou verser des distributions ou des réductions ou des remboursements de capital sur les actions ordinaires ou à l'égard de celles-ci (que ce soit sous forme d'espèces, d'actifs, d'actions ou autres titres); vi) directement ou indirectement, de racheter, rembourser ou autrement acquérir des actions ordinaires ou des droits ou des options en vue d'acquérir ou de souscrire des actions ordinaires; vii) de prendre une mesure ou de commettre une omission qui serait raisonnablement susceptible de nuire à l'inscription des actions émises à la fusion à la TSX et au NYSE; viii) de procéder à des acquisitions ou à des aliénations d'actifs d'un montant important; ou ix) autre que la convention de placement stratégique, de conclure des contrats autrement que dans le cadre normal des affaires.

À titre d'information, le Code sur les prises de contrôle renferme certaines restrictions qui s'appliquent à Randgold pendant la durée de l'offre (comme il est défini dans le Code sur les prises de contrôle), y compris à l'égard de toute mesure qui pourrait nuire à une offre ou enlever aux actionnaires de Randgold la possibilité de décider du bien-fondé d'une offre.

Ententes avec les employés de Randgold

Mark Bristow et Graham Shuttleworth ont convenu de modalités d'emploi avec Barrick dans le cadre de leur nomination à titre de président et chef de la direction et de premier vice-président directeur et chef des finances, respectivement, de Barrick et, à l'égard de Mark Bristow, dans le cadre de sa nomination à titre d'administrateur de Barrick. Les nouveaux contrats d'emploi prendront effet à compter de la date suivant la date de prise d'effet. Le cadre de rémunération reflète le cadre de rémunération existant de Barrick applicable aux membres de la haute direction aux échelons les plus élevés équivalents, les salaires de base reflétant les contrats existants approuvés par les actionnaires de Randgold à l'assemblée générale annuelle de 2018. Les avantages sociaux auxquels ils auront droit seront conformes à ceux qui sont offerts aux autres membres de la haute direction aux échelons les plus élevés de Barrick.

Mark Bristow recevra un salaire de base annuel de 1 800 000 \$. Graham Shuttleworth recevra un salaire de base annuel de 575 000 £. Mark Bristow ne recevra pas de rémunération additionnelle dans le cadre des services qu'il fournira à titre d'administrateur de Barrick.

La rémunération variable sera assujettie aux critères de rendement et sera plafonnée selon des multiples du salaire maximaux. Les critères de rendement qui seront appliqués seront ceux qui sont applicables au régime de primes incitatives annuelles au rendement (**régime de PIAR**) et au régime de primes incitatives à long terme (**PILT**) de Barrick.

Mark Bristow et Graham Shuttleworth pourront participer au régime de PIAR de Barrick aux termes duquel ils auront le droit de recevoir une prime en espèces annuelle qui sera plafonnée à 300 % de leur salaire de base annuel respectif. Toute prime sera discrétionnaire et sera fonction de l'atteinte de priorités et d'objectifs stratégiques élaborés chaque année. La prime maximale de 300 % du salaire ne sera accordée qu'en cas de rendement manifestement supérieur à l'échelle dans l'ensemble des catégories.

Mark Bristow et Graham Shuttleworth pourront aussi participer au régime de PILT de Barrick aux termes duquel Mark Bristow et Graham Shuttleworth seront admissibles à recevoir des attributions d'actions de Barrick pouvant atteindre 600 % (en ce qui concerne Mark Bristow) et 550 % (en ce qui concerne Graham Shuttleworth) de leur salaire de base respectif. Les attributions d'actions de Barrick seront octroyées en fonction du rendement de la société sous forme d'unités d'actions octroyées en fonction du rendement (**UAOR**). Les UAOR sont assujetties aux modalités du régime pertinent et sont octroyées, en dernier ressort, à l'appréciation du conseil d'administration (et du comité de la rémunération de Barrick, en ce qui concerne Graham Shuttleworth). Les UAOR de Barrick seront acquises en actions ordinaires généralement après trente-trois mois et elles doivent être détenues jusqu'à la date de la cessation d'emploi (et potentiellement jusqu'à deux ans après la cessation d'emploi selon les circonstances de la cessation d'emploi).

La rémunération incitative versée à Mark Bristow et à Graham Shuttleworth aux termes du régime de PIAR ou du régime de PILT sera assujettie au recouvrement conformément à la politique de recouvrement de la rémunération incitative versée aux membres de la haute direction de Barrick.

Mark Bristow et Graham Shuttleworth disposeront de cinq ans à compter de la date de prise d'effet pour remplir les exigences en matière d'actionnariat de Barrick correspondant à 10 fois le salaire de base (en ce qui concerne Mark Bristow) et à 5 fois le salaire de base (en ce qui concerne Graham Shuttleworth).

Mark Bristow et Graham Shuttleworth pourront participer au régime de retraite à l'intention des membres de la haute direction de Barrick aux termes duquel Barrick portera, annuellement, au crédit d'un compte théorique à leur nom un montant correspondant à 15 % du salaire de base respectif du membre de la haute direction et de l'attribution de PIAR. Mark Bristow et Graham Shuttleworth jouiront d'une assurance de soins médicaux, soins dentaires, soins de la vue, assurance vie et assurance invalidité, ainsi que d'une allocation pour automobile de 20 000 \$ (en ce qui concerne Mark Bristow) et de 12 000 £ (en ce qui concerne Graham Shuttleworth).

Advenant la cessation de leur emploi sans motif sérieux ou leur démission pour une raison valable, Mark Bristow et Graham Shuttleworth seront admissibles à recevoir un paiement forfaitaire correspondant à une fois leur salaire de base annuel plus les cotisations de retraite, de même que i) le maintien de leurs assurances familiale, médicale et dentaire pendant une période de un an; ii) une attribution de PIAR calculée au prorata à l'égard de l'année de rendement au cours de laquelle la cessation d'emploi a lieu; et iii) une attribution de PILT calculée au prorata à l'égard de l'année de rendement au cours de laquelle la cessation d'emploi a lieu.

Il est prévu qu'après la réalisation de la fusion, une fois que Barrick et Randgold seront mieux intégrées, les arrangements en matière d'indemnités de cessation d'emploi seront revus par Barrick pour veiller à ce qu'ils soient bien harmonisés avec les intérêts de toutes les parties et en regard des arrangements en matière d'indemnités de cessation d'emploi de Barrick pour ses autres cadres supérieurs.

Mark Bristow et Graham Shuttleworth seront aussi admissibles à participer au régime en cas de changement de contrôle de Barrick aux termes duquel ils auront le droit de recevoir des indemnités de cessation d'emploi s'il est mis fin à leur emploi par Barrick (autrement que pour motif sérieux ou en raison d'invalidité) ou si leur emploi est réputé avoir pris fin pour une raison valable à un moment quelconque dans les deux années suivant un changement de contrôle. En pareilles circonstances, Mark Bristow et Graham recevront, outre leur salaire de base gagné : i) une prime PIAR maximale calculée au prorata en fonction du temps; ii) un montant correspondant à leur salaire de base de l'année précédente; et iii) des paiements correspondant à la moyenne sur trois ans de leurs attributions de PIAR réellement versées et des attributions d'UAOR réellement octroyées. Un tel changement de contrôle comportant deux événements déclencheurs accélérerait aussi l'acquisition des attributions d'actions octroyées précédemment et la déchéance des périodes de détention obligatoire attachées à ces attributions.

Si les paiements et les avantages sociaux globaux que Mark Bristow ou Graham Shuttleworth peuvent recevoir aux termes du régime en cas de changement de contrôle sont inférieurs aux paiements et aux avantages sociaux globaux qu'ils peuvent recevoir aux termes des arrangements en matière d'indemnités de cessation d'emploi susmentionnés, ils auront le droit de recevoir les indemnités de cessation d'emploi et les avantages sociaux susmentionnés au lieu des paiements et des avantages sociaux qu'ils auraient autrement eu le droit de recevoir aux termes du régime en cas de changement de contrôle.

Mark Bristow et Graham Shuttleworth seront assujettis à un engagement de confidentialité sans limite dans le temps et à des clauses restrictives en matière de non-concurrence et de non-sollicitation pendant une période de 12 mois après la cessation de leur emploi.

Mark Bristow et Graham Shuttleworth ont aussi accepté le traitement de leurs attributions existantes aux termes des régimes fondés sur des actions de Randgold de la manière décrite à la rubrique « *La fusion – Annonce de la fusion et plan – Régimes fondés sur des actions de Randgold* ».

Engagements en matière de non-sollicitation, de droit d'égaliser l'offre visant Randgold et autres engagements de Barrick

Aux termes de la convention de coopération, Barrick a convenu de prendre certaines mesures en vue d'obtenir l'approbation des actionnaires de la résolution relative à l'émission d'actions. Barrick a convenu de tenir l'assemblée le même jour où l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey et l'assemblée générale extraordinaire de Randgold sont tenues. Dans le cadre de l'assemblée, le conseil a convenu (sous réserve de certaines exceptions abordées ci-dessous) de recommander l'approbation de la résolution relative à l'émission d'actions et Barrick a convenu de déployer des efforts raisonnables sur le plan commercial pour solliciter les procurations des actionnaires en faveur de cette approbation. Les obligations de Barrick susmentionnées ne sont pas touchées par le lancement, la proposition publique, la divulgation publique ou la communication à Barrick d'une offre concurrente visant Barrick, ni par un changement de recommandation défavorable du conseil de Barrick, à moins que ce ne soit par suite d'une offre supérieure visant Barrick.

Si le conseil estime raisonnablement, après consultation de ses conseillers juridiques externes et de Randgold, i) qu'il est nécessaire de reporter ou d'ajourner l'assemblée pour s'assurer de fournir tout supplément d'information à la circulaire ou d'apporter tout changement au contenu de la circulaire au profit des actionnaires suffisamment en avance de l'assemblée ou ii) soit A) qu'il ne recevra pas le nombre suffisant de procurations pour approuver la résolution relative à l'émission d'actions, qu'il y ait quorum ou non, ou B) qu'il ne comptera pas sur un nombre suffisant d'actions ordinaires représentées (en personne ou par procuration) afin de constituer le quorum nécessaire pour traiter les points à l'ordre du jour de l'assemblée, alors Barrick pourrait reporter ou ajourner l'assemblée, à une ou plusieurs reprises, pour autant que l'assemblée ne soit pas reportée ni ajournée à une date qui dépasse au total 15 jours civils.

Jusqu'à la date limite ou, si cette date est plus hâtive, à la date de résiliation de la convention de coopération, Barrick a convenu de s'abstenir de faire ce qui suit et n'autorisera pas ses administrateurs, membres de la direction ou employés, ou l'un quelconque de ses banquiers d'investissement, comptables ou autres conseillers, mandataires ou représentants à faire ce qui suit et les enjointra à s'abstenir de faire ce qui suit : i) directement ou indirectement solliciter, assister, amorcer, encourager ou sciemment faciliter (y compris en fournissant des renseignements à toute personne en vue de faciliter) une offre concurrente visant Barrick ou quelque demande de renseignements ou offre dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle mène à une offre concurrente visant Barrick; ou ii) engager des discussions ou des négociations, ou y participer, avec une personne qui cherche à faire ou qui a fait une offre concurrente visant Barrick ou quelque demande de renseignements ou offre dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle mène à une offre concurrente visant Barrick, ou à cette fin, fournir des renseignements à une telle personne ou collaborer avec elle.

À tout moment avant l'approbation des actionnaires de la résolution relative à l'émission d'actions, en réponse à une offre concurrente visant Barrick écrite de bonne foi que le conseil juge de bonne foi (après avoir reçu des avis de ses conseillers juridiques externes et de ses conseillers financiers) qu'elle constitue ou serait raisonnablement susceptible de constituer une offre supérieure visant Barrick (au sens défini ci-dessous) et laquelle offre concurrente visant Barrick a été faite après la date de la convention de coopération et n'a pas par ailleurs découlé d'un manquement important à l'égard des dispositions du paragraphe précédent, si le défaut de prendre les mesures suivantes était incompatible avec les devoirs fiduciaires du conseil en vertu du droit applicable, Barrick pourrait faire ce qui suit (et pourrait autoriser ses représentants à faire ce qui suit) : i) fournir les renseignements à l'égard du groupe de Barrick à la personne qui fait cette offre concurrente visant Barrick (et à ses représentants) (pour autant que tous ces renseignements aient été précédemment fournis à Randgold ou soient fournis à Randgold avant ou essentiellement au même moment où ils sont fournis à cette personne) aux termes d'une entente de confidentialité acceptable pour Barrick (au sens défini ci-dessous); et ii) entamer des discussions et des négociations relatives aux modalités de cette offre concurrente visant Barrick avec la personne, et seulement avec elle, faisant cette offre concurrente visant Barrick (et avec les représentants de cette personne), pourvu que Barrick avise sans délai Randgold à la réception de toute offre concurrente visant Barrick et tienne Randgold raisonnablement informée des modalités de l'offre concurrente visant Barrick et de l'intention de Barrick, s'il en est, de fournir des renseignements ou d'entamer des discussions dans le cadre de cette offre concurrente visant Barrick.

Sauf tel qu'il est énoncé dans le paragraphe qui suit, le conseil et tout comité du conseil s'abstiendront de faire ce qui suit : i) prendre une mesure qui constitue un changement de recommandation défavorable du conseil de Barrick; ou ii) approuver, recommander ou déclarer souhaitable, ou proposer publiquement d'approuver, de recommander ou de déclarer souhaitable, ou permettre à un membre du groupe de Barrick (à l'exclusion d'Acacia) (ou à leurs représentants) de signer ou de conclure une lettre d'intention, un protocole d'entente, une entente de principe, une convention de fusion, une convention d'acquisition, une convention d'option ou tout autre accord semblable ou comparable (autre qu'une entente de confidentialité acceptable pour Barrick) qui constitue ou qui vise, ou qui est conçu pour engendrer, ou dont on pourrait s'attendre raisonnablement à ce qu'il engendre x) une offre concurrente visant Barrick; y) la nécessité pour Barrick d'abandonner, de mettre fin, de modifier défavorablement, de retarder ou de ne pas réaliser, ou dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'il ait cet effet, ou qui autrement pourrait gêner ou de façon importante empêcher, entraver, compromettre ou retarder la réalisation de la fusion ou être incompatible avec la fusion ou toute autre opération envisagée par la convention de coopération; ou z) la nécessité pour Barrick de ne pas respecter la convention de coopération à un égard important ou dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'il fasse en sorte que Barrick ne respecte pas la convention de coopération à un égard important.

Nonobstant ce qui précède, à tout moment avant l'approbation par les actionnaires de la résolution relative à l'émission d'actions, le conseil peut présenter un changement de recommandation défavorable du conseil de Barrick et conclure une convention d'acquisition ou une autre convention à l'égard d'une offre supérieure visant Barrick si : i) Barrick reçoit une offre supérieure visant Barrick; et ii) le conseil détermine de bonne foi (après consultation de ses conseillers juridiques externes et de ses conseillers financiers) que le défaut de prendre cette mesure serait incompatible avec ses devoirs fiduciaires en vertu du droit applicable; toutefois, Barrick ne pourra prendre cette mesure avant : A) que ne se soient écoulés cinq jours ouvrables après la réception par Randgold d'un avis écrit de Barrick avisant Randgold que le conseil a l'intention de prendre cette mesure, y compris les modalités et les conditions de toute offre supérieure visant Barrick qui constitue la base de la mesure proposée par le conseil (avec toute

modification des modalités financières ou de toute autre modalité importante de cette offre supérieure visant Barrick constituant une nouvelle offre concurrente visant Barrick et nécessitant un nouvel avis, sauf que la mention de cinq jours ouvrables ci-dessus sera réputée référer à une période de trois jours ouvrables); et B) que Barrick n'ait consulté Randgold au cours de cette période et n'ait fourni à Randgold une occasion raisonnable à son choix de proposer des modifications des modalités et conditions de la fusion ou de la convention de coopération et, si Randgold a proposé de modifier les modalités de la fusion ou de la convention de coopération, le conseil doit avoir déterminé, de bonne foi, après consultation de ses conseillers juridiques externes et de ses conseillers financiers, que l'offre concurrente visant Barrick continue de constituer une offre supérieure visant Barrick en dépit des modifications proposées des modalités et conditions de la fusion et de la convention de coopération (s'il en est).

Si le conseil détermine qu'en raison d'un changement important par rapport à l'information figurant dans la présente circulaire, Barrick est tenue par la loi de faire adopter par ses actionnaires la résolution relative à l'émission d'actions une seconde fois, Barrick et Randgold ont convenu que la seconde assemblée des actionnaires aura lieu conformément aux dispositions pertinentes de la convention de coopération.

En outre, tant que la fusion est mise en œuvre par voie d'un plan, Barrick et Randgold ont convenu de déployer des efforts raisonnables pour faire en sorte que les actions émises à la fusion qui sont émises aux actionnaires de Randgold au moment de la prise d'effet du plan soient émises sur le fondement de la dispense des exigences d'inscription en vertu de l'alinéa 3(a)(10) de la Securities Act. Si, pour quelque raison que ce soit, elle ne peut se prévaloir de la dispense (selon la confirmation de ses conseillers juridiques), Barrick a convenu de déployer des efforts raisonnables sur le plan commercial pour déposer une déclaration d'inscription et faire en sorte qu'elle soit déclarée en vigueur par la SEC dans un délai tel que la date de prise d'effet du plan survienne au plus tard à la date limite.

Pendant six ans après la date de prise d'effet, Barrick fera en sorte que les membres du groupe de Randgold remplissent leurs obligations respectives (s'il en est) existantes en date de la convention de coopération d'indemniser leurs administrateurs et membres de la direction respectifs et d'avancer les fonds dans chaque cas à l'égard des questions existantes ou survenant au plus tard à la date de prise d'effet. Randgold est autorisée à souscrire une assurance responsabilité usuelle des administrateurs et des membres de la direction « actes antérieurs » pour les administrateurs et membres de la direction actuels et antérieurs du groupe de Randgold qui ont occupé des fonctions au cours des 12 mois ayant précédé la date de l'annonce sous forme de police « liquidation de sinistre » pendant une période de six ans suivant la date de prise d'effet. Cette police d'assurance doit être souscrite auprès d'assureurs réputés et fournir une couverture, en termes de montant et d'ampleur, essentiellement équivalente à celle qui est fournie aux termes de l'assurance responsabilité des administrateurs et des membres de la direction du groupe de Randgold en date de la convention de coopération.

Entente de confidentialité acceptable pour Barrick désigne une entente de confidentialité entre Barrick et un tiers (autre que Randgold ou une personne agissant de concert avec Randgold ou sous la direction de Randgold ou avec l'accord de Randgold) qui : i) est conclue dans le cadre d'une offre concurrente visant Barrick que le conseil juge de bonne foi qu'elle constitue ou est susceptible raisonnablement de constituer une offre supérieure visant Barrick; ii) renferme des restrictions en matière de confidentialité non moins favorables pour Barrick que celles qui sont énoncées dans l'entente de confidentialité; iii) ne permet pas à ce tiers d'acquérir des titres du groupe de Barrick (à l'exclusion d'Acacia) autrement que de la manière envisagée à la clause iv); et iv) renferme les dispositions moratoires usuelles qui permettent uniquement au tiers (autre que Randgold ou une personne agissant de concert avec Randgold ou sous la direction de Randgold ou avec l'accord de Randgold) de présenter, seul ou conjointement avec d'autres, une offre concurrente visant Barrick au conseil qui n'est pas annoncée publiquement.

Offre supérieure visant Barrick désigne une offre concurrente visant Barrick écrite de bonne foi non sollicitée qui n'a pas été retirée et qui : i) ne découle pas d'une violation par Barrick ou l'un quelconque de ses représentants des engagements pertinents dans la convention de coopération; ii) est présentée par un tiers ou un groupe et en vertu de laquelle ce tiers (ou dans le cas d'une fusion ou d'un regroupement mettant en cause ce tiers, les porteurs des titres de ce tiers) ou ce groupe ferait l'acquisition, directement ou indirectement, par voie de fusion, d'offre publique d'achat, de plan d'arrangement, de regroupement d'entreprises, de liquidation, de dissolution ou autre opération similaire, de la totalité des actions ordinaires ou de la totalité ou quasi-totalité des actifs du groupe de Barrick; iii) respecte le droit applicable; iv) n'est assujettie à aucune condition de financement et à l'égard de laquelle le conseil a jugé de bonne foi (après avoir reçu les avis de ses conseillers juridiques et de ses conseillers financiers) que des arrangements adéquats avaient été pris pour assurer que les fonds nécessaires ou une autre contrepartie seront disponibles pour le paiement intégral; v) n'est pas assujettie à une condition de vérification diligente et/ou d'accès; vi) à l'égard de laquelle le conseil juge de bonne foi, après avoir reçu les avis de ses conseillers juridiques et de ses conseillers financiers, que : A) le défaut de recommander cette offre concurrente visant Barrick aux actionnaires serait incompatible avec ses devoirs fiduciaires en vertu du droit applicable; et B) cette offre concurrente visant Barrick renferme des modalités plus favorables d'un point de vue financier pour les actionnaires que celles que procure la fusion, tenant compte de l'ensemble des modalités et conditions importantes de x) cette offre (y compris les aspects juridiques, financiers et réglementaires importants de l'offre ainsi que tout retard éventuel y afférent) et y) la convention de coopération (y compris tout changement des modalités de la convention de coopération proposé par Randgold) et aussi tenant compte des avantages et des synergies prévus découlant de la fusion; et vii) est autrement raisonnablement susceptible d'être réalisée selon les modalités proposées, tenant compte de l'ensemble des aspects juridiques, financiers et réglementaires importants et autres aspects de cette offre, y compris le caractère conditionnel.

Engagements de Randgold

Le Code sur les prises de contrôle interdit à une société cible telle que Randgold et à toute personne agissant de concert avec elle de conclure tout arrangement lié à une offre avec un initiateur ou avec une personne agissant de concert avec lui au cours d'une période visée par une offre ou lorsqu'une offre est raisonnablement sous examen, sauf avec le consentement du Panel ou lorsque certaines exceptions s'appliquent. Les dispositions

de la convention de coopération ont, par conséquent, été convenues de manière à faire en sorte que les obligations de Randgold soient visées par une ou plusieurs exceptions à cette interdiction qui permettent :

- des engagements à fournir de l'information ou de l'assistance aux fins de l'obtention d'autorisations officielles ou d'autorisations réglementaires;
- des engagements qui imposent des obligations uniquement à l'initiateur; et
- des ententes relatives à tout arrangement incitatif avec les employés existants.

En raison des règles du Code sur les prises de contrôle, Barrick ne peut se prévaloir de certains éléments de protection d'opération habituellement offerts dans le contexte nord-américain.

Lois applicables

La convention de coopération est régie par les lois de l'État de New York et doit être interprétée conformément à ces lois.

Engagements irrévocables et conventions de vote et de soutien

Engagements à l'égard des actions de Randgold

Barrick a reçu des engagements irrévocables de vote en faveur du plan à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey et à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold des administrateurs de Randgold à l'égard de l'ensemble de leurs avoirs totalisant 997 696 actions de Randgold représentant environ 1,06 % des actions ordinaires existantes émises de Randgold. Les engagements de la part des administrateurs de Randgold cesseront d'être contraignants seulement si Barrick annonce (avec le consentement du Panel) qu'elle n'a pas l'intention d'effectuer la fusion ou d'y donner suite ou si le plan devient caduc ou est révoqué (sauf lorsque Barrick a choisi d'exercer son droit de procéder par voie d'offre publique d'achat et que cette offre publique d'achat n'est pas devenue caduque ni n'a été révoquée), mais demeureront contraignants si une offre concurrente supérieure visant Randgold est faite.

D'autres renseignements concernant ces engagements irrévocables et ces conventions de vote et de soutien sont présentés à l'appendice 3 de l'annonce de la fusion qui est jointe à titre d'annexe 1 de la convention de coopération, laquelle est jointe à la présente circulaire en tant qu'« *Annexe J : Convention de coopération* ».

Conventions de vote et de soutien à l'égard des actions ordinaires

Randgold a conclu des conventions de vote et de soutien avec les administrateurs de Barrick aux fins d'un vote en faveur de la résolution relative à l'émission d'actions et de la résolution relative à la prorogation à l'assemblée à l'égard de l'ensemble de leurs avoirs qui totalisent actuellement 5 065 850 actions ordinaires représentant environ 0,434 % des actions ordinaires émises et en circulation. Ces conventions de vote et de soutien cesseront d'être contraignantes uniquement si Barrick annonce (avec le consentement du Panel) qu'elle n'a pas l'intention d'effectuer la fusion ou d'y donner suite ou si le plan devient caduc ou est révoqué (sauf lorsque Barrick a choisi d'exercer son droit de procéder par voie d'offre publique d'achat et que cette offre publique d'achat n'est pas devenue caduque ni n'a été révoquée), mais demeureront contraignantes si une offre concurrente supérieure visant Barrick est faite.

D'autres renseignements concernant ces engagements irrévocables et ces conventions de vote et de soutien sont présentés à l'appendice 3 de l'annonce de la fusion qui est jointe à titre d'annexe 1 de la convention de coopération, laquelle est jointe à la présente circulaire en tant qu'« *Annexe J : Convention de coopération* ».

Acacia

L'accord de relations, entre autres questions, octroie à Acacia un droit de préemption dans l'éventualité où Barrick proposerait d'acquérir une entreprise ou un intérêt qui représente plus de 50 % de ses ressources minières globales situées en Afrique et reliées à l'or et/ou à l'argent, ce qui engloberait Randgold. Nonobstant ce qui précède, tout exercice du droit de préemption par Acacia à l'égard de Randgold nécessiterait l'approbation, par voie de résolution ordinaire, des actionnaires d'Acacia en vertu des règles de l'Autorité en matière d'inscription du R.-U. en raison de la taille de Randgold eu égard à Acacia. Barrick détient environ 63,9 % des actions ordinaires émises d'Acacia et, partant, tout exercice du droit de préemption par Acacia à l'égard de Randgold serait conditionnel à l'appui de Barrick. Barrick a fourni un avis à Acacia concernant la fusion et a indiqué à Acacia qu'elle ne soutiendrait pas une acquisition de Randgold par Acacia.

L'accord de relations pourrait nuire à la croissance future des activités aurifères de Barrick en Afrique après la fusion. Voir « *Facteurs de risque* ».

Inscription des actions émises à la fusion

Barrick a demandé l'inscription des actions émises à la fusion à la cote de la TSX et à la cote du NYSE et a reçu une approbation conditionnelle de la TSX. La clôture de la fusion est conditionnelle à l'approbation de l'inscription des actions émises à la fusion à la cote de la TSX et à la cote du NYSE, laquelle inscription est conditionnelle à la satisfaction par Barrick des conditions d'inscription imposées par chacune de ces bourses d'échange.

En vertu du paragraphe 611(c) du Guide de la TSX, l'approbation des porteurs de titres est requise lorsque le nombre de titres émis ou susceptibles d'être émis en paiement du prix d'achat d'une acquisition dépasse 25 % du nombre de titres de l'émetteur inscrit qui sont en circulation, avant dilution. Les actionnaires sont invités à approuver l'émission d'au plus 616 000 000 d'actions ordinaires dans le cadre de la fusion, représentant environ 52,8 % des 1 167 593 272 actions ordinaires émises et en circulation (avant dilution) de Barrick. Par conséquent, la TSX exige l'approbation de la résolution relative à l'émission d'actions par voie de résolution ordinaire des actionnaires, laquelle résolution doit être approuvée à la majorité des voix exprimées (50 % + 1) par ou pour les actionnaires, en personne ou par procuration, à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas de report ou d'ajournement. Barrick ne pourra remplir les conditions d'inscription de la TSX sans l'obtention de l'approbation de la résolution relative à l'émission d'actions par les actionnaires.

En dépit du fait que les actionnaires sont invités à approuver l'émission d'au plus 616 000 000 d'actions ordinaires dans le cadre de la fusion, Barrick prévoit à l'heure actuelle émettre au plus 586 609 277 actions ordinaires par suite de la fusion (représentant environ 50 % des actions ordinaires émises et en circulation actuellement) constituées :

- de 578 588 354 actions ordinaires pouvant être émises en fonction du capital-actions de Randgold composé de 94 475 346 actions ordinaires de Randgold avant dilution, moins 58 186 actions de Randgold et ADS de Randgold qui sont actuellement en circulation et détenues en fiducie en vue de leur émission pour régler les attributions aux termes des régimes fondés sur des actions de Randgold qui sont acquises avant la clôture (tel que multiplié par le ratio d'échange);
- d'au plus 5 610 197 actions ordinaires pouvant être émises à l'acquisition de 915 502 attributions en vertu du régime d'actions incessibles de Randgold (tel que multiplié par le ratio d'échange);
- d'au plus 806 513 actions ordinaires pouvant être émises à l'acquisition de 131 611 attributions en vertu du régime de coinvestissement de Randgold (tel que multiplié par le ratio d'échange); et
- d'au plus 1 604 213 actions ordinaires pouvant être émises à l'acquisition de 261 784 attributions en vertu du régime incitatif à long terme de Randgold (tel que multiplié par le ratio d'échange).

Le nombre réel d'actions ordinaires qui seront émises à la date de prise d'effet sera fonction du nombre d'actions de Randgold émises et en circulation à la date de prise d'effet, lequel sera touché par le nombre d'attributions en vertu des régimes fondés sur des actions de Randgold qui sont acquises avant la date de clôture et par l'émission des actions de Randgold avant la clôture pour quelque raison que ce soit. Certaines attributions en vertu des régimes fondés sur des actions de Randgold sont assujetties à un calcul proportionnel en fonction de l'écoulement du temps dans le cadre de la fusion et/ou à des conditions de rendement qui seront évaluées par le comité de la rémunération de Randgold avant la clôture. Certaines attributions en vertu des régimes fondés sur des actions de Randgold qui ne sont pas acquises avant la date de prise d'effet seront prises en charge par Barrick, ce qui pourrait donner lieu à l'émission d'actions ordinaires par Barrick après la clôture. Le ratio d'échange applicable à certaines attributions en vertu du régime incitatif à long terme prises en charge par Barrick à la clôture sera ajusté à la baisse de 25 % afin de refléter les conditions de rendement postérieures à la fusion révisées à l'égard des participants pertinents. Voir « *La fusion – Annonce de la fusion et plan – Régimes fondés sur des actions de Randgold* » à la page 49.

Si la résolution relative à l'émission d'actions est approuvée, la TSX n'exigera pas, de façon générale, une autre approbation des porteurs de titres visant l'émission d'au plus 154 000 000 d'actions ordinaires additionnelles dans le cadre de la fusion, ce nombre correspondant à 25 % du nombre de titres approuvés aux termes de la résolution relative à l'émission d'actions.

Ce ratio d'échange de 6,1280 actions ordinaires par action de Randgold est fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires négociées au NYSE et des ADS de Randgold négociées au NASDAQ, respectivement, pendant une période de 20 jours de négociation terminée le 21 septembre 2018 (soit le dernier jour ouvrable avant la date de l'annonce). Le ratio d'échange aurait été de 6,0082 actions ordinaires par action de Randgold s'il avait été calculé en fonction du cours moyen pondéré en fonction du volume pendant une période de cinq jours.

En fonction de l'information actuelle dont dispose Barrick, après la fusion, aucun actionnaire de Randgold ne détiendra, en raison de l'opération, plus de 10 % des actions ordinaires et la fusion n'aura pas d'incidence importante sur le contrôle de Barrick.

Information relative à Randgold et à Barrick

Barrick

Barrick est l'une des plus grandes sociétés aurifères internationales du monde grâce à sa production annuelle et à ses réserves minérales aurifères qui sont parmi les plus importantes de l'industrie. Barrick produit également des quantités considérables de cuivre, principalement au moyen de sa coentreprise Zaldivar, de sa coentreprise Jabal Sayid et de sa mine Lumwana.

Barrick a été fondée en 1983 et son siège social se trouve actuellement à Toronto, au Canada. Si la prorogation est approuvée à l'assemblée, ses principaux bureaux de direction demeureront à Toronto, au Canada. Au cours des dix premières années d'exploitation de Barrick, ses activités ont porté principalement sur l'acquisition et la mise en valeur de propriétés se trouvant en Amérique du Nord, plus particulièrement sa propriété Goldstrike située dans la zone Carlin au Nevada. Depuis 1994, Barrick a connu une expansion stratégique à l'extérieur de l'Amérique du Nord et exerce maintenant ses activités sur cinq continents. Plus de 75 % de la production d'or de Barrick est issue des Amériques. Barrick est aussi présente en Australie, au Chili, en Arabie saoudite et en Zambie. Barrick poursuit la consolidation de sa présence à l'échelle internationale grâce aux relations stratégiques établies avec des partenaires externes dont Shandong Gold, Zijin Mining, Antofagasta plc et Ma'aden. Barrick possède un portefeuille d'actifs diversifié composé à la fois de projets déjà en exploitation et d'un certain nombre des plus importants projets entièrement nouveaux et non exploités au monde.

Les actions de Barrick sont négociées à la TSX et au NYSE sous le symbole ABX.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de Barrick après la fusion et la prorogation et pour connaître les facteurs de risque qui y sont associés, veuillez consulter les rubriques intitulées « *Barrick après la fusion* », « *La prorogation* » et « *Facteurs de risque* ».

Faits nouveaux

Convention de placement stratégique

Le 24 septembre 2018, Barrick et Shandong Gold ont conclu une convention de placement stratégique. Aux termes de celle-ci, Shandong Gold a convenu d'acquérir des actions ordinaires d'une valeur globale maximale de 300 M\$, et Barrick a convenu d'investir un montant équivalent en actions de Shandong Mining, société cotée en bourse et sous le contrôle de Shandong Gold. Sauf s'il en est convenu autrement, ces placements réciproques doivent être faits au cours des 12 mois qui suivent la date à laquelle intervient la convention de placement stratégique et effectués par l'intermédiaire des installations des bourses à la cote desquelles ces actions sont inscrites. La convention de placement stratégique impose également à chaque partie des obligations en matière de consultation et de bon fonctionnement du marché en ce qui a trait à certaines ventes d'actions acquises aux termes de celle-ci. La convention de placement stratégique ne confère aucun droit de gouvernance. Dans le cadre de la convention de placement stratégique, Shandong Gold a remis l'attestation à Barrick indiquant qu'elle a pris connaissance de certaines restrictions relatives à l'acquisition d'actions ordinaires et d'actions de Randgold imposées par les lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières et par le Code sur les prises de contrôle et qu'elle s'engageait à s'y conformer et à faire en sorte que les sociétés de son groupe s'y conforment aussi.

Information supplémentaire

L'information concernant Barrick qui figure dans la présente circulaire devrait être lue en parallèle avec les documents d'information publics de Barrick, qui peuvent être obtenus sans frais sur notre site Web à l'adresse www.barrick.com et sous notre profil d'émetteur sur SEDAR à www.sedar.com et sur EDGAR à www.sec.gov. L'information financière se rapportant à Barrick qui est présentée dans cette circulaire provient des états financiers annuels comparatifs de la Société et dans son rapport de gestion pour le dernier exercice clos. L'information contenue dans ces sites Web ou accessible à l'aide de ceux-ci n'est pas intégrée par renvoi dans la présente circulaire et n'est pas et ne devrait pas être considérée comme faisant partie de la présente circulaire, à moins qu'elle n'y soit expressément intégrée par renvoi. Se reporter à la rubrique « *Information dans la présente circulaire* ».

Les déclarations de changement important (sauf les rapports confidentiels), les états financiers annuels audités et rapports de gestion et tout autre document du même type que ceux mentionnés à la rubrique 11.1 de l'Annexe 44-101A1, *Prospectus simplifié*, de même que tout autre document indiquant sur sa page couverture qu'il est intégré par renvoi dans la présente circulaire qui sont déposés par Barrick auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières sur SEDAR à www.sedar.com après la date de la présente circulaire et avant l'assemblée sont réputés intégrés par renvoi dans la présente circulaire. Tous ces documents seront également déposés auprès de la SEC ou transmis à celle-ci par Barrick et seront accessibles sous le profil d'émetteur de Barrick sur EDGAR à www.sec.gov.

Les énoncés figurant dans la présente circulaire ou dans un autre document intégré ou réputé intégré par renvoi dans la présente circulaire sont réputés modifiés ou remplacés dans la mesure où un énoncé contenu dans les présentes ou dans un autre document déposé ultérieurement qui est aussi réputé intégré par renvoi dans la présente circulaire les modifie ou les remplace. Le texte qui modifie ou remplace un énoncé n'a pas à stipuler qu'il modifie ou remplace un énoncé antérieur ni à inclure une autre renseignement communiqué dans le document qu'il modifie ou remplace. Le fait de modifier ou de remplacer un énoncé n'est pas réputé un aveu à quelque fin que ce soit que l'énoncé modifié ou remplacé constituait, lorsqu'il a été formulé, une information fausse ou trompeuse, une déclaration inexacte sur un fait important ou une omission de déclarer un fait

important qui doit être déclaré ou qui est nécessaire pour qu'un énoncé ne soit pas faux ou trompeur à la lumière des circonstances dans lesquelles il a été formulé. Un énoncé ainsi modifié ou remplacé ne fait pas partie de la présente circulaire, sauf tel qu'il est ainsi modifié ou remplacé.

Randgold

Randgold est une société d'exploitation et d'exploration minières aurifères exerçant ses activités principalement en Afrique. Elle possède un important portefeuille de mines et de projets entièrement nouveaux et de projets déjà en exploitation.

Randgold a été fondée en 1995 et son siège social se trouve à Jersey, aux îles de la Manche. Au cours des 23 dernières années, Randgold a acquis un vaste portefeuille de mines et de programmes d'exploration dans plusieurs pays d'Afrique centrale et occidentale, dont deux actifs aurifères de niveau 1 au Mali et en RDC. Randgold poursuit l'expansion de son portefeuille par l'établissement de partenariats mutuellement avantageux avec les gouvernements des pays hôtes, les collectivités et les partenaires en coentreprise. Au nombre de ces partenariats figurent les coentreprises conclues par Randgold avec AngloGold Ashanti en RDC et Endeavour Mining et Newcrest en Côte d'Ivoire.

Les actions de Randgold se négocient à la Bourse de Londres sous le symbole « RRS » et ses ADS se négocient au NASDAQ sous le symbole « GOLD ». Le bureau principal de Randgold est sis au 3rd Floor, Unity Chambers, 28 Halkett Street, St Helier, Jersey, JE2 4WJ, îles de la Manche.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, Randgold a déclaré une production d'or s'établissant à 1,315 million d'onces, des produits de 1 280 M\$ et un résultat global de 335 M\$.

Le jour ouvrable précédant la date de l'annonce, 94 475 346 actions de Randgold étaient émises et en circulation, et la capitalisation boursière de Randgold s'établissait à 6,1 G\$ d'après le cours de clôture de ses ADS au NASDAQ à cette date, soit 63,91 \$.

De l'information supplémentaire concernant Randgold et ses filiales se trouve dans l'« *Annexe G : Information supplémentaire concernant Randgold* » et dans l'« *Annexe H : États financiers historiques de Randgold* » et dans certains documents intégrés par renvoi dans les présentes; voir « – Documents de Randgold intégrés par renvoi ».

Faits récents

Annonce par SOKIMO

Randgold détient une participation de 45 % dans la mine Kibali en RDC. Dans le cadre du changement de contrôle de Randgold suivant la fusion, SOKIMO, société d'État de la RDC détenant une participation de 10 % dans la mine Kibali, a publié un communiqué de presse le 28 septembre 2018 indiquant qu'elle entendait faire valoir ses droits aux termes des arrangements de coentreprise visant Kibali. Le ministère des Mines de la RDC a également déclaré que la fusion nécessitait l'approbation du gouvernement de la RDC. Randgold a réagi publiquement en précisant que la convention de coentreprise et les documents connexes ne contenaient aucune disposition conférant des droits à SOKIMO par suite de la fusion. Voir « *Facteurs de risque* ».

Principales données financières consolidées historiques de Randgold

Les principales données financières consolidées historiques suivantes, préparées conformément aux IFRS, sont tirées des états financiers consolidés audités de Randgold pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et des états financiers intermédiaires à usage particulier non audités pour le semestre clos le 30 juin 2018. L'information présentée ci-dessous n'est qu'un résumé et doit être lue parallèlement avec les états financiers consolidés audités historiques de Randgold et les notes annexes, qui sont joints aux présentes en *Annexe H : États financiers historiques de Randgold*, ainsi qu'avec le rapport de gestion connexe inclus dans le rapport sur formulaire 20-F et le rapport intermédiaire de Randgold, lesquels sont intégrés par renvoi dans la présente circulaire. Les résultats historiques ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats futurs prévus.

État consolidé du résultat global

(en milliers de dollars américains, sauf les données par action)	Non audité		Audité	
	Semestres clos les 30 juin		Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017	2017	2016
Total des produits des activités ordinaires.....	556 937 \$	653 506 \$	1 280 217 \$	1 200 777 \$
Résultat global	124 892 \$	187 694 \$	335 030 \$	295 827 \$
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère	109 510 \$	153 831 \$	278 000 \$	249 080 \$
Résultat global attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.....	15 382 \$	33 863 \$	57 030 \$	46 747 \$
Bénéfice par action de base.....	1,16 \$	1,64 \$	2,96 \$	2,64 \$
Bénéfice par action après dilution	1,14 \$	1,62 \$	2,92 \$	2,61 \$

État consolidé de la situation financière

(en milliers de dollars américains)	Non audité		Audité	
	Semestres clos les 30 juin		Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017	2017	2016
Total de l'actif.....	4 196 231 \$	4 156 691 \$	4 303 469 \$	4 040 958 \$
Dettes à long terme ¹	— \$	— \$	— \$	— \$

1 La dette à long terme exclut la tranche à moins de un an de la dette à long terme, les provisions pour réhabilitation de l'environnement, les passifs d'impôt différé et les autres passifs à long terme, mais inclut les contrats de location-financement.

Information supplémentaire

Randgold est un « émetteur privé étranger » (au sens donné à l'expression *foreign private issuer*) en vertu des lois américaines sur les valeurs mobilières et dépose des rapports auprès de la SEC ou les lui transmet, y compris son rapport annuel sur formulaire 20-F, ses rapports courants sur formulaire 6-K et les modifications pouvant y être apportés conformément aux articles 13(a) et 15(d) de l'Exchange Act. Ces rapports et d'autres renseignements seront accessibles sans frais par l'intermédiaire du site Web de la société à l'adresse www.randgoldresources.com dans les meilleurs délais possibles après leur dépôt électronique auprès de la SEC ou leur remise à cette dernière. Les documents déposés auprès de la SEC ou transmis à celle-ci peuvent également être consultés sans frais par le public sur EDGAR à www.sec.gov.

Randgold est un émetteur assujéti en vertu des lois de chacune des provinces du Canada, autres que le Québec, et dépose ses rapports et d'autres renseignements auprès des autorités en valeurs mobilières compétentes de chaque province. Ces rapports et renseignements sont accessibles au public sans frais sous le profil d'émetteur de Randgold sur SEDAR à www.sedar.com et sur EDGAR à www.sec.gov.

Les renseignements que contient n'importe lequel de ces sites Web ou qui sont accessibles au moyen de ceux-ci ne sont pas intégrés par renvoi dans la présente circulaire et n'en font pas partie, ni ne sauraient être considérés comme en faisant partie, sauf s'ils y sont expressément intégrés. Voir « – Documents de Randgold intégrés par renvoi ».

De l'information supplémentaire concernant Randgold se trouve dans l'« Annexe G : Information supplémentaire concernant Randgold » et dans l'« Annexe H : États financiers historiques de Randgold ».

Documents de Randgold intégrés par renvoi

Des renseignements sur Randgold provenant de documents déposés auprès de la SEC ou transmis à celle-ci ont été intégrés par renvoi dans la présente circulaire. Les documents énumérés ci-dessous, qui contiennent de l'information importante sur Randgold, ses activités et sa situation financière, et qui ont été déposés antérieurement par Randgold auprès de la SEC, sont expressément intégrés par renvoi dans la présente circulaire et en font partie intégrante :

- le rapport annuel sur formulaire 20-F de Randgold pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 déposé auprès de la SEC le 29 mars 2018; et
- le rapport intermédiaire sur formulaire 6-K de Randgold pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018 déposé auprès de la SEC le 9 août 2018.

Les énoncés figurant dans un document intégré ou réputé intégré par renvoi dans les présentes portant une date antérieure à celle de la présente circulaire sont réputés modifiés ou remplacés, aux fins de la présente circulaire, dans la mesure où un énoncé contenu dans les présentes les modifie ou les remplace. Les documents qui seront déposés ultérieurement auprès de la SEC en vertu des articles 13(a), 13(c), 14, ou 15(d) de l'Exchange Act après la date de la présente circulaire mais avant l'assemblée seront automatiquement intégrés par renvoi dans cette circulaire.

Barrick après la fusion

Après la fusion, la nouvelle équipe de direction de Barrick se verra confier le mandat de mettre en œuvre un plan d'affaires axé sur les éléments suivants :

- **Qualité de l'actif**
 - Assurer la croissance d'un portefeuille d'actifs aurifères de niveau 1 et d'actifs stratégiques et y investir en mettant l'accent sur la croissance interne. Les priorités à court terme comprennent Goldrush/Fourmile, Turquoise Ridge et le partenariat stratégique avec Shandong Gold dans la ceinture El Indio.
 - Vendre les actifs non essentiels de façon progressive et méthodique.
 - Investir dans les activités d'exploration sur des terrains de grande superficie dans plusieurs des districts aurifères les plus prolifiques du monde.
 - Maximiser la valeur à long terme d'un secteur stratégique du cuivre.
- **Excellence opérationnelle**
 - Mettre pleinement en œuvre une éthique de gestion décentralisée assortie d'une solide culture de propriété.
 - Rationaliser la gestion et les activités opérationnelles, et éliminer les coûts non essentiels.
 - S'appuyer sur l'innovation et les technologies pour accélérer l'amélioration opérationnelle.
 - Bâtir des partenariats fondés sur la confiance avec les gouvernements des pays hôtes et les collectivités locales afin d'assurer une valeur à long terme pour tous.
 - Favoriser un milieu de travail exempt de blessures.
- **Rentabilité durable**
 - Adopter une approche rigoureuse en matière de croissance, en insistant sur une stratégie de partenariat.
 - Accroître le rendement pour les actionnaires en tablant sur le rendement du capital, le TRI et la croissance des flux de trésorerie disponibles par action.

Conseil d'administration

Après la fusion, deux tiers des administrateurs du conseil seront initialement désignés par Barrick et un tiers des membres seront initialement désignés par Randgold. À l'exception de John L. Thornton et de Mark Bristow, les membres proposés du conseil après la fusion n'ont pas encore été identifiés.

Membres de la haute direction

Après la fusion :

- John L. Thornton continuera d'agir en qualité de président exécutif du conseil de Barrick;
- Mark Bristow, l'actuel chef de la direction de Randgold, agira en qualité de président et chef de la direction de Barrick;
- Graham Shuttleworth, l'actuel directeur des finances et chef des finances de Randgold, agira en qualité de premier vice-président directeur et chef des finances de Barrick; et
- Kevin Thomson continuera d'agir en qualité de premier vice-président directeur, Affaires stratégiques de Barrick.

Mark Bristow (59) (Maurice). M. Bristow agit en tant que chef de la direction de Randgold depuis la constitution de cette société en 1995, qui a vu le jour grâce aux travaux d'exploration pionniers qu'il avait menés en Afrique de l'Ouest. Il a par la suite alimenté la croissance de Randgold par la découverte et la mise en valeur d'actifs de qualité supérieure, celle-ci devenant désormais l'une des plus importantes sociétés internationales d'exploitation minière aurifère. M. Bristow a joué un rôle central en contribuant à l'avènement d'une industrie minière durable en Afrique. Il a une

feuille de route concluante pour ce qui est d'assurer la croissance des entreprises en Afrique et de créer une valeur considérable pour les actionnaires. Docteur en géologie diplômé de l'Université Natal, en Afrique du Sud, il a siégé au conseil d'administration de plusieurs sociétés minières mondiales et siège actuellement en tant que président du conseil non membre de la direction de Rockwell Diamonds Inc.

Graham Shuttleworth (49) (Jersey). M. Shuttleworth s'est joint à Randgold en tant que chef des finances et directeur des finances en juillet 2007, mais a été associé à Randgold depuis sa constitution, d'abord à titre de membre de l'équipe de direction ayant participé à l'inscription de la société à la cote de la Bourse de Londres en 1997, puis comme conseiller. M. Shuttleworth met au service de Randgold son expérience considérable dans le domaine des finances et de la gestion, ainsi que ses connaissances approfondies liées aux entreprises internationales de grande envergure, connaissances initialement acquises en tant que comptable professionnel agréé auprès de Deloitte, puis à titre de directeur général et de chef new-yorkais des métaux et des mines pour les Amériques au sein des services bancaires d'investissement mondiaux de HSBC, où il a conseillé de nombreuses sociétés minières à l'égard de questions touchant notamment à l'inscription à la cote, à l'accès aux marchés financiers et aux fusions et acquisitions. M. Shuttleworth est titulaire d'un baccalauréat ès commerce de l'Université du Cap, en Afrique du Sud, et d'un diplôme honorifique de l'Université de l'Afrique du Sud.

Bureaux administratifs

Après la fusion, le bureau de direction de Barrick et certaines fonctions clés demeureront à Brookfield Place, TD Canada Trust Tower, Suite 3700, 161 Bay Street, Toronto (Ontario) Canada, M5J 2S1. Si la prorogation est réalisée, le siège social et bureau des registres de Barrick sera situé au 1600-925 West Georgia Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3L2.

Négociation des actions ordinaires

Après la fusion, les actions ordinaires continueront d'être négociées à la TSX et au NYSE sous le symbole ABX. Les actions ordinaires ne seront pas inscrites à la cote de la Bourse de Londres ni à une autre bourse de valeurs par suite de la fusion.

Il est prévu que les opérations sur les actions de Randgold (y compris les actions de Randgold sous-jacentes aux ADS de Randgold) seront suspendues à 17 h (heure de Londres) le jour ouvrable qui précède la date de prise d'effet. Il est par ailleurs prévu qu'une demande sera déposée auprès de l'Autorité en matière d'inscription du R.-U. en vue de retirer les actions de Randgold (y compris les actions de Randgold sous-jacentes aux ADS de Randgold) de la cote officielle et auprès de la Bourse de Londres en vue de cesser la négociation des actions de Randgold (y compris les actions de Randgold sous-jacentes aux ADS de Randgold) sur le principal marché des titres cotés de la Bourse de Londres, dès la date de prise d'effet ou peu de temps après. En ce qui a trait aux ADS de Randgold, au moins dix jours avant la date de prise d'effet, Randgold avisera le NASDAQ de son intention de radier les ADS de Randgold et de faire annuler leur inscription. Peu après la date de prise d'effet, Randgold fera les dépôts pertinents en vue de radier les ADS de Randgold de la cote du NASDAQ et de faire annuler leur inscription et pour mettre fin aux obligations de déclaration qui lui incombent en vertu de l'Exchange Act. Voir aussi « *La fusion – Annonce de la fusion et plan – Programme ADS de Randgold* ».

Il est également prévu que suivant la prise d'effet du plan, Randgold sera inscrite à nouveau en tant que société fermée selon les dispositions pertinentes de la Loi sur les sociétés de Jersey.

Intentions concernant les actifs de Barrick

Suivant la clôture, la nouvelle équipe de haute direction de Barrick aura pour mandat de mettre en œuvre un plan d'affaires visant à maximiser les occasions de création de valeur relativement au portefeuille d'actifs de Barrick.

Après la fusion, Barrick mettra l'accent sur les actifs aurifères de niveau 1 qu'elle détiendra, soit Cortez, Goldstrike, Kibali (45 %), Loulo-Gounkoto (80 %) et Pueblo Viejo (60 %), ainsi que sur d'autres actifs stratégiques. En outre, la nouvelle équipe de haute direction privilégiera le renforcement des relations stratégiques de Barrick.

Les actifs aurifères de niveau 1 représentent l'essentiel de la production d'or de Barrick et de la provenance de ses flux de trésorerie.

La nouvelle équipe de haute direction exploitera les actifs de Barrick de façon à maximiser une rentabilité durable et l'efficacité opérationnelle pendant la durée de vie de chaque mine.

Dans les 12 mois suivant la réalisation de la fusion, la nouvelle équipe de haute direction circonscrira les actifs non essentiels dont le profil sera jugé ne pas correspondre aux critères d'investissement de Barrick et que cette dernière envisagera de vendre. Après la réalisation de la fusion, Barrick pourrait tenter de se départir d'un ou de plusieurs actifs non essentiels, en les cédant à des partenaires en coentreprise existants, le cas échéant, ou à d'autres acheteurs. Ces cessions ne seront réalisées que si le conseil de Barrick juge que leurs modalités sont intéressantes. Ces ventes permettraient à la nouvelle équipe de haute direction de faire porter leur attention sur les mines et les projets en exploitation qui sont jugés les plus porteurs de valeur pour Barrick ou qui présentent le meilleur potentiel.

Barrick compte investir dans son portefeuille combiné d'actifs d'exploration et de mise en valeur et, bien qu'une évaluation complète soit prévue après la réalisation de la fusion, le conseil de Randgold et celui de Barrick s'attendent à ce que la priorité soit initialement accordée au projet Fourmille/Goldrush et à l'expansion de Turquoise Ridge (75 %), qui ont le potentiel de devenir des actifs aurifères de niveau 1.

La nouvelle équipe de haute direction entend faire croître la valeur de son portefeuille de mines de cuivre et de projets connexes par la valorisation de ses ressources existantes, par l'établissement de partenariats et de coentreprises potentiels avec des tiers et, si des occasions se présentent sur le marché, au moyen d'acquisitions.

Emplacements et employés

Après la réalisation de la fusion, le siège social et certaines fonctions clés de Barrick demeureront à Toronto. Barrick n'a pas l'intention de fermer l'un ou l'autre des bureaux actuels de Randgold. Si la prorogation est approuvée par les actionnaires, le siège social et bureau des registres de Barrick sera sis au 1600-925 West Georgia Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3L2. Barrick n'a pas l'intention de modifier le réaménagement des immobilisations corporelles actuelles de Randgold. En raison de la nature de ses activités, Randgold ne compte pas de division de recherche et développement, mais possède cependant un portefeuille d'actifs d'exploration. Barrick entend tabler sur l'expertise de Randgold en matière d'activités d'exploitation réussies pour stimuler la création de valeur au sein de son portefeuille d'actifs nouvellement enrichi.

Après la réalisation de la fusion, Mark Bristow, chef de la direction de Randgold, deviendra président et chef de la direction de Barrick, et Graham Shuttleworth, directeur des finances et chef des finances de Randgold, agira en qualité de premier vice-président directeur et chef des finances de Barrick.

Les contrats de service qu'ils ont conclus avec Barrick, lesquels entreront en vigueur à la réalisation de la fusion, sont décrits à la rubrique « *La fusion – Convention de coopération – Ententes avec les employés de Randgold* ». Aucune prime, notamment de maintien en fonction, ne sera accordée à Mark Bristow ou à Graham Shuttleworth dans le cadre de la fusion.

Après la réalisation de la fusion, la structure de gestion opérationnelle s'articulera autour de trois équipes régionales, qui couvriront l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud ainsi que l'Afrique et le Moyen-Orient, respectivement. Les équipes dédiées à l'Amérique du Nord et à l'Amérique du Sud seront principalement constituées de l'effectif existant de Barrick.

Barrick n'envisage aucune réduction de l'effectif de Randgold sur le plan de l'exploitation et de la direction par suite de la fusion. Il est prévu que les employés déjà en poste chez Randgold formeront le noyau central d'une équipe de direction régionale en Afrique qui encadrera les activités liées aux actifs combinés en Afrique et au Moyen-Orient de Barrick. Cette structure permettra à Barrick de tirer parti d'économies d'échelle et de l'expérience d'une équipe de direction centrée sur l'Afrique.

Après la réalisation de la fusion, la nouvelle équipe de haute direction de Barrick continuera de mettre en œuvre une structure de gestion et de partenariat décentralisée qui pourrait entraîner une certaine réduction de personnel touchant des personnes déjà en poste au sein du groupe de Barrick. Ces réductions de personnel visent à supprimer les fonctions redondantes liées à l'exploitation, aux projets et au centre de direction. Il est prévu que la nouvelle équipe de haute direction de Barrick ciblera les postes à supprimer au cours des 12 mois suivant la clôture de la fusion. Barrick n'a pas l'intention de modifier de manière importante l'ensemble des compétences et des fonctions des employés du groupe de Randgold. Sauf tel qu'il est décrit ci-dessus, Barrick n'entend apporter aucun changement important aux conditions d'emploi des employés et des membres de la direction du groupe de Randgold.

Le groupe de Randgold n'offre aucun régime de pension capitalisé par la société; cependant, il offre un régime de retraite à cotisations déterminées aux termes duquel le groupe verse des cotisations fixes à une entité distincte. Barrick n'a pas l'intention de modifier les mécanismes de retraite du groupe de Randgold au cours des 12 mois suivant la date de prise d'effet. Après la réalisation de la fusion, les droits en matière d'emploi existants, y compris les droits de retraite, des membres de la direction et des employés du groupe de Randgold et du groupe de Barrick seront pleinement protégés conformément aux exigences contractuelles et prévues par la loi, comme ce sera le cas des droits contractuels des administrateurs et dirigeants qui ne sont pas des employés.

Aucun réaménagement des immobilisations corporelles importantes de Barrick n'est prévu et, à l'exception de ce qui est décrit ci-dessus, il n'est aucunement question de changer les emplacements où Barrick exerce ses activités.

Dividendes

Barrick entend accroître son dividende avec le temps par rapport à son point repère pour l'exercice 2018 en tablant sur l'accroissement de ses flux de trésorerie, des économies additionnelles sur le plan des frais généraux, le produit des ventes d'actifs et des charges d'intérêt moins élevées. Après la réalisation de la fusion, le conseil examinera trimestriellement la politique en matière de dividendes compte tenu des besoins en trésorerie liés aux actifs d'exploitation de Barrick, à ses activités d'exploration et de mise en valeur ainsi qu'aux acquisitions qu'elle envisage potentiellement de faire, et compte tenu de sa situation financière actuelle et projetée.

Structure du capital pro forma

Le tableau suivant présente le solde consolidé de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et la structure du capital consolidée de Barrick au 30 juin 2018, selon les données réelles et pro forma et compte tenu de la fusion (comme si elle avait eu lieu le 30 juin 2018) et de certains ajustements connexes. Le tableau suivant doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés pro forma non audités présentés en

Annexe I : Information financière pro forma et aux états financiers consolidés passés respectifs de Barrick et de Randgold et aux rapports de gestion connexes.

Au 30 juin 2018 (en millions de dollars américains)		
	Données réelles	Données pro forma
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 085 \$	2 383 \$
Dette à long terme ¹	5 712 \$	5 712 \$
Total des capitaux propres		
Capital-actions (nombre d'actions ordinaires autorisées : illimité; nombre d'actions en circulation au 30 juin 2018 : 1 166 892 835; nombre ajusté pour tenir compte de la fusion : 1 753 768 039)	20 900	27 042
Déficit	(11 701)	(12 007)
Cumul des autres éléments du résultat global	(164)	(164)
Autres	321	321
Participations ne donnant pas le contrôle	1 750	2 297
Total des capitaux propres	11 106	17 489
Structure du capital totale ²	16 818 \$	23 201 \$

1 La dette à long terme exclut la tranche échéant à moins de un an de la dette à long terme, les provisions pour réhabilitation de l'environnement, les passifs d'impôt différé et les autres passifs à long terme, mais inclut les contrats de location-financement. Se reporter à la note 14 B des états financiers consolidés intermédiaires de Barrick au 30 juin 2018 et pour le semestre clos à cette date pour plus de renseignements sur sa dette à long terme.

2 La structure du capital totale est constituée de la somme de la dette à long terme et du total des capitaux propres.

L'information financière pro forma du tableau est tirée des états financiers consolidés pro forma non audités présentés en *Annexe I : Information financière pro forma*. Cette information pro forma est présentée uniquement à titre indicatif et n'est pas nécessairement représentative de la structure du capital consolidé que Barrick aurait affichée au 30 juin 2018 si la fusion avait eu lieu à cette date. Les ajustements pro forma qui ont été apportés à cette information s'appuient sur des estimations préliminaires, les données actuellement disponibles et certaines hypothèses. Les ajustements réels devraient différer des ajustements pro forma, et les différences pourraient être importantes. Se reporter aux rubriques *Information dans la présente circulaire – Information prospective, Information dans la présente circulaire – États financiers pro forma et Facteurs de risque*.

Réserves minérales combinées

Au 31 décembre 2017, sur une base combinée, compte tenu de la fusion (comme si la clôture de celle-ci avait eu lieu le 31 décembre 2017), les réserves minérales aurifères prouvées et probables attribuables de Barrick après la fusion auraient été de 78 millions d'onces (arrondies au million le plus près).

Ce chiffre a été calculé en regroupant les réserves minérales aurifères attribuables de Barrick au 31 décembre 2017 (composées des réserves minérales aurifères prouvées attribuables de 398 millions de tonnes, d'une teneur de 1,91 gramme par tonne, renfermant 24 millions d'onces, et des réserves minérales aurifères probables attribuables de 896 millions de tonnes, d'une teneur de 1,39 gramme par tonne, renfermant 40 millions d'onces, pour des réserves minérales aurifères prouvées et probables totales de 1 295 millions de tonnes, d'une teneur de 1,55 gramme par tonne, renfermant 64 millions d'onces) et les réserves de minerai aurifère de Randgold au 31 décembre 2017 (composées des réserves de minerai aurifère prouvées totales de 44 millions de tonnes, d'une teneur de 3,78 grammes par tonne, renfermant 3,5 millions d'onces attribuables, et des réserves de minerai aurifère probables totales de 128 millions de tonnes, d'une teneur de 3,78 grammes par tonne, renfermant 10 millions d'onces attribuables, pour des réserves de minerai aurifère prouvées et probables totales 172 millions de tonnes, d'une teneur de 3,78 grammes par tonne, renfermant 14 millions d'onces attribuables). Voir « *Information dans la présente circulaire – Information sur les réserves minérales et les ressources minérales* » et « *– Réserves minérales aurifères de Barrick* ».

Réserves minérales aurifères de Barrick

Sauf indication contraire ci-après, les réserves minérales de 2017 de Barrick ont été estimées en fonction d'un cours de l'or présumé de 1 200 \$ l'once et de taux de change moyens à long terme de 1,25 \$ CAV1 \$ et de 1 \$ AU/0,75 \$. Les réserves de Kalgoorlie ont été estimées en fonction d'un cours de l'or présumé de 1 600 \$ AU et celles de Bulyanhulu, de North Mara et de Buzwagi, en fonction d'un cours de l'or présumé de 1 100 \$. Les estimations des réserves tiennent compte des plans de mine et niveaux de coûts courants et/ou prévus à chaque terrain. Les hypothèses en matière de cours de l'or utilisées pour le calcul des réserves minérales en 2017 sont conformes à celles que Barrick a utilisées pour le plan de la mine, les tests de dépréciation et l'évaluation des aspects économiques du projet.

Pour confirmer ses réserves minérales annuelles à chacun de ses terrains miniers, projets et exploitations, Barrick réalise un test des réserves le 31 décembre de chaque exercice afin de s'assurer que les flux de trésorerie non actualisés futurs liés aux réserves minérales sont positifs. Les flux de trésorerie excluent tous les coûts irrécupérables et ne tiennent compte que des charges d'exploitation et de fermeture et des dépenses d'investissement futures.

Sauf indication contraire, les réserves minérales de Barrick ont été estimées en date du 31 décembre 2017 conformément aux définitions adoptées par l'ICM et intégrées dans le Règlement 43-101. Diverses teneurs de coupure ont été utilisées selon la mine, les méthodes d'extraction et le type de minerai contenu dans les réserves minérales. Les teneurs en métaux des ressources minérales et les densités du minerai ont été estimées selon les méthodes standard du secteur appropriées à chaque projet minier à l'aide de divers progiciels d'exploitation minière offerts dans le commerce. Les procédures normales de vérification des données de Barrick ont été utilisées pour les estimations. Les données d'échantillonnage, d'analyse et d'essai sous-tendant les ressources minérales et les réserves minérales déclarées ont été vérifiées par les employés de Barrick, de ses partenaires en coentreprise ou de ses sociétés d'exploitation en coentreprise, selon le cas, sous la supervision de personnes qualifiées ou de personnes qualifiées indépendantes. Les procédures de vérification comprennent des pratiques de contrôle de la qualité standard du secteur. Les échantillons de forage recueillis pour l'élaboration des modèles géologiques et l'estimation des ressources minérales sont soumis à la supervision directe du service de géologie de chacun des terrains et des projets de la Société. Toute l'information provenant de l'orifice des trous de forage, des sondages et des analyses servant à la modélisation et à l'estimation des ressources est contrôlée manuellement et approuvée par le personnel de géologues avant d'être saisie dans la base de données de l'ensemble de la mine. La préparation et les analyses des échantillons sont effectuées dans des laboratoires indépendants ou dans le laboratoire situé à l'emplacement de la mine et, dans ce dernier cas, les résultats sont vérifiés par des laboratoires indépendants. Les méthodes suivies garantissent la sécurité des échantillons au cours de leur livraison depuis les installations de forage jusqu'au laboratoire. Les procédures d'assurance de la qualité, la vérification des données et les protocoles d'analyse de titrage suivis pour le forage et l'échantillonnage sur chaque terrain et à chaque projet sont conformes aux méthodes de contrôle de la qualité reconnues dans l'industrie. Des audits internes périodiques des processus et procédures d'estimation des réserves et des ressources minérales sont effectués.

Bien que la Société ait préparé et vérifié avec soin ses données sur les réserves minérales présentées ci-dessous, ces données sont des estimations, qui sont fondées en partie sur de l'information prospective et sur certaines hypothèses, et rien ne peut garantir que la quantité indiquée de minéraux sera produite. Il est possible que les estimations des réserves minérales aurifères prouvées et probables faites par Barrick doivent être recalculées d'après la production réelle. Les fluctuations du cours de l'or, du cuivre et de l'argent, de même qu'une augmentation des coûts de production ou une diminution des taux de récupération et d'autres facteurs encore pourraient faire en sorte qu'il ne soit pas rentable de mettre en valeur les réserves minérales aurifères prouvées et probables actuelles en un ou en plusieurs emplacements donnés. Voir « *Facteurs de risque* » et « *Information dans la présente circulaire – Information prospective* » pour plus de précisions au sujet des facteurs et des risques susceptibles d'amener les résultats réels à différer de ceux qui sont décrits ci-dessous.

RÉSERVES MINÉRALES AURIFÈRES^{1, 2, 3, 4, 5, 8, 9}

Au 31 décembre 2017

	Prouvées			Probables			Totales		
	Tonnes (en millions)	Teneur (g/t)	Oz contenues (en millions)	Tonnes (en millions)	Teneur (g/t)	Oz contenues (en millions)	Tonnes (en millions)	Teneur (g/t)	Oz contenues (en millions)
D'après les onces attribuables									
AMÉRIQUE DU NORD									
Mine à ciel ouvert									
Goldstrike	50	2,82	4,5	9,2	3,78	1,1	59	2,97	5,7
Mine souterraine									
Goldstrike	4,0	11,49	1,5	4,6	8,75	1,3	8,6	10,02	2,8
Total – Terrain Goldstrike	54	3,46	6,0	14	5,44	2,4	68	3,86	8,4
Pueblo Viejo (60,00 %)	62	2,67	5,3	19	3,06	1,9	81	2,76	7,2
Cortez	19	1,46	0,9	149	1,92	9,2	168	1,87	10
Goldrush	—	—	—	5,7	8,12	1,5	5,7	8,12	1,5
Turquoise Ridge (75,00 %)	7,1	15,56	3,5	4,7	15,48	2,3	12	15,53	5,9
South Arturo (60,00 %)	2,3	3,28	0,2	1,6	2,52	0,1	3,8	2,97	0,4
Hemlo	0,9	3,66	0,1	24	2,16	1,7	25	2,21	1,8
Golden Sunlight	0,3	1,15	0,01	0,2	3,42	0,02	0,45	2,06	0,03
AMÉRIQUE DU SUD									
Cerro Casale (50,00 %) ⁶	115	0,65	2,4	484	0,59	9,2	599	0,60	12
Veladero (50,00 %) ⁷	14	0,72	0,3	100	0,78	2,5	114	0,77	2,8
Lagunas Norte	26	2,23	1,8	30	2,27	2,2	55	2,25	4,0
AUSTRALIE-PACIFIQUE									
Porgera (47,50 %)	0,6	9,21	0,2	13	4,56	1,9	13	4,78	2,0
Kalgoorlie (50,00 %)	75	0,89	2,2	24	2,21	1,7	99	1,21	3,9
AFRIQUE									
Bulyanhulu (63,90 %)	1,9	10,66	0,6	11	6,86	2,4	13	7,42	3,0
North Mara (63,90 %)	5,3	2,40	0,4	12	2,89	1,1	17	2,73	1,5
Buzwagi (63,90 %)	9,1	0,92	0,3	-	-	-	9,1	0,92	0,3
AUTRES	5,6	0,21	0,04	6,3	0,25	0,1	12	0,23	0,1
TOTAL	398	1,91	24	896	1,39	40	1 295	1,55	64

1 Reflète la part de Barrick lorsque la propriété est inférieure à 100 %.

2 Les réserves minérales sont calculées au 31 décembre 2017, sauf indication contraire.

3 Pour confirmer les réserves minérales annuelles de chacun de ses terrains miniers, projets et exploitations, Barrick réalise un test des réserves le 31 décembre de chaque exercice afin de s'assurer que les flux de trésorerie non actualisés futurs liés aux réserves minérales sont positifs. Les flux de trésorerie excluent tous les coûts irrécupérables et ne tiennent compte que des charges d'exploitation et de fermeture futures et des dépenses d'investissement futures.

4 Les réserves minérales au 31 décembre 2017 ont été calculées d'après un cours de l'or présumé de 1 200 \$ l'once, un cours de l'argent présumé de 16,50 \$ l'once et un cours du cuivre présumé de 2,75 \$ la livre ainsi que des taux de change moyens à long terme de 1,25 \$ CAV1 \$ et de 0,75 \$/1 \$ AU. Le calcul des réserves minérales tient compte des plans de mine et niveaux de coûts courants et/ou prévus à chaque terrain. Les réserves minérales de Kalgoorlie supposent un cours de l'or de 1 600 \$ AU et celles de Bulyanhulu, de North Mara et de Buzwagi supposent un cours de l'or de 1 100 \$.

- 5 Les réserves minérales et les ressources minérales sont estimées conformément au Règlement 43-101, ainsi que l'exigent les autorités canadiennes en valeurs mobilières. Aux fins de la présentation de l'information aux États-Unis, l'*Industry Guide 7* (en vertu de l'Exchange Act), interprété par le personnel de la SEC, exige l'application de normes différentes pour qu'une minéralisation puisse être classée parmi les réserves. De plus, alors que les termes « ressources minérales mesurées », « ressources minérales indiquées » et « ressources minérales présumées » sont exigés par le Règlement 43-101, la SEC ne les reconnaît pas. Les normes canadiennes diffèrent considérablement des exigences de la SEC, et l'information sur les ressources minérales contenue dans les présentes n'est pas comparable à l'information semblable concernant les réserves minérales qui est présentée conformément aux exigences de la SEC. Les lecteurs doivent savoir que les ressources minérales « présumées » comportent une grande part d'incertitude en ce qui concerne leur existence et leur faisabilité économique et juridique. En outre, les lecteurs ne doivent pas tenir pour acquis que la totalité ou une partie quelconque des ressources minérales de Barrick constitue des réserves ou sera convertie en réserves. La viabilité économique des ressources minérales qui ne sont pas des réserves minérales n'a pas été démontrée.
- 6 Le 9 juin 2017, Barrick a mené à bien une opération avec Goldcorp Inc. en vue de former un nouveau partenariat au projet Cerro Casale, au Chili. Par conséquent, les réserves minérales de 2017 représentent la participation de 50 % de Barrick dans la mine Cerro Casale au 31 décembre 2017.
- 7 Le 30 juin 2017, la Société s'est dessaisie de 50 % de ses intérêts dans la mine Veladero. Par conséquent, les réserves minérales de 2017 représentent la participation de 50 % de Barrick dans la mine Veladero au 31 décembre 2017.
- 8 La teneur représente une moyenne, pondérée en fonction du nombre de tonnes métriques du type de minerai lorsque plusieurs procédés de récupération sont utilisés.
- 9 Il s'agit du nombre estimatif d'onces présentes dans les tonnes métriques de minerai qui seraient extraites et traitées. Les taux de récupération au concentrateur n'ont pas servi au calcul des onces contenues.

Réserves de minerai aurifère de Randgold

RÉSERVES DE MINÉRAI

AURIFÈRE^{1, 2, 3, 4, 5}

Au 31 décembre 2017

Mine/Projet	Catégorie	Tonnes (en millions)	Teneur (g/t)	Oz d'or (en millions)	Oz d'or attribuables (en millions)
Kibali					45 %
	Prouvées	19	4,07	2,5	1,1
	Probables	47	4,10	6,2	2,8
	Sous-total des réserves prouvées et probables	66	4,09	8,7	3,9
Loulo					80 %
	Prouvées	12	4,18	1,6	1,3
	Probables	24	4,67	3,6	2,9
	Sous-total des réserves prouvées et probables	36	4,50	5,2	4,1
Goukoto					80 %
	Prouvées	6,1	3,95	0,78	0,6
	Probables	14	4,85	2,2	1,7
	Sous-total des réserves prouvées et probables	20	4,58	3,0	2,4
Morila					40 %
	Prouvées	-	0,00	-	-
	Probables	11	0,56	0,19	0,08
	Sous-total des réserves prouvées et probables	11	0,56	0,19	0,08
Tongon					90 %
	Prouvées	7,0	2,15	0,49	0,4
	Probables	9,3	2,48	0,74	0,7
	Sous-total des réserves prouvées et probables	16	2,34	1,2	1,1
Massawa					83 %
	Prouvées				
	Probables	23	3,59	2,7	2,2
	Sous-total des réserves prouvées et probables	23	3,59	2,7	2,2
Total					
	Prouvées	44	3,78	5,4	3,5
	Probables	128	3,78	16	10
	Prouvées et probables	172	3,78	21	14

- 1 Le tonnage, la teneur et l'or représentent la participation de 100 % dans la mine ou le projet. L'or attribuable correspond à la propriété de Randgold.
- 2 Les réserves minérales sont calculées au 31 décembre 2017, sauf indication contraire.
- 3 Randgold présente ses réserves minérales conformément au code du JORC et celles-ci sont ainsi arrondies à la deuxième décimale supérieure. Les normes de présentation sont semblables à celles du Règlement 43-101. Les réserves minérales sont également présentées conformément à l'*Industry Guide 7*.
- 4 Les travaux d'optimisation des fosses permettent la remontée du minerai à un cours de l'or de 1 000 \$ l'once pour toutes les fosses, à l'exception de la fosse KCD de Kibali pour laquelle le cours de l'or est de 1 100 \$ l'once.
- 5 Les réserves minérales souterraines sont également calculées en fonction d'un cours de l'or de 1 000 \$ US l'once. La dilution et la perte de minerai sont intégrées au calcul des réserves minérales.

Voir l'« *Annexe G : Information supplémentaire concernant Randgold* » pour de plus amples renseignements concernant Kibali et Loulo-Goukoto.

Principales informations financières pro forma non auditées

Le tableau ci-après présente les principales informations financières combinées pro forma non auditées. Ces informations doivent être lues parallèlement avec l'information financière consolidée pro forma non auditée de Barrick et de Randgold, compte tenu de la fusion, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et au 30 juin 2018 et pour le semestre clos à cette date qui se trouve à l'*Annexe I : Information financière pro forma*. Des ajustements, reposant sur certaines hypothèses, ont été apportés dans le cadre de la préparation de l'information financière consolidée pro forma non auditée de Barrick et de Randgold. Les hypothèses et les ajustements qui en découlent sont décrits dans les notes annexes à l'information financière consolidée pro forma non auditée, à l'*Annexe I : Information financière pro forma*.

L'information financière combinée pro forma non auditée est présentée à titre indicatif uniquement et n'est pas nécessairement représentative des résultats d'exploitation ou des résultats financiers qui auraient réellement été obtenus si la fusion avait bel et bien eu lieu aux dates indiquées dans les notes annexes à l'information financière combinée pro forma non auditée figurant à l'*Annexe I : Information financière pro forma*, ou des résultats prévus pour les périodes futures.

État de la situation financière consolidé pro forma

Au 30 juin 2018

(en millions de dollars américains) (non audité)

	Barrick	Randgold	Ajustements pro forma	Données consolidées pro forma
ACTIF				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents	2 085 \$	604 \$	(306)	2 383 \$
Créances d'exploitation	194	209		403
Stocks	1 940	136		2 076
Autres actifs courants	356	-		356
Total des actifs courants	4 575 \$	948 \$		5 217 \$
Actifs non courants				
Participations dans des entités détenues	1 214	1 481	388	3 083
Immobilisations corporelles	13 727	1 562	1 889	17 178
Goodwill	1 330	-	1 146	2 476
Immobilisations incorporelles	230	-		230
Actifs d'impôt différé	1 072	-		1 072
Partie non courante des stocks	1 781	152		1 933
Autres actifs	1 193	53		1 246
Total des actifs non courants	20 547 \$	3 248 \$		27 218 \$
Total de l'actif	25 122 \$	4 196 \$		32 435 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Passifs courants				
Dettes d'exploitation	944 \$	128 \$		1 072 \$
Dette	680	-		680
Passifs d'impôt exigible	270	13		283
Autres passifs courants	266	-		266
Total des passifs courants	2 160 \$	140 \$		2 300 \$
Passifs non courants				
Dette	5 712	-		5 712
Provisions	3 108	56		3 164
Passifs d'impôt différé	1 341	58	673	2 072
Autres passifs	1 695	3		1 698
Total des passifs non courants	11 856 \$	117 \$		12 646 \$
Total du passif	14 016 \$	257 \$		14 946 \$

	Barrick	Randgold	Ajustements pro forma	Données consolidées pro forma
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de Société				
aurifère Barrick	9 356 \$	3 642 \$	2 194	15 192 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1 750	297	250	2 297
Total des capitaux propres	11 106 \$	3 939 \$		17 489 \$
Total du passif et des capitaux propres	25 122 \$	4 196 \$		32 435 \$

Se reporter aux rubriques *Information dans la présente circulaire – Information prospective*, *Information dans la présente circulaire – États financiers pro forma* et *Facteurs de risque*, ainsi qu'à l'*Annexe I : Information financière pro forma*.

La prorogation

Le conseil devrait représenter une mosaïque de compétences et d'expériences qui sont pertinentes pour notre entreprise. Nous recherchons des personnes qui seront la voix de tous les propriétaires en élaborant des politiques en vue de créer de la valeur à long terme par action et en veillant à ce que Barrick mette pleinement en œuvre ces politiques. Nous avons entrepris un important renouvellement du conseil au cours des cinq derniers exercices, ce qui a permis d'augmenter l'indépendance du conseil, qui est passée d'un peu plus de 50 % en 2013 à 92 % aujourd'hui. Ce programme a aussi augmenté la diversité sur le plan de l'expérience et des compétences représentées au sein du conseil. Neuf de nos 13 candidats aux postes d'administrateur ont joint le conseil depuis avril 2014. Les membres du conseil apportent tous une expérience particulière et pertinente à notre entreprise.

Dans le cadre de la fusion et des modifications connexes qu'il est proposé d'apporter au sein du conseil, Barrick estime qu'il y a lieu en ce moment de continuer notre existence sous l'autorité législative de la Colombie-Britannique dont la loi sur les sociétés plus moderne offre une souplesse supplémentaire à Barrick dans certains domaines, y compris une souplesse accrue quant à la gestion des capitaux et à la composition de son conseil. En Colombie-Britannique, Barrick disposera d'une plus grande souplesse pour attirer les administrateurs les plus compétents et les plus expérimentés dans un bassin de talents mondial, qui possèdent l'expertise et les compétences requises par l'entreprise mondiale de Barrick, qui exercera ses activités dans un éventail diversifié de territoires sur cinq continents. La plus grande souplesse que procure la loi sur les sociétés de la Colombie-Britannique en ce qui a trait à la gestion des capitaux s'explique par les règles plus souples relatives aux dividendes, aux achats et rachats d'actions et à la comptabilisation du capital. De plus, l'harmonisation de la BCBCA et des lois sur les valeurs mobilières applicables a permis d'alléger le fardeau de la réglementation par rapport à d'autres territoires canadiens.

Le conseil a approuvé la résolution relative à la prorogation et recommande aux actionnaires de voter **POUR** celle-ci.



Le conseil recommande de voter **POUR** la résolution relative à la prorogation.

La résolution relative à la prorogation confère un pouvoir discrétionnaire au conseil qui lui permet d'annuler celle-ci avant qu'il n'y soit donné suite. Le conseil peut exercer son pouvoir discrétionnaire et choisir de ne pas donner suite à la prorogation, malgré l'approbation des actionnaires, pour diverses raisons, notamment à cause du nombre d'actionnaires inscrits qui font valoir leur dissidence à l'égard de la résolution relative à la prorogation ou si la fusion n'est pas menée à bien.

Effet de la prorogation

Dès la réalisation de la prorogation, Barrick cessera d'être sous le régime la LSAO et deviendra assujettie à la BCBCA, comme si elle avait été initialement constituée en vertu de cette loi. Les statuts de fusion et les règlements administratifs de Barrick seront remplacés par un avis relatif aux statuts et des articles, dont la forme proposée est reproduite à l'« *Annexe K : Statuts proposés* » ci-jointe. La prorogation n'entraîne pas la création d'une nouvelle entité légale et ne compromet pas ni n'affecte la continuité de Barrick; cependant, la prorogation de Barrick en vertu de la BCBCA aura une incidence sur certains droits actuels des actionnaires en vertu de la LSAO et des règlements administratifs de Barrick. La rubrique « – *Différences sur le plan du droit des sociétés* » ci-dessous résume certaines des principales différences entre la LSAO et la BCBCA sur le plan du droit des sociétés. Une description des principales différences entre les statuts et règlements administratifs actuels de Barrick et les statuts proposés est présentée sous « – *Comparaison entre les statuts et règlements existants de Barrick et les statuts proposés* ».

Ces résumés ne prétendent pas être exhaustifs, et les actionnaires devraient consulter leurs propres conseillers juridiques concernant l'importance des incidences de la prorogation sur leur situation personnelle.

Procédure de prorogation

Pour qu'il soit donné suite à la prorogation, la résolution relative à la prorogation doit être approuvée au moins aux deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés par un fondé de pouvoir à l'assemblée. Si la résolution relative à la prorogation est approuvée, la Société déposera auprès du directeur nommé en vertu de la LSAO une demande visant à proroger la Société en vertu de la BCBCA. Le directeur autorisera généralement une prorogation pour passer du régime constitutif de la LSAO à celui de la BCBCA lorsque les conditions suivantes sont réunies : i) il a reçu une demande d'autorisation de passer au régime constitutif d'un autre territoire; ii) il se déclare satisfait que certains droits, obligations, passifs et responsabilités de la Société tels qu'ils sont énoncés au paragraphe 181(9) de la LSAO demeureront intacts suivant la prorogation; et iii) il a obtenu le consentement de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et du ministère des Finances (Ontario) relativement à la prorogation. Une fois l'autorisation du directeur obtenue, les statuts proposés de la Société sont signés par un ou plusieurs des administrateurs de la Société, la Société dépose auprès du registraire de la C.-B. une demande de prorogation en vertu de la BCBCA et le registraire de la C.-B. délivre un certificat de prorogation; c'est à ce moment que prend effet la prorogation. La Société dépose ensuite le certificat de prorogation auprès du directeur en vertu de la LSAO, et ce dernier délivre alors un certificat de changement de régime en vertu de la LSAO.

Si la résolution relative à la prorogation est approuvée à l'assemblée, la prorogation devrait prendre effet au plus tard à la réalisation de la fusion. Si la fusion n'est pas réalisée, Barrick peut néanmoins donner suite à la prorogation.

Différences sur le plan du droit des sociétés

Le régime de la BCBCA confère aux actionnaires essentiellement les mêmes droits que ceux qui sont conférés aux actionnaires en vertu de la LSAO, notamment des droits d'approbation à l'égard de changements fondamentaux, des droits en matière de dissidence et d'évaluation ainsi que des droits d'intenter des actions obliques ou d'exercer des recours en cas d'abus; cependant, il existe certaines différences entre les deux lois et leur règlement d'application respectif, lesquelles peuvent être pertinentes pour les actionnaires.

Le texte qui suit constitue un sommaire de certaines différences entre la BCBCA et la LSAO. Il n'est toutefois pas censé être un examen exhaustif des deux lois. Il y a lieu de se reporter au texte intégral de ces deux lois et de leur règlement d'application respectif pour plus de détails concernant les différences entre les deux. Par ailleurs, les actionnaires devraient consulter leurs conseillers professionnels, juridiques ou autres, en ce qui a trait aux incidences de la prorogation pouvant avoir de l'importance pour eux.

Documents constitutifs

En vertu de la LSAO, les documents constitutifs d'une société consistent en i) des « statuts de constitution », qui indiquent, entre autres, la dénomination sociale de la société, le montant et la structure du capital autorisé et les modalités (y compris les droits et restrictions spéciaux) s'y rapportant, ainsi que le nombre minimal et maximal d'administrateurs de la société; et ii) des « règlements administratifs », qui régissent la gestion des affaires internes de la société. Les statuts sont déposés auprès du directeur en vertu de la LSAO tandis que les règlements administratifs sont conservés au siège social ou à un autre endroit désigné par les administrateurs de la société.

En vertu de la BCBCA, les documents constitutifs d'une société consistent en i) un « avis relatif aux statuts », qui indique, entre autres, la dénomination sociale de la société, le montant et la structure du capital autorisé et si des droits et restrictions particuliers sont rattachés à chaque catégorie ou série d'actions le composant, et certains renseignements concernant les administrateurs de la société; et ii) des « statuts », qui régissent la gestion des affaires internes de la société et indiquent les droits et restrictions particuliers rattachés à chaque catégorie ou série autorisée d'actions. L'avis relatif aux statuts est déposé auprès du registraire de la C.-B., tandis que les statuts ne sont déposés qu'au bureau des registres de la société.

Vente de l'entreprise ou des actifs

En vertu de la LSAO, la vente, la location ou l'échange de la totalité ou de la quasi-totalité des biens d'une société autrement que dans le cours normal des affaires exige l'adoption d'une résolution spéciale au deux tiers des voix exprimées par les actionnaires à une assemblée convoquée en vue d'approuver une telle opération. Si une opération de ce genre touche une catégorie ou série particulière d'actions de la société d'une manière différente qu'elle ne le fait les actions d'une autre catégorie ou série particulière d'actions de la société conférant le droit de voter sur l'opération en question, les porteurs de la première catégorie ou série d'actions, qu'ils soient ou non par ailleurs habiles à voter, ont le droit de voter séparément en tant que catégorie ou série.

La BCBCA exige que la vente, la location ou autre cession de la totalité ou de la quasi-totalité des biens d'une société autrement que dans le cours normal des affaires soit autorisée par voie de résolution spéciale, à savoir une résolution adoptée par les actionnaires où la majorité des voix exprimées par les actionnaires habiles à voter sur la résolution constitue une majorité spéciale (c.-à-d. les deux tiers des voix exprimées, sauf si les statuts exigent une plus forte majorité allant jusqu'à trois quarts des voix). La BCBCA renferme plusieurs exceptions qui ne figurent pas dans la LSAO, telles que les aliénations au moyen de sûretés, certains types de contrats de location et les aliénations en faveur de sociétés ou entités liées.

Modification des documents constitutifs

Tout changement important touchant les statuts d'une société en vertu de la LSAO, telle qu'une modification des restrictions, le cas échéant, visant les activités menées par une société, un changement dans la dénomination sociale de la société, une augmentation ou une réduction du capital autorisé de la société exige qu'une résolution spéciale soit adoptée aux deux tiers des voix exprimées par les actionnaires à une assemblée convoquée en vue d'approuver un tel changement. D'autres changements fondamentaux, comme une modification de droits et restrictions spéciaux rattachés aux actions émises ou une fusion ou prorogation proposées d'une société à l'extérieur du territoire exigeront également l'adoption d'une résolution spéciale aux deux tiers des voix exprimées par les porteurs de chaque catégorie d'actions habiles à voter à une assemblée générale de la société. Dans certains cas et à moins que les statuts ne prévoient une disposition contraire, les porteurs d'une catégorie ou série d'actions ont le droit de voter séparément en tant que porteurs d'une catégorie ou série à l'égard d'une proposition de modification des statuts.

En vertu de la BCBCA, des modifications de structure exigent généralement une résolution adoptée à la majorité spéciale des voix exprimées par les actionnaires habiles à voter sur celle-ci (c.-à-d. les deux tiers des voix exprimées, sauf si les statuts exigent une plus forte majorité allant jusqu'à trois quarts des voix), à moins que la BCBCA ou les statuts n'exigent un autre type de résolution pour opérer le changement. Par conséquent, certaines modifications touchant une société régie par la BCBCA, notamment un changement dans la dénomination sociale ou certains changements relatifs à la structure de son capital autorisé, peuvent être approuvées au moyen d'un autre type de résolution lorsque les statuts le prévoient, sous réserve toujours de l'exigence voulant qu'un droit ou droit spécial rattaché aux actions émises ne soit pas compromis par l'effet de la BCBCA ou l'avis relatif aux statuts, à moins que les actionnaires détenant les actions de la catégorie ou de la série d'actions à laquelle se rapporte le droit ou le droit spécial n'y consentent par l'adoption d'une résolution spéciale distincte. Barrick a formulé les projets de statuts de façon à garantir le maintien des droits

des actionnaires; par conséquent, ces projets de statuts prévoient que les modifications de structure exigeront encore l'approbation des actionnaires à raison d'au moins les deux tiers des voix exprimées par les actionnaires à une assemblée convoquée en vue de l'approbation de celles-ci.

Droits à la dissidence et à une évaluation

La LSAO prévoit que les actionnaires inscrits qui font valoir leur dissidence à l'égard de certaines mesures prises par une société peuvent exercer leur droit à la dissidence et exiger que la société achète les actions qu'ils détiennent à la juste valeur de ces actions. Le droit à la dissidence s'applique lorsque la société propose : i) de modifier ses statuts en vertu de l'article 168 de la LSAO dans le but d'apporter, de modifier ou de supprimer certaines restrictions relatives à l'émission, au transfert ou à la propriété des actions d'une catégorie ou série de la société; ii) de modifier ses statuts en vertu de l'article 168 de la LSAO dans le but d'apporter, de modifier ou de supprimer une restriction relative aux activités commerciales ou aux pouvoirs que la société peut exercer; iii) de fusionner avec une autre société en vertu de l'article 175 ou 176 de la LSAO; iv) d'obtenir sa prorogation en vertu des lois d'un autre territoire en vertu de l'article 181 de la LSAO; ou v) de vendre, louer ou échanger la totalité ou la quasi-totalité de ses biens en vertu du paragraphe 184(3) de la LSAO.

La BCBCA contient des dispositions en matière de dissidence similaires, quoique la procédure de déclenchement et d'exercice de ces droits diffère par rapport à ce que prévoit la LSAO. En vertu de la BCBCA, des droits à la dissidence peuvent également être exercés relativement à une résolution visant à approuver un arrangement, si les conditions de l'arrangement donnent droit à la dissidence, à toute autre résolution si le droit à la dissidence est autorisé par la résolution, et à toute ordonnance d'un tribunal qui permet la dissidence, mais aucun droit à la dissidence ne s'applique à l'égard d'une modification des statuts ayant pour but d'ajouter, de modifier ou de supprimer certaines restrictions relatives à l'émission, au transfert ou à la propriété des actions. De plus, en vertu de la BCBCA, ce droit à la dissidence doit être exercé à l'égard de toutes les actions dont l'actionnaire dissident est le propriétaire inscrit et véritable (et doit faire en sorte que le propriétaire inscrit de ces actions détenues en propriété véritable par l'actionnaire dissident fasse valoir sa dissidence à l'égard de toutes ces actions).

Recours en cas d'abus

En vertu de la LSAO, un porteur inscrit ou véritable, ou un ancien porteur inscrit ou véritable, qui détient des titres d'une société ou d'un membre du même groupe, un administrateur ou dirigeant, ou un ancien administrateur ou dirigeant d'une société ou d'un membre du même groupe, ou une autre personne qui, selon le tribunal, a qualité pour présenter une requête pour un recours en cas d'abus (chacun, un **plaignant**), et, s'il s'agit d'une société faisant appel au public, la Commission des valeurs mobilières d'Ontario, peuvent présenter une requête au tribunal en vue d'obtenir une ordonnance rectifiant les questions en cause, lorsqu'une société ou un membre du groupe de celle-ci abuse ou risque d'abuser des intérêts des porteurs de titres, créanciers, administrateurs ou dirigeants ou porte ou risque de porter atteinte à leurs intérêts ou n'en tient pas compte ou risque de ne pas en tenir compte :

- soit en raison d'un acte ou d'une omission de la part de la société ou d'un membre du même groupe;
- soit par la façon dont sont conduites ou risquent d'être conduites les activités commerciales ou les affaires internes de la société ou du membre du même groupe;
- soit par la façon dont les administrateurs de la société ou du membre du même groupe exercent, ont exercé ou risquent d'exercer leurs pouvoirs.

Le tribunal peut, dans le cadre d'une telle requête, rendre l'ordonnance qu'il estime opportune pour, notamment empêcher le comportement reproché.

La BCBCA prévoit un recours en cas d'abus similaire. En vertu de la BCBCA, le recours n'est pas expressément prévu dans les cas où « il n'est pas été tenu compte des intérêts de l'actionnaire ». Aussi, en Colombie-Britannique, le recours en cas d'abus ne peut être exercé que par les actionnaires (bien que dans le cadre d'une action en cas d'abus, le terme « actionnaire » comprend les actionnaires véritables et toute autre personne qui, selon le tribunal, a qualité pour présenter une telle requête). Aux termes de la LSAO, le plaignant peut se plaindre non seulement des actes de la société et de ses administrateurs, mais aussi des actes de membres du même groupe que la société et de ses administrateurs, tandis qu'aux termes de la BCBCA, l'actionnaire ne peut se plaindre que d'une conduite abusive de la société. En vertu de la BCBCA, le requérant doit présenter la requête en temps utile, exigence qui n'est pas prescrite par la LSAO, et le tribunal peut rendre une ordonnance à l'égard de la plainte s'il est convaincu que la requête a été présentée par l'actionnaire en temps utile. À l'instar de la LSAO, le tribunal peut, en vertu de la BCBCA, rendre l'ordonnance qu'il juge opportune, y compris une ordonnance interdisant un acte projeté par la société. En vertu de la LSAO, il est interdit à une société d'effectuer un paiement à un requérant dont la requête pour abus a été accueillie s'il existe des motifs raisonnables de croire i) soit qu'elle ne peut, ou ne pourrait de ce fait, acquitter son passif à échéance; ii) soit que la valeur de réalisation de son actif serait, de ce fait, inférieure à son passif. En vertu de la BCBCA, s'il existe des motifs raisonnables de croire que la société ne peut, ou ne pourrait après un paiement à un requérant dont la requête pour abus a été accueillie, acquitter ses dettes à échéance dans le cours normal des affaires, la société doit payer le maximum possible du paiement et le solde lorsqu'elle sera en mesure de le faire.

Actions obliques des actionnaires

En vertu de la LSAO, un plaignant peut, avec l'autorisation du tribunal, intenter une action au nom et pour le compte de la société ou de l'une de ses filiales ou intervenir dans une action à laquelle sont parties la société ou l'une de ses filiales, afin de la poursuivre, d'y présenter une défense ou d'y mettre fin pour le compte de la société ou de la filiale.

La BCBCA prévoit des droits similaires permettant d'intenter une action oblique, mais ces droits ne peuvent être exercés que par les actionnaires (bien que dans le cadre d'une action oblique, le terme « actionnaire » comprend les actionnaires véritables et toute autre personne qui, selon le tribunal, a qualité pour présenter une telle requête) et les administrateurs.

Propositions d'actionnaires

La LSAO et la BCBCA prévoient toutes deux des dispositions relatives aux propositions d'actionnaires.

En vertu de la LSAO, un actionnaire habile à voter à une assemblée des actionnaires peut i) déposer auprès de la société un avis de proposition et ii) discuter, au cours de cette assemblée, des questions qui auraient pu faire l'objet de propositions de leur part. La société qui sollicite des procurations fait figurer la proposition dans la circulaire d'information de la direction ou l'annexe à celle-ci. À la demande de l'actionnaire, la direction doit également joindre ou annexer à cette circulaire un exposé préparé par lui à l'appui de sa proposition, à la condition que cet exposé réponde à certains critères. De plus, la proposition peut faire état de candidatures en vue de l'élection des administrateurs, si elle est signée par un ou plusieurs porteurs détenant ensemble au moins 5 % des actions ou 5 % des actions d'une catégorie ou série de la société donnant le droit de vote à l'assemblée à laquelle la proposition doit être présentée. La direction n'est pas tenue de faire figurer la proposition ou l'exposé à l'appui dans la circulaire d'information de la direction dans les cas suivants :

- l'avis de proposition est déposé i) moins de 60 jours avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la dernière assemblée annuelle, s'il est proposé de soulever la question à une assemblée annuelle, ou ii) moins de 60 jours avant la date d'une assemblée autre que l'assemblée annuelle, s'il est proposé de soulever la question à une assemblée autre que l'assemblée annuelle;
- il apparaît nettement que la proposition a pour objet principal de faire valoir, contre la société ou ses administrateurs, ses dirigeants ou les détenteurs de ses valeurs mobilières, une réclamation personnelle ou d'obtenir d'eux la réparation d'un grief personnel;
- il apparaît nettement que la proposition n'est pas liée de façon importante aux activités commerciales ou aux affaires internes de la société;
- dans les deux ans précédant la réception, par la société, de son avis de proposition, la personne ou son fondé de pouvoir a omis de présenter, à une assemblée des actionnaires de la société, une proposition qu'elle avait présentée et que la société avait fait figurer dans une circulaire d'information de la direction ou dans un avis d'assemblée relatif à cette assemblée des actionnaires;
- une proposition à peu près identique a été soumise aux actionnaires dans une circulaire d'information de la direction, une circulaire d'information d'un dissident ou un avis d'assemblée relatif à une assemblée des actionnaires précédente, et l'assemblée précédente a eu lieu dans les cinq ans précédant la réception par la société de l'avis de proposition actuel de la personne, et lors de cette assemblée précédente, la proposition n'a pas reçu l'appui minimum requis.

Aux termes de la BCBCA, seuls les actionnaires admissibles peuvent soumettre une proposition, à savoir un propriétaire (inscrit ou véritable) d'actions comportant droit de vote à une assemblée annuelle qui a été actionnaire depuis une période ininterrompue d'au moins deux ans avant la date de la signature de la proposition, à la condition que cet actionnaire n'ait pas, au cours des deux ans qui ont précédé la signature de la proposition, omis de présenter, en personne ou par fondé de pouvoir, à une assemblée générale annuelle, une proposition présentée antérieurement par cet actionnaire à l'égard de laquelle la société s'était acquittée de ses obligations en vertu de la BCBCA.

La proposition doit répondre à certains critères et avoir l'appui d'actionnaires admissibles qui, collectivement avec la personne soumettant la proposition, sont des propriétaires inscrits ou véritables d'actions représentant globalement au moins 1 % des actions émises de la société comportant droit de vote aux assemblées annuelles ou d'actions ayant une juste valeur marchande supérieure à 2 000 \$ CA.

La société qui reçoit une telle proposition doit faire parvenir le texte de la proposition, les noms et adresses de l'auteur de la proposition et des actionnaires qui l'appuient, ainsi que le texte de tout exposé à l'appui de celle-ci à toutes les personnes habiles à recevoir l'avis de convocation à l'assemblée générale annuelle à laquelle il est proposé de la débattre. Cette information doit figurer dans l'avis de convocation à l'assemblée générale annuelle applicable, ou être envoyée dans les délais impartis aux fins de l'envoi de cet avis, ou elle doit figurer dans la circulaire d'information de la direction de la société, le cas échéant, qui est envoyée dans le cadre de l'assemblée générale annuelle applicable. Si l'auteur de la proposition est un actionnaire admissible au moment de la tenue de l'assemblée générale annuelle à laquelle il est proposé de débattre de la proposition, la société doit autoriser l'auteur de la proposition à la présenter, en personne ou par fondé de pouvoir, à cette assemblée. Si la société reçoit au moins deux propositions ayant trait à la même assemblée générale annuelle qui sont essentiellement identiques, elle est uniquement tenue de remplir les exigences de la proposition qu'elle reçoit en premier. La société peut également refuser d'étudier une proposition dans certaines autres circonstances, lesquelles rejoignent les exceptions prévues par la LSAO, à la différence qu'en vertu de la BCBCA, la société peut également refuser d'étudier une proposition portant sur des questions qu'elle n'a pas le pouvoir de mettre en œuvre.

Demande de convocation à une assemblée

La LSAO permet aux porteurs détenant au moins 5 % des actions émises comportant un droit de vote à une assemblée de demander aux administrateurs de convoquer une assemblée des actionnaires d'une société aux fins énoncées dans la demande. Si les administrateurs ne convoquent pas une assemblée dans les 21 jours après avoir reçu la demande, tout actionnaire qui a signé la demande peut convoquer l'assemblée.

La BCBCA prévoit qu'un ou plusieurs actionnaires d'une société détenant au moins 5 % des actions comportant droit de vote émises de la société peuvent donner un avis aux administrateurs leur demandant de convoquer et de tenir une assemblée générale dans une période de quatre mois.

Formulaire de procuration et circulaire de sollicitation de procurations

La LSAO exige d'une société qui fait une offre, parallèlement à l'envoi d'un avis de convocation à une assemblée des actionnaires ou avant un tel envoi, d'envoyer un formulaire de procuration à chaque actionnaire qui est habile à recevoir un avis de convocation à l'assemblée, et de fournir une circulaire de sollicitation de procurations renfermant les renseignements relatifs aux questions qui feront l'objet de délibérations à l'assemblée et d'assurer le déroulement de l'assemblée.

La BCBCA ne renferme pas de dispositions qui exigent la sollicitation de procurations et la livraison d'une circulaire de sollicitation de procurations obligatoires par la direction puisque ces questions sont régies par les lois en valeurs mobilières applicables.

Lieu des assemblées

La LSAO exige que toutes les assemblées des actionnaires, sous réserve des statuts de la société et d'une convention unanime entre actionnaires, soient tenues dans un lieu, en Ontario ou à l'extérieur de l'Ontario, qui aura été décidé par les administrateurs ou, en l'absence d'une telle décision, sur les lieux du siège social de la société.

La BCBCA prévoit que les assemblées des actionnaires doivent être tenues en Colombie-Britannique, à moins que i) les statuts ne prévoient un lieu à l'extérieur de la Colombie-Britannique ou que les statuts n'empêchent pas la société d'approuver un lieu qui est à l'extérieur de la Colombie-Britannique et que le lieu ait été approuvé par voie de résolution comme le requièrent les statuts à cette fin (ou si aucune résolution n'est requise à cette fin par les statuts, par voie de résolution ordinaire), ou que ii) le lieu ne soit approuvé par écrit par le registraire de la C.-B. avant la tenue de l'assemblée. Les statuts proposés envisagent que les assemblées des actionnaires peuvent être tenues en Colombie-Britannique ou hors de ses frontières.

Exigences en matière de résidence des administrateurs

La LSAO exige qu'au moins 25 % des administrateurs soient des résidents canadiens, sauf si la société compte moins de quatre administrateurs, auquel cas au moins un des administrateurs doit être un résident canadien.

La BCBCA prévoit qu'une société ouverte doit compter au moins trois administrateurs, mais n'impose pas d'exigence en matière de lieu de résidence des administrateurs.

Destitution des administrateurs

La LSAO prévoit que les actionnaires d'une société peuvent, par voie de résolution ordinaire à une assemblée annuelle ou à une assemblée extraordinaire, destituer un ou des administrateurs. Une résolution ordinaire en vertu de la LSAO doit être approuvée, avec ou sans modification, à l'assemblée au moins à la majorité des voix exprimées. La LSAO prévoit aussi que lorsque les porteurs de toute catégorie ou série d'actions d'une société ont un droit exclusif à élire un ou plusieurs administrateurs, un administrateur ainsi élu ne peut être destitué que par voie de résolution ordinaire à une assemblée des actionnaires de cette catégorie ou de cette série.

La BCBCA prévoit que les actionnaires d'une société peuvent destituer un ou plusieurs administrateurs par voie de résolution spéciale ou, si les statuts de la société prévoient qu'un administrateur peut être destitué par voie de résolution des actionnaires habiles à voter aux assemblées générales adoptée par moins de la majorité spéciale ou peut être destitué par un autre moyen, par voie de résolution ou selon le moyen précisé dans les statuts. Barrick a formulé les statuts proposés afin d'assurer le maintien des droits des actionnaires et, par conséquent, dans les statuts proposés, Barrick a réduit ce seuil pour permettre aux actionnaires de destituer un administrateur par voie de résolution ordinaire. Si les porteurs d'une catégorie ou d'une série d'actions ont le droit exclusif d'élire ou de nommer un ou plusieurs administrateurs, un administrateur ainsi élu ou nommé ne peut être destitué que par voie d'une résolution spéciale distincte des actionnaires de cette catégorie ou de cette série ou, si les statuts prévoient qu'un tel administrateur peut être destitué par voie d'une résolution distincte de ces actionnaires adoptée à la majorité des voix qui correspond à moins que la majorité des voix requises pour adopter une résolution spéciale distincte ou peut être destitué par un autre moyen, par voie de résolution ou selon le moyen précisé dans les statuts.

Nomination des administrateurs entre les assemblées

En vertu de la LSAO, le quorum des administrateurs peut, en général, combler une vacance au sein des administrateurs, sauf une vacance résultant i) d'une augmentation du nombre d'administrateurs ou ii) d'un défaut d'élire le nombre d'administrateurs requis à toute assemblée des actionnaires. Nonobstant ce qui précède, lorsqu'une résolution spéciale des actionnaires a été adoptée habilitant les administrateurs d'une société à déterminer le nombre d'administrateurs, les administrateurs peuvent, entre les assemblées des actionnaires, nommer des administrateurs supplémentaires, si, après de telles nominations, le nombre total d'administrateurs ne dépasse pas une fois et un tiers le nombre d'administrateurs qui devaient être élus à la dernière assemblée annuelle.

En vertu de la BCBCA, si les statuts d'une société le prévoient, les administrateurs peuvent nommer un ou plusieurs administrateurs supplémentaires, pour autant que ce nombre d'administrateurs supplémentaires ainsi nommés ne dépasse pas le tiers du nombre d'administrateurs actuels qui ont été élus ou nommés (à l'exclusion de ces administrateurs additionnels). S'il y a quorum d'administrateurs, les autres administrateurs sont généralement habiles à combler une vacance fortuite au sein du conseil.

Restrictions relatives aux transferts d'actions

En vertu de la LSAO, seulement quelques restrictions limitées sur le transfert des actions sont permises si la société offre ses actions au public.

La BCBCA n'interdit pas de restrictions sur le transfert d'actions.

Solvabilité – Dividendes, rachats et remboursements

En vertu de la LSAO, une société ne peut verser des dividendes ou racheter ou rembourser ses actions s'il existe des motifs raisonnables de croire i) qu'elle n'est pas ou ne serait pas en mesure d'acquitter son passif à échéance; ou ii) elle ne répondrait pas au critère de solvabilité de l'actif net, lequel critère varie quelque peu selon les différentes fins de l'analyse.

En vertu de la BCBCA, une société ne peut déclarer ou verser des dividendes ou racheter ou rembourser ses actions s'il existe des motifs raisonnables de croire que la société est insolvable ou que la mesure rendrait la société insolvable. **Insolvable** s'entend d'une société qui n'est pas en mesure d'acquitter ses dettes au fur et à mesure de leur échéance dans le cours normal de ses activités. Contrairement à la LSAO, la BCBCA n'impose pas de critère de solvabilité de l'actif net à ces fins.

Réduction du capital

En vertu de la LSAO, le capital peut être réduit par voie de résolution spéciale des actionnaires, mais pas s'il n'existe pas de motifs raisonnables de croire qu'après la réduction, i) la société ne serait pas en mesure d'acquitter son passif à échéance; ou ii) la valeur de réalisation de l'actif de la société serait inférieure à celle du total de son passif.

En vertu de la BCBCA, le capital peut être réduit par voie de résolution spéciale des actionnaires ou par voie d'une ordonnance d'un tribunal. Une ordonnance d'un tribunal est nécessaire si la valeur de réalisation de l'actif de la société serait, après la réduction du capital, inférieure à celle du total de son passif.

Acquisition forcée

La LSAO prévoit un droit à l'acquisition obligatoire pour un initiateur qui acquiert 90 % des titres de la société cible aux termes d'une offre publique d'achat ou d'une offre publique de rachat, autres que les titres détenus en date de l'offre ou pour le compte de l'initiateur. La LSAO prévoit également que lorsqu'un initiateur acquiert 90 % ou plus des titres de la société cible, un porteur de titres qui n'a pas accepté l'offre initiale peut exiger que la société acquière les titres du porteur conformément à la procédure énoncée dans la LSAO.

La BCBCA prévoit un droit essentiellement similaire, bien que la BCBCA soit limitée dans son application à l'acquisition d'actions et qu'il existe des différences dans la procédure et le processus. La BCBCA prévoit que lorsqu'un initiateur ne se prévaut pas du droit de l'acquisition forcée lorsqu'il est autorisé à le faire, un actionnaire qui n'a pas accepté l'offre initiale peut exiger que l'initiateur acquière les actions de l'actionnaire selon les mêmes modalités que celles contenues dans l'offre initiale.

Enquête/nomination d'inspecteurs

En vertu de la LSAO, les actionnaires peuvent demander à un tribunal de nommer un inspecteur pour mener une enquête sur la société lorsque i) la société ou un membre du même groupe exerce ou a exercé ses activités commerciales avec une intention de fraude à l'égard d'une personne; ii) la société ou un membre du même groupe, soit dans l'exercice actuel ou passé de ses activités commerciales ou la conduite actuelle ou passée de ses affaires internes, soit de la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, lèse gravement les intérêts des détenteurs de valeurs mobilières, porte atteinte à leurs intérêts ou n'en tient pas compte; iii) la constitution ou la dissolution de la société ou d'un membre du même groupe répond à un but frauduleux ou illicite; iv) des personnes ont commis des actes frauduleux ou malhonnêtes en participant à la

constitution de la société ou d'un membre du même groupe ou à la conduite de ses activités commerciales ou de ses affaires internes. Contrairement à la BCBCA, la LSAO n'exige pas d'un demandeur de détenir un nombre précis d'actions.

En vertu de la BCBCA, une société peut, par voie de résolution spéciale, nommer un inspecteur pour mener une enquête sur les affaires et la gestion de la société et en faire rapport aux personnes désignées par la résolution et de la manière désignée par la résolution. Les actionnaires détenant, au total, au moins 20 % des actions émises d'une société peuvent demander au tribunal de nommer un inspecteur. Le tribunal doit examiner s'il existe des motifs raisonnables de croire que i) la société, dans la conduite actuelle ou passée de ses affaires internes, soit de la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, lèse gravement les intérêts des actionnaires ou porte atteinte à leurs droits; ii) la société exerce ses activités avec une intention de fraude à l'égard d'une personne; iii) la constitution ou la dissolution de la société répond à un but frauduleux ou illicite; ou iv) des personnes participant à la constitution, aux activités ou aux affaires de la société ont agi, dans le cadre de cette constitution, de ces activités ou de ces affaires, frauduleusement ou malhonnêtement.

Comparaison entre les statuts et règlements existants de Barrick et les statuts proposés

Les statuts de Barrick dont l'adoption est proposée dans le cadre de la prorogation sont essentiellement analogues aux statuts et aux règlements de Barrick en vigueur aujourd'hui. Les statuts proposés ont été préparés d'un point de vue des pratiques exemplaires de gouvernance en vertu de la BCBCA, des statuts de certaines grandes sociétés ouvertes de la Colombie-Britannique et du maintien des droits des actionnaires. Il est d'usage en vertu de la BCBCA de ne pas reproduire dans les statuts des dispositions de la loi applicable contenue dans cette législation, ce qui fait en sorte que les statuts des sociétés de la Colombie-Britannique renferment moins de doublement que les règlements des sociétés constituées en vertu de la LSAO. L'omission de certaines dispositions des règlements actuels de Barrick dans les statuts proposés découlant du fait que ces questions sont régies par les dispositions de la BCBCA n'aura pas d'incidence importante sur les droits fondamentaux des actionnaires ou sur les aspects procéduraux des règlements de Barrick, sauf dans la mesure décrite ci-dessous ou par suite des différences entre la BCBCA et la LSAO, tel qu'il est présenté ci-dessus à la rubrique « – Différences sur le plan du droit des sociétés ».

Le texte qui suit est un résumé des principales différences entre les statuts et règlements de Barrick, tels qu'ils existent aujourd'hui, et les dispositions des statuts proposés. Les statuts proposés sont joints à titre d'« Annexe K : Statuts proposés ». Les statuts et règlements actuels de Barrick peuvent être consultés sur son site Web au www.barrick.com. Les actionnaires sont priés instamment d'examiner tous ces documents avant de décider de voter en faveur ou non de la résolution relative à la prorogation. Le résumé des dispositions de ces documents inclus ci-dessous est donné sous réserve de l'intégralité du texte de ces documents.

Préavis concernant les nominations des administrateurs

Les règlements existants de Barrick énoncent l'exigence en matière de préavis concernant les nominations des administrateurs. Entre autres choses, le règlement relatif au préavis fixe l'échéance avant laquelle les actionnaires doivent soumettre à Barrick un avis de mise en candidature à un poste d'administrateur et présente les renseignements que les actionnaires doivent inclure dans le préavis pour que celui-ci soit valide. Ces exigences visent à donner à tous les actionnaires la possibilité d'évaluer et d'étudier toutes les candidatures proposées et de voter de manière éclairée et en temps opportun relativement à ces candidatures.

Après la prorogation, cette exigence en matière de préavis sera intégrée directement dans les nouveaux statuts de Barrick. Cette exigence sera essentiellement la même que l'exigence existante, sauf en ce qui concerne les modifications apportées pour refléter les lignes directrices canadiennes actuelles en matière de vote par procuration établies par les agences de conseil en vote et les règles de la TSX. Par exemple, aux termes des règlements existants, le délai de nomination n'est pas touché par le report ou l'ajournement de l'assemblée pertinente, mais aux termes des nouveaux statuts de Barrick, le délai de nomination sera étendu en fonction de ce report ou de cet ajournement. En outre, aux termes des nouveaux statuts, les renseignements que Barrick peut exiger d'un candidat proposé ou d'un proposant sont plus limités. Barrick sera, de façon générale, restreinte à recevoir uniquement les renseignements qu'un candidat proposé ou un proposant serait tenu d'inclure dans une circulaire de procuration de dissident en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières.

Modifications des statuts

En vertu de la LSAO, les statuts d'une société sont modifiés par voie de résolution spéciale approuvée par les deux tiers des voix exprimées par les actionnaires relativement à la résolution, alors que les règlements d'une société sont modifiés par voie de résolution ordinaire. En raison de la double nature des articles en vertu de la BCBCA qui renferment des dispositions tirées des statuts et des règlements d'une société constituée en vertu de la LSAO, il est d'usage en ce qui concerne les exigences en matière d'approbation visant les modifications des statuts d'une société constituée en vertu de la BCBCA que ces exigences soient traitées par deux voies, soit par résolutions spéciales en ce qui a trait à certaines questions (par exemple, des modifications fondamentales de la société), soit par résolutions ordinaires en ce qui a trait à d'autres questions (par exemple, des questions procédurales qui seraient régies conformément aux règlements d'une société constituée en vertu de la LSAO, comme les exigences en matière de préavis concernant les nominations des administrateurs). Conformément aux autres sociétés ouvertes et afin d'assurer le maintien des droits des actionnaires, Barrick a adopté, dans les statuts proposés, cette double approche visant les seuils d'approbation des actionnaires en ce qui concerne les modifications.

Capital-actions

Barrick compte actuellement trois catégories de capital autorisé, soit les actions ordinaires, les actions privilégiées de premier rang et les actions privilégiées de second rang. Étant donné qu'aucune action d'une catégorie ou série d'actions privilégiées de premier rang ou d'actions privilégiées de second rang n'est en circulation, afin de simplifier le capital-actions autorisé de Barrick, après la prorogation, les avis des statuts de Barrick prévoiront uniquement une catégorie d'actions constituées d'un nombre illimité d'actions ordinaires.

Assemblée des actionnaires

Les règlements existants de Barrick reproduisent les dispositions de la LSAO relatives à l'établissement des dates de référence et à la remise d'un avis de convocation dans le cadre des assemblées des actionnaires. Actuellement, si Barrick établit une date de référence à l'égard d'une assemblée des actionnaires, l'assemblée ne peut être tenue moins de 30 jours après la date de référence pour l'assemblée. En vertu de la BCBCA, Barrick sera autorisée à convoquer une assemblée des actionnaires au plus tôt 21 jours après la date de référence pour une telle assemblée.

Droit à la dissidence des actionnaires

Un actionnaire inscrit peut faire valoir sa dissidence à l'égard de la résolution relative à la prorogation de la façon prévue à l'article 185 de la LSAO. Cet article 185 de la LSAO est reproduit dans son intégralité à l'annexe H de la présente circulaire. La procédure relative au droit à la dissidence est résumée à l'« *Annexe C : Procédure de dissidence* ».

Facteurs de risque

Lorsqu'ils évaluent la fusion, les actionnaires devraient examiner attentivement les risques décrits ci-dessous qui se rapportent à la fusion, à la non-réalisation de la fusion et à l'entreprise et aux activités de Barrick et de Randgold après la fusion. Les actionnaires devraient également examiner attentivement les risques additionnels décrits à la rubrique « *Facteurs de risque* » dans la notice annuelle de Barrick la plus récente. En outre, les actionnaires devraient examiner attentivement les facteurs de risque qui se rapportent à Randgold figurant à la rubrique « *Risk Factors* » dans le formulaire 20-F de Randgold et à la rubrique « *Principal Risk Factors and Uncertainties* » dans le rapport intermédiaire de Randgold, qui sont tous deux intégrés par renvoi dans les présentes. Le lecteur doit savoir que ces facteurs de risque ne sont pas exhaustifs et que des risques et incertitudes additionnels, y compris ceux qui sont actuellement inconnus ou considérés comme négligeables pour Barrick, peuvent également avoir une incidence défavorable sur Barrick ou sur Randgold avant la fusion, ou sur l'entreprise regroupée de Barrick et de Randgold après la fusion.

Facteurs de risque relatifs à la fusion

La fusion est assujettie à la réalisation de plusieurs conditions ou à la renonciation à celles-ci

La fusion est conditionnelle, entre autres, à l'approbation de la résolution relative à l'émission d'actions par les actionnaires, à l'approbation de la fusion par les actionnaires de Randgold et à l'obtention par Barrick et par Randgold de toutes les approbations de gouvernements ou d'organismes de réglementation requises en vertu d'une loi, d'une politique ou d'une pratique, y compris l'approbation des autorités sud-africaines en matière de concurrence. Rien ne saurait garantir que l'une ou l'autre ou que la totalité de ces approbations sera obtenue. Un retard important dans l'obtention d'approbations satisfaisantes ou l'imposition de modalités ou conditions défavorables dans le cadre d'une approbation d'un gouvernement ou d'un organisme de réglementation pourrait avoir une incidence défavorable sur l'entreprise, la situation financière ou les résultats d'exploitation de Barrick et de Randgold.

La clôture de la fusion est également conditionnelle à l'approbation conditionnelle par la TSX et par le NYSE de l'inscription à leur cote des actions émises à la fusion, sous réserve de l'avis officiel d'émission et de la réalisation des conditions d'usage requises par ces bourses. Barrick a demandé l'inscription à la cote de la TSX et du NYSE des actions émises à la fusion pouvant être émises dans le cadre de la fusion et a obtenu l'approbation conditionnelle de la TSX. L'obtention de l'approbation de l'inscription de la TSX et du NYSE sera conditionnelle à l'approbation par les actionnaires de la résolution relative à l'émission d'actions.

La capacité de Barrick à faire valoir certaines conditions de la fusion pourrait être limitée par le Code sur les prises de contrôle

La convention de coopération comprend un certain nombre de conditions en faveur de Barrick, y compris des conditions liées à l'inconditionnalité du plan et à sa prise d'effet au plus tard à la date limite (sous réserve des dispositions du Code sur les prises de contrôle), à l'approbation du plan et de toutes les résolutions requises pour mettre en œuvre le plan à l'assemblée convoquée par le tribunal de Jersey et à l'assemblée générale extraordinaire de Randgold par les actionnaires de Randgold, à l'homologation du plan par le tribunal de Jersey, à l'approbation de la résolution relative à l'émission d'actions par les actionnaires et à l'inscription conditionnelle des actions émises à la fusion à la cote de la TSX et du NYSE, ainsi que d'autres conditions liées à des événements pouvant avoir une incidence importante sur Barrick si la fusion est menée à bien. Le Panel impose certaines restrictions à l'invocation de conditions afin d'assurer que les circonstances pertinentes que Barrick cherche à faire valoir revêtent une importance considérable dans le cadre de la fusion. Si Barrick détermine qu'une condition en sa faveur n'a pas été remplie, rien ne saurait garantir que le Panel ne tentera pas de limiter la capacité de Barrick à invoquer cette condition.

La convention de coopération pourrait être résiliée dans certaines circonstances

Barrick et Randgold ont chacune le droit de résilier la convention de coopération dans certaines circonstances. Malgré la résiliation de la convention de coopération, Barrick sera tenue de mettre en œuvre la fusion sans le bénéfice de certaines protections qui lui sont fournies en vertu de la convention de coopération, à moins que la fusion ne devienne caduque conformément à ses modalités ou que le Panel n'y consente autrement.

En outre, même si la convention de coopération est résiliée, Barrick peut tenter d'acquérir Randgold par voie d'offre publique d'achat sans le bénéfice de certaines protections qui lui sont fournies en vertu de la convention de coopération, laquelle offre pourrait ou non réussir. La non-réalisation de la fusion pourrait avoir une incidence défavorable sur le cours des actions ordinaires ou toucher défavorablement par ailleurs l'entreprise de Barrick.

L'émission d'un nombre important d'actions ordinaires et l'« offre excédentaire » en résultant pourrait avoir une incidence défavorable sur le cours des actions ordinaires après la réalisation de la fusion

À la réalisation de la fusion, un nombre important d'actions ordinaires additionnelles seront émises et disponibles aux fins de négociation publique. L'augmentation du nombre d'actions ordinaires pourrait mener à des ventes de ces actions ou créer la perception que de telles ventes pourraient survenir (situation communément appelée « offre excédentaire »), et l'une ou l'autre de ces situations pourrait avoir une incidence défavorable sur le marché à l'égard des actions ordinaires et sur leur cours.

Barrick n'exerce pas d'emprise sur Randgold et sur ses filiales à l'heure actuelle

Le Code sur les prises de contrôle interdit à Randgold de conclure des engagements à l'égard de l'exploitation de son entreprise avant la clôture, bien que le Code sur les prises de contrôle renferme certaines restrictions qui limiteraient la capacité de Randgold de prendre des mesures qui pourraient aller à l'encontre de la fusion. Barrick n'aura pas d'emprise sur Randgold et sur ses filiales avant la réalisation de la fusion et, d'ici là, l'entreprise et les résultats d'exploitation de Randgold pourraient subir des incidences défavorables d'événements indépendants de la volonté de Barrick. Le rendement passé et actuel de l'entreprise et des activités de Randgold n'est pas nécessairement un gage de succès pour les périodes à venir. Le rendement futur de Randgold peut, notamment, subir l'incidence de ralentissements économiques, de changements touchant le cours de l'or, de l'instabilité politique dans les pays dans lesquels elle exerce ses activités, de changements touchant les lois applicables, de l'expropriation, de la réglementation accrue des questions environnementales, des perturbations des marchés des capitaux, de décisions défavorables d'organismes de réglementation, de litiges, de coûts croissants, de conflits de travail, de difficultés avec des partenaires de coentreprise, de retards dans les projets d'exploration et de mise en valeur en cours et d'autres facteurs indépendants de la volonté de Barrick. En conséquence d'un ou de plusieurs de ces facteurs, entre autres, les activités et le rendement financier de Randgold pourraient être touchés défavorablement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers futurs de Barrick.

Barrick et Randgold engageront des frais et des coûts d'opération élevés à l'égard de la fusion proposée

Barrick et Randgold ont engagé et s'attendent à engager des dépenses supplémentaires importantes non récurrentes dans le cadre de la fusion et de la réalisation des opérations envisagées par la convention de coopération, y compris les coûts liés à l'obtention des approbations nécessaires des actionnaires et des organismes de réglementation. Des coûts additionnels imprévus pourraient être engagés dans le cadre de la coordination des entreprises de Barrick et de Randgold après la réalisation de la fusion. Même si la fusion n'est pas réalisée, Barrick et Randgold devront payer certains coûts liés à la fusion engagés avant la date à laquelle la fusion a été abandonnée, comme des frais juridiques, de comptabilité, de consultation financière, de sollicitation de procurations et d'impression. Ces frais pourraient être importants et avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie et la situation financière futurs des parties.

Barrick pourrait devoir verser un paiement de résiliation

Si la fusion n'est pas menée à bien pour l'une ou l'autre des raisons mentionnées à la rubrique « *La fusion – Convention de coopération – Paiement de résiliation* », Barrick sera tenue de verser le paiement de résiliation de 300 M\$ à Randgold relativement à la résiliation de la convention de coopération. Si Barrick doit ultimement verser un paiement de résiliation à Randgold, le paiement de ces frais aura une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de Barrick au cours du trimestre où ce paiement de résiliation est versé.

Randgold et Barrick peuvent être la cible d'actions en justice, d'actions collectives relatives aux valeurs mobilières, d'actions obliques et d'autres réclamations

Randgold et Barrick peuvent être la cible d'actions collectives relatives aux valeurs mobilières et d'actions obliques qui pourraient occasionner des coûts élevés et retarder ou empêcher la réalisation de la fusion. Des actions collectives relatives aux valeurs mobilières et des actions obliques sont souvent intentées contre des sociétés qui ont conclu une convention visant l'acquisition d'une société ouverte ou leur propre acquisition. Des tiers pourraient également tenter d'intenter des actions contre Barrick ou Randgold afin d'empêcher la fusion ou d'obtenir une indemnité financière ou un autre redressement. SOKIMO, société d'État de la RDC détenant une participation de 10 % dans la mine Kibali, a déclaré qu'elle avait l'intention de « faire valoir ses droits » en vertu des arrangements de coentreprise visant Kibali et le ministère des Mines de la RDC a affirmé que la fusion nécessitait l'approbation du gouvernement de la RDC. Même si les poursuites judiciaires sont sans fondement, la défense de ces réclamations peut entraîner des coûts élevés et monopoliser le temps et les ressources de la direction. De plus, si un demandeur réussit à obtenir une injonction interdisant la conclusion de la fusion, cette injonction pourra alors retarder ou empêcher la réalisation de la fusion.

Facteurs de risque à la réalisation de la fusion

De lourdes demandes seront imposées à Barrick et à Randgold par suite de la fusion

Par suite de la poursuite et de la réalisation de la fusion, de lourdes demandes seront imposées au personnel et aux systèmes de direction, d'exploitation et des finances de Barrick et de Randgold. Barrick et Randgold ne peuvent garantir que leurs systèmes, procédures et contrôles seront adéquats pour soutenir l'expansion des activités et les coûts et la complexité connexes accrus faisant suite à la fusion et en résultant. Les résultats d'exploitation futurs de Barrick et de la société issue du regroupement pourraient être touchés par la capacité des dirigeants et des employés clés de celle-ci de gérer la situation commerciale évolutive, d'intégrer l'acquisition de Randgold, de mettre en œuvre une nouvelle stratégie d'affaires et d'améliorer ses contrôles opérationnels et financiers et ses systèmes d'information.

L'intégration de Randgold pourrait ne pas se dérouler comme prévu

La fusion a été convenue dans la perspective où sa réalisation se traduira par une augmentation de la rentabilité durable, des économies de coûts et des possibilités de croissance accrue pour Barrick. La réalisation de ces avantages prévus dépendra en partie de l'intégration efficiente et efficace des activités de Randgold et de Barrick. La plupart des décisions opérationnelles et stratégiques et certaines décisions en matière de dotation en personnel dans le cadre de l'intégration n'ont pas encore été prises. Ces décisions, ainsi que l'intégration des deux sociétés, poseront des défis à la direction, notamment l'intégration des systèmes et du personnel des deux sociétés qui peuvent être séparés géographiquement, les obligations

imprévues, les frais inattendus et la perte d'employés clés. Le rendement des activités de Barrick après la réalisation de la fusion pourrait subir un effet défavorable si Barrick ne réussit pas à garder à son service des employés clés qui auraient normalement contribué à l'intégration et à l'exploitation de Randgold et de Barrick. En outre, le processus d'intégration pourrait monopoliser l'attention de la direction et perturber les relations existantes avec les fournisseurs, les employés, les clients et les autres parties intéressées de chaque société. En raison de tels facteurs, il est possible que certains avantages prévus du regroupement de Randgold et de Barrick ne se concrétisent pas.

La nouvelle équipe de direction pourrait ne pas réussir à mettre en œuvre la stratégie d'affaires

À la réalisation de la fusion, Mark Bristow sera nommé en tant que nouveau président et chef de la direction de Barrick et Graham Shuttleworth sera nommé en tant que nouveau premier vice-président directeur et chef des finances de Barrick. Kevin Thomson demeurera premier vice-président directeur, Affaires stratégiques de Barrick. Le reste de l'équipe de direction de Barrick proviendra des talents combinés de Randgold et de Barrick. Après la réalisation de la fusion, l'équipe de direction aura pour tâche de mettre en œuvre un plan d'affaires axé sur la qualité des actifs, l'excellence opérationnelle et la rentabilité durable, comme il est énoncé plus en détail à la rubrique « *Barrick après la fusion* ». Rien ne saurait garantir que la nouvelle équipe de direction réussira à mettre en œuvre la stratégie d'affaires ou que les résultats antérieurs de l'équipe de direction de Randgold seront reproduits par la nouvelle équipe de direction de Barrick. L'équipe de direction pourrait avoir des difficultés à atteindre des objectifs stratégiques clés tels que la croissance et l'investissement dans les actifs aurifères de niveau 1 et les actifs stratégiques, la vente d'actifs non essentiels ou la mise en valeur de projets d'exploration. Le rendement des activités d'exploitation de Barrick après la réalisation de la fusion pourrait subir une incidence défavorable si la nouvelle équipe de direction de Barrick ne peut pas mettre en œuvre la stratégie d'affaires déclarée efficacement et il est possible que certains avantages prévus du regroupement de Randgold et de Barrick ne se concrétisent pas.

Risques politiques dans de nouveaux territoires

Les principales activités d'exploitation, de mise en valeur et d'exploration de Randgold sont détenues en Côte d'Ivoire, au Mali, en RDC et au Sénégal, pays qui peuvent être considérés comme comportant un risque politique ou souverain accru. Tout changement défavorable important touchant les politiques gouvernementales ou la législation de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la RDC ou de tout autre pays où Randgold a des intérêts économiques concernant les activités d'exploration minière ou minérale peut influencer sur la viabilité et la rentabilité de Barrick après la fusion.

Bien que les gouvernements de la Côte d'Ivoire, du Mali et de la RDC et d'autres pays africains dans lesquels Randgold a des activités d'exploitation minière ou des projets de mise en valeur ou d'exploration aient soutenu par le passé le développement des ressources naturelles par des sociétés étrangères, rien ne garantit que ces gouvernements n'adopteront pas dans l'avenir des réglementations, politiques ou interprétations différentes à l'égard, notamment, de la propriété étrangère des ressources minérales, des taux de redevance, de l'imposition, des taux de change, de la protection de l'environnement, des relations de travail, du rapatriement du revenu ou du rendement des capitaux, des restrictions touchant la production ou la transformation, des contrôles visant les prix, des contrôles visant l'exportation, des remises de fonds ou des obligations de Randgold en vertu de leurs codes d'exploitation minière et conventions de stabilité respectifs. La possibilité que ces gouvernements adoptent des politiques ou interprétations essentiellement différentes, qui pourraient s'étendre à l'expropriation d'actifs, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur Barrick après la fusion. Le risque politique comprend également la possibilité d'actes terroristes, de troubles publics ou de perturbations du travail et d'instabilité politique. Rien ne saurait garantir que les gouvernements pertinents ne révoqueront pas ou ne modifieront pas considérablement les conditions des autorisations d'exploration et d'exploitation minière applicables ni que ces autorisations ne seront pas contestées par des tiers. L'effet de l'un ou l'autre de ces facteurs ne peut être prédit avec exactitude.

Une exposition accrue au change pourrait nuire au bénéfice de Barrick et à la valeur de certains de ses actifs

La monnaie de présentation de Barrick est le dollar américain et son bénéfice et ses flux de trésorerie sont en majorité libellés en dollars américains. Les activités de Randgold sont également exercées en dollars américains, mais Randgold exerce certaines de ses activités dans des monnaies autres que le dollar américain et, en conséquence, à la suite de la fusion, le bénéfice et les flux de trésorerie consolidés de Barrick pourraient subir les contrecoups des taux de change dans une mesure plus élevée qu'avant la fusion. Plus particulièrement, tout changement dans la valeur des monnaies du Mali, de la RDC, de la Côte d'Ivoire ou du Sénégal par rapport au dollar américain après la fusion pourrait nuire au bénéfice de Barrick, et pourrait nuire à sa capacité de réaliser tous les avantages prévus de la fusion. Toute incidence négative de ce genre pourrait être importante.

L'information financière consolidée pro forma non auditée de Barrick et de Randgold n'est présentée qu'à des fins d'illustration et peut ne pas représenter les résultats d'exploitation ou la situation financière de Barrick après la fusion

Les états financiers consolidés pro forma non audités inclus dans la présente circulaire sont présentés à des fins d'illustration seulement pour démontrer l'effet de la fusion et ne sauraient être considérés comme une indication de la situation financière ou des résultats d'exploitation de Barrick après la fusion. Par exemple, les états financiers consolidés pro forma ont été préparés à l'aide des états financiers historiques consolidés de Barrick et de Randgold et ne représentent pas une prévision ou une projection financière. De plus, les états financiers consolidés pro forma inclus dans la présente circulaire sont fondés en partie sur certaines hypothèses concernant la fusion. Ces hypothèses peuvent ne pas s'avérer exactes et d'autres facteurs peuvent avoir une incidence sur les résultats d'exploitation ou la situation financière de Barrick après la fusion. En conséquence, l'information financière consolidée historique et pro forma incluse dans la présente circulaire ne représente pas nécessairement les résultats d'exploitation et la situation financière de Barrick si celle-ci et Randgold avaient exercé leurs activités en tant qu'entité regroupée durant les périodes présentées ou les résultats d'exploitation et la situation financière de Barrick après la fusion.

En préparant l'information financière consolidée pro forma contenue dans la présente circulaire, Barrick a tenu compte, entre autres éléments, de la réalisation de la fusion et de l'émission des actions émises à la fusion. L'information financière consolidée pro forma non auditée ne reflète pas tous les coûts censés être engagés par Barrick dans le cadre de la fusion. Par exemple, l'incidence des coûts supplémentaires engagés pour l'intégration de Barrick et de Randgold n'est pas prise en compte dans l'information financière consolidée pro forma. En outre, bien qu'un montant ait été inscrit pour les droits de cession immobilière en Zambie, aucun montant n'a été inscrit pour des taxes sur les opérations additionnelles pouvant être exigibles dans certains territoires d'exploitation de Randgold. Voir également les notes afférentes aux états financiers consolidés pro forma non audités de Barrick et de Randgold figurant à l'« *Annexe I : Information financière pro forma* ».

Nouveaux risques liés à la législation et à la fiscalité dans certains territoires d'exploitation de Randgold

Randgold a des activités d'exploitation et exerce des activités dans un certain nombre de territoires nouveaux pour Barrick et est assujettie aux lois fiscales de ces territoires. Ces lois fiscales sont complexes, assujetties à différentes interprétations et applications par les autorités fiscales pertinentes et susceptibles d'être modifiées et révisées dans le cours normal.

En 2018, le gouvernement de la RDC a modifié le Code minier de 2002 au moyen d'un Code minier et de règlements connexes mis à jour. La loi et les règlements mis à jour comprennent des changements concernant la stabilité, les taux de redevance, les impôts sur le revenu, les droits à l'importation et autres droits, la TVA, les impôts sur les gains en capital indirects et la teneur locale. L'application de ces nouvelles dispositions fait l'objet de discussions continues entre le gouvernement de la RDC, les groupes de l'industrie et les investisseurs. En conséquence, une grande incertitude plane quant à l'interprétation et à l'application de ces nouvelles dispositions et à leur incidence économique sur Randgold. Bien que le groupe de Randgold élargi dispose d'une protection de stabilisation pendant dix ans à l'égard de certaines de ces nouvelles dispositions, aux termes du Code minier de 2002 et d'une déclaration distincte du gouvernement de la RDC renfermant des protections de stabilisation, rien ne saurait garantir que le gouvernement de la RDC ne contestera pas ces protections de stabilisation. Des taxes imprévues imposées à Barrick ou au groupe de Randgold élargi pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités continues des filiales ou coentreprises de Randgold situées en RDC ou sur Barrick.

Au Mali, le groupe de Randgold exerce ses activités en vertu de conventions minières conclues avec le gouvernement du Mali. Ces conventions minières renferment des dispositions de stabilisation en vue de protéger divers membres du groupe de Randgold contre des modifications défavorables des codes fiscaux du Mali. Le code fiscal du Mali a été modifié en 2017, entre autres pour introduire des impôts sur les gains en capital indirects. Bien que le groupe de Randgold bénéficie de la protection de stabilisation à l'égard de ces dispositions et que les autorités fiscales du Mali n'ont pas cherché à faire appliquer ces dispositions relativement à Randgold, rien ne peut garantir que les autorités fiscales du Mali ne chercheront pas à contester cette protection de stabilisation ou ne refuseront pas d'étendre cette protection de stabilisation à d'autres personnes que le groupe de Randgold. D'autres modifications proposées aux lois du Mali concernent l'imposition d'impôts sur les gains en capital indirects qui pourraient prévoir une dispense de l'imposition de l'impôt sur les gains en capital indirects dans certaines situations. Cependant, ces modifications pourraient entrer en vigueur ou non. Une incertitude importante plane sur ces dispositions relatives à l'impôt sur les gains en capital indirects, y compris la manière dont le gouvernement malien pourrait chercher à établir et tenter de percevoir tout passif qu'il désire imposer à des personnes à l'extérieur du Mali. Les impôts imprévus imposés à Barrick ou au groupe de Randgold élargi pourraient avoir une incidence défavorable importante sur Barrick ou Randgold.

L'accord de relations pourrait nuire à la croissance future des mines d'or africaines de Barrick après la fusion

L'accord de relations entre Barrick et Acacia prévoit que ni Barrick ni ses filiales ne peuvent donner suite à une possibilité d'exploitation minière d'or ou d'argent en Afrique sans d'abord en offrir la possibilité à Acacia. À l'exception des projets d'exploration de Randgold à la date de la fusion, à la suite de la fusion, le groupe de Barrick entier (y compris Randgold) ne pourra pas exercer de nouvelles activités de prospection d'or ou d'argent en Afrique ni acquérir d'entreprise ou de participation dans une entreprise d'exploitation aurifère ou argentifère africaine sans d'abord en offrir la possibilité à Acacia. En conséquence, l'accord de relations pourrait nuire à la capacité de Barrick de faire croître ses activités d'exploitation minière aurifère et argentifère en Afrique après la fusion.

La non-conformité de Randgold aux lois applicables avant la fusion pourrait assujettir Barrick à des pénalités et à d'autres conséquences défavorables après la fusion

Barrick est assujettie aux dispositions de la loi des États-Unis intitulée *Foreign Corrupt Practices Act* et de la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* (Canada). Randgold est assujettie aux dispositions de la loi de États-Unis intitulée *Foreign Corrupt Practices Act*, de la loi intitulée *Corruption (Jersey) Law* et de la loi du Royaume-Uni intitulée *Bribery Act*. Les lois susmentionnées interdisent aux sociétés et à leurs intermédiaires de verser des paiements inappropriés aux agents publics afin d'obtenir ou de conserver un marché. En outre, ces lois exigent la tenue de dossiers se rapportant aux opérations et d'un système adéquat de contrôles internes de la comptabilité. Rien ne saurait garantir que les politiques et procédures en matière de contrôles internes, les mécanismes de conformité ou les programmes de surveillance de l'une ou l'autre des parties la protégeront contre l'insouciance, les actes frauduleux, la malhonnêteté ou d'autres comportements inappropriés ou préviendront ou détecteront de manière adéquate des violations possibles en vertu de la législation anti-corruption applicable. À la suite de la fusion, Barrick pourrait être responsable à l'égard de toute obligation relative à l'un des éléments précédents imputable à Randgold avant la fusion. Le défaut de Barrick ou de Randgold de se conformer à la législation anti-corruption pourrait donner lieu à de graves sanctions criminelles ou civiles et pourrait assujettir le groupe de Barrick à d'autres obligations, dont des amendes, des poursuites, la radiation potentielle des marchés publics et des préjudices à la réputation, qui pourraient tous avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, les résultats d'exploitation consolidés et la situation financière consolidée de Barrick.

après la fusion. Les enquêtes d'autorités gouvernementales pourraient avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, les résultats d'exploitation consolidés et la situation financière consolidée de Barrick après la fusion.

Randgold est également assujettie à un vaste éventail de lois concernant l'environnement, la santé et la sécurité, l'emploi, les normes du travail, le recyclage des produits de la criminalité, le financement d'activités terroristes et d'autres questions dans les territoires où elle exerce ses activités. Le défaut de Randgold de se conformer à cette législation avant la fusion pourrait entraîner de graves sanctions criminelles ou civiles, et pourrait assujettir le groupe de Barrick à d'autres obligations, dont des amendes, des poursuites et des préjudices à la réputation, qui pourraient tous avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, les résultats d'exploitation consolidés et la situation financière consolidée de Barrick après la fusion. Les mécanismes de conformité et les programmes de surveillance adoptés et mis en œuvre par Randgold avant la fusion pourraient ne pas prévenir ou détecter de manière adéquate des violations possibles de ces lois applicables. Des enquêtes des autorités gouvernementales pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, les résultats d'exploitation consolidés et la situation financière consolidée de Barrick après la fusion. Les risques de non-conformité juridique de la part de Randgold avant la fusion sont abordés plus en détail à la rubrique « *Risk Factors* » du formulaire 20-F de Randgold et à la rubrique « *Principal Risk Factors and Uncertainties* » du rapport intermédiaire de Randgold.

Autres renseignements

Intérêt de personnes informées dans des opérations importantes

Depuis le 1^{er} janvier 2017, aucun administrateur ou dirigeant de Barrick, ni aucune personne ayant des liens avec une telle personne ou faisant partie du même groupe qu'elle, n'a ou n'a eu d'intérêt important, direct ou indirect, dans une opération ou dans un arrangement qui a eu ou qui aura une incidence importante sur Barrick ou sur l'une ou l'autre de ses filiales.

Personnes informées intéressées par certains points à l'ordre du jour

Sauf indication contraire dans la présente circulaire, aucun administrateur ou dirigeant de Barrick, ni aucune personne ayant des liens avec une telle personne ou faisant partie du même groupe qu'elle, n'a ou n'a eu un intérêt important, direct ou indirect, à l'égard de certains points à l'ordre du jour de l'assemblée, sauf un intérêt découlant de la propriété d'actions ordinaires lorsque l'actionnaire ne reçoit aucun profit ou avantage supplémentaire ou spécial ne faisant pas l'objet d'un partage au prorata entre tous les porteurs d'actions ordinaires.

Le Guide de la TSX et les lois sur les valeurs mobilières applicables du Canada prévoient, dans certains cas, que certains initiés ou parties reliées n'ont pas le droit de voter à l'égard d'opérations devant être approuvées par les porteurs de titres d'une société. À la connaissance des administrateurs et membres de la haute direction de Barrick, après enquête raisonnable, aucun droit de vote attaché aux actions ordinaires ne sera exclu de la décision à savoir si l'approbation des actionnaires a été obtenue à l'égard de la résolution relative à l'émission d'actions.

Auditeurs

L'auditeur de Barrick est PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., situé à Toronto (Ontario), au Canada.

L'auditeur de Randgold est BDO LLP, situé à Londres, en Angleterre. BDO LLP a audité les états financiers de Randgold intégrés par renvoi dans la présente circulaire. BDO LLP, experts-comptables agréés, est indépendant à l'égard de Randgold au sens de la Securities Act et des règles et règlements applicables adoptés en vertu de celle-ci par la SEC et par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis).

Intérêts des experts

M. Klein and Co. et Morgan Stanley sont nommées en tant que personnes ayant préparé ou attesté un rapport, une déclaration ou un avis qui figure dans la présente circulaire, plus précisément, leurs avis sur le caractère équitable respectifs. Voir « *La fusion – Avis sur le caractère équitable* ». À l'exception de ce qui est indiqué ci-après et des honoraires devant être versés aux conseillers financiers, dont une part considérable est conditionnelle à la réalisation de la fusion, à la connaissance de Barrick, aucun des conseillers financiers, ni aucun des administrateurs, dirigeants, employés et associés, selon le cas, ni aucune personne ayant des liens avec eux ou faisant partie du même groupe qu'eux, respectivement, n'est propriétaire véritable, directement ou indirectement, de 1 % ou plus des titres de Barrick ou de l'une des personnes ayant des liens avec elle ou faisant partie du même groupe qu'elle, n'a reçu ou ne recevra de participation, directe ou indirecte, dans la propriété de Barrick ou d'une personne ayant des liens avec elle ou faisant partie du même groupe qu'elle, ou ne doit être élu, nommé ou employé à titre d'administrateur, dirigeant ou employé de Barrick ou d'une personne ayant des liens avec elle ou faisant partie du même groupe qu'elle. En date du 2 octobre 2018, Morgan Stanley détient environ 1,9 % des actions ordinaires et environ 1,2 % des actions ordinaires d'Acacia.

Voir également « *Information dans la présente circulaire – Informations scientifiques et techniques* ».

Assurance et indemnisation des administrateurs et des membres de la direction

Au cours de 2018, nous avons souscrit une assurance au profit de nos administrateurs et membres de la direction et de ceux de nos filiales contre les responsabilités encourues par eux en qualité d'administrateurs et de membres de la direction, sous réserve de certaines limites prévues dans la LSAO. La prime pour cette assurance s'est élevée à 4,2 M\$. La police prévoit pour chaque administrateur et chaque membre de la direction une garantie de 260 M\$ au cours de l'année de la police, du 12 juillet 2018 au 12 juillet 2019.

Conformément aux dispositions de la LSAO, nos règlements administratifs prévoient que nous indemniserons nos administrateurs, nos membres de la direction ou leurs prédécesseurs ainsi que les autres particuliers qui, à la demande de la Société, agissent ou ont agi en cette qualité (ou à un titre semblable) pour une autre entité, de tous leurs frais et dépenses raisonnables, y compris les sommes versées pour transiger sur un procès ou exécuter un jugement, entraînés par la tenue d'une enquête ou par des poursuites civiles, pénales, administratives ou autres dans lesquelles ils étaient impliqués en raison de leur association avec la Société ou par l'autre entité si le particulier a agi avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la Société ou, selon le cas, de l'entité au sein de laquelle il occupait les fonctions d'administrateur ou de membre de la direction ou agissait en cette qualité (ou à un titre semblable) à la demande de la Société. Si nous encourons une responsabilité aux termes de nos règlements administratifs, notre garantie d'assurance couvrira notre responsabilité; cependant, une franchise de 2,5 M\$ ou de 5 M\$ s'appliquera à chaque demande de règlement, selon la nature de celle-ci.

Déclaration de responsabilité requise en vertu du Code sur les prises de contrôle

Les administrateurs de Barrick et Catherine Raw (en sa qualité de chef des finances de Barrick) (collectivement, **personnes responsables**) acceptent chacun la responsabilité relativement aux renseignements contenus dans le présent document concernant Barrick, les personnes responsables de Barrick et les membres de leur famille immédiate et leurs fiducies connexes. À la connaissance des personnes responsables (qui ont pris toutes les précautions raisonnables pour s'en assurer), les renseignements contenus dans le présent document dont elles sont responsables sont conformes aux faits et n'omettent aucun élément susceptible d'altérer la signification de ces renseignements.

Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR

La présente circulaire fait mention du BAIIA ajusté, de la marge du BAIIA ajusté, du BAIIA ajusté le plus élevé, de la marge du BAIIA ajusté la plus élevée, du rendement du capital investi le plus élevé, du ratio de la dette brute sur le BAIIA ajusté le moins élevé, du total des charges décaissées le moins élevé, du total des charges décaissées et du total des charges décaissées par once, des mesures de la performance financière hors PCGR qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Elles pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Dans les cas où un élément de la somme d'une mesure de la performance financière hors PCGR avait déjà été présenté par Barrick ou Randgold, nous présentons des détails sur la façon dont ces mesures de la performance financière hors PCGR ont été combinées aux fins de la présente circulaire ainsi que des rapprochements avec les mesures établies conformément aux IFRS les plus directement comparables.

BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière hors PCGR qui exclut du résultat net les éléments suivants : i) la charge d'impôt; ii) les charges financières; iii) les produits financiers et iv) l'amortissement. Barrick et Randgold sont d'avis que le BAIIA est un bon indicateur de leur capacité à générer des liquidités provenant des flux de trésorerie d'exploitation pour financer leurs besoins en fonds de roulement, acquitter les obligations au titre du service de la dette et financer leurs dépenses en immobilisations. C'est à ces fins que Barrick et Randgold se servent du BAIIA. Les investisseurs et les analystes y font aussi couramment appel à des fins d'évaluation. Le BAIIA est alors multiplié par un facteur ou un « multiple du BAIIA » fondé sur le lien observé ou présumé entre le BAIIA et les valeurs de marché pour déterminer la valeur globale approximative de l'entreprise.

Barrick présente également le BAIIA ajusté, qui supprime l'incidence des pertes de valeur, des profits et des pertes sur les acquisitions ou les cessions, des profits ou des pertes de change, des ajustements des autres charges, et des profits latents sur les instruments dérivés ne servant pas de couverture. Barrick estime que ces éléments assurent une plus grande cohérence avec les éléments d'ajustement inclus dans le rapprochement du bénéfice net ajusté de Barrick; cependant, ces montants sont ajustés afin d'en éliminer toute l'incidence sur les charges financières ou les produits financiers, la charge d'impôt et l'amortissement étant donné qu'ils sont sans effet sur le BAIIA. Barrick et Randgold sont d'avis que l'information complémentaire fournie par cette mesure, qui exclut de son calcul les montants de ces éléments étant donné qu'ils ne sont pas représentatifs de la performance des principales activités minières ou qu'ils ne rendent pas nécessairement compte des résultats d'exploitation sous-jacents des périodes présentées, permet aux analystes, aux investisseurs et aux autres parties prenantes de mieux comprendre la capacité de Barrick une fois fusionnée de générer des liquidités provenant des flux de trésorerie d'exploitation.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté visent uniquement à fournir un complément d'information aux investisseurs et aux analystes et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Ces mesures ne doivent donc pas être prises isolément ni être considérées comme un substitut aux mesures de la performance établies conformément aux IFRS. Le BAIIA et le BAIIA ajusté excluent l'incidence des charges décaissées des activités de financement et des impôts ainsi que de la variation des soldes du fonds de roulement d'exploitation; par conséquent, ils ne sont pas nécessairement représentatifs du bénéfice d'exploitation ou des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation établis conformément aux IFRS. Il est possible que les autres sociétés calculent le BAIIA et le BAIIA ajusté différemment.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net de Barrick et de Randgold, respectivement.

Rapprochement du bénéfice net et du BAIIA et du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Exercice clos le 31 décembre 2017		
	Barrick ¹	Randgold ²	Données combinées
Bénéfice net (perte nette)	1 516 \$	335 \$	1 851 \$
Charge d'impôt	1 231	146	1 377
Charges financières, montant net	624	(3)	621
Amortissement	1 647	183	1 830
BAIIA	5 018 \$	661 \$	5 679 \$
(Reprises sur) pertes de valeur d'actifs non courants	(212)	-	(212)
(Profits) pertes à la fusion ou aux cessions	(911)	-	(911)
(Profits) pertes de change	72	(10)	62
Ajustements des autres charges	51	-	51
Profits latents sur les instruments dérivés ne servant pas de couverture	(1)	-	(1)
BAIIA ajusté	4 017 \$	651 \$	4 668 \$

- 1 Le BAIIA et le BAIIA ajusté de Barrick sont présentés dans le rapport de gestion accompagnant les états financiers de Barrick pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.
- 2 Le BAIIA et le BAIIA ajusté de Randgold sont calculés à partir des chiffres présentés dans l'état consolidé du résultat global et la note 20 du rapport sur formulaire 20-F de Randgold. Le profit de change de Randgold figure dans le rapport de Randgold pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté s'entend du BAIIA ajusté divisé par les produits des activités ordinaires. Barrick et Randgold ont recours à la marge du BAIIA ajusté puisqu'elles sont d'avis que cette mesure de la performance financière hors PCGR est un bon indicateur des activités récurrentes étant donné qu'elle exclut les éléments qui ne sont pas représentatifs des résultats d'exploitation de base ou qui n'y sont pas liés et qu'elle constitue une mesure de la rentabilité. La marge du BAIIA ajusté est une mesure de la performance financière hors PCGR qui n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Elle pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Le tableau ci-dessous présente le calcul de la marge du BAIIA ajusté de Barrick et de Randgold.

Calcul de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Exercice clos le 31 décembre 2017		
	Barrick ¹	Randgold ²	Données combinées
Produits des activités ordinaires	8 374 \$	1 280 \$	9 654 \$
BAIIA ajusté	4 017 \$	651 \$	4 668 \$
Marge du BAIIA ajusté			48 %

- 1 Les produits des activités ordinaires de Barrick sont présentés dans le rapport de gestion accompagnant les états financiers de Barrick pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, et le calcul du BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est présenté ci-dessus.
- 2 Les produits des activités ordinaires de Randgold figurent dans le rapport sur formulaire 20-F de Randgold, et le calcul du BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est présenté ci-dessus.

Total des charges décaissées et des charges décaissées par once

Randgold utilise le total des charges décaissées, une mesure de la performance financière hors PCGR calculée selon les lignes directrices du Gold Institute. Cet organisme sans but lucratif consistait en une association industrielle regroupant des producteurs d'or, des affineurs, des fournisseurs de lingots et des fabricants de premier plan. Il est maintenant incorporé à la National Mining Association. Les lignes directrices ont été publiées en 1996, puis révisées en novembre 1999. Le total des charges décaissées, tel qu'il est défini dans les lignes directrices du Gold Institute, comprend la production minière, les coûts de transport et d'affinage, les frais généraux et d'administration, les mouvements des stocks de production et de minerai et les redevances. Le total des charges décaissées exclut les coûts associés aux activités de découverte inscrites à l'actif.

Le total des charges décaissées est calculé de la même façon pour toutes les périodes présentées. Le total des charges décaissées ne doit pas être considéré par les investisseurs comme un substitut au bénéfice d'exploitation ou au bénéfice net attribuable aux actionnaires ni comme un substitut aux autres mesures établies conformément aux IFRS. La mesure n'a pas de définition prescrite aux termes des IFRS; par conséquent, les montants présentés pourraient ne pas être comparables aux données présentées par les producteurs d'or qui ne suivent pas les lignes directrices du Gold Institute. Plus particulièrement, conformément aux IFRS, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles serait pris en compte dans le calcul du total des coûts de production de l'or, mais il ne l'est pas dans le total des charges décaissées établi aux termes des lignes directrices du Gold Institute. De plus, bien que le Gold Institute propose une définition du total des charges décaissées, le calcul pourrait différer d'une société à une autre et ne pas être comparable à d'autres mesures portant un nom semblable utilisé par d'autres sociétés. Barrick et Randgold sont toutefois d'avis que le total des charges décaissées est un bon indicateur, pour les investisseurs et la direction, de la performance d'une société minière puisqu'il donne une indication de la rentabilité et de l'efficacité de cette société ainsi que des tendances des charges décaissées à mesure que les activités de la société arrivent à maturité, et qu'il peut servir d'outil de comparaison de la performance avec celle de différentes sociétés.

Le tableau suivant présente un rapprochement du total des charges décaissées de Randgold et de la mesure établie selon les IFRS la plus directement comparable.

Rapprochement du total des charges décaissées et du total des charges décaissées par once et des ventes d'or de Randgold

(en millions de dollars)

Exercice clos le 31 décembre 2017

Ventes d'or selon les IFRS	1 280 \$
Ajustement des ventes d'or au titre des coentreprises	374 \$
Ventes d'or	1 654
Coûts de la production minière	474
Mouvement des stocks de production et de minerai	(12)
Redevances	82
Ajustement des redevances au titre des coentreprises	(16)
Total des redevances	66
Autres coûts d'extraction et de traitement	63
Ajustement des charges décaissées au titre des coentreprises	225
Total des charges décaissées	815 \$
Nombre consolidé d'onces vendues (en milliers)	1 315
Total des charges décaissées par once	620 \$

Barrick considère les charges décaissées par once comme la mesure la plus comparable au total des charges décaissées. Les charges décaissées par once constituent une mesure de la performance financière hors PCGR calculée selon la définition publiée par le World Gold Council (WGC) (un organisme de développement de marchés dans le secteur aurifère qui regroupe 24 sociétés minières aurifères du monde entier, dont Barrick, et qui est financé par ces sociétés). Le WGC n'est pas un organisme de réglementation. Barrick utilise cette mesure pour suivre le rendement de ses activités d'extraction aurifère et sa capacité de générer des flux de trésorerie positifs, tant à l'échelle de chaque site qu'à l'échelle de la société.

Les charges décaissées s'entendent du coût des ventes de Barrick lié à la production d'or sans l'amortissement, la quote-part du coût des ventes attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, mais compte tenu des crédits liés aux sous-produits. Barrick est d'avis que l'utilisation des charges décaissées aide les analystes, les investisseurs et les autres parties prenantes de Barrick à comprendre les coûts associés à la production d'or, à mieux saisir l'économie du secteur de l'exploitation aurifère et à évaluer sa performance sur le plan de l'exploitation ainsi que sa capacité à générer des flux de trésorerie disponibles à partir des activités courantes et dans l'ensemble de l'entreprise. Étant donné l'importance des capitaux requis dans le secteur et la longue période sur laquelle ces éléments sont amortis, il peut y avoir un décalage important entre le bénéfice net calculé conformément aux IFRS et le montant des flux de trésorerie disponibles générés par une mine. Par conséquent, Barrick croit que les charges décaissées constituent une mesure hors PCGR utile complétant les informations financières qu'elle présente conformément aux IFRS. Cette mesure n'est pas représentative de toutes les dépenses en espèces de Barrick, car elle n'inclut pas les paiements d'impôt, les frais d'intérêt, ni les paiements de dividendes. Cette mesure n'inclut pas l'amortissement des immobilisations corporelles ou incorporelles.

Les charges décaissées par once visent uniquement à fournir un complément d'information et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Elles ne devraient donc pas être prises isolément ni considérées comme un substitut aux mesures de la performance préparées conformément aux IFRS. Cette mesure n'est pas équivalente au bénéfice net ou aux flux de trésorerie d'exploitation établis conformément aux IFRS. Bien que le WGC ait publié une définition normalisée, d'autres sociétés pourraient calculer cette mesure différemment.

Le tableau suivant présente un rapprochement des charges décaissées par once de Barrick et de la mesure établie selon les IFRS la plus directement comparable.

Rapprochement des charges décaissées par once de Barrick

(en millions de dollars)

Exercice clos le 31 décembre 2017

Coût des ventes liées à la production d'or	4 836 \$
Amortissement	(1 529)
Crédits liés aux sous-produits	(135)
(Profits) pertes réalisés sur les dérivés servant et ne servant pas de couverture	23
Éléments non récurrents	-
Autres (Pierina COS)	(106)
Participations ne donnant pas le contrôle (Pueblo Viejo et Acacia)	(299)
Charges décaissées	2 790 \$
Onces vendues attribuables (en milliers)	5 302
Charges décaissées par once	526 \$

Aux fins de la présentation d'un montant combiné pour le total des charges décaissées de Barrick une fois fusionnée, un rapprochement des charges décaissées par once de Barrick et du total des charges décaissées a été effectué. Ce rapprochement est présenté ci-dessous.

Rapprochement des charges décaissées de Barrick et du total des charges décaissées et calcul du total des charges décaissées et du total des charges décaissées par once

(en millions de dollars)	Exercice clos le 31 décembre 2017
Charges décaissées de Barrick ¹	2 790 \$
Ajouter : la participation ne donnant pas le contrôle de Barrick	299
Total des charges décaissées de Barrick	3 089 \$
Total des charges décaissées de Randgold ²	815
Total des charges décaissées – montant combiné	3 904 \$
Onces d'or vendues attribuables à Barrick ¹ (en milliers)	5 302
Ajouter : les onces d'or vendues attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle de Barrick ³ (en milliers)	639
Onces vendues de Barrick après consolidation (en milliers)	5 941
Onces vendues de Randgold ² après consolidation (en milliers)	1 315
Onces vendues après consolidation – montant combiné	7 256
Total des charges décaissées par once – montant combiné⁴	538 \$

- 1 Barrick présente les charges décaissées par once. Voir le tableau ci-dessus pour un rapprochement intégral des charges décaissées par once et de la mesure établie conformément aux IFRS la plus directement comparable. Barrick présente les charges décaissées par once selon les onces attribuables, tandis que Randgold présente le total des charges décaissées selon les onces consolidées. Pour convertir les charges décaissées de Barrick en total des charges décaissées, les charges décaissées ont été majorées pour inclure les coûts et les onces attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales non entièrement détenues par Barrick.
- 2 Randgold présente le total des charges décaissées. Voir le tableau ci-dessus pour un rapprochement intégral du total des charges décaissées et de la mesure établie conformément aux IFRS la plus directement comparable.
- 3 Onces attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle dans Pueblo Viejo et Acacia, calculées en supposant une participation ne donnant pas le contrôle de 40 % dans Pueblo Viejo et de 36,1 % dans Acacia, d'après le rapport de gestion accompagnant les états financiers de Barrick pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Les onces attribuables à Barrick sont présentées dans le rapport de gestion accompagnant les états financiers de Barrick pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.
- 4 Le montant combiné du total des charges décaissées par once provient de la division du montant combiné du total des charges décaissées par le montant combiné des onces vendues.

Comparaison des mesures à partir de données de tiers

BAIIA ajusté le plus élevé et marge du BAIIA ajusté la plus élevée

Ces mesures de la performance financière hors PCGR reposent sur les données de Factset au 31 août 2018 et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Elles pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les comparaisons financières de Barrick une fois fusionnée et des principales sociétés aurifères de référence sont effectuées à partir de données présentées par Factset, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick et Randgold calculent les mesures comparables. Se reporter aux rubriques *Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR – BAIIA ajusté* et *Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR – Marge du BAIIA ajusté* ci-dessus pour une explication des raisons pour lesquelles nous utilisons ces mesures.

Rendement du capital investi le plus élevé

Cette mesure de la performance financière hors PCGR repose sur les données de Bloomberg au 31 août 2018 et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Elle pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les comparaisons financières de Barrick une fois fusionnée et des principales sociétés aurifères de référence sont effectuées à partir des données présentées par Bloomberg, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick et Randgold calculent les mesures comparables. Cette mesure est couramment utilisée par les investisseurs et les analystes de recherche du secteur minier pour comparer la performance financière des intervenants du marché sur une base plus cohérente que les mesures établies conformément aux IFRS, comme le bénéfice avant impôts, car elle tient compte du rendement de la dette et des capitaux investis, déduction faite de la trésorerie. Barrick utilise le rendement du capital investi parce qu'elle estime que cette mesure de la performance financière hors PCGR est un bon indicateur de sa capacité à long terme de générer un rendement du capital investi et qu'elle fournit des renseignements utiles pour analyser les perspectives de ses activités.

Ratio de la dette brute sur le BAIIA ajusté le moins élevé

Cette mesure de la performance financière hors PCGR repose sur les données de Factset (au 30 juin 2018 pour la dette brute et au 31 août 2018 pour le BAIIA ajusté) et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Elle pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les comparaisons financières de Barrick une fois fusionnée et des principales sociétés aurifères de référence sont

effectuées à partir des données présentées par Factset, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick et Randgold calculent les mesures comparables. Barrick utilise le ratio de la dette brute sur le BAIIA ajusté le moins élevé parce qu'elle estime que cette mesure de la performance financière hors PCGR est un bon indicateur de la structure du capital et de la solidité du bilan de l'entreprise en comparaison de la rentabilité de ses activités.

Total des charges décaissées le moins élevé

Cette mesure de la performance financière hors PCGR repose sur les données de Wood Mackenzie au 31 août 2018 et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Elle pourrait donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les comparaisons financières de Barrick une fois fusionnée et des principales sociétés aurifères de référence sont effectuées à partir des données présentées par Wood Mackenzie, qui pourraient ne pas être calculées de la même manière que Barrick et Randgold calculent les mesures comparables. Se reporter ci-dessus à la rubrique *Utilisation de mesures de la performance financière hors PCGR – Total des charges décaissées et des charges décaissées par once* pour une explication des raisons pour lesquelles nous utilisons cette mesure.

Consentements des experts

Consentement de M. Klein and Co.

Le 4 octobre 2018

Conseil d'administration
Société aurifère Barrick
Brookfield Place, TD Canada Trust Tower
Suite 3700, 161 Bay Street, C.P. 212
Toronto (Ontario) Canada
M5J 2S1

Membres du conseil,

Nous faisons référence à notre lettre d'avis datée du 23 septembre 2018 (**avis sur le caractère équitable**), adressée au conseil d'administration de la Société aurifère Barrick (**Barrick**) figurant à l'annexe E de la circulaire de sollicitation de procurations de Barrick datée du 4 octobre 2018, se rapportant à l'acquisition proposée par Barrick de Randgold Resources Limited (**circulaire**). Par les présentes, nous consentons à ce qui suit : i) le dépôt de l'avis sur le caractère équitable auprès des autorités en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada; ii) l'inclusion de l'avis sur le caractère équitable dans l'annexe E de la circulaire; et iii) les mentions de l'avis sur le caractère équitable et du nom de notre société aux rubriques « *Termes et acronymes clés* », « *Questions et réponses relatives à la fusion et à la prorogation* », « *Sommaire – Avis sur le caractère équitable* », « *Sommaire – Recommandation du conseil* », « *Sommaire – Motifs à l'appui de la recommandation du conseil* », « *La fusion – Contexte de la fusion* », « *La fusion – Avis sur le caractère équitable* », « *La fusion – Recommandation du conseil* », « *La fusion – Motifs à l'appui de la recommandation du conseil* » et « *Autres renseignements – Intérêts des experts* ». Dans le cadre de la fourniture de notre consentement, nous n'avons pas l'intention que quiconque ou quelque entité autre que le conseil d'administration de Barrick puisse se fier à l'avis sur le caractère équitable.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

THE KLEIN GROUP, LLC

Par : /s/ George R. Schinkel
George R. Schinkel
Chef des finances

Consentement de Morgan Stanley

Le 4 octobre 2018

Conseil d'administration
Société aurifère Barrick
Brookfield Place, TD Canada Trust Tower
Suite 3700, 161 Bay Street, C.P. 212
Toronto (Ontario) Canada
M5J 2S1

Membres du conseil,

Nous faisons référence à notre lettre d'avis datée du 23 septembre 2018 (**avis sur le caractère équitable**), adressée au conseil d'administration de la Société aurifère Barrick (**Barrick**) figurant à l'annexe F de la circulaire de sollicitation de procurations de Barrick datée du 4 octobre 2018, se rapportant à l'acquisition proposée par Barrick de Randgold Resources Limited (**circulaire**). Par les présentes, nous consentons à ce qui suit : i) le dépôt de l'avis sur le caractère équitable auprès des autorités en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada; ii) l'inclusion de l'avis sur le caractère équitable dans l'annexe F de la circulaire; et iii) les mentions de l'avis sur le caractère équitable et du nom de notre société aux rubriques « *Termes et acronymes clés* », « *Questions et réponses relatives à la fusion et à la prorogation* », « *Sommaire – Avis sur le caractère équitable* », « *Sommaire – Recommandation du conseil* », « *Sommaire – Motifs à l'appui de la recommandation du conseil* », « *La fusion – Contexte de la fusion* », « *La fusion – Avis sur le caractère équitable* », « *La fusion – Recommandation du conseil* », « *La fusion – Motifs à l'appui de la recommandation du conseil* » et « *Autres renseignements – Intérêts des experts* ». Dans le cadre de la fourniture de notre consentement, nous n'avons pas l'intention que quiconque ou quelque entité autre que le conseil d'administration de Barrick puisse se fier à l'avis sur le caractère équitable.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

MORGAN STANLEY CANADA LIMITÉE

Par : /s/ Richard Tory
Richard Tory
Directeur général

Approbation des administrateurs

Le conseil d'administration a approuvé le contenu de la présente circulaire et sa distribution aux actionnaires.

Par ordre du conseil d'administration,

Le vice-président, secrétaire et conseiller général associé,



Dana W. Stringer

Le 4 octobre 2018

ANNEXE A : Résolution relative à l'émission d'actions

IL EST RÉSOLU CE QUI SUIT :

1. l'émission par la Société aurifère Barrick (**Barrick**) du nombre d'actions ordinaires (**actions de la contrepartie**) qui doivent être émises dans le cadre de l'acquisition des actions ordinaires de Randgold Resources Limited émises et devant être émises (**fusion**), jusqu'à concurrence d'un maximum de 616 000 000 d'actions de la contrepartie, est par les présentes autorisée et approuvée et Barrick reçoit par les présentes l'autorisation et l'instruction d'émettre ces actions de la contrepartie;
2. les actions de la contrepartie seront, au moment de leur émission, valablement émises en tant qu'actions ordinaires entièrement libérées et non susceptibles d'appel subséquent du capital de Barrick et, à l'heure de prise d'effet de la fusion ou par la suite, l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts des actions ordinaires de temps à autre est par les présentes autorisé, sur réception d'une instruction de deux dirigeants de Barrick quels qu'ils soient (**personnes autorisées**), à contresigner et à remettre des certificats, ou une autre preuve d'émission, à l'égard des actions de la contrepartie;
3. même si les résolutions précédentes ont été adoptées par les porteurs des actions ordinaires de Barrick en circulation (**actionnaires**), le conseil d'administration de Barrick reçoit par les présentes l'autorisation et le pouvoir, sans autre avis à donner aux actionnaires ni autre approbation de leur part, de révoquer ces résolutions, en totalité ou en partie, ou d'augmenter le nombre d'actions ordinaires de Barrick pouvant être émises dans le cadre de la fusion, sous réserve des limites imposées par la Bourse de Toronto, sans autre approbation de la part des actionnaires; et
4. deux personnes autorisées, quelles qu'elles soient, reçoivent par les présentes l'autorisation et l'instruction de signer ou de faire signer, que ce soit sous le sceau de la Société ou autrement, et de livrer ou de faire livrer tous les documents, ententes ou actes et de prendre ou de faire prendre toutes les mesures et dispositions qui, de l'avis de ces personnes autorisées, pourraient être nécessaires ou souhaitables relativement aux résolutions précédentes, leur décision à cet égard étant attestée de façon concluante par la signature et la livraison de ces documents, ententes ou actes ou la prise de cette mesure ou disposition.

ANNEXE B : Résolution relative à la prorogation

IL EST RÉSOLU CE QUI SUIT :

1. la prorogation de la Société aurifère Barrick (**Barrick**) pour passer du régime de la province d'Ontario à celui de la province de la Colombie-Britannique aux termes de l'article 181 de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario) et de l'article 302 de la *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique) (**BCBCA**) est par les présentes autorisée et approuvée;
2. Barrick est autorisée à demander auprès du directeur aux termes de la LSAO, en vertu de l'article 181 de la LSAO, l'autorisation de se proroger sous le régime de la BCBCA;
3. Barrick est autorisée à demander au registraire des sociétés aux termes de la BCBCA, en vertu de l'article 302 de la BCBCA, un certificat de prorogation prorogeant Barrick sous le régime de la BCBCA;
4. à la délivrance d'un certificat de prorogation prorogeant Barrick sous le régime de la BCBCA, les statuts et règlements administratifs de Barrick seront remplacés intégralement par l'avis relatif aux statuts décrit dans l'annexe K de la circulaire de sollicitation de procurations de Barrick datée du 4 octobre 2018 et par les statuts qui y sont reproduits pour l'essentiel;
5. même si les résolutions précédentes ont été adoptées par les porteurs des actions ordinaires de Barrick en circulation (**actionnaires**), le conseil d'administration de Barrick peut révoquer ces résolutions et abandonner la prorogation, en totalité ou en partie, sans autre approbation de la part des actionnaires; et
6. deux administrateurs ou dirigeants de Barrick, quels qu'ils soient, reçoivent par les présentes l'autorisation et l'instruction de signer ou de faire signer, que ce soit sous le sceau de Barrick ou autrement, et de livrer ou de faire livrer tous les documents, ententes ou actes et de prendre ou de faire prendre toutes les mesures et dispositions qui, de l'avis de ces administrateurs ou dirigeants, pourraient être nécessaires ou souhaitables relativement aux résolutions précédentes, leur décision à cet égard étant attestée de façon concluante par la signature et la livraison de ces documents, ententes ou actes ou la prise de ces mesures ou dispositions.

ANNEXE C : Procédure de dissidence

Le résumé qui suit est présenté entièrement sous réserve des dispositions de l'article 185 de la LSAO.

Un actionnaire inscrit qui exerce valablement le droit à la dissidence prévu à l'article 185 de la LSAO à l'égard de ses actions ordinaires (**actionnaire dissident**) sera fondé, si la prorogation prend effet, à se faire verser par la Société la juste valeur des actions ordinaires qu'il détient, déterminée à la fermeture des bureaux le jour précédant l'adoption de la résolution relative à la prorogation.

L'actionnaire inscrit qui désire faire valoir sa dissidence doit faire parvenir à la Société, au plus tard à l'assemblée, à Brookfield Place, TD Canada Trust Tower, Suite 3700, 161 Bay Street, Toronto (Ontario) Canada M5J 2S1, son opposition écrite à la résolution relative à la prorogation (**avis de dissidence**). Le fait de déposer un avis de dissidence n'empêche pas l'actionnaire inscrit d'exercer son droit de vote à l'assemblée; toutefois, la LSAO prévoit, en fait, que l'actionnaire inscrit qui a remis un avis de dissidence et qui vote pour la résolution relative à la prorogation n'est plus considéré comme un actionnaire dissident à l'égard des actions ordinaires pour lesquelles il a exercé les droits de vote pour la résolution relative à la prorogation. La LSAO ne prévoit pas, et la Société ne tiendra pas pour acquis, qu'un vote contre la résolution relative à la prorogation constitue un avis de dissidence. La LSAO n'accorde aucun droit à la dissidence partielle; par conséquent, l'actionnaire dissident ne peut faire valoir sa dissidence qu'à l'égard de la totalité des actions ordinaires qui sont inscrites à son nom, mais qu'il détient pour le compte d'un propriétaire véritable.

La Société a l'obligation, dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la résolution relative à la prorogation, d'aviser chaque actionnaire dissident du fait que la résolution relative à la prorogation a été adoptée; toutefois, cet avis n'a pas à être envoyé à l'actionnaire qui a voté pour la résolution relative à la prorogation ou qui a retiré son avis de dissidence.

L'actionnaire dissident doit, dans les 20 jours qui suivent la réception d'un avis de l'adoption de la résolution relative à la prorogation ou, s'il ne reçoit pas cet avis, dans les 20 jours suivant la date à laquelle il apprend que la résolution relative à la prorogation a été adoptée, envoyer à la Société un avis écrit (**demande de versement**) indiquant ses nom et adresse et le nombre d'actions ordinaires à l'égard desquelles il a fait valoir sa dissidence et comprenant une demande de versement de la juste valeur de ces actions ordinaires. Dans les 30 jours qui suivent la demande de versement, l'actionnaire dissident doit envoyer à la Société ou à AST, son agent des transferts, au 1 Toronto Street, Suite 1200, Toronto (Ontario) M5C 2V6, à l'attention de : Securities Transfer Department, les certificats représentant les actions ordinaires sur lesquelles est fondée sa dissidence.

L'actionnaire dissident qui n'envoie pas les certificats représentant les actions ordinaires sur lesquelles est fondée sa dissidence perd le droit de se prévaloir de l'article 185 de la LSAO. La Société ou AST, son agent des transferts, inscrira à l'endos des certificats d'actions qu'elle aura reçus de l'actionnaire dissident une mention indiquant que le porteur est un actionnaire dissident et renverra immédiatement les certificats d'actions à cet actionnaire dissident.

Dès le dépôt d'une demande de versement, l'actionnaire dissident perd tous ses droits en tant qu'actionnaire, sauf celui de se faire verser la juste valeur de ses actions visées fixée conformément à l'article 185 de la LSAO, sauf si a) l'actionnaire dissident retire la demande de versement avant que la Société ne présente une offre de remboursement (au sens attribué à ce terme au paragraphe suivant), b) la Société omet de présenter une offre de remboursement en temps opportun et que l'actionnaire dissident révoque la demande de versement ou c) le conseil révoque la résolution relative à la prorogation, auquel cas la Société sera tenue de rétablir l'actionnaire dissident dans ses droits en tant qu'actionnaire.

La Société doit, dans les sept jours qui suivent la date d'entrée en vigueur de la prorogation ou, si elle est postérieure, la date de réception de la demande de versement d'un actionnaire dissident, envoyer à chaque actionnaire dissident qui a envoyé une demande de versement une offre écrite de remboursement (**offre de remboursement**) de ses actions ordinaires d'un montant que le conseil estime être leur juste valeur, avec une déclaration précisant le mode de calcul de cette juste valeur. Toutes les offres de remboursement, lorsqu'elles concernent des actions de la même catégorie, doivent comporter les mêmes modalités. Le montant indiqué dans l'offre de remboursement qui a été acceptée par l'actionnaire dissident est versé par la Société dans les 10 jours suivant l'acceptation de l'offre de remboursement par l'actionnaire dissident, mais cette offre de remboursement est caduque si la Société n'en reçoit pas l'acceptation dans les 30 jours qui suivent l'offre de remboursement.

Si la Société ne fait pas d'offre de remboursement ou si l'actionnaire dissident n'accepte pas l'offre de remboursement, la Société peut, dans les 50 jours qui suivent l'entrée en vigueur de la prorogation ou dans le délai supplémentaire que le tribunal peut accorder, demander au tribunal de fixer la juste valeur des actions ordinaires des actionnaires dissidents. Si la Société ne fait pas cette demande au tribunal, l'actionnaire dissident dispose, pour le faire, d'un délai supplémentaire de 20 jours ou du délai supplémentaire qui peut être accordé par le tribunal. L'actionnaire dissident n'est pas tenu de fournir un cautionnement pour les frais relatifs à cette demande. Dès qu'une demande est présentée au tribunal, tous les actionnaires dissidents dont la Société n'a pas acheté les actions ordinaires seront joints en tant que parties et seront liés par la décision du tribunal, et la Société sera tenue d'aviser chaque actionnaire dissident touché de la date, du lieu et des conséquences de la demande ainsi que de son droit de comparaître en personne ou par ministère d'avocat. Sur présentation d'une telle demande au tribunal, le tribunal peut décider s'il existe d'autres actionnaires dissidents à mettre en cause et doit fixer la juste valeur des actions ordinaires de tous les actionnaires dissidents. L'ordonnance définitive du tribunal sera rendue contre la Société en faveur de chaque actionnaire dissident et indiquera la juste valeur des actions ordinaires de celui-ci fixée par le tribunal. Le tribunal peut, à sa discrétion, allouer sur la somme à payer à chaque actionnaire dissident des intérêts selon un taux raisonnable pour la période comprise entre la date de prise d'effet de la prorogation et la date du versement.

Les porteurs véritables des actions ordinaires inscrites au nom d'un courtier, d'un dépositaire, d'un prête-nom ou d'un autre intermédiaire qui désirent faire valoir leur dissidence doivent savoir que seuls les actionnaires inscrits bénéficient de ce droit. Par conséquent, les porteurs véritables des

actions ordinaires qui désirent exercer un droit à la dissidence à l'égard de la résolution relative à la prorogation devraient communiquer avec leurs courtiers, dépositaires, prête-noms ou autres intermédiaires pour obtenir des conseils bien avant la date de l'assemblée.

Le texte qui précède n'est qu'un résumé de l'article 185 de la LSAO, qui est technique et complexe. Tout actionnaire qui désire exercer un droit à la dissidence devrait obtenir des conseils juridiques étant donné que le défaut de se conformer à la lettre aux dispositions de la LSAO pourrait nuire à l'exercice de ce droit à la dissidence.

ANNEXE D : Article 185 – *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario)

Droits des actionnaires dissidents

185 (1) Sous réserve du paragraphe (3) et des articles 186 et 248, les détenteurs d'actions d'une catégorie ou série habiles à voter sur la résolution peuvent faire valoir leur dissidence si la société décide, selon le cas :

- a) de modifier ses statuts aux termes de l'article 168 afin d'y ajouter, de supprimer ou de modifier certaines restrictions relatives à l'émission, au transfert ou à la propriété des actions d'une catégorie ou série de la société;
- b) de modifier ses statuts conformément à l'article 168, afin d'y ajouter, de supprimer ou de modifier une restriction relative aux activités commerciales ou aux pouvoirs que la société peut exercer;
- c) de fusionner avec une autre société conformément aux articles 175 et 176;
- d) d'obtenir son maintien en vertu des lois d'une autre compétence législative conformément à l'article 181;
- e) de vendre, louer ou échanger la totalité ou la quasi-totalité de ses biens en vertu du paragraphe 184 (3). L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (1).

Idem

(2) Si la société décide de modifier ses statuts de la façon visée au paragraphe 170 (1), les détenteurs d'actions d'une catégorie ou série habiles à voter sur la modification aux termes de l'article 168 ou 170 peuvent faire valoir leur dissidence, sauf en ce qui a trait à une modification visée, selon le cas :

- a) à l'alinéa 170 (1) a), b) ou e) dans les cas où, selon les statuts, les détenteurs d'actions de cette catégorie ou série ne peuvent faire valoir leur dissidence;
- b) au paragraphe 170 (5) ou (6). L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (2).

Une seule catégorie d'actions

(2.1) Le droit à la dissidence visé au paragraphe (2) s'applique même s'il n'y a qu'une catégorie d'actions. 2006, chap. 34, annexe B, art. 35.

Exception

(3) Les actionnaires d'une société constituée avant le 29 juillet 1983 ne peuvent faire valoir leur dissidence en vertu du présent article relativement à une modification des statuts de la société dans la mesure où la modification :

- a) ou bien a expressément pour but d'en rendre une disposition conforme à celle qui est réputée modifiée en vertu de l'article 277;
- b) ou bien supprime la mention des objets de la société énoncés à ses statuts, pourvu que cette suppression ait lieu au plus tard le 29 juillet 1986. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (3).

Remboursement des actions

(4) Outre les autres droits qu'il peut avoir, mais sous réserve du paragraphe (30), l'actionnaire qui se conforme au présent article a le droit, à l'entrée en vigueur des mesures approuvées par la résolution à l'égard de laquelle il a fait valoir sa dissidence, de se voir verser par la société la juste valeur des actions en cause fixée à l'heure de fermeture des bureaux le jour précédant l'adoption de la résolution. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (4).

Dissidence partielle interdite

(5) L'actionnaire dissident ne peut se prévaloir du présent article que pour la totalité des actions d'une catégorie inscrites à son nom mais détenues pour le compte d'un propriétaire bénéficiaire. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (5).

Opposition

(6) L'actionnaire dissident envoie par écrit à la société, au plus tard le jour de l'assemblée convoquée pour voter sur la résolution visée au paragraphe (1) ou (2), son opposition à cette résolution, sauf si la société ne lui a donné avis ni de l'objet de cette assemblée ni de son droit à la dissidence. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (6).

Idem

(7) La passation d'une procuration ou le fait de s'en prévaloir ne constitue pas une opposition par écrit pour l'application du paragraphe (6). L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (7).

Avis de l'adoption de la résolution

(8) Dans les dix jours qui suivent l'adoption de la résolution, la société en avise les actionnaires qui ont déposé l'opposition visée au paragraphe (6). Toutefois, un tel avis n'est pas nécessaire si l'actionnaire a voté en faveur de la résolution ou a retiré son opposition. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (8).

Idem

(9) L'avis envoyé aux termes du paragraphe (8) énonce les droits de l'actionnaire dissident ainsi que la procédure à suivre pour les exercer. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (9).

Demande de paiement

(10) Dans les vingt jours de la réception de l'avis prévu au paragraphe (8) ou, à défaut d'avis, de la date où il apprend l'adoption de la résolution, l'actionnaire dissident envoie un avis écrit à la société indiquant :

- a) ses nom et adresse;
- b) le nombre et la catégorie des actions qui font l'objet de sa dissidence;
- c) une demande de versement de la juste valeur de ces actions. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (10).

Obligation de retourner les certificats

(11) Au plus tard trente jours après avoir envoyé l'avis prévu au paragraphe (10), l'actionnaire dissident envoie à la société ou à son agent des transferts les certificats des actions qui font l'objet de sa dissidence, s'il y en a. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (11); 2011, chap. 1, annexe 2, par. 1 (9).

Idem

(12) L'actionnaire dissident qui ne se conforme pas aux paragraphes (6), (10) et (11) ne peut se prévaloir du présent article. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (12).

Apposition d'un avis

(13) La société ou son agent des transferts retourne sans délai à l'actionnaire dissident les certificats reçus aux termes du paragraphe (11) après y avoir apposé un avis attestant que l'actionnaire est dissident aux termes du présent article. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (13).

Droits de l'actionnaire dissident

(14) Dès l'envoi de l'avis prévu au paragraphe (10), l'actionnaire dissident perd tous ses droits en tant qu'actionnaire, sauf celui de se faire rembourser la juste valeur de ses actions conformément au présent article. Toutefois, il recouvre ses droits rétroactivement à la date d'envoi de l'avis prévu au paragraphe (10) si, selon le cas :

- a) il retire l'avis avant que la société fasse l'offre visée au paragraphe (15);
- b) la société n'ayant pas fait l'offre aux termes du paragraphe (15), il retire son avis;
- c) les administrateurs annulent, en vertu du paragraphe 168 (3), la résolution portant modification des statuts, résilient la convention de fusion en vertu du paragraphe 176 (5), renoncent à une demande de maintien en vertu du paragraphe 181 (5) ou à la vente, à la location ou à l'échange en vertu du paragraphe 184 (8). L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (14); 2011, chap. 1, annexe 2, par. 1 (10).

Idem

(14.1) Sur présentation et remise à la société ou à son agent des transferts du certificat d'actions sur lequel est apposé l'avis prévu au paragraphe (13), l'actionnaire dissident qui recouvre ses droits aux termes du paragraphe (14) a le droit :

- a) de se voir délivrer, sans frais, un nouveau certificat représentant le même nombre, la même catégorie et la même série d'actions que le certificat original;
- b) si les administrateurs adoptent, en vertu du paragraphe 54 (2), une résolution à l'égard de cette catégorie et série d'actions :
 - (i) de se voir délivrer le même nombre, la même catégorie et la même série d'actions sans certificat que représente le certificat original,
 - (ii) de se voir envoyer l'avis prévu au paragraphe 54 (3). 2011, chap. 1, annexe 2, par. 1 (11).

Idem

(14.2) S'il détenait des actions sans certificat lors de l'envoi à la société de l'avis prévu au paragraphe (10), l'actionnaire dissident qui recouvre ses droits aux termes du paragraphe (14) a le droit :

- a) de se voir délivrer le même nombre, la même catégorie et la même série d'actions sans certificat que celles qu'il détenait au moment d'envoyer l'avis prévu au paragraphe (10);
- b) de se voir envoyer l'avis mentionné au paragraphe 54 (3). 2011, chap. 1, annexe 2, par. 1 (11).

Offre de remboursement

(15) Dans les sept jours de la date d'entrée en vigueur des mesures approuvées dans la résolution ou, si elle est postérieure, de la date de réception de l'avis visé au paragraphe (10), la société envoie aux actionnaires dissidents qui ont envoyé leur avis :

- a) soit une offre écrite de remboursement de leurs actions à leur juste valeur, avec une déclaration précisant le mode de calcul retenu par les administrateurs;
- b) soit en cas d'application du paragraphe (30), un avis les informant qu'il lui est légalement impossible d'effectuer le remboursement de leurs actions. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (15).

Idem

(16) Les offres prévues au paragraphe (15) sont faites selon les mêmes modalités si elles visent des actions de la même catégorie ou série. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (16).

Idem

(17) Sous réserve du paragraphe (30), la société procède au remboursement des actions de l'actionnaire dissident dans les dix jours de l'acceptation de l'offre faite en vertu du paragraphe (15). Toutefois, l'offre devient caduque si l'acceptation ne parvient pas à la société dans les trente jours de l'offre. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (17).

Requête au tribunal pour fixer la juste valeur

(18) Si la société ne fait pas l'offre prévue au paragraphe (15), ou si un actionnaire dissident ne l'accepte pas, la société peut, dans les cinquante jours de l'entrée en vigueur des mesures approuvées dans la résolution ou dans le délai supplémentaire accordé par le tribunal, demander au tribunal, par voie de requête, de fixer la juste valeur des actions de l'actionnaire dissident. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (18).

Idem

(19) Si la société ne saisit pas le tribunal de la requête visée au paragraphe (18), l'actionnaire dissident peut présenter une requête aux mêmes fins au tribunal dans un délai supplémentaire de vingt jours ou le délai supplémentaire que peut accorder le tribunal. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (19).

Idem

(20) Dans le cadre d'une requête visée au paragraphe (18) ou (19), l'actionnaire dissident n'est pas tenu de fournir un cautionnement pour les frais. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (20).

Frais

(21) Si la société ne se conforme pas aux dispositions du paragraphe (15), elle assume les frais de la requête de l'actionnaire présentée en vertu du paragraphe (19), sauf ordonnance du tribunal à l'effet contraire. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (21).

Avis aux actionnaires

(22) Avant de saisir le tribunal de la requête visée au paragraphe (18) ou dans les sept jours de la réception de l'avis d'une requête présentée au tribunal aux termes du paragraphe (19), selon le cas, la société avise chaque actionnaire dissident de la date, du lieu, des conséquences de la requête et de son droit de comparaître et d'être entendu en personne ou par l'intermédiaire d'un avocat, si, à la date où cet avis est donné, l'actionnaire :

- a) d'une part, a envoyé à la société l'avis visé au paragraphe (10);
- b) d'autre part, n'a pas accepté l'offre faite, le cas échéant, par la société aux termes du paragraphe (15).

Un avis semblable est donné, dans les trois jours de la date à laquelle l'actionnaire dissident a rempli les conditions énoncées aux alinéas a) et b), à chaque actionnaire dissident qui, après la date du premier avis et avant la fin de l'instance sur la requête, a rempli ces conditions. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (22).

Jonction de parties

(23) Tous les actionnaires dissidents qui remplissent les conditions énoncées aux alinéas (22) a) et b) sont réputés joints en tant que parties à la requête présentée aux termes du paragraphe (18) ou (19) soit à la date de la présentation de la requête, soit à la date où ils ont rempli les conditions, si celle-ci est postérieure. Ils sont liés par la décision que rend le tribunal sur la requête. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (23).

Idem

(24) Sur présentation de la requête prévue au paragraphe (18) ou (19), le tribunal peut décider s'il existe d'autres personnes à joindre à la requête en tant qu'actionnaires dissidents. Le tribunal fixe la juste valeur des actions de tous les actionnaires dissidents. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (24).

Estimateurs

(25) Le tribunal peut, à sa discrétion, nommer des estimateurs chargés de l'aider à fixer la juste valeur des actions des actionnaires dissidents. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (25).

Ordonnance définitive

(26) L'ordonnance définitive du tribunal sur la requête présentée aux termes du paragraphe (18) ou (19) est rendue contre la société en faveur de chaque actionnaire dissident qui, avant ou après la date de l'ordonnance, s'est conformé aux conditions énoncées aux alinéas (22) a) et b). L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (26).

Intérêts

(27) Le tribunal peut, à sa discrétion, accorder sur la somme payable à chaque actionnaire dissident des intérêts à un taux raisonnable pour la période commençant à la date d'entrée en vigueur des mesures approuvées dans la résolution et se terminant à la date du versement. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (27).

Impossibilité de remboursement par la société

(28) Dans les cas prévus au paragraphe (30), la société, dans les dix jours du prononcé de l'ordonnance prévue au paragraphe (26), avise chaque actionnaire dissident qu'il lui est légalement impossible de leur rembourser leurs actions. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (28).

Idem

(29) Dans les cas prévus au paragraphe (30), l'actionnaire dissident peut, au moyen d'un avis écrit envoyé à la société dans les trente jours de la réception de l'avis prévu au paragraphe (28) :

- a) soit retirer son avis de dissidence et recouvrer ses droits d'actionnaire, la société étant réputée consentir à ce retrait;
- b) soit conserver la qualité de créancier pour être remboursé par la société dès qu'elle sera légalement en mesure de le faire ou, en cas de liquidation, pour être colloqué après les droits des autres créanciers de la société, mais par préférence aux actionnaires. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (29).

Idem

(30) La société ne doit effectuer aucun paiement aux actionnaires dissidents en vertu du présent article s'il existe des motifs raisonnables de croire que :

- a) soit la société ne peut, ou ne pourrait de ce fait, acquitter son passif à échéance;
- b) soit la valeur de réalisation de son actif serait, de ce fait, inférieure à son passif. L.R.O. 1990, chap. B.16, par. 185 (30).

Ordonnance du tribunal

(31) À la requête de la société qui se propose de prendre l'une des mesures visées au paragraphe (1) ou (2), le tribunal, s'il reconnaît que la mesure proposée ne donne pas ouverture aux droits visés au paragraphe (4), peut, par ordonnance, déclarer que la mesure visée n'y donne pas ouverture. L'ordonnance peut également être assortie des conditions que le tribunal estime pertinentes et, si la société est une société faisant appel au public, un avis de la requête ainsi qu'une copie de toute ordonnance rendue par le tribunal sur cette requête sont signifiés à la Commission. 1994, chap. 27, par. 71 (24).

Droit de la Commission de comparaître

(32) La Commission peut nommer un avocat pour assister le tribunal lors de l'audition de la requête visée au paragraphe (31), si la société est une société faisant appel au public. 1994, chap. 27, par. 71 (24).

ANNEXE E : Avis sur le caractère équitable de M. Klein and Co.

[traduction]

The Klein Group, LLC
640 5th Avenue (12th Floor)
New York, NY 10019

Le 23 septembre 2018

Le conseil d'administration
Société aurifère Barrick
Brookfield Place
TD Canada Trust Tower
Bureau 3700, 161 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2S1

Aux membres du conseil d'administration,

Vous nous avez demandé un avis sur le caractère équitable, du point de vue financier, pour la Société aurifère Barrick (« Société »), du ratio d'échange (défini plus bas) qui fixe la contrepartie devant être versée par la Société conformément aux modalités et sous réserve des conditions exposées dans la convention de coopération devant être conclue entre la Société et Randgold Resources (« Randgold ») et dans l'annonce prévue à la règle 2.7 qui doit être publiée à cet égard (ensemble, « documents relatifs à la fusion »). Comme le décrivent plus amplement les documents relatifs à la fusion, la Société acquerra toutes les actions ordinaires émises et devant être émises, d'une valeur nominale de 0,05 \$ US l'action, de Randgold (« actions ordinaires de Randgold ») dans le cadre d'un plan d'arrangement homologué par un tribunal et régi par la *Companies (Jersey) Law, 1991* ou au moyen d'une offre publique d'achat (dans l'un et l'autre cas, la « fusion ») et chaque action ordinaire de Randgold en circulation sera acquise par la Société en échange de 6,1280 (« ratio d'échange ») actions ordinaires du capital de la Société (« actions ordinaires de la Société »), sous réserve de rajustement dans certaines circonstances. La fusion et les autres opérations envisagées dans les documents relatifs à la fusion sont appelées l'« opération ».

Pour former notre avis, nous avons notamment :

- i) examiné certains états financiers et autres renseignements commerciaux et financiers publics concernant la Société et Randgold, y compris des estimations accessibles au public qui ont été faites par des analystes en recherche relativement à la Société et à Randgold, respectivement;
- ii) examiné certains états financiers non publics et d'autres données financières et opérationnelles non publiques concernant la Société et Randgold, respectivement, que la direction de la Société et la direction de Randgold, respectivement, ont préparés et nous ont fournis;
- iii) examiné certaines données financières et opérationnelles prévisionnelles non publiques concernant la Société que la direction de la Société a préparées et nous a fournies (« projections de la Société »);
- iv) examiné certaines données financières et opérationnelles prévisionnelles non publiques concernant Randgold que la direction de la Société et la direction de Randgold ont préparées et nous ont fournies (« projections de Randgold ») et certains ajustements apportés aux projections de Randgold que la direction de la Société a préparées et nous a fournies (« projections de Randgold ajustées par la Société »);
- v) discuté des activités antérieures et actuelles, des projections financières et de la situation financière actuelle de la Société et de Randgold avec de hauts dirigeants de la Société;
- vi) analysé certains effets financiers pro forma éventuels de l'opération sur la Société;
- vii) examiné les cours publiés et les données historiques sur la négociation des actions ordinaires de la Société et des actions ordinaires de Randgold, respectivement;

- viii) comparé le rendement financier de la Société et de Randgold et leurs multiplicateurs de marché respectifs avec ceux de certaines autres sociétés ouvertes que nous jugeons pertinentes;
- ix) participé à certaines discussions et négociations entre les représentants de la Société et de Randgold et leurs conseillers financiers et juridiques respectifs;
- x) comparé certaines modalités financières de l'opération aux modalités financières, dans la mesure où elles étaient accessibles au public, de certaines autres opérations que nous jugeons pertinentes;
- xi) examiné des ébauches des documents relatifs à la fusion et de certains documents connexes; et
- xii) examiné les autres études et analyses financières et tenu compte des autres renseignements et autres critères financiers, économiques et commerciaux que nous avons jugés pertinents pour former notre avis.

Dans le cadre de la préparation de notre avis, nous nous sommes fiés, sans vérification indépendante, à toutes les informations et données financières, juridiques, réglementaires, techniques, scientifiques, fiscales, comptables et autres qui étaient accessibles au public, qui nous ont été fournies, que nous avons par ailleurs examinées ou qui ont fait l'objet de discussions avec nous, et nous avons tenu pour acquis qu'elles étaient exactes et complètes. Des membres de la direction de la Société nous ont notamment déclaré, dans une attestation remise en date des présentes, que l'information, les données, les conseils, les avis, les déclarations et les autres éléments d'information (oraux ou écrits) (appelés collectivement l'« information ») qui nous ont été fournis au nom de la Société et qui se rapportent à la Société et à Randgold, selon le cas, étaient complets et exacts à tous égards importants à la date où l'information nous a été fournie et qu'il n'était survenu aucun changement important, d'ordre financier ou autre, depuis cette date quant à la situation de la Société ou de Randgold ou à leurs actifs, passifs (éventuels ou autres), entreprise ou activités respectifs ou quant à leur direction ni aucun changement concernant un fait important, ni aucun fait nouveau important de nature à rendre l'information ou une partie de celle-ci non véridique ou trompeuse à un égard important ou raisonnablement susceptible d'avoir un effet important sur notre avis, sauf qu'en ce qui concerne l'information se rapportant à Randgold, cette déclaration est exprimée comme étant faite à la connaissance de la Société. En ce qui a trait aux projections de la Société et aux projections de Randgold ajustées par la Société, nous avons supposé qu'au moment de leur préparation, elles avaient été préparées raisonnablement en fonction de données reflétant les meilleures estimations actuellement disponibles et des jugements de bonne foi de la direction de la Société quant au rendement financier futur de la Société et de Randgold, respectivement. En ce qui a trait aux projections de Randgold, nous avons supposé qu'au moment de leur préparation, elles avaient été préparées raisonnablement en fonction de données reflétant les meilleures estimations actuellement disponibles et des jugements de bonne foi de la direction de Randgold quant au rendement financier futur de Randgold. Nous n'avons pas procédé à une évaluation ou expertise indépendante des actifs ou des passifs (éventuels ou autres) de la Société ou de Randgold ni reçu une telle évaluation ou expertise, et nous n'avons pas effectué non plus d'inspection physique des biens ou des actifs de la Société ou de Randgold. Notre avis ne porte pas sur le bien-fondé relatif de l'opération par rapport aux autres stratégies d'affaires qui pourraient exister pour la Société ni sur l'incidence de toute autre opération que la Société pourrait effectuer.

Pour former notre avis, nous avons supposé qu'à tous les égards importants pour notre analyse, les déclarations et garanties de chaque partie contenues dans les documents relatifs à la fusion étaient véridiques et exactes et que l'opération serait réalisée conformément à ses modalités, sans renonciation ni modification touchant ses modalités, conditions et ententes. Nous avons également tenu pour acquis que tous les consentements, approbations ou quittances nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment de la part d'un gouvernement ou d'un organisme de réglementation, seraient obtenus sans retard, limitations, frais, restrictions ou conditions qui auraient un effet défavorable important sur la Société ou Randgold ou sur les avantages escomptés de l'opération pour la Société aux fins de notre avis. Nous avons en outre supposé que les modalités définitives des documents relatifs à la fusion et des documents connexes ne différeront pas à un égard important pour notre analyse des modalités énoncées dans le projet que nous avons examiné. Nous n'exprimons aucun avis sur ce que sera effectivement la valeur des actions ordinaires de la Société ou des actions ordinaires de Randgold lorsqu'elles seront émises dans le cadre de l'opération ni sur le cours auquel les actions ordinaires de la Société ou les actions ordinaires de Randgold se négocieront à quelque moment que ce soit.

Nous n'exprimons aucun avis sur d'autres questions que le caractère équitable du ratio d'échange, du point de vue financier, pour la Société. De plus, nous n'avons pas évalué la solvabilité ni la juste valeur de la Société ou de Randgold aux termes des lois de tout territoire en matière de faillite, d'insolvabilité ou de questions similaires et n'exprimons aucun avis à cet égard. Nous n'exprimons pas d'opinion sur le caractère équitable du montant ou de la nature de toute rémunération devant être versée à l'un ou l'autre des dirigeants, des administrateurs ou des employés de la Société ou de Randgold, individuellement ou en tant que groupe, par rapport au ratio d'échange ou à toute autre contrepartie et notre avis ne porte pas sur cette question. Nous ne sommes pas des conseillers juridiques, techniques ou scientifiques ni des conseillers en réglementation, en fiscalité ou en comptabilité et nous n'exprimons aucun avis sur des questions juridiques, techniques, scientifiques, réglementaires, fiscales ou comptables. Notre avis est nécessairement

fondé sur l'information à notre disposition et sur la conjoncture et les circonstances financières, boursières ou autres ayant cours à la date des présentes et nous n'avons aucune obligation ou responsabilité de mettre à jour, de réviser ou de reconfirmer cet avis en fonction des circonstances, faits nouveaux ou événements qui se produiront après la date des présentes.

Nous avons agi à titre de conseillers financiers de la Société relativement à l'opération proposée et toucherons pour ces services une rémunération dont une partie importante est conditionnelle à la réalisation de l'opération. En outre, la Société s'est engagée à rembourser nos frais et à nous indemniser de certaines obligations pouvant découler de notre mission. Nous-mêmes et des membres de notre groupe avons fourni par le passé et fournissons actuellement à la Société des services qui n'ont aucun rapport avec l'opération proposée et nous-mêmes et ces membres de notre groupe avons touché et nous attendons à toucher les honoraires habituels pour la prestation de ces services. En outre, nous-mêmes et des membres de notre groupe pourrions fournir ultérieurement des services à la Société, à Randgold ou à des personnes qui ont un lien avec l'une d'elles ou qui appartiennent au même groupe que l'une d'elles et nous attendrions alors à recevoir les honoraires habituels pour la prestation de ces services.

Cet avis, dont la transmission a été approuvée par notre comité responsable des avis sur le caractère équitable, est donné uniquement à titre informatif au conseil d'administration de la Société dans le cadre de son évaluation de l'opération proposée; aucun tiers ne peut s'y fier et il ne peut être utilisé à aucune autre fin. Cet avis ne vise pas à constituer ni ne constitue une recommandation à un actionnaire quelconque de la Société ou de Randgold sur la façon dont cet actionnaire devrait voter ou agir à l'égard de l'opération ou de toute autre question. Cet avis ne peut être divulgué, mentionné ou communiqué (en totalité ou en partie) à aucun tiers, à quelque fin que ce soit, sans notre approbation écrite préalable, sauf qu'il peut être inclus intégralement et/ou sous forme de résumé (que nous aurons jugé acceptable) dans la circulaire de sollicitation de procurations par la direction qui doit être envoyée aux actionnaires de la Société, dans les documents relatifs à la fusion, dans le document du plan (au sens défini dans les documents relatifs à la fusion) et dans tout autre document mis à la disposition des actionnaires de la Société si cette inclusion est exigée par la loi applicable ou si sa communication est exigée en vertu de la loi, d'une ordonnance du tribunal ou d'un règlement.

Sur la foi de ce qui précède ainsi que de notre expérience à titre de banque d'investissement, de nos travaux décrits ci-dessus et des autres facteurs que nous avons jugés pertinents et compte tenu des réserves exprimées ci-dessus, nous sommes d'avis qu'à la date des présentes le ratio d'échange est équitable, du point de vue financier, pour la Société.

Vos tout dévoués,

/s/ The Klein Group, LLC

THE KLEIN GROUP, LLC

ANNEXE F : Avis sur le caractère équitable de Morgan Stanley

[traduction]

Morgan Stanley

Le 23 septembre 2018

Le conseil d'administration
Société aurifère Barrick
Brookfield Place
TD Canada Trust Tower
Bureau 3700, 161 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2S1

Aux membres du conseil,

Nous croyons savoir que Randgold Resources Limited (« Randgold ») et la Société aurifère Barrick (« Société ») se proposent de conclure une convention de coopération (« convention de coopération »), qui, avec l'annonce qui est prévue à cet égard en conformité avec la règle 2.7 (ensemble, « documents relatifs à la fusion »), dans chaque cas essentiellement sous la forme du projet daté du 23 septembre 2018, prévoit notamment que la Société acquerra toutes les actions ordinaires émises et devant être émises, d'une valeur nominale de 0,05 \$ US l'action, de Randgold (« actions ordinaires de Randgold ») dans le cadre d'un plan d'arrangement homologué par un tribunal et régi par la *Companies (Jersey) Law, 1991* ou au moyen d'une offre publique d'achat (dans l'un et l'autre cas, la « fusion »). Dans le cadre de la fusion, chaque action ordinaire de Randgold sera cédée à la Société en échange de 6,1280 actions ordinaires (« ratio d'échange ») du capital de la Société (« actions ordinaires de la Société »), sous réserve de rajustement dans certaines circonstances. Les modalités de la fusion sont décrites plus amplement dans les documents relatifs à la fusion.

Vous nous avez demandé un avis quant au fait que le ratio d'échange établi dans les documents relatifs à la fusion était ou non équitable, du point de vue financier, pour la Société.

Aux fins de l'avis donné dans les présentes, nous avons :

- 1) examiné certains états financiers et autres renseignements commerciaux et financiers publics concernant la Société et Randgold, respectivement;
- 2) examiné certains états financiers et d'autres données financières et opérationnelles internes concernant la Société et Randgold, respectivement;
- 3) examiné certaines projections financières préparées par la direction de la Société et la direction de Randgold, respectivement;
- 4) discuté des activités et de la situation financière antérieures et actuelles ainsi que des perspectives de Randgold avec de hauts dirigeants de la Société;
- 5) discuté des activités et de la situation financière antérieures et actuelles ainsi que des perspectives de la Société avec de hauts dirigeants de la Société;
- 6) analysé l'incidence pro forma de la fusion sur certaines données par action, sur les flux de trésorerie, sur la structure du capital consolidé et sur certains ratios financiers de la Société;
- 7) examiné les cours publiés et les données sur la négociation des actions ordinaires de Randgold et des actions ordinaires de la Société;

- 8) comparé le rendement financier de Randgold et de la Société avec celui de certaines autres sociétés ouvertes comparables à Randgold et à la Société, respectivement, et les cours et la négociation des actions ordinaires de Randgold et des actions ordinaires de la Société avec ceux des titres de ces autres sociétés ouvertes comparables respectives;
- 9) examiné les modalités financières, dans la mesure où elles étaient accessibles au public, de certaines opérations comparables;
- 10) participé à certaines discussions et négociations entre les représentants de la Société et de Randgold et leurs conseillers financiers et juridiques;
- 11) examiné les documents relatifs à la fusion et certains documents connexes; et
- 12) effectué les autres analyses, examiné les autres renseignements et tenu compte des autres facteurs que nous avons jugés pertinents.

Nous avons supposé que l'information publique ou fournie ou mise autrement à notre disposition par la Société et par Randgold était exacte et complète et nous nous y sommes fiés, sans vérification indépendante, et cet avis se base en grande partie sur cette information. Des membres de la haute direction de la Société ont notamment déclaré à Morgan Stanley, dans une attestation remise en date des présentes, que l'information, les données, les conseils, les avis, les déclarations et les autres éléments d'information (oraux ou écrits) (appelés collectivement l'« information ») fournis à Morgan Stanley au nom de la Société et se rapportant à la Société et à Randgold, selon le cas, étaient complets et exacts à tous égards importants à la date où l'information a été fournie à Morgan Stanley et qu'il n'était survenu aucun changement important, d'ordre financier ou autre, depuis cette date quant à la situation de la Société ou de Randgold ou à leurs actifs, passifs (éventuels ou autres), entreprise ou activités respectifs ni aucun changement concernant un fait important, ni aucun fait nouveau important de nature à rendre l'information ou une partie de celle-ci non véridique ou trompeuse à un égard important ou raisonnablement susceptible d'avoir un effet important sur cet avis, toutefois, en ce qui concerne l'information se rapportant à Randgold, cette déclaration est exprimée comme étant faite à la connaissance de la Société.

En ce qui a trait aux projections financières, nous avons supposé qu'elles avaient été préparées raisonnablement en fonction de données reflétant les meilleures estimations actuellement disponibles et les meilleurs jugements respectifs de la Société et de Randgold quant au rendement financier futur de la Société et de Randgold. De plus, nous avons tenu pour acquis que la fusion serait réalisée conformément aux modalités décrites dans les documents relatifs à la fusion sans renonciation, modification, ni retard touchant l'ensemble des modalités, y compris le fait que les documents relatifs à la fusion définitifs ne différeront à aucun égard important des projets qui nous ont été fournis. Morgan Stanley a supposé, en ce qui concerne la réception de tous les consentements et approbations nécessaires à la fusion proposée, notamment de la part d'un gouvernement ou d'un organisme de réglementation, qu'aucun retard ni aucune limitation, restriction ou condition susceptible d'avoir un effet défavorable important sur les avantages escomptés de la fusion proposée ne sera imposé. Nous ne sommes pas des conseillers juridiques, techniques ou scientifiques ni des conseillers en fiscalité ou en réglementation. Nous sommes uniquement des conseillers financiers et nous nous sommes fiés, sans vérification indépendante, à l'évaluation faite par la Société et Randgold ainsi que leurs conseillers juridiques, techniques et scientifiques et leurs conseillers en fiscalité ou en réglementation des questions juridiques, techniques, scientifiques, fiscales et réglementaires. Nous n'exprimons aucun avis sur le caractère équitable du montant ou de la nature de la rémunération des dirigeants, des administrateurs ou des employés de Randgold individuellement ou en tant que groupe, par rapport à la contrepartie qui sera versée aux porteurs des actions ordinaires de Randgold dans le cadre de cette opération. Nous n'avons pas procédé à une évaluation ou à une expertise indépendante des actifs ou des passifs de la Société ou de Randgold, ni n'avons reçu de telles évaluations ou expertises. Notre avis est nécessairement fondé sur la situation financière et économique, sur la conjoncture des marchés et sur les autres situations ayant cours à la date des présentes et sur l'information mise à notre disposition en date des présentes. Il est possible que des événements qui se produiront après la date des présentes aient une incidence sur cet avis et sur les hypothèses ayant servi à sa préparation, et nous n'assumons aucune obligation de mettre à jour, de réviser ou de reconfirmer cet avis.

Nous avons agi à titre de conseillers financiers auprès du conseil d'administration de la Société relativement à cette opération et toucherons des honoraires pour nos services. Nous nous attendons à ce qu'une partie des honoraires soit conditionnelle à l'expression de cet avis financier et qu'une partie importante du reste soit conditionnelle à la clôture de la fusion. En outre, Morgan Stanley sera remboursée de ses frais raisonnables et doit être indemnisée par la Société dans certaines circonstances. Au cours des deux exercices précédant la date des présentes, nous avons fourni des services financiers à la Société et avons touché des honoraires pour ces services. Morgan Stanley peut aussi chercher ultérieurement à fournir des services-conseils financiers et des services de financement à la Société, à Randgold ou à des personnes qui ont un lien avec l'une d'elles ou qui appartiennent au même groupe que l'une d'elles (au sens de ces expressions défini dans la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario)) et s'attendrait alors à recevoir des honoraires pour la prestation de ces services.

Veillez noter que Morgan Stanley est un cabinet de services financiers mondial exerçant des activités dans les secteurs des valeurs mobilières, de la gestion de placements et de la gestion de patrimoine. Dans le secteur des valeurs mobilières, nous exerçons des activités de prise ferme, de négociation et de courtage, de change et d'opérations sur marchandises et sur dérivés ainsi que de courtage privilégié et offrons aussi des services de banque d'investissement et de financement et des services-conseils financiers. Morgan Stanley, les sociétés de son groupe, ses administrateurs et ses dirigeants peuvent en tout temps investir pour leur propre compte ou gérer des fonds qui investissent dans des titres de créance, des titres de capitaux propres ou des emprunts de Randgold, de la Société ou de toute autre société ou dans des devises ou des marchandises qui pourraient être visés par la présente opération ou dans un instrument dérivé connexe, détenir des positions acheteurs ou vendeurs ou financer des positions sur de tels titres, emprunts, devises ou marchandises et faire des opérations ou structurer et effectuer autrement des opérations sur de tels titres, emprunts, devises ou marchandises pour leur propre compte ou pour le compte de leurs clients.

À la connaissance de Morgan Stanley, la Société ne lui a refusé l'accès à aucune information qu'elle lui a demandée. Nous n'exprimons pas d'opinion, et cet avis ne porte pas, sur les modalités ou tout autre aspect des documents relatifs à la fusion, ni sur les opérations qui y sont envisagées, ni sur les modalités ou autres aspects de quelque autre entente ou instrument envisagé dans les documents relatifs à la fusion ou conclu ou modifié dans le cadre de ceux-ci, mais uniquement sur le caractère équitable, du point de vue financier, du ratio d'échange pour la Société.

Cet avis a été approuvé par un comité de spécialistes des services bancaires d'investissement et d'autres professionnels de Morgan Stanley conformément à notre pratique habituelle. Cet avis s'adresse uniquement au conseil d'administration de la Société et ne peut être utilisé à d'autres fins ni être communiqué sans notre consentement écrit préalable, sauf à des fins d'inclusion de son texte intégral et d'un résumé de celui-ci (sous une forme que nous jugeons acceptable) dans la circulaire de sollicitation de procurations par la direction qui doit être envoyée aux actionnaires de la Société, d'un résumé de celui-ci (sous une forme que nous jugeons acceptable) dans les documents relatifs à la fusion et dans le document du plan (au sens défini dans les documents relatifs à la fusion) et dans tout document mis à la disposition des actionnaires de la Société si cette inclusion est exigée par la loi applicable ou si sa communication est exigée en vertu de la loi, d'une ordonnance du tribunal ou d'un règlement. Notre avis ne porte pas sur le bien-fondé relatif de la fusion par rapport à toute autre opération commerciale pouvant être effectuée à la place ni par rapport à d'autres solutions de rechange, ni sur l'existence ou la possibilité de réalisation de telles solutions de rechange ni ne porte sur le caractère réaliste ou la disponibilité ou non de ces autres solutions, pas plus qu'il ne traite de la décision d'affaire sous-jacente de la Société de conclure la convention de coopération ou de publier l'annonce prévue à la règle 2.7 ou encore de procéder à toute autre opération envisagée dans les documents relatifs à la fusion. De plus, cet avis ne porte en aucune façon sur le cours auquel les actions ordinaires de la Société se négocieront après la réalisation de la fusion ou à quelque moment que ce soit et Morgan Stanley n'exprime aucun avis ni aucune recommandation sur la façon dont les actionnaires de la Société ou de Randgold devraient voter aux assemblées des actionnaires qui seront tenues relativement à la fusion.

Sur la foi de ce qui précède et compte tenu des réserves qui y sont exprimées, nous sommes d'avis à la date des présentes que le ratio d'échange établi aux termes des documents relatifs à la fusion est équitable, du point de vue financier, pour la Société.

Vos tout dévoués,

MORGAN STANLEY CANADA LIMITÉE

Par : /s/ Richard Tory
Richard Tory
Directeur général

ANNEXE G : Information supplémentaire concernant Randgold (en anglais seulement)

For purposes of this Schedule, references to “we”, “our”, “us” and the “Company” refer to Randgold Resources Limited, together with all of its subsidiaries. The disclosure in this Schedule has been prepared without giving effect to the Merger. Although Barrick does not have any knowledge that would indicate that such information relating to Randgold is untrue or incomplete, neither Barrick nor any of its directors or officers assumes any responsibility for the accuracy or completeness of such information or for the failure by Randgold to disclose events or information regarding Randgold that may affect the completeness or accuracy of such information.

Material Properties

Set out below are summaries of the Kibali mine and the Loulo-Gounkoto mine complex. These properties will be material to Barrick after giving effect to the Merger. Information regarding properties that are currently material to Randgold, but will not be material to Barrick after giving effect to the Merger is contained in the Randgold 20-F.

Kibali Gold Mine

Overview

The scientific and technical information below with respect to the Kibali Gold Mine (**Kibali** or the **Kibali Project**) has been derived from, and in some instances extracted from, a National Instrument 43-101 — *Standards of Disclosure for Mineral Projects (NI 43-101)* technical report entitled “Technical Report on the Kibali Gold Mine, Democratic Republic of the Congo” with an effective date of December 31, 2017 and an issue date of September 18, 2018 (the **Kibali Technical Report**) prepared by Rodney B. Quick, MSc, Pr. Sci.Nat, Simon Bottoms, CGeol, MGeol, FGS, MAusIMM, Richard Quarumby, BSc, Pr Eng, C Eng, MSAIChE, MloMMM, MBA, Mr. Andrew Law, HND(MMin), MBA, FAusIMM (CP), FIQA, MAICD, AFAIM and Graham E. Trusler, Msc, Pr Eng, MICHÉ, MSAIChE, each of whom approved the scientific and technical information contained in this summary that was derived from or extracted from the portion of the Kibali Technical Report that such person authored, and is a “qualified person” within the meaning of NI 43-101 (a **Qualified Person**).

A copy of the Kibali Technical Report can be found under Randgold’s profile on SEDAR at www.sedar.com to obtain further particulars regarding the Kibali Project. Figures or charts referred to in this summary but not reproduced in the following summary may be viewed in the Kibali Technical Report. Table references are to tables in the Kibali Technical Report, certain of which are reproduced in this summary. Technical information in this summary regarding the Kibali Project should be read in the context of the qualifying statements, procedures and accompanying discussion within the complete Kibali Technical Report and this summary is qualified in its entirety by the Kibali Technical Report.

Project Description, Location and Access

Project Setting

The Kibali Project is a gold mining and exploration project, which is located in the northeast of the Democratic Republic of Congo (**DRC**), approximately 560 km northeast of the city of Kisangani and 150 km west of the Ugandan border town of Arua, near the international borders with Uganda and Sudan. Kinshasa, the capital city of DRC, is located approximately 1,800 km southwest of the Kibali Project.

Personnel access to the Kibali Project is commonly through charter flight directly to site from Entebbe, Uganda which is served daily by commercial flights from European cities. Road access is available from Kampala, Uganda and is approximately 650 km, which provides the primary route for operational supply chain. The Kibali Project covers an area of approximately 1,836 km², is centred at approximately 3.13° north and 29.58° east, is situated within two territories, namely Watsa and Faradje which fall under the administrative district of Haut Uélé.

The Kibali Project consists of multiple mineral deposits, including: Karagba-Chauffeur-Durba (**KCD**), Sessenge, Sessenge SW, Pakaka, Pamao, Gorumbwa, Mengu Hill, Mengu Village, Megi, Marakeke and Kombokolo.

Mineral Tenure, Surface Rights, Water Rights, Royalties and Agreements

Kibali Goldmines SA (**Kibali Goldmines**) has been granted ten Exploitation (Mining) Permits under the DRC Mining Code (2002) in respect of the Kibali Project, eight of which are valid until 2029 and two of which are valid until 2030. All Mineral Resources and Ore Reserves summarised herein are contained within these permits. The principal mineral deposit, KCD, is formed as both an open pit and underground mine. This operation and the associated infrastructure (processing plant, accommodation, and airport) are within Exploitation Permits 11447 and 11467.

The Kibali Project’s operations conform to the DRC Mining Code (2002) and regulations. In the opinion of the Qualified Persons, all appropriate permits have been acquired and obtained to conduct the work proposed for the Kibali Project property. The next renewal dates for the permits are November 5, 2029 and March 6, 2030 and the current life of mine plan (**LOM**) for the Ore Reserves at the Kibali Project extends beyond these dates.

The DRC Mining Code (2002) includes provision for renewal of all Exploitation Permits for a successive period of 15 years, providing the holder has not breached the permit obligations of permit fee and annual surface rights fees payment and upholds all environmental standards set out in the Exploitation Permit. Furthermore, the permit holder should provide the appropriate government departments with a monthly mining activity report and quarterly exploration reports. All the permit fees, surface rights fees, and taxes relating to Kibali Goldmines' exploitation rights have been paid to date and the concession is in good standing.

The DRC Mining Code (2002) and associated regulations have been amended with an updated Mining Code which came into force on March 9, 2018 (**DRC Mining Code (2018)**) and the related amended mining regulations which came into force on June 8, 2018. The following changes have been made to the DRC Mining Code (2002) that could have an impact on Kibali:

- Royalty charges are to be increased from 2.5% to 3.5%. This increases royalty charges over the LOM by an estimated \$94.5 M, which would not materially impact the LOM profitability;
- Various increases in import and other duties from 4% to 7% depending on consumable type, which would not materially impact the LOM profitability; and
- A super-tax profit has been promulgated based on the feasibility study prepared at the time the approval was given for the building of the Kibali Project. Accordingly, such a tax would only apply if the average annual gold price was in excess of \$2,000/oz.

The exact impact, if any, of the changes will only be fully known once the DRC Mining Code (2018) and related regulations are clarified and implemented in full. Going forward, the DRC Mining Code (2018) envisages a stability period for the tax, customs, and exchange control regime of five years from the date on which the DRC Mining Code (2018) came into force and further provides that a number of the taxes shall be applied in accordance with the applicable substantive law.

Kibali Jersey Limited, the holding company of Kibali, and the shareholders of Kibali Jersey Limited and Kibali Goldmines, are considering all options to protect their vested rights under the DRC Mining Code (2002) and to enforce the additional state guarantees previously received, including preparations for international arbitration. In addition, engagement with the DRC government is ongoing, with the aim of exploring alternative solutions, which could be mutually acceptable to both parties. This includes the application of Article 220 of the DRC Mining Code (2018), which affords benefits to mining companies such as Kibali, operating in landlocked infrastructurally challenged provinces. If Article 220 were applied to Kibali, any advantages granted would mitigate any impact of the implementation of the DRC Mining Code (2018). The Qualified Persons note that the DRC Mining Code (2018) is in the process of transition, and the current proposed changes do not have an impact on the stated Mineral Resource or Ore Reserves at the gold prices used for Ore Reserve (\$1,000/oz), Mineral Resource (\$1,500/oz), or the current gold prices of \$1,200/oz (as of August 2018).

In the Qualified Persons' opinion, all appropriate permits have been acquired and obtained to conduct the work proposed for the property. The Qualified Persons are not aware of any risks that could result in the loss of ownership of the deposits or loss of the permits, in part or in whole. The Qualified Persons are not aware of any other significant factors and risks that may affect access, title, or the right of ability to perform work on the Kibali Project property.

History

The discovery of gold in the northeast of the DRC is attributed to Hannan and O'Brien in 1903. Historical gold production from the Kilo and Moto areas between 1906 and 2009 is estimated to be approximately 11 Moz, half of which came from alluvial deposits. Mining operations were conducted by the Belgian Government via the Société des Mines d'Or de Kilo-Moto (**SOKIMO**), which was established in 1926. Most of the mining activity within the Kibali Project area was undertaken during the 1950s but accurate production records have been lost over the years of civil unrest in the region. Gorumbwa, Agbarabo and Durba deposits are believed to have produced more than 60% of the over 3 Moz of recorded gold production from the Moto area.

After independence in 1960, gold production dropped sharply as mining was mainly undertaken by artisanal workers and small-scale alluvial operations. SOKIMO changed its name to Offices des Mines d'Or de Kilo-Moto (**OKIMO**) in 1966 and was the main operator in the Kibali Project area. Sporadic underground mining was conducted in the Kibali Project area after 1960, however this is believed to be of a remnant nature and as such negligible amounts of gold were produced. Accurate production records are not available due to the civil unrest in the region during the 1980s and 1990s. The KCD deposit was originally discovered by a joint venture (**JV**) between Barrick and AngloGold Ashanti Limited (**AngloGold Ashanti**) in 1998. The Barrick and AngloGold Ashanti JV completed a number of drilling programs, mainly concentrated at KCD and Pakaka. AngloGold Ashanti and Barrick withdrew from the Kibali Project in 1998 due to local unrest and civil war.

Moto Goldmines Limited (**Moto**) acquired the available 70% stake in the Kibali Project in 2004. Moto completed a pre-feasibility study in 2006, a feasibility study in December 2007, and an optimised feasibility study in March 2009. In July 2009, Randgold and AngloGold Ashanti entered into a 50/50 JV, which acquired Moto and their 70% ownership of the Kibali Project. In December 2009, the JV acquired an additional 20% shareholding of Kibali Goldmines from SOKIMO. The DRC government remained a partner in the Kibali Project through OKIMO retaining a 10% interest.

Kibali Goldmines undertook a feasibility study update which doubled the declared Ore Reserve to over 10 Moz of gold. Subsequently, construction was approved in 2012 and Kibali has been developed in two key phases. Phase 1 encompassed the construction and mining of the KCD open pit

operation which commenced mining in July 2012, together with construction of the processing plant and commissioning of the oxide processing circuit began in the third quarter of 2013. Kibali poured its first gold in September 2013, ahead of plan, and started commercial production in the fourth quarter of 2013. A 36-unit high speed thermal power station was constructed to support the power generation requirements of the mine, together with the first of three hydropower stations Nzoro 2. This first phase of development was completed in December 2014. Phase 2 comprises construction of the underground mine development, including the vertical shaft and twin declines, in addition to the associated Project infrastructure to support mining of other satellite open pit operations including Mengu-Hill, Pakaka, Kombokolo and Rhino. During this phase two additional hydropower stations were constructed and commissioned, the first of which Ambarau was commissioned at the start of 2017 and the second Azambi is scheduled for commissioning in 2018, along with further satellite pit developments including Sessenge and Gorumbwa. Commissioning of the sulphide circuit began early in 2014, and production has steadily ramped-up since then with the Kibali mine now consistently exceeding its processing design capacity.

Geological Setting, Mineralization and Deposit Types

The Kibali deposits are hosted within the Kibali Greenstone Belt (otherwise referred to as Moto granite-greenstone terrane), bounded to the north by the West Nile Gneiss and to the south by plutonic rocks of the Watsa district. The Kibali Greenstone Belt is an elongate west-northwest-east-southeast trending terrane containing Archean aged volcano-sedimentary conglomerate, carbonaceous shales, siltstone, banded iron formations, sub aerial basalts, mafic intermediate intrusions (dykes and sills) and multiple intrusive phases that range from granodiorite, to gabbroic in composition. Based on textures and types of lithologies present in the stratigraphy, the rocks within the Kibali Project area are interpreted as having been laid down in an aqueous environment.

The majority of the primary lithologies are clastic (sedimentary) in origin, possibly being developed in a regional extensional environment such as a rift graben or half graben. At Kibali, the gold deposits are largely hosted in siliciclastic rocks, banded iron formations, and cherts that were metamorphosed under greenschist facies conditions, situated along a curvilinear zone 20 km long and up to one km in width, known as the “KZ Structure”. Gold mineralisation is concentrated in gently northeast to north-northeast-plunging fold axes whose orientations are generally parallel with a prominent lineation in the mineralised rocks.

The Kibali deposits differ from many orogenic gold deposits as they are hosted within a thrust stack sequence with ductile to brittle-ductile deformational structures and a complex folding history. There are two principal structure sets: northwest-southeast striking, northeast dipping thrust faults and a series of sub-vertical northeast-southwest shear structures both of which in association with the folding are considered important mineralising controls. Unlike many other orogenic gold deposits, mineralisation within the Kibali district typically lacks significant phases of quartz-rich veins.

The mineralised deposits of the Kibali district are associated with halos of quartz, ankerite, and sericite (ACSA-A) alteration that extend for 10s to 100s of metres into the adjacent rocks. Areas of economic mineralisation are defined where the project scale ACSA-A alteration is locally overprinted by the ankerite-siderite, pyrite alteration assemblage (ACSA-B) that hosts the gold mineralisation. The gold bearing sulphides consist of disseminated pyrite, minor pyrrhotite, and arsenopyrite. The auriferous pyrite occurs as both “salt and pepper” disseminated fine grains and bleb-like clusters of disseminated grains.

The KCD deposit is the principal mineralised occurrence along the Sessenge-KCD Trend. It consists of three semi-vertically stacked lodes hosted within the volcano-sedimentary units, conglomerate units, and ironstone and chert assemblages. The location of the individual lodes within the KCD deposit are intimately controlled by the position, shape, and orientation of a series of gently northeast-plunging fold axes. The lodes may be linked genetically by large-scale recumbent folding developed between two bounding northeast trending structures.

Higher grade zones of strong to intense alteration overprint and texturally-destructive foliation and lithological textures. These are broadly categorised as the 3000 lodes, 5000 lodes, and the 9000 lodes, all of which plunge towards the northeast at low to moderate angles (approximately 30°) with drilling intercepts indicating a down plunge continuation of approximately 2,000 m (remaining open down plunge).

The 3000 lode crops out in the present open pit (Karagba) and is the western-most lode. It is approximately 300 m in width, 30 m thick, and has a broad gentle and open semi-synclinal form to its plunge. The 5000 lode outcrops slightly east and south of the 3000 lode (Chaufeur and Durba) and forms the majority of the topographically elevated area known as Durba Hill. The lodes are more sub-vertical in attitude than the 3000 and 9000 lodes and are of a consistently higher grade. The 9000 lode outcrops out to the south of Durba Hill, forming the Mineral Resources in the Sessenge open pit. The 9000 lode is comprised of two main lodes; 9101 and 9105. The 9105 lode is of a similar shape and attitude as the 5000 lode, with the flat underlying 9101 lode extending up-plunge to Sessenge open pit mineralisation.

Both Gorumbwa and Kombokolo deposits occur along a northeast trending mineralised corridor located 800 m to the west of the main Sessenge-KCD structural zone. Both are considered to be formed from the same mineralising event, with similar alteration and structural characteristics to the KCD deposit but significantly smaller in size. The Gorumbwa deposit was mined by SOKIMO in 1955 from both underground and via a small open pit operation, with total production estimated to have been approximately 2.8 Mt at 7 g/t Au. The underground and open pit workings are presently collapsed and flooded. The mineralisation consists of a series of stacked ‘lenses’ that variably extend down plunge for a length of 1,000 m at an average width of 200 m and which have been mined to a depth of 400 m below topographic surface.

The Mengu Hill deposit lies near the northwest end of the northwest trending Pakaka-Mengu Trend. The stratigraphy in the vicinity of the deposit is dominated by a meta-conglomerate unit that is interbedded with fine-grained sediments, siliceous sericite schist and minor mafic volcanic rocks. These lithologies overlay a massive magnetite and specular hematite ironstone-chert unit that has weathered to create the topographic high, namely “Mengu Hill”. Mineralisation is associated with silica-ankerite-pyrite alteration and is focused within the ironstone unit and along its contact with the overlying conglomerate unit. The mineralised lens is cigar like in shape and plunges shallowly to the NE with development of refolded folds or sheaths. The Mengu Hill mineralisation averages 150 m in width and continues 700 m down plunge to a depth of 250 m below the topographical surface.

The Pakaka-Pamao deposits are located at the SE end of the 7 km northwest trending Pakaka-Mengu Trend. Gold mineralisation at Pakaka-Pamao is hosted by the meta-conglomerate interbedded with minor tuffaceous units. Recent works show mineralisation to be hosted in meta-sandstone and banded iron formation. The mineralised zones are characterised by silica-ankerite-pyrite alteration, mainly in well-foliated siliceous rocks. Higher gold grades appear to correlate well with the presence of abundant pyrite and arsenopyrite, and spatially associated with the intersection of the northwest trending thrust surface and a northeast trending strain corridor. The structures combine to produce a broad northeast plunging open anticlinal structure, with Pamao on the west limb and Pakaka on the east. The Pakaka mineralisation continues down plunge beyond the limits of the drilling and represents further exploration potential. The Pakaka mineralisation extends over a strike length of 1,000 m, averages a thickness of 30 m and has been identified to at least a depth of 350 m below surface.

Mengu Village is located near the northwest end of the Pakaka-Mengu Trend. The mineralisation is tabular in form, trending northwest and dipping shallowly to the northeast and is hosted by conglomerates with thin ironstone and carbonaceous shale intercalations. The mineralisation is approximately 150 m in strike length with an average thickness of 15 m and has been identified to a depth of 150 m below the surface.

The Marakeke deposit is located midway along the Pakaka-Mengu Trend with mineralisation developed in a variably carbonate-sericite-silica altered ironstone-chert, that dips to the northeast at approximately 30° and strikes west-northwest. The Marakeke deposit occurs as a single tabular lens typically between 10 m to 30 m thick that trends northwest and dips gently to the northeast. The mineralised zone has been tested by drilling over a strike length of approximately 1,000 m and extends some 200 m down dip.

Exploration

The Kibali Project has been explored since the early 1900s by SOKIMO, and more recently by Barrick and AngloGold Ashanti, and then Moto using geochemistry sampling, mapping, trenching, geophysical surveys, and drilling. Kibali Goldmines has been exploring at Kibali since 2010. Exploration at Kibali focuses on advancing both brownfields and greenfields targets. Brownfields exploration involves testing underground and open pit targets for extensions of high-grade mineralisation based on the structural model, but commonly in a down plunge direction as the major axis of continuity. Satellite deposits and gaps between existing Mineral Resources are evaluated by exploration work to define Mineral Resources from conceptual targets. During 2018, a key exploration programme will target the previously identified prospect of Kalimva-Ikamva with the aim of defining Inferred Mineral Resources.

The 2018 resource definition exploration is scheduled to target the down plunge extension of the KCD 5000 lodes focusing above the bottom level of the shaft, with drilling from a dedicated underground exploration drill drive, whilst continuing the advanced grade control programme ahead of development and infill grade control programme for final pre-production definition of Measured Resources. See also “Kibali Gold Mine — History”.

Drilling

Over the course of several campaigns prior to 2009, a total of 459,301 m of historical drilling was conducted by previous operators as described in the Kibali Technical Report. The aim of this drilling was to estimate Indicated Mineral Resources as well as limited Measured Mineral Resources for feasibility study purposes. Since 2009, some 1,353,896 m of drilling has been completed. All Kibali Mineral Resources have been estimated using a combination of diamond drill (**DD**), reverse circulation (**RC**) and chip sampling. In addition to the drilling described in the Kibali Technical Report, there are a number of pseudo holes that have been created from trench/channel sampling. This information is, however, not generally used for resource modelling at Kibali (e.g., trenches for open pits and underground face sampling only for ore development).

Drill holes are planned in Vulcan and Micromine software. Consideration is given to the orientation of the drilling in relation to the geological structures, to provide for unbiased sampling. The senior geologist, drill contractor, mine planner, mine surveyor, and mineral resource manager all sign off on the drill hole plan prior to initiating drilling. Open pit drill collars, as well as back sights and foresights, are surveyed in using hand held or differential Global Positioning System (**GPS**), and then staked, by the Kibali Mine surveyors. Underground drill collars, as well as back sights and foresights, are surveyed using total station underground survey instruments, and marked on the drift walls, by the Kibali Mine surveyors.

There are three categories of drilling at Kibali:

- Exploration Drilling – wide spaced exploratory and resource definition drilling. This category will include diamond drilling with RC pre-collars (**RC_DD**);
- Advanced Grade Control Drilling – consists of wider spaced drilling to position underground Footwall (**FW**) drives and also for Mineral Resource upgrades in the open pits; and

- Infill Grade Control Drilling – used for final production definition to inform Measured Mineral Resources / Proved Ore Reserves. Generally, Kibali's inventory of infill grade control drilling is some three to six months inventory for open pit and approximately 18 months for underground.

DD is utilised for resource extension work. PQ rods (85.0 mm) are generally used for the first 100 m down hole with HQ (63.3 mm) or NQ (47.6 mm) used from 100 m to 200 m depending on the drilling depth requirement. All grade control diamond drilling is completed in NQ. The diamond drilling has been completed by Boart Longyear (surface DD) and Ore Zone (underground DD), dominantly in NQ size. Core recoveries are in general good, with an average of 98.8% recovery in the unweathered rock, 94.3% recovery in the transitional zone and 73.6% in saprolite zone. Average ore zone recovery was 98.7% with a range of between 70% and 100%. RC chip samples are logged with the same lithological, mineralogical and alteration information as DD core but are logged on the 2 m RC samples from the riffle splitter.

In the Qualified Persons' opinion, the drilling and sampling procedures at Kibali are robust, suitable for the style of mineralisation and are at or above industry standard practices. There are no drilling, sampling, or recovery factors that could materially impact the accuracy and reliability of the results.

Sampling, Analysis and Data Verification

The sample boundaries of drill core are determined based on geology and alteration and most often varies from 0.8 m to 2.4 m. Half core is used whenever possible. Historically, quarter core was only used when there is a requirement for a duplicate assay or if another analysis type was required for the same interval. Metallurgical samples are taken from dedicated metallurgical drill holes or from coarse reject material. RC samples are collected from the rig in two metre intervals using a riffle splitter to create a 3 kg to 4 kg sample. Wet samples are dried before being split. All samples submitted for assay are prepared and analysed at SGS Doko laboratory, which is managed and self-certified by SGS and located on the Kibali mine site.

Grade control and exploration drill samples are prepared in the same manner. Once the samples are received by SGS Doko, the sample is weighed and entered into a Laboratory Information Management System (**LIMS**) tracking system. Samples are dried in an oven at 105°C. Channel and trench samples are disaggregated to remove dry lumps. Dried samples are crushed to ensure that 75% of the sample is below 2 mm. The crushed sample is then passed through a BOYD splitter and the reject material is retained. The split sample is then pulverised in an LM2 pulveriser until 85% passes through a 75-micron (200 mesh) screen and a 350 g is split removed and placed in a packet. The LM2 pulveriser is cleaned with an air hose every sample, and with blank material every 6th sample. SGS Doko undertakes regular screen sieve tests on the crushing and pulverising. The coarse (2 mm) reject and the pulp (75 micron) reject material are returned to Kibali for storage at the mine site and future re-analysis if required. An external audit completed by Optiro Pty Ltd. in 2017 concluded that the sample preparation procedures followed standard industry practices.

The Qualified Persons concluded that the sample preparation procedures are regularly checked and follow industry standard practices. All samples for Kibali are analysed by SGS Doko laboratory at the Kibali mine site or SGS Mwanza laboratory in Tanzania. SGS Mwanza is used for sample overflow and analysis that could not be completed at SGS Doko including multi element, arsenic for selected samples and soils analysis. Both laboratories are operated independently and self-certified by SGS. All samples are analysed using lead collection 50 g fire assay with atomic absorption finish with a gravimetric finish for any samples reporting above 100 g/t Au. Results discussed include samples from brownfield exploration and resource, open pit grade control, and underground grade control. A total of 249,359 samples were submitted in 2017. Approximately 15% of the total samples received are check samples inserted into the sample streams. Check samples consist of field duplicates for RC, pulp duplicates for diamond cores, certified referenced materials (**CRM**) and coarse blanks.

Kibali has an extensive Quality Assurance and Quality Control (**QA/QC**) programme in place. This section covers the QA/QC from January 1, 2017 to December 20, 2017 (the review period) for brownfields exploration and grade control assay data. Previous QA/QC reporting periods have not been observed to contain any significant sources of error or bias which would have a material effect on the Mineral Resource.

Samples are under security observation from collection at rig, to processing at the site core yard, to delivery at the laboratory. RC samples are weighed and documented on the rig. Samples, including duplicates, were delivered from the drill rig to a secure storage area within the fenced Kibali core facility. Then blanks and certified reference materials were inserted. Labelled samples are placed into large bags and sealed. The large bags are placed in a crate which are transported to the warehouse and trucked to the relevant laboratory by Kibali Goldmines personnel. Chain of custody procedures consisted of filling out sample submittal forms that are sent to the laboratory with sample shipments to make certain that all samples were received by the laboratory. Sample security has relied upon the fact that the samples are always attended or locked in appropriate sample storage areas prior to dispatch to the sample preparation facility. Analytical results from all laboratories are emailed to a Project email group and are later imported into the database by the Database Administrator. A paper certificate is mailed at a later date. Pulp samples are stored under conditions that are kept clean and dry to avoid contamination.

Overall, the QA/QC results returned are acceptable; however, they can be improved with implementation of stringent laboratory protocols and procedures, such as a full implementation of a LIMS sample submission and results reporting system to complement the existing LIMS tracking system. In the Qualified Persons' opinion, the sample preparation, analysis, and security procedures at the Kibali are appropriate for use in the estimation of Mineral Resources.

Mineral Processing and Metallurgical Testing

The Kibali gold processing plant comprises two largely independent processing circuits, the first one designed for oxide and transition ores and the second for sulphide refractory ore. However, both circuits are designed to process sulphide ore when the oxide and transition ore sources are no longer available. The flow sheet comprises crushing, ball milling, classification, gravity recovery, a conventional CIL circuit, flash flotation, also conventional flotation, together producing a concentrate which goes to ultra-fine-grinding and a dedicated intensive cyanide leach. This process consists of well tested technology in the gold industry and is appropriate for Kibali's style of mineralisation.

The extensive metallurgical testwork campaigns conducted for Kibali demonstrate two distinct behavioural patterns where some ore types exhibit free-milling characteristics suitable for gold extraction by a conventional carbon in leach (**CIL**) metallurgical process. Other ore types exhibit a degree of refractoriness, where straight cyanidation returns gold dissolutions considered to be too low for optimal plant operation. The reason for this refractoriness is due to the presence of occluded gold particles within sulphide minerals. It is found that a finer grind will expose a portion of this additional gold for leaching so that the recovery is enhanced to economically acceptable levels. Each process may be associated with the following standard recovery processes:

- Free-milling ores – conventional CIL circuit including gravity recovery; and
- Partially refractory ores – includes a flotation circuit with ultra-fine-grinding (**UFG**) and dedicated intensive leaching of the concentrate generated.

Within the existing Kibali process plant, ore is blended using both KCD underground ore plus ore sourced from satellite open pits at Kibali. The process plant has demonstrated improvements in throughput capability, performing beyond design capacity of 7.2 Mtpa, at reasonably consistent recovery performance. The variation seen in the recovery performance is partially explained by the ore types being treated, in addition to there being a distinct overall improvement trend with time. See also "Kibali Gold Mine — Mining Operations — Processing and Recovery Operations".

Mineral Resource and Ore Reserve Estimates

Mineral Resources

The Mineral Resource estimates have been prepared according to the guidelines of the Australasian Code for Reporting of Exploration Results, Mineral Resources and Ore Reserves standards and guidelines published and maintained by the Joint Ore Reserves Committee of the Australasian Institute of Mining and Metallurgy and the Australian Institute of Geoscientists and Minerals Council of Australia (the **JORC Code**). Randgold has reconciled the Mineral Resources and Ore Reserves to Canadian Institute of Mining, Metallurgy and Petroleum (CIM) 2014 Definition Standards for Mineral Resources and Mineral Reserves dated May 10, 2014 (the **CIM Standards**) as incorporated within NI 43-101 and there are no material differences.

QA/QC has been undertaken across the life of exploration to minimise errors. A standard operating procedure outlines Kibali Goldmines' approach to QA/QC which meets industry best practice. The results from the 2017 QA/QC program show that the performance of the SGS Doko laboratory is meeting industry standards. For the year end 2017 Mineral Resource update, KCD, Sessenge, Gorumbwa, Kombokolo, Pamao, and Pakaka models within the open pit portions have been updated. These updates were required as a result of new drilling data that was added through both grade control and resource definition drilling along with void model completed in Gorumbwa.

Total Mineral Resources for Kibali are estimated to be 126 Mt at an average grade of 3.26 g/t Au for 13 Moz Au in the Measured and Indicated categories and 44 Mt at an average grade of 2.3 g/t Au for 3.3 Moz Au in the Inferred category. A summary of the Kibali Mineral Resources is presented in the following table. These Mineral Resources have been depleted to December 31, 2017 using the mined-out surfaces and voids.

Mineral Resource Statement for the Kibali Mine as of December 31, 2017

Type	Category	*Tonnes (Mt)	*Grade (Au g/t)	*Contained Gold (Moz)	**Attributable Gold (Moz)
Stockpiles	Measured	1.7	1.45	0.080	0.036
Open Pits	Measured	8.6	2.63	0.73	0.33
	Indicated	39	2.11	2.6	1.2
	Inferred	22	1.8	1.3	0.59
Underground	Measured	12	5.57	2.1	0.96
	Indicated	65	3.64	7.6	3.4
	Inferred	22	2.8	2.0	0.91
Total Mineral Resources	Measured	22	4.11	3.0	1.3
	Indicated	104	3.07	10	4.6
	Measured and Indicated	126	3.26	13	5.9
	Inferred	44	2.3	3.3	1.5

- 1 *Tonnes, grades and contained gold are presented on a non-attributable basis.
- 2 **Attributable Gold (Moz) refers to the quantity attributable to Randgold based on Randgold's 45% interest in the Kibali Goldmines.
- 3 The Mineral Resource estimate has been prepared according to JORC Code. Kibali have reconciled the Mineral Resources to CIM Standards, and there are no material differences.
- 4 All Mineral Resources tabulations are reported inclusive of that material which is then modified to form Ore Reserves.
- 5 Open pit Mineral Resources are Mineral Resources within the \$1,500/oz pit shell reported at an average cut-off grade of 0.6 g/t Au.
- 6 Underground Mineral Resources in the KCD deposit are Mineral Resources, which meet a cut-off grade of 1.6 g/t Au and are reported in-situ within a minimum mineable stope shape, at a gold price of \$1,500/oz.
- 7 Mineral Resources were estimated by Simon Bottoms, CGeol, an officer of Randgold and a Qualified Person.
- 8 Numbers may not add due to rounding.

The cut-off grade selected for limiting each of the Mineral Resources corresponds to the in-situ marginal cut-off grade using a gold price of \$1,500/oz. For the open pit Mineral Resources, the pit shell selected for limiting each of the Mineral Resources corresponds to a gold price of \$1,500/oz. As a result of the optimisation process, this pit shell selection will result in the highest undiscounted net present value of the deposit, at \$1,500/oz. Underground Mineral Resources were reported within a minimum mineable stope shape, applying reasonable mineability constraints, including a minimum mining width, a reasonable distance from current or planned development, and a measure of assumed profitability at the related resource cut-off grade, thus deemed as having a reasonable prospect of eventual economic extraction.

None of the Qualified Persons is aware of any environmental, permitting, legal, title, socioeconomic, marketing, metallurgical, taxation or other relevant factors, which could materially affect the Mineral Resource estimate.

Ore Reserves

The Ore Reserve estimates have been prepared according to the JORC Code. Randgold has reconciled the Mineral Resources and Ore Reserves to CIM Standards as incorporated with NI 43-101 and there are no material differences.

The Ore Reserve estimates use updated economic factors, the latest resource and geological models, geotechnical inputs, and the latest metallurgical updates. Some inputs were shared across all the operations during the preparation of the Ore Reserve estimates. Ore Reserves were based on the development of appropriately detailed and engineered LOM plans. All design and scheduling work was undertaken to a suitable level of detail by experienced engineers using mine planning software. The planning process incorporated appropriate modifying factors and the use of cut-off grades and other technical-economic investigations. Ore Reserves are stated:

- as of December 31, 2017;
- at a gold price of \$1,000/oz;
- as run-of-mine (ROM) grades and tonnage as delivered to the plant;
- including only Measured and Indicated Mineral Resources.

The year end 2017 (100% basis), the total Proved and Probable Ore Reserves are estimated to be 66 Mt at 4.09 g/t Au, containing 8.7 Moz of gold of which 3.9 Moz are attributable to Randgold.

The Kibali Mine Ore Reserve Statement as of December 31, 2017 is shown in the following table.

Kibali Mine Ore Reserve Summary as of December 31, 2017

Type	Category	*Tonnes (Mt)	*Grade (Au g/t)	*Contained Gold (Moz)	**Attributable Gold (Moz)
Stockpiles	Proved	1.7	1.45	0.080	0.036
Open Pits	Proved	4.9	2.72	0.43	0.19
	Probable	16	2.28	1.2	0.54
Underground	Proved	12	4.97	2.0	0.89
	Probable	31	5.06	5.0	2.3
Total Ore Reserves	Proved	19	4.07	2.5	1.1
	Probable	47	4.10	6.2	2.8
	Proved and Probable	66	4.09	8.7	3.9

- 1 *Tonnes, grades and contained gold are presented on a non-attributable basis.
- 2 **Attributable Gold (Moz) refers to the quantity attributable to Randgold based on Randgold's 45% interest in the Kibali Gold Mines. Ore Reserves are reported on a 100% and attributable basis.
- 3 The Ore Reserve estimate has been prepared according to JORC Code. The Qualified Person has reconciled the Ore Reserves to CIM Standards, and there are no material differences.
- 4 Open pit Ore Reserves are reported at a gold price of \$1,000/oz, except for the KCD pit at \$1,100/oz, and an average cut-off grade of 1.0 g/t Au including dilution and ore loss factors.
- 5 Underground Ore Reserves are reported at a gold price of \$1,000/oz and a cut-off grade of 2.5 g/t Au including dilution and ore loss factors.

- 6 Open pit and underground Ore Reserves were estimated by Mr. Andrew Law, HND(MMin), MBA, FAusIMM (CP), FIQA, MAICD, AFAIM, an external consultant and Qualified Person.
- 7 Numbers may not add due to rounding.

The year end 2017 Ore Reserve estimate shows a net reduction of 0.49 Moz when compared to the estimate for year-end 2016. This is mainly due to mining depletion, compensated by some positive model changes resulting from infill grade control drilling and various adjustments to economic parameters.

The average dilution for the underground deposits ranged from 1% to 9%, with mining losses estimated at 3% except for some secondary stopes in 5101 and 5102 which were estimated at 10%. The average dilution for the open pit deposits was 11.3% and ranges between 9.6% and 13%. Mining losses were estimated at 3% except for larger void areas in the KCD pit which were estimated at 8%. Stopes mined in 2017 showed an “ore gain” of 4% or approximately 0.4 m thickness. “Ore gain” is material above the cut-off grade that was planned to be mined later in an adjacent stope, but due to overbreak has been mined early. It is assumed that continuous improvement of drill / blast processes will lead to a reduction in this overbreak. “Ore gain” has not been included in the estimation of Ore Reserves.

The Qualified Person has performed an independent verification of the block model tonnes and grade, and in their opinion, the process has been carried out to industry standards. The Qualified Person is not aware of any environmental, legal, title, socioeconomic, marketing, mining, metallurgical, infrastructure, permitting, fiscal, or other relevant factors that could materially affect the Ore Reserve estimate.

Mining Operations

Mining Methods

Over the LOM of Kibali, a total of 64 Mt of ore at 4.16 g/t Au is expected to be produced over 19 years up to 2036. Ore supplied to the plant during this period, including stockpile changes, will be 66 Mt at an average grade of 4.09 g/t Au resulting in 7.6 Moz recovered at an average processing recovery of 89%. The Kibali open pit operation will continue until 2026 and the underground until 2036. A total of 43 Mt of ore will be mined from the underground operations with a further 22 Mt mined from open pits. In the Qualified Person’s opinion, the parameters used in the Mineral Resource to Ore Reserve conversion process are reasonable.

Open Pits

Open pit mining takes place in a number of satellite pits over approximately 14 km. Some of the pits are relatively shallow and have a short mine life of two years or less such as Pamao and Sessenge, whilst others are deeper and have a longer life of more than two years, such as Pakaka and Gorumbwa. There are six main open pit deposits, KCD, Pakaka, Pamao, Kombokolo, Sessenge, and Mengu Hill, located within an approximately 7 km radius. The KCD pit will be the largest pit at 1.7 km N-S (approximately), 0.8 km E-W and 250 m deep. Mining has now been completed at the Mofu (2015), Mengu Hill, and Rhino (2016) pits, and at the first two pushbacks in the KCD pit (2016). As of December 31, 2017, KCD pushback 3, Pakaka, and Kombokolo pits are the operational pits; Sessenge and Gorumbwa open pits are in the pre-production stage; however, mining of Pakaka is planned to be terminated in 2018, and the next pushback is not scheduled for production until 2020.

Open pit mining is conducted by contractor Kibali Mining Services, a local subsidiary of DTP Terrassement, using either free-dig or conventional drill, blast, load, and haul methods. The mining equipment is jointly owned by a subsidiary of Randgold and the contractor’s parent, which also operates at Randgold’s Loulo-Gounkoto Mine in Mali and Tongon Mine in Côte d’Ivoire.

All the mineral deposits are characterised by the presence of a near-surface groundwater table with the potential for high groundwater inflows into the pits. The possible impacts of ingress of groundwater are investigated prior to mining and during the mining activities. Dewatering well systems are installed for all pits to lower the groundwater level prior to commencement of mining. A system of dewatering trenches are procedurally established prior to commencement of mining in each of the pits, preventing the inflow of any surface water to the active mining areas.

The upper levels of the open pits are usually in weathered material, which typically is free digging material. Once fresh (unweathered) rock is encountered, drilling and blasting is required. Emulsion explosives are supplied as a down-the-hole service by Orica. Free digging in the upper levels uses 5 m high benches, with 10 m benches used for drilling and blasting operations. The 10 m benches containing ore are excavated in three flitches of equal height. Opportunities exist to upgrade and convert the Inferred Mineral Resources within the current pits to Ore Reserves with drilling, but any Inferred Resources within pit designs are not reported as Ore Reserves. When the underground is at full capacity in 2019, a reduction in open pit production will be possible. Under current Ore Reserves, a ramp down of open pit production is scheduled to begin from 2023. The open pit end of life is estimated at year 2026 based on current Ore Reserves. The addition of future open pit Mineral Reserves from additional exploration sites such as Kalimva have the potential to extend surface mining post 2026.

Underground

The Kibali KCD underground mine is designed to extract the KCD deposit directly beneath the KCD open pit. A 50 m crown pillar separates the pit bottom from the top of the underground mine. The underground mine is a long hole stoping operation planned to produce at a rate of 3.6 M ore tonnes per year. Development of the underground mine commenced in 2013. Stoping within the upper levels commenced in 2015, utilising the twin surface decline system for trucking of ore to surface. A vertical production shaft (751 m deep) is scheduled for full commissioning during 2018.

following commissioning of the materials handling system completed at the end of 2017. Consequently, underground production is scheduled to peak at 320 kt per month by the fourth quarter of 2018 as annual underground production ramps up to achieve the 3.6 Mt design capacity.

A major pump station has been installed near the shaft bottom with redundant capacity in the pumps and pipelines to the surface. In 2018, the production schedule will see the majority of ore being hoisted up the shaft, but throughout the underground LOM the decline to surface will be used to haul ore from the shallower zones and to supplement the shaft haulage. A significant portion of the capital and access development for the mine is in place. To date, 27 km of capital development and 10 km of waste access development has been completed. The current LOM predicts a further 21 km of lateral capital development and 18 km of waste access development. Ore from stopes is loaded (both by teleremote and conventional manual loaders) from the stopes into the eight ore passes via finger raises on the respective levels. This ore is then transferred by autonomous load haul dumpers into two coarse ore bins and then into two primary crushers, followed by two fine ore bins and independent skip loadout conveyors near the shaft bottom.

The proposed mining methods are variants of long hole open stoping with cemented paste:

- Primary / Secondary long hole open stoping (primary 28% of Ore Reserve tonnes, secondary 40% of tonnes) is used in the wider zones, with 35 m interval heights where stopes are mined either as single lift or multiple (up to four) lifts, depending on stope geometry and the geotechnical stable span;
- Advancing face long hole open stoping (23% of Ore Reserve tonnes) is used in the deepest portion of the mine where the mineralisation has a shallower plunge (approximately 20° to the NE), where stopes are mined with variable interval heights between 25 m and 35 m to optimise extraction; and
- Longitudinal open stoping (9% of Ore Reserve tonnes) is used in narrow zones (< 15 m width) with variable interlevel heights between 20 m and 35 m.

No significant failures of the openings in the underground workings have occurred. The rock assessed for the rock mass model is ranked as good to very good. The underground mining operations are currently operated by contractors (Byrnegut) and the contractor operation will continue until approximately mid to late 2018, when the changeover to The Kibali KCD underground mine has a scheduled production rate of 3.6 Mtpa for 10 years. The LOM predicts a long tail of declining production over a further nine years thereafter. The schedule is expected to be progressively optimised to extend the period of the 3.6 Mtpa production rate.

Processing and Recovery Operations

Kibali ore is blended using both KCD underground ore plus ore sourced from satellite open pits at Kibali. The process plant has been treating Kibali KCD underground ore since 2015 and has demonstrated reasonably consistent recovery performance. The flow sheet comprises crushing, ball milling, classification, gravity recovery, a conventional CIL circuit, flash flotation, also conventional flotation, together producing a concentrate which goes to ultra-fine-grinding, and a dedicated intensive cyanide leach. This process consists of industry standard technology and is appropriate for Kibali's style of mineralisation. The Kibali gold processing plant comprises two largely independent processing circuits, the first one designed for oxide, transition and free milling ore sources and the second for sulphide refractory ore. However, both circuits are designed to be switched to process sulphide ore when the oxide, transition and free milling ore sources have been depleted.

The oxide ore is recovered through a standard crushing, milling, and gravity plus CIL operation.

The sulphide ore requires: crushing; milling; flotation; UFG; a pumpcell circuit preceded by a three-tank gravity flow pre-oxidation circuit to passivate cyanide consuming sulphides as well as liberate the gold. The first two tanks are subject to highly intensive oxidation with cyanide being introduced into the third to fifth tanks for pre-leaching, where the resultant product gravitates to a pumpcell Carbon-in-Pulp (CIP) circuit with high concentrations of activated carbon. The pumpcell residue stream may still contain some residual gold which is then pumped to the main CIL circuit for final leaching to scavenge the remaining leachable gold. The flexibility of the plant design allows for an extended pre-oxidation and pre-leach step within the CIL occurring after the initial pre-oxidation circuit but prior to the stream being routed to the pumpcell circuit.

Most of the ore bodies contain some extent of free native gold, which means it is large enough to recover via a density separating step which is performed with Knelson gravity concentrators during the milling cycle.

The processing plant rated throughput is 3.6 Mtpa of soft oxide rock ore through the oxide circuit and 3.6 Mtpa of primary sulphide rock ore through a parallel sulphide circuit. Once the plant is sulphide only, the capacity is 7.2 Mtpa of sulphide ore. Kibali's operational performance has demonstrated that the process plant is fully capable of its design capacity, and further modifications to the mills with an increased motor size coupled with a decreased inlet trunnion size has allowed for an even greater power draw and hence higher throughputs. The plant has the capacity to make the stated through-put based on historic throughput for the oxides and sulphides.

The oxide circuit has the following processes: primary crushing; an optional secondary hybrid roll type crusher for the harder transitional and free-milling sulphide ores; milling; cyclone classification; gravity concentration; flash flotation; CIL; and tailings disposal. The sulphide circuit has the following processes: primary and secondary crushing; milling; cyclone classification; gravity concentration; flash flotation; conventional flotation; UFG of the concentrates; pre-oxidation circuit; pumpcell adsorption circuit to recover gold from the concentrates; and tailings disposal.

The loaded carbon from the pumpcell circuit, that is, from the concentrate leach and carbon in pulp together with carbon from whole-ore leach, are treated in independent elution circuits, followed by electro-winning of gold eluate. Once the oxide, transition and free-milling ore sources have been depleted, the existing oxide plant can be converted to a parallel sulphide circuit, which will necessitate the expansion of the concentrate handling and pumpcell circuits. There are two flotation circuits already present in the plant. Kibali further expanded the original fine-grind section in the 2017 sulphide expansion project by adding an additional four ultra-fine-grind mills, making eight in total.

Overall, the actual process plant gold recovery in 2017 varied monthly from 80.2% to 85.6%. The average gold recovery in 2017 was 83.4%. Recovery for 2018 is expected to be 84%, increasing to 87% in 2019, and 89% in subsequent years based primarily on a shift away from a blended ore feed to one that will be dominated by the KCD and better recovery ores for Gorumbwa deposit. The Kibali processing facility has largely seen improvements in its operational performance on a year by year basis, both in terms of throughput capacity. However, this performance extends to overall gold recovery.

Actual plant operating costs for 2016 and 2017 are denoted in the following table, in line with budget forecast.

Kibali Actual Process and Plant Engineering Operating Costs for 2016 and 2017

Cost	Units	2016 Actual	2017 Actual
Fixed Cost			
Consultants	\$'000	203	347
Contractors - Assays	\$'000	1544	1,588
Contractors - Oxygen	\$'000	1735	1,634
Equipment Hire	\$'000	3299	2,852
General Costs	\$'000	6655	6,903
Gold Refining	\$'000	3233	3,917
Labour	\$'000	4896	5,734
Stores - Other	\$'000	391	1
Total Fixed	\$'000	21,956	22,976
Tonnes Processed	kt	7296	7,619
Total Fixed	\$/t	3.01	3.02
Variable Costs			
Power	\$/t	3.90	4.49
Reagents - Cyanide	\$/t	3.10	2.80
Reagents - Lime	\$/t	1.20	0.60
Good Issues - Caustic Soda	\$/t	0.67	0.58
Good Issues - Activated Carbon	\$/t	0.16	0.09
Reagents - Other	\$/t	2.01	2.02
Stores - Grinding Media	\$/t	0.81	0.96
Stores - Liners	\$/t	0.41	0.43
Stores - Screens and Panels	\$/t	0.01	0.10
Total Variable	\$/t	12.27	12.07
Total \$/ t	\$/t	15.28	15.09
Plant Engineering	\$/t	3.79	3.62
Combined Plant & Engineering	\$/t	19.07	18.71

LOM processing costs have been budgeted at \$17.24/t (which included plant engineering cost). The actual costs for 2017 were \$18.71/t, with the key improvements over the LOM being the two hydropower stations that have been brought online in 2018 and 2019, which will drop power cost by approximately \$1.30/t. Further to this, cyanide consumption has been optimised to a level of \$2.50/t for the LOM (2017 levels being \$2.80/t) as the plant operations are stabilised.

Infrastructure, Permitting and Compliance Activities

Project Infrastructure

Infrastructure in the DRC is generally poor as a result of limited investment in maintenance, upgrades and extensions of the road networks established during colonial times. The Kibali site is located 185 km from Arua on the border with Uganda and all transport links take place through Uganda from Kenya, Sudan, and Tanzania. Most supplies come from Mombasa (1,800 km); however, Dar es Salaam (1,950 km) and Port Sudan provide alternative ports. The routes to the border with DRC are paved. The arterial road between Arua and the site is unpaved but has been upgraded and serves as the main material access route to site for the operations. Local roads are in a very poor states of repair. Supplies typically require two weeks to arrive from Mombasa. Internal roads provide access to various infrastructure areas, including roads to the TSF, Explosives Storage, Land Fill Site, Mine Villages (Senior and Junior), Central Mine Offices, Shaft Collar Area, Open Pit Mining Central Operations Area, general mining operations areas, new exploration areas, various water boreholes, and overhead line routes. Daily flights with international air carriers are

available from Entebbe. Charter flights between Entebbe and the (unsealed) airstrip at the mine are available, when required. Surface water run-off is high, due to high intensity rainfall events and an undulating landscape.

The primary source of raw water is rain and spring water catchments with a dam top-up from a borehole system and final backup from the Kibali River. Raw water is collected and stored in the raw water dam, which has a storage capacity of 9,500 m³. A system of bund walls and dewatering trenches has been established. The network of drainage channels is used to discharge water intercepted by the perimeter drains to the Kibali River via a series of settling ponds. The processing plant is supplied by return water from the tailings storage facilities (TSFs), thickener overflow, and storm water. The operational camp has an independent water purification plant and storage facility.

Two TSFs exist at Kibali: one for the CIL tails and one for the Flotation tails. The tailings from all ore and concentrate that have been processed using cyanide leaching are pumped to the Cyanide Tailings Storage Facility (CTSF) which is an above ground storage facility lined with high-density polyethylene (HDPE). The benign tailings from the flotation circuit treating the sulphide ore is pumped to the Flotation Tailings Storage Facility (FTSF) which is a valley fill dam formed by an embankment across a nearby valley. This does not have an installed HDPE lining. Approximately half of the sulphide tailings generated will be used to produce paste backfill for the stoping operations. A paste fill plant filters the sulphide tailings, which are mixed with cement to form a paste fill that is delivered to the underground via a distribution pipe network from the surface.

Kibali is totally dependent on its own power generation facilities for the supply of electrical power. There are three separate thermal power stations that each have twelve 1500 kVA Cat diesel generators. For purposes of reducing Kibali's reliance on thermal generation and reducing the mine operating costs, several feasibility studies were undertaken for the justification of regional hydropower installations. To date two such plants have been installed with a third nearing completion. These have had a marked effect on reducing the unit power operating cost on a \$/kWh basis.

The hydrostation installations are Nzoro 2 (four 5.5 MW turbines), Ambarau (two 5.3 MW turbines), and Azambi (two 5.3 MW turbines). Nzoro 1 is pre-existing legacy hydrostation built in the 1930s and has a capacity of less than 1 MW. It was refurbished by Kibali Goldmines as part an agreement with SOKIMO, such that the produced power is dedicated to providing power to the local communities. Nzoro 2 was commissioned successfully, being implemented at the same time as the main Kibali mine development project. The Ambarau hydropower generation plant was completed subsequent to the commissioning of Nzoro 2 in January 2017. The Azambi hydropower generation plant is scheduled for completion in Q3 2018. Therefore, the system has a potential capacity of 44 MW of hydropower (at peak) and 32 MW of thermal Gen-sets. Actual hydro generation capacity is season dependent:

- Maximum Capacity (32 + 44) MW
- Minimum Capacity (32 + 10) MW.

The load demand of the mine is not constant, and the average power consumption will be approximately 40 MW.

Environmental, Permitting and Social Considerations

An independent Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) for the Kibali mine was completed as part of the Kibali Goldmines Feasibility Study completed in December 2012. Subsequently, ESIA's for various Project extensions and new elements were completed over the next four years and these were consolidated in 2016. An Environmental Adjustment Plan (EAP) has been approved by the Direction de Protection de l'Environnement Minier (DPEM) with the purpose of describing any measures that have been or will be taken for the purpose of the protection of the environment. An environmental management plan is in place, and the Kibali operations are ISO 14001:2015 compliant and independently audited to continuously improve environmental management. The site is also audited against the requirements of the International Cyanide Management Code.

Waste rock is generated and disposed of close to the open pits. The waste rock characterisation assessment returned a negative acid generating status. Waste rock is used to build various infrastructural platforms on site, while the remainder is stockpiled on surface or deposited in stopes as backfill. The waste rock has been demonstrated to have moderate to high acid neutralising capacity for the majority of lithologies tested. Tailings are generated from the plant and disposed of in two separate tailings storage facilities, the FTSF and concentrate TSF (CTSF), which consists of the CTSF1 and CTSF2. The CTSF is lined and contains materials which are acid producing and which also contain cyanide residues and materials with a higher arsenic content. The CTSF is due to be extended and authorisation for this will be applied for in 2018. A portion of tailings is currently used for paste backfill in the underground KCD operation, which will be at full capacity in 2018.

Routine environmental monitoring takes place across the site, including dust deposition, noise, arsenic, and weak-acid dissociated cyanide sampling, TSF seepage water and tails streams as well as sample collection of drinking water, ground water, surface water and the TSF borehole water. Environmental incidents are noted in a register which forms part of the Environmental Management System; the causes and responses are identified, and once completed, the incident is closed out. There were no reported major incidents in 2017.

A comprehensive water balance model has recently been developed for the site, which models flows, inputs and losses across the complex site, including the open pits and underground workings, plant, TSF, water management structures, offices, camp, and treatment facilities.

The original vegetation of the Kibali Project area has been largely transformed through human activity. Three plant species were recorded within the Kibali Project area which are considered to be of conservation significance by the International Union for Conservation of Nature. No faunal species

of international conservation significance were identified during the surveys. Despite human pressure, both the gallery forest and the moist savannah are in fairly good condition and are home to several habitat specific species. Biodiversity monitoring is ongoing, such as the use of camera traps to detect fauna within the concession. The Biodiversity Management Plan is being updated to reflect additional information on the biodiversity which has been collected. The mine site lies around 65 km south of the Garamba National Park, which lies on the border with South Sudan. A partnership with the Park has been established to support the Park's goals. This partnership provides a wider strategic support for game protection from poachers from the north, and connections with local enforcement networks.

Mine closure costs are updated each year, with increases or decreases in disturbed areas noted and costed; the current cost for rehabilitation and closure of the mine according to the calculation model is \$32 M.

The mine is a significant employer to members of the local communities. The mining operations contribute to extended life-of-mine, employment of local Congolese and the growth of the DRC economy. Kibali Goldmines' policy is to promote nationals to manage the Kibali Project. The policy of promoting local employment also extends to its contractors. Overall, local employees' number 4,917 out of a total workforce of 5,377 employer and contractor employees. Local procurement is also promoted and is a contractual requirement for contractors.

Due to the construction of the Kibali Project, it was necessary to resettle approximately 17,000 people from the immediate Project area, referred to as the Exclusion Zone. Furthermore, the Kibali Project displaced around 134 items of community infrastructure, including 13 communal agricultural projects, five communal business/commercial facilities, 12 education facilities, 19 health facilities, nine recreational/community facilities, 39 religious facilities and 41 water sources. This approved resettlement plan was carried out in 2012 and 2013. A Gorummbwa Resettlement Action Plan was initiated in 2016 to allow for future mining. So far, 1,329 households have received cash compensation, 1,397 houses are in various stages of construction, 144 nearing completion, 706 are inhabited and 42 completed, awaiting physical movement.

Stakeholder engagement activities, community development projects and local economic development initiatives contribute to the maintenance and strengthening of Kibali Goldmines' social license to operate. A grievance mechanism is in place, and all registered grievances in 2017 were successfully resolved. Artisanal mining remains a concern in the Kibali Permit area and the mine is working with provincial authorities to eliminate artisanal and small-scale mining within the permit areas. The Qualified Persons consider the extent of all environmental liabilities to which the property is subject to have been appropriately met.

Capital and Operating Costs

Capital Cost Estimates

Kibali is an on-going combined open pit and underground mining operation with the necessary facilities, equipment, and manpower in place to produce gold. The open pit and underground LOM and capital and operating cost estimates have been completed in sufficient detail to be satisfied that economic extraction of the Proved and Probable Ore Reserves is justified.

The underground development and the shaft completion (\$132.2 M), along with the completion of the second and start of the third hydropower stations, were the key capital projects for 2017. Additional capital expenditure was incurred on the expansion of the Ultra-Fine Grind capacity, plus deferred stripping at both Kombokolo and Pakaka satellite pits, the Gorummbwa Resettlement and rebuild costs to the open pit mining fleet.

The majority of the capital cost estimates contained in this report are based on quantities generated from the open pit and underground development requirements. Capital expenditure over the remaining LOM is estimated to be \$370.6 M, made up from the allocation of costs as summarised in the following table.

Kibali LOM Capital Expenditure

Description	Value(\$ 'M)
Construction and Project Capitals	22
Ongoing Capital	99
Underground Capital Development and Drilling	203
Pre-Production Capitalised	9.3
Exploration Capitalised	5.4
Rehabilitation/Mine Closure	32
Total LOM Capital Expenditure	371

Operating Cost Estimates

Kibali maintains detailed operating cost records that provide a sound basis for estimating future operating costs. Costs used for the open pit optimisations were derived from the mining contractor's pricing of the open pit LOM schedule. Owners cost were also added for underground operations as of the third quarter of 2018 in preparation for the move to owner operations underground. Labour costs for national employees were based on actual costs. Local labour laws regarding hours of work, employment conditions were also considered and overtime costs included. During 2017, costs for processing and general and administration were updated based on actuals adjusted with the latest forward estimates, production

profiles and manning levels. Customs duties, taxes, charges and logistical costs have been included. Unit costs used to estimate LOM operating costs are summarised in the following table. The annual fluctuation in production levels is relatively low, such that the effect of fixed versus variable expenses is minimised. For the underground mine, operating costs have been derived from 2017 actual costs for Kibali. LOM costs have been adjusted to reflect operational changes including the move from contract mining to owner operations during 2018.

Kibali LOM Unit Operating Costs

Activity	Units	Value
Open Pit Mining - Kibali	\$/t mined	3.27
Open Pit Mining - Kibali	\$/ore tonne mined	21.62
Underground Mining	\$/t mined	34.46
Underground Mining	\$/ore tonne mined	35.88
Stockpile Movement	\$/t milled	0.30
Processing	\$/t milled	17.20
G&A	\$/t milled	7.78
Mining Total	\$/t milled	30.40
Total LOM Net OPEX	\$/t milled	55.58

The LOM has been prepared on the basis that the underground mining activities will transition to an owner operated mine during 2018. It is assumed that current contract prices will remain unchanged for mining activities performed by a contractor such as open pit mining and the underground development and production. Cost inputs have been priced in real Q4 2017 dollars, without any allowance for inflation or consideration to changes in foreign exchange rates. The Qualified Persons are satisfied that the open pit LOM and cost estimates have been completed in sufficient detail to justify the economic extraction of the open pit Proved and Probable Ore Reserves.

The Qualified Persons are satisfied that the underground LOM and cost estimates have been completed in sufficient detail to justify the economic extraction of the underground Proved and Probable Ore Reserves.

Economic Analysis

Randgold is not required to provide an economic analysis under NI 43-101 as the Kibali property is currently in production, Randgold is a producing issuer, and there is no material expansion of current production. The Qualified Persons have verified the economic viability of the Ore Reserves via cash flow modelling, using the inputs discussed in the Kibali Technical Report.

Exploration, Development and Production

For a detailed description of Randgold's current and contemplated exploration, development and production activities in respect of the Kibali Project, readers are referred to the Randgold 20-F and Randgold Interim Report. See also "*Kibali Gold Mine – Exploration*".

Loulo-Gounkoto Mine Complex

Overview

The scientific and technical information below with respect to the Loulo-Gounkoto Gold Mine Complex (**Loulo-Gounkoto** or the **Loulo-Gounkoto Project**) has been derived from, and in some instances extracted from, a NI 43-101 technical report entitled "*Technical Report on the Loulo-Gounkoto Gold Mine Complex, Mali*" with an effective date of December 31, 2017 and an issue date of September 18, 2018 (the **Loulo-Gounkoto Technical Report**) prepared by Rodney B. Quick, MSc, Pr. Sci.Nat, Simon Bottoms, CGeol, MGeol, FGS, MAusIMM, Richard Quarmby, BSc, Pr Eng, C Eng, MSAICChE, MloMMM, MBA, Derek Holm, BSc, FSAIMM and Graham E. Trusler, Msc, Pr Eng, MICChE, MSAICChE, each of whom approved the scientific and technical information contained in this summary that was derived from or extracted from the portion of the Loulo-Gounkoto Technical Report that such person authored, and is a Qualified Person.

A copy of the Loulo-Gounkoto Technical Report can be found under Randgold's profile on SEDAR at www.sedar.com to obtain further particulars regarding the Loulo-Gounkoto Project. Figures or charts referred to in this summary but not reproduced in the following summary may be viewed in the Loulo-Gounkoto Technical Report. Table references are to tables in the Loulo-Gounkoto Technical Report, certain of which are reproduced in this summary. Technical information in this summary regarding the Loulo-Gounkoto Project should be read in the context of the qualifying statements, procedures and accompanying discussion within the complete Loulo-Gounkoto Technical Report and this summary is qualified in its entirety by the Loulo-Gounkoto Technical Report.

Project Description, Location and Access

Project Setting

Loulo-Gounkoto is situated in western Mali adjacent to the Falémé River which forms the international boundary with Senegal. The Republic of Mali is a landlocked country and is bordered by Guinea, Senegal, Mauritania, Algeria, Niger, Burkina Faso, and the Cote d'Ivoire. The Loulo-Gounkoto Project area is located 350 km west of the capital city of Bamako, 220 km south of Kayes and to the NW of the nearest town Kenieba.

The Dakar to Bamako Millennium highway crosses the Loulo-Gounkoto haul road, approximately 6 km north of the Gounkoto pit. This highway serves as the primary access point for the mine and provides excellent road transport links with the rest of the country as well as to Senegal for which the border is within 3 km of the mine. A 1.5 km laterite airstrip is present within the Loulo Permit which can accommodate small to medium sized aircraft and has been awarded full certification by the transport authorities in Mali. Charter flights are arranged from the site to the capital Bamako, which is served daily by commercial flights from European cities. The Loulo and Gounkoto areas are currently 261.23 km² and 99.95 km² respectively, for a total area of 361.18 km². The Loulo-Gounkoto Project falls within the Central Arrondissement of the Kenieba District which is one of the 10 districts of the Kayes Region.

Loulo consists of multiple mineral deposits including; Yalea, Gara, Loulo 3, Baboto, Gara West, P129, P125L3, P129QT, Loulo 1, Loulo 2 and L2-L3 Gap, P125L3, and PQ10. Gounkoto consist of multiple mineral deposits including; Gounkoto and Faraba.

Mineral Tenure, Surface Rights, Water Rights, Royalties and Agreements

The Loulo mine is within the Loulo Exploitation Permit (the **Loulo Permit**). The original Loulo Permit was granted by Decret No. 96-048/PM-RM 9, on the February 14, 1996 and covered an area of 48 km². The Loulo Permit was amended by Decret No. 99-193/PM-RM dated 15th July 1999 and extended the size of the Loulo Permit to 372 km². The Loulo Permit was amended by Decret No. 2012-311 /P-RM on June 21, 2012 which reduced the size of the Lolo Permit as the portion surrounding the Gounkoto Mine was transferred to a new Exploitation Permit. The Loulo Permit, that covers the Gara and Yalea underground Ore Reserves and the Baboto, Gara West and Loulo 3 open pit Ore Reserves, remains in force for a period of 30 years after which it is renewable if production is still taking place.

In 2010, Randgold applied and was granted the new Gounkoto Exploitation Permit (the **Gounkoto Permit**), which was split from the Loulo Permit, to form a separate entity, Société des Mines de Gounkoto SA (**Gounkoto SA**) under Decret No.2012-431/PM-RM DU dated August 3, 2012. The Gounkoto Permit, that incorporates the Gounkoto and Faraba Reserves, is valid for 30 years. In 2017, the Baboto North deposit was purchased by Endeavour Mining Corporation. This resulted in a minor change to the Loulo Permit. An updated Decret number has not yet been generated by the Malian Government, but it should be created imminently.

The Loulo-Gounkoto Establishment Convention regulates the fiscal conditions under which the Loulo and Gounkoto mines operate and is based on the 1991 Mining Code. A 6% royalty is payable to the Malian government based upon production together with a corporate tax rate on profits at 30% and a minimum of 0.75% on gross revenues if a loss is made. Loulo received a five year tax holiday from first commercial gold production in October 2005. Gounkoto received a two year tax holiday from first gold production in 2013 and has since received governmental approval for use of 50% corporate tax reduction for the next four years to support its development of a super pit. The convention includes exoneration on fuel duties for the life of the Loulo-Gounkoto Project and on import duties for three years from the start of first gold.

In the Qualified Persons' opinion, all appropriate permits have been acquired and obtained to conduct the work proposed for the Loulo-Gounkoto property. The Qualified Persons are not aware of any risks that could result in the loss of ownership of the deposits or loss of the permits, in part or in whole. The Qualified Persons are not aware of any other significant factors and risks that may affect access, title, or the right of ability to perform work on the Loulo-Gounkoto property.

History

Gold potential was first recognised by Syndicat Or joint venture between the Malian Direction Nationale de la Géologie et des Mines and the French Bureau de Recherches Géologiques et Minières (**BRGM**). The Gara gold deposit was discovered in 1981 by the Syndicat Or joint venture. In 1992, BHP Minerals Mali entered into an agreement with Société des Mines de Loulo for a joint venture that developed the Gara deposit into a Mineral Resource that was deemed sub-economic at the time.

During 1996, Randgold acquired BHP Minerals Mali and undertook additional regional exploration which resulted in the discovery of Yalea, the second of two deposits that make up the Loulo Mine, in 1997. In 2003, a feasibility study was undertaken at Loulo on a 12 Mt at 3.60 g/t Au for 1.4 Moz Ore Reserve which led to the construction of an open pit mine in 2004. The Loulo underground mine passed through feasibility study stage in 2005, with development beginning in 2006 and first gold being produced in 2005. The first gold from Gara underground was produced in 2011. Some open-pit near surface oxide mining of soft material was undertaken at some of the minor satellite deposits at various times to feed the plant as required.

Gounkoto was discovered through regional exploration in 2009 with first gold being produced at the Gounkoto open pit in 2011. As a result of the discovery of Gounkoto, in 2010 Randgold applied for and was granted the formation of a new exploitation licence that covered the southern half of the former Loulo permit and included the Gounkoto and Faraba deposits. During 2016, an independent underground pre-feasibility study was

completed as well as a new open-pit design for the Goukoto “Super-Pit” which incorporated significant push backs and deepening that converted some underground resources and reserves into open-pit resources and reserves.

Geological Setting, Mineralization and Deposit Types

Loulo-Goukoto is located within the Kedougou-Kenieba erosional inlier. The inlier is unconformably overlain by Upper Proterozoic sandstones towards the east and further south. The Kenieba inlier contains several significant gold deposits including Sadiola, Yalea, Segala, Tabakoto, and Goukoto deposits in Mali, and Sabodala in Senegal. The Senegal-Mali shear marks a major break in the geology from shelf carbonates with the Falémé ironstone unit in the west to the sedimentary sequences of the Kofi formation in the east. Loulo-Goukoto is predominately underlain by the Kofi formation consisting of greywacke, sandstone, argillaceous sandstone, calcareous sandstone and tourmalinised sandstone, sheared greenstone units. This geological setting is the primary host of mines in Burkina Faso, Ghana, Mali, Niger, and Senegal. These deposits tend to have significant strike and depth potential, with exploration concentrating on delineating strike and depth extent, followed by infill drilling within the zones of better continuity and grade.

At Yalea, the main mineralised body is hosted by the Yalea Shear, where it is intercepted by the Yalea Structure. The Yalea Shear is a brittle-ductile, north-south striking, mineralised fault that transects the Yalea Structure, which is a complex, north to north-northeast striking shear zones. The Yalea mineralisation is predominantly hosted in hydrothermally brecciated argillaceous pink quartzites situated. A higher grade “Purple Patch” zone is observed in a dilatational strain transfer zone formed as the western dip of the upper mineralised system steepens, forming hydraulic breccias. Economic levels of gold mineralisation are almost exclusively associated with paragenetically late sulphide veins, breccias and zones of massive sulphides. Higher grade material commonly contains sulphide veins which cut the various generations of albite ± carbonate alteration. There is a strong correlation between sulphide intensity and gold mineralisation with the dominant sulphide phases consisting of pyrite (abundant), arsenopyrite and minor chalcopyrite. The sulphides can be disseminated or massive along fabric.

Yalea mineralisation, remains open at depth and to the south with potential for significant high-grade extensions. To the south of the “Purple Patch” zone the Yalea Shear forms a sub-horizontally plunging transfer zone where the competency contrast of the footwall argillaceous quartzites (SQR) contact causes a transfer of strain associated with normal movement. Consequently, this transfer creates dilatational hydraulic breccias with the potential to host significant high-grade extensions.

Gara (previously known as Loulo 0) is hosted within an intensely tourmaline greywacke unit which outcrops on surface due to its high resistance to weathering. The geometry of the mineralisation is subjugated by the strike slip shearing on Senegal-Mali shear. This shearing has resulted in folding, fracturing, brecciation, and subsequent development of a quartz-carbonate vein stockworks within the brittle-ductile tourmaline altered greywacke forming what has been termed quartz tourmaline (QT) unit. On a regional scale the Gara deposit spans the hinge of a broad open fold with a gently-plunging north-south trending axis. On the deposit scale the upper limb of this fold dips has a westerly dip, whereas the lower limb dips east.

The distribution of gold grade in long section reflects the varying degrees of fracturing, brecciation, and subsequent development of a quartz-carbonate vein stockworks from multiple generations of folding. Gold mineralisation is strata-bound and hosted predominantly within the quartz-tourmaline stockwork veins, which are enveloped within footwall greywackes and hanging wall sandstone. Higher gold grades values typically occur where the intensity of tourmalisation and stockwork veining are strongest. The sulphide assemblages predominantly consists of disseminated auriferous pyrite with minor chalcopyrite, scheelite, and nickeliferous sulphides.

In the open pit area, the high-grade mineralisation is concentrated along the sub-horizontal fold hinge axes, whereas within the underground area, high-grade mineralisation plunges shallowly southward, parallel to the large scale open warp fold axis. These differential orientations of mineralisation are a result of the earlier, deposit scale warping locally influencing the geometry of the superimposed “S folds” during their formation.

Baboto is a shear hosted deposit situated along a north-south striking shear structure located approximately 14 km NNE from the Yalea deposit. Baboto is dominated by a thick sequence of metasediments and structural breccias. The main shear zones are vertical to steeply west dipping at Baboto South and sub vertical in Baboto Centre. Gold mineralisation is mainly associated with the finely disseminated pyrite occurring in the brittle-ductile shear breccias, which generally have a lensoidal shape defined by a series of sub-parallel north-south shears that follow key lithological contacts.

Loulo 3 is located 4 km north-northeast of the Yalea mine. Loulo 3 consists of three mineralised zones: a north-northwest trending main zone (MZ1) which is situated on the Loulo 3 structure and is transected by the north-northeast striking main zone (MZ2), which is situated on the Yalea structure, and the third small sub parallel northwest striking footwall zone. Mineralisation consists of a mixture of quartz and hematite veinlets hosted in a zone of silica-carbonate alteration within local tourmaline alteration in the south. The distribution of high-grade zones is controlled by the narrowing of the host stratigraphy package, which focuses strain and fluid flow, causing the hematite rich Yalea Structure to interact with the silica-carbonate Loulo 3 Structure particularly within MZ2. Gold bearing sulphides predominantly consist of pyrite and arsenopyrite, with chalcopyrite occurring as a late non-gold bearing phase. Gara West is located 200 m west of the pit at Gara and is characterised by predominantly shear and breccia hosted mineralisation within a medium to coarse grained sandstone unit that is variably altered with tourmaline, chlorite, and silica-carbonate. The sandstone hosts four mineralised lodes striking NNE and dipping moderately westward. The gold mineralisation is strata bound as it has been preferentially altered with tourmaline (and silica-albite), due to the increased porosity of the protolith, relative to the bounding limestone in

both the hanging wall and footwall. Other minor satellite deposits are present within the Loulo Permit; these exhibit similar geological characteristics to the other major deposits outlined above.

Goukoto is a large NNW trending shear zone, with a complex assemblage of ductile shear breccias, shears, and faults characterised by a stepped geometry, with wider zones of mineralisation generally seen on the NW trending structures and narrower zones on the north-south trending structures. This is believed to be related to dilation across these structures in a strong sinistral strain environment. The mineralisation is generally hosted in a siliceous 'Rose Quartzite' (QR) unit. The mineralisation is subdivided based on the structural and lithological characteristics. From north to south, these are:

- Northern Zone: a narrow package of limestone-hosted mineralisation between hanging wall and footwall shear zones striking NNE and dipping steeply to the east. Mineralisation is of intermediate thickness and grade relative to the rest of the deposit;
- Jog Zone: a broad assemblage of repeated stacked gritty QR units, structurally offset from one another creating a stepped geometry, generally striking NNW. Upright flower structures have created an apparent thickening of units, forming wide mineralised zones of high-grade;
- Pinch Zone: a narrow package of QR-hosted mineralisation between hanging wall and footwall shear zones striking NS and dipping steeply east close to the surface but shallows in dip at depth. The mineralisation is generally narrow and low-grade;
- Wrench Zone: a broad package of QR-hosted strongly mineralised lodes between hanging wall and footwall shear zones striking NW and dipping 40° to 50° east; and
- Southern Zone: a narrow package of QR-hosted mineralisation between hanging wall and footwall shear zones striking NS and dipping steeply east. The mineralisation is generally narrower and lower grade than the Northern and Wrench Zones.

The Faraba deposit strikes north-northwest and is comprised of several zones of gold mineralisation hosted within and along the contacts of north-south striking, coarse grained, gritty sandstone units (lithic wackes) in a package of sheared argillaceous sediments. Lithologic layering (transposed bedding) dips steeply westward; however, the mineralised zones dip steeply to the east. The mineralisation terminates where the Faraba Structure meets the argillite units on either side of the sandstones. The resulting mineralisation occurs as numerous silica-carbonate and secondary iron oxide altered sub vertical panels with narrow east-west dimension, each containing sub-horizontal to shallow plunging zones of higher grade. Gold mineralisation is dominantly hosted by pyrite, with local magnetite, chalcopyrite, arsenopyrite and pyrrhotite.

Exploration

The Loulo-Goukoto Project has been explored by Syndicat Or and the BRGM and more recently by BHP Minerals Mali. Since Randgold's acquisition of the Permit in 1996, significant exploration has been undertaken to develop both brownfields and greenfields targets. Sampling has primarily been undertaken through RC drilling, along with DD and trenching. Rotary air blasted (RAB) drilling has also been undertaken on some early stage exploration targets, although RAB drilling is not included in the Mineral Resource estimate.

Exploration at Loulo-Goukoto is focused on advancing both brownfields and greenfields targets. Brownfields exploration involves testing underground and open pit extensions of the current Mineral Resources for high-grade mineralisation based on the respective structural model. The current exploration concept has been proven to be effective, with both the discovery of Goukoto and the successful replenishment of depleted Mineral Resources and Ore Reserves at both mines. See also "Loulo-Goukoto Gold Mine Complex — History".

Drilling

RAB, RC, and DD have been used at Loulo and Goukoto, although RAB drilling is not used for Mineral Resource estimation. Outcrop, soil, and trench samples are also used for early stage exploration. Selected trench data is used for resource estimation, and the sampling parameters are the same as utilised for RC drilling. A February 2015 independent Mineral Resource audit by QG Australia Ltd. (QG) deemed that the data collection procedures follow industry standard practices. All soil sampling, mapping, trenching, and geological supervision of drilling has been conducted by Randgold geologists. The Loulo-Goukoto Technical Report presents the known drilling by year, company, and type at Loulo and Goukoto Permits. An example of the drill density by deposit is also detailed in the Loulo-Goukoto Technical Report.

Drill holes are planned in Vulcan and Micromine software. Consideration is given to the orientation of the drilling in relation to the geological structures, to provide for unbiased sampling. Surface drill holes are principally planned to intersect the mineralisation perpendicular to the main body of mineralisation. The planned collar location is marked by the mine surveyor using a differential GPS. If required, the drill pad is cleared around the collar marker to ensure sufficient room is available for the drill rig, auxiliary vehicles, and sample collection.

Underground drill collars, as well as back sights and foresights, are surveyed using total station underground survey instruments, and marked on the drift walls, by the Loulo Mine surveyors. If the drill hole is to be completed using diamond drilling, then a sump is dug in one corner of the pad to collect the drilling returns. The sump is fenced off with a temporary barrier and security tape. The senior geologists, drill contractor, mine planner, mine surveyor and mineral resource manager all sign off on the drill hole plan prior to initiating drilling.

There are three categories of drilling at Loulo-Gouunkoto:

- Exploration Drilling – wide spaced exploratory and resource definition drilling. This category will include diamond drilling with RC pre-collars (RC_DDH);
- Advanced Grade Control Drilling – consists of wider spaced drilling to position underground Footwall (FW) drives and for Mineral Resource upgrades in the open pits; and
- Infill Grade Control Drilling – used for final production definition for Measured Mineral Resources / Proved Ore Reserves; generally, Loulo-Gouunkoto inventory of infill grade control drilling is some three to six months inventory for open pit and approximately 18 months for underground.

Randgold primarily uses Boart Longyear Canada for underground and surface drilling. Initial drilling at Loulo was completed by West African Drilling Services. Some minor Gouunkoto grade control drilling is completed by a local contractor, DCS Mali SARL. Core sizes are HQ (63.3 mm core diameter) in saprolite (oxides) and NQ (47.6 mm core diameter) in the unweathered rock. On completion of drilling, all diamond holes are photographed. Core recoveries are generally good, with an average of 97.4% recovery in the unweathered rock, 84.6% recovery in the transitional zone and 76.0% in the saprolite zone. Average recovery in the mineralised zones was 97.6% with a range of between 80% and 100%.

RC drilling has been used historically in the open pit but is no longer used at Yalea and Gara underground operations. RC drilling is still used at other open pit operations and brownfield exploration. RC drilling is used at Gouunkoto for grade control and exploration/resource development. RC drill holes to date have been drilled at a 5.5 inch / 140 mm diameter which produces approximately 25 kg of material per 1 m sample interval. The RC drill rods are 3 m in length. Resource infill and grade control drilling is resulting in local changes to the geological interpretation and modelled grade.

In the Qualified Persons' opinion, the drilling and sampling procedures at Loulo-Gouunkoto are robust, suitable for the style of mineralisation and are at or above industry standard practices. Regular reviews, external audits and training are undertaken to ensure that this remains so. The average drill core recovery is 97.4% in the unweathered rock, 84.6% in the transitional zone and 76.0% in saprolite zone. The average recovery in the mineralisation was 97.6% with a range of between 80% and 100%. There are no drilling, sampling or recovery factors that could materially impact the accuracy and reliability of the results.

Sampling, Analysis and Data Verification

The sample boundaries of drill core are determined based on geology and alteration and most often varies from 0.8 m to 1.2 m. Half core is used whenever possible. Historically, quarter core was only used when there is a requirement for a duplicate assay or if another analysis type was required for the same interval. More recently metallurgical samples are taken from dedicated metallurgical drill holes or from coarse reject material. RC samples are collected on the rig in one-meter intervals and passed through two Gilson splitters to create 2 kg to 3 kg samples. Wet samples are dried before being split. All samples submitted for analysis are prepared and analysed at the independent SGS Loulo laboratory, which is managed and self-certified by SGS and located on the Loulo mine site.

Grade control and exploration drill samples are prepared in the same manner. Once the samples are received by SGS Loulo, the sample is weighted and entered into a LIMS tracking system. Samples are dried in an oven at 105°C. Channel and trench samples are disaggregated to remove dry lumps. Dried samples are crushed to ensure that 75% of the sample is below 2 mm. The crushed sample is then passed through a riffle splitter and the reject material is retained. The 1.5 kg split sample is pulverised in an LM2 pulveriser until 85% passes through a 75-micron (200 mesh) screen and a 200 g is split removed and placed in a packet. The LM2 pulveriser is cleaned with an air hose every sample, and with blank material every 6th sample. SGS Loulo undertakes regular screen sieve tests on the crushing and pulverising. The coarse (6 mm) reject and the pulp (75 micron) reject material are returned to Randgold for storage at the mine site and future re-analysis if required. An external audit completed by QG Australia Ltd. in February 2015 concluded that the sample preparation procedures followed standard industry practices. The QP concludes that the sample preparation procedures are regularly checked and follow industry standard practices.

To ensure that the assay results are reliable, Loulo-Gouunkoto has a robust QA/QC system in place to minimise errors at each stage and procedures to be followed when errors are identified. RC samples taken on the rigs are bagged and tied with custom Loulo tags as well as being weighed and documented. RC and diamond core are transported by Randgold personnel from the rig to the core yard or a secure storage facility. Labelled samples are placed into large bags and these are sealed. The samples are placed in a crate which are transported to the SGS Loulo laboratory located within the Loulo-Gouunkoto mine site. Samples which are to be prepared or analysed outside of SGS Loulo are transported by SGS staff. All laboratory sample backlogs are actively monitored on a weekly basis and if the backlog becomes excessive, samples are dispatched to SGS Bamako. All samples are contained onsite in a secure sampling facility until they can be dispatched. Results from all laboratories are emailed to a select group of Project individuals and are later imported into the database by the Database Administrator. A paper certificate is mailed at a later date. All Loulo-Gouunkoto Project data has been migrated and secured in industry standard Maxwell Geoservices (**Maxwell**) Datashed SQL database for optimal validation through constraints, library tables, triggers, and stored procedures. All site software application databases will be set up to link back to the main database for information retrieval via an Open Database Connectivity (ODBC) link. During the migration to the SQL database, initially all assay data was migrated from the Microsoft Access database. Subsequently, all assay data has been re-imported directly from assay certificates from the laboratory and ranked such that they will have a higher priority than the MS Access imported data.

In the Qualified Persons' opinion, the sample preparation is well documented and appropriate for the drilling undertaken. The sample security protocols are good as most samples do not leave the mine site as they are prepared and analysed at SGS Loulo.

The actual insertion rates of QA/QC samples are at or above the insertion rates outlined in Randgold's standard operating procedure (SOP). The SOP is deemed to be in line with industry best practices. The duplicate analysis for both Loulo and Goukoto has shown there to be little to no bias in the reported results. Blank samples returned no failures at Loulo (100% pass rate), and only one failure at Goukoto (99.95% pass rate). The blank pass rate can be deemed as good. The CRM results and the umpire sampling are deemed as good, with no areas of concern being identified.

Overall, the QA/QC results returned are acceptable, however they can be improved with implementation of stringent laboratory protocols and procedures, such as a full implementation of a LIMS sample submission and results reporting system to complement the existing LIMS tracking system. In the Qualified Persons' opinion, there are no issues outlined in the sample preparation and analysis, and that the resulting data is suitable for use within a Mineral Resource estimate.

The field duplicate to normal sample ratio will be reviewed with an intention to increase the insertion rate to match that of other QA/QC samples in 2018. Geological logging is completed on hard copy and then entered into the database. Diamond drill hole samples are based on lithological unit and most often vary from 0.8 m to 1.2 m whereas RC down hole sample spacing was conducted at 1 m lengths. All point samples, drill holes and all geological databases are managed on site and stored in a central SQL database, which stores all forms of geological data including collar, assay, surveys, and other geological variables including lithology, alteration, structural observations, and bulk density data. The primary Gemcom and Access databases were fully migrated to a Maxwell DataShed SQL database in 2015 by Maxwell. The database is administered by the site database administrator and overseen by the Loulo Regional database administrator. The Maxwell DataShed SQL database is configured for optimal validation through constraints, library tables, triggers, and stored procedures. Data that fails these rules on import are rejected or stored in buffer tables until corrected.

Assay certificates are provided in digital form from the laboratory in the prescribed format. These assay files are imported directly in to the DataShed database. This can only be completed by Database Manager and authorised network users that have undergone Maxwell DataShed Administrator training. The assay files include detailed information about the batch, methods, units, detection limits, and elements assayed. The file also includes all QA/QC data in the sequence of analysis. The assay data is stored in the SQL database in a normalised format to ensure all required information is stored for each sample, and that multiple assay results can be stored for each sample. Upon import a series of validations takes place to check that the data being imported conforms to the expected and required inputs. This includes detection limit, analysis method, reporting units (ppm, g/t, %) etc. The DataShed assay management system merges all the sampling data into one table and is loaded with the assay result. This system also ensures that the sample numbers cannot be duplicated which reduces the chance of having sample number mix-ups. Ranking of different assay methods is performed automatically such that only one assay result per element is displayed in the master assay table (tblVWDHAssays). The ranking of different analysis methods is held within a lookup table (tblSYSAssMethod) and any changes to this ranking and must be approved by the onsite Database Manager.

Mineral Processing and Metallurgical Testing

The Loulo processing plant uses a CIL gold extraction process with a throughput capacity of 4.8 Mtpa. Yalea process plant recovery for the remaining life of mine has been estimated at 84.5% based on historical and current testwork; similarly, Gara is estimated as 94.5%. Yalea recovery is impacted by the presence of arsenic and copper. Arsenic and copper impurities also increase cyanide and oxygen consumption. Goukoto 2016 Super Pit sampling achieved a recovery of 93%. Gold recovery is maintained above 90% by blending the various ore sources (Yalea / Gara/Other Goukoto) to control copper and arsenic grades in the mill feed. The current LOM plan has an average recovery of 92.3%. The average gold recovery in 2017 was 92.7%, an improvement from 2016 (91.0%).

Metallurgy and process plant initial scoping and prefeasibility testwork completed on oxide, transition, and fresh Goukoto samples indicated that plus 90% recovery would be achievable through gravity followed by cyanide leaching of the gravity tails. Further work completed during the 2010 feasibility study and 2016 Super Pit feasibility study which confirmed these initial results and the predicted recovery has been confirmed based on recoveries achieved in the plant. Extensive work was carried out consisting of detailed comminution, variability ROM leach and gravity recoverability work, and variability leach work on gravity tails. Comminution testwork defined the material to be hard, with high abrasive properties. Cyanide detox testwork, carried out on slurries were successful in significantly reducing cyanide levels. Further testwork was carried out in 2015 and 2016 to ensure representative coverage of the Super Pit ore. Recovery curves have been generated for the expected recoveries based on all testwork to date.

- Oxide LOM recovery is estimated to be 96%;
- Transition: linear relationship with recovery capped at 96% for over 6 g/t Au ($1.4041 * \text{Au} + 87.542$);
- Fresh: lognormal relationship with recovery capped at 96% for over 25 g/t Au ($0.974 * \ln(\text{Au}) + 91.56$);
- Average LOM recovery of Goukoto is estimated to be 92.3%; and
- Back calculated recoveries for Goukoto based on the tonnes of ore fed since 2010 also confirm 92.5% recovery has been achieved from Goukoto ore.

Gold recovery is based on testwork and operational history. Yalea process plant recovery for the remaining life of mine has been estimated at 84.5%, Gara is estimated at 94.4%, Goukoto is estimated at 92.5 %, and Baboto satellite pits at 94.0%. Yalea recovery is impacted by the presence of arsenic and copper which reduces recovery by impacting the process of adsorption of the gold onto the CIL tanks. Arsenic and copper impurities also increase cyanide and oxygen consumption. Oxygen consumption is increased due to oxidising the associated sulphides. See also "Loulo-Goukoto Gold Mine Complex — Mining Operations — Processing and Recovery Operations".

Mineral Resource and Ore Reserve Estimates

Mineral Resources

The Mineral Resource estimates have been prepared according to the JORC Code. Randgold has reconciled the Mineral Resources and Ore Reserves to CIM Standards as incorporated with NI 43-101 and there are no material differences.

QA/QC has been undertaken across the life of exploration to minimise errors. The SOP outlines Randgold's approach to QA/QC which meets industry best practice. The results from the 2017 QA/QC program show that the performance of the SGS Loulo laboratory is meeting industry standards and the resulting data is suitable for use within a Mineral Resource estimate.

The cut-off grade selected for limiting each of the Mineral Resources corresponds to the in-situ marginal cut-off grade using a gold price of \$1,500/oz. For the open pit Mineral Resources, the pit shell selected for limiting of each of the Mineral Resources corresponds to a gold price of \$1,500/oz. As a result of the optimisation process, this pit shell selection will result in the highest undiscounted net present value of the deposit, at \$1,500/oz. Underground panels were reviewed and those that were deemed as having a reasonable prospect of eventual economic extraction were included in the reported Mineral Resource.

The Qualified Person is not aware of any environmental, permitting, legal, title, socioeconomic, marketing, fiscal, metallurgical, or other relevant factors, which could materially affect the Mineral Resource estimate.

Loulo

For the year end 2017 Mineral Resource update the Yalea and Gara underground resource models have been updated due to a significant quantity of new data from grade control and surface drilling. Additionally, open pit resources of Baboto open pit designs have been updated, with new geological models and review of estimation methodology based on additional drilling. There has been no change to other satellite projects such as Loulo 3 and Gara West since the Mineral Resources declared in year-end 2016.

As of December 31, 2017 (100% basis), the Measured and Indicated Mineral Resources for the Loulo Gold Mine are estimated to be 53 Mt at 4.64 g/t Au for 7.9 Moz of gold, with an additional Inferred Mineral Resource of 12 Mt at 3.9 g/t Au for 1.6 Moz of gold. These Mineral Resources have been depleted to December 31, 2017 using the mined-out surfaces and voids.

Mineral Resource Statement for the Loulo Gold Mine as of December 31, 2017

Source	Mineral Resource	*Tonnes (Mt)	*Grade (g/t)	*Ounces (Moz)	**Attributable Gold (Moz)
Stockpiles	Measured	1.7	1.60	0.086	0.068
	Measured	1.9	2.67	0.17	0.13
	Indicated	6.9	3.08	0.69	0.55
	Inferred	2.5	3.3	0.27	0.21
Underground	Measured	17	4.99	2.7	2.1
	Indicated	26	5.18	4.3	3.4
	Inferred	9.8	4.1	1.3	1.0
	Measured	20	4.49	2.9	2.3
Total	Indicated	33	4.73	5.0	4.0
	Measured + Indicated	53	4.64	7.9	6.3
	Inferred	12	3.9	1.6	1.3

1 *Tonnes, grades and ounces are presented on a non-attributable basis.

2 **Attributable gold (Moz) refers to the quantity attributable to Randgold based on Randgold's 80% interest in Loulo Gold Mine. Mineral Resources are reported on an 100% and attributable basis.

3 The Mineral Resource estimate has been prepared according to JORC Code. Randgold has reconciled the Mineral Resources to CIM Standards, and there are no material differences.

4 All Mineral Resource tabulations are reported inclusive of that material which is then modified to form Ore Reserves.

5 Open pit Mineral Resources are those within a \$1,500/oz pit shell at an average cut-off grade of 0.7 g/t Au.

6 Underground resources are those below the \$1,500/oz pit shell at a cut-off grade of 1.89 g/t Au at Gara and 2.04 g/t Au at Yalea.

7 Mineral Resources for Loulo were generated by Mr Simon Bottoms, CGeol, an officer of Randgold and a Qualified Person.

8 Numbers may not add due to rounding.

Resource definition drilling in Gara Far South extension to the south of the Gara Far South underground resource, has converted previously Inferred Resources to Indicated classification. Additional resource drilling in Yalea South has also upgraded previously Inferred Resources to Indicated classification.

Goukoto

For the year end 2017, Mineral Resource update the Goukoto open pit and underground models have been updated due to a significant quantity of new data from grade control and surface drilling. There has been no change to the Faraba open pit resource as no additional exploration was undertaken on the deposit.

As of December 31, 2017 (100% basis), Goukoto Measured and Indicated Mineral Resources are estimated to be 28 Mt at 4.15 g/t Au for 3.7 Moz, with an additional 4.0 Mt at 3.1 g/t Au for 0.4 Moz of Inferred material. The Mineral Resources consist of Goukoto open pit and underground Mineral Resources, surface stockpiles, and Faraba open pit. These Mineral Resources have been depleted to December 31, 2017 using the mined-out surfaces and voids.

Mineral Resource Statement for the Goukoto Gold Mine as of December 31, 2017

Source	Mineral Resource	*Tonnes (Mt)	*Grade (g/t)	*Ounces (Moz)	**Attributable Gold (Moz)
Stockpiles	Measured	1.8	1.96	0.11	0.089
Open Pit	Measured	5.4	4.33	0.75	0.60
	Indicated	18	4.04	2.3	1.9
	Inferred	1.4	2.3	0.11	0.08
Underground	Indicated	3.0	5.74	0.56	0.45
	Inferred	2.6	3.5	0.29	0.23
Total	Measured	7.1	3.75	0.86	0.69
	Indicated	21	4.28	2.9	2.3
	Measured + Indicated	28	4.15	3.7	3.0
	Inferred	4.0	3.1	0.40	0.32

1 * Tonnes, grades and ounces are presented on a non-attributable basis.

2 **Attributable gold (Moz) refers to the quantity attributable to Randgold based on Randgold's 80% interest in Goukoto Gold Mine. Mineral Resources are reported on an 100% and attributable basis.

3 The Mineral Resource estimate has been prepared according to JORC Code. Randgold has reconciled the Mineral Resources to CIM Standards, and there are no material differences.

4 All Mineral Resource tabulations are reported inclusive of that material which is then modified to form Ore Reserves.

5 Open pit Mineral Resources are those within a \$1,500/oz pit shell at an average cut-off grade of 0.8 g/t Au.

6 Underground Mineral Resources are those below the \$1,500/oz pit shell at a cut-off grade of 2.0 g/t Au.

7 Mineral Resources for Goukoto were generated by Mr Simon Bottoms, CGeol, an officer of Randgold and a Qualified Person.

8 Numbers may not add due to rounding.

A decrease of approximately 200 koz resources from the year end 2016 Mineral Resource estimate to the 2017 Resource Estimate is directly attributable to the 2017 open pit mining depletion which was partially replenished through positive model changes defined by grade control drilling in 2017.

Ore Reserves

The Ore Reserve estimates have been prepared according to the guidelines of the JORC Code. Randgold has reconciled the Mineral Resources and Ore Reserves CIM Standards as incorporated with NI 43-101 and there are no material differences.

The Ore Reserve estimates use updated economic factors, the latest resource and geological models, geotechnical inputs, and the latest metallurgical updates. Some inputs were shared across all the operations during the preparation of the Ore Reserve estimates. Ore Reserves were based on the development of appropriately detailed and engineered LOM plans. All design and scheduling work was undertaken to a suitable level of detail by experienced engineers using mine planning software. The planning process incorporated appropriate modifying factors and the use of cut-off grades and other technical-economic investigations. Ore Reserves are stated:

- as of December 31, 2017;
- at a gold price of \$1,000/oz;
- as ROM grades and tonnage as delivered to the fully diluted and delivered to the plant; and
- including only Measured and Indicated Mineral Resources.

The average dilution for the underground deposits ranged from 10% to 25%, with mining losses estimated at 4% to 8%. The average dilution for the open pit deposits was 10% with mining losses estimated at 3% to 4%.

The Qualified Persons have performed an independent verification of the block model tonnes and grade, and in their opinion, the process has been carried out to industry standards. The Qualified Persons are not aware of any environmental, legal, title, socioeconomic, marketing, mining, metallurgical, fiscal, infrastructure, permitting, that could materially affect the Ore Reserve estimate.

Loulo

The year end 2017 (100% basis) Loulo total Proved and Probable Ore Reserves are estimated to be 36 Mt at 4.51 g/t Au containing 5.2 Moz of gold of which 4.1 Moz are attributable to Randgold. The Ore Reserves estimate for Loulo as of December 31, 2017 is detailed in the following table.

Ore Reserve Statement for the Loulo as of December 31, 2017

Source	Ore Reserve	*Tonnes (Mt)	*Grade g/t	*Gold (Moz)	**Attributable Gold (Moz)
Stockpiles	Proved	1.7	1.60	0.086	0.068
	Proved	1.5	2.43	0.12	0.093
Open Pit	Probable	3.9	3.87	0.48	0.39
	Proved + Probable	5.4	3.47	0.60	0.48
	Proved	8.8	4.97	1.4	1.1
Underground	Probable	20	4.82	3.1	2.5
	Proved + Probable	29	4.87	4.5	3.6
	Proved	12	4.18	1.6	1.3
Total	Probable	24	4.67	3.6	2.9
	Proved + Probable	36	4.51	5.2	4.1

1 *Tonnes, grade and ounces presented on a non-attributable basis.

2 **Attributable gold (Moz) refers to the quantity attributable to Randgold based on Randgold's 80% interest in the Loulo Gold Mine. Ore Reserves are reported on a 100% and attributable basis.

3 The Ore Reserve estimate has been prepared according to JORC Code. Randgold has reconciled the Ore Reserves to CIM Standards, and there are no material differences.

4 Open pit Ore Reserves are reported at a gold price of \$1,000/oz and an average cut-off grade of 1.1 g/t Au including dilution and ore loss factors.

5 Underground Ore Reserves are reported at a gold price of \$1,000/oz and a cut-off grade of 2.69 g/t Au for Yalea and 2.4 g/t Au for Gara including dilution and ore loss factors.

6 Open pit and underground Ore Reserves were estimated by Mr. Derek Holm, FSAIMM, an external consultant of Randgold and a Qualified Person.

7 Numbers may not add due to rounding.

Loulo year end 2017 Ore Reserve estimate shows a net reduction of 85 koz when compared to the estimate for year-end 2016. This is entirely attributed to the sale of Baboto North. The 0.54 Moz annual depletion for the year was replenished through:

- 0.18 Moz increase in the Yalea South Ore Reserves with resource conversion drilling which has resulted in the extension of the Yalea South decline to -620 mRL; and
- 0.39 Moz increase in the Gara Ore Reserve from the conversion drilling to the south of Gara (Gara Far South Extended).

Goukoto

The year end 2017 (100% basis) Goukoto Proved and Probable Ore Reserves are estimated to be 20 Mt at 4.58 g/t Au containing 3.0 Moz of gold, of which 4.1 Moz are attributable to Randgold. The Ore Reserves estimate for Goukoto as of December 31, 2017 is presented in the following table.

Ore Reserve Statement for Goukoto as of December 31, 2017

Source	Ore Reserve	*Tonnes (Mt)	*Grade g/t	*Gold (Moz)	**Attributable Gold (Moz)
Stockpiles	Proved	1.8	1.96	0.11	0.099
	Proved	4.4	4.75	0.66	0.53
Open Pit	Probable	12	4.63	1.8	1.4
	Proved + Probable	16	4.66	2.4	1.9
	Proved	-	-	-	-
Underground	Probable	2.2	6.09	0.42	0.34
	Proved + Probable	2.2	6.09	0.42	0.34
	Proved	6.1	3.95	0.78	0.62
Total	Probable	14	4.85	2.2	1.7
	Proved + Probable	20	4.58	3.0	2.4

1 *Tonnes, grade and ounces presented on a non-attributable basis.

2 **Attributable gold (Moz) refers to the quantity attributable to Randgold based on Randgold's 80% interest in the Goukoto Gold Mine. Ore Reserves are reported on a 100% and attributable basis.

3 The Ore Reserve estimate has been prepared according to JORC Code. Randgold has reconciled the Ore Reserves to CIM Standards, and there are no material differences.

- 4 Open pit Ore Reserves are reported at a gold price of \$1,000/oz and an average cut-off grade of 1.1 g/t Au including dilution and ore loss factors.
- 5 Underground Ore Reserves are reported at a gold price of \$1,000/oz and a cut-off grade 3.0 g/t Au including dilution and ore loss factors.
- 6 Open pit Ore and underground Reserves were estimated by Mr. Derek Holm, FSAIMM, an external consultant and Qualified Person.
- 7 Numbers may not add due to rounding.

The 2017 Goukoto complex Ore Reserve estimate is 175 koz lower than estimated in 2016 as, although there was annual depletion in 2017 of 336 koz (including stockpiles), this was partially offset by positive model changes defined by infill grade control drilling.

Mining Operations

Mining Methods

Over the LOM of Loulo-Goukoto, a total of 52 Mt of ore at 4.73 g/t Au is expected to be produced over 15 years up to 2032. Ore supplied to the plant during this period, including stockpile changes, will be 56 Mt at an average grade of 4.55 g/t Au resulting in 7.5 Moz recovered at an average processing recovery of 92%.

The Yalea underground operation will continue until 2030 and the Gara operation until 2032, with the Loulo open pits mined from 2024 through to 2027. The Goukoto open pit, also referred to as the “Super Pit”, will be mined out in 2024 with the Faraba open pit starting in 2022 and ending in 2024. The Goukoto underground operation will commence in 2025 and will continue until 2030. A total of 28.6 Mt of ore will be mined from the Yalea and Gara underground operations with a further 5.4 Mt mined from the Loulo 3, Baboto, and Gara West open pits, at the Loulo operations. The Goukoto operations will contribute 16 Mt mined ore tonnes from the Goukoto and Faraba open pits with the Goukoto underground operation adding 2.1 Mt.

Both Loulo and Goukoto share similar mining methods across their underground and open pit operations. In the Qualified Persons’ opinion, the parameters used in the Mineral Resource to Ore Reserve conversion process are reasonable.

Open Pits

The Loulo Permit is comprised of the Baboto open pit, Loulo 3 open pit, and the Gara West open pit. Baboto oxide and free dig transition ore is scheduled to be mined in 2018, however the rest of the Baboto open pit fresh ore and the other pits will be mined from 2024 onwards, after the larger Goukoto open pit is depleted. The production from these pits has not been extensively detailed. Randgold intends to use the same contractor that has already mined part of the Baboto open pit, so the fleet requirement is known. The Loulo 3 open pit was mined previously in 2013 and the eastern push back forms the remaining Ore Reserve. Both Loulo 3 and Gara West open pits will use the same equipment as they are timed to be mined consecutively.

Goukoto is an on-going operation that applies selective mining. Ore is classified as either full grade ore (**FGO**), delivered to primary crushers, or marginal ore (**MO**), which is stockpiled close to the primary crushers, and blended with the FGO to provide a consistent feed grade. The Goukoto mining plan has been sequenced in such a way that the south pit will be mined out in advance of the north pit. This will allow the waste mined from the north pit to be backfilled into the south pit resulting in a shorter haul than the conventional route of tramming out of the pit and onto a waste dump. This, however, means excess ore must be mined in 2019 and stockpiled to ensure the plant feed requirements are maintained during the waste pushback mining in years 2020 to 2022.

Open pit mining is conducted by the contractor Goukoto Mining Services, a local subsidiary of DTP Terrassement, using either free-dig or conventional drill, blast, load, and haul methods. The mining equipment is jointly owned by a subsidiary of Randgold and the contractor’s parent, which also operates at Randgold’s Kibali Mine in the DRC and Tongon Mine in Côte d’Ivoire. The potential ingress of groundwater are investigated prior to mining and continually updated during the mining activities. Prior to commencement of mining, dewatering well systems are installed for all pits to lower the groundwater level and a system of dewatering trenches is established, preventing the inflow of any surface water to the active mining areas. The upper levels of the open pits are usually in weathered material, which typically is free digging material. Once fresh (unweathered) rock is encountered, drilling and blasting is required. Emulsion explosives are supplied as a down-the-hole service by Maxam. Free digging in the upper levels is carried out using 5 m high benches, with 10 m benches used for drilling and blasting operations. The 10 m benches containing ore are excavated in three flitches of equal height. Opportunities exist to upgrade and convert the Inferred Mineral Resources within the current pits to Ore Reserves with drilling, but any Inferred Resources within pit designs are not reported as Ore Reserves.

Underground

The Yalea and Gara underground mines are currently operating and are accessed via portals located in open pits and a box cut. The declines were originally developed as twin declines. One decline containing a conveyor and the second decline is used for mobile equipment access. The lower part of the mines has been developed as single declines with truck haulage up to crushers which feed ore and waste onto the conveyors. Three mining methods are used at the Yalea and Gara underground mines. They are long hole transverse open stoping; long hole longitudinal retreat open stoping; and stoping under rock fill (**SURF**). SURF mining is planned to be introduced in the weathered areas of Yalea South Upper. Previous longitudinal stoping in the upper areas of the mines uses a panel and pillar method, where approximately 10 m long pillars were left between 50 m long panels. In 2014 paste fill plants were commissioned at both mines. The paste fill plants at each of the mines produce a mixed paste / aggregate fill. With the introduction of paste fill the lower areas of the mines are being mined using an underhand (top down) long hole stoping method which

retreats to central accesses in an echelon format. Panels are 50 m long, mined as single level stopes (25 m high) and filled with cemented paste fill. The paste fill is exposed by the mining of both the panel below and the next panel on the same level. Transverse long hole open stoping is used in the wider (>15 m wide) parts of Yalea North. Transverse stopes are 15 m to 30 m along strike and mined from hanging wall to footwall.

The SURF method is planned for the portion of Yalea South Upper that has weathered transition or saprolite present in the mineralised zone, or the immediate hanging wall. The method is expected to provide a more consistent production in the less competent ground. From an operational perspective SURF is very similar to longitudinal sub level caving (SLC). The exception is that in SURF waste rock is tipped into the stope to fill mined voids and prevent caving of the hanging wall. In contrast SLC works by the hanging wall caving to fill the mined void. A diesel trackless fleet is used for production comprising of 11 LHD's and trucks, in addition to production drills and development drills.

Goukoto underground is at a pre-feasibility level of study. The proposed mining method for Goukoto underground consists of longhole bench stoping with backfill. Due to the relatively small reserve tonnage of Goukoto underground, all attempts to reduce the capital outlay have been adopted. The ore handling method is designed to be decline trucking without underground crushing. This alleviates the need for any capital excavation and underground engineering. The in-pit portal position reduces the amount of decline development required and pushes the required start date of the decline out to 2025. Utilisation of the pit alleviates the need for a separate box cut development.

The MZ3 mineralisation located on the footwall of the Fault Gouge fault has been removed from the underground pre-feasibility schedule due to the poor ground conditions modelled in the area. This has simplified the stoping method, removing the requirement for cut and fill with only longitudinal and transverse benching methods being used depending on the thickness of the ore. The mine design consists of four mining panels, each consisting of between three to five, 20 m inter- levels. The first level of each panel will consist of 100% high strength cemented aggregate fill that will form a backfill sill pillar. Mining stopes are scheduled to mine bottom up from each backfill pillar level, allowing mining from multiple levels at the same time. Backfill sill pillars have been positioned at the base of high-grade areas of the geological grade model to allow for an optimal mining grade profile.

Processing and Recovery Operations

The Loulo processing plant uses a CIL gold extraction process with a throughput capacity of 4.8 Mtpa. The Loulo process plant processes ore from both Loulo and Goukoto operations. A simplified flowsheet is shown in the Loulo-Goukoto Technical Report, which depicts a standard processing circuit for free-milling ores including conventional circuits for comminution, milling, gravity, classification, and CIL.

Since 2014, multiple optimisation projects have been undertaken, resulting in increased throughput and improved recoveries. It is expected that the improvement initiatives will continue but are considered part of operations and not necessarily confined to capital projects. The expected throughputs and recoveries are based on historical metallurgical testwork and the actual operational performance. The upgraded process plant remains a conventional crushing, milling, gravity, CIL, and tailings disposal circuit. It will process an average of 580 tph using the following circuits:

- Crushing – three stage crushing for the hard rock sulphide ores and a single stage roll toothed crusher for the soft weathered oxide ores;
- Milling – one primary mill (7 MW); two identical single stage ball mills (4.5 MW), one scat conveyor system is inserted to return all mills scats back to primary mill via a cone crusher;
- Gravity - four centrifugal primary concentrators followed by two intensive leach reactors to treat primary concentrates;
- CIL recovery process;
- Zadra elution process;
- Electrowinning; and
- Tailings pumping/deposition split between slime dam and paste plant.

The Loulo processing plant uses a CIL gold extraction process. The current throughput design capacity is 4.8 Mtpa as per 2017 performance. Yalea process plant recovery for the remaining LOM has been estimated at 84.5% based on historical and current testwork; similarly, Gara is estimated as 94.2%. Yalea recovery is impacted by the presence of arsenic and copper. Arsenic and copper impurities also increase cyanide and oxygen consumption. Goukoto 2016 Super Pit sampling achieved a recovery of 92.5%. Gold recovery is maintained above 90% by blending the various ore sources (Yalea / Gara/ Goukoto) to control the copper and arsenic content within the mill feed. The current LOM has an average recovery 92.3%. The average gold recovery in 2017 was 92.7%, an improvement from 2016 (91.0%).

The open pit and underground LOM and operating cost estimates have been completed in sufficient detail to be satisfied that economic extraction of the Proved and Probable Ore Reserves is justified. The following table presents the 2016 and 2017 actual breakdown of costs for processing including plant engineering for Loulo-Goukoto.

Loulo-Gounkoto Actual Process and Plant Engineering Operating Costs for 2016 and 2017

Cost	Units	2016 Actual	2017 Actual
Fixed Cost			
Consultants	\$ '000	166	153
Contractors - Assays	\$ '000	742	798
Contractors - Other	\$ '000	1,217	1,358
Contractors - Oxygen	\$ '000	2,312	2,680
Equipment Hire	\$ '000	2,537	2,523
General Costs	\$ '000	1,142	1,520
Gold Refining	\$ '000	1,564	1,646
Labour	\$ '000	2,831	3,653
Stores - Electrical & Mechanical	\$ '000	1,666	1,626
Stores - Other	\$ '000	5,536	5,366
Total Fixed Cost	\$ '000	19,712	21,323
Tonnes Processed	1000	4,875	4,918
Total Fixed Cost	\$/t	4.04	4.34
Variable Cost			
Power	\$/t	5.49	6.21
Reagents - Cyanide	\$/t	1.63	1.26
Reagents - Lime	\$/t	0.77	0.62
Good Issues - Caustic Soda	\$/t	0.11	0.15
Good Issues - Activated Carbon	\$/t	0.16	0.13
Reagents - Other	\$/t	0.33	0.34
Stores - Grinding Media	\$/t	1.93	1.92
Stores - Screens & Panels	\$/t	0.04	0.04
Total Variable Costs	\$/t	10.46	10.67
Total Process Cost	\$/t	14.50	15.01
Plant Engineering	\$/t	2.19	2.20
Combined Plant & Engineering	\$/t	16.69	17.21

LOM processing costs have been budgeted at \$18.22/t for Loulo and \$17.03/t for Gounkoto, which includes plant engineering costs. The actual costs for Loulo-Gounkoto for 2017 were \$17.21/t, which is in line with those expressed for the LOM. Loulo-Gounkoto has demonstrated successful operation both in terms of processing throughput and in particular with gold recovery. In the opinion of the Qualified Persons, no fatal flaws have been identified with this facility and it is expected to deliver an average of 4.75 Mtpa over the LOM as per the forecast.

Infrastructure, Permitting and Compliance Activities

Project Infrastructure

Primary access for staff and plant to Loulo-Gounkoto is via the recently constructed (2011) Millennium highway that runs from Dakar, Senegal to Bamako, Mali, which acts as the primary supply chain route. The Millennium highway crosses the Loulo to Gounkoto haul road approximately 6 km north of Gounkoto and provides excellent road connections in comparison to much of the country. Daily flights with international air carriers are available from Dakar and Bamako. Charter flights between Bamako and the (unsealed) airstrip at the mine are available, when required. The landing strip at Loulo is approximately 1.5 km long and built from laterite material. It can accommodate moderate sized aircraft and has been awarded full certification by the transport authorities in Mali.

The climate at Loulo-Gounkoto is strongly influenced by the north and southward movement of the Inter Tropical Convergence Zone (ITCZ) which creates distinctive wet and dry seasons. Although the annual evaporation thereby exceeds the annual rainfall, an excess of water is available during the peak of the wet season (July to September) to generate surface water run-off. Water is sourced for the Loulo-Gounkoto Project from the Gara and Falémé rivers which run through the Loulo-Gounkoto Project site. Climatic conditions do not materially affect either exploration, development, or mining operations.

The Loulo-Gounkoto mine site is an operating mine site comprising open pit and underground mines, a processing plant, satellite deposits and associated infrastructure. Previously mined open pits remain open and are used to access the underground mine. Waste dumps are situated adjacent to the open pits. The plant and offices and accommodation village are located east of the Gara pit. The TSF is located 8 km to the east of the plant

in an area with a number of natural ridges. It has been designed to maintain a minimum freeboard of 1.5 m to provide sufficient storage to contain a 1 in 50 year rainfall event over a 72-hour period.

Power is generated on site using light and heavy fuel generators. Installed thermal capacity is 64 MVA with a power draw that is variable but in the region of 42 MW. Substantial infrastructure already exists at Loulo-Gounkoto as a result of the long-established open pit mining operation. This includes ore processing and tailings facilities, workshops offices, and camps. Mobile telephone services are available across the mine.

Environmental, Permitting and Social Considerations

Investigation of environmental and social aspects of open pit and underground mining operations at Loulo and Gounkoto has been undertaken. The Environmental Impact Assessments (**EIAs**) concluded that no significant impacts were identified which will impact the physical, biological, or social environment. The continuing operations beyond the original life of mine contribute to extending employment of local Malians and growth of the Malian economy.

An environmental management plan (**EMP**) is in place, the Loulo operations are ISO 14001 compliant and independently audited to continuously improve environmental management. All environmental permits are in place for the Loulo processing plant and the Yalea / Gara underground mines and the Gounkoto Super Pit. The site is also audited against the requirements of the International Cyanide Management Code.

Waste rock is generated from the open pit and underground operations; the waste rock dump at Gounkoto is close to the Falémé River which forms the border with Senegal. The waste dump has been carefully designed to minimise seepage and a collection system is in place. Waste rock will also be disposed of into the southern portion of the Gounkoto Super Pit to minimise surface disposal. Waste rock geochemistry has been studied and revealed potential acid rock drainage (**ARD**) generation and metals leaching from specific lithologies. However, this is closely monitored and no significant ARD issues have occurred. Tailings are generated from the Loulo plant and disposed of in the TSF some 8 km east of the plant. The relevant ESIA for permitting requirements are underway for the expansion of the current TSF.

Routine environmental monitoring takes place across the site, including dust deposition, noise, arsenic, and weak-acid dissociated cyanide sampling, TSF seepage water and tails streams as well as sample collection of drinking water, ground water, surface water and the TSF borehole water. Environmental incidents are noted in a register which forms part of the Environmental Management System; the causes and responses are identified, and once completed, the incident is closed out. A water balance model has been developed for Loulo which models flows, inputs and losses, including the open pits and underground workings, plant, TSF, water management structures, offices, camp, and treatment facilities. Mine closure costs are updated each year, with increases or decreases in disturbed areas noted and costed; the current cost for rehabilitation and closure of the mine according to the calculation model is \$29.4 M for Loulo and an additional \$9.7 M for Gounkoto.

Randgold continually engages with local communities and focuses on potable water supplies, primary school education, health care and education. The mine is a significant employer to members of the local communities. The underground mining operations contribute to extended life of mine, employment of local Malians and the growth of the Malian economy. Randgold's policy is to promote nationals to manage the Loulo-Gounkoto Project. Unskilled labour is typically sourced from the local area while more skilled posts are filled by staff from elsewhere in Mali, including Bamako. Local procurement is also promoted and is a requirement of contractors as well as Randgold. Where possible, goods and services are procured locally. This includes produce from an agribusiness started by Randgold which is purchased for use in the mine canteens. Stakeholder engagement activities, community development projects and local economic development initiatives contribute to the maintenance and strengthening of the Loulo-Gounkoto social license to operate. A grievance mechanism is in place. No grievances were received in 2017; the last grievance was recorded in 2015. Through the stakeholder engagement process, concerns are raised by the community.

There is a significant ongoing presence of artisanal miners (*orpailleurs*) operating within the Loulo Permit area, particularly along the haul road. Artisanal miners or small-scale miners represent a significant portion of local households' livelihood. The government of Mali, as part owners of the operations, provide security in the form of Gendarmes who intervene on request if artisanal miners or small-scale miner activities interfere with the operation of the mine. The mining industry in Mali has established a committee to deal with the issue at the highest level of the government of Mali.

The Qualified Persons consider the extent of all environmental liabilities to which the property is subject to have been appropriately met.

Capital and Operating Costs

Capital Cost Estimates

Loulo-Gounkoto is an on-going combined open pit and underground mining operation with the necessary facilities, equipment, and manpower in place to produce gold. The open pit and underground LOM and capital and operating cost estimates have been completed in sufficient detail to be satisfied that economic extraction of the Proved and Probable Ore Reserves is justified. The majority of the capital cost estimates contained in the Loulo-Gounkoto Technical Report are based on quantities generated from the open pit and underground development requirements and data provided by Randgold. Capital expenditure over the remaining LOM is estimated to be \$598M. A breakdown of the expenditure is detailed in the following table.

LOM Capital Expenditure for Loulo and Goukoto

Capital Expenditure	Cost (\$ M)
Construction and Project Capital	1.4
Ongoing Capital	107
Underground Capital Development and Drilling	311
Pre-Production Capitalised	137
Exploration Capitalised	2.9
Rehabilitation/Mine Closure	39
Total	598

Operating Cost Estimates

Loulo-Goukoto maintains detailed operating cost records that provides a foundation for estimating future operating costs. Costs used for the open pit optimisations were derived from the Mining Contractor's pricing of the open pit LOM schedule. Labour costs for national employees were based on actual costs. Local labour laws regarding hours of work, employment conditions were also considered, and overtime costs included. During 2017 costs for processing and general and administration were updated based on actuals adjusted with the latest forward estimates, production profiles and manning levels. Customs duties, taxes, charges, and logistical costs have been included.

The LOM combined open pit and underground operating cost for Loulo is estimated to be \$68.90/t milled and for Goukoto it is estimated to be \$68.49/t. Unit costs used to estimate LOM operating costs are summarised in the following table.

LOM Operating Costs for Loulo and Goukoto

Activity	Units	Loulo	Goukoto
Open Pit Mining	\$/t mined	2.69	2.64
Open Pit Mining	\$/ore t mined	34.10	36.95
Underground Mining	\$/t mined	45.65	57.99
Underground Mining	\$/ore t mined	46.35	82.40
Stockpile Movement	\$/t milled	3.63	3.81
Processing	\$/t milled	18.22	17.03
Trucking & Hauling	\$/t milled	0.03	5.20
G&A	\$/t milled	8.30	7.73
Mining Total	\$/t milled	42.35	38.53
Total LOM Net OPEX	\$/t milled	68.90	68.49

Economic Analysis

Randgold is not required to provide an economic analysis under NI 43-101 as the Loulo-Goukoto property is currently in production, Randgold is a producing issuer, and there is no material expansion of current production. The Qualified Persons have verified the economic viability of the Ore Reserves via cash flow modelling, using the inputs discussed in the Loulo-Goukoto Technical Report.

Exploration, Development and Production

For a detailed description of Randgold's current and contemplated exploration, development and production activities in respect of the Loulo-Goukoto Project, readers are referred to the Randgold 20-F and Randgold Interim Report. See also *"Loulo-Goukoto Gold Mine Complex—Exploration"*.

Supplemental MD&A

Quarterly Highlights

	2018 Q2	2018 Q1	2017 Q4	2017 Q3	2017 Q2	2017 Q1	2016 Q4	2016 Q3
Total Revenue (\$'000)	283,659	273,278	328,618	298,093	336,794	316,712	356,387	299,998
Ounces sold from subsidiaries (oz)¹	218,429	205,302	257,091	231,990	268,000	258,679	295,768	225,207
Share of profits / (losses) from equity accounted joint ventures (\$'000)	20,886	13,810	13,692	6,909	(3,434)	(5,217)	(3,243)	5,966
Mining and processing costs (\$'000)	193,848	180,009	194,085	185,203	161,124	167,427	196,747	169,113
Exploration and corporate expenditure	14,949	15,802	12,172	11,882	12,823	10,908	7,997	11,212
Average gold price received (\$/oz)	1,299	1,331	1,278	1,281	1,254	1,220	1,206	1,333
Group production (oz)²	313,302	286,890	340,958	310,618	341,316	322,470	378,388	301,163
Group sales (oz)²	316,804	294,428	340,177	302,620	336,516	335,603	375,718	294,745
Group total cash cost per ounce (\$)²	697	720	627	667	572	619	549	663
Cash and cash equivalents (\$'000)³	603,673	739,457	719,808	621,576	572,838	600,275	516,301	361,103
Net cash generated from operations (\$'000)	95,544	63,974	163,396	118,945	132,346	133,111	204,665	119,313
Profit attributable to owners of the parent from continuing operations								
Total (\$'000)	51,973	57,537	75,459	48,709	84,031	69,818	78,520	65,566
Per Share (\$)	0.55	0.61	0.80	0.52	0.89	0.74	0.84	0.70
Diluted Per Share Basis (\$)	0.54	0.60	0.79	0.51	0.88	0.73	0.83	0.69

1 Ounces sold from subsidiaries consolidates 100% Loulo, Goukoto and Tongon.

2 Group total cash cost per ounce is a non-GAAP measure with no standardised measure under International Financial Reporting Standards (IFRS). Randgold consolidates 100% of Loulo, Goukoto and Tongon, 40% of Morila and 45% of Kibali in the consolidated non-GAAP measures. Morila and Kibali are equity accounted for under IFRS. Group production and group sales ounces are presented as a figure consolidating 100% of Loulo, Goukoto and Tongon, 40% of Morila and 45% of Kibali.

3 Cash and cash equivalents excludes the group's attributable cash held in Morila, Kibali and the group's asset leasing companies which are equity accounted.

During the past eight quarters, Randgold has continued to focus on sustained production growth with disciplined cost management whilst maintaining a strong cash balance and no debt. During the Q2 2018, slightly higher revenue compared to the prior quarter was driven by continued strong performance at the Loulo-Goukoto complex and Tongon. Gold sales decreased compared to the second quarter of 2017 as a result of lower production.

Share of profits from equity accounted joint ventures grew during Q2 2018 as a result of higher profit from Kibali reflecting higher gold sales, on the back of higher grade and slightly improved recovery, and lower costs. During Q4 2016, Q1 2017 and Q2 2017, losses from equity accounted joint ventures were a result of lower gold sales and higher costs during those quarters.

Total cash cost per ounce of \$697⁽¹⁶⁾ in Q2 2018 decreased compared to Q1 2018 as a result of higher gold production, on the back of increased grades and recoveries. The increase in cash cost per ounce compared to the other quarters presented is mainly the result of lower production in the current quarter and higher unit operating costs.

Exploration and corporate expenditure in Q2 2018 was in line with Q1 2018; however expenditure increased compared to the 2017 quarters due to increased greenfields expenditure during the current quarter, reflecting the continued investment in targeted exploration activities.

The decrease in cash compared to Q1 2018 reflects the payment of the group's dividend to shareholders of \$188.8 million, the group's continued investment in capital expenditure in its subsidiaries (\$37.9 million), taxes paid (\$53.1 million), offset by strong operational cash flows from the Loulo-

⁽¹⁶⁾ Total cash cost per ounce is a non-GAAP financial performance measure with no standardized meaning under IFRS and therefore may not be comparable to similar measures presented by other companies. For further details see "Other Information – Use of Non-GAAP Financial Performance Measures" on page 77.

Goukoto complex and the Tongon mine (\$112.3 million) and dividends from equity accounted joint ventures (\$36.3 million). During Q2 2017, a dividend of \$94.0 million was paid to shareholders.

This financial information has been prepared in accordance with International Accounting Standard 34 Interim Financial Reporting as issued by the International Accounting Standards Board and has been extracted from Randgold's quarterly reports.

Trading Prices and Volumes of Randgold Shares

The following table sets forth, for the periods indicated, the reported high and low daily trading prices and the aggregate volume of trading of Randgold's ordinary shares on the LSE and the Randgold ADSs on NASDAQ.

	Trading of Ordinary Shares LSE			Trading of American Depositary Shares NASDAQ		
	High (GBP)	Low (GBP)	Volume (#)	High (\$)	Low (\$)	Volume (#)
2017						
October	75.85	72.3	8,201,905	100.90	95.66	7,678,092
November	75.05	67.7	11,086,318	99.35	89.79	10,299,525
December	74.1	66.4	7,643,823	99.53	89.72	8,315,192
2018						
January	74.7	70.06	9,710,781	104.05	95.60	9,480,722
February.....	71.22	58.16	12,723,978	101.66	80.66	18,079,284
March	61.08	57.24	8,874,735	85.88	79.17	12,040,275
April	59.98	55.4	7,881,100	85.46	77.70	10,342,953
May	61.28	55.5	12,819,323	82.98	76.01	13,102,330
June.....	60.48	55.78	9,984,042	80.70	74.02	9,442,780
July	58.86	54.1	8,919,457	77.57	71.05	8,613,498
August.....	56.52	49.17	12,671,087	73.69	62.55	15,635,407
September	55.12	46.07	14,506,259	71.91	59.90	23,287,508
October 1 to 3	56.34	53.30	1,829,157	73.27	70.12	3,004,062

On the business day prior to the Announcement Date, the closing price of the Randgold ADSs on NASDAQ was \$63.91 and Randgold's ordinary shares on the LSE was GBP 49.23.

Prior Sales

Date of Grant	Security Issued/Granted	Number of Securities	Price per Security (\$)
07-Feb-18	Randgold Shares	210,740	85.39
16-Mar-18	Randgold Shares	69,527	83.24
2-May-18	Randgold Shares	2,000	81.39
14-May-18	Randgold Shares	10,500	79.91
13-Aug-18	Randgold Shares	47,700	69.13

Our Directors

Executive Directors

See “Barrick Following the Merger – Executive Officers”.

Non-Executive Directors

The following profiles present information about each of the non-executive directors of Randgold:

Christopher Coleman (49) Non-Executive Chairman (United Kingdom). Chairman of the governance and nomination committee and member of the remuneration committee. Mr. Coleman is the group head of banking at Rothschild & Co and has more than 25 years’ experience in the financial services sector, including corporate and private client banking and project finance. He has had a long standing involvement in the mining sector in Africa and globally. He is a director of NM Rothschild & Sons, chairman of Rothschild Bank International in the Channel Islands and serves on a number of other boards and committees of the Rothschild & Co group, which he joined in 1989. He is a BSc (Econ) graduate from the London School of Economics and was a non-executive director of the Merchant Bank of Central Africa from 2001 to 2008. Mr. Coleman’s management and corporate governance experience brings strong leadership skills to the board. He was appointed a director in August 1995.

Andrew Quinn (64) Senior Independent Non-Executive Director (United Kingdom). Chairman of the remuneration committee and member of the audit committee. Mr. Quinn retired at the end of 2011 from his position as head of mining investment banking for Europe and Africa at CIBC after 15 years in the role and more than 35 years’ experience of the mining industry. With a BSc (Hons) in mineral exploitation (mining engineering) from Cardiff University, Mr. Quinn began his career in Anglo American’s gold division in 1975, holding various management and technical positions in South Africa, and worked briefly for Greenbushes Tin in Australia before joining The Mining Journal in 1982 as editor of its gold publications. In 1984 he entered the financial services industry joining James Capel (later HSBC Investment Banking) and then moving to CIBC in 1996. Mr. Quinn brings strong commercial experience to the board, combined with considerable knowledge of the resource sector and a strong track record of understanding the needs of businesses operating in Africa and other international markets. He was appointed a director in November 2011.

Safiadou Ba-N’Daw (65) Independent Non-Executive Director (United States). Member of the audit committee. A Harvard University MBA graduate, Ms. Ba-N’Daw spent 12 years with the World Bank as a senior financial specialist for the South Asia region, following which she was appointed Côte d’Ivoire’s Minister of Energy, a position she held until 2000. Ms. Ba-N’Daw was subsequently appointed a director of the United Nation’s Development Program for South-South Cooperation (formerly the Special Unit: Technical Cooperation among Developing Countries) until 2004 when she was appointed deputy chief of staff to the Prime Minister of Côte d’Ivoire. Ms. Ba-N’Daw’s deep understanding of the financial and political opportunities and challenges of operating in emerging countries, especially West Africa, provides a valuable contribution to the board. She was appointed a director in March 2015.

Jemal-ud-din Kassum (69) Independent Non-Executive Director (United States). Chairman of the audit committee, member of the remuneration committee and of the governance and nomination committee. Mr. Kassum has a wealth of significant recent and relevant financial and political experience having been a former World Bank vice president for the East Asia and Pacific region after 25 years with the International Finance Corporation (IFC), where as a vice president he was responsible for all of IFC’s new investments. He now provides strategic advice to international financial institutions and companies. Mr. Kassum brings a strong strategic understanding to the board and has a detailed knowledge of risk assessment and management systems. He grew up in Tanzania, was educated at Oxford University and holds an MBA from Harvard University. He was appointed a director in January 2014.

Olivia Kirtley (67) Independent Non-Executive Director (United States). Member of the remuneration committee and of the audit committee. Ms. Kirtley holds a BS in Accounting from Florida Southern College and a Masters of Taxation from Georgia State University. She is a frequent speaker at United States and international forums for boards and professional organizations on best practices and tools to enhance board

effectiveness, risk oversight and governance structures. Ms. Kirtley is currently a non-executive director of US Bancorp, Papa John's International and ResCare, Inc. where she serves on various board committees. She is also the immediate past chairman and president of the International Federation of Accountants and a past council member of the International Integrated Reporting Council. Her extensive financial experience and strong leadership in the area of governance brings additional insight and expertise to the board. She was appointed a director in February 2017.

Jeanine Mabunda Lioko (53) Independent Non-Executive Director (The Democratic Republic of the Congo). Member of the governance and nomination committee. Ms. Lioko has spent a number of years working in the Democratic Republic of Congo's finance industry including with Citi Group and as an advisor to the Governor of Banque Centrale du Congo. A former Minister of Portfolio of the DRC, a position which she held for over five years, she is now a serving member of the National Assembly of the Democratic Republic of Congo, representing the Equateur Province, and brings a wealth of knowledge in managing the political and financial landscape in Central Africa. Ms. Lioko is also a special advisor to the DRC government to prevent violence against women and the recruitment of children for war. She was educated in Brussels, Belgium, and holds a law degree from the Catholic University of Louvain, Belgium, and a postgraduate degree in commercial science from the ICHEC Brussels Management School. She joined the board in January 2013. She stepped down as a member of the audit committee on May 2, 2017 and was appointed as a member of the governance and nomination committee on May 2, 2017.

Cease Trade Orders, Bankruptcies, Penalties and Sanctions

Except as set forth below, none of the directors or executive officers of Randgold is, or has been within the 10 years before the date of this Circular, a director, chief executive officer or chief financial officer of any company that (i) while such person was acting in that capacity was the subject of a cease trade order, an order similar to a cease trade order or an order that denied the company access to any statutory exemptions under applicable securities laws, in each case for a period of more than 30 consecutive days (each, an **Order**) or (ii) was subject to an Order that was issued after such person ceased to be a director, chief executive officer or chief financial officer and which resulted from an event that occurred while such person was acting in the capacity as director, chief executive officer or chief financial officer.

Except as set forth below, none of the directors or executive officers of Randgold or any shareholder holding a sufficient number of securities of Randgold to affect materially the control of Randgold, is or has been within the 10 years before the date of this Circular, a director or executive officer of any company that while such person was acting in that capacity, or within a year of that person ceasing to act in that capacity, became bankrupt, made a proposal under any legislation relating to bankruptcy or insolvency or was subject to or instituted any proceedings, arrangement or compromise with creditors or had a receiver, receiver manager or trustee appointed to hold its assets.

Mark Bristow has been a director of Rockwell Diamonds Inc. (**RDI**) since March 2007. As a result of provisional liquidation proceedings of its South African operating subsidiaries, RDI was unable to complete and file its audited financial statements for the year ended February 28, 2018, the corresponding management discussion and analysis and applicable certificates by the prescribed deadline due to its current funding constraints and uncertainty of the outcome of the provisional liquidation process of its subsidiaries in South Africa. As a result, the Ontario Securities Commission issued a cease trade order in respect of RDI dated July 5, 2018.

None of the directors or executive officers of Randgold or any shareholder holding a sufficient number of securities of Randgold to affect materially the control of Randgold, has within the 10 years before the date of this Circular, become bankrupt, made a proposal under any legislation relating to bankruptcy or insolvency, or become subject to or instituted any proceedings, arrangement or compromise with creditors, or had a receiver, receiver manager or trustee appointed to hold the assets of such person.

None of the directors or executive officers of Randgold or any shareholder holding a sufficient number of securities of Randgold to affect materially the control of Randgold, has been subject to any penalties or sanctions imposed by a court relating to securities legislation or by a securities regulatory authority or has entered into a settlement agreement with a securities regulatory authority or been subject to any other penalties or sanctions imposed by a court or regulatory body that would likely be considered important to a reasonable investor in making an investment decision.

Conflicts of Interest

To the best of the Randgold's knowledge, other than as set forth in the Randgold 20-F, there are no known existing or potential conflicts of interest among Randgold and the directors, officers or other members of management of Randgold as a result of their outside business interests.

Indebtedness

During the most recently completed financial year and as at the date of this Circular, no director, executive officer, employee or associate of any such persons has been or is indebted to any member of the Randgold Group, nor has any member of the Randgold Group guaranteed any loans on behalf of any of these persons.

Our Social, Environmental and Human Rights Policies

Sustainable Development Policy

In 2017, Randgold created a Sustainable Development Policy to ensure it had an integrated management process and overall vision for how to identify and manage all potentially significant negative and positive impacts that its business operations have on the environment and stakeholders. Randgold is committed to creating value for all its stakeholders while integrating environmental and social aspects into all stages of its business activities, creating a healthy and safe working environment for its employees, contractors and suppliers, and contributing to the social and economic development of the communities where it operates.

Randgold ensures that the least damaging alternative, commensurate with its business strategy, is chosen and that measures designed to minimize the negative impacts are employed. To implement this policy, Randgold strives to ensure that all levels of decision making include a holistic consideration of the environment and our stakeholders. To facilitate this, all reports on proposed new projects or on modifications to existing operations must include an environmental and social impact assessment. Randgold educates and trains all levels of personnel to make employees aware of the negative impacts their actions could have on the environment. Additionally, environmental, social, health and safety management systems that comply with international standards are used to ensure all significant issues are identified and mitigated.

A copy of Randgold's Sustainable Development Policy is available on Randgold's website at www.randgoldresources.com/sustainable-development-policy. This policy is not incorporated by reference into this Circular and is not, and should not be considered to be, a part of this Circular.

Human Rights Policy

Randgold has a comprehensive policy that aims to set out a best practice approach towards human rights management at mining sites and within its supply chain. It covers, but is not limited to global best practice human rights requirements including zero tolerance for any exploitative, forced or compulsory labour including child labour. The policy supplements our code of conduct and also protects the rights of indigenous people.

Randgold provides specialized standalone human rights training programs for all security personnel. Randgold monitors that security forces implement the company's human rights policy by ensuring that (i) strict due diligence procedures are in place prior to recruitment, including a requirement to be accredited according to relevant UN agencies; (ii) contractual requirements include human rights clauses; (iii) compulsory training is provided for all security providers in the UN Voluntary Principles on Business and Human Rights; and (iv) a formal disciplinary procedure is in place should any personnel be subject to credible allegations of serious human rights abuse. Any grievance marked as human rights related received through its community grievance mechanism is marked for immediate attention by management.

Within its supply chain, Randgold undertakes significant due diligence during the supplier selection and check to make sure any potential supplier does not have a record of human rights infringements. Respect for human rights is further entrenched in Randgold's value chain through the inclusion of detailed human rights obligations in all supplier contracts. This ensures that all of its contractors have a legal duty to comply with Randgold's zero tolerance approach to bribery, forced, bonded and vulnerable labour, corporal punishment and infringements of freedom of association.

A copy of Randgold's Human Rights Policy is available on Randgold's website at www.randgoldresources.com/human-rights-policy. This policy is not incorporated by reference into this Circular and is not, and should not be considered to be, a part of this Circular.

Legal and Regulatory Proceedings

The Company is not aware of any: (i) contemplated legal proceedings, (ii) penalties or sanctions imposed against the Company by a court relating to provincial and territorial securities legislation or by a securities regulatory authority within the three years immediately preceding the date of this Circular, (iii) other penalties or sanctions imposed by a court or regulatory body against the Company; or (iv) settlement agreements entered into by the Company before a court relating to provincial and territorial securities legislation or with a securities regulatory authority within the three years immediately preceding the date of this Circular.

ANNEXE H : États financiers historiques de Randgold

(en anglais seulement)

Report of Independent Registered Public Accounting Firm

Shareholders and Board of Directors
Randgold Resources Limited
Jersey, Channel Islands

Opinion on the Consolidated Financial Statements

We have audited the accompanying consolidated statements of financial position of Randgold Resources Limited (the “Company”) and subsidiaries as of December 31, 2017 and 2016, the related consolidated statement of comprehensive income, changes in equity, and cash flows for each of the three years in the period ended December 31, 2017, and the related notes (collectively referred to as the “consolidated financial statements”). In our opinion, the consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Company and subsidiaries at December 31, 2017 and 2016, and the results of their operations and their cash flows for each of the three years in the period ended December 31, 2017, in conformity with International Financial Reporting Standards as issued by the International Accounting Standards Board.

We also have audited, in accordance with the standards of the Public Company Accounting Oversight Board (United States) (“PCAOB”), the Company's internal control over financial reporting as of December 31, 2017, based on criteria established in *Internal Control – Integrated Framework (2013)* issued by the Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (“COSO”) and our report dated March 29, 2018 expressed an unqualified opinion thereon.

Basis for Opinion

These consolidated financial statements are the responsibility of the Company's management. Our responsibility is to express an opinion on the Company's consolidated financial statements based on our audits. We are a public accounting firm registered with the Public Company Accounting Oversight Board (United States) (“PCAOB”) and are required to be independent with respect to the Company in accordance with the U.S. federal securities laws and the applicable rules and regulations of the Securities and Exchange Commission and the PCAOB.

We conducted our audits in accordance with the standards of the PCAOB. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements are free of material misstatement, whether due to error or fraud.

Our audits included performing procedures to assess the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to error or fraud, and performing procedures that respond to those risks. Such procedures included examining, on a test basis, evidence regarding the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. Our audits also included evaluating the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that our audits provide a reasonable basis for our opinion.

We have served as the Company's auditor since 2007.

/s/ BDO LLP

BDO LLP
London
March 29, 2018

CONSOLIDATED STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME
for the years ended December 31, 2017, 2016 and 2015

\$000	Note	Year ended Dec 31, 2017	Year ended Dec 31, 2016	Year ended Dec 31, 2015
Revenue				
Gold sales on spot		1,280,217	1,200,777	1,001,420
Total revenue		1,280,217	1,200,777	1,001,420
Share of profits of equity accounted joint ventures	10	11,950	17,299	77,303
Other income	20	14,928	5,960	15,616
Total income		1,307,095	1,224,036	1,094,339
Cost and expenses				
Mining and processing costs	20	707,839	710,245	726,797
Royalties		65,663	62,377	51,673
Exploration and corporate expenditure	21	47,785	41,202	45,067
Other expenses	20	7,865	5,967	5,725
Total costs		829,152	819,791	829,262
Finance income	22	6,018	1,553	112
Finance costs	22	(3,107)	(3,193)	(4,411)
Finance income/(costs) – net	22	2,911	(1,640)	(4,299)
Profit before income tax		480,854	402,605	260,778
Income tax expense	4	(145,807)	(108,384)	(48,003)
Profit for the period		335,047	294,221	212,775
Other comprehensive expense				
Gain/(loss) on available-for-sale financial assets		-	1,600	(561)
Share of equity accounted joint ventures other comprehensive (expense)/income	10	(17)	6	1,572
Total other comprehensive (expense)/income		(17)	1,606	1,011
Total comprehensive income		335,030	295,827	213,786
Profit attributable to:				
Owners of the parent		278,017	247,474	188,677
Non-controlling interests		57,030	46,747	24,098
		335,047	294,221	212,775
Total comprehensive income attributable to:				
Owners of the parent		278,000	249,080	189,688
Non-controlling interests		57,030	46,747	24,098
		335,030	295,827	213,786
Basic earnings per share (\$)	6	2.96	2.64	2.03
Diluted earnings per share (\$)	6	2.92	2.61	2.01
Average shares in issue (000)		94,055	93,644	93,094

The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

CONSOLIDATED STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

at December 31, 2017 and 2016

\$000	Note	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Assets			
Non-current assets			
Property, plant and equipment	9	1,577,284	1,560,860
Trade and other receivables	7	55,052	-
Long term ore stockpiles	8	159,534	164,706
Investment in equity accounted joint ventures	10	1,440,610	1,414,211
Other investments in joint ventures	10	50,109	34,423
Total investments in joint ventures	10	1,490,719	1,448,634
Total non-current assets		3,282,589	3,174,200
Current assets			
Inventories and ore stockpiles	8	116,797	119,027
Trade and other receivables	7	184,275	231,430
Cash and cash equivalents		719,808	516,301
Total current assets		1,020,880	866,758
Total assets		4,303,469	4,040,958
Equity and liabilities			
Share capital	5	4,707	4,690
Share premium	5	1,563,361	1,537,326
Retained earnings		2,077,513	1,893,542
Other reserves		60,774	63,141
Equity attributable to owners of the parent		3,706,355	3,498,699
Non-controlling interests		285,914	253,258
Total equity		3,992,269	3,751,957
Non-current liabilities			
Loans from minority shareholders		2,765	2,765
Deferred tax	11	52,781	42,386
Provision for rehabilitation	13	55,738	55,455
Total non-current liabilities		111,284	100,606
Current liabilities			
Trade and other payables	12	149,288	127,377
Current tax payable		50,628	61,018
Total current liabilities		199,916	188,395
Total equity and liabilities		4,303,469	4,040,958

The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

CONSOLIDATED STATEMENTS OF CHANGES IN EQUITY

for the years ended December 31, 2017, 2016 and 2015

	Number of ordinary shares	Share capital \$000	Share premium \$000	Other reserves \$000	Retained earnings \$000	Total equity attributable to owners of parent \$000	Non- controlling interests \$000	Total equity \$000
Balance - December 31, 2014	92,674,085	4,634	1,450,984	67,254	1,575,218	3,098,090	204,864	3,302,954
Share of other comprehensive income of joint ventures	-	-	-	1,572	-	1,572	-	1,572
Fair value movement on available-for-sale financial assets	-	-	-	(561)	-	(561)	-	(561)
Total other comprehensive expense	-	-	-	1,011	-	1,011	-	1,011
Net profit for the period	-	-	-	-	188,677	188,677	24,098	212,775
Total comprehensive income/for the period	-	-	-	1,011	188,677	189,688	24,098	213,786
Share-based payments	-	-	-	21,915	-	21,915	-	21,915
Share options exercised	12,000	1	288	-	-	289	-	289
Reserves transfer on exercise of options previously expensed under IFRS 2	-	-	77	(77)	-	-	-	-
Shares vested ²	296,200	15	25,300	(23,098)	-	2,217	-	2,217
Dividend relating to 2014	250,635	12	17,132	-	(55,744)	(38,600)	-	(38,600)
Non-controlling interest share of Goukoto dividend	-	-	-	-	-	-	(10,256)	(10,256)
Balance - December 31, 2015	93,232,920	4,662	1,493,781	67,005	1,708,151	3,273,599	218,706	3,492,305
Share of other comprehensive income of joint ventures ¹	-	-	-	6	-	6	-	6
Fair value movement on available-for-sale financial assets ¹	-	-	-	1,600	-	1,600	-	1,600
Total other comprehensive income	-	-	-	1,606	-	1,606	-	1,606
Net profit for the period	-	-	-	-	247,474	247,474	46,747	294,221
Total comprehensive income for the period	-	-	-	1,606	247,474	249,080	46,747	295,827
Share-based payments	-	-	-	22,545	-	22,545	-	22,545
Share options exercised	109,413	5	3,228	-	-	3,233	-	3,233
Reserves transfer on exercise of options previously expensed under IFRS 2	-	-	1,052	(1,052)	-	-	-	-
Shares vested ²	358,329	18	29,656	(26,963)	-	2,711	-	2,711
Dividend relating to 2015	103,090	5	9,609	-	(61,705)	(52,091)	-	(52,091)
Non-controlling interest share of Goukoto and Tongon dividend	-	-	-	-	-	-	(11,855)	(11,855)
Purchase of additional share in Tongon	-	-	-	-	(378)	(378)	(340)	(718)
Balance - December 31, 2016	93,803,752	4,690	1,537,326	63,141	1,893,542	3,498,699	253,258	3,751,957
Share of other comprehensive expense of joint ventures ¹	-	-	-	(17)	-	(17)	-	(17)
Other comprehensive expense	-	-	-	(17)	-	(17)	-	(17)
Net profit for the period	-	-	-	-	278,017	278,017	57,030	335,047
Total comprehensive (expense)/income for the period	-	-	-	(17)	278,017	278,000	57,030	335,030
Share-based payments	-	-	-	21,779	-	21,779	-	21,779
Share options exercised	10,306	1	276	-	-	277	-	277
Reserves transfer on exercise of options previously expensed under IFRS 2	-	-	72	(72)	-	-	-	-
Shares vested ²	310,814	16	25,687	(24,057)	-	1,646	-	1,646
Dividend relating to 2016	-	-	-	-	(94,046)	(94,046)	-	(94,046)
Non-controlling interest share of Goukoto and Tongon dividend	-	-	-	-	-	-	(24,374)	(24,374)
Balance - December 31, 2017	94,124,872	4,707	1,563,361	60,774	2,077,513	3,706,355	285,914	3,992,269

¹ Other reserves include the cumulative charge recognized under IFRS 2 in respect of share option schemes (net of amounts transferred to share capital and share premium) as well as the foreign currency translation reserve and the movements in available-for-sale financial assets.

² Restricted shares were issued as remuneration to executive directors and senior management. Shares were also issued to executive directors following approval of their annual bonuses and to non-executive directors as fees. The transfer between 'other reserves' and 'share premium' in respect of the shares vested represents the cost calculated in accordance with IFRS 2.

Share capital

The share capital comprises the issued ordinary shares of the company at par.

Share premium

The share premium comprises the excess value recognized from the issue of ordinary shares for consideration above par and amounts transferred from other reserves on the exercise of share options and vesting of share awards.

Retained earnings

Retained earnings comprise the group's cumulative accounting profits and losses since inception less dividends.

Other reserves

Other reserves comprise the cumulative charge recognized under IFRS 2 in respect of share-based payment awards (net of amounts transferred to share capital and share premium), the foreign currency translation reserve as well as cumulative fair value movements in available-for-sale financial assets. At December 31, 2017, the balance of the share-based payment reserve amounted to \$59.4 million (2016: \$61.7 million) (2015: \$67.2 million). The foreign currency translation reserve was \$1.4 million at December 31, 2017 (2016: \$1.4 million) (2015: \$1.4 million). The cumulative net gain in available for sale financial assets amounted to \$nil million at December 31, 2017 (2016: \$nil million) (2015: cumulative net loss of \$1.6 million).

Non-controlling interests

Non-controlling interests comprise the non-controlling interests' share of cumulative profits and losses in the group, less their share of dividends paid.

The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

CONSOLIDATED STATEMENTS OF CASH FLOWS
for the years ended December 31, 2017, 2016 and 2015

\$000	Note	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Cash flow from operating activities				
Profit for the period		335,047	294,221	212,775
Income tax expense	4	145,807	108,384	48,003
Profit before income tax		480,854	402,605	260,778
Share of profits of equity accounted joint ventures	10	(11,950)	(17,299)	(77,303)
Net finance (income)/cost		(4,297)	570	2,902
Unwind of discount on provisions for environmental rehabilitation	14	1,386	1,070	1,397
Depreciation and amortization	9	182,900	175,343	150,902
Share-based payments	15	21,993	23,891	22,943
Non-cash adjustment on royalties		28,101	31,276	36,855
Loss on sale of available-for-sale financial assets		-	524	-
		698,987	617,980	398,474
Effects of changes in operating working capital items				
Receivables		(44,417)	(53,319)	(22,399)
Inventories and ore stockpiles		7,402	14,577	6,220
Trade and other payables		29,374	(14,206)	28,137
Cash generated from operations before interest and tax		691,346	565,032	410,432
Interest received		6,018	1,553	112
Interest paid		(1,721)	(2,123)	(3,014)
Dividends received from equity accounted joint ventures		4,000	26,000	45,272
Income tax paid		(151,845)	(69,235)	(55,820)
Net cash generated by operating activities		547,798	521,227	396,982
Net cash used in investing activities				
Additions to property, plant and equipment		(195,979)	(170,783)	(216,038)
Sale of available-for-sale financial assets		-	1,982	-
Funds invested in equity accounted joint ventures		(30,915)	-	(2,829)
Loans repaid by equity accounted joint ventures		746	11,934	1,072
Acquisition of additional interest in Tongon		-	(718)	-
Net cash used in investing activities		(226,148)	(157,585)	(217,795)
Net cash used by financing activities				
Proceeds from issue of ordinary shares		277	3,233	289
Dividends paid to company's shareholders		(94,046)	(52,091)	(38,600)
Dividends paid to non-controlling interests		(24,374)	(11,855)	(10,256)
Net cash used by financing activities		(118,143)	(60,713)	(48,567)
Net increase in cash and equivalents		203,507	302,929	130,620
Cash and equivalents at beginning of year		516,301	213,372	82,752
Cash and cash equivalents at end of year		719,808	516,301	213,372

The effective interest rate on cash and cash equivalents was 0.9029% (2016: 0.54%) (2015: 0.10%). These funds have an average maturity of less than 90 days. The accompanying notes are an integral part of these consolidated financial statements.

Notes to the consolidated financial statements
for the years ending December 31, 2017, 2016 and 2015

1. Nature of operations

Randgold Resources Limited (the company) and its subsidiaries together with its joint ventures (the group) carry out exploration and gold mining activities. The group currently has five operating mines. There are three operating mines in Mali, West Africa: the Morila gold mine (equity accounted joint venture), which started production in October 2000, the Loulo gold mine (subsidiary), which commenced production in November 2005 and the Goukoto gold mine (subsidiary), which began production in June 2011. The Morila gold mine is nearing the end of its life and fed tailings storage facility (TSF) material, as well as Domba satellite ore during the year. The group also operates a fourth gold mine in Côte d'Ivoire, Tongon (subsidiary), which started production in December 2010 and a fifth in the Democratic Republic of Congo (DRC), Kibali (equity accounted joint venture) which started production in October 2013. Randgold is the operator of all of its mines.

The interests of the group in its operating mines are held through Société des Mines de Morila SA (Morila) which owns the Morila mine, Société des Mines de Loulo SA (Loulo) which owns the Loulo mine, Société des Mines de Tongon SA (Tongon) which owns the Tongon mine, Société des Mines de Goukoto SA (Goukoto) which owns the Goukoto mine and Kibali Goldmines SA (Kibali), which owns the Kibali mine. Randgold holds an effective 40% interest in Morila in conjunction with AngloGold Ashanti Limited (AngloGold Ashanti) (40%) and the State of Mali (20%). Management of Morila Limited, the 80% shareholder of Morila, is effected through a joint venture committee, with Randgold and AngloGold Ashanti each appointing one-half of the members of the committee. The group also holds an effective 45% interest in the Kibali gold mine (equity accounted joint venture) in the Democratic Republic of Congo (DRC) in conjunction with AngloGold Ashanti (45%) and Société Minière de Kilo-Moto SA UNISARL (SOKIMO) (10%). Management of Kibali (Jersey) Limited, the effective 90% shareholder of Kibali, is effected through a joint venture committee, with Randgold and AngloGold Ashanti each appointing one-half of the members of the committee. Randgold holds an effective 80% interest in both Loulo and Goukoto. The remaining 20% interest is held by the State of Mali. Randgold holds an effective 89.7% interest in Tongon. The remaining 10% is held by the State of Côte d'Ivoire while 0.3% is held by local Ivorian investors.

The group has a portfolio of exploration permits and projects, with various exploration programs, ranging from early stage exploration to technical and financial studies being undertaken. These are underway in the DRC, Mali, Senegal and Côte d'Ivoire.

2. Significant accounting policies

The principal accounting policies applied in the preparation of these consolidated financial statements are set out below. These policies have been consistently applied to all the years presented, unless otherwise stated.

Basis of preparation

The consolidated financial statements of Randgold Resources Limited and its subsidiaries and joint ventures have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards and Interpretations (collectively (IFRS)) issued by the International Accounting Standards Board (IASB) as adopted by the European Union and in accordance with Article 105 of the Companies (Jersey) Law of 1991.

The consolidated financial statements also comply with IFRS as issued by the IASB, as is required as a result of our listing on NASDAQ in the US. The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost convention, as modified by the revaluation of available-for-sale financial assets. The preparation of financial statements in conformity with IFRS requires the use of certain critical accounting estimates. It also requires management to exercise its judgment in the process of applying the company's accounting policies. The areas involving a high degree of judgment or complexity, or areas where assumptions and estimates are significant to the consolidated financial statements are disclosed in note 3.

After reviewing the group's budget for the next financial year, and other longer term plans, the directors are satisfied, at the time of approving the financial statements, it is appropriate to adopt the going concern basis in preparing the financial statements. The directors have no reason to believe that the group will not be a going concern for at least the next 12 months based on forecasts and available cash resources and available facilities.

The financial statements were approved and authorized for issue by the board of directors on March 29, 2018.

New standards and interpretations applied

The IASB has issued the following new standards, amendments to published standards and interpretations to existing standards with effective dates on or prior to January 1, 2017 which have been adopted by the group for the first time this year. These have not had a material impact.

		Effective period commencing on or after
IAS 12	Recognition of deferred tax assets for unrealized losses (Amendments to IAS12)	January 1, 2017
IAS 7	Disclosure Initiative: Amendments to IAS 7	January 1, 2017
	Annual Improvements to IFRSs (2014 – 2016 Cycle)	January 1, 2017

Standards effective in future period

Certain new standards, amendments and interpretations to existing standards have been published that are relevant to the group's activities and are mandatory for the group's accounting periods beginning after January 1, 2018 or later periods and which the group has decided not to adopt early. These include:

		Effective period commencing on or after
IFRS 9	Financial instruments	January 1, 2018
IFRS 15	Revenue from contracts with customers	January 1, 2018
IFRS 16	Leases	January 1, 2019
IFRS 17	Insurance contracts	January 1, 2021
	Classification and Measurement of Share-based Payment Transactions (Amendments to IFRS 2)	January 1, 2018
IFRS 2	IFRS 2)	January 1, 2018
IFRIC 22	IFRIC 22 Foreign Currency Transactions and Advance Consideration	January 1, 2018
IFRIC 23	IFRIC 23 Uncertainty over Income Tax Treatments	January 1, 2019
IAS 28	Amendments to IAS 28: Long-term interests in Associates and Joint Ventures	January 1, 2019
	Annual Improvements to IFRSs (2015-2017 Cycle)	January 1, 2019

IFRS 15 is intended to introduce a single framework for revenue recognition and clarify principles of revenue recognition. This standard modifies the determination of when to recognize revenue and how much revenue to recognize. The core principle is that an entity recognizes revenue to depict the transfer of promised goods and services to the customer of an amount that reflects the consideration to which the entity expects to be entitled in exchange for those goods or services. Management have completed an assessment of an existing gold sale contract and, based on the analysis performed, do not anticipate any material impact to the recognition of revenue upon adoption of this standard based on the existing arrangements at their operations given the commonality across its contracts.

IFRS 16 introduces a single lease accounting model. This standard requires lessees to account for all leases under a single on-balance sheet model. Under the new standard, a lessee is required to recognize all lease assets and liabilities on the balance sheet; recognize amortization of leased assets and interest on lease liabilities over the lease term; and separately present the principal amount of cash paid and interest in the cash flow statement. The requirements of IFRS 16 extend to certain service contracts, such as mining contractors in which the contractor provides services and the use of assets, which may impact the group. Accordingly, the group has initiated a review of relevant contracts to complete an impact assessment.

IFRS 9 'Financial instruments' addresses the classification and measurement of financial assets and financial liabilities. The complete version of IFRS 9 was issued in July 2014. It replaces the guidance in IAS 39 that relates to the classification and measurement of financial instruments. IFRS 9 retains but simplifies the mixed measurement model and establishes three primary measurement categories for financial assets: amortized cost, fair value through other comprehensive income (OCI) and fair value through profit or loss. The basis of classification depends on the entity's business model and the contractual cash flow characteristics of the financial asset. Investments in equity instruments are required to be measured at fair value through profit or loss with the irrevocable option at inception to present changes in fair value in OCI. There is now a new expected credit loss model that replaces the incurred loss impairment model used in IAS 39 and will apply to loans to joint ventures although the impact is not expected to be material. It is noted that TVA receivables are outside the scope of this standard. For financial liabilities there were no changes to classification and measurement except for the recognition of changes in credit risk in other comprehensive income, for liabilities designated at fair value through profit or loss. Contemporaneous documentation is still required but is different to that currently prepared under IAS 39.

Consolidation

The consolidated financial information includes the financial statements of the company, its subsidiaries and the company's equity accounted joint ventures using uniform accounting policies for similar transactions and other events in similar circumstances.

Subsidiaries

Subsidiaries are entities over which the group has power, exposure, or rights, to variable returns from its involvement and the ability to use its power over the investee to affect the amount of the group's returns; generally accompanying an interest of more than one-half of the voting rights.

Subsidiaries are fully consolidated from the date on which control is transferred to the group. They are deconsolidated from the date that control ceases. The purchase method of accounting is used to account for the acquisition of subsidiaries by the group. The cost of an acquisition is measured at the fair value of the assets given, equity instruments issued and liabilities incurred or assumed at the date of exchange. Acquisition costs are expensed. Identifiable assets acquired (including mineral property interests or other identifiable intangible assets) and liabilities and contingent liabilities assumed in a business combination are measured initially at their fair values at the acquisition date, irrespective of the extent of any non-controlling interest. The excess of the cost of acquisition over the fair value of the group's share of the identifiable net assets acquired is recorded as goodwill. If the cost of acquisition is less than the fair value of the net assets of the subsidiary acquired, the difference is recognized directly in the statement of comprehensive income.

Inter-company transactions, balances and unrealized gains on transactions between group companies are eliminated. Unrealized losses are also eliminated unless the transaction provides evidence of an impairment of the asset transferred. Accounting policies of subsidiaries have been changed where necessary to ensure consistency with the policies adopted by the group.

Joint ventures

The group holds interests in a number of joint ventures. In a joint venture the parties that have joint control of the arrangement (the joint venturers) have a right to the net assets of the arrangement. This right is accounted for in the consolidated financial statements using the equity method. Joint control is considered to exist when there is contractual joint control; control being the power to govern the financial and operating policies of an entity so as to obtain benefits from the activities and the ability to use its power over the investee to affect the amounts of the group's returns by the joint venturers.

Acquisitions

Except for initial recognition under IFRS 11 transition rules, further investments in additional joint venture companies are initially recognized at cost. The cost of an acquisition is measured at the fair value of the assets given, equity instruments issued or liabilities incurred or assumed at the date of exchange, plus costs directly attributable to the acquisition. Goodwill on joint ventures represents the excess of the cost of acquisition of the joint venture over the group's share of the fair value of the identifiable net assets of the joint venture and is included in the carrying amount of the investments.

Joint ventures are accounted for using the equity method of accounting. In applying the equity method of accounting, the group's share of its joint ventures' post-acquisition profits or losses are recognized in profit or loss and its share of post-acquisition other comprehensive income is recognized in other comprehensive income. These post-acquisition movements and distributions received from the joint venture companies are adjusted against the carrying amount of the investments. When the group's share of losses in a joint venture company equals or exceeds its interest in the joint venture company, including any other unsecured non-current receivables, the group does not recognize further losses, unless it has obligations to make or has made payments on behalf of the joint venture company. Unrealized gains on transactions between the group and its joint venture companies are eliminated to the extent of the group's interest in the joint venture companies. Unrealized losses are also eliminated unless the transaction provides evidence of an impairment of the asset transferred. Any trading receivables and payables with joint venture companies are classified within trade and other receivables and payables. The accounting policies of joint venture companies have been changed where necessary to ensure consistency with the accounting policies adopted by the group.

Dividends received are classified as operating cash flows in the consolidated cash flow statement.

Investments in subsidiaries and joint ventures

Investment in subsidiaries and joint ventures are stated at cost less any provisions for impairment in the individual financial statements of the company. Dividends are accounted for when the company becomes entitled to receive them. On the disposal of an investment, the difference between the net disposal proceeds and the carrying amount is charged or credited to the statement of comprehensive income.

Segmental reporting

An operating segment is a group of assets and operations engaged in performing mining or advanced exploration that are subject to risks and returns that are different from those of other segments. Other parts of the business are aggregated and treated as part of a 'corporate and exploration' segment. The group provides segmental information using the same categories of information the group's chief operating decision maker utilizes. The group's chief operating decision maker is considered by management to be the board of directors.

The group has only one business segment, that of gold mining. Segment analysis is based on individual mining operations and exploration projects that have a significant amount of capitalized expenditure or other fixed assets.

Foreign currency translation

Functional and presentation currency

Items included in the financial statements of each of the group's entities are measured using the currency of the primary economic environment in which the entity operates (the functional currency). The consolidated financial statements are presented in US dollars, which is also the functional currency of the company and its significant subsidiaries and joint ventures.

Transactions and balances

Foreign currency transactions are translated into the relevant functional currency using the exchange rates prevailing at the date of the transactions. Foreign exchange gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the translation at year end exchange rates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the statement of comprehensive income in other income and other expenses.

Property, plant and equipment

Long-lived assets and mine development costs

Long-lived assets including development costs and mine plant facilities (such as processing plants, tailings facilities, raw water dams and power stations) are initially recorded at cost. Development of orebodies includes the development costs of shaft systems and waste rock removal that allows access to reserves that are economically recoverable in the future. Costs associated with underground development are capitalized when the works provide access to the orebody, whereas costs associated with ore extraction from operating orebody sections are treated as operating costs. Where relevant the estimated cost of dismantling the asset and remediating the site is included in the cost of property, plant and equipment, subsequently they are measured at cost less accumulated amortization and impairment.

Development costs consist primarily of direct expenditure incurred to establish or expand productive capacity.

Costs are capitalized during the construction of a new mine until commercial levels of production are achieved (refer to 'Commercial production' below), after which the relevant costs are depreciated. Costs are capitalized provided that the project is considered to be commercially, technically and economically viable. Such viability is deemed to be achieved when the group is confident that the project will provide a satisfactory return relative to its perceived risks and is sufficiently certain of economic production. Costs which are necessarily incurred while commissioning new assets, in the period before they are capable of operating in the manner intended by management, are capitalized under 'Long-lived assets and mine development costs'.

Development costs incurred after the commencement of production are capitalized to the extent they are expected to give rise to a future economic benefit.

Commercial production

The group assesses the stage of each mine construction project to determine when a mine moves into the production stage. The criteria used to assess the start date are determined by the unique nature of each mine construction project and include factors such as the complexity of a plant and its location. The group considers various relevant criteria to assess when the mine construction project is substantially complete and ready for its intended use and moves into the production stage. Some of the criteria would include but are not limited to the following:

- The level of capital expenditure compared to construction cost estimates;
- Completion of a reasonable period of testing of the mine plant and equipment;
- The ability to produce gold in saleable form; and
- The ability to sustain commercial levels of gold production.

When a mine construction project moves into the production stage, the capitalization of certain mine construction costs ceases and subsequent costs are either regarded as inventory or expensed, except for capitalizable costs related to subsequent mining asset additions or improvements, open cast stripping, underground mine development or ore reserve development.

The commissioning of an underground mine typically occurs in phases, with sections brought into production while deeper levels remain under construction. The shared infrastructures, such as declines of shafts, are assessed to determine whether they contribute to the production areas. Where they contribute to production, the attributable costs are transferred to production assets and start to be depreciated. The costs transferred comprise costs directly attributable to producing zones or, where applicable, estimates of the portion of shared infrastructure that are attributed to the producing zones.

Development expenditure approval

Development activities commence after project sanctioning by the appropriate level of management. Judgment is applied by management in determining when a project has reached a stage at which economically recoverable reserves exist such that development may be sanctioned. In exercising this judgment, management is required to make certain estimates and assumptions similar to those described below for capitalized exploration and evaluation expenditure. Any such estimates and assumptions may change as new information becomes available.

Stripping costs

In surface mining operations, the group may find it necessary to remove waste materials to gain access to mineral ore deposits prior to and after production commences. This waste removal activity is known as 'stripping'. Prior to production commencing from a pit, stripping costs are measured internally and capitalized until the point where the overburden has been removed and access to the ore commences. Subsequent to production, waste stripping continues, either as part of ore extraction as a run of mine activity or due to strategic decisions such as pit push-back campaigns. There are two benefits accruing to the group from stripping activity during the production phase: usable ore that can be used to produce inventory and improved access to further quantities of material that will be mined in future periods. Economic ore extracted during this period and subsequently is accounted for as inventory. The production stripping costs relating to improved access to further quantities in future periods are capitalized as a stripping activity asset, if and only if, all of the following are met:

- It is probable that the future economic benefit (improved access to the orebody) associated with the stripping activity will flow to the group;
- The group can identify the component of the orebody for which access has been improved; and
- The costs relating to the stripping activity associated with that component or components can be measured reliably.

In determining the relevant component of the orebody for which access is improved, the group componentizes each of its mines into geographically distinct orebody sections or phases to which the stripping activities being undertaken within that component are allocated. Such phases are determined based on assessment of factors such as geology and mine planning.

Once determined that any portion of the production stripping costs should be capitalized, the group typically uses the average stripping ratio of the component or phase of the mine to which the production stripping cost related to determine the amount of the production stripping costs that should be capitalized, unless the direct costs of stripping activity can be separately identified in which case such costs are capitalized.

The group depreciates the deferred costs capitalized as stripping assets on a unit of production method, with reference to the ex-pit ore treated from the relevant orebody component or phase.

Short-lived assets

Short-lived assets including non-mining assets are shown at cost less accumulated depreciation and impairment.

Depreciation and amortization

Long-lived assets include mining properties, such as metallurgical plant, tailings and raw water dams, power plant and mine infrastructure, as well as mine development costs and are depreciated on a unit of production basis.

Depreciation and amortization are charged over the life of the mine (or over the remaining useful life of the asset, if shorter) based on estimated ore tonnes contained in proven and probable reserves to be extracted using the relevant asset. As an example, underground assets are depreciated over underground proven and probable reserves and tonnes milled from those orebodies. No future capital expenditure is included in the depreciable value. Proven and probable ore reserves reflect estimated quantities of economically recoverable reserves, which can be recovered in the future from known mineral deposits. Only proven and probable reserves are used in the tonnes milled units of production depreciation calculation. Any changes to the expected life of the mine (or asset) are applied prospectively in calculating depreciation and amortization charges.

Depreciation of construction and development costs for new mines commences when commercial production is achieved, as detailed above. Underground development costs that are attributable to the commissioned sections of an underground mine are depreciated from the date the development provides access to operational areas and ore extraction begins from those areas. Other assets under construction, such as plant improvement projects, are depreciated from the date they are commissioned, based on assessment by the group's engineers.

Short-lived assets which include motor vehicles, office equipment and computer equipment are depreciated over estimated useful lives of between two to five years but limited to the remaining mine life. Residual values and useful lives are reviewed, and adjusted if appropriate, at each statement of financial position date. Changes to the estimated residual values or useful lives are accounted for prospectively. Depreciation starts when the assets are ready and available for use.

Impairment

The carrying amount of the property, plant and equipment and investments in joint ventures of the group is compared to the recoverable amount of the assets whenever events or changes in circumstances indicate that the net book value may not be recoverable. The recoverable amount is the higher of value in use and the fair value less cost to sell. In assessing the value in use, the expected future cash flows from the assets is determined by applying a discount rate to the anticipated risk adjusted future cash flows. The discount rate used is the group's weighted average cost of capital adjusted for asset specific factors when applicable. An impairment is recognized in the income statement to the extent that the carrying amount exceeds the assets' recoverable amount. Only proven and probable reserves are used in the calculations and the models use the approved mine plans and exclude capital expenditure which enhance the assets or extractable ore tonnes outside of such approved mine plans. The revised asset carrying amounts are depreciated in line with group accounting policies. Assets are grouped at the lowest levels for which there are separately identifiable cash flows (cash-generating units) for purposes of assessing impairment. The estimates of future discounted cash flows are subject to risks and uncertainties including the future gold price. It is therefore reasonably possible that changes could occur which may affect the recoverability of property, plant and equipment and investments in joint ventures.

A previously recognized impairment loss is reversed if the recoverable amount increases as a result of a reversal of the conditions that originally resulted in the impairment. This reversal is recognized in the income statement and is limited to the carrying amount that would have been determined, net of depreciation, had no impairment loss been recognized in prior years.

Inventories

Inventories include ore stockpiles, gold in process and dore supplies, stores and materials, and are stated at the lower of cost or net realizable value. The cost of ore stockpiles and gold produced is determined principally by the weighted average cost method using related production costs.

Cost of ore stockpiles include costs incurred up to the point of stockpiling, such as mining and grade control costs, but exclude future costs of production. Ore extracted is allocated to stockpiles based on estimated grade, with grades below defined cut-off levels treated as waste and expensed. While held in physically separate stockpiles, the group blends the ore from each stockpile at an individual mine when feeding the processing plant to achieve the resultant gold content. In such circumstances, lower and higher grade ore stockpiles each represent a raw material, used in conjunction with each other, to deliver overall gold production, as supported by the relevant feed plan.

Morila's full grade ore stockpile was depleted in 2015. At Loulo, full grade open pit stockpile material is above 3.0g/t for Loulo and marginal ore 1.58g/t for Gara, while Yalea is above 0.7g/t. No Yalea or Gara underground material is on the stockpile since all ore mined is fed. At Goukoto, the full grade ore stockpile is above 2.58 g/t and marginal ore above 1.09g/t. Tongon's full grade ore stockpile is above 1.34g/t and marginal ore above 0.79g/t, while Kibali's high and medium grade ore stockpile is above 1.53g/t with a marginal ore cut-off grade of 0.99g/t.

The processing of ore in stockpiles occurs in accordance with the Life of Mine (LoM) processing plan that has been optimized based on the known mineral reserves, current plant capacity and mine design. Ore tonnes contained in the stockpile which exceed the annual tonnes to be milled as per the mine plan in the following year, are classified as non-current in the statement of financial position.

The net realizable value of ore stockpiles is determined with reference to estimated contained gold and market gold prices applicable. Ore stockpiles which are blended together or with future ore mined when fed to the plant are assessed as an input to the gold production process to ensure the combined stockpiles are carried at the lower of cost and net realizable value. Ore stockpiles which are not blended in production are assessed separately to ensure they are carried at the lower of cost and net realizable value, although no such stockpiles are currently held.

Costs of gold inventories include all costs incurred up until production of an ounce of gold such as milling costs, mining costs and directly attributable mine general and administration costs but exclude transport costs, refining costs and royalties. Net realizable value is determined with reference to estimated contained gold and market gold prices.

Stores and materials consist of consumable stores and are valued at weighted average cost after appropriate impairment of redundant and slow moving items. Consumable stock for which the group has substantially all the risks and rewards of ownership are brought onto the statement of financial position as current assets.

Interest/borrowing costs

Interest is recognized on a time proportion basis, taking into account the principal outstanding and the effective rate over the period to maturity. Borrowing costs are expensed as incurred except to the extent that it relates directly to the construction of property, plant and equipment during the time that is required to complete and prepare the asset for its intended use, when it is capitalized as part of property, plant and equipment. Borrowing costs are capitalized as part of the cost of the asset where it is probable that the asset will result in economic benefit and where the borrowing cost can be measured reliably. No interest or borrowing costs have been capitalized during the year or during the prior year.

Royalties

Royalty arrangements based on mineral production are in place at each operating mine. The primary type of royalty is a net smelter return royalty. Under this type of royalty, the group pays the holder an amount calculated as the royalty percentage multiplied by the value of gold production at market gold prices less selling costs. A royalty expense is recorded when revenue from the sale of gold is recognized.

Financial instruments

Financial instruments are measured as set out below. Financial instruments carried on the consolidated statement of financial position include cash and cash equivalents, trade and other receivables, trade and other payables, available for sale financial assets, loans to and from subsidiaries and joint ventures and loans to minorities.

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are carried in the consolidated statement of financial position at cost. For the purpose of the cash flow statement, cash and cash equivalents comprise cash on hand, deposits held at call with banks, other short term highly liquid investments with a maturity of three months or less at the date of purchase and bank overdrafts. In the consolidated statement of financial position, bank overdrafts are included in borrowings in current liabilities.

Trade and other receivables

Trade and other receivables are recognized initially at fair value. There is a rebuttable presumption that the transaction price is fair value unless this could be refuted by reference to market indicators. Subsequently, trade and other receivables are measured at amortized cost using the effective interest method, less provision for impairment. A provision for impairment of trade receivables is established when there is objective evidence that the group will not be able to collect all amounts due according to the original terms of receivables. Significant financial difficulties of the debtor, probability that the debtor will enter bankruptcy or financial reorganization, and default or delinquency in payments are considered indicators that the trade receivable may be impaired. The amount of the provision is the difference between the asset's carrying amount and the present value of estimated future cash flows, discounted at the effective interest rate. The amount of the provision is recognized in mining and processing costs in the consolidated statement of comprehensive income.

Available-for-sale financial assets

Available-for-sale financial assets are non-derivatives that are either designated in this category or not classified in any of the other categories. Available-for-sale financial assets are designated on acquisition. They are normally included in current assets and are carried at fair value. Where a decline in the fair value of an available-for-sale financial asset constitutes objective evidence of impairment, the amount of the loss is recognized in the consolidated statement of comprehensive income within other expenses, other movements in fair value are recognized in other reserves within equity.

Borrowings (including bank borrowings when applicable, loans from subsidiaries, joint ventures and minorities)

Borrowings are recognized initially at fair value, which equates to the proceeds received, net of transaction costs incurred. Borrowings are subsequently stated at amortized cost; any difference between the proceeds (net of transaction costs) and the redemption value is recognized in the statement of comprehensive income over the period of the borrowings using the effective interest method. Borrowings are classified as current liabilities unless the group has an unconditional right to defer settlement of the liability for at least 12 months after the statement of financial position date.

Trade and other payables

Accounts payable and other short term monetary liabilities, are initially recognized at fair value, which equates to the transaction price, and subsequently carried at amortized cost using the effective interest method.

Rehabilitation costs

The net present value of estimated future rehabilitation costs is provided for in the consolidated financial statements and capitalized within property, plant and equipment on initial recognition. Rehabilitation will generally occur on closure or after closure of a mine. Initial recognition is at the time of the construction or disturbance occurring and thereafter as and when additional construction or disturbances take place. The estimates are reviewed annually to take into account the effects of inflation and changes in estimated risk adjusted rehabilitation works cost and are discounted using rates that reflect the time value of money. Annual increases in the provision due to the unwinding of the discount are recognized in the consolidated statement of comprehensive income as a finance cost. The present value of additional disturbances and changes in the estimate of the rehabilitation liability are recorded to mining assets against an increase/decrease in the rehabilitation provision. The rehabilitation asset is amortized on a unit of production basis. Rehabilitation projects undertaken, included in the estimates, are charged to the provision as incurred. Environmental liabilities, other than rehabilitation costs, which relate to liabilities arising from specific events, are expensed when they are known, probable and may be reasonably estimated.

Provisions

Provisions are recognized when the group has a present legal or constructive obligation as a result of past events where it is probable that an outflow of resources embodying economic benefits will be required to settle the obligation, and a reliable estimate of the amount of the obligation can be made.

Current tax

Current tax is the tax expected to be payable on the taxable income for the year calculated using rates (and laws) that have been enacted or substantively enacted by the consolidated statement of financial position date. It includes adjustments for tax expected to be payable or recoverable in respect of previous periods.

Taxation paid in the consolidated statement of cash flows relates to corporate tax liability payments. In Mali, the State is not reimbursing value added tax (TVA) due to the group as required under the legally binding mining convention. Morila, Loulo and Gounkoto each have an existing legal right under their respective establishment conventions to offset the TVA against corporate tax as it falls due. As a result, payments made under the TVA taxation system are being made in the knowledge that such payments first represent payments on account for corporate tax. The group records such payments as 'taxation paid' in the consolidated statement of cash flows as this is considered to present a more appropriate reflection of the group's corporate tax contribution by management. Once corporate tax liabilities are met, the remaining payments under the TVA system represent normal recoverable TVA and are not reflected in the consolidated statement of cash flows as 'taxation paid'.

Deferred taxation

Deferred tax is provided in full, using the liability method, on temporary differences arising between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the consolidated financial statements. However, if the temporary difference arises from initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither accounting nor taxable profit nor loss, it is not recognized. Deferred tax is determined using tax rates (and laws) that have been enacted or substantively enacted by the statement of financial position date and are expected to apply when the temporary differences reverses. Deferred tax assets are recognized to the extent that it is probable that future taxable profit will be available against which the temporary differences can be utilized. Deferred tax is provided on temporary differences arising on investments in subsidiaries and joint ventures, except where the timing of the reversal of the temporary difference is controlled by the group and it is probable that the temporary difference will not reverse in the foreseeable future.

Accounting for Gounkoto non-controlling interest priority dividends

Under the statutory requirements of the 1999 Malian Mining Code (the 'Code'), the State of Mali is entitled to advanced payment of dividends. The advanced payment entitlement is calculated based on 10% of profits after certain deductions. The advanced dividends paid are deducted from the ordinary dividends that the government receives under its 20% equity interest in Gounkoto. Given the statute, a liability is recognized at each balance sheet date based on 10% of the accrued profit measure. The liability is extinguished upon the subsequent payment of the advanced dividend. An 'other receivables' asset is recorded as the advanced dividend automatically entitles Gounkoto to reduce future cash flows paid to the State of Mali and creates economic benefit. The carrying value of the asset is reviewed for impairment. Ordinary dividends are recorded as a reduction in non-controlling interest once declared.

Contingent liabilities

The group discloses contingent liabilities when possible obligations exist as a result of past events, unless the possible outflows of economic benefits are considered remote. By their nature, contingencies will often only be resolved when one or more future events occur or fail to occur. The assessment of such contingencies inherently involves the exercise of significant judgment and estimates of the outcome of future events. In certain circumstances, to provide transparency, the group voluntarily elects to disclose information regarding claims for which any outflow of economic benefit is considered remote.

Share capital

Ordinary shares are classified as equity. Incremental costs directly attributable to the issue of new shares or options are shown in equity as a deduction from the proceeds.

Employee benefits

Pension obligations

The group has defined contribution plans. A defined contribution plan is a pension plan under which the group pays fixed contributions into a separate entity. The group has no legal or constructive obligations to pay further contributions if the fund does not hold sufficient assets to pay all employees the benefits relating to employee service in the current and prior periods. For defined contribution plans, the group pays contributions to publicly or privately administered provident funds on a mandatory, contractual or voluntary basis. The group has no further payment obligations once the contributions have been paid. The contributions are recognized as employee benefit expenses when they are due. Prepaid contributions are recognized as an asset to the extent that a cash refund or a reduction in the future payments is available.

Termination benefits

Termination benefits are payable when employment is terminated before the normal retirement date, or whenever an employee accepts voluntary redundancy in exchange for these benefits. The group recognizes termination benefits when it is demonstrably committed to either: terminating the employment of current employees according to a detailed formal plan without possibility of withdrawal; or providing termination benefits as a result of an offer made to encourage voluntary redundancy. Benefits falling due more than 12 months after statement of financial position date are discounted to present value.

Profit-sharing and bonus plans

The group recognizes a liability and an expense for bonuses. The group recognizes a provision where contractually obliged or where there is a past practice that has created a constructive obligation.

Share-based payments

The fair value of the employee services received in exchange for the grant of options, restricted shares or participation in the group's Co-Investment Plan is recognized as an expense. The total amount to be expensed over the vesting period is determined by reference to the fair value of the options or shares awards determined at the grant date:

- Including any market performance conditions (for example, the correlation used between the Euromoney Global Gold Index and the company TSR); and
- Excluding the impact of any service and non-market performance vesting conditions (for example, profitability, reserve growth targets and remaining an employee of the entity over a specified time period).

Non-market vesting conditions are included in assumptions about the number of options that are expected to become exercisable or the number of shares that the employee will ultimately receive. This estimate is revised at each statement of financial position date and the difference is charged or credited to the statement of comprehensive income, with a corresponding adjustment to equity. Market performance conditions are included in the fair value assumptions on the grant date with no subsequent adjustment. The proceeds received on exercise of the options net of any directly attributable transaction costs are credited to equity. When the options are exercised, the company issues new shares. The proceeds received net of any directly attributable transaction costs are credited to share capital (nominal value) and share premium when the options are exercised. Transfers are made between other reserves and share premium when options are exercised and shares vest for the cumulative share based expense.

Leases

Determining whether an arrangement is, or contains, a lease is based on the substance of the arrangement and requires an assessment of whether fulfilment of the arrangement is dependent on the use of a specific asset or assets and whether the arrangement conveys a right to use the asset. Leases of plant and equipment where the group assumes a significant portion of risks and rewards of ownership are classified as a finance lease. Finance leases are capitalized at the estimated present value of the underlying lease payments. Each lease payment is allocated between the liability and the finance charges to achieve a constant rate on the finance balance outstanding. The interest portion of the finance payment is charged to the consolidated statement of comprehensive income over the lease period. The plant and equipment acquired under the finance lease are depreciated over the useful lives of the assets, or over the lease term if shorter.

Leases in which a significant portion of the risks and rewards of ownership are retained by the lessor are classified as operating leases. Payments made under operating leases are charged to the consolidated statement of comprehensive income on a straight-line basis over the period of the lease.

Revenue recognition

The company enters into contracts for the sale of gold. Revenue arising from gold sales under these contracts is recognized when the price is determinable, the product has been delivered in accordance with the terms of the contract, the significant risks and rewards of ownership have been transferred to the customer and collection of the sales price is reasonably assured. These criteria are met when the gold leaves the mines' smelt houses. As sales from gold contracts are subject to customer survey adjustment, sales are initially recorded on a provisional basis using the group's best estimate of the contained metal. Subsequent adjustments are recorded in revenue to take into account final assay and weight certificates from the refinery, if different from the initial certificates. The differences between the estimated and actual contained gold have historically not been significant.

Exploration and evaluation costs

The group expenses all exploration and evaluation expenditures until the directors conclude that a future economic benefit is more likely than not of being realized, i.e. 'probable'. While the criteria for concluding that an expenditure should be capitalized is always probable, the information that the directors use to make that determination depends on the level of exploration.

Exploration and evaluation expenditure on brownfield sites, being those adjacent to mineral deposits which are already being mined or developed, is expensed as incurred until the directors are able to demonstrate that future economic benefits are probable through the completion of a suitable technical and financial study that demonstrates the viability of the project, after which the expenditure is capitalized as a mine development cost. The technical and financial study consists of a comprehensive study of the viability of a mineral project that has advanced to a stage where the mining method, in the case of underground mining, or the pit configuration, in the case of an open pit, has been established, and which, if an effective method of mineral processing has been determined, includes a financial analysis based on reasonable assumptions of technical, engineering, operating economic factors and the evaluation of other relevant factors. The technical and financial study, when combined with existing knowledge of the mineral property that is adjacent to mineral deposits that are already being mined or developed, allows the directors to conclude that it is more likely than not that the group will obtain future economic benefit from the expenditures.

Exploration and evaluation expenditure on greenfield sites, being those where the group does not have any mineral deposits which are already being mined or developed, is expensed until such time as the directors have sufficient information to determine that future economic benefits are probable, after which the expenditure is capitalized as a mine development cost. The information required by directors is typically a final feasibility study; however, a suitable technical and financial study may be deemed to be sufficient where the additional work required to prepare a final feasibility study is not significant or the work done at technical and financial study level clearly demonstrates an economic asset. Exploration and evaluation expenditure relating to extensions of mineral deposits which are already being mined or developed, including expenditure on the definition of mineralization of such mineral deposits, is capitalized as a mine development cost following the completion of an economic evaluation equivalent to a technical and financial study. This economic evaluation is distinguished from a technical and financial study in that some of the information that would normally be determined from first principles is instead obtained from the existing mine or development. This information when combined with existing knowledge of the mineral property already being mined or developed allows the directors to conclude that more likely than not the group will obtain future economic benefit from the expenditures. Costs relating to property acquisitions are capitalized within development costs.

Dividend distribution

Dividend distribution to the company's shareholders is recognized as a liability in the group's financial statements in the period in which the dividends are approved by the board of directors and declared to shareholders.

Earnings per share

Earnings per share are computed by dividing net income by the weighted average number of ordinary shares in issue during the year.

Diluted earnings per share

Diluted earnings per share are presented when the inclusion of potential ordinary shares has a dilutive effect on earnings per share.

3. Key accounting estimates and judgments

Some of the accounting policies require the application of significant judgment by management in selecting the appropriate assumptions for calculating financial estimates or determining the appropriate accounting treatment for a transaction.

By their nature, these judgments are subject to an inherent degree of uncertainty and are based on historical experience, terms of existing contracts, management's view on trends in the gold mining industry and information from outside sources. The estimates and assumptions that have a significant risk of causing a material adjustment to the carrying amounts of assets and liabilities within the next financial year are discussed below.

TVA (value added tax)

Included in trade and other receivables are TVA receivables (note 7) of \$114.4 million (\$55.1 million as non-current) (2016: \$89.4 million - all current) (2015: \$96.5 million current and \$6.4 million non-current) consisting primarily of recoverable TVA balances owing by the State of Mali. In Mali the TVA owing is being offset against other tax owing to the State, in accordance with the legal right of offset under the relevant establishment conventions.

Profit forecasts for Loulo and Gounkoto, using approved budgets and mine plans, supports recovery of the balance through such offsetting by 2019 (2016: 2017) (2015: 2017), although the recovery and timing is subject to estimates of factors such as gold price and production. The gold price is consistent with that used in the group's impairment tests detailed below. Judgment was required in assessing the recoverability of these amounts and timing thereof. A discounting provision of \$2.5 million (2016: \$1.4 million) (2015: \$2.9 million) has been recorded in respect of the TVA receivables. The group is continuing to engage with authorities in Mali to pursue the cash settlement of the outstanding TVA balances.

A further \$70.2 million (before discounting provision) of TVA receivables (2016: \$64.9 million) (2015: \$61.8 million) (at 45% attributable share) is included in the underlying statement of financial position of the Kibali joint venture, while \$7.0 million of TVA receivables (40% attributable share) (2016: \$5.0 million) (2015: \$6.3 million) is included in the underlying statement of financial position of Morila and are shown in the 'Investment in joint ventures' line in the consolidated statement of financial position.

The group continues to seek recovery of TVA in the DRC, in line with the Mining Code and the carrying value of the receivable has been assessed considering factors such as the level of receipts in the period and to date, relationships and communications with government officials and the tax authority and the limited quantum of disputed submissions. Judgment exists in assessing recovery of these receivables. While the TVA balance is considered collectible, uncertainty exists regarding the timing of receipt. Accordingly, the receivable has been discounted by \$8.1 million (2016: \$7.8 million) (2015: nil) (at 45% attributable share) which required estimates as to the timing of future receipts based on historical trends. A discount rate of 10% has been applied to the expected cash receipts and 2% applied to the amounts forecasted to be recovered through offsetting. A 1% change in the discount rate would increase the provision by \$0.5 million (at 45% attributable share). A one year delay to recovery would increase the provision by \$3.6 million (at 45% attributable share).

Malian tax disputes

The International Center for Settlement of Investment Disputes' (ICSID) arbitration tribunal issued its final and binding award in 2016, resulting in Loulo being awarded \$29.2 million in principal (together with an award for costs and interest) from the State of Mali, for monies found by the tribunal to have been wrongfully taken by the government through TVA credits. This amount was subsequently received during the third quarter of 2016. In addition, the arbitration ruled that TVA withholding tax on foreign suppliers was due to the State of Mali, although amounts due were also confirmed to be recoverable as TVA receivables by the award such that the TVA payable is matched by an equal TVA receivable. The arbitration however related to only a portion of the various tax claims which have been received by the group from the State of Mali in respect of its Mali operations. The outstanding claims in respect of its Mali operations totaled \$200.5 million at the end of the year.

Having taken professional advice, the group considers the material elements of the outstanding claims to be without merit or foundation and is strongly defending its position in relation to these claims and following the appropriate legal process. Accordingly, no provision has been made for the material claims and the likelihood of a material outflow of economic benefits in respect of such claims are considered improbable under IFRS. In forming this assessment, the Board have considered the professional advice received, the legally binding mining convention with the State of Mali, the findings of the previous ICSID arbitration tribunal and the facts and circumstances of each individual claim.

Loulo, Gounkoto and Morila have each legally binding establishment conventions which guarantee fiscal stability, govern the taxes applicable to the companies and allow for international arbitration in the event a dispute cannot be resolved in the country. Management continues to engage with the Malian authorities at the highest level to resolve these outstanding fiscal issues. During the third quarter of 2016, the group received payment demands for these disputed amounts, and while it was engaged with the authorities on these demands, its office in Bamako was closed by the authorities but subsequently reopened in October 2016. During October 2016, the group paid tax advances to the State of Mali in the amount of \$25.0 million, to ensure that it could continue to engage with the Malian authorities to resolve the tax disputes, noting that any amounts which are legally not due will be refunded. These amounts are shown in trade and other receivables and judgment was applied in assessing the recoverability of the balance.

Recovery of deferred tax assets

Management have recognized a deferred tax asset of \$43.2 million (at 100%) at Kibali (2016: \$11.1 million deferred tax liability). The group has to apply judgment in determining the recoverable amount of deferred tax assets. Deferred tax assets are recognized to the extent that their utilization is probable, being based upon whether it is more likely than not that sufficient and suitable taxable profits will be available in the future, against which the reversal of temporary differences can be deducted. The recoverability of the asset has been assessed considering factors such as the underlying assumptions in the life of mine plan, the operating performance of the mine and any restrictions under the DRC tax code.

The group considers the deferred tax assets to be recoverable owing to the latest life of mine plan which estimates the asset being utilized within three years. The gold price would have to fall below \$1,040/oz before the tax losses are not utilized.

Carrying values of property, plant and equipment and joint venture investments

The group assesses at each reporting period whether there is any indication that these assets may be impaired. If such indication exists, the group estimates the recoverable amount of the asset. The recoverable amount is assessed by reference to the higher of 'value in use' (being the net present value of expected future cash flows of the relevant cash generating unit) and 'fair value less cost to sell'. The estimates used for impairment reviews are based on detailed approved mine plans and operating plans. Future cash flows are based on estimates of:

- The quantities of the proven and probable reserves being those for which there is a high degree of confidence in economic extraction;
- Future production levels;
- Future commodity prices, including oil forecast at \$70/bbl (2016: \$60/bbl) (2015: \$60/bbl);
- Future cash cost of production and capital expenditure associated with extraction of the proven and probable reserves in the approved mine plan;
- Future gold prices – a gold price curve was used for the impairment calculations starting at a \$1,250/oz gold price (2016: \$1,200/oz) (2015: \$1,150/oz) and increasing at an average of 2.5% per annum (2016: 2%) (2015: 1.5%). The gold price curve was determined after consideration of a range of forecast techniques and data sources;
- A discount rate equivalent to 8.2% pre-tax (2016: 8.2%) (2015: 7.9%); and
- An inflation rate of 2.5% (2016: 2%) (2015: 1.5%).

The impairment tests did not indicate impairment and head room existed at each mine. Given the significance of gold prices and the longevity of mine plans, the directors consider gold price and discount rate sensitivities to be relevant.

A reduction in forward gold prices in excess of 20.4% or an increase in the discount rate to 18.7% is required to give rise to an impairment at any of the mines with the greatest discount rate sensitivity being at Kibali.

However, having considered such scenarios, the directors remain satisfied that no impairment is appropriate. The models are considered suitably conservative with proven and probable reserves determined based on \$1,000/oz gold price (2016: \$1,000/oz) (2015: \$1,000/oz) as shown below.

Capitalization and depreciation

There are several methods that could be adopted for calculating depreciation, i.e. the straight line method, the production method using ounces produced and the production method using tonnes milled. The directors believe that the tonnes milled method is the best indication of plant and infrastructure usage. Refer to note 2 for the depreciation policy. Estimates are required regarding the allocation of assets to relevant proven and probable reserves in the unit of production calculations, with assessments involving the group's mining, capital and geology departments. Proven and probable reserves are used in each depreciation calculation, which is considered to be a suitably conservative measure of the future ore extractable using existing assets. Expenditure incurred to date in underground infrastructure development considered to have been commissioned, is depreciated over the remaining proven and probable reserves of the underground mine, as the infrastructure provides access to the future mining areas.

The group applies judgment in allocating costs between operating and capital items in respect of underground mining and in determining the date depreciation commences. Costs are capitalized when the activity provides access to future ore bodies and are expensed as operating costs when the works involve extraction of ore from operational sections of the orebody. The nature of activity is assessed based on information provided by contractors, together with inspections by the group's mining teams where contractor mining is used. The nature of activity is assessed by the group's mining teams where owner mining applies. Direct labor, materials and other costs are specifically allocated based on the activity performed. Indirect costs that are attributable to underground works are allocated between capital and operating expenses based on factors such as development versus operating meters.

Specifically, judgment is required in determining the point at which assets under construction at Kibali began commercial production and should be depreciated. Depreciation start dates are determined considering the factors detailed in note 2 and during 2015 Kibali underground mine assets attributable to production started to be depreciated. The commissioning of the underground happens in phases and as the sections are brought into production the attributable costs are transferred and depreciated. Judgment was applied in identifying the costs considered attributable to this production. Additionally, given ongoing mine construction and development, judgment was required in allocating costs between operating costs, ore stockpiles and ongoing capital works. Costs have been allocated based on the underlying activity and economic benefits.

Gold price assumptions

The following gold prices were used in the mineral reserves optimization calculations:

\$/oz	2017	2016	2015
Morila	1,000	1,000	1,000
Loulo: open pit	1,000	1,000	1,000
Loulo: underground	1,000	1,000	1,000
Tongon	1,000	1,000	1,000
Kibali	1,000	1,000	1,000
Massawa	1,000	1,000	1,000
Goukoto	1,000	1,000	1,000

Changes in the gold price used could result in changes in the mineral reserve optimization calculations which impact LoM plans. Mine modelling is a complex process and hence it is not feasible to perform sensitivities on gold price assumptions in respect of ore reserves.

Determination of ore reserves

The group estimates its ore reserves and mineral resources based on information compiled by Competent Persons as defined in accordance with the Australasian Code for Reporting of Exploration Results, Mineral Resources and Ore Reserves of December 2012 (the 2012 JORC code). Reserves determined in this way are used in the calculation of depreciation and amortization, as well as the assessment of the carrying value of property, plant and equipment and joint ventures and timing of mine closure obligations. There are numerous uncertainties inherent in estimating ore reserves and assumptions that are valid at the time of estimation may change significantly when new information becomes available. Changes in the forecast prices of commodities, exchange rates, production costs or recovery rates may change the economic status of reserves and may, ultimately, result in the reserves being restated.

Future rehabilitation obligations

The net present value of current rehabilitation estimates has been discounted to their present value at 2.5% per annum (2016: 2.5%) (2015: 2.25%) being the prevailing risk free interest rates. Expenditure is generally expected to be incurred at the end of the respective mine lives. The group undertakes regular assessments by external experts of its mine closure plans, together with assessments by internal staff in the intervening periods, to determine the required rehabilitation works, cost of works and timing of such works. Judgment is required in determining the appropriate costs, timing of costs, discount rates and inflation. For further information, including the carrying amounts of the liabilities, refer to note 13. A 1% change in the discount rate on the group's rehabilitation estimates would result in an impact of \$6.8 million (2016: \$5.3 million) (2015: \$5.3 million) on the provision for environmental rehabilitation, and an impact of \$0.6 million (2016: \$0.5 million) (2015: \$0.6 million) on the consolidated statement of comprehensive income.

Stockpiles, gold in process and product inventories

Costs that are incurred in or benefit the productive process are accumulated as stockpiles, gold in process and product inventories. Net realizable value tests are performed at least annually and represent the estimated future sales price of the product based on contained gold and metals prices, less estimated costs to complete production and bring the product to sale. Judgment is required in assessing whether stockpiles of different grades should be tested individually, or tested as inputs to the gold production process, as detailed in the group's accounting policy. In the current year, the stockpiles were tested for each individual mine, reflecting the planned blended feed of such stockpiles to the mill on the basis that they are blended together and with future ore mined.

Stockpile quantities are measured by estimating the number of tonnes added and removed from the stockpile, the number of contained gold ounces based on assay data, and the estimated recovery percentage based on the expected processing method. Stockpile tonnages are verified by periodic surveys. The forecast gold prices and cost escalators were those used in the impairment test detailed above. The net realizable value tests demonstrate significant headroom with no reasonable sensitivity indicating impairment.

Post production open cast mine stripping

The group capitalizes costs, associated with stripping activity, to expose the orebody, within mining assets (in note 9) with significant stripping costs capitalized in the year at Goukoto in respect of the super pit project, together with stripping of pits at Kibali included within the equity accounted joint venture (in note 10). Judgment was required in determining the relevant section or phase of the orebody to which stripping activity relates, based on assessment of factors such as mine planning, project feasibility studies, geology of the open cast pits and strategic board decisions such as the pushback campaigns which requires judgment over the eligible costs. The group determined that the stripping activity for the Goukoto super pit related to the enlarged open pit as a whole based on the improved access to the orebody, following consideration of all relevant facts and circumstances. The group determined that the stripping costs at Kibali are attributable to the individual satellite pits to which improved access was provided. The group subsequently depreciates relevant stripping assets as that section of the orebody is mined, which requires judgment as to the relevant section of the orebody for depreciation.

Exploration and evaluation expenditure

The group has to apply judgment in determining whether exploration and evaluation expenditure should be capitalized or expensed. Management exercises this judgment based on the results of economic evaluations, technical and financial studies or feasibility studies. Costs are capitalized where those studies conclude that more likely than not the group will obtain future economic benefit from the expenditures.

Share-based payments

Refer to note 14 for the key assumptions used in determining the value of share-based payments.

4. Income taxes

\$000	Note	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Current taxation		135,412	101,546	41,972
Deferred taxation	11	10,395	6,838	6,031
		145,807	108,384	48,003
The tax on the group's profit before tax differs from the theoretical amount that would arise using the statutory tax rate applicable to the group's operations.				
Profit before tax		480,854	402,605	260,778
Tax calculated at effective tax rate of 30%		144,256	120,782	78,233
Difference in tax rates in overseas jurisdictions		(4,771)	(3,513)	-
Reconciling items:				
• Income taxed at 0%		(17,499)	(17,002)	(8,483)
• Expenses deductible at 0%		12,864	10,947	7,528
Withholding tax adjustment on Tongon dividend		10,908	2,272	-
Côte d'Ivoire tax holiday permanent differences		-	-	(7,868)
Share of equity accounted joint venture profits		(3,585)	(5,190)	(23,191)
Other permanent differences		3,634	88	1,784
Taxation charge		145,807	108,384	48,003

The company is subject to an income tax rate in Jersey at 0%. Tongon benefited from a five year tax holiday in Côte d'Ivoire from the commencement of production in December 2010 until the tax exoneration period expired in December 2015 and as such Tongon paid tax for 2016 at a rate of 25%. The benefit of the tax holiday to the group was to increase its net profit by nil (2016: nil) (2015: \$7.9 million). Accordingly, had the group not benefited from the tax holiday, earnings per share would have been reduced by \$0 for the year ended December 31, 2017 (2016: nil) (2015: \$0.09). Under Malian tax law, income tax is based on the greater of 30% of taxable income or 0.75% of gross revenue. Under Ivorian tax law, income tax is based on the greater of 25% of taxable income or 0.5% of gross revenue. The Loulo, Gounkoto and Tongon operations have no assessable capital expenditure carry forwards for assessable tax losses, at December 31, 2017, 2016 and 2015, respectively, for deduction against future mining income. The group's share of profits from equity accounted joint ventures is stated net of \$23.1 million credits (2016: \$9.7 million credits) (2015: \$11.0 million charges) for current and deferred tax entries, primarily in respect of Morila and Kibali.

5. Share capital and premium

The total authorized number of ordinary shares is 120 million (2016: 120 million) (2015: 120 million) of \$0.05 (2016: \$0.05) (2015: \$0.05). All issued shares are fully paid. The total number of issued shares at December 31, 2017 was 94,124,872 shares (2016: 93,803,752 shares) (2015: 93,232,920 shares). Refer to the consolidated statement of changes in equity above for more detail on the annual movement of the number of ordinary shares, share capital and share premium, including the movement arising from the issue of restricted shares, exercise of share options and vesting of share awards and the scrip dividends. Randgold's board of directors has recommended an annual dividend for the period ended December 31, 2017 of \$2.00 per share, up 100% on the previous year's \$1.00. The dividend will be paid in cash with no scrip alternative being made available and the resolution for the dividend has been submitted to shareholders for approval at the company's annual general meeting scheduled for May 8, 2018.

6. Earnings and dividends per share

	Income (numerator) \$000	Shares (denominator)	Per share amount \$
For the year ended December 31, 2017			
Basic earnings per share		93,803,752	
Shares outstanding at January 1, 2017		251,010	
Weighted number of shares issued	278,017	94,054,762	2.96
Income available to shareholders			
Effective of dilutive securities			
Share options		5,257	
Restricted shares		1,074,144	
Diluted earnings per share	278,017	95,134,163	2.92
For the year ended December 31, 2016			
Basic earnings per share			
Shares outstanding at January 1, 2016		93,232,920	
Weighted number of shares issued		411,190	
Income available to shareholders	247,474	93,644,110	2.64
Effective of dilutive securities			
Share options		38,833	
Restricted shares		1,110,899	
Diluted earnings per share	247,474	94,793,842	2.61
For the year ended December 31, 2015			
Basic earnings per share			
Shares outstanding at January 1, 2015		92,674,085	
Weighted number of shares issued		419,607	
Income available to shareholders	188,677	93,093,692	2.03
Effective of dilutive securities			
Share options		77,227	
Restricted shares		922,884	
Diluted earnings per share	188,677	94,093,803	2.01

Refer to note 14 for details on share options and share awards issued. \$94.0 million (\$1.00 per share) was paid as dividends in 2017 (2016: \$61.7 million/\$0.66 per share) (2015: \$55.7 million/\$0.60 per share) of which the total amount was paid in cash. On February 2, 2018, the board of directors proposed an annual dividend of \$2.00 per share which, if approved, will result in an aggregate dividend payment of \$188.2 million and is expected to be paid in May 2018. The proposed dividend in respect of 2017 is subject to shareholder approval at the annual general meeting to be held on May 8, 2018. The dividend will be paid in cash with no scrip alternative being made available.

298,238 restricted share awards were also antidilutive at December 31, 2017 (2016: 377,387) (2015: 470,212). The total number of potentially issuable shares at December 31, 2017 was 1,506,422 (2016: 1,655,138) (2015: 1,766,813).

7. Trade and other receivables

\$000	Note	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Trade receivables		17,998	34,099
Advances to contractors		2,638	7,861
Taxation debtors	7.1	142,090	112,684
Prepayments and other receivables		68,999	67,712
Goukoto advance dividend	7.2	7,602	9,074
Total		239,327	231,430
Less: current portion		(184,275)	(231,430)
Non-current portion	7.1	55,052	-

7.1 The taxation debtors primarily relate to indirect taxes owing to the group by the State of Mali, including TVA balances at Loulo of \$91.9 million (2016: \$61.6 million) and Goukoto of \$21.9 million (2016: \$26.2 million). The taxation debtor also includes corporate tax prepayments at Loulo of \$21.0 million (2016: \$18.5 million) and Goukoto of \$7.3 million (2016: \$6.4 million).

7.2 Refer to note 2 for details of the Goukoto dividend.

The classes within trade and other receivables do not contain impaired assets. The carrying values are considered to approximate fair values.

The credit quality of receivables that are not past due or impaired is considered high. The maximum exposure to credit risk at the reporting date is the fair value of each class of receivable mentioned above. The group does not hold any collateral as security although it has the legally binding right to offset TVA balances with other taxation payable in Mali, and exercises this right. Refer to note 17 for further information on the concentration of credit risk.

The terms of payment of trade receivables are less than seven days, advances to contractors 30 days.

8. Inventories and ore stockpiles

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Consumable stores	100,992	100,530
Stockpiles	162,468	172,541
Gold in process	12,871	10,662
Total inventories and ore stockpiles	276,331	283,733
Less: current portion	(116,797)	(119,027)
Non-current portion	159,534	164,706

All inventory and ore stockpiles are stated at the lower of cost or net realizable value.

Non-current ore stockpiles reflect ore tonnes not planned to be processed within the next 12 months.

9. Property, plant and equipment

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Mine properties, mine development costs and mine plant facilities and equipment cost		
At the beginning of year	2,462,421	2,272,985
Additions	199,324	189,436
	2,661,745	2,462,421
Accumulated depreciation and amortization		
At beginning of year	901,561	726,218
Charge for the year	182,900	175,343
	1,084,461	901,561
Net book value	1,577,284	1,560,860

Long-lived assets

Included in property, plant and equipment are long-lived assets which are amortized on a unit of production basis as detailed in note 2 and comprise the metallurgical plants, tailings and raw water dams, power plants and mine infrastructure and development costs. The net book value of these assets was \$1,462.9 million at December 31, 2017 (2016: \$1,553.5 million) (2015: \$1,535.4 million).

Short-lived assets

Included in property, plant and equipment are short-lived assets which are amortized over their useful lives and are comprised of motor vehicles and other equipment. The net book value of these assets was \$95.4 million at December 31, 2017 (2016: \$6.0 million) (2015: \$7.7 million).

Undeveloped property

Included in property, plant and equipment are undeveloped property costs of \$1.2 million (2016: \$1.4 million) (2015: \$1.7 million).

Post production stripping

Property, plant and equipment include capitalized stripping costs, related to the production phase of opencast mining. The net book value at December 31, 2017 was \$17.8 million (2016: nil) (2015: \$2.0 million).

Remaining maximum estimated useful lives by mine

	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
The remaining maximum estimated useful lives in respect of proven and probable reserves for each mine included above is as follows:		
Loulo	15 years	12 years
Goukoto	10 years	10 years
Tongon	4 years	4 years

10. Investments and loans in subsidiaries and joint ventures

The joint venture agreements and structures for Kibali and Morila, together with the asset leasing joint ventures (KAS 1 Limited, RAL 1 Limited and RAL 2 Limited) provide the group with interests in the net assets of those companies, rather than interests in underlying assets and obligations. Accordingly, under IFRS 11, the group's share of joint ventures has been accounted for using the equity method.

The following tables represent the group's share of the assets and liabilities of the respective joint venture which are included in the consolidated balance sheet and statement of comprehensive income within the total investments in joint ventures, share of profits of equity accounted joint ventures and share of equity accounted joint ventures' other comprehensive income.

Investment in joint ventures

The movements in total investments in joint ventures are as follows:

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Beginning of year		
Investments in equity accounted joint ventures	1,414,211	1,427,316
Other investments in joint venture	34,423	45,940
Total investments in joint ventures	1,448,634	1,473,256
Funds invested in equity accounted joint ventures	30,898	-
Loans repaid by equity accounted joint ventures	(746)	(11,927)
Share of profits of equity accounted joint ventures	11,950	17,299
Dividends	-	(30,000)
Share of other comprehensive income of joint ventures	(17)	6
End of year		
Investments in equity accounted joint ventures	1,440,610	1,414,211
Other investments in joint ventures	50,109	34,423
Total investments in joint ventures	1,490,719	1,448,634

Kibali (Jersey) Limited

Set out below is the summarized financial information for Kibali (Jersey) Limited which is accounted for using the equity method (amounts stated at 100% before intercompany eliminations).

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Summarized statement of financial position		
Current		
Cash and cash equivalents	3,288	18,865
Other current assets (excluding cash)	166,278	179,588
Total current assets	169,566	198,453
Financial liabilities (excluding trade payables)	(8,656)	(10,285)
Other current liabilities (including trade payables)	(105,565)	(133,113)
Total current liabilities	(114,221)	(143,398)
Non-current		
Assets	2,833,946	2,805,020
Financial liabilities	(41,210)	(46,929)
Other liabilities	(23,244)	(32,259)
Total non-current liabilities	(64,454)	(79,188)
Net assets	2,824,837	2,780,887

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Summarized statement of comprehensive income			
Revenue	754,852	709,372	747,272
Depreciation and amortization	(264,415)	(210,925)	(192,509)
Interest income	4,147	4,735	4,818
Interest expense	(5,478)	(5,298)	(5,376)
Profit before tax	(40,349)	26,728	155,825
Income tax	54,333	22,962	(17,840)
Post-tax profit	13,984	49,690	137,985
Other comprehensive income—gain on available for sale financial asset	-	-	3,144

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Reconciliation of the group's summarized financial information presented to the carrying amount of the group's interest in the Kibali joint venture		
Opening net assets January 1	2,780,887	2,791,184
Profit for the period	13,984	49,690
(Loss)/gain on available-for-sale financial asset	(34)	13
Other comprehensive income	(34)	13
Funds advanced	30,000	-
Dividends received	-	(60,000)
Closing net assets	2,824,837	2,780,887
Interest in joint venture at 50%	1,412,419	1,390,443
Mineral property at acquisition	23,549	26,154
Adjustment to reflect attributable interest	8,793	1,565
Carrying value	1,444,760	1,418,162

The segmental report in note 16 presents information based on the group's effective 45% interest in the underlying Kibali gold mine as reported internally. As such, that differs to the 50% interest in the Kibali (Jersey) Limited group.

The group's effective interest in Kibali is 45%. The group holds a 50% joint venture interest in Kibali (Jersey) Limited with AngloGold Ashanti. Joint control is provided through shareholdings and the joint venture agreement. Kibali (Jersey) Limited holds an effective 90% interest in Kibali Goldmines SA thereby giving the group an effective 45% interest in that mine. Refer to note 1 for details.

Kibali (Jersey) Limited has made loans indirectly to Kibali Goldmines SA totalling \$2.7 billion at year end (December 31, 2016: \$2.5 billion), to fund the development of the mine. The loans are eliminated on consolidation at the Kibali (Jersey) Limited level. Consequently, Kibali (Jersey) Limited will receive 100% of the cash flows from Kibali Goldmines SA, until the loans have been repaid. The loans carry interest at the rate of 8% per annum.

Note that the KAS 1 Limited asset leasing joint venture in which the group has an effective 25.01% interest is included within the Kibali joint venture as Kibali (Jersey) Limited is the joint venture partner with BYTP.

Morila

Set out below is the summarized financial information for Morila which is accounted for using the equity method (amounts stated at 100% before intercompany eliminations).

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Summarized statement of financial position		
Current		
Cash and cash equivalents	86	8,569
Other current assets (excluding cash)	54,126	49,804
Total current assets	54,212	58,373
Other current liabilities (including trade payables)	(20,787)	(53,484)
Total current liabilities	(20,787)	(53,484)
Non-current		
Assets	14,851	15,493
Other liabilities	(41,562)	(25,315)
Total non-current liabilities	(41,562)	(25,315)
Net liabilities	(5,172)	(4,933)

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Summarized statement of comprehensive income			
Revenue	86,073	65,086	142,992
Depreciation and amortization	(16,480)	(9,464)	(23,337)
Interest income	18	14	2
Interest expense	(1,080)	(806)	(999)
Loss before tax	(239)	(16,256)	24,856
Income tax	-	(1,543)	(7,455)
Post-tax loss	(239)	(17,799)	17,401
Other comprehensive expense	-	-	-
Total comprehensive expense	(239)	(17,799)	17,401
Dividends received from joint venture	-	-	25,680

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Reconciliation of the summarized financial information presented to the carrying amount of the group's interest in the Morila joint venture		
Summarized financial information		
Opening net (liabilities)/assets January 1	(4,933)	12,866
Loss for the period	(239)	(17,799)
Closing net liabilities	(5,172)	(4,933)
Interest in joint venture at 40%	(2,069)	(1,973)
Carrying value	(2,069)	(1,973)

Refer to note 1 for the nature of operations, country of incorporation and the ownership interest in Morila. Joint control exists through the joint venture agreement with AngloGold Ashanti.

RAL 1 Limited

Set out below is the summarized financial information for RAL 1 Limited which is accounted for using the equity method (amounts stated at 100% before intercompany eliminations).

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	
Summarized statement of financial position			
Current			
Cash and cash equivalents	8,820	649	
Other current assets (excluding cash)	805	632	
Total current assets	9,625	1,281	
Other current liabilities (including trade payables)	(19,237)	(6,318)	
Total current liabilities	(19,237)	(6,318)	
Non-current			
Assets	32,474	9,417	
Financial liabilities	(21,351)	(3,517)	
Total non-current liabilities	(21,351)	(3,517)	
Net assets	1,511	863	
\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Summarized statement of comprehensive income			
Revenue	5,186	5,133	1,463
Depreciation and amortization	(3,647)	(4,211)	(779)
Interest income	554	544	1
Interest expense	(1,018)	(650)	(354)
Profit before tax	648	376	201
Income tax	-	-	-
Post-tax profit	648	376	201
Other comprehensive income	-	-	-
Total comprehensive income	648	376	201
Reconciliation of the summarized financial information presented to the carrying amount of the group’s interest in the RAL 1 joint venture			
Opening net assets January 1	863	487	286
Profit for the period	648	376	201
Closing net assets	1,511	863	487
Interest in joint venture at 50.1%	757	432	244
Funding classified as long term debt by joint venture in ‘other investments in joint ventures’	21,970	2,335	4,146
Carrying value	22,727	2,767	4,390

*RAL 1 Limited is an asset leasing joint venture in which the group has a 50.1% interest with BYTP being the joint venture partner. The joint venture operates in Mali and Côte d'Ivoire and is incorporated in Jersey.
Refer to note 19 for details of joint venture capital commitments.*

RAL 2 Limited

Set out below is the summarized financial information for RAL 2 Limited which are accounted for using the equity method (amounts stated at 100% before intercompany eliminations). The group has a 50.1% interest with WAMFF Ltd being the joint venture partner.

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Summarized statement of financial position		
Current		
Cash and cash equivalents	1,692	1,122
Other current assets (excluding cash)	5,790	1,922
Total current assets	7,482	3,044
Other current liabilities (including trade payables)	(19,911)	(24,706)
Total current liabilities	(19,911)	(24,706)
Non-current		
Assets	32,583	46,978
Financial liabilities	(18,737)	(24,262)
Total non-current liabilities	(17,737)	(24,262)
Net assets	1,417	1,054

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Summarized statement of comprehensive income			
Revenue	18,679	22,179	23,840
Depreciation and amortization	(14,395)	(16,638)	(17,290)
Interest expense	(2,080)	(2,237)	(3,718)
Profit before tax	363	442	455
Income tax	-	-	-
Post-tax profit	363	442	455
Other comprehensive income	-	-	-
Total comprehensive income	363	442	455
Reconciliation of the summarized financial information presented to the carrying amount of the group's interest in the RAL 2 joint venture			
Opening net assets January 1	1,054	612	157
Profit for the period	363	442	455
Closing net assets	1,417	1,054	612
Interest in joint venture at 50.1%	710	528	307
Funding classified as long term debt by joint venture in 'other investments in joint ventures'	26,644	31,128	41,243
Carrying value	27,354	31,656	41,550

Refer to note 18 for details of joint venture capital commitments.

KGL Isiro SARL

KGL Isiro SARL is an exploration company in which the group has a 51% interest with Kilo Goldmines Ltd being the joint venture partner. The total exploration expenses incurred in 2017 amounted to \$0.1 million (2016: \$0.6 million), of which \$0.075 million (2016: \$0.3 million) is the group's share. The net loss and net assets are immaterial.

11. Deferred taxation

\$000	Note	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Deferred tax is calculated on temporary differences under the liability method using a tax rate of 30% in respect of the Malian operations and 25% in respect of the Ivorian operations.			
The movement on deferred taxation is as follows:			
At the beginning of the year		42,386	35,548
Statement of comprehensive income charge	4	10,395	6,838
At the end of the year		52,781	42,386
Deferred taxation assets and liabilities comprise the following:			
Accelerated tax depreciation		52,181	41,786
Deferred stripping		600	600
Deferred taxation liability		52,781	42,386
Net deferred tax liability		52,781	42,386

There is no deferred tax on other comprehensive income items. There are no unrecognized deferred tax liabilities in respect of undistributed profits.

12. Trade and other payables

\$000	Note	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Trade payables		26,766	27,993
Payroll and other compensation		13,513	11,609
Accruals and other payables		101,407	78,701
Goukoto priority dividend	2	7,602	9,074
		149,288	127,377

13. Provision for environmental rehabilitation

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Opening balance	55,455	47,581
Unwinding of discount	1,386	1,070
Change in estimates	(1,103)	6,804
At December 31	55,738	55,455

As at December 31, 2017, \$27.2 million of the provision relates to Loulo (December 31, 2016: \$23.9 million), \$19.7 million (2016: \$23.9 million) of the provision relates to Tongon, while \$8.8 million relates to Goukoto (2016: \$7.7 million). The provisions for rehabilitation costs include estimates for the effect of inflation and changes in estimates and have been discounted to their present value at 2.5% (2016: 2.5 %) per annum, being an estimate equivalent to the risk free rate determined with reference to US government bonds with maturity dates comparable to the estimated rehabilitation of the mines. Rehabilitation cash flows are risk adjusted. Limited environmental rehabilitation regulations currently exist in Mali and Côte d'Ivoire to govern the mines, so the directors have based the provisions for environmental rehabilitation on standards set by the World Bank, which require an environmental management plan, an annual environmental report, a closure plan, an up-to-date register of plans of the facility, preservation of public safety on closure, carrying out rehabilitation works and ensuring sufficient funds exist for the closure works. However, it is reasonably possible that the group's estimate of its ultimate rehabilitation liabilities could change as a result of changes in regulations or cost estimates. The group is committed to rehabilitation of its mines. It makes use of independent environmental consultants for advice and it also uses past experience in similar situations to ensure that the provisions for rehabilitation are adequate. Current LoM plans envisage the expected outflow to occur at the end of the LoM which is 2032 for Loulo, 2021 for Tongon and 2027 for Goukoto.

14. Employment cost

The group contributes to several defined contribution provident funds. The provident funds are funded on the 'money accumulative basis' with the members and company having been fixed in the constitutions of the funds. All the group's employees, other than those directly employed by West African subsidiary companies, are entitled to be covered by the above mentioned retirement benefit plans. Retirement benefits for employees employed by West African subsidiary companies are provided by the state social security system to which the company and employees contribute a fixed percentage of payroll costs each month.

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Total employee benefit cost was as follows:			
Short term benefits	75,507	71,453	50,199
Pension contributions	13,665	11,460	5,104
Share-based payments	21,993	23,891	22,943
Total	111,165	106,804	78,246

Share-based payments

Share options, restricted shares and participation in Co-Investment Plan share awards are granted to directors and employees in exchange for services rendered.

Share-based payments – share options

The fair value of employee services received as consideration for share options (equity settled) of the company is calculated using the Black-Scholes option pricing model. Options vest after two, three and four years and lapse after a maximum term of 10 years. No new options were granted during the year and therefore no inputs to the option model, etc. are provided for the current year. 12,477 share options were exercised during 2017 at a weighted average exercise price of \$22.19 and at a weighted average share price of \$95.92 on the dates of exercise. No options lapsed during the year.

The following table summarizes the information about the options outstanding, including options that are not yet exercisable:

Range of exercise price (\$)	Number of options outstanding	Weighted average remaining contractual life (years)	Weighted average exercise price (\$)
At December 31, 2017	2,000	0.39	45.27
	2,000	0.39	45.27
At December 31, 2016			
22.19 – 22.19	12,477	0.64	22.19
26.26 – 46.34	2,000	1.39	45.27
	14,477	0.74	25.38
At December 31, 2015			
22.19 – 22.19	78,277	1.64	22.19
26.26 – 46.34	31,000	2.80	30.69
56.99 – 56.99	16,000	3.67	56.99
	125,277	2.19	28.74

The following table summarizes information about options that are exercisable as at December 31, 2017, 2016 and 2015:

Range of exercise price (\$)	Number of exercisable options	Weighted average exercise price (\$)
At December 31, 2017		
26.26 – 46.34	2,000	45.27
	2,000	45.27
At December 31, 2016		
22.19 – 22.19	12,477	22.19
26.26 – 46.34	2,000	45.27
	14,477	25.38
At December 31, 2015		
22.19 – 22.19	78,277	22.19
26.26 – 46.34	31,000	30.69
56.99 – 56.99	16,000	56.99
	125,277	28.74

Share-based payments – restricted shares and participation in Co-Investment Plan

The company operates restricted share schemes for directors and employees, as well as participation in a Co-Investment Plan for directors and senior management.

Restricted shares issued to employees

Restricted shares issued to employees are subject to a satisfactory performance level being achieved during the 12 month period prior to the exercise date of each tranche of shares. The minimum performance level to be achieved is defined as level 3 on the company's performance management system. All employees to whom restricted shares have been granted are expected to meet this level of performance. The performance period is up to five years where the employee must remain in employment for the shares to vest. There are no market based vesting conditions on the share awards.

The fair value of the restricted shares issued in 2017, 2016 and 2015 are detailed below and the share-based payment charge is charged to profit evenly between the grant and vesting dates. The restriction on the shares (no dividends received during the vesting period) had a minimal impact on the fair value estimate at the grant date. The restricted shares have an exercise price of nil.

The fair value of the restricted shares issued in 2017 was calculated using the Black-Scholes pricing model. The key assumptions used in this model for shares granted during the year ending December 31, 2017 were as follows:

\$000	Note	January 2017	August 2017
Quantity of shares issued		149,100	30,000
Fair value of shares issued		\$13.6 million	\$2.7 million
Performance period		3,4 and 5 years	3,4 and 5 years
Volatility	14.1	37.2%,36.7% and 39.5%	36.9%,35.3% and 36.3%
Risk-free interest rate		1.4%,1.8% and 1.8%	1.5%,1.8% and 1.8%
Dividend yield		1.07%	1.06%
Weighted average share price on grant and valuation date	14.2	\$ 94.94	\$ 93.70

14.1 Volatility is based on the three year historical volatility of the company's shares on each grant date.

14.2 Weighted average share price for the valuation is calculated taking into account the market price on all grant dates.

In 2016, there were 374,100 awards: 246,800 awards in January 2016 and 127,300 awards in August 2016. The market price at the award dates was \$75.2 and \$117.6 respectively and vested over three, four and five years in equal tranches. The volatility, risk free rate and dividend yield had no significant impact on fair value but were consistent with those above. The total fair value of the awards was \$32.5 million over the vesting periods.

Restricted shares issued to executive directors in 2009 and 2010

The restricted shares issued to executive directors in 2009 and 2010 were subject to directors remaining employed, as well as being subject to a market performance condition, being the company's relative TSR performance over three years against the HSBC Global Gold Index (since renamed the Euromoney Global Gold Index). This was assessed and had a minimal impact on the fair value estimate at the grant date. The fair value of the restricted shares was based on the share price on the grant date and the share-based payment charge is charged to profit evenly between the grant and vesting dates. The restriction on the shares (no dividends received during the vesting period) had a minimal impact on the fair value estimate at the grant date. The restricted shares have an exercise price of nil.

Restricted share awards granted to executive directors in 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016 and 2017

The Restricted Share Scheme for 2011, 2012 and 2013 operates with conditional share awards, where the awards will vest in three equal one-third tranches subject to the fulfilment of performance conditions measured on an annual basis. Shares awarded in 2017, 2016, 2015 and 2014 are subject to one four-year performance period of assessment. If the performance conditions are met, awards vest at the end of each performance period. The 2011, 2012 and 2013 awards are subject to four performance conditions: absolute TSR (market based), EPS growth, additional reserves and absolute reserves. The 2014 awards are subject to three performance conditions: absolute TSR (market based), EPS growth and additional reserves. The 2017, 2016 and 2015 awards are subject to three performance conditions: absolute TSR (market based), total cash cost per ounce and additional reserves. Grant date fair value was calculated using the market-based measure. No dividends are attributable during the vesting period.

The fair value of the restricted shares issued to executive directors in 2017 and 2016 was calculated using a Monte Carlo simulation model. The key assumptions used in this model for shares awarded during the years ending December 31, 2017 and 2016 were as follows:

\$000	Note	March 2017	March 2016	March 2015
Quantity of shares issued		49,357	44,664	55,782
Fair value of shares awarded		\$1.9 million	\$2.2 million	\$2.0 million
Performance period		4 years and a 1 year post vesting retention requirement	4 years and a 1 year post vesting retention requirement	4 years and a 1 year post vesting retention requirement
Risk free interest rate		1.90%	1.01%	1.45%
Volatility	14.1	37%	35%	35%
Euromoney Global Gold Index volatility		37%	35%	35%
Correlation used between the Euromoney Global Gold Index and the company TSR		60%	85%	85%
Weighted average share price on grant and valuation date	14.2	\$ 87.41	\$ 88.50	\$ 67.41

14.1 Volatility is based on the three year historical volatility of the company's shares over the relevant vesting periods.

14.2 Weighted average share price for the valuation is calculated taking into account the market price on all grant dates.

CEO performance shares

At the company's annual general meeting in 2013, shareholders approved a one-off award of performance shares to the CEO. The vesting of the performance shares is subject to the achievement of the conditions set out in "PART I. Item 6. Directors, Senior Management and Employees. B. Compensation" in the Annual Report on Form 20-F and the CEO continuing to hold office or employment with the company during the period of three years from April 29, 2013, the date of grant of the award of performance shares. The fair value was determined at \$4.0 million. The final tranche of the award remained outstanding at year end but was subsequently awarded in March 2018.

Four out of five of the performance conditions have been met by December 31, 2017. The performance condition in respect of one fifth (10,006 shares) was met at a value of \$71.54 per share in 2013 and the performance conditions in respect of three fifths (30,018 shares), comprising three tranches each of 10,006 shares, were met at a value of \$67.41 per share in 2014. As a result, in aggregate 40,024 shares were transferred to the CEO on April 29, 2016. The shares are restricted from dealing and will only be released when the CEO leaves the service of the company. In the interim the CEO will be entitled to vote over the shares and receive any dividend accrued on those shares at the time the shares are released.

Restricted shares issued to directors and management (excluding Co-Investment Plan)

Movements in the number of restricted shares outstanding and their issue prices are as follows:

	Weighted market price at award date \$ 2017	Weighted market price at award date \$ 2016	Weighted market price at award date \$ 2015	Shares 2017	Shares 2016	Shares 2015	Weighted average remaining contractual life (years) 2017	Weighted average remaining contractual life (years) 2016	Weighted average remaining contractual life (years) 2015
Shares granted to executive directors									
At January 1	82.62	80.88	84.54	191,472	189,142	160,655			-
Awarded	87.87	92.75	73.42	49,357	44,664	55,781			-
Vested	-	76.53	76.53	-	(3,882)	(3,882)			-
Lapsed	90.76	86.45	89.08	(26,810)	(38,452)	(23,412)			-
At December 31	82.81	82.62	80.88	214,019	191,472	189,142	1.39	1.74	2.42
Shares awarded to non-executive Directors									
At January 1	-	-	76.15	-	-	-			-
Awarded	88.99	99.68	76.15	10,500	13,500	13,500			-
Vested	88.99	99.68	76.15	(10,500)	(13,500)	(13,500)			-
At December 31	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Shares awarded to employees									
At January 1	82.53	81.36	84.36	1,220,600	1,189,300	1,248,800			-
Awarded	94.73	89.63	75.99	179,100	374,100	286,300			-
Vested	83.28	89.75	89.08	(259,450)	(234,100)	(222,300)			-
Lapsed	80.88	76.57	84.66	(76,950)	(108,700)	(123,500)			-
At December 31	82.85	82.53	81.36	1,063,300	1,220,600	1,189,300	2.45	2.14	2.75

Participation in Co-Investment Plan by executive directors in 2017, 2016 and 2015

An executive director may choose to commit shares, either from his own holding or acquired in the market, into a Co-Investment Plan. The maximum commitment which may be made is 250% of base salary by the CEO and 125% of base salary by the CFO. Committed shares must be retained for three years and may be matched, depending on relative TSR performance over three years against the Euromoney Global Gold Index. If after three years the TSR performance of the company equals or exceeds the performance of the Euromoney Global Gold Index, then the committed shares may be matched on a stepped scale. Refer to “PART I. Item 6. Directors, Senior Management and Employees. B. Compensation” in the Annual Report on Form 20-F for further details. The maximum level of matching is one-for-one. The vesting of the award is dependent on the company’s TSR performance relative to the Euromoney Global Gold Index. Following vesting, matched shares are required to be retained for 12 months.

The fair value of awards made under the Co-Investment Plan in 2017, 2016 and 2015 was calculated using a Monte Carlo simulation model.

The key assumptions used in this model for awards made under the Co-Investment Plan during the years ending December 31, 2017, 2016 and 2015 were as follows:

\$000	Note	March 2017	March 2016	March 2015
Quantity of shares committed		61,697	55,830	69,726
Fair value		\$2.8 million	\$2.3 million	\$2.6 million
Performance period		3 years	3 years	3 years
Risk free interest rate		1.66%	1.01%	0.89%
Volatility	14.1	37%	35%	35%
Euromoney Global Gold Index volatility		37%	35%	35%
Correlation used between the Euromoney Global Gold Index and the company TSR		85%	85%	85%
Weighted average share price on grant and valuation date	14.2	\$ 87.41	\$ 88.50	\$ 74.0

14.1 Volatility is based on the three year historical volatility of the company’s shares over the relevant vesting periods.

14.2 Weighted average share price for the valuation is calculated taking into account the market price on all grant dates.

Participation in Co-Investment Plan by senior management in 2017, 2016 and 2015

Senior management had the opportunity to participate in Randgold's senior management Co-Investment Plan in 2017 and 2016. The maximum commitment which may be made in the Co-Investment Plan is 100% of base salary. Committed shares must be retained for three years and may be matched, depending on the relative TSR performance over three years against the Euromoney Global Gold Index. If after three years the TSR performance of the company equals or exceeds the performance of the Euromoney Global Gold Index, then the committed shares may be matched on a stepped scale. The maximum level of matching is one-for-one. The vesting of the award is dependent on the company's TSR performance relative to the Euromoney Global Gold Index. 10,841 shares vested during the year and related to the awards made under the Co-Investment Plan in 2013.

The fair value of awards made under the Co-Investment Plan in 2017 and 2016 was calculated using a Monte Carlo simulation model. The key assumptions used in this model for awards made under the Co-Investment Plan during the years ending December 31, 2017 and 2016 were as follows:

\$000	Note	March 2017	March 2016	March 2015
Quantity of shares committed		6,845	10,739	20,730
Fair value		\$0.3 million	\$0.4 million	\$0.8 million
Performance period		3 years	3 years	3 years
Risk free interest rate		1.66%	1.01%	0.95%
Volatility	14.1	37%	35%	35%
Euromoney Global Gold Index volatility		37%	35%	35%
Correlation used between the Euromoney Global Gold Index and the company TSR		85%	85%	85%
Weighted average share price on grant and valuation date	14.2	\$ 87.41	\$ 88.50	\$ 73.38

14.1 Volatility is based on the three year historical volatility of the company's shares over the relevant vesting periods.

14.2 Weighted average share price for the valuation is calculated taking into account the market price on all grant dates.

15. Segmental information

Operating segments have been identified on the basis of internal reports about components of the group that are regularly reviewed by the group's chief operating decision maker. The operating segments included in internal reports are determined on the basis of their significance to the group. In particular, operating mines are reported as separate segments and exploration projects that have significant capitalized expenditure or other fixed assets are also reported separately. The Kibali and Morila joint ventures are included on a line by line basis, reflecting internal reporting. Other parts of the group, including the RAL 1 Limited and RAL 2 Limited joint ventures, are included within corporate and exploration. The group's chief operating decision maker is considered by management to be the board of directors. An analysis of the group's business segments, excluding intergroup transactions, is set out below. Major end customers are not identifiable because all gold is sold to an agent.

Country of operation	Mali			Côte d'Ivoire	DRC	Jersey				
	Group's 40% share of Morila	Loulo	Gounkoto	Tongon	Group's effective 45% share of Kibali Jersey	Corporate and exploration	Intercompany eliminations	Sub-total	Joint venture adjustments	Total
\$000										
Year ended December 31, 2017										
Total revenue	34,429	544,941	366,510	368,765	339,683	-	-	1,654,329	374,112	1,280,217
Mining and processing costs excluding depreciation	(24,722)	(198,834)	(139,598)	(186,508)	(195,554)	11,957	-	(733,259)	208,320	(524,939)
Depreciation and amortization	(6,592)	(106,255)	(10,506)	(65,304)	(123,679)	(835)	-	(313,171)	130,271	(182,900)
Mining and processing costs	(31,314)	(305,089)	(150,104)	(251,812)	(319,233)	11,122	-	(1,046,430)	338,591	(707,839)
Royalties	(2,064)	(32,616)	(21,991)	(11,055)	(14,361)	-	-	(82,087)	16,424	(65,663)
Exploration and corporate expenditure	-	(3,874)	(1,228)	(1,979)	(1,764)	(40,704)	-	(49,549)	1,764	(47,785)
Other (expenses)/income	(530)	(20,193)	(6,297)	(8,922)	(16,274)	22,364	-	(29,852)	36,915	7,063
Finance costs	(432)	(12,096)	(208)	(643)	(2,739)	6,327	11,407	1,616	(4,723)	(3,107)
Finance income	7	25	4	1,066	2,074	16,607	(11,407)	8,376	(2,358)	6,018
Share of profits equity accounted joint ventures	-	-	-	-	-	-	-	-	11,950	11,950
Profit before income tax	96	171,098	186,686	95,420	(12,613)	15,716	-	456,404	24,450	480,854
Income tax expense	-	(51,399)	(55,744)	(27,721)	24,450	(10,943)	-	(121,357)	(24,450)	(145,807)
Net profit	96	119,699	130,942	67,699	11,837	4,773	-	335,047	-	335,047
Capital expenditure	(4,204)	(104,700)	(49,738)	(9,131)	(111,608)	(32,410)	-	(311,791)	115,812	(195,979)
Total assets	27,625	1,419,695	239,693	504,841	1,501,756	2,180,571	-	5,874,181	(1,570,712)	4,303,469
Total external liabilities	(24,940)	(111,979)	(48,883)	(78,835)	(83,159)	(49,125)	-	(396,920)	88,485	(308,435)
Year ended December 31, 2016										
Total revenue	26,035	524,357	357,171	319,249	319,218	-	-	1,546,029	(345,252)	1,200,777
Mining and processing costs excluding depreciation	(21,744)	(200,489)	(146,574)	(187,839)	(172,709)	13,683	-	(715,673)	180,771	(534,902)
Depreciation and amortization	(3,785)	(105,236)	(23,513)	(45,704)	(102,718)	(11,335)	-	(292,292)	116,949	(175,343)
Mining and processing costs	(25,529)	(305,725)	(170,088)	(233,544)	(275,427)	2,348	-	(1,007,965)	297,720	(710,245)
Royalties	(1,544)	(31,384)	(21,430)	(9,562)	(14,839)	-	-	(78,760)	16,383	(62,377)
Exploration and corporate expenditure	-	(2,435)	(1,026)	(1,221)	(1,809)	(36,520)	-	(43,010)	1,809	(41,202)
Other (expenses)/income	(5,151)	(16,750)	(23,004)	(4,204)	(13,872)	32,151	-	(30,830)	30,823	(7)
Finance costs	(317)	(14,693)	(149)	(486)	(3,282)	6,355	14,108	1,536	(4,729)	(3,193)
Finance income	6	24	3	20	3,985	15,960	(14,108)	5,889	(4,336)	1,553
Share of profits of equity accounted joint ventures	-	-	-	-	-	-	-	-	17,299	17,299
Profit before income tax	(6,501)	153,393	141,478	70,252	13,974	20,294	-	392,889	9,716	402,605
Income tax expense	(617)	(46,072)	(42,444)	(17,563)	10,333	(2,306)	-	(98,668)	(9,716)	(108,384)
Net profit	(7,118)	107,321	99,034	52,689	24,307	17,988	-	294,221	-	294,221
Capital expenditure	(444)	(144,363)	(3,800)	(15,446)	(56,222)	(7,174)	-	(227,449)	(56,666)	(170,783)
Total assets	29,546	1,399,837	204,375	536,014	1,501,737	1,931,345	-	5,602,854	(1,561,896)	4,040,958
Total external liabilities	(31,520)	(128,557)	(38,842)	(69,878)	(111,293)	(64,501)	-	(444,591)	158,355	(286,236)
Year ended December 31, 2015										
Total revenue	57,197	406,643	317,524	277,253	336,272	-	-	1,394,889	(393,469)	1,001,420
Mining and processing costs excluding depreciation	(31,583)	(236,439)	(145,952)	(193,504)	(161,191)	12,677	-	(755,992)	180,097	(575,895)
Depreciation and amortization	(9,335)	(98,761)	(6,705)	(44,362)	(87,275)	(10,141)	-	(256,579)	105,677	(150,902)
Mining and processing costs	(40,918)	(335,200)	(152,657)	(237,866)	(248,466)	2,536	-	(1,012,571)	285,774	(726,797)
Royalties	(1,419)	(24,329)	(19,052)	(8,292)	(13,588)	-	-	(66,680)	15,007	(51,673)
Exploration and corporate expenditure	-	(2,079)	(1,064)	(1,206)	(3,390)	(41,146)	-	(48,885)	3,818	(45,067)
Other (expenses)/income	(4,520)	(9,727)	(12,533)	(2,487)	(1,290)	32,599	-	2,042	7,849	9,891
Finance costs	(399)	(13,428)	(171)	(1,734)	4,839	(3,544)	13,208	(1,229)	(3,182)	(4,411)
Finance income	1	17	3	10	4,108	13,291	(13,208)	4,222	(4,110)	112
Share of profits of equity accounted joint ventures	-	-	-	-	-	-	-	-	77,303	77,303
Profit before income tax	9,942	21,897	132,050	25,678	78,485	3,736	-	271,788	(11,010)	260,778
Income tax expense	(2,982)	(4,013)	(39,615)	(4,342)	(8,028)	(33)	-	(59,013)	11,010	(48,003)
Net profit	6,960	17,884	92,435	21,336	70,457	3,703	-	212,775	-	212,775
Capital expenditure	(2,924)	(192,271)	(3,087)	(18,573)	(123,728)	(4,107)	-	(344,690)	128,652	(216,038)
Total assets	37,370	1,409,986	196,388	472,724	1,517,381	1,620,700	-	5,254,549	(1,517,229)	3,737,320
Total external liabilities	(32,124)	(126,380)	(33,850)	(43,514)	(121,790)	(52,051)	-	(409,709)	167,459	(242,250)

The segmental information in respect of the group's joint ventures is presented using the proportionate consolidation method for a joint venture to reflect the way information is reported to the board. The joint ventures are accounted for using the equity method of accounting under IFRS as a result of holding rights to the net assets of the arrangements as a whole rather than rights to the assets, and obligations for the liabilities, relating to the arrangement.

16. Financial risk management

In the normal course of its operations, the group is exposed to gold price, currency, interest rate, liquidity and credit risks. In order to manage these risks, the group may enter into transactions which make use of on-balance sheet derivatives. The group does not acquire, hold or issue derivatives for trading purposes. The group has developed a risk management process to facilitate, control and monitor these risks. The board has approved and monitors this risk management process, inclusive of documented treasury policies, counterparty limits, controlling and reporting structures.

Controlling risk in the group

The treasury committee is responsible for treasury financial risk management activities within the group. The treasury committee reviews and recommends to the board all treasury counterparties, limits, instruments and any hedge strategies. At least two members of the treasury committee need to be present for a decision to be made, one of whom needs to be an executive director. The group treasury function operates a 3 tier matrix for all counterparties based on two credit ratings per financial institution. This matrix sets out the maximum amount to be invested with each counterparty dependent upon credit ratings, with a minimum A- credit rating requirement, unless otherwise approved by the audit committee. Any deviations to the policy are reported to the audit committee, who may also grant specific dispensations. Approximately 10% of the cash for the group was held with the group's principal bankers at year end with the remainder held with twelve other financial institutions, in line with the treasury policy. The treasury committee is responsible for managing the investment of group funds, currency exposure, liquidity and credit risk. The treasury committee adheres to the treasury risk management policy and counterparty limits and provides regular reports to the board.

The financial risk management objectives of the group are defined as follows:

- Safeguarding the group core earnings stream from its major assets through the effective control and management of gold price risk, foreign exchange risk, interest rate risk and credit risk;
- Effective and efficient usage of credit facilities in both the short and long term through the adoption of reliable liquidity management planning and procedures;
- Ensuring that investment and any hedging transactions are undertaken with creditworthy counterparties; and
- Ensuring that all contracts and agreements related to risk management activities are coordinated consistently throughout the group and comply where necessary with all relevant regulatory and statutory requirements.

The group continues to hold material TVA receivable balances in Mali and in the DRC. While management continue to pursue recovery of the TVA in cash, it is recognized that in practice given the continued absence of payment, the TVA may only be recovered through the tax offset mechanism set out in the establishment conventions in Mali. Management reports the TVA position and movements on a quarterly basis to the audit committee.

Refer to "PART I. Item 3. Key Information. D. Risk Factors" in the Annual Report on Form 20-F for details on the group's risk factors.

Foreign currency and commodity price risk

In the normal course of business, the group enters into transactions denominated in foreign currencies (primarily euro, South African rand and Communauté Financière Africaine franc). As a result, the group is subject to exposure from fluctuations in foreign currency exchange rates. In general, the group does not enter into any material derivatives to manage these currency risks and no significant positions were held in 2017 and 2016. Generally, the group does not hedge its exposure to gold price fluctuation risk and gold was sold at market spot prices in 2017 and 2016. Gold sales are made in US dollars and do not expose the group to any currency fluctuation risk. However, during periods of capital expenditure or loan finance, the company may use forward contracts or options to reduce the exposure to price movements, while maintaining significant exposure to spot prices. These derivatives may establish a fixed price for a portion of future production while the group maintains the ability to benefit from increases in the spot gold price for the majority of future gold production. The group is also exposed to fluctuations in the price of consumables, such as fuel, steel, rubber, cyanide and lime, mainly due to changes in the price of oil, as well as fluctuations in exchange rates.

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Level of exposure of foreign currency risk		
Carrying value of foreign currency balances		
Cash and cash equivalents includes balances denominated in:		
• Communauté Financière Africaine franc (CFA)	676	1,289
• Euro (EUR)	2,170	2,222
• South African rand (ZAR)	1,217	166
• British pound (GBP)	702	277
Trade and other receivables includes balances dominated in:		
• Communauté Financière Africaine franc (CFA)	19,165	6,886
• South African rand (ZAR)	-	89
• Euro (EUR)	7,546	4,806
• British pound (GBP)	46	2
Trade and other payables includes balances dominated in:		
• Communauté Financière Africaine franc (CFA)	(37,067)	(4,525)
• Euro (EUR)	(321)	(486)
• South African rand (ZAR)	(1,296)	(868)
• British pound (GBP)	(742)	(898)

The group's exposure to foreign currency arises where a company holds monetary assets and liabilities denominated in a currency different to the functional currency of the holder of the instrument which is the US dollar. The following table shows the impact of a 10% change in the US dollar on profit and equity arising as a result of the revaluation of the group's foreign currency financial instruments. The TVA balance in Kibali is denominated in CDF and while not a financial instrument under IFRS 7, a movement of 10% in the year end rate would have an effect of \$11.9 million on the receivable shown in the 'Investments in joint ventures' in the consolidated statement of financial position.

	Closing exchange rate	Effect of 10% strengthening of \$ on net earnings and equity \$000
At December 31, 2017		
Euro (EUR)	0.8347	940
Communauté Financière Africaine franc (CFA)	547.53	(1,723)
South African rand (ZAR)	12.36	(8)
British pound (GBP)	0.74	1
At December 31, 2016		
Euro (EUR)	0.9490	654
Communauté Financière Africaine franc (CFA)	623.30	365
South African rand (ZAR)	13.65	(61)
British pound (GBP)	0.81	(62)

The sensitivities are based on financial assets and liabilities held at December 31, where balances were not denominated in the functional currency of the group. The sensitivities do not take into account the group's sales and costs and the results of the sensitivities could change due to other factors such as changes in the value of financial assets and liabilities as a result of non-foreign exchange influenced factors.

Interest rate and liquidity risk

Fluctuations in interest rates impact on the value of short term cash investments and interest payable on financing activities (including long term loans), giving rise to interest rate risk. In the ordinary course of business, the group receives cash from its operations and is required to fund working capital and capital expenditure requirements.

The group generally enters into variable interest bearing borrowings. This cash is managed to ensure surplus funds are invested in a manner to achieve maximum returns while minimizing risks. The group has in the past been able to actively source financing through public offerings, shareholder loans and third party loans.

The company maintains a \$400.0 million unsecured revolving credit facility with HSBC and a syndicate of banks which matures in December 2022 and is at present undrawn. Based on the company's current cash resources and available facilities, projected operating cash flows and capital expenditure, we are confident the company will be able to meet its obligations at the present gold price.

The facility, if drawn, bears interest at LIBOR plus 1.5%, at the lower end of the leverage grid and includes financial covenants in respect of EBIT, EBITDA, net finance charges, tangible net worth, total debt, debt cover and interest cover.

Maturity date	Amount \$000	Effective rate for the year %
Cash and cash equivalents:		
All less than 90 days as from December 31, 2017	719,808	0.9029%

The other financial instruments of the group that are not included in the tables above are non-interest bearing and are therefore not subject to interest rate risk.

Concentration of credit risk

The group's cash balances do not give rise to a concentration of credit risk because it deals with a variety of major financial institutions. Its receivables and loans are regularly monitored and assessed. Receivables are impaired when it is probable that amounts outstanding are not recoverable as set out in the accounting policy note for receivables. Gold bullion, the group's principal product, is produced in Mali and Côte d'Ivoire (and in the case of its joint ventures in DRC and Mali). The gold produced is sold through the largest accredited gold refinery in the world. Credit risk is further managed by regularly reviewing the financial statements of the refinery. The group is further not exposed to significant credit risk on gold sales, as cash is received within a few days of the sale taking place. While not financial assets under IFRS 7, included in receivables is \$114.4 million (2016: \$89.4 million) (refer to note 7) relating to indirect taxes owing to Loulo and Gounkoto by the State of Mali, which are denominated in CFA, which holds some credit risk for the group. The legally binding mining conventions in Mali permit offsetting of other corporate taxes against approved unpaid TVA. A further \$70.2 million (2016: \$64.9 million) is held within the underlying statement of financial position of the equity accounted Kibali joint venture which is considered recoverable given the history of receipts and receipts obtained during the year and absence of significant disputed items, albeit receipts remain slow and uncertainty exists as to the timing of recovery.

Capital risk management

The group's objectives when managing capital are to safeguard its ability to continue as a going concern in order to provide returns for shareholders and benefits for other stakeholders and to maintain an optimal capital structure to reduce the cost of capital. In order to maintain or adjust the capital structure, the group may adjust the amount of dividends paid to shareholders, buyback shares, return capital to shareholders, issue new shares or sell assets to reduce debt. Consistent with others in the industry, the group monitors capital on the basis of the gearing ratio. This ratio is calculated as net debt (net cash) divided by total capital. Net debt is calculated as total borrowings (including borrowings and trade and other payables, as shown in the consolidated statement of financial position) less cash and cash equivalents. Total capital is calculated as equity, as shown in the consolidated statement of financial position, plus net debt (net cash).

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Capital risk management		
Trade and other payables	(149,288)	(127,377)
Less: cash and cash equivalents	719,808	516,301
Net position	570,520	388,924
Total equity	3,992,269	3,751,957
Total capital	3,421,749	3,363,033
Gearing ratio	0%	0%

Maturity analysis

The following table analyses the group's financial liabilities into the relevant maturity groupings based on the remaining period from the statement of financial position to the contractual maturity date. As the amounts disclosed in the table are the contractual undiscounted cash flows, these balances will not necessarily correspond with the amounts disclosed in the statement of financial position.

\$000	Trade and other payables	Borrowings	Other financial liabilities
At December 31, 2017			
Financial liabilities			
Within 1 year on demand	134,662	-	-
Later than 1 year and no later than 5 years	-	-	-
After 5 years	-	-	2,765
Total	134,662	-	2,765
At December 31, 2016			
Financial liabilities			
Within 1 year on demand	106,548	-	-
Later than 1 year and no later than 5 years	-	-	-
After 5 years	-	-	2,765
Total	106,548	-	2,765

17. Fair value of financial instruments

The fair value of a financial instrument is defined as the amount at which the instrument could be exchanged in a current transaction between willing parties other than in a forced or liquidation sale.

There have been no transfers between the levels of fair value hierarchy during the current or prior year. Randgold does not hold any financial instruments that are fair valued using a level 1, 2 or 3 valuation. No material derivative financial instruments currently exist. All other financial instrument carrying values approximate fair value.

Estimation of fair values

Trade and other receivables, trade and other payables, cash and cash equivalents, loans to and from subsidiaries and joint ventures

The carrying amounts are a reasonable estimate of the fair values because of the short maturity of such instruments or their interest bearing nature.

Gold price contracts

The group is fully exposed to the spot gold price on gold sales.

18. Commitments and contingent liabilities

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Capital expenditure contracted for at statement of financial position date but not yet incurred is:		
Property plant and equipment – subsidiaries	17,262	7,019
Commitments of joint ventures (attributable share)		
Kibali	8,599	9,655
Morila	-	37
RAL 1	16,262	-
Total commitments of joint ventures (attributable share)	24,861	9,692
	42,123	16,711

Under the Kibali Joint Venture Agreement (JVA) the obligation of the parties (Randgold Resources (Kibali) Ltd and AngloGold Ashanti Holdings plc) in respect of the future funding (including but not limited to operating costs, capital costs and other costs) of Kibali and/or the Kibali project shall be pro-rata in proportion to their respective percentage interests in Kibali at the time any such future funding is required. In accordance with the Kibali JVA, Kibali will be funded via intercompany loans provided indirectly from Kibali (Jersey) Limited. Kibali declared a dividend of \$60 million to shareholders in 2016. The approved capital expenditure plan for 2018 is \$153.9 million (2017: \$211.1 million) and is expected to be self-funded by operating cash flows.

Operating lease commitments

The lease relates to the oxygen plant at Loulo leased from Maligaz. The duration of the contract is 10 years and the contract is renewable for additional periods of 5 years thereafter. The future aggregate minimum lease payments¹ under operating leases are as follows:

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
No later than 1 year	2,886	2,486
Later than 1 year and no later than 5 years	11,544	9,944
Later than 5 years	8,658	7,458
	23,088	19,888

¹ These payments include payments for non-lease elements in the arrangement.

As discussed more fully in note 3 the group has received claims for various taxes in respect of subsidiaries and joint ventures from the State of Mali totaling \$200.5 million (2016: \$122.7 million). The group considers the material claims to be without merit or foundation.

19. Related party transactions

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Management fee received from Rockwell Diamonds Inc	-	9	37
Net income from Loulo	-	-	-
Net income from Tongon	-	-	-
Net income from Morila	3,764	3,522	14,259
Net income from Goukoto	-	-	-
Net income from Kibali	13,829	43,106	47,555
Net income from RAL 1	778	2,319	3,049
Net income from RAL 2	2,595	405	335

Net income refers to interest, management fees, recharges and dividends.

In terms of the operator agreement with Morila, a management fee calculated as 1% of the total sales of Morila is payable to Randgold (through Mining Investment (Jersey) Ltd). Randgold (through Randgold Resources (Somilo) Ltd) is the operator of the Loulo gold mine, the Tongon gold mine (through Mining Investment (Jersey) Ltd) as well as the Goukoto gold mine (through Randgold Resources (Goukoto) Ltd). Seven Bridges Trading 14 (Pty) Ltd provided administration services to Rockwell Diamonds Inc (Rockwell). Mr DM Bristow is a non-executive director of Rockwell. Refer to note 10 for details of the company's investments in and loans to subsidiaries and joint ventures within the group together with its relevant share of income and expense.

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016
Key management remuneration		
Short term employee benefits	13,009	12,899
Share-based payments	10,831	10,836
Total	23,840	23,735

This includes compensation for two executive directors of the company (2016: 2), 8 non-executive directors (2016: 8) and 22 executive management personnel (2016: 23). Refer to directors' and executives' profiles on "PART I. Item 6. Directors, Senior Management and Employees" in the Annual Report on Form 20-F for detail of their roles and responsibilities.

20. Mining and processing costs and other disclosable items

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Mine production costs	473,909	461,522	498,779
Movement in production inventory and ore stockpiles	(12,095)	13,239	17,109
Depreciation and amortization	182,900	175,343	150,902
Other mining and processing costs	63,125	60,141	60,007
	707,839	710,245	726,797

Other income primarily includes foreign exchange gains and management fees receivable from joint venture partners.
Other expenses primarily include foreign exchange losses.

21. Exploration and corporate expenditure

\$000	Year ended Dec 31, 2017	Year ended Dec 31, 2016	Year ended Dec 31, 2015
Exploration and corporate expenditure comprise:			
Exploration expenditure	27,705	19,609	17,322
Corporate expenditure	20,080	21,593	27,745
	47,785	41,202	45,067

22. Finance income and costs

\$000	Year ended Dec 31, 2017	Year ended Dec 31, 2016	Year ended Dec 31, 2015
Finance income – interest income	5,432	1,553	112
Finance income – net foreign exchange gain on financing activities	586	-	-
Finance income	6,018	1,553	112
Interest expense – borrowings	(1,721)	(1,724)	(1,147)
Finance costs – net foreign exchange loss on financing activities	-	(399)	(1,867)
Unwind of discount on provisions for environmental rehabilitation	(1,386)	(1,070)	(1,397)
Finance costs	(3,107)	(3,193)	(4,411)
Finance income/(costs) – net	2,911	(1,640)	(4,299)
Interest income arises on cash and cash equivalents.			
Interest expenses arise on borrowings measured at amortized cost.			

23. Subsequent events

No significant subsequent events requiring disclosure or adjustment have occurred.

REPORT OF INDEPENDENT REGISTERED PUBLIC ACCOUNTING FIRM

Shareholders and Board of Directors
Kibali (Jersey) Limited, Jersey, Channel Islands

Opinion on the Consolidated Financial Statements

We have audited the accompanying consolidated statements of financial position of Kibali (Jersey) Limited (the Company) and subsidiaries as of 31 December 2017, 2016 and 2015, the related consolidated statements of comprehensive income, changes in equity, and cash flows for each of the three years in the period ended 31 December 2017, and the related notes (collectively referred to as the “consolidated financial statements”). In our opinion, the consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Company and subsidiaries at 31 December 2017, 2016 and 2015, and the results of their operations and their cash flows for each of the three years in the period ended 31 December 2017, in conformity with International Financial Reporting Standards as Issued by the International Accounting Standards Board.

Basis for Opinion

These consolidated financial statements are the responsibility of the Company’s management. Our responsibility is to express an opinion on the Company’s consolidated financial statements based on our audits. We are a public accounting firm registered with the Public Company Accounting Oversight Board (United States) (PCAOB) and are required to be independent with respect to the Company in accordance with the U.S. federal securities laws and the applicable rules and regulations of the Securities and Exchange Commission and the PCAOB.

We conducted our audits in accordance with the standards of the PCAOB. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements are free of material misstatement, whether due to error or fraud. The Company is not required to have, nor were we engaged to perform, an audit of its internal control over financial reporting. As part of our audits we are required to obtain an understanding of internal control over financial reporting but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Company’s internal control over financial reporting. Accordingly, we express no such opinion.

Our audits included performing procedures to assess the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to error or fraud, and performing procedures that respond to those risks. Such procedures included examining, on a test basis, evidence regarding the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. Our audits also included evaluating the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that our audits provide a reasonable basis for our opinion.

/s/ BDO LLP

BDO LLP

We have served as the Company's auditor since 2013.

London, United Kingdom
14 March 2018

**CONSOLIDATED STATEMENTS OF COMPREHENSIVE INCOME
FOR THE YEARS ENDED DECEMBER 31, 2017, 2016 and 2015**

\$000	Note	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
REVENUE				
Gold sales		754,852	709,372	747,272
Other income	3	146	136	1,657
TOTAL INCOME		754,998	709,508	748,929
COSTS AND EXPENSES				
Mining and processing costs	4	698,980	594,722	550,712
Royalties		31,913	32,976	30,196
Exploration and corporate expenditure	5	8,205	6,398	8,248
Other expenses	3	55,031	48,250	3,658
TOTAL COSTS		794,129	682,346	592,814
Finance income	6	4,147	4,735	4,818
Finance costs	6	(5,478)	(5,298)	(5,376)
Finance costs – net		(1,331)	(563)	(558)
Share of profits of equity accounted joint venture	25	113	129	268
(LOSS)/PROFIT BEFORE INCOME TAX		(40,349)	26,728	155,825
Income tax benefit / (expense)	7	54,333	22,962	(17,840)
PROFIT FOR THE YEAR		13,984	49,690	137,985
OTHER COMPREHENSIVE INCOME/(EXPENSE)				
(Loss)/gain on available for sale financial asset		(33)	13	(29)
Recycling of permanent losses on available-for-sale asset		-	-	3,173
TOTAL COMPREHENSIVE INCOME		13,951	49,703	141,129
PROFIT FOR THE YEAR				
Attributable to:				
Owners of the parent		26,341	57,537	135,883
Non-controlling interest		(12,357)	(7,847)	2,102
		13,984	49,690	137,985
TOTAL COMPREHENSIVE INCOME				
Attributable to:				
Owners of the parent		26,308	57,550	139,027
Non-controlling interest		(12,357)	(7,847)	2,102
		13,951	49,703	141,129

The accompanying notes form part of these consolidated financial statements

CONSOLIDATED STATEMENTS OF FINANCIAL POSITION
AS AT DECEMBER 31, 2017, 2016 and 2015

\$000	Note	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
NON-CURRENT ASSETS				
Property, plant and equipment	8	2,107,718	2,068,306	2,012,303
Mineral properties	9	519,117	576,536	634,394
Long term ore stockpiles	12	12,779	43,771	43,162
Investment in equity accounted joint venture	25	255	142	289
Other investments in joint venture	25	25,577	28,830	31,086
Total investment in joint venture	25	25,832	28,972	31,375
Trade and other receivables	11	125,294	87,435	32,788
Deferred tax asset	10	43,237	-	-
TOTAL NON-CURRENT ASSETS		2,833,977	2,805,020	2,754,022
CURRENT ASSETS				
Inventories and ore stockpiles	12	73,231	72,505	78,598
Trade and other receivables	11	92,991	107,025	180,724
Available-for-sale financial asset	13	26	58	45
Cash and cash equivalents		3,288	18,865	21,373
TOTAL CURRENT ASSETS		169,536	198,453	280,740
TOTAL ASSETS		3,003,513	3,003,473	3,034,762
EQUITY AND LIABILITIES				
EQUITY				
Share capital	14	5	5	5
Share premium		2,523,612	2,493,612	2,493,612
Retained earnings		293,821	267,480	269,943
Other reserve		(20)	13	-
Equity attributable to owners of the parent		2,817,418	2,761,110	2,763,560
Non-controlling interest	15	7,420	19,777	27,624
TOTAL EQUITY		2,824,838	2,780,887	2,791,184
NON-CURRENT LIABILITIES				
Loans and borrowings	16	41,210	46,929	51,747
Deferred tax liabilities	10	-	11,096	41,926
Provision for rehabilitation	17	23,244	21,163	15,533
TOTAL NON-CURRENT LIABILITIES		64,454	79,188	109,206
CURRENT LIABILITIES				
Loans and borrowings	16	7,596	10,285	9,808
Trade and other payables	18	104,633	131,859	117,083
Current tax payable		1,992	1,254	7,481
TOTAL CURRENT LIABILITIES		114,221	143,398	134,372
TOTAL EQUITY AND LIABILITIES		3,003,513	3,003,473	3,034,762

The accompanying notes form part of these consolidated financial statements

**CONSOLIDATED STATEMENTS OF CHANGES IN EQUITY
FOR THE YEARS ENDED DECEMBER 31, 2017, 2016 and 2015**

\$000	Share Capital	Share Premium	Retained earnings	Other Reserves	Total equity Attributable to owners of the parent	Non- Controlling Interest	Total Equity
Balance at January 1, 2015	5	2,493,612	204,060	(3,144)	2,694,533	25,522	2,720,055
Fair value movement on available-for-sale financial asset	-	-	-	(29)	(29)	-	(29)
Recycling of permanent losses on available-for-sale asset	-	-	-	3,173	3,173	-	3,173
<i>Total other comprehensive income</i>	-	-	-	3,144	3,144	-	3,144
Net profit for the year	-	-	135,883	-	135,883	2,102	137,985
<i>Total comprehensive income</i>	-	-	135,883	3,144	139,027	2,102	141,129
Dividends	-	-	(70,000)	-	(70,000)	-	(70,000)
Balance at December 31, 2015	5	2,493,612	269,943	-	2,763,560	27,624	2,791,184
Balance at January 1, 2016	5	2,493,612	269,943	-	2,763,560	27,624	2,791,184
Fair value movement on available-for-sale financial asset	-	-	-	13	13	-	13
<i>Total other comprehensive income</i>	-	-	-	13	13	-	13
Net profit/(loss) for the year	-	-	57,537	-	57,537	(7,847)	49,690
<i>Total comprehensive income/(expense)</i>	-	-	57,537	13	57,550	(7,847)	49,703
Dividends	-	-	(60,000)	-	(60,000)	-	(60,000)
Balance at December 31, 2016	5	2,493,612	267,480	13	2,761,110	19,777	2,780,887
Balance at January 1, 2017	5	2,493,612	267,480	13	2,761,110	19,777	2,780,887
Fair value movement on available-for-sale financial asset	-	-	-	(33)	(33)	-	(33)
<i>Total other comprehensive expense</i>	-	-	-	(33)	(33)	-	(33)
Net profit/(loss) for the year	-	-	26,341	-	26,341	(12,357)	13,984
<i>Total comprehensive income/(expense)</i>	-	-	26,341	(33)	26,308	(12,357)	13,951
Shares issued (note 14)	-	30,000	-	-	30,000	-	30,000
Balance at December 31, 2017	5	2,523,612	293,821	(20)	2,817,418	7,420	2,824,838

SHARE CAPITAL

The share capital comprises the issued ordinary shares of the Company at par.

SHARE PREMIUM

The share premium comprises the excess value recognized from the issue of ordinary shares at par.

RETAINED EARNINGS

Retained earnings comprises the group's cumulative accounting profits and losses since inception less dividends.

OTHER RESERVES

Other reserves comprises the group's cumulative fair value movement on the available-for sale financial asset since inception in Kilo Goldmines Limited less amounts reclassified to profit and loss.

NON-CONTROLLING INTEREST

The non-controlling interest represents the total carrying value of the 10% interest Société Minière de Kilo- Moto SA UNISARL (SOKIMO) has in Kibali Goldmines SA (Kibali), which is a subsidiary of Kibali (Jersey) Limited.

The accompanying notes form part of these consolidated financial statements

CONSOLIDATED STATEMENTS OF CASH FLOWS
FOR THE YEARS ENDED DECEMBER 31, 2017, 2016 and 2015

\$000	Note	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES				
Cash generated by operations	23	225,429	272,950	369,658
Interest received		2,701	3,400	3,591
Finance cost paid		(4,856)	(4,637)	(4,198)
Dividends received from equity accounted joint venture	25	-	276	-
Income tax paid		(1,796)	(8,973)	(13,148)
Net cash flows generated by operating activities		221,478	263,016	355,903
CASH FLOWS RELATED TO INVESTING ACTIVITIES				
Additions of property, plant and equipment	8	(256,208)	(213,570)	(286,905)
Repayment of loan from equity accounted joint venture		3,170	2,555	423
Net cash outflows used in investing activities		(253,038)	(211,015)	(286,482)
CASH FLOWS RELATING TO FINANCING ACTIVITIES				
Proceeds from issue of ordinary shares	14	30,000	-	-
Payment of dividends		(8,000)	(52,000)	(70,000)
Decrease in loans and borrowings		(7,228)	(6,714)	(6,302)
Net cash inflows/(outflows) provided by financing activities		14,772	(58,714)	(76,302)
Net decrease in cash and cash equivalents		(16,788)	(6,713)	(6,881)
Cash and cash equivalents at the beginning of the year		7,314	14,027	20,908
Cash and cash equivalents at the end of the year		(9,474)	7,314	14,027

Cash and cash equivalents include the following for the purpose of the consolidated statement of cash flow:

Cash and cash equivalents		3,288	18,865	21,373
Bank overdrafts	18	(12,762)	(11,551)	(7,346)
Cash and cash equivalents		(9,474)	7,314	14,027

Bank overdrafts are classified as cash and cash equivalents as they form an integral part of cash management and fluctuate from positive to overdrawn.

The accompanying notes form part of these consolidated financial statements.

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The principal accounting policies applied in the preparation of these consolidated financial statements are set out below. These policies have been consistently applied to all the years presented, unless otherwise stated.

BASIS OF PREPARATION

The consolidated financial statements of Kibali (Jersey) Limited and its subsidiaries and joint venture have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards and Interpretations (collectively (IFRS)) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost convention, as modified by the revaluation of available-for-sale financial assets. The preparation of financial statements in conformity with IFRS requires the use of certain critical accounting estimates. It also requires management to exercise its judgment in the process of applying the group's accounting policies. The areas involving a high degree of judgment or complexity, or areas where assumptions and estimates are significant to the consolidated financial statements are disclosed in note 2.

After reviewing the group's budget for the next financial year, and other longer term plans, the directors are satisfied, at the time of approving the financial statements, it is appropriate to adopt the going concern basis in preparing the financial statements. The directors have no reason to believe that the group will not be a going concern for at least the next 12 months based on forecasts and available cash resources and available facilities.

NEW STANDARDS AND INTERPRETATIONS APPLIED

The IASB has issued the following new standards, amendments to published standards and interpretations to existing standards with effective dates on or prior to January 1, 2017 which have been adopted by the group for the first time this year. These have not had a material impact.

		Effective period commencing on or after
IAS 12	Amendments – Recognition of deferred tax assets for unrealized losses	January 1, 2017
IAS 7	Amendments – Disclosure initiative	January 1, 2017
	Annual improvements to IFRSs (2014 – 2016 cycle)	January 1, 2017

STANDARDS EFFECTIVE IN FUTURE PERIOD

Certain new standards, amendments and interpretations to existing standards have been published that are relevant to the group's activities and are mandatory for the group's accounting periods beginning after January 1, 2018 or later periods and which the group has decided not to adopt early. These include:

		Effective period commencing on or after
IFRS 9	Financial instruments	January 1, 2018
IFRS 15	Revenue from contracts with customers	January 1, 2018
IFRS 16	Leases	January 1, 2019
	Clarifications to IFRS 15 revenue from Contracts with Customers	January 1, 2018
IFRIC 22	Foreign Currency Transactions and Advance Consideration	January 1, 2018
IFRIC 23	Uncertainty over Income Tax Treatments	January 1, 2019
IAS 28	Amendments – Long-term interests in Associates and Joint Ventures	January 1, 2019
	Annual Improvements to IFRSs (2015-2017 Cycle)	January 1, 2019

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

IFRS 15 is intended to introduce a single framework for revenue recognition and clarify principles of revenue recognition. This standard modifies the determination of when to recognize revenue and how much revenue to recognize. The core principle is that an entity recognizes revenue to depict the transfer of promised goods and services to the customer of an amount that reflects the consideration to which the entity expects to be entitled in exchange for those goods or services. Management have completed an assessment of the existing gold sale contract and, based on the analysis performed, do not anticipate any material impact to the recognition of revenue upon adoption of this standard based on the existing arrangements at their operations.

IFRS 16 introduces a single lease accounting model. This standard requires lessees to account for all leases under a single on-balance sheet model. Under the new standard, a lessee is required to recognize all lease assets and liabilities on the balance sheet; recognize amortization of leased assets and interest on lease liabilities over the lease term; and separately present the principal amount of cash paid and interest in the cash flow statement. The requirements of IFRS 16 extend to certain service contracts, such as mining contractors in which the contractor provides services and the use of assets, which may impact the group. Accordingly, the group have initiated a review of relevant contracts to complete an impact assessment in 2018.

IFRS 9 “Financial instruments” addresses the classification and measurement of financial assets and financial liabilities. The complete version of IFRS 9 was issued in July 2014. It replaces the guidance in IAS 39 that relates to the classification and measurement of financial instruments. IFRS 9 retains but simplifies the mixed measurement model and establishes three primary measurement categories for financial assets: amortized cost, fair value through other comprehensive income (OCI) and fair value through profit or loss. The basis of classification depends on the entity’s business model and the contractual cash flow characteristics of the financial asset. Investments in equity instruments are required to be measured at fair value through profit or loss with the irrevocable option at inception to present changes in fair value in OCI. There is now a new expected credit loss model that replaces the incurred loss impairment model used in IAS 39 and will apply to loans to joint ventures although the impact is not expected to be material. It is noted that value added tax (TVA) receivables are outside the scope of this standard. For financial liabilities there were no significant changes to classification and measurement except for the recognition of changes in credit risk in other comprehensive income, for liabilities designated at fair value through profit or loss. Contemporaneous documentation is still required but is different to that currently prepared under IAS 39.

CONSOLIDATION

The consolidated financial information includes the financial statements of the Company, its subsidiaries and the Company’s equity accounted joint ventures using uniform accounting policies for similar transactions and other events in similar circumstances.

SUBSIDIARIES

Subsidiaries are entities over which the group has power, exposure, or rights, to variable returns from its involvement and the ability to use its power over the investee to affect the amount of the group's returns; generally accompanying an interest of more than one-half of the voting rights.

Subsidiaries are fully consolidated from the date on which control is transferred to the group. They are deconsolidated from the date that control ceases. The purchase method of accounting is used to account for the acquisition of subsidiaries by the group. The cost of an acquisition is measured at the fair value of the assets given, equity instruments issued and liabilities incurred or assumed at the date of exchange. Acquisition costs are expensed. Identifiable assets acquired (including mineral property interests or other identifiable intangible assets) and liabilities and contingent liabilities assumed in a business combination are measured initially at their fair values at the acquisition date, irrespective of the extent of any non-controlling interest. The excess of the cost of acquisition over the fair value of the group’s share of the identifiable net assets acquired is recorded as goodwill. If the cost of acquisition is less than the fair value of the net assets of the subsidiary acquired, the difference is recognized directly in the statement of comprehensive income.

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

Intercompany transactions, balances and unrealized gains on transactions between group companies are eliminated. Unrealized losses are also eliminated unless the transaction provides evidence of an impairment of the asset transferred. Accounting policies of subsidiaries have been changed where necessary to ensure consistency with the policies adopted by the group.

JOINT VENTURES

The group holds interests in one joint venture. In a joint venture the parties that have joint control of the arrangement (the joint venturer) have a right to the net assets of the arrangement. This right is accounted for in the consolidated financial statements using the equity method. Joint control is considered to exist when there is contractual joint control; control being the power to govern the financial and operating policies of an entity so as to obtain benefits from the activities and the ability to use its power over the investee to affect the amounts of the group's returns by the joint venturers.

Acquisitions

Except for initial recognition under IFRS 11 transition rules, further investments in additional joint ventures are initially recognized at cost. The cost of an acquisition is measured at the fair value of the assets given, equity instruments issued or liabilities incurred or assumed at the date of exchange, plus costs directly attributable to the acquisition. Goodwill on associated companies and joint ventures represents the excess of the cost of acquisition of the associate or joint venture over the group's share of the fair value of the identifiable net assets of the associate or joint venture and is included in the carrying amount of the investment.

Joint ventures are accounted for using the equity method of accounting. In applying the equity method of accounting, the group's share of its joint ventures' post-acquisition profits or losses are recognized in profit or loss and its share of post-acquisition other comprehensive income is recognized in other comprehensive income. These post-acquisition movements and distributions received from the joint venture companies are adjusted against the carrying amount of the investments. When the group's share of losses in a joint venture company equals or exceeds its interest in the joint venture company, including any other unsecured non-current receivables, the group does not recognize further losses, unless it has obligations to make or has made payments on behalf of the joint venture company. Unrealized gains on transactions between the group and its joint venture companies are eliminated to the extent of the group's interest in the joint venture companies. Unrealized losses are also eliminated unless the transaction provides evidence of an impairment of the asset transferred. Trading receivables and payables with joint ventures are classified within trade and other receivables and payables. The accounting policies of joint venture companies have been changed where necessary to ensure consistency with the accounting policies adopted by the group.

Dividends received are classified as operating cash flows in the consolidated cash flow statement.

The carrying value of the investment in joint venture is compared to the recoverable amounts whenever circumstances indicate that the net book value may not be recoverable. An impairment is recognized in the profit or loss to the extent that the carrying value exceeds the recoverable amount.

SEGMENTAL REPORTING

An operating segment is a group of assets and operations engaged in performing mining or advanced exploration that are subject to risks and returns that are different from those of other segments. Other parts of the business are aggregated and treated as part of a 'corporate and exploration' segment. The group provides segmental information using the same categories of information which the group's chief operating decision maker utilizes. The group's chief operating decision maker is considered by management to be the board of directors.

The group has only one business segment, being that of gold mining. Segment analysis is based on the mining operations and exploration projects that have a significant amount of capitalized expenditure or other fixed assets.

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

FOREIGN CURRENCY TRANSLATION

Functional and presentation currency

Items included in the financial statements of each of the group's entities are measured using the currency of the primary economic environment in which the entity operates (the functional currency). The consolidated financial statements are presented in US dollars, which is also the functional currency of the Company and its significant subsidiaries and joint ventures.

Transactions and balances

Foreign currency transactions are translated into the relevant functional currency using the exchange rates prevailing at the date of the transactions. Foreign exchange gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the translation at year end exchange rates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the statement of comprehensive income in other income and other expenses.

INTANGIBLE ASSETS

Mineral properties

Mineral properties acquired are recognized at fair value at the acquisition date. Mineral properties are recognized at fair value if acquired as part of a business combination, whereas they are recognized at cost if acquired as an asset. Mineral properties are tested annually for impairment on the same basis that property, plant and equipment are when there is an indication of impairment. Mineral properties are amortized on units of production basis from the point at which the mine commences production (refer to 'depreciation and amortization' policy below).

PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

Long-lived assets and mine development costs

Long-lived assets including development costs and mine plant facilities (such as metallurgical plant, tailings and raw water dams, power plant and mine infrastructure) are initially recorded at cost. Development of ore bodies includes the development cost of shaft systems and waste rock removal that allows access to reserves that are economically recoverable in the future. Cost associated with underground development are capitalized when the works provide access to the ore body, whereas costs associated with ore extraction from operating ore body sections are treated as operating costs. Where relevant the estimated cost of dismantling the asset and remediating the site is included in the cost of property, plant and equipment, subsequently they are measured at cost less accumulated amortization and impairment.

Development costs consist primarily of direct expenditure incurred to establish or expand productive capacity.

Costs are capitalized during the construction of a new mine until commercial levels of production are achieved (refer to 'commercial production' below), after which the relevant costs are amortized. Costs are capitalized provided that the project is considered to be commercially, technically and economically viable. Such viability is deemed to be achieved when the group is confident that the project will provide a satisfactory return relative to its perceived risks and is sufficiently certain of economic production. Costs which are necessarily incurred while commissioning new assets, in the period before they are capable of operating in the manner intended by management, are capitalized under 'Long-lived assets and mine development costs'.

Development costs incurred after the commencement of production are capitalized to the extent they are expected to give rise to a future economic benefit.

Commercial production

When a mine construction project is substantially complete and ready for its intended use the asset moves into the production stage, the capitalization of certain mine construction costs ceases and subsequent costs are either regarded as inventory or expensed, except for capitalizable costs related to subsequent mining asset additions or improvements, underground mine development or ore reserve development.

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

The commissioning of an underground mine typically occurs in phases, with sections brought into production while deeper levels remain under construction. The shared infrastructures, such as declines of shafts, are assessed to determine whether they contribute to the production areas. Where they contribute to production, the attributable costs are transferred to production assets and start to be depreciated. The costs transferred comprise costs directly attributable to producing zones or, where applicable, estimates of the portion of shared infrastructure that are attributed to the producing zones.

Development expenditure approval

Development activities commence after project sanctioning by the appropriate level of management. Judgment is applied by management in determining when a project has reached a stage at which economically recoverable reserves exists such that development may be sanctioned. In exercising this judgment, management is required to make certain estimates and assumptions similar to those described below for capitalized exploration and evaluation expenditure. Any such estimates and assumptions may change as new information becomes available.

Stripping costs

In surface mining operations, the group may find it necessary to remove waste materials to gain access to mineral ore deposits prior to and after production commences. This waste removal activity is known as 'stripping'. Prior to production commencing from a pit, stripping costs are measured internally and capitalized until the point where the overburden has been removed and access to the ore commences. Subsequent to production, waste stripping continues, either as part of ore extraction as a run of mine activity or due to strategic decisions such as pit push-back campaigns. There are two benefits accruing to the group from stripping activity during the production phase: usable ore that can be used to produce inventory and improved access to further quantities of material that will be mined in future periods. Economic ore extracted during this period and subsequently is accounted for as inventory. The production stripping costs relating to improved access to further quantities in future periods are capitalized as a stripping activity asset, if and only if, all of the following are met:

- it is probable that the future economic benefit (improved access to the ore body) associated with the stripping activity will flow to the group;
- the group can identify the component of the ore body for which access has been improved; and
- the costs relating to the stripping activity associated with that component or components can be measured reliably.

In determining the relevant component of the ore body for which access is improved, the group componentizes its mine into geographically distinct ore body sections or phases to which the stripping activities being undertaken within that component are allocated. Such phases are determined based on assessment of factors such as geology and mine planning.

Once determined that any portion of the production stripping costs should be capitalized, the group typically uses the average stripping ratio of the component or phase of the mine to which the production stripping cost related to determine the amount of the production stripping costs that should be capitalized, unless the direct costs of stripping activity can be separately identified in which case such costs are capitalized.

The group depreciates the deferred costs capitalized as stripping assets on a unit of production method, with reference to the ex-pit ore production from the relevant ore body component or phase.

Short-lived assets

Short-lived assets including non-mining assets are shown at cost less accumulated depreciation and impairment.

Depreciation and amortization

Long-lived assets include mining properties, such as metallurgical plant, tailings and raw water dams, power plant and mine infrastructure, as well as mine development costs and are depreciated on a unit of production basis.

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

Depreciation and amortization are charged over the life of the mine (or over the remaining useful life of the asset, if shorter) based on estimated ore tonnes contained in proven and probable reserves to be extracted using the relevant asset, to reduce the cost to estimated residual values. No future capital expenditure is included in the depreciable value. Proven and probable ore reserves reflect estimated quantities of economically recoverable reserves, which can be recovered in the future from known mineral deposits. Only proven and probable reserves are used in the tonnes milled units of production depreciation calculation. Any changes to the expected life of the mine (or asset) are applied prospectively in calculating depreciation and amortization charges.

Depreciation of construction and development costs commences when commercial production is achieved, as detailed above. Underground development costs that are attributable to the commissioned sections of an underground mine are depreciated from the date the development provides access to operational areas and ore extraction begins from those areas. Other assets under construction, such as plant improvement projects, are depreciated from the date they are commissioned, based on assessment by the group's engineers.

Short-lived assets which include motor vehicles, office equipment and computer equipment are depreciated over estimated useful lives of between two to five years but limited to the remaining mine life. Residual values and useful lives are reviewed, and adjusted if appropriate, at each statement of financial position date. Changes to the estimated residual values or useful lives are accounted for prospectively. Depreciation starts when the assets are ready and available for use.

Impairment

The carrying amount of the property, plant and equipment of the group is compared to the recoverable amount of the assets whenever events or changes in circumstances indicate that the net book value may not be recoverable. The recoverable amount is the higher of value in use and the fair value less cost to sell. In assessing the value in use, the expected future cash flows from the assets is determined by applying a discount rate to the anticipated risk adjusted future cash flows. The discount rate used is derived from the group's weighted average cost of capital adjusted for asset specific factors as applicable. An impairment is recognized in the profit or loss to the extent that the carrying amount exceeds the assets' recoverable amount. Only proven and probable reserves are used in the calculations and the models use the approved mine plan and exclude capital expenditure which enhance the assets or extractable ore tonnes outside of such approved mine plan. The revised carrying amounts are depreciated in line with group accounting policies.

A previously recognized impairment loss is reversed if the recoverable amount increases as a result of a reversal of the conditions that originally resulted in the impairment. This reversal is recognized in the profit or loss and is limited to the carrying amount that would have been determined, net of depreciation, had no impairment loss been recognized in prior years.

Assets are grouped at the lowest levels for which there are separately identifiable cash flows (cash-generating units) for purposes of assessing impairment. The estimates of future discounted cash flows are subject to risks and uncertainties including the future gold price. It is therefore reasonably possible that changes could occur which may affect the recoverability of property, plant and equipment.

INVENTORIES

Inventories include ore stockpiles, gold in process and doré, and supplies and spares and are stated at the lower of cost or net realizable value. The cost of ore stockpiles and gold produced is determined principally by the weighted average cost method using related production costs.

Costs of stockpiles include costs incurred up to the point of stockpiling, such as mining and grade control costs, but exclude future costs of production. Ore extracted is allocated to separate stockpiles based on estimated grade, with grades below defined cut-off levels treated as waste and expensed. While held in physically separate stockpiles, the group blends the ore from each stockpile when feeding the processing plant to achieve the resultant gold content. In such circumstances, lower and higher grade ore stockpiles each represent a raw material, used in conjunction with each other, to deliver overall gold production, as supported by the relevant feed plan. Kibali's high and medium grade ore stockpile is above 1.53g/t with a marginal ore cut-off grade of 0.99 g/t.

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

The processing of ore in stockpiles occurs in accordance with the Life of Mine (LOM) processing plan that has been optimized based on the known mineral reserves, current plant capacity and mine design. Ore tonnes contained in the stockpile which are to be milled as per the mine plan over the period beyond the next twelve months, are classified as non-current in the statement of financial position.

Net realizable value of ore stockpiles is determined with reference to estimated contained gold and market gold prices applicable. Ore stockpiles which are blended together or with future ore mined when fed to the plant are assessed as an input to the gold production process to ensure the combined stockpiles are carried at the lower of cost and net realizable value. Ore stockpiles which are not planned to be blended in production are assessed separately to ensure they are carried at the lower of cost and net realizable value, although no such stockpiles are currently held.

Costs of gold inventories include all costs incurred up until production of an ounce of gold such as milling costs, mining costs and directly attributable mine general and administration costs but exclude transport costs, refining costs and royalties. Net realizable value is determined with reference to estimated contained gold and market gold prices.

Stores and materials consist of consumable stores and are valued at weighted average cost after appropriate impairment of redundant and slow moving items. Consumable stock for which the group has substantially all the risks and rewards of ownership are brought onto the statement of financial position as current assets.

INTEREST/BORROWING COSTS

Interest is recognized on a time proportion basis, taking into account the principal outstanding and the effective rate over the period to maturity. Borrowing cost is expensed as incurred except to the extent that it relates directly to the construction of property, plant and equipment during the time that is required to complete and prepare the asset for its intended use, when it is capitalized as part of property, plant and equipment. Borrowing costs are capitalized as part of the cost of the asset where it is probable that the asset will result in economic benefit and where the borrowing cost can be measured reliably. No interest or borrowing costs have been capitalized during the year or during the prior year.

ROYALTIES

Royalty arrangements based on mineral production are in place at each operating mine. The primary type of royalty is a net smelter return royalty. Under this type of royalty the group pays the holder an amount calculated as the royalty percentage multiplied by the value of gold production at market gold prices less selling costs. A royalty expense is recorded when revenue from the sale of gold is recognized.

FINANCIAL INSTRUMENTS

Financial instruments are measured as set out below. Financial instruments carried on the statement of financial position include cash and cash equivalents, trade and other receivables, trade and other payables, available for sale financial assets, loans to joint ventures and loans to minorities.

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are carried in the statement of financial position at cost. For the purpose of the cash flow statement, cash and cash equivalents comprise cash on hand, deposits held at call with banks, other short term highly liquid investments with a maturity of three months or less at the date of purchase and bank overdrafts. In the statement of financial position, bank overdrafts are included in borrowings in current liabilities.

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

Trade and other receivables

Trade and other receivables are recognized initially at fair value. There is a rebuttable presumption that the transaction price is fair value unless this could be refuted by reference to market indicators. Subsequently, trade and other receivables are measured at amortized cost using the effective interest method, less provision for impairment. A provision for impairment of trade receivables is established when there is objective evidence that the Company will not be able to collect all amounts due according to the original terms of receivables.

Significant financial difficulties of the debtor, probability that the debtor will enter bankruptcy or financial reorganization, and default or delinquency in payments are considered indicators that the trade receivable may be impaired. The amount of the provision is the difference between the asset's carrying amount and the present value of estimated future cash flows, discounted at the effective interest rate.

Value added tax (TVA)

TVA receivables are recognized initially at cost. Subsequently, TVA receivables are measured at amortized cost using the effective interest method, less provision for impairment.

The group assesses at each reporting period whether there is an indication that these receivables may be impaired taking into account the risk of non-collectability and timing of receipt.

Available-for-sale financial assets

Available-for-sale financial assets are non-derivatives that are either designated in this category or not classified in any of the other categories. Available-for-sale financial assets are designated on acquisition. They are normally included in current assets and are carried at fair value. Where a decline in the fair value of an available-for-sale financial asset constitutes objective evidence of impairment, the amount of the loss is recognized in the statement of comprehensive income within other expenses, other movements in fair value are recognized in other reserves within other comprehensive income.

Loans and borrowings (including bank borrowings when applicable, loans from joint venture partners and related companies and finance leases)

Borrowings are recognized initially at fair value, net of transaction costs incurred. Borrowings are subsequently stated at amortized cost; any difference between the proceeds (net of transaction costs) and the redemption value is recognized in the statement of comprehensive income over the period of the borrowings using the effective interest method. Borrowings are classified as current liabilities unless the Company has an unconditional right to defer settlement of the liability for at least 12 months after the statement of financial position date.

Trade and other payables

Accounts payable and other short term monetary liabilities, are initially recognized at fair value, which equates to the transaction price, and subsequently carried at amortized cost using the effective interest method.

REHABILITATION COSTS

The net present value of estimated future rehabilitation costs is provided for in the financial statements and capitalized within property, plant and equipment on initial recognition. Rehabilitation will generally occur on closure or after closure of a mine. Initial recognition is at the time of the construction or disturbance occurring and thereafter as and when additional construction or disturbances take place. The estimates are reviewed annually to take into account the effects of inflation and changes in estimated risk adjusted rehabilitation works cost and are discounted using rates that reflect the time value of money.

Annual increases in the provision due to the unwinding of the discount are recognized in the statement of comprehensive income as a finance cost. The present value of additional disturbances and changes in the estimate of the rehabilitation liability are recorded to mining assets against an increase/decrease in the rehabilitation provision. The rehabilitation asset is amortized as noted previously. Rehabilitation projects undertaken, included in the estimates, are charged to the provision as incurred. Environmental liabilities, other than rehabilitation costs, which relate to liabilities arising from specific events, are expensed when they are known, probable and may be reasonably estimated.

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

PROVISIONS

Provisions are recognized when the Company has a present legal or constructive obligation as a result of past events where it is probable that an outflow of resources embodying economic benefits will be required to settle the obligation, and a reliable estimate of the amount of the obligation can be made.

CURRENT TAX

Current tax is the tax expected to be payable on the taxable income for the year calculated using rates (and laws) that have been enacted or substantively enacted by the reporting date. It includes adjustments for tax expected to be payable or recoverable in respect of previous periods.

DEFERRED TAXATION

Deferred tax is provided in full, using the liability method, on temporary differences arising between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the consolidated financial statements. However, if the temporary difference arises from initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither accounting nor taxable profit nor loss, it is not recognized. Deferred tax is determined using tax rates (and laws) that have been enacted or substantively enacted by the statement of financial position date and are expected to apply when the temporary differences reverses. Deferred tax assets are recognized to the extent that it is probable that future taxable profit will be available against which the temporary differences can be utilized. Deferred tax is provided on temporary differences arising on investments in subsidiaries and joint ventures, except where the timing of the reversal of the temporary difference is controlled by the group and it is probable that the temporary difference will not reverse in the foreseeable future.

SHARE CAPITAL

Ordinary shares are classified as equity. Incremental costs directly attributable to the issue of new shares or options are shown in equity as a deduction from the proceeds.

CONTINGENT LIABILITIES

The group discloses contingent liabilities when possible obligations exist as a result of past events, unless the possible outflows of economic benefits are considered remote. By their nature, contingencies will often only be resolved when one or more future events occur or fail to occur. The assessment of such contingencies inherently involves the exercise of significant judgment and estimates of the outcome of future events. In certain circumstances, to provide transparency, the group voluntarily elects to disclose information regarding claims for which any outflow of economic benefit is considered remote.

LEASES

As lessee

Determining whether an arrangement is, or contains, a lease is based on the substance of the arrangement and requires an assessment of whether fulfillment of the arrangement is dependent on the use of a specific asset or assets and whether the arrangement conveys a right to use the asset. Leases of plant and equipment where the Company assumes a significant portion of risks and rewards of ownership are classified as a finance lease. Finance leases are capitalized at the estimated present value of the underlying lease payments. Each lease payment is allocated between the liability and the finance charges to achieve a constant rate on the finance balance outstanding. The interest portion of the finance payment is charged to the statement of comprehensive income over the lease period. The plant and equipment acquired under the finance lease are depreciated over the useful lives of the assets, or over the lease term if shorter. Leases in which a significant portion of the risks and rewards of ownership are retained by the lessor are classified as operating leases.

Payments made under operating leases are charged to the statement of comprehensive income on a straight-line basis over the period of the lease.

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

As lessor

Leases in which a significant portion of the risks and rewards of ownership are retained by the lessor are classified as operating leases. Lease income under operating leases is recognized to the statement of comprehensive income on a straight-line basis over the period of the lease.

Where a significant portion of the risks and rewards of ownership are transferred the group is required to account as though it were acting as a lessor in a finance lease. Hire purchase loans disclosed under receivables represent outstanding amounts due under finance lease arrangements less finance charges allocated to future periods.

REVENUE RECOGNITION

The group enters into contracts for the sale of gold. Revenue arising from gold sales under these contracts is recognized when the price is determinable, the product has been delivered in accordance with the terms of the contract, the significant risks and rewards of ownership have been transferred to the customer and collection of the sales price is reasonably assured. These criteria are met when the gold leaves the mines smelt house.

As sales from gold contracts are subject to customer survey adjustment, sales are initially recorded on a provisional basis using the group's best estimate of the contained metal. Subsequent adjustments are recorded in revenue to take into account final assay and weight certificates from the refinery, if different from the initial certificates. The differences between the estimated and actual contained gold have historically not been significant.

EXPLORATION AND EVALUATION COSTS

The group expenses all exploration and evaluation expenditures until the directors conclude that a future economic benefit is more likely than not of being realized, i.e. 'probable'. While the criteria for concluding that expenditure should be capitalized is always probable, the information that the directors use to make that determination depends on the level of exploration.

Exploration and evaluation expenditure on brownfield sites, being those adjacent to mineral deposits which are already being mined or developed, is expensed as incurred until the directors are able to demonstrate that future economic benefits are probable through the completion of a suitable technical and financial study that demonstrates the viability of the project, after which the expenditure is capitalized as a mine development cost. The technical and financial study consists of a comprehensive study of the viability of a mineral project that has advanced to a stage where the mining method, in the case of underground mining, or the pit configuration, in the case of an open pit, has been established, and which, if an effective method of mineral processing has been determined, includes a financial analysis based on reasonable assumptions of technical, engineering, operating economic factors and the evaluation of other relevant factors. The study, when combined with existing knowledge of the mineral property that is adjacent to mineral deposits that are already being mined or developed, allow the directors to conclude that it is more likely than not that the group will obtain future economic benefit from the expenditures.

Exploration and evaluation expenditure on greenfield sites, being those where the group does not have any mineral deposits which are already being mined or developed, is expensed until such time as the directors have sufficient information to determine that future economic benefits are probable, after which the expenditure is capitalized as a mine development cost. The information required by directors is typically a final feasibility study however a technical and financial study may be deemed to be sufficient where the additional work required to prepare a final feasibility study is not significant or the work done at the technical and financial study level clearly demonstrates an economic asset. Exploration and evaluation expenditure relating to extensions of mineral deposits which are already being mined or developed, including expenditure on the definition of mineralization of such mineral deposits, is capitalized as a mine development cost following the completion of an economic evaluation. This economic evaluation is distinguished from a technical and financial study in that some of the information that would normally be determined from first principles is instead obtained from the existing mine or development. This information when combined with existing knowledge of the mineral property already being mined or developed allow the directors to conclude that more likely than not the Company will obtain future economic benefit from the expenditures. Costs relating to property acquisitions are capitalized within development costs.

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (CONTINUED)

DIVIDEND DISTRIBUTION

Dividend distribution to the Company's shareholders is recognized as a liability in the group's financial statements in the period in which the dividends are approved by the board of directors and declared to shareholders.

2. KEY ACCOUNTING ESTIMATES AND JUDGMENTS

Some of the accounting policies require the application of significant judgment by management in selecting the appropriate assumptions for calculating financial estimates or determining the appropriate accounting treatment for a transaction.

By their nature, these judgments are subject to an inherent degree of uncertainty and are based on historical experience, terms of existing contracts, management's view on trends in the gold mining industry and information from outside sources.

The estimates and assumptions that have a significant risk of causing a material adjustment to the carrying amounts of assets and liabilities are discussed below:

VALUE ADDED TAX (TVA)

Included in trade and other receivables (refer to note 11) is a recoverable TVA balance (including recoverable TVA on fuel duty and after discounting provisions) of \$134.5 million (2016: \$131.2 million) (2015: \$137.4 million) owing by the fiscal authorities in the Democratic Republic of Congo (DRC).

The group continues to seek recovery of TVA in the DRC, in line with the mining code and the carrying value of the receivable has been assessed considering factors such as the level of receipts in the period and to date, relationships and communications with government officials and the tax authority and the limited quantum of disputed submissions. Judgments exist in assessing recovery of these receivables. While the TVA balance is considered collectible uncertainty exists regarding the timing of receipt. Accordingly the receivable has been discounted by \$17.9 million (2016: \$7.8 million) (2015: Nil) which required estimates as to the timing of future receipts based on historical trends and the applicable discount rate thereon. A discount rate of 8.5% has been applied to the expected cash receipts and 2% applied to the amounts forecasted to be recovered through offsetting. Management have assumed a recoverable period of 48 months with a reduced level of receipts in the next 12 months. The increase in provision reflects an increase in the discount rate to reflect assessed risk and an extension in the recovery period from 18 months to 48 months. A 1% change in the discount rate would increase the provision by \$1.1 million. A one year delay to recovery would increase the provision by \$7.8 million.

CARRYING VALUES OF PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

The group assesses at each reporting period whether there is any indication that these assets may be impaired (refer to note 8 and 9). If such indication exists, the group estimates the recoverable amount of the asset. The recoverable amount is assessed by reference to the higher of 'value in use' (being the net present value of expected future cash flows of the relevant cash generating unit) and 'fair value less cost to sell'. The estimates used for impairment reviews are based on detailed mine and operating plans. Future cash flows are based on estimates of:

- the quantities of the proven and probable reserves being reserves for which there is a high degree of confidence in economic extraction;
- future production levels;
- future commodity prices; including oil forecast at \$70bbl (2016: \$60bbl) (2015: \$60bbl);
- future cash cost of production and capital expenditure associated with extraction of the proven and probable reserves in the approved mine plan;
- future gold prices – a gold price curve was used for the impairment calculations starting at a \$1,250/oz gold price (2016: \$1,200/oz) (2015: \$1,150/oz) and increasing at an average of 2.5% per annum (2016: 2.0%) (2015: 1.5%). The gold price curve was determined after consideration of a range of forecast techniques and data sources;
- a discount rate equivalent to 8.2% pre-tax (2016: 7.8%) (2015: 7.9%); and
- an inflation rate of 2.5% (2016: 2%) (2015: 1.5%).

2. KEY ACCOUNTING ESTIMATES AND JUDGMENTS (CONTINUED)

A reduction in forward gold prices in excess of 17.0% or an increase in the discount rate to 18.7% is required to give rise to impairment at the mine. However, having considered such scenarios, the directors remain satisfied that no impairment is appropriate. The model is considered suitably conservative with proven and probable reserves based on a \$1,000/oz gold price (2016: \$1,000/oz) (2015: \$1,000/oz).

OPEN CAST MINE STRIPPING

The group capitalizes costs, associated with stripping activity, to expose the orebody, within mining assets. Judgment is required in determining the relevant section or phase of the orebody to which stripping activity relates, based on assessment of factors such as mine planning, geology of the open cast pits and strategic board decisions such as the pushback campaigns which requires judgment over the eligible costs. The group capitalized \$19.2 million (2016: \$15.2 million) (2015: \$Nil million) to stripping assets with a net book value of \$12.3 million (2016: \$9.6 million). The capitalized stripping costs relate to two open cast satellite pits, Pakaka and Kombokolo. The group subsequently depreciates relevant stripping assets as that section of the orebody is mined which requires judgment as to the relevant section of the orebody for depreciation.

CAPITALIZATION AND DEPRECIATION

There are several methods that could be adopted for calculating depreciation, i.e. the straight line method, the production method using ounces produced and the production method using tonnes milled. The directors believe that the tonnes milled method is the best indication of plant and infrastructure usage. Refer to note 1 for the depreciation policy. Estimates are required regarding the allocation of assets to relevant proven and probable reserves in the units of production calculations, with assessments involving the group's mining, capital and geology departments. Proven and probable reserves are used in each depreciation calculation, which is considered to be a suitably conservative measure of the future ore extractable using existing assets. Expenditure incurred to date in underground infrastructure development considered to have been commissioned, is depreciated over the remaining proven and probable reserves of the underground mine, as the infrastructure provides access to the future mining areas.

The group applies judgment in allocating costs between operating and capital items in respect of underground mining and in determining the date depreciation commences. Costs are capitalized when the activity provides access to future ore bodies and are expensed as operating costs when the works involve extraction of ore from operational sections of the ore body. The nature of activity is assessed based on information provided by contractors, together with inspections by the group's mining teams. Direct labor, materials and other costs are specifically allocated based on the activity performed. Indirect costs that attributable to underground works are allocated between capital and operating expenses based on factors such as development versus operating meters.

Judgment is required in determining the point at which assets under construction at Kibali began commercial production and should be depreciated. Depreciation start dates are determined considering the factors detailed in note 1 and during 2015 Kibali underground mine assets attributable to production started to be depreciated. The commissioning of the underground happens in phases and as the sections are brought into production the attributable costs are transferred and depreciated. Judgment was applied in identifying the costs considered attributable to this production. Additionally, given ongoing mine construction and development, judgment was required in allocating costs between operating costs, ore stockpiles and ongoing capital works. Costs have been allocated based on the underlying activity and economic benefits.

GOLD PRICE ASSUMPTIONS

The following gold prices were used in the mineral reserves optimization calculation:

Kibali	2017	2016	2015
\$/oz	1,000	1,000	1,000

Changes in the gold price used could result in changes in the mineral reserve optimization calculations. Mine modelling is a complex process and hence it is not feasible to perform sensitivities on gold price assumptions in respect of ore reserves.

2. KEY ACCOUNTING ESTIMATES AND JUDGMENTS (CONTINUED)

DETERMINATION OF ORE RESERVES

The group estimates its ore reserves and mineral resources based on information compiled by Competent Persons as defined in accordance with the Australasian Code for Reporting of Exploration Results, Mineral Resources and Ore Reserves of December 2012 (the JORC code). Reserves determined in this way are used in the calculation of depreciation, amortization and impairment charges, as well as the assessment of the carrying value of mining assets. There are numerous uncertainties inherent in estimating ore reserves and assumptions that are valid at the time of estimation may change significantly when new information becomes available. Changes in the forecast prices of commodities, exchange rates, production costs or recovery rates may change the economic status of reserves and may, ultimately, result in the reserves being restated.

FUTURE REHABILITATION OBLIGATIONS

The net present value of current rehabilitation estimates have been discounted to their present value at 2.5% per annum (2016: 2.5%) (2015: 2.25%) being the prevailing risk free interest rates. The majority of expenditure is expected to be incurred at the end of the mine life. The group undertakes regular assessments by external experts of its mine closure plans, together with assessments by internal staff in the intervening periods, to determine the required rehabilitation works, cost of works and timing of such works. Judgment is required in determining the appropriate costs, timing of costs, discount rates and inflation. For further information, including the carrying amounts of the liabilities, refer to note 17. A 1% change in the discount rate on the group's rehabilitation estimates would result in an impact of \$3.2 million (2016: \$3.2 million) (2015: \$1.8 million) on the provision for environmental rehabilitation, and an impact of \$0.2 million (2016: \$0.2 million) (2015: \$0.05 million) on the statement of comprehensive income.

STOCKPILES, GOLD IN PROCESS AND PRODUCT INVENTORIES

Costs that are incurred in or benefit the productive process are accumulated as stockpiles, gold in process and product inventories. Net realizable value tests are performed at least annually and represent the estimated future sales price of the product based on contained gold and metals prices, less estimated costs to complete production and bring the product to sale. Judgment is required in assessing whether stockpiles of different grades should be tested individually, or tested as inputs to the gold production process, as detailed in the group's accounting policy. In the current year, the stockpiles were tested reflecting the planned blended feed of such stockpiles to the mill on the basis that they are blended together and with future ore mined.

Stockpile quantities are measured by estimating the number of tonnes added and removed from the stockpile, the number of contained gold ounces based on assay data, and the estimated recovery percentage based on the expected processing method. Stockpile tonnages are verified by periodic surveys. The forecast gold prices and cost escalators were those used in the impairment test detailed above.

EXPLORATION AND EVALUATION EXPENDITURE

The group has to apply judgment in determining whether exploration and evaluation expenditure should be capitalized or expensed. Management exercises this judgment based on the results of economic evaluations or feasibility studies. Costs are capitalized where those studies conclude that more likely than not the group will obtain future economic benefit from the expenditures.

2. KEY ACCOUNTING ESTIMATES AND JUDGMENTS (CONTINUED)

RECOVERY OF DEFERRED TAX ASSETS

Management have recognized a deferred tax asset of \$43.2 million (2016: \$11.1 million deferred tax liability) (2015: \$41.9 million deferred tax liability). The group has to apply judgment in determining the recoverable amount of deferred tax assets. Deferred tax assets are recognized to the extent that their utilization is probable, being based upon whether it is more likely than not that sufficient and suitable taxable profits will be available in the future, against which the reversal of temporary differences can be deducted. The recoverability of the asset has been assessed considering factors such as the underlying assumptions in the life of mine plan, the operating performance of the mine and any restrictions under the DRC tax code.

The group considers the deferred tax assets to be recoverable owing to the latest life of mine plan which estimates the asset being fully utilized within 3 years. The gold price would have to fall below \$1,040/oz before the tax losses are not utilized.

3. OTHER INCOME AND EXPENSES

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
<i>Other Income from operating activities comprise:</i>			
Other income	146	136	-
Net foreign exchange gains	-	-	1,657
	<u>146</u>	<u>136</u>	<u>1,657</u>

The total other income is not considered to be part of the main revenue generating activities and as such the group presents this income separately from revenue.

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
<i>Other Expenses:</i>			
Management Fee	4,385	4,296	3,658
Net foreign exchange loss	38,469	36,134	-
Discounting provision	12,177	7,820	-
	<u>55,031</u>	<u>48,250</u>	<u>3,658</u>

The net foreign exchange loss primarily refers to the retranslation of TVA receivables (refer to note 11) denominated in Congolese Francs which is translated into the US dollar functional currency of the subsidiary. The discounting provision movement relates to TVA receivables (refer to note 2).

4. MINING AND PROCESSING COSTS

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
<i>Mining and processing costs comprise:</i>			
Mine production costs	232,209	202,323	177,467
Movement in production inventory and ore stockpiles	28,933	(7,389)	8,234
Depreciation and amortization	264,415	210,925	192,509
Other mining and processing costs	173,423	188,863	172,502
	<u>698,980</u>	<u>594,722</u>	<u>550,712</u>

5. EXPLORATION AND CORPORATE EXPENDITURE

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
<i>Exploration and corporate expenditure comprise:</i>			
Exploration expenditure	2,760	2,748	3,132
Corporate expenditure	5,445	3,650	1,943
Recycling of permanent losses on available-for-sale asset	-	-	3,173
	<u>8,205</u>	<u>6,398</u>	<u>8,248</u>

6. FINANCE INCOME AND COSTS

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
<i>Finance income comprise:</i>			
Bank interest	20	15	19
Interest received – loans and receivables	4,127	4,720	4,799
Total finance income	4,147	4,735	4,818
<i>Finance costs comprise:</i>			
Interest expense on finance lease	(3,931)	(4,482)	(4,800)
Interest expense on bank borrowings	(1,018)	(467)	(192)
Unwinding of discount on provisions for Rehabilitation	(529)	(349)	(384)
Total finance costs	(5,478)	(5,298)	(5,376)
Net finance costs	(1,331)	(563)	(558)

7. INCOME TAXES

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Current taxation	-	7,868	8,377
Deferred taxation 10	(54,333)	(30,830)	9,463
	(54,333)	(22,962)	17,840

The tax on the group's profit before tax differs from the theoretical amount that would arise using the statutory tax rate applicable to the group's operations.

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
(Loss)/profit before tax	(40,349)	26,728	155,825
Tax calculated at the DRC effective tax rate of 30%	(12,105)	8,018	46,748
<i>Reconciling items:</i>			
Exempt income	(40,948)	(38,922)	(34,218)
Net capital allowances not deductible	-	-	(157)
Other permanent differences	(1,280)	74	(2,910)
Corporate tax at 1/100 from revenue	-	7,868	8,377
Taxation (credit) / charges	(54,333)	(22,962)	17,840

Kibali (Jersey) Limited is subject to an income tax rate in Jersey at 0%. In the DRC, Kibali is subject to corporation tax at 30%. The mine has historically been required to pay a minimum of 1/100 of the Company's revenue as tax. While the mine paid these amounts it has always disputed that the tax should be applied to mining companies. During 2017, the mine received confirmation from the tax authority that no minimum tax applies and therefore no minimum tax has been recorded in 2017 (2016: \$7.9 million) (2015: \$8.4 million). The group is seeking recovery of past taxes of \$13.3 million but no asset has been recognized as there is currently insufficient certainty of recovery due to an ongoing dispute. Kibali have capital allowances for deduction against future mining income. Kibali (Jersey) Limited's estimated tax losses carried forward at December 31, 2017 amounted to \$520.5 million (2016: \$359.4 million) (2015: \$293.0 million) at the tax rate of 30%.

8. PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
<i>Mine properties, mine development costs and mine plant facilities and equipment cost</i>			
Cost			
Balance at the beginning of the year	2,475,924	2,266,854	1,989,757
Additions	246,406	209,070	277,097
Balance at the end of the year	2,722,330	2,475,924	2,266,854
Accumulated depreciation			
Balance at the beginning of the year	(407,617)	(254,551)	(121,620)
Depreciation charged for the year	(206,995)	(153,067)	(132,931)
Balance at the end of the year	(614,612)	(407,618)	(254,551)
Net book value	2,107,718	2,068,306	2,012,303

Long-lived assets and development costs

Included in plant and equipment are long-lived assets and development costs which are amortized on a units of production basis as detailed in note 2 and include mining properties, such as processing plants, tailings facilities, raw water dams and power stations, as well as mine development costs. The net book value of these assets was \$2,023 million at December 31, 2017 (2016: \$1,997 million) (2015: \$1,939.6 million). The value of assets under construction included in plant and equipment that are not depreciated is \$229.9 million (2016: \$507.0 million) (2015: \$454.3 million). Refer to note 2 for judgments applied in regards to stripping assets.

Short-lived assets

Included in property, plant and equipment are short-lived assets which are depreciated over a short life which reflects their likely useful economic life and are comprised of motor vehicles, computer equipment, aircrafts and fixtures and fittings. The net book value of these assets was \$51.6 million at December 31, 2017 (2016: \$7.9 million) (2015: \$5.8 million). The movement in the period occurred as a result of the reclassification of the net book value of certain assets from long-lived to short-lived assets based on a reassessment of their remaining useful economic life.

Rehabilitation asset

A rehabilitation asset has been recognized relating to the rehabilitation liability to the value of \$17.2 million (2016: \$17.1 million) (2015: \$13.0 million) (refer to note 17). Depreciation of the rehabilitation asset began on October 1, 2013 when the group commenced commercial production. The asset is depreciated over the life of the mine on a unit of production basis.

Leased assets

The net carrying amount of property, plant and equipment includes the following amount in respect of assets held under finance lease (refer to note 19):

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Finance Lease Mining Assets	16,627	46,153	53,908

KAS 1 Limited (KAS) is an asset leasing joint venture in which the group has a 50.1% interest. Together with Bougues Traveux Publics SAS (BYTP), the group provides funding to KAS to buy the assets and in return leases the assets under a finance lease to Kibali, a subsidiary of the group. During the period Management have reassessed the remaining useful economic life of certain KAS assets which resulted in an accelerated depreciation charge. Refer to notes 19, 25 and 26.

9. MINERAL PROPERTIES

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Cost			
At the beginning and end of the year	745,092	745,092	745,092
Amortization			
At the beginning of the year	(168,556)	(110,698)	(51,120)
Charge for the year	(57,419)	(57,858)	(59,578)
At the end of the year	(225,975)	(168,556)	(110,698)
Net book value	<u>519,117</u>	<u>576,536</u>	<u>634,394</u>

Mineral properties represent the amounts attributable to license interest on the purchase of Moto Goldmines Limited (Moto) in 2009. The balance has been amortized over the life of mine on a unit of production basis since the group commenced commercial production on October 1, 2013.

10. DEFERRED TAXATION

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Deferred taxation is calculated on temporary differences under the liability method using a tax rate of 30% in respect of the DRC operations.			
The movement on deferred taxation is as follows:			
At the beginning of the year	(11,096)	(41,926)	(32,463)
Statement of comprehensive income charge	54,333	30,830	(9,463)
At the end of the year	<u>43,237</u>	<u>(11,096)</u>	<u>(41,926)</u>
Deferred taxation comprise the following:			
Tax losses carried forward attributable to accelerated capital allowances	520,526	359,449	292,981
Accelerated capital allowances	(477,289)	(370,545)	(334,907)
Net deferred taxation asset/(liability)	<u>43,237</u>	<u>(11,096)</u>	<u>(41,926)</u>

11. TRADE AND OTHER RECEIVABLES

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Advances to contractors	2,280	6,070	5,238
Trade receivables	28,295	1,497	850
Prepayments and other receivables	21,544	24,239	37,501
Loan to SOKIMO (refer to note 26)	18,827	17,381	16,046
Other loans	8,360	3,081	5,231
TVA receivables	134,514	131,214	137,369
Hire purchase loans	4,465	10,978	11,277
	<u>218,285</u>	<u>194,460</u>	<u>213,512</u>
Less: Non-current portion			
Loan to SOKIMO	18,827	17,381	16,046
Other loans and receivables (including TVA receivables)	105,768	65,616	10,445
Hire purchase loans	699	4,438	6,297
	<u>125,294</u>	<u>87,435</u>	<u>32,788</u>
Current portion	<u>92,991</u>	<u>107,025</u>	<u>180,724</u>
\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Gross hire purchase loans – minimum lease payments:			
No later than 1 year	3,766	6,540	4,980
Later than 1 year and no later than 5 years	699	4,438	6,297
Later than 5 years	-	-	-
Gross investment on hire purchase loans	<u>4,465</u>	<u>10,978</u>	<u>11,277</u>

The fair values of trade and other receivables classified as loans and receivables are approximate to the carrying value.

The classes within trade and other receivables do not contain impaired assets however TVA receivables and TVA and duties on fuel balances have been discounted with a provision of \$17.9 million (2016: \$7.8 million) (2015: Nil) recognized. The credit quality of receivables that are not past due or impaired remains very high. The maximum exposure to credit risk at the reporting date is the fair value of each class of receivable mentioned above. The Company does not hold any collateral as security. Refer to note 21 for further information on the concentration of credit risk.

The terms of payment of trade receivables is less than seven days, advances to contractors 30 days and TVA is recoverable under the mining code once submissions are approved. The group continues to seek recovery of TVA in line with the mining code. Judgment exists in assessing recovery of this amount. See note 2 for further detail.

The loan to SOKIMO bears interest at 8% and the loan and interest will be repaid through future dividends.

The hire purchase loans, receivable from a contractor, bear interest at the aggregate of 10% and the Federal Reserve Rate of 0.75%. The hire purchase loans are repayable over 3 years.

The balance of “other loans” includes loans to related parties of \$0.9 million (2016: \$1.1 million) (2015: Nil), these loans have no terms of repayment. Refer to note 26 for further details. All non-current receivables are due after 12 months.

12. INVENTORIES AND ORE STOCKPILES

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Gold on hand	8,970	16,041	5,385
Consumables stores	43,728	43,363	39,782
Ore stockpiles	29,869	52,332	70,874
Gold in process	3,443	4,540	5,719
	<u>86,010</u>	<u>116,276</u>	<u>121,760</u>
Less: Non-current portion			
Ore stockpiles	<u>12,779</u>	<u>43,771</u>	<u>43,162</u>
Current portion	<u><u>73,231</u></u>	<u><u>72,505</u></u>	<u><u>78,598</u></u>

All inventory and ore stockpiles are stated at the lower of cost or net realizable value.

Non-current ore stockpiles reflect ore tonnes not planned to be processed within the next 12 months.

13. AVAILABLE-FOR-SALE FINANCIAL ASSET

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Balance at the beginning of the year	58	45	74
Fair value movement recognized in other comprehensive income	(34)	12	(20)
Exchange gain/(loss)	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>(9)</u>
Balance at the end of the year	<u><u>26</u></u>	<u><u>58</u></u>	<u><u>45</u></u>

14. SHARE CAPITAL AND PREMIUM

The total authorized number of ordinary shares is 10,000 (2016: 10,000) (2015: 10,000) for the total value of \$10,000 (2016: \$10,000) (2015: \$10,000). All issued shares are fully paid. The total number of issued shares at December 31, 2017 was 4,648 shares (2016: 4,620) (2015: 4,620).

Randgold Resources Limited (Randgold) and AngloGold Ashanti Limited (AngloGold Ashanti) are joint venture partners and shareholders of Kibali (Jersey) Limited, having acquired all 4,648 outstanding ordinary shares. In the financial year Randgold and AngloGold Ashanti each purchased 14 ordinary shares to the value of \$15 million (total value of \$30 million). These shares were acquired at a price of \$1,071,428.57 per share in May 2017.

Refer to the Consolidated Statements of Changes in Equity for more detail on the annual movement of share capital and share premium. No movement in share capital for the shares issued above is shown due to rounding.

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Movement in the number of ordinary shares outstanding:			
Balance at the beginning of the year	5	5	5
Shares issued	-	-	-
Balance at the end of the year	5	5	5

15. NON-CONTROLLING INTEREST

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Balance at the beginning of the year	19,777	27,624	25,522
Non-controlling interest in results of Kibali Goldmines SA	(12,357)	(7,847)	2,102
Balance at the end of the year	7,420	19,777	27,624

The non-controlling interest represents the 10% interest SOKIMO has in Kibali Goldmines SA which is a subsidiary of Kibali (Jersey) Limited.

16. LOANS AND BORROWINGS

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Non-current			
Finance lease liability (refer to note 19)	40,350	46,707	51,530
Loan – Randgold (refer to note 26)	860	222	217
	41,210	46,929	51,747
Current			
Finance lease liability (refer to note 19)	7,596	8,310	8,223
Loan – Randgold (refer to note 26)	-	1,975	1,585
	7,596	10,285	9,808
Total loans and borrowings	48,806	57,214	61,555

16. LOANS AND BORROWINGS (CONTINUED)

Finance lease liability

The finance lease liability is due to KAS in respect of the equipment which has been transferred to the group under an installment sale agreement. The finance lease liability is interest bearing at 8% and is to be reduced by rental payments monthly as agreed in the installment sale agreement. The finance lease is secured by the leased assets. Refer to note 8 for finance lease asset disclosures.

Loan – Randgold

Randgold, a joint venture partner and operator of the Kibali gold mine, incurs management fees and other expenses as part of its role as operator of the mine on behalf of the group. The loan bears no interest and is repayable on a monthly basis. The non-current portion bears no interest but the effect of discounting is non-significant.

17. PROVISION FOR REHABILITATION

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Balance at the beginning of the year	21,163	15,533	15,341
Unwinding of discount	529	349	384
Change in estimates	1,552	5,281	(192)
Balance at the end of the year	23,244	21,163	15,533

The provisions for rehabilitation costs include estimates for the effect of inflation and changes in estimates and have been discounted to their present value at 2.5% (2016: 2.5%) (2015: 2.25%) per annum, being an estimate equivalent to the risk free rate determined with reference to US government bonds with maturity dates comparable to the estimated rehabilitation of the mines. The estimated cash costs of rehabilitation are risk adjusted. Management have based the provision for environmental rehabilitation on standards set by the World Bank, which require an environmental management plan, an annual environmental report, a closure plan, an up-to-date register of plans of the facility, preservation of public safety on closure, carrying out rehabilitation works and ensuring sufficient funds exist for the closure works. However, it is reasonably possible that the estimate of its ultimate rehabilitation liability could change as a result of changes in regulations or cost estimates. The group is committed to rehabilitation of its property. It makes use of independent environmental consultants for advice and it also uses past experience in similar situations to ensure that the provision for rehabilitation is adequate. The current Life of Mine (LOM) plan envisages the majority of the expected outflow to occur at the end of the LOM which, at the date of these accounts, is 2032 for the Kibali gold mine.

18. TRADE AND OTHER PAYABLES

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Trade payables	46,060	57,590	61,193
Payroll and other compensations	1,908	1,813	2,240
Bank account in overdraft	12,762	11,551	7,346
Accruals and other payables	43,903	60,905	46,304
	104,633	131,859	117,083

Accruals and other payables include retention, in respect of contracts with suppliers, of \$8.3 million (2016: \$17.9 million) (2015: \$16.0 million). Accruals and other payables include Nil (2016: \$8.0 million) (2015: Nil) in respect of dividends declared but unpaid.

Trade and other payables are all due within a 120 days maximum.

19. LEASES

The finance lease liability recognized is in respect of mining vehicles which have been used in excavation and hauling of waste rock and ore under an installment sale agreement.

The lease liability is effectively secured as the rights to the leased asset revert to the lessor in the event of default.

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Gross finance lease liabilities – minimum lease payments:			
No later than 1 year	11,042	12,979	12,100
Later than 1 year and no later than 5 years	39,872	42,239	52,968
Later than 5 years	6,694	13,344	13,381
Future finance charges	(9,662)	(13,545)	(18,696)
Present value of the finance lease liability	47,946	55,017	59,753
No later than 1 year	7,596	8,310	8,223
Later than 1 year and no later than 5 years	32,618	32,853	38,858
Later than 5 years	7,732	13,854	12,672
	47,946	55,017	59,753

20. SEGMENTAL INFORMATION

Operating segments have been identified on the basis of internal reports about components of the group that are regularly reviewed by the group's chief operating decision maker. The operating segments included in the internal reports are determined on the basis of their significance to the group. In particular, the operating mine is reported as a separate segment. KAS is included within the corporate segment. The group's chief operating decision maker is considered by management to be the board of directors. An analysis of the group's business segments, excluding intergroup transactions, is set out below. Major customers are not identifiable because all gold is sold through an agent.

20. SEGMENTAL INFORMATION (CONTINUED)

Country of operation	DRC	Jersey		
			Intercompany eliminations and consolidation entries	
\$000	Kibali	Corporate		Total
Year ended December 31, 2017				
Profit and loss				
Total revenue	754,852	-	-	754,852
Mining and processing costs excluding depreciation	(436,054)	-	1,489	(434,565)
Depreciation and amortization	(240,345)	(2,494)	(21,575)	(264,415)
Mining and processing costs	(676,399)	(2,494)	(20,086)	(698,980)
Royalties	(31,913)	-	-	(31,913)
Exploration and corporate expenditure	(7,089)	(1,116)	-	(8,205)
Other (expenses)/income and JV profit	(54,042)	758	(1,489)	(54,772)
Finance costs	(163,730)	-	158,252	(5,478)
Finance income	1,464	13,861	(11,178)	4,147
(Loss)/profit before income tax	(176,857)	11,009	125,499	(40,349)
Income tax expense	54,333	-	-	54,333
Net (loss)/profit for the year	(122,524)	11,009	125,499	13,984
Capital expenditure	246,406	-	-	246,406
Total assets	2,969,999	9,514,687	(9,481,173)	3,003,512
Total liabilities	(3,093,485)	(5,778,281)	8,693,091	(178,675)
Year ended December 31, 2016				
Profit and loss				
Total revenue	709,372	-	-	709,372
Mining and processing costs excluding depreciation	(385,295)	-	1,498	(383,797)
Depreciation and amortization	(186,124)	(2,165)	(22,636)	(210,925)
Mining and processing costs	(571,419)	(2,165)	(21,138)	(594,722)
Royalties	(32,976)	-	-	(32,976)
Exploration and corporate expenditure	(6,270)	(128)	-	(6,398)
Other (expenses)/income and JV profit	(47,200)	(713)	(72)	(47,985)
Finance costs	(154,288)	-	148,990	(5,298)
Finance income	1,345	14,599	(11,209)	4,735
(Loss)/profit before income tax	(101,436)	11,593	116,571	26,728
Income tax expense	22,962	-	-	22,962
Net (loss)/profit for the year	(78,474)	11,593	116,571	49,690
Capital expenditure	208,708	362	-	209,070
Total assets	2,790,160	6,852,741	(6,639,428)	3,003,473
Total liabilities	(2,515,598)	(3,339,052)	6,077,236	(222,586)

20. SEGMENTAL INFORMATION (CONTINUED)

Country of operation	DRC	Jersey		
			Intercompany eliminations and consolidation entries	
\$000	Kibali	Corporate		Total
Year ended December 31, 2015				
Profit and loss				
Total revenue	747,272	-	-	747,272
Mining and processing costs excluding depreciation	(358,872)	-	669	(358,203)
Depreciation and amortization	(160,900)	(2,055)	(29,554)	(192,509)
Mining and processing costs	(519,772)	(2,055)	(28,885)	(550,712)
Royalties	(30,196)	-	-	(30,196)
Exploration and corporate expenditure	(4,211)	(4,037)	-	(8,248)
Other (expenses)/income and JV profit	(2,861)	161	967	(1,733)
Finance costs	(149,710)	-	144,334	(5,376)
Finance income	1,245	14,750	(11,177)	4,818
Profit before income tax	41,767	8,819	105,239	155,825
Income tax expense	(20,750)	-	2,910	(17,840)
Net profit for the year	21,017	8,819	108,149	137,985
Capital expenditure	274,952	2,145	-	277,097
Total assets	2,713,792	6,572,090	(6,251,120)	3,034,762
Total liabilities	(2,654,254)	(3,197,100)	5,607,776	(243,578)

21. FINANCIAL RISK MANAGEMENT

In the normal course of its operations, the group is exposed to gold price, currency, interest rate, credit and liquidity risks. In order to manage these risks, the group may enter into transactions which make use of on-balance sheet derivatives, but none were entered into in the current year. The group does not acquire, hold or issue derivatives for trading purposes. The group has developed a risk management process to facilitate, control and monitor these risks.

Foreign exchange and commodity price risk

In the normal course of business, the group enters into transactions denominated in foreign currencies (primarily Euro, British Pound, South African Rand, Congolese Franc and Australian Dollar). As a result, the group is subject to exposure from fluctuations in foreign currency exchange rates. In general, the group does not enter into derivatives to manage these currency risks and none existed in 2017, 2016 or 2015. Generally, the group does not hedge its exposure to gold price fluctuation risk and gold was sold at market spot prices in 2017, 2016 and 2015. Gold sales are made in US dollars and do not expose the group to any currency fluctuation risk. The group is also exposed to fluctuations in the price of consumables, such as fuel, steel, rubber, cyanide and lime, mainly due to changes in the price of oil, as well as fluctuations in exchange rates.

21. FINANCIAL RISK MANAGEMENT (CONTINUED)

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Level of exposure of foreign currency risk carrying value of foreign currency balances.			
Cash and cash equivalents includes balances denominated in:			
• Congolese Franc (CDF)	28	249	71
• Euro (EUR)	297	17	47
• South African Rand (ZAR)	65	758	17
• British Pound (GBP)	3	55	4
• Australian Dollar (AUD)	402	369	363
Trade and other receivables includes balances denominated in:			
• Congolese Franc (CDF)	4	5	-
• Euro (EUR)	-	-	306
• South African Rand (ZAR)	-	-	298
• British Pound (GBP)	-	-	1
• Australian Dollar (AUD)	-	-	-
\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Trade and other payables includes balances denominated in:			
• Euro (EUR)	(284)	(825)	(772)
• South African Rand (ZAR)	(1,003)	(671)	(2,567)
• British Pound (GBP)	(2)	-	(3)
• Australian Dollar (AUD)	(87)	(193)	(191)

The group's exposure to foreign currency arises where a company holds monetary assets and liabilities denominated in a currency different to the functional currency of the holder of the instrument which is the US dollar. The following table shows the impact of a 10% change in the US dollar on profit and equity arising as a result of the revaluation of the group's foreign currency financial instruments. The TVA balance is denominated in CDF and while not a financial instrument under IFRS 7 a movement of 10% in the year end rate would have an effect of \$12.2 million on the receivable.

21. FINANCIAL RISK MANAGEMENT (CONTINUED)

	Closing exchange rate	Effect of 10% strengthening of \$000 on net earnings and equity
At December 31, 2017		
• Euro (EUR)	0.83382	(28)
• South African Rand (ZAR)	12.34503	(100)
At December 31, 2016		
• Euro (EUR)	0.94868	(83)
• South African Rand (ZAR)	13.71502	(67)
At December 31, 2015		
• Euro (EUR)	0.91525	(47)
• South African Rand (ZAR)	15.45369	(204)

The sensitivities are based on financial assets and liabilities held at December 31, 2017 where balances were not denominated in the functional currency of the group. The sensitivities do not take into account the group's income and costs and the results of the sensitivities could change due to other factors such as changes in the value of financial assets and liabilities as a result of non-foreign exchange influenced factors.

Interest rate and liquidity risk

Fluctuations in interest rates impact on the value of short term cash investments, interest receivable on hire purchase loans and interest payable on financing activities, giving rise to interest rate risk. The group funds working capital and capital expenditure requirements with operating cash flows. The drawdowns of any funds are subject to the approval of the Annual budget and Business plan by the board of directors.

The group has in the past been able to actively source financing through shareholder loans. The finance lease entered into bears a fixed rate of interest.

The directors believe that the working capital resources, by way of internal sources and banking facilities, are sufficient to the group's currently foreseeable future business requirements.

	Amount \$000	Effective rate for the year %
Cash and cash equivalents:		
All less than 90 days	3,288	0.08

Concentration of credit risk

The group's cash balances do not give rise to a concentration of credit risk because it deals with a variety of major financial institutions. Its receivables are regularly monitored and assessed. Receivables are impaired when it is probable that amounts outstanding are not recoverable as set out in the accounting policy note for receivables. Gold doré, the group's principal product, is produced in the DRC. The gold doré is refined and sold through the largest accredited gold refinery in the world. Credit risk is further managed by regularly reviewing the financial statements of the refinery. The group is further not exposed to significant credit risk on gold sales, as cash is received within a few days of the sale taking place. While not a financial asset for IFRS 7, included in receivables is a TVA balance (including recoverable TVA on fuel duty and after discounting provisions) of US\$134.5 million (2016: US\$131.0 million; 2015: US\$137.0 million) (refer to note 11) that was past due. Refer to note 2. This could result in credit risk for the group.

21. FINANCIAL RISK MANAGEMENT (CONTINUED)

Capital risk management

The group's objectives when managing capital are to safeguard its ability to continue as a going concern in order to provide future returns for shareholders and benefits for other stakeholders and to maintain an optimal capital structure to reduce the cost of capital. In order to maintain or adjust the capital structure, the group issue new shares (by way of funding from the joint venture partners) or will make use of intercompany loans. The group monitors capital on the basis of the gearing ratio. This ratio is calculated as net borrowings and trade and other payables (less cash) divided by total capital. Total capital is calculated as equity, as shown in the statement of financial position, plus net borrowings and trade and other payables (less cash). This measure may differ to other companies.

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Capital risk management			
Borrowings and trade and other payables (note 16 and 18)	153,439	189,073	178,638
Less: cash and cash equivalents	(3,288)	(18,865)	(21,373)
Net borrowings, trade and other payables and cash	150,151	170,208	157,265
Total equity	2,824,838	2,780,887	2,791,184
Total capital	2,974,988	2,915,095	2,948,449
Gearing ratio	5%	6%	5%

Maturity analysis

The following table analyzes the group's financial liabilities into the relevant maturity groupings based on the remaining period from the Statement of Financial Position to the contractual maturity date.

	Trade and other payables	Borrowings	Expected Future interest payments
At December 31, 2017			
Financial liabilities			
Within 1 year in demand	104,633	7,596	3,345
Later than 1 year and no later than 5 years	-	41,210	6,820
After 5 years	-	-	305
Total	104,633	48,806	10,470
At December 31, 2016			
Financial liabilities			
Within 1 year in demand	131,859	10,285	3,974
Later than 1 year and no later than 5 years	-	46,929	8,693
After 5 years	-	-	878
Total	131,859	57,214	13,545
At December 31, 2015			
Financial liabilities			
Within 1 year in demand	117,083	9,808	2,461
Later than 1 year and no later than 5 years	-	39,075	12,430
After 5 years	-	12,672	3,805
Total	117,083	61,555	18,696

22. FAIR VALUE OF FINANCIAL INSTRUMENTS

The following table shows the carrying amounts and the fair values of the group's available for sale financial instruments outstanding at December 31, 2017, 2016 and 2015. The fair value of a financial instrument is defined as the amount at which the instrument could be exchanged in a current transaction between willing parties, other than in a forced or liquidation sale.

\$000		Carrying amount	Fair Value
As at December 31, 2017			
Categorized as level 1¹			
Available-for-sale financial asset	Available for sale	26	26
As at December 31, 2016			
Categorized as level 1¹			
Available-for-sale financial asset	Available for sale	58	58
As at December 31, 2015			
Categorized as level 1¹			
Available-for-sale financial asset	Available for sale	45	45

No derivative financial instruments currently exist.

¹Level 1: fair values are derived from quoted market prices for identical assets from an active market for which an entity has immediate access.

Estimation of fair values

Trade and other receivables, trade and other payables, cash and cash equivalents, bank overdrafts, loans to and from related parties

The carrying amounts are a reasonable estimate of the fair values because of the short maturity of such instruments or their interest bearing nature.

Long term and short term borrowings

The carrying amount is a reasonable estimate of the fair value because of the short maturity of such instruments, interest bearing nature and other terms of the agreement.

23. CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES AND NON-CASH ITEMS

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
(Loss)/Profit before income taxation	(40,349)	26,728	155,825
<i>Adjustments for:</i>			
Interest received (Note 6)	(4,147)	(4,735)	(4,818)
Finance cost (Note 6)	4,949	4,949	4,992
Share of profits of equity accounted joint venture	(113)	(129)	(268)
Depreciation and amortization	264,415	210,925	192,509
Foreign exchange loss	38,469	36,134	-
Movement in discounting provision on TVA (Note 3)	12,177	7,820	-
Recycling of permanent losses on available-for-sale asset	-	-	3,144
Unwinding of rehabilitation provision	529	349	384
	<u>275,930</u>	<u>282,041</u>	<u>351,768</u>
Effects of changes in operating working capital items			
- Receivables	(69,741)	(29,287)	(7,122)
- Inventories	30,266	5,484	12,565
- Trade and other payables	(11,026)	14,712	12,447
Cash generated from operations	<u><u>225,429</u></u>	<u><u>272,950</u></u>	<u><u>369,658</u></u>

Other non-cash items include a finance lease liability movement of \$4.1 million (2016: \$4.7 million) (2015: \$1.2 million), finance lease assets movement of \$29.7 million (2016: \$6.6 million) (2015: \$4.3 million), changes in rehabilitation provision estimates of \$2.1 million (2016: \$5.2 million) (2015: \$0 million) and dividends payable of Nil (2016: \$8.0 million) (2015: Nil).

Cash flows relating to loans and borrowings within financing activities comprises the following movements in finance lease liabilities:

\$000	Non-current loans and borrowings	Current loans and borrowings	Total
At January 1, 2017	46,707	8,310	55,017
<i>Cash flows:</i>			
Lease repayments	-	(7,228)	(7,228)
<i>Non cash flows:</i>			
Loans and borrowings classified as non-current at December 31, 2016	(6,357)	6,357	-
Interest and capital accrued	-	157	157
At December 31, 2017 ¹	<u><u>40,350</u></u>	<u><u>7,596</u></u>	<u><u>47,946</u></u>

¹ Refer to note 19 and the consolidated cash flow statement.

24. COMMITMENTS AND CONTINGENT LIABILITIES

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Capital expenditure contracted for at statement of financial position date but not yet incurred is:			
Property, plant and equipment	<u><u>19,108</u></u>	<u><u>21,456</u></u>	<u><u>27,385</u></u>

25. INVESTMENT IN JOINT VENTURE

Set out below is the summarized financial information for KAS which is accounted for using the equity method (amounts stated at 100% before intercompany eliminations).

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
Summarized statement of financial position			
Current assets			
Cash and cash equivalents	2,039	1,167	1,222
Other current assets (excluding cash)	1,649	10,061	10,584
Total current assets	3,688	11,228	11,806
Other current liabilities (including trade payables)			
	(1,505)	(1,457)	(1,653)
Total current liabilities	(1,505)	(1,457)	(1,653)
Non-current			
Assets			
Assets	48,065	46,707	51,718
Financial liabilities	(49,739)	(56,195)	(61,295)
Net assets	509	283	576
Summarized statement of comprehensive income			
Operating (loss)/profit	(39)	(21)	234
Interest income	3,959	4,489	4,802
Interest expense	(3,695)	(4,210)	(4,500)
Profit and total comprehensive income for the period	225	258	536
Dividends received from joint venture	-	550	-
Reconciliation of the summarized financial information presented to the carrying amount of the group's interest in KAS			
Opening net assets January 1	284	576	40
Profit for the period	225	258	536
Dividends received	-	(550)	-
Closing Net assets	509	284	576
Interest in joint venture at 50.1%	255	142	289
Funding classified as long term debt by joint venture recorded in 'other investments in joint ventures'	25,577	28,830	31,086
Carrying value	25,832	28,972	31,375

The loan to KAS bears interest at 8% and has no fixed repayment terms. Joint control is provided through a joint venture agreement.

26. RELATED PARTIES AND RELATED PARTY TRANSACTIONS

Related parties

Randgold
AngloGold Ashanti
AngloGold Ashanti Holdings plc
Randgold Resources (Kibali) Limited
Randgold Resources Congo SPRL
Société des Mines de Loulo SA
Société des Mines de Tongon SA
Société des Mines de Goukoto SA
Rand Refinery (Pty) Limited
SOKIMO
KAS
Isiro (Jersey) Limited
KGL Isiro SARL

Nature of relationship

Ultimate Joint Venture partner
Ultimate Joint Venture partner
Joint Venture partner
Joint Venture partner
Entity under common control (subsidiary of Randgold)
Entity under common control (subsidiary of Randgold)
Entity under common control (subsidiary of Randgold)
Entity under common control (subsidiary of Randgold)
Associate of AngloGold Ashanti
Government interest in Kibali
Joint Venture
Joint Venture of Randgold
Subsidiary of Isiro (Jersey) Limited

\$000	Dec 31, 2017	Dec 31, 2016	Dec 31, 2015
<i>Related party transactions</i>			
Management fee paid to Randgold	4,385	4,296	4,265
Refining fees to Rand Refinery (Pty) Limited	3,632	3,062	3,564
Interest received from SOKIMO	1,097	1,335	1,232
Shareholders interest received from KAS	1,846	2,105	2,254
Interest incurred to KAS on the finance lease liability	3,753	4,482	4,800
<i>Amounts included in trade and other receivables owing by related parties</i>			
Rand Refinery (Pty) Limited	30,457	1,497	850
Loan to SOKIMO	18,827	17,381	16,046
Loan to Randgold Resources Congo SPRL	182	45	-
Loan to Randgold	-	942	-
Loan to KGL Isiro SARL	64	1	21
Loan to Société des Mines de Loulo SA	4	-	3
Loan to Société des Mines de Tongon SA	41	76	3
Loan to Société des Mines de Goukoto SA	-	32	32
<i>Amounts included in other investment in joint venture owing by related parties</i>			
Loan to KAS	25,660	28,830	31,086
<i>Amounts included in loans and borrowings owed to related parties</i>			
Loan from Randgold	(860)	(2,197)	(1,802)
Finance lease liability with KAS	(47,946)	(55,017)	(59,753)

SOKIMO has a 10% interest in Kibali Goldmines SA, a subsidiary of the group.

26. RELATED PARTIES AND RELATED PARTY TRANSACTIONS (CONTINUED)

Rand Refinery (Pty) Limited (Rand Refinery) is an associate of AngloGold Ashanti. Kibali Goldmines SA have incurred refining costs of \$3.6 million in the year (2016: \$3.1 million) (2015: \$3.6 million). \$755 million (2016: \$709 million) (2015: \$747 million) of gold and silver was sold by Rand Refinery under the contract with Kibali Goldmines SA in which Rand Refinery is the stated agent.

It is the obligation of the joint venture parties, Randgold and AngloGold Ashanti, (joint venture partners) to fund the group for operating costs, capital costs and other costs in proportion to their respective percentage interests in Kibali (Jersey) Limited. These costs are in accordance with the Kibali Joint Venture Agreement.

The finance lease liability due to KAS is in respect of the equipment which has been transferred to the group under an installment sale agreement. Kibali (Jersey) Limited has a 50.1% shareholding in KAS.

Refer to notes 11 and 16 for the details of loans to and from related parties.

27. SUBSIDIARIES AND NON-CONTROLLING INTERESTS

The consolidated financial statements include the accounts of the Company and all of its subsidiaries and jointly controlled entities at December 31, 2017. The Company, the principal subsidiaries and their interests are:

		<i>% of interest</i>	<i>Country of incorporation and residence</i>
Company	Kibali (Jersey) Ltd		Jersey
Subsidiary	Border Energy East Africa (Pty) Ltd	100%	Uganda
Subsidiary	Moto (Jersey) 1 Ltd	100%	Jersey
Subsidiary	Kibali 2 (Jersey) Ltd	100%	Jersey
Subsidiary	0858065 B.C. Limited	100%	Canada
Subsidiary	Moto Goldmines Australia Pty Ltd	100%	Australia
Subsidiary	Kibali Goldmines SA	90%	DRC
Jointly controlled entity	KAS 1 Limited	50.1%	Jersey

28. SUBSEQUENT EVENTS

No significant subsequent events requiring disclosure or adjustment occurred.

29. OTHER INFORMATION

The Company is a private company limited by shares, incorporated in Jersey with a registered office, 3rd Floor, Unity Chambers, 28 Halkett Street, St Helier, Jersey, JE2 4WJ, Channel Islands. The Company's principal activity is the operation of the Kibali gold mine in the DRC, within Kibali.



SPECIAL PURPOSE INTERIM FINANCIAL STATEMENTS

FOR THE 6 MONTHS ENDED 30 JUNE 2018

CONTENTS

3	Interim consolidated statements of comprehensive income
4	Interim consolidated statements of financial position
5	Interim consolidated statements of changes in equity
6	Interim statements of consolidated cash flows
7	Notes to the interim consolidated financial statements
19	Disclaimer
20	Independent review report

INTERIM CONSOLIDATED STATEMENTS OF COMPREHENSIVE INCOME

for the six months ended 30 June 2018

\$000 (unaudited)	NOTE	6 MONTHS ENDED	
		30 Jun 2018	30 Jun 2017
Revenue			
Gold sales on spot		556 937	653 506
Total revenue	5	556 937	653 506
Share of profits/(losses) of equity accounted joint ventures	12	34 696	(8 651)
Other income	16	11 492	9 935
Total income		603 125	654 790
Cost and expenses			
Mining and processing costs	16	373 857	328 551
Royalties		28 451	33 673
Exploration and corporate expenditure	17	30 751	23 731
Other expenses	16	11 376	-
Total costs		444 435	385 955
Finance income		4 104	1 788
Finance costs		(1 192)	(847)
Finance income – net		2 912	941
Profit before income tax		161 602	269 776
Income tax expense	6	(36 710)	(82 064)
Profit for the period		124 892	187 712
Other comprehensive expense			
Share of equity accounted joint ventures other comprehensive expense		-	(18)
Total other comprehensive expense		-	(18)
Total comprehensive income		124 892	187 694
Profit attributable to:			
Owners of the parent		109 510	153 849
Non-controlling interests		15 382	33 863
		124 892	187 712
Total comprehensive income attributable to:			
Owners of the parent		109 510	153 831
Non-controlling interests		15 382	33 863
		124 892	187 694
Basic earnings per share (\$)	9	1.16	1.64
Diluted earnings per share (\$)	9	1.14	1.62
Average shares in issue (000)	9	94 358	93 996

The notes on pages 7 to 18 are an integral part of these Interim consolidated financial statements.

INTERIM CONSOLIDATED STATEMENTS OF FINANCIAL POSITION

At 30 June 2018

\$000	NOTE	(Unaudited) 30 June 2018	(Audited) 31 Dec 2017
Assets			
Non-current assets			
Property, plant and equipment	11	1 562 136	1 577 284
Trade and other receivables		52 654	55 052
Long term ore stockpiles	10	152 435	159 534
Investment in equity accounted joint ventures	12	1 427 552	1 440 610
Other investments in joint ventures	12	53 061	50 109
Total investments in joint ventures	12	1 480 613	1 490 719
Total non-current assets		3 247 838	3 282 589
Current assets			
Inventories and ore stockpiles	10	135 742	116 797
Trade and other receivables		208 978	184 275
Cash and cash equivalents		603 673	719 808
Total current assets		948 393	1 020 880
Total assets		4 196 231	4 303 469
Equity and liabilities			
Share capital	7	4 722	4 707
Share premium	7	1 587 867	1 563 361
Retained earnings		1 998 193	2 077 513
Other reserves		51 365	60 774
Equity attributable to owners of the parent		3 642 147	3 706 355
Non-controlling interests		297 031	285 914
Total equity		3 939 178	3 992 269
Non-current liabilities			
Loans from minority shareholders		2 765	2 765
Deferred tax	13	58 087	52 781
Provision for rehabilitation		55 738	55 738
Total non-current liabilities		116 590	111 284
Current liabilities			
Trade and other payables		127 780	149 288
Current tax payable		12 683	50 628
Total current liabilities		140 463	199 916
Total equity and liabilities		4 196 231	4 303 469

The notes on pages 7 to 18 are an integral part of these Interim consolidated financial statements.

INTERIM CONSOLIDATED STATEMENTS OF CHANGES IN EQUITY

for the 6 months ended 30 June 2018

	Number of ordinary shares	Share capital \$000	Share premium \$000	Other reserves \$000	Retained earnings \$000	Total equity attributable to owners of parent \$000	Non- controlling interests \$000	Total equity \$000
Balance – 31 Dec 2016 (audited)	93 803 752	4 690	1 537 326	63 141	1 893 542	3 498 699	253 258	3 751 957
Share of other comprehensive income of joint ventures ¹	-	-	-	(18)	-	(18)	-	(18)
Total other comprehensive income	-	-	-	(18)	-	(18)	-	(18)
Net profit for the period	-	-	-	-	153 849	153 849	33 863	187 712
Total comprehensive income for the period	-	-	-	(18)	153 849	153 831	33 863	187 694
Share-based payments	-	-	-	12 979	-	12 979	-	12 979
Share options exercised	500	-	33	-	-	33	-	33
Reserves transfer on exercise of options previously expensed under IFRS 2	-	-	9	(9)	-	-	-	-
Shares vested ²	254 464	13	21 783	(19 429)	-	2 367	-	2 367
Dividend relating to 2016	-	-	-	-	(94 046)	(94 046)	-	(94 046)
Non-controlling interest share of Gounkoto and Tongon dividend	-	-	-	-	-	-	(8 158)	(8 158)
Balance – 30 Jun 2017 (unaudited)	94 058 716	4 703	1 559 151	56 664	1 953 345	3 573 863	278 963	3 852 826
Balance – 31 Dec 2017 (audited)	94 124 872	4 707	1 563 361	60 774	2 077 513	3 706 355	285 914	3 992 269
Share of other comprehensive expense of joint ventures ¹	-	-	-	-	-	-	-	-
Other comprehensive expense	-	-	-	-	-	-	-	-
Net profit for the period	-	-	-	-	109 510	109 510	15 382	124 892
Total comprehensive income for the period	-	-	-	-	109 510	109 510	15 382	124 892
Share-based payments	-	-	-	12 741	-	12 741	-	12 741
Share options exercised	2 000	-	90	-	-	90	-	90
Reserves transfer on exercise of options previously expensed under IFRS 2	-	-	28	(28)	-	-	-	-
Shares vested ²	300 774	15	24 388	(22 122)	-	2 281	-	2 281
Dividend relating to 2017	-	-	-	-	(188 830)	(188 830)	-	(188 830)
Non-controlling interest share of Gounkoto and Tongon dividend	-	-	-	-	-	-	(4 265)	(4 265)
Balance – 30 Jun 2018 (unaudited)	94 427 646	4 722	1 587 867	51 365	1 998 193	3 642 147	297 031	3 939 178

¹ Other reserves include the cumulative charge recognised under IFRS 2 in respect of share option schemes (net of amounts transferred to share capital and share premium) as well as the foreign currency translation reserve.

² Restricted shares were issued as remuneration to executive directors and senior management. Shares were also issued to executive directors following approval of their annual bonuses and to non-executive directors as fees. The transfer between 'other reserves' and 'share premium' in respect of the shares vested represents the cost calculated in accordance with IFRS 2.

Share capital

The share capital comprises the issued ordinary shares of the company at par.

Share premium

The share premium comprises the excess value recognised from the issue of ordinary shares for consideration above par and amounts transferred from other reserves on the exercise of share options and vesting of share awards.

Retained earnings

Retained earnings comprise the group's cumulative accounting profits and losses since inception less dividends.

Other reserves

Other reserves comprise the cumulative charge recognised under IFRS 2 in respect of share-based payment awards (net of amounts transferred to share capital and share premium) and the foreign currency translation. At 30 June 2018, the balance of the share-based payment reserve amounted to \$50.0 million (30 June 2017: \$55.3 million). The foreign currency translation reserve was \$1.4 million at (30 June 2017: \$1.4 million).

Non-controlling interests

Non-controlling interests comprise the non-controlling interests' share of cumulative profits and losses in the group, less their share of dividends paid

The notes on pages 7 to 18 are an integral part of these interim consolidated financial statements.

INTERIM STATEMENTS OF CONSOLIDATED CASH FLOWS

for the six months ended 30 June 2018

\$000 (unaudited)	NOTE	6 MONTHS ENDED	
		30 June 2018	30 June 2017
Cash flow from operating activities			
Profit for the period		124 892	187 712
Income tax expense	6	36 710	82 064
Profit before income tax		161 602	269 776
Share of (profits)/losses of equity accounted joint ventures	12	(34 695)	8 651
Net finance income		(2 912)	(941)
Depreciation and amortisation		97 601	81 199
Share-based payments		12 741	13 905
Non-cash adjustment on royalties		10 377	10 950
		244 713	383 540
Effects of changes in operating working capital items			
Receivables		(32 961)	(35 092)
Inventories and ore stockpiles		(11 846)	(18 633)
Trade and other payables		(8 966)	5 292
Cash generated from operations before interest and tax		190 940	355 107
Interest received		4 104	1 788
Interest paid		(1 192)	(847)
Dividends received from equity accounted joint ventures		47 306	-
Income tax paid		(81 640)	(70 591)
Net cash generated by operating activities		159 518	265 457
Net cash used in investing activities			
Additions to property, plant and equipment		(80 143)	(85 503)
Funds invested in equity accounted joint ventures		(2 505)	(21 992)
Loans repaid by equity accounted joint ventures		-	746
Net cash used in investing activities		(82 648)	(106 749)
Net cash used by financing activities			
Proceeds from issue of ordinary shares		90	33
Dividends paid to company's shareholders		(188 830)	(94 046)
Dividends paid to non-controlling interests		(4 265)	(8 158)
Net cash used by financing activities		(193 005)	(102 171)
Net (decrease)/increase in cash and equivalents		(116 135)	56 537
Cash and equivalents at beginning of period		719 808	516 301
Cash and cash equivalents at end of period		603 673	572 838

The notes on pages 7 to 18 are an integral part of these interim consolidated financial statements.

NOTES TO THE INTERIM CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

for the six months ended 30 June 2018

1. General information

Randgold Resources Limited (the company), a limited liability company listed on the Main Market of the London Stock Exchange, is registered in Jersey. The Condensed Consolidated Interim Financial Statements of the Company for the six month period ended 30 June 2018 comprise the Company and its subsidiaries and joint ventures (together referred to as the group).

2. Nature of operations

Randgold Resources Limited (the company) and its subsidiaries together with its joint ventures (the group) carry out exploration and gold mining activities. The group currently has five operating mines. There are three operating mines in Mali, West Africa: the Morila gold mine (equity accounted joint venture), which started production in October 2000, the Loulo gold mine (subsidiary), which commenced production in November 2005 and the Gounkoto gold mine (subsidiary), which began production in June 2011. The Morila gold mine is nearing the end of its life and fed tailings storage facility (TSF) material, as well as Domba satellite ore during the year. The group also operates a fourth gold mine in Côte d'Ivoire, Tongon (subsidiary), which started production in December 2010 and a fifth in the Democratic Republic of Congo (DRC), Kibali (equity accounted joint venture) which started production in October 2013. Randgold is the operator of all of its mines.

The interests of the group in its operating mines are held through Société des Mines de Morila SA (Morila) which owns the Morila mine, Société des Mines de Loulo SA (Loulo) which owns the Loulo mine, Société des Mines de Tongon SA (Tongon) which owns the Tongon mine, Société des Mines de Gounkoto SA (Gounkoto) which owns the Gounkoto mine and Kibali Goldmines SA (Kibali), which owns the Kibali mine. Randgold holds an effective 40% interest in Morila in conjunction with AngloGold Ashanti Limited (AngloGold Ashanti) (40%) and the State of Mali (20%). Management of Morila Limited, the 80% shareholder of Morila, is effected through a joint venture committee, with Randgold and AngloGold Ashanti each appointing one-half of the members of the committee. The group also holds an effective 45% interest in the Kibali gold mine (equity accounted joint venture) in the Democratic Republic of Congo (DRC) in conjunction with AngloGold Ashanti (45%) and Société Minière de Kilo-Moto SA UNISARL (SOKIMO) (10%). Management of Kibali (Jersey) Limited, the effective 90% shareholder of Kibali, is effected through a joint venture committee, with Randgold and AngloGold Ashanti each appointing one-half of the members of the committee. Randgold holds an effective 80% interest in both Loulo and Gounkoto. The remaining 20% interest is held by the State of Mali. Randgold holds an effective 89.7% interest in Tongon. The remaining 10% is held by the State of Côte d'Ivoire while 0.3% is held by local Ivorian investors.

The group has a portfolio of exploration permits and projects, with various exploration programmes, ranging from early stage exploration to prefeasibility studies being undertaken. These are underway in the DRC, Mali, Senegal and Côte d'Ivoire.

3. Significant accounting policies

The interim results, which are unaudited, have been prepared in accordance with the requirements of International Accounting Standard 34. This condensed interim report does not include all the notes of the type normally included in an annual financial report. This condensed report is to be read in conjunction with the Annual Report for the year ended 31 December 2017, and any public announcements made by the group during the interim reporting period. The annual financial report for the year ended 31 December 2017 was prepared in accordance with International Financial Reporting Standards and Interpretations (collectively (IFRS)) issued by the International Accounting Standards Board (IASB) as adopted by the European Union and in accordance with Article 105 of the Companies (Jersey) Law 1991. The accounting policies applied in this condensed interim report are consistent with the policies applied in the annual financial report for the year ended 31 December 2017.

Basis of preparation

The unaudited condensed consolidated interim financial statements for the six months ended 30 June 2018 do not constitute statutory accounts and have been drawn up using accounting policies and presentation expected to be adopted in the group's full financial statements for the year ended 31 December 2018, which are not expected to be significantly different to those set out in the notes of the group's audited financial statements for the year ended 31 December 2017.

The financial information for the year ended 31 December 2017 has been extracted from the statutory accounts for that period. The auditors' report for the year ended 31 December 2017 was unqualified and did not include references to any matters to which the auditors drew attention by way of emphasis without qualifying their report.

The financial information for the six months ended 30 June 2017 is unaudited.

The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost convention. The preparation of financial statements in conformity with IFRS requires the use of certain critical accounting estimates. It also requires management to exercise its judgement in the process of applying the company's accounting policies. The areas involving a high degree of judgement or complexity, or areas where assumptions and estimates are significant to the consolidated financial statements are disclosed in note 4.

After reviewing the group's and company's budget for the next financial year, and other longer term plans, the directors are satisfied, at the time of approving the financial statements, it is appropriate to adopt the going concern basis in preparing the financial statements. The directors have no reason to believe that the group and company will not be a going concern for at least the next 12 months based on forecasts and available cash resources and available facilities.

New standards and interpretations applied

The company has adopted IFRS 9 'Financial Instruments' and IFRS 15 'Revenue from Customers' in the six month period ending 30 June 2018, following the standards becoming effective for periods commencing on or after 1 January 2018.

IFRS 9 'Financial instruments' addresses the classification and measurement of financial assets and financial liabilities and replaces the guidance in IAS 39 that relates to the classification and measurement of financial instruments. IFRS 9 retains but simplifies the mixed measurement model and establishes three primary measurement categories for financial assets: amortised cost, fair value through other comprehensive income (OCI) and fair value through profit or loss. The basis of classification depends on the entity's business model and the contractual cash flow characteristics of the financial asset. There is now a new expected credit loss model that replaces the incurred loss impairment model used in IAS 39. The adoption of IFRS 9 did not result in any material change to the consolidated results of the group from the beginning of the earliest period presented. Following an assessment of the consolidated financial assets no changes to classification of those financial assets was required. The group has applied the expected credit loss impairment model to its financial assets, focused in particular on its long-term loans to its asset leasing joint ventures which hold mining equipment and no material credit losses are considered to apply. The group has chosen not to restate comparatives on adoption of IFRS 9 and, therefore, both of these changes have been processed at the date of initial application (i.e. 1 January 2018), and presented in the statement of changes in equity for the 6 months to 30 June 2018. The group's VAT receivables detailed in note 4 are excluded from the scope of IFRS 9.

IFRS 15 introduced a single framework for revenue recognition and clarify principles of revenue recognition. This standard modifies the determination of when to recognise revenue and how much revenue to recognise. The core principle is that an entity recognises revenue to depict the transfer of promised goods and services to the customer of an amount that reflects the consideration to which the entity expects to be entitled in exchange for those goods or services. The adoption of IFRS 15 did not result in any material change to the group's revenue recognition, from the beginning of the earliest period presented, following analysis of the gold sales contracts held by its mining operations. The company enters into a contract for the sale of gold at each of its mining operations. The group's performance obligation under each of the contracts is to supply such gold to the customer subject to minimum quality specifications with the consideration for such gold sales determined by the market spot price for each ounce of gold at the point of sale and gold content. As the sales from gold contracts are subject to customer survey adjustment, sales are initially recorded based on the results of tests on the material prior to shipment to determine the gold content and specification with such estimates subsequently adjusted to reflect the final gold content determined by the customer shortly after period end. Revenue is recorded to the extent that it is highly probable that there will be no subsequent reversal of such revenue due to gold content or quality specifications. Historical adjustments of this nature have been insignificant. The performance obligations are considered to be satisfied and control of the gold transferred as the gold leaves the gold room upon collection by the customer, with title, possession and significant risks and rewards transferred at this point with revenue recorded accordingly.

New standards and interpretations not yet effective

Certain new standards, amendments and interpretations to existing standards have been published that are relevant to the group's activities and are mandatory for the group's accounting periods beginning after 1 January 2019 or later periods and which the group has decided not to adopt early.

The only standard which is anticipated to be significant or relevant to the Group is IFRS 16 "Leases". IFRS 16 introduces a single lease accounting model. This standard requires lessees to account for all leases under a single on-balance sheet model. Under the new standard, a lessee is required to recognise all lease assets and liabilities on the balance sheet; recognise amortisation of leased assets and interest on lease liabilities over the lease term; and separately present the principal amount of cash paid and interest in the cash flow statement. The requirements of IFRS 16 extend to certain service contracts, such as mining contractors in which the contractor provides services and the use of assets, which may impact the group. Accordingly, the group has initiated a review of relevant contracts to complete an impact assessment.

4. Key accounting estimates and judgements

Some of the accounting policies require the application of significant judgement by management in selecting the appropriate assumptions for calculating financial estimates or determining the appropriate accounting treatment for a transaction.

By their nature, these judgements are subject to an inherent degree of uncertainty and are based on historical experience, terms of existing contracts, management's view on trends in the gold mining industry and information from outside sources. The estimates and assumptions that have a significant risk of causing a material adjustment to the carrying amounts of assets and liabilities within future reporting periods are discussed below.

TVA (value added tax)

Included in trade and other receivables are TVA receivables of \$125.2 million (\$52.7 million as non-current) (31 December 2017: \$114.4 million, \$55.1 million as non current) consisting primarily of recoverable TVA balances owing by the State of Mali. In Mali the TVA owing is being offset against other tax owing to the State, in accordance with the legal right of offset under the relevant establishment conventions. Profit forecasts for Loulo and Gounkoto, using approved budgets and mine plans, support recovery of the balance through such offsetting by 2019 (31 December 2017: 2019), although the recovery and timing is subject to estimates of factors such as gold price and production. The gold price is consistent with that used in the group's impairment tests detailed below. Judgement was required in assessing the recoverability of these amounts and timing thereof. A discounting provision of \$2.5 million (31 December 2017: \$2.5 million) has been recorded in respect of the TVA receivables. The group is continuing to engage with authorities in Mali to pursue the cash settlement of the outstanding TVA balances.

A further \$70.0 million (before discounting provision) of TVA receivables (31 December 2017: \$70.2 million) (at 45% attributable share) is included in the underlying statement of financial position of the Kibali joint venture, while \$7.6 million of TVA receivables (31 December 2017: \$7.0 million) is included in the underlying statement of financial position of Morila and are shown in the 'Investment in joint ventures' line in the group statement of financial position.

The group continues to seek recovery of TVA in the DRC, in line with the Mining Code and the carrying value of the receivable has been assessed considering factors such as the level of receipts in the period and to date, relationships and communications with government officials and the tax authority and the limited quantum of disputed submissions. Judgement exists in assessing recovery of these receivables. While the TVA balance is considered collectible, uncertainty exists regarding the timing of receipt. Accordingly, the receivable has been discounted by \$8.1 million (31 December 2017: \$8.1 million) (at 45% attributable share) which required estimates as to the timing of future receipts based on historical trends and other factors. A discount rate of 8.5% (31 December 2017: 10%) has been applied to the expected cash receipts and 2% (31 December 2017: 2%) applied to the amounts forecasted to be recovered through offsetting. A 1% change in the discount rate would increase the provision by \$2.5 million (at 45% attributable share). A 1 year delay to recovery would increase the provision by \$2.8 million (at 45% attributable share).

Malian tax disputes

The group has received various tax claims from the State of Mali in respect of its Mali operations, which totalled \$200.5 million at the end of the current period (31 December 2017: \$200.5 million). The International Center for Settlement of Investment Disputes' (ICSID) arbitration tribunal issued its final and binding award in 2016, resulting in Loulo being awarded \$29.2 million in principal (together with an award for costs and interest) from the State of Mali, for monies found by the tribunal to have been wrongfully taken by the government through TVA credits. This amount was subsequently received during the third quarter of 2016. In addition, the arbitration ruled that TVA withholding tax on foreign suppliers was due to the State of Mali, although amounts due were also confirmed to be recoverable as TVA receivables by the award such that the TVA payable is matched by an equal TVA receivable. The arbitration however related to only a portion of the various tax claims which have been received by the group from the State of Mali in respect of its Mali operations. Having taken professional advice, the group considers material elements of the claims to be without merit or foundation and is strongly defending its position in relation to these claims and following the appropriate legal process. Accordingly, no provision has been made for the material claims and the likelihood of a material outflow of economic benefits in respect of such claims is considered improbable under IFRS.

Loulo, Gounkoto and Morila each have legally binding establishment conventions which guarantee fiscal stability, govern the taxes applicable to the companies and allow for international arbitration in the event a dispute cannot be resolved in the country. Management continues to engage with the Malian authorities at the highest level to resolve these outstanding fiscal issues. During 2016, the group received payment demands in respect of these disputed amounts, and consequently the group paid tax advances to the State of Mali in the amount of \$25.0 million, to ensure that it could continue to engage with the Malian authorities to resolve the tax disputes, noting that any amounts which were legally not due would be refunded. These amounts are shown in trade and other receivables.

DRC Mining Code

In the DRC, the Mining Code and Regulations have been amended with an updated Mining Code which came into effect on 9 March 2018 (2018 Mining Code) and the related amended Mining Regulations which came into effect on 8 June 2018, although the regulations were only actually published in July 2018 and have not yet been fully enforced. Kibali Goldmines SA is considering all its options to protect its vested rights under the 2002 Mining Code, as well as the specific state guarantees it previously received, including preparing for international arbitration. In addition, it continues to engage with the government to find alternative solutions which would be mutually acceptable to both parties, including through the application of Article 220 of the 2018 Mining Code, which affords benefits to mining companies in landlocked infrastructurally challenged provinces, such as where Kibali is located. The group does not consider the revised tax legislation to be applicable given the tax stability protection in the 2002 Mining Code. As such, the impact of the changes to the Mining Code has not been included in the current LOM plan, however the changes are not expected to have a material effect on the LOM plan.

Recovery of deferred tax assets

Management have recognised a deferred tax asset of \$48.1 million (at 100%) at Kibali (31 December 2017: \$43.2 million deferred tax asset). The group has to apply judgement in determining the recoverable amount of deferred tax assets. Deferred tax assets are recognised to the extent that their utilisation is probable, being based upon whether it is more likely than not that sufficient and suitable taxable profits will be available in the future, against which the reversal of temporary differences can be deducted. The recoverability of the asset has been assessed considering factors such as the underlying assumptions in the life of mine plan, the operating performance of the mine and any restrictions under the DRC tax code.

The group considers the deferred tax assets to be recoverable owing to the latest life of mine plan which estimates the asset being utilised within three years. The gold price would have to fall below \$1 070/oz before the tax losses are not utilised.

Carrying values of property, plant and equipment and joint venture investments

The group assesses at each reporting period whether there is any indication that these assets may be impaired. If such indication exists, the group estimates the recoverable amount of the asset. The recoverable amount is assessed by reference to the higher of 'value in use' (being the net present value of expected future cash flows of the relevant cash generating unit) and 'fair value less cost to sell'. The estimates used for impairment reviews are based on detailed approved mine plans and operating plans. Future cash flows are based on estimates of:

- The quantities of the proven and probable reserves being those for which there is a high degree of confidence in economic extraction;
- Future production levels;
- Future commodity prices, including oil forecast at \$70/bbl (31 December 2017: \$70/bbl);
- Future cash cost of production and capital expenditure associated with extraction of the proven and probable reserves in the approved mine plan;
- Future gold prices – a gold price curve was used for the impairment calculations starting at a \$1 200/oz gold price (31 December 2017: \$1 250/oz) and increasing at an average of 2.5% per annum (31 December 2017: 2.5%). The gold price curve was determined after consideration of a range of forecast techniques and data sources;
- A discount rate equivalent to 8.2% pre-tax (31 December 2017: 8.2%); and
- An inflation rate of 2.5% (31 December 2017: 2.5%).

The impairment tests performed did not indicate impairment and head room existed at each mine. Given the significance of gold prices and the longevity of mine plans, the directors consider gold price and discount rate sensitivities to be relevant.

A reduction in forward gold prices in excess of 13.6% or an increase in the discount rate to 16.8% is required to give rise to an impairment at any of the mines with the greatest discount rate sensitivity being at Loulo. However, having considered such scenarios, the directors remain satisfied that no impairment is appropriate. The models are considered suitably conservative with proven and probable reserves determined based on \$1 000/oz gold price (31 December 2017: \$1 000/oz).

Capitalisation and depreciation

There are several methods that could be adopted for calculating depreciation, ie the straight line method, the production method using ounces produced and the production method using tonnes milled. The directors believe that the tonnes milled method is the best indication of plant and infrastructure usage. Refer to note 2 of the 31 December 2017 financial statements for the depreciation policy. Estimates are required regarding the allocation of assets to relevant proven and probable reserves in the unit of production calculations, with assessments involving the group's mining, capital and geology departments. Proven and probable reserves are used in each depreciation calculation, which is considered to be a suitably conservative measure of the future ore extractable using existing assets. Expenditure incurred to date in underground infrastructure development considered to have been commissioned, is depreciated over the remaining proven and probable reserves of the underground mine, as the infrastructure provides access to the future mining areas.

The group applies judgement in allocating costs between operating and capital items in respect of underground mining and in determining the date depreciation commences. Costs are capitalised when the activity provides access to future ore bodies and are expensed as operating costs when the works involve extraction of ore from operational sections of the orebody. The nature of activity is assessed based on information provided by contractors, together with inspections by the group's mining teams where contractor mining is used. The nature of activity is assessed by the group's mining teams where owner mining applies. Direct labour, materials and other costs are specifically allocated based on the activity performed. Indirect costs that are attributable to underground works are allocated between capital and operating expenses based on factors such as development versus operating metres.

Specifically, judgement is required in determining the point at which assets under construction at Kibali began commercial production and should be depreciated. Depreciation start dates are determined considering the factors detailed in note 2 and during 2015 Kibali underground mine assets attributable to production started to be depreciated. The commissioning of the underground happens in phases and as the sections are brought into production the attributable costs are transferred and depreciated. Judgement was applied in identifying the costs considered attributable to this production. Additionally, given ongoing mine construction and development, judgement was required in allocating costs between operating costs, ore stockpiles and ongoing capital works. Costs have been allocated based on the underlying activity and economic benefits.

Gold price assumptions

A gold price of \$1 000/oz (31 December 2017: \$1 000/oz) has been used in the mineral reserves optimisation calculations across the group. Changes in the gold price used could result in changes in the mineral reserve optimisation calculations which impact LoM plans. Mine modelling is a complex process and hence it is not feasible to perform sensitivities on gold price assumptions in respect of ore reserves.

Determination of ore reserves

The group estimates its ore reserves and mineral resources based on information compiled by Competent Persons as defined in accordance with the Australasian Code for Reporting of Exploration Results, Mineral Resources and Ore Reserves of December 2012 (the 2012 JORC code). Reserves determined in this way are used in the calculation of depreciation and amortisation, as well as the assessment of the carrying value of property, plant and equipment and joint ventures and timing of mine closure obligations. There are numerous uncertainties inherent in estimating ore reserves and assumptions that are valid at the time of estimation may change significantly when new information becomes available. Changes in the forecast prices of commodities, exchange rates, production costs or recovery rates may change the economic status of reserves and may, ultimately, result in the reserves being restated.

Future rehabilitation obligations

The net present value of current rehabilitation estimates has been discounted to their present value at 2.5% per annum (31 December 2017: 2.5%) being the prevailing risk free interest rates. Expenditure is generally expected to be incurred at the end of the respective mine lives. The group undertakes regular assessments by external experts of its mine closure plans, together with assessments by internal staff in the intervening periods, to determine the required rehabilitation works, cost of works and timing of such works. Judgement is required in determining the appropriate costs, timing of costs, discount rates and inflation. There have been no material changes to the group's provision for rehabilitation, for further information, including the carrying amounts of the liabilities, refer to the group's 2017 Annual Report. A 1% change in the discount rate on the group's rehabilitation estimates would result in an impact of \$6.8 million (31 December 2017: \$6.8 million) on the provision for environmental rehabilitation, and an impact of \$0.6 million (31 December 2017: \$0.6 million) on the statement of comprehensive income.

Stockpiles, gold in process and product inventories

Costs that are incurred in or benefit the productive process are accumulated as stockpiles, gold in process and product inventories. Net realisable value tests are performed at least annually and represent the estimated future sales price of the product based on contained gold and metals prices, less estimated costs to complete production and bring the product to sale. Judgement is required in assessing whether stockpiles of different grades should be tested individually, or tested as inputs to the gold production process, as detailed in the group's accounting policy. In the current period, the stockpiles were tested for each individual mine, reflecting the planned blended feed of such stockpiles to the mill on the basis that they are blended together and with future ore mined.

Stockpile quantities are measured by estimating the number of tonnes added and removed from the stockpile, the number of contained gold ounces based on assay data, and the estimated recovery percentage based on the expected processing method. Stockpile tonnages are verified by periodic surveys. The forecast gold prices and cost escalators were those used in the impairment test detailed above. The net realisable value tests demonstrate significant headroom with no reasonable sensitivity indicating impairment.

Post production open cast mine stripping

The group capitalises costs, associated with stripping activity, to expose the orebody, within mining assets (note 11) with significant stripping costs capitalised in the period at Goukoto in respect of the super pit project. During the period stripping of pits at Kibali occurred. Judgement was required in determining the relevant section or phase of the orebody to which stripping activity relates, based on assessment of factors such as mine planning, project feasibility studies, geology of the open cast pits and strategic board decisions such as the pushback campaigns which requires judgement over the eligible costs. The group determined that the stripping activity for the Goukoto super pit related to the enlarged open pit as a whole based on the improved access to the ore body, following consideration of all relevant facts and circumstances. The group determined that the stripping costs at Kibali are attributable to the individual satellite pits to which improved access was provided. The group depreciates the deferred costs capitalised as stripping assets on a unit of production method, with reference to the ex-pit ore treated from the relevant orebody component or phase.

Exploration and evaluation expenditure

The group has to apply judgement in determining whether exploration and evaluation expenditure should be capitalised or expensed. Management exercises this judgement based on the results of economic evaluations, prefeasibility or feasibility studies. Costs are capitalised where those studies conclude that more likely than not the group will obtain future economic benefit from the expenditures.

5. Revenue

\$000	6 months ended 30 June 2018	6 months ended 30 June 2017
Gold Sales on spot	556 937	653 506
Total revenue	556 937	653 506

Revenue recognition

The company enters into contracts for the sale of gold. Revenue arising from gold sales under these contracts is recognised when the performance obligation have been satisfied and the transaction price is determinable. The group's performance obligation under each of the contracts is to supply such gold to the customer subject to minimum quality specifications with the consideration for such gold sales determined by the market spot price for each ounce of gold at the point of sale and gold content. As the sales from gold contracts are subject to customer survey adjustment, sales are initially recorded based on the results of tests on the material prior to shipment to determine the gold content and specification with such estimates subsequently adjusted to reflect the final gold content determined by the customer shortly after period end. Revenue is recorded to the extent that it is highly probable that there will be no subsequent reversal of such revenue due to gold content or quality specifications. Historical adjustments of this nature have been insignificant. The performance obligations are considered to be satisfied and control of the gold transferred as the gold leaves the gold room upon collection by the customer, with title, possession and significant risks and rewards transferred at this point with revenue recorded accordingly.

6. Income taxes

\$000	6 months ended 30 June 2018	6 months ended 30 June 2017
Current taxation	31 404	75 118
Deferred taxation	5 306	6 946
Taxation charge	36 710	82 064

The company is subject to an income tax rate in Jersey at 0%. Under Malian tax law, income tax is based on the greater of 30% of taxable income or 0.75% of gross revenue. Under Ivorian tax law, income tax is based on the greater of 25% of taxable income or 0.5% of gross revenue. The Loulo, Gounkoto and Tongon operations have no assessable capital expenditure carry forwards or assessable tax losses, at 30 June 2018 and 30 June 2017 respectively, for deduction against future mining income. The group's share of profits from equity accounted joint ventures is stated net of \$2.0 million credits (31 December 2017: \$23.1 million credits) for current and deferred tax entries, primarily in respect of Morila and Kibali. See note 20 for details on the Gounkoto tax rate.

7. Share capital and premium

The total authorised number of ordinary shares at 30 June 2018 is 120 million (31 December 2017 and 30 June 2017: 120 million) of \$0.05 (31 December 2017 and 30 June 2017: \$0.05). All issued shares are fully paid. The total number of issued shares at 30 June 2018 was 94 427 646 shares (31 December 2017: 94 124 872 shares and 30 June 2017: 94 058 716 shares). Refer to the statement of changes in equity on page 5 of this report for more detail on the movement of the number of ordinary shares, share capital and share premium, including the movement arising from the issue of restricted shares, exercise of share options and vesting of share awards and the scrip dividends.

Further details with regards to the group's share plans are provided in the group's 2017 Annual Report.

8. Dividends

At Randgold's Annual General Meeting (AGM) the dividend recommended by the board of directors was approved for the period ended 31 December 2017 of \$2.00 per share, up 100% on the previous year's \$1.00 per share. The dividend was paid in cash with no script alternative being made available during the period, at a total cost of \$188.8 million. During the 6 month period to 30 June 2017 a dividend of \$1.00 per share was approved at the AGM and subsequently a dividend of \$94.0 million in cash, with no script available, was paid to shareholders in May 2017.

9. Earnings and dividends per share

	Income (numerator) \$000	Shares (denominator)	Per share amount \$
For the 6 months ended 30 June 2018			
Basic earnings per share			
Shares outstanding at 1 January 2018		94 124 872	
Weighted number of shares issued		232 806	
Income available to shareholders	109 510	94 357 678	1.16
Effective of dilutive securities			
Share options		700	
Restricted shares		1 310 660	
Diluted earnings per share	109 510	95 669 038	1.14
For the 6 months ended 30 June 2017			
Basic earnings per share			
Shares outstanding at 1 January 2017		93 803 752	
Weighted number of shares issued		191 926	
Income available to shareholders	153 849	93 995 678	1.64
Effective of dilutive securities			
Share options		9 292	
Restricted shares		1 187 057	
Diluted earnings per share	153 849	95 192 027	1.62

Earnings per share

Earnings per share are computed by dividing net income by the weighted average number of ordinary shares in issue during the year.

Diluted earnings per share

Diluted earnings per share are presented when the inclusion of potential ordinary shares has a dilutive effect on earnings per share.

10. Inventories and ore stockpiles

\$000	30 June 2018	31 Dec 2017
Consumable stores	103 082	100 992
Stockpiles	169 188	162 468
Gold in process	15 907	12 871
Total inventories and ore stockpiles	288 177	276 331
Less: current portion	(135 742)	(116 797)
Non-current portion	152 435	159 534

All inventory and ore stockpiles are started at the lower of cost or net realisable value.
Non-current ore stockpiles reflect ore tonnes not planned to be processed within the next 12 months.

11. Property, plant and equipment

\$000	30 June 2018	31 Dec 2017
Mine properties, mine development costs and mine plant facilities and equipment costs		
At the beginning of period	2 661 745	2 462 421
Additions	82 453	199 324
	2 744 198	2 661 745
Accumulated depreciation and amortisation		
At beginning of year	1 084 461	901 561
Charge for the year	97 601	182 900
	1 182 062	1 084 461
Net book value	1 562 136	1 577 284

Long-lived assets

Included in property, plant and equipment are long-lived assets which are amortised on a unit of production basis as detailed in note 4 and comprise the metallurgical plants, tailings and raw water dams, power plants and mine infrastructure and development costs. The net book value of these assets was \$1 464.7 million at 30 June 2018 (31 December 2017: \$1 462.9 million).

Short-lived assets

Included in property, plant and equipment are short-lived assets which are amortised over their useful lives and are comprised of motor vehicles and other equipment. The net book value of these assets was \$96.2 million at 30 June 2018 (31 December 2017: \$95.4 million).

Undeveloped property

Included in property, plant and equipment are undeveloped property costs of \$1.2 million (31 December 2017: \$1.4 million).

Post production stripping

Property, plant and equipment include capitalised stripping costs, related to the production phase of opencast mining. The net book value at 30 June 2018 was \$18.9 million (31 December 2017: \$17.8 million).

	30 June 2018	31 Dec 2017
The remaining maximum estimated useful lives in respect of proven and probable reserves for each mine included above is as follows:		
Loulo	15 years	15 years
Goukoto	10 years	10 years
Tongon	4 years	4 years

12. Investments and loans in joint ventures

The joint venture agreements and structures for Kibali and Morila, together with the asset leasing joint ventures (KAS 1 Limited, RAL 1 Limited and RAL 2 Limited) provide the group with interests in the net assets of those companies, rather than interests in underlying assets and obligations. Accordingly, under IFRS 11, the group's share of joint ventures has been accounted for using the equity method.

The following tables represent the group's share of the assets and liabilities of the respective joint venture which are included in the consolidated balance sheet and statement of comprehensive income within the total investments in joint ventures, share of profits of equity accounted joint ventures and share of equity accounted joint ventures' other comprehensive income.

Investment in joint ventures

The movements in total investments in joint ventures are as follows:

\$000	30 June 2018	31 Dec 2017
Beginning of period		
Investments in equity accounted joint ventures	1 440 610	1 414 211
Other investments in joint venture	50 109	34 423
Total investments in joint ventures	1 490 719	1 448 634
Funds invested in equity accounted joint ventures	2 505	30 898
Loans repaid by equity accounted joint ventures	-	(746)
Share of profits/(losses) of equity accounted joint ventures	34 696	11 950
Dividends	(47 306)	-
Share of other comprehensive income of joint ventures	-	(17)
End of period		
Investments in equity accounted joint ventures	1 427 552	1 440 610
Other investments in joint ventures	53 061	50 109
Total investments in joint ventures	1 480 613	1 490 719

The segmental report in note 14 presents information based on the group's effective 45% interest in the underlying Kibali gold mine as reported internally. As such, that differs to the 50% interest in the Kibali (Jersey) Limited group.

The group's effective interest in Kibali is 45%. The group holds a 50% joint venture interest in Kibali (Jersey) Limited with AngloGold Ashanti. Joint control is provided through shareholdings and the joint venture agreement. Kibali (Jersey) Limited holds an effective 90% interest in Kibali Goldmines SA thereby giving the group an effective 45% interest in that mine. Refer to note 2 for details.

Kibali (Jersey) Limited has made loans indirectly to Kibali Goldmines SA totalling \$2.8 billion at period end (31 December 2017: \$2.7 billion), to fund the development of the mine. The loans are eliminated on consolidation at the Kibali (Jersey) Limited level. Consequently, Kibali (Jersey) Limited will receive 100% of the cash flows from Kibali Goldmines SA, until the loans have been repaid. The loans carry interest at the rate of 8% per annum.

Note that the KAS 1 Limited asset leasing joint venture in which the group has an effective 25.01% interest is included within the Kibali joint venture as Kibali (Jersey) Limited is the joint venture partner with Bouyges Travaux Publics SAS.

KGL Isiro SARL

KGL Isiro SARL is an exploration company in which the group has a 51% interest with Kilo Goldmines Ltd being the joint venture partner. The total exploration expenses incurred in the six months to 30 June 2018 amounted to \$0.3 million (31 December 2017: \$0.1million), of which \$0.15 million (31 December 2017: \$0.075 million) is the group's share. The net loss and net assets are immaterial.

13. Deferred taxation

\$000	30 June 2018	31 Dec 2017
Deferred tax is calculated on temporary differences under the liability method using a tax rate of 30% in respect of the Malian operations and 25% in respect of the Ivorian operations.		
The movement on deferred taxation is as follows:		
At the beginning of the period	52 781	42 386
Statement of comprehensive income charge	5 306	10 395
At the end of the year	58 087	52 781
Deferred taxation assets and liabilities comprise the following:		
Accelerated tax depreciation	57 487	52 181
Deferred stripping	600	600
Deferred taxation liability	58 087	52 781
Net deferred tax liability	58 087	52 781

There is no deferred tax on other comprehensive income items. There are no unrecognised deferred tax liabilities in respect of undistributed profits.

14. Segmental information

Operating segments have been identified on the basis of internal reports about components of the group that are regularly reviewed by the group's chief operating decision maker. The operating segments included in internal reports are determined on the basis of their significance to the group. In particular, operating mines are reported as separate segments and exploration projects that have significant capitalised expenditure or other fixed assets are also reported separately. The Kibali and Morila joint ventures are included on a line by line basis, reflecting internal reporting. Other parts of the group, including the RAL 1 Limited and RAL 2 Limited joint ventures, are included within corporate and exploration. The group's chief operating decision maker is considered by management to be the board of directors. An analysis of the group's business segments, excluding intergroup transactions, is set out below. Major end customers are not identifiable because all gold is sold to an agent.

The segmental information in respect of the group's joint ventures is presented using the proportionate consolidation method for a joint venture to reflect the way information is reported to the board. The joint ventures are accounted for using the equity method of accounting under IFRS as the company holds rights to the net assets of the arrangements as a whole rather than rights to the assets, and obligations for the liabilities, relating to the arrangement.

Country of operation	Mali		Côte d'Ivoire		DRC	Jersey				
	Group's 40% share of Morila	Loulo	Gounkoto	Tongon	Group's effective 45% share of Kibali	Corporate and Jersey exploration	Inter company eliminations	Sub-total	Joint venture adjustments	Total
\$000										
6 months ended 30 June 2018										
Total revenue	19 434	238 186	154 678	164 073	226 956	-	-	803 327	(246 390)	556 937
Mining and processing costs excluding depreciation and amortisation	(14 118)	(109 199)	(73 866)	(93 191)	(104 762)	6 145	-	(388 991)	112 735	(276 256)
Mining and processing costs	(3 072)	(54 218)	(9 400)	(33 753)	(77 461)	(230)	-	(178 134)	80 533	(97 601)
Royalties	(17 190)	(163 417)	(83 266)	(126 944)	(182 223)	5 915	-	(567 125)	193 268	(373 857)
Exploration and corporate expenditure	(1 157)	(14 257)	(9 280)	(4 913)	(8 502)	-	-	(38 109)	9 658	(28 451)
Other (expenses)/income	-	(1 258)	(1 212)	(1 561)	(1 199)	(26 720)	-	(31 950)	1 199	(30 751)
Finance costs	(1 084)	(9 773)	(7 054)	(2 050)	224	7 543	-	(12 194)	12 310	116
Finance income	(190)	(5 526)	(22)	(29)	(4 940)	(2 294)	5 406	(7 595)	6 403	(1 192)
Share of profits equity accounted joint ventures	-	9	2	41	2 074	16 297	(5 406)	13 017	(8 913)	4 104
(Loss)/Profit before income tax	-	-	-	-	-	-	-	-	34 696	34 696
Income tax expense	(187)	43 964	53 846	28 617	32 390	741	-	159 371	2 231	161 602
Net (loss)/profit	56	(13 187)	(16 359)	(7 154)	2 175	(10)	-	(34 479)	(2 231)	(36 710)
Capital expenditure	(131)	30 777	37 487	21 463	34 565	731	-	124 892	-	124 892
Total assets	(1 170)	(45 561)	(11 262)	(4 985)	(39 905)	(18 335)	-	(121 218)	41 075	(80 143)
Total external liabilities	30 282	1 425 760	261 239	522 874	1 489 902	2 034 343	-	5 764 400	(1 568 169)	4 196 231
	(19 028)	(112 522)	(34 551)	(60 988)	(72 823)	(18 813)	-	(318 725)	64 437	(254 288)
6 months ended 30 June 2017										
Total revenue	15 138	282 117	188 166	183 223	163 096	-	-	831 740	(178 234)	653 506
Mining and processing costs excluding depreciation and amortisation	(10 254)	(98 461)	(60 744)	(88 147)	(105 220)	5 598	-	(357 228)	109 876	(247 352)
Mining and processing costs	(2 191)	(45 457)	(3 610)	(31 825)	(63 602)	(307)	-	(146 992)	65 793	(81 199)
Royalties	(12 445)	(143 918)	(64 354)	(119 972)	(168 822)	5 291	-	(504 220)	175 669	(328 551)
Exploration and corporate expenditure	(910)	(16 886)	(11 290)	(5 496)	(7 519)	-	-	(42 101)	8 428	(33 673)
Other (expenses)/income	-	(1 579)	(401)	(1 018)	(925)	(20 733)	-	(24 656)	925	(23 731)
Finance costs	(43)	(19 003)	8 411	(2 435)	(14 894)	25 483	-	(2 481)	12 416	9 935
Finance income	(112)	(5 831)	(7)	(43)	(3 729)	(4 695)	5 793	(8 624)	7 778	(847)
Share of losses of equity accounted joint ventures	7	13	2	10	5 555	2 901	(5 793)	2 696	(908)	1 788
Profit before income tax	-	-	-	-	-	-	-	-	(8 651)	(8 651)
Income tax expense	1 635	94 913	120 527	54 269	(27 238)	8 247	-	252 354	17 422	269 776
Net profit	(308)	(28 474)	(36 158)	(17 432)	17 730	-	-	(64 642)	(17 422)	(82 064)
Capital expenditure	1 327	66 439	84 369	36 837	(9 508)	8 247	-	187 712	-	187 712
Total assets	(877)	(45 623)	(11 797)	(8 914)	(58 478)	(19 169)	-	(144 858)	59 355	(85 503)
Total external liabilities	27 625	1 434 159	242 862	567 506	1 508 322	1 948 929	-	5 729 403	(1 572 712)	4 156 691
	(24 940)	(118 730)	(59 381)	(73 698)	(110 722)	(10 669)	-	(398 140)	155 656	(242 494)

15. Commitments and contingent liabilities

\$000	30 June 2018	31 Dec 2017
Capital expenditure contracted for at statement of financial position date but not yet incurred is:		
Property plant and equipment – subsidiaries	21 889	17 262
Commitments of joint ventures (attributable share):		
Kibali	14 872	8 599
Morila	11	-
RAL 1	10 881	16 262
Total commitments of joint ventures (attributable share)	25 764	24 861
	47 653	42 123

Under the Kibali (Jersey) Limited Joint Venture Agreement (Kibali JVA) the obligation of the parties (Randgold Resources (Kibali) Ltd and AngloGold Ashanti Holdings plc) in respect of the future funding (including but not limited to operating costs, capital costs and other costs) of Kibali and/or the Kibali project shall be pro-rata in proportion to their respective percentage interests in Kibali at the time any such future funding is required. In accordance with the Kibali JVA, Kibali will be funded via intercompany loans provided indirectly from Kibali (Jersey) Limited. Kibali declared a dividend of \$94.0 million to shareholders during the six months to 30 June 2018 (year ended 31 December 2017: nil). The approved capital expenditure plan for 2018 is \$154.0 million (2017: \$211.1 million) and is expected to be self-funded by operating cash flows.

As discussed more fully in note 4 the group has received claims for various taxes in respect of subsidiaries and joint ventures from the State of Mali totalling \$200.5 million (31 December 2017: \$200.5 million). The group considers the material claims to be without merit or foundation.

16. Mining and processing costs and other disclosable items

\$000	6 months ended 30 June 2018	6 months ended 30 June 2017
Mine production costs	256 270	228 727
Movement in production inventory and ore stockpiles	(12 293)	(12 288)
Depreciation and amortisation	97 601	81 199
Other mining and processing costs	32 279	30 913
	373 857	328 551

Other income primarily includes foreign exchange gains and management fees receivable from joint venture partners.
Other expenses primarily include foreign exchange losses.

17. Exploration and corporate expenditure

\$000	6 months ended 30 June 2018	6 months ended 30 June 2017
Exploration and corporate expenditure comprise:		
Exploration expenditure	16 838	12 720
Corporate expenditure	13 913	11 011
	30 751	23 731

18. Related party transactions

\$000	6 months ended 30 June 2018	6 months ended 30 June 2017
Key management remuneration		
Short term employee benefits	7 129	6 504
Share-based payments	6 097	5 415
Total	13 226	11 919

This includes compensation for two executive directors of the company (2017: 2), 6 non-executive directors (2017: 8) and 21 executive management personnel (2017: 22). Refer to directors' and executives' profiles in the 2017 annual report for detail of their roles and responsibilities.

19. Non-GAAP information

Randgold has identified certain measures that it believes will assist understanding of the performance of the business. As the measures are not defined under IFRS they may not be directly comparable with other companies' adjusted measures. The non-GAAP measures are not intended to be a substitute for, or superior to, any IFRS measures of performance but management has included them as these are considered to be important comparables and key measures used within the business for assessing performance.

These measures are explained further below:

Total cash costs and cash cost per ounce are non-GAAP measures. Total cash costs and total cash cost per ounce are calculated using guidance issued by the Gold Institute. The Gold Institute was a non-profit industry association comprising leading gold producers, refiners, bullion suppliers and manufacturers. This institute has now been incorporated into the National Mining Association. The guidance was first issued in 1996 and revised in November 1999. Total cash costs, as defined in the Gold Institute's guidance, include mine production, transport and refinery costs, general and administrative costs, movement in production inventories and ore stockpiles, and royalties. Total cash costs exclude costs associated with capitalised stripping activities. Total cash costs and cash per ounce also include the company's share of equity accounted joint ventures' total cash costs and cash cost per ounce.

Total cash cost per ounce is calculated by dividing total cash costs, as determined using the Gold Institute guidance, by gold ounces sold for the periods presented. Total cash costs and total cash cost per ounce are calculated on a consistent basis for the periods presented. Total cash costs and total cash cost per ounce should not be considered by investors as an alternative to operating profit or net profit attributable to shareholders, as an alternative to other IFRS measures. The data does not have a meaning prescribed by IFRS and therefore amounts presented may not be comparable to data presented by gold producers who do not follow the guidance provided by the Gold Institute. In particular depreciation and amortisation would be included in a measure of total costs of producing gold under IFRS, but are not included in total cash costs under the guidance provided by the Gold Institute. Furthermore, while the Gold Institute has provided a definition for the calculation of total cash costs and total cash cost per ounce, the calculation of these numbers may vary from company to company and may not be comparable to other similarly titled measures of other companies. However, Randgold believes that total cash cost per ounce is a useful indicator to investors and management of a mining company's performance as it provides an indication of a company's profitability and efficiency, the trends in cash costs as the company's operations mature, and a benchmark of performance to allow for comparison against other companies.

Cash operating costs and cash operating cost per ounce are calculated by deducting royalties from total cash costs. Cash operating cost per ounce is calculated by dividing cash operating costs by gold ounces sold for the periods presented. Total cash operating costs and cash operating cost per ounce include our share of joint ventures' total operating cash costs and operating cash cost per ounce.

Gold sales is a non-GAAP measure. It represents the sales of gold at spot and the gains/losses on hedge contracts which have been delivered into at the designated maturity date. It excludes gains/losses on hedge contracts which have been rolled forward to match future sales. This adjustment is considered appropriate because no cash is received/paid in respect of these contracts. Randgold currently does not have any hedge positions. Gold sales include our share of our equity accounted joint ventures' gold sales.

Profit from mining activity is calculated by subtracting total cash costs from gold sales for all periods presented. Profit from mining includes our share of our equity accounted joint ventures.

Gold on hand represents gold in doré at the mines multiplied by the prevailing spot gold price at the end of the period. Gold on hand includes our share of our equity accounted joint ventures' gold on hand.

The following table reconciles total cash costs and profit from mining activity as non-GAAP measures, to the information provided in the statement of comprehensive income, determined in accordance with IFRS, for each of the periods set out below:

\$000	6 months ended 30 June 2018	6 months ended 30 June 2017
Gold sales per IFRS	556 937	653 506
Gold sales adjustments for joint ventures	246 390	178 234
Gold sales	803 327	831 740
Mine production costs	256 270	228 727
Movement in production inventory and ore stockpiles	(12 293)	(12 288)
Royalties	38 109	42 101
Royalty adjustment for joint ventures	(9 568)	(8 428)
Total royalties	28 451	33 673
Other mining and processing costs	32 279	30 913
Cash cost adjustments for joint ventures	128 131	119 139
Total cash costs	432 838	400 164
Profit from mining activity	370 489	431 576
Share of profits of equity accounted joint ventures, excluding adjustments to sales and cash costs	(106 315)	(67 746)
Depreciation and amortisation	(97 601)	(81 199)
Exploration and corporate expenditure	(30 751)	(23 731)
Finance income	4 104	1 788
Other income	11 492	9 935
Finance costs	(1 192)	(847)
Other expenses	11 376	-
Profit before income tax	161 602	269 776
Ounces sold (oz)	611 232	672 119
Total cash cost per ounce (\$/oz)	708	595
Cash operating cost per ounce (\$/oz)	646	533

20. Subsequent events

Subsequent to the June quarter end, on 31 July 2018, the Malian government agreed to grant Gounkoto a 50% corporate tax reduction over a four year period, effective from 1 January 2018 until 31 December 2021, to support the development of a super pit at the mine. The agreement, which reduces the corporate tax rate is a concession under Gounkoto's mining convention that gives Gounkoto the right to apply for the additional tax exoneration should it make additional investments. The effect of the 50% reduction in the corporate tax rate has not been reflected in the financial results for the six months ending 30 June 2018 contained within this report. The impact of the reduced tax rate will be to apply an effective 15% tax for the current year including associated reversals of the additional charges recorded to date during the next quarter.

Early in Q3 2018, the government-led process to resolve industrial relations issues at Tongon was interrupted when employees went on strike again before the negotiations were concluded. Consequently, operations at the mine were suspended from 13 July 2018. On 5 September 2018 operations at Tongon returned to normal after management lifted the lock-out imposed on workers after the illegal strike. The mine is now fully operational. The work stoppage has necessitated a revision of the mine's previous production guidance for the year which is now estimated at 230 000 ounces of gold.

On 24 September 2018, the Boards of Barrick Gold Corporation ("Barrick") and Randgold Resources Limited ("Randgold") announced that they have reached agreement on the terms of a recommended share-for-share merger of Barrick and Randgold (the "Merger") to create an industry-leading gold company. It is intended that the Merger will be implemented by means of a court-sanctioned scheme of arrangement of Randgold and the Randgold Shareholders under Article 125 of the Companies (Jersey) Law 1991, with the entire issued and to be issued share capital of Randgold being acquired by Barrick. Under the terms of the Merger, each Randgold Shareholder will receive 6.1280 New Barrick Shares for each Randgold Share. Following completion of the Merger, Barrick Shareholders will own approximately 66.6 per cent and Randgold Shareholders will own approximately 33.4 per cent of the New Barrick Group on a fully-diluted basis. The Board of Randgold intends to recommend to Randgold Shareholders to vote in favour of the Scheme at the Jersey Court Meeting and the resolutions to be proposed at the Extraordinary General Meeting. Further details of the proposed Merger are available in the Scheme Document and can be found on our website: www.randgoldresources.com.

RESPONSIBILITY STATEMENT

We confirm that to the best of our knowledge:

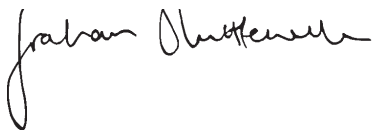
The Condensed Financial Statements have been prepared in accordance with IAS 34 Interim Financial Reporting, and give a true and fair view of the assets, liabilities, financial position and profit of the group.

By order of the Board



D M Bristow
Chief Executive

02 October 2018



G P Shuttleworth
Financial Director

Disclaimer

This interim report has been prepared for, and only for the members of the company (as defined in article 25(2) of the Companies (Jersey) Law 1991), as a body, and no other persons. The company, its directors, employees, agents or advisers do not accept or assume responsibility to any other person to whom this document is shown or into whose hands it may come and any such responsibility or liability is expressly disclaimed. By their nature, the statements concerning the risks and uncertainties facing the Randgold Resources Limited group (Randgold) in this report involve uncertainty since future events and circumstances can cause results and developments to differ materially from those anticipated.

The forward-looking statements reflect knowledge and information available at the date of preparation of this report and the company undertakes no obligation to update these forward-looking statements. In particular, except for the historical information contained herein, the matters discussed in this report are forward-looking statements within the meaning of Section 27A of the US Securities Act of 1933 and Section 21E of the US Securities Exchange Act of 1934, and applicable Canadian securities legislation. Forward-looking statements include, but are not limited to, statements with respect to the future price of gold, the estimation of mineral reserves and resources, the realisation of mineral reserve estimates, the timing and amount of estimated future production, costs of production, reserve determination and reserve conversion rates. Generally, these forward-looking statements can be identified by the use of forward-looking terminology such as 'will', 'plans', 'expects' or 'does not expect', 'is expected', 'budget', 'scheduled', 'estimates', 'forecasts', 'intends', 'anticipates' or 'does not anticipate', or 'believes', or variations of such words and phrases or state that certain actions, events or results 'may', 'could', 'would', 'might' or 'will be taken', 'occur' or 'be achieved'. Assumptions upon which such forward-looking statements are based are in turn based on factors and events that are not within the control of Randgold and there is no assurance they will prove to be correct. Forward-looking statements are subject to known and unknown risks, uncertainties and other factors that may cause the actual results, level of activity, performance or achievements of Randgold to be materially different from those expressed or implied by such forward-looking statements, including but not limited to: risks related to mining operations, including political risks and instability and risks related to international operations, actual results of current exploration activities, conclusions of economic evaluations, changes in project parameters as plans continue to be refined, as well as those factors discussed in Randgold's filings with the US Securities and Exchange Commission (SEC). Although Randgold has attempted to identify important factors that could cause actual results to differ materially from those contained in forward-looking statements, there may be other factors that cause results not to be as anticipated, estimated or intended. There can be no assurance that such statements will prove to be accurate, as actual results and future events could differ materially from those anticipated in such statements. Accordingly, readers should not place undue reliance on forward-looking statements. Randgold does not undertake to update any forward-looking statements herein, except in accordance with applicable securities laws.

Nothing in this report should be construed as a profit forecast.

Cautionary note to US investors

The SEC permits companies, in their filings with the SEC, to disclose only proven and probable ore reserves. We use certain terms in this report, such as 'resources', that the SEC does not recognise and strictly prohibits us from including in our filings with the SEC. Investors are cautioned not to assume that all or any parts of our resources will ever be converted into reserves which qualify as 'proven and probable reserves' for the purposes of the SEC's Industry Guide number 7.

INDEPENDENT REVIEW REPORT TO RANDGOLD RESOURCES LIMITED

Introduction

We have been engaged by the Company to review the special purpose condensed set of financial statements in the half-yearly financial report for the six months ended 30 June 2018 which comprises the consolidated statements of comprehensive income, consolidated statements of financial position, consolidated statements of changes in equity, statements of consolidated cashflows and notes to the consolidated financial statements.

We have read the other information contained in this half-yearly financial report and considered whether it contains any apparent misstatements or material inconsistencies with the information in the condensed set of financial statements.

Directors' responsibilities

The half-yearly financial report is the responsibility of and has been approved by the directors.

As disclosed in note 3, the annual financial statements of the group are prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRSs) as adopted by the European Union. The condensed set of financial statements included in this half-yearly financial report has been prepared in accordance with International Accounting Standard 34, "Interim Financial Reporting", as adopted by the European Union.

Our responsibility

Our responsibility is to express to the Company a conclusion on the condensed set of financial statements in the half-yearly financial report based on our review.

Our report has been prepared in accordance with the terms of our engagement. No person is entitled to rely on this report unless such a person is a person entitled to rely upon this report by virtue of and for the purpose of our terms of engagement or has been expressly authorised to do so by our prior written consent. Save as above, we do not accept responsibility for this report to any other person or for any other purpose and we hereby expressly disclaim any and all such liability.

Scope of review

We conducted our review in accordance with International Standard on Review Engagements (UK) 2410, "Review of Interim Financial Information Performed by the Independent Auditor of the Entity", issued by the Financial Reporting Council for use in the United Kingdom. A review of interim financial information consists of making enquiries, primarily of persons responsible for financial and accounting matters, and applying analytical and other review procedures. A review is substantially less in scope than an audit conducted in accordance with International Standards on Auditing (UK) and consequently does not enable us to obtain assurance that we would become aware of all significant matters that might be identified in an audit. Accordingly, we do not express an audit opinion.

Conclusion

Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that the condensed set of financial statements in the half-yearly financial report for the six months ended 30 June 2018 is not prepared, in all material respects, in accordance with International Accounting Standard 34, as adopted by the European Union.



Scott Knight

BDO LLP
Chartered Accountants
London
02 October 2018

BDO LLP is a limited liability partnership registered in England and Wales (with registered number OC305127).



RANDGOLD RESOURCES LIMITED
Incorporated in Jersey, Channel
Islands
Registration number 62686
www.randgoldresources.com



ANNEXE I : Information financière pro forma

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS PRO FORMA NON AUDITÉS
AU 30 JUIN 2018 ET POUR LE SEMESTRE CLOS À CETTE DATE
ET POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

État du résultat net consolidé pro forma

Exercice clos le 31 décembre 2017

(en millions de dollars américains, sauf les données par action) (non audité)	Barrick	Randgold	Ajustements pro forma	Données consolidées pro forma
Produits des activités ordinaires	8 374 \$	1 280 \$		9 654 \$
Coûts et charges				
Coût des produits vendus	5 300	774	163 A	6 237
Frais généraux et d'administration	248	20		268
Charges de prospection et d'évaluation et frais liés aux projets	354	28		382
Reprises de pertes de valeur	(212)	-		(212)
Perte de change	72	-		72
Réhabilitation d'une mine fermée	55	-		55
Résultat net des entités détenues	(76)	(12)	18 B	(70)
Profit sur les contrats dérivés ne servant pas de couverture	(6)	-		(6)
Autres charges (produits)	(799)	(8)		(807)
Résultat avant éléments financiers et impôt	3 438 \$	478 \$		3 735 \$
Charges financières, montant net	(691)	3		(688)
Résultat avant impôt	2 747 \$	481 \$		3 047 \$
Charge d'impôt	(1 231)	(146)	48 C	(1 329)
Résultat net	1 516 \$	335 \$	(133) \$	1 718 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires du Groupe	1 438 \$	278 \$	(112) \$	1 604 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	78 \$	57 \$	(21) \$ D	114 \$
Résultat par action attribuable aux actionnaires de Société aurifère Barrick				
Résultat net				
De base	1,23 \$	2,96 \$	E	0,91 \$
Après dilution	1,23 \$	2,92 \$	E	0,91 \$

État de la situation financière consolidé pro forma

Au 30 juin 2018

(en millions de dollars américains) (non audité)

	Barrick	Randgold	Ajustements pro forma	Données consolidées pro forma
ACTIF				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents	2 085 \$	604 \$	(306) F	2 383 \$
Créances d'exploitation	194	209		403
Stocks	1 940	136		2 076
Autres actifs courants	356	-		356
Total des actifs courants	4 575 \$	948 \$		5 217 \$
Actifs non courants				
Participations dans des entités détenues	1 214	1 481	388 G	3 083
Immobilisations corporelles	13 727	1 562	1 889 G	17 178
Goodwill	1 330	-	1 146 G	2 476
Immobilisations incorporelles	230	-		230
Actifs d'impôt différé	1 072	-		1 072
Partie non courante des stocks	1 781	152		1 933
Autres actifs	1 193	53		1 246
Total des actifs non courants	20 547 \$	3 248 \$		27 218 \$
Total de l'actif	25 122 \$	4 196 \$		32 435 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Passifs courants				
Dettes d'exploitation	944 \$	128 \$		1 072 \$
Dette	680	-		680
Passifs d'impôt exigible	270	13		283
Autres passifs courants	266	-		266
Total des passifs courants	2 160 \$	140 \$		2 300 \$
Passifs non courants				
Dette	5 712	-		5 712
Provisions	3 108	56		3 164
Passifs d'impôt différé	1 341	58	673 H	2 072
Autres passifs	1 695	3		1 698
Total des passifs non courants	11 856 \$	117 \$		12 646 \$
Total du passif	14 016 \$	257 \$		14 946 \$
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de Société aurifère Barrick	9 356 \$	3 642 \$	2 194 I	15 192 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1 750	297	250 G	2 297
Total des capitaux propres	11 106 \$	3 939 \$		17 489 \$
Total du passif et des capitaux propres	25 122 \$	4 196 \$		32 435 \$

État du résultat net consolidé pro forma

Semestre clos le 30 juin 2018

(en millions de dollars américains, sauf les données par action) (non audité)

	Barrick	Randgold	Ajustements pro forma	Données consolidées pro forma
Produits des activités ordinaires	3 502 \$	557 \$		4 059 \$
Coûts et charges (produits)				
Coût des produits vendus	2 328	402	65 J	2 795
Frais généraux et d'administration	141	14		155
Frais de prospection et d'évaluation et frais liés aux projets	170	17		187
(Reprises) pertes de valeur	61	-		61
Perte de change	90	-		90
Réhabilitation d'une mine fermée	-	-		-
Résultat net des entités détenues	(26)	(35)	11 K	(50)
(Profit) perte sur les contrats dérivés ne servant pas de couverture	(3)	-		(3)
Autres charges (produits)	39	(0)		39
Résultat avant charges financières et impôt	702 \$	159 \$		785 \$
Charges financières, montant net	(269)	3		(266)
Résultat avant impôt	433 \$	162 \$		519 \$
Charge d'impôt	(317)	(37)	19 L	(335)
(Perte) bénéfice net	116 \$	125 \$	(57) \$	184 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires de Société aurifère Barrick	64 \$	110 \$	(49) \$	125 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	52 \$	15 \$	(8) \$ M	59 \$

Résultat par action attribuable aux actionnaires de Société
aurifère Barrick

Bénéfice (perte) net

De base	0,05 \$	1,16 \$	N	0,07 \$
Après dilution	0,05 \$	1,14 \$	N	0,07 \$

Notes annexes

Note 1 – Mode de présentation

L'état du résultat net consolidé pro forma non audité pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et pour le semestre clos le 30 juin 2018 (ci-après, les **états du résultat net pro forma**) et l'état de la situation financière consolidé pro forma non audité au 30 juin 2018 (ci-après, l'**état de la situation financière pro forma**) et, collectivement avec les états du résultat net pro forma, les **états financiers pro forma**) tiennent compte de l'acquisition de Randgold Resources Limited (**Randgold**) proposée par Société aurifère Barrick (**Barrick**) comme si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2017 aux fins de l'état du résultat net pro forma non audité et au 30 juin 2018 aux fins de l'état de la situation financière pro forma. Les états financiers pro forma ont été dressés par la direction de Barrick conformément aux principes de comptabilisation et d'évaluation des Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou **IFRS**) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et intègrent les principales méthodes comptables qui devraient être utilisées pour dresser les états financiers consolidés une fois que l'acquisition décrite à la note 2 sera réalisée. Les états financiers pro forma de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ainsi qu'au 30 juin 2018 et pour le semestre clos à cette date ont été préparés à la lumière de l'information suivante :

- a) les états financiers consolidés audités de Barrick pour l'exercice clos le 31 décembre 2017;
- b) les états financiers consolidés audités de Randgold pour l'exercice clos le 31 décembre 2017;
- c) les états financiers consolidés intermédiaires non audités de Barrick au 30 juin 2018 et pour le semestre clos à cette date;
- d) les états financiers consolidés intermédiaires non audités de Randgold au 30 juin 2018 et pour le semestre clos à cette date;
- e) toute autre information complémentaire qui était jugée nécessaire pour la prise en compte de l'acquisition dans les états financiers pro forma.

Les postes des états financiers consolidés de Randgold suivants ont été reclassés de manière à ce que leur présentation soit conforme à celle de Barrick :

Présentation des états financiers pro forma	Présentation des états financiers de Randgold
Coûts des produits vendus	Somme des coûts d'extraction et de traitement et des redevances
Frais généraux et d'administration	Sous-catégorie des dépenses de prospection et du siège social
Charges de prospection et d'évaluation et frais liés aux projets	Sous-catégorie des dépenses de prospection et du siège social
Autres charges (produits)	Somme des autres produits et des autres charges
Autres actifs	Comptes clients et autres créances d'exploitation (partie non courante)
Provisions	Provision pour remise en état
Autres passifs	Prêts consentis par les actionnaires minoritaires

Les états financiers pro forma ont été dressés à titre indicatif, dans le seul but de montrer l'incidence de l'acquisition (décrite à la note 2). Les états du résultat net pro forma reflètent l'acquisition par Barrick de la totalité des actions en circulation de Randgold.

Les états financiers pro forma ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui auraient réellement été obtenus, ou des résultats prévus pour les périodes futures, si les événements dont il est question aux présentes s'étaient produits aux dates indiquées. Les montants réels comptabilisés par suite de la transaction différeront probablement de ceux comptabilisés dans les états financiers pro forma. Les synergies susceptibles d'être réalisées et les coûts d'intégration pouvant être engagés dans le cadre de l'acquisition proposée ont été exclus de l'état du résultat net pro forma.

Les méthodes comptables ayant servi à l'établissement des états financiers pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et au 30 juin 2018 et pour le semestre clos à cette date sont les mêmes que celles indiquées dans les états financiers consolidés de Barrick pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et au 30 juin 2018 et pour le semestre clos à cette date. Dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés pro forma non audités, un examen a été entrepris afin de relever les différences entre les méthodes comptables de Barrick et celles de Randgold qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers pro forma. Aucune différence majeure n'a été relevée.

Les états financiers pro forma doivent être lus parallèlement avec les états financiers consolidés de Barrick et de Randgold pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et au 30 juin 2018 et pour le semestre clos à cette date. Certains actifs, passifs, produits des activités ordinaires et charges de Randgold ont été reclassés de manière à ce que leur présentation soit conforme à celle des états financiers consolidés de Barrick.

Note 2 – L'acquisition

Barrick propose d'acquérir la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de Randgold en contrepartie de 587 millions d'actions ordinaires de Barrick, à un ratio d'échange de 6,1280 actions ordinaires de Barrick pour une action ordinaire de Randgold. Aux fins des présents états financiers pro forma, il a été présumé que tous les droits non acquis aux termes des accords de paiement fondé sur des actions de Randgold le devenaient avant la clôture, et ont donc été inclus dans la transaction. Une fois l'acquisition réalisée, les actionnaires de Barrick détiendront environ 66,6 % des actions de la société issue du regroupement après dilution, et les actionnaires de Randgold, 33,4 %.

L'acquisition de Randgold par Barrick sera comptabilisée conformément aux IFRS selon la méthode de l'acquisition. Les ajustements pro forma rendent compte de l'acquisition par Barrick de la totalité de l'actif net présenté de Randgold à la juste valeur estimée au 1^{er} janvier 2017 aux fins de l'état du résultat net pro forma, et de la comptabilisation subséquente de Randgold en tant que filiale entièrement détenue.

Le prix d'acquisition se détaille comme suit :

Nombre d'actions ordinaires de Barrick émises à l'intention des actionnaires de Randgold	586 609 277
Cours de clôture des actions ordinaires de Barrick au 21 septembre 2018	10,47 \$
Prix d'acquisition (en millions)	6 142 \$

Barrick a réalisé une répartition provisoire du prix d'acquisition entre les actifs acquis et les passifs repris. Le prix d'acquisition sera ajusté lorsque le cours des actions ordinaires de Barrick sera mis à jour à la clôture, tout comme la juste valeur estimée, qui sera modifiée une fois que les évaluations et la répartition du prix d'acquisition seront achevées. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des risques relevés aux rubriques *Facteurs de risque – Facteurs de risque relatifs à la fusion – Randgold et Barrick peuvent être la cible d'actions en justice, d'actions collectives relatives aux valeurs mobilières, d'actions obliques et d'autres réclamations* et *Facteurs de risque – Facteurs de risque à la réalisation de la fusion – Nouveaux risques liés à la législation et à la fiscalité dans certains territoires d'exploitation de Randgold* de la circulaire.

Note 3 – Hypothèses et ajustements pro forma

Les états du résultat net pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et le semestre clos le 30 juin 2018 reflètent le regroupement de Barrick et de Randgold comme s'il avait eu lieu le 1^{er} janvier 2017. L'état du résultat net pro forma est fourni à titre indicatif uniquement et ne se veut pas représentatif des résultats d'exploitation consolidés qui auraient réellement été obtenus si le regroupement avec Randgold avait eu lieu le 1^{er} janvier 2017, et n'est pas non plus nécessairement indicatif des résultats d'exploitation consolidés futurs.

L'état de la situation financière pro forma au 30 juin 2018 reflète le regroupement de Barrick et de Randgold comme s'il avait eu lieu le 30 juin 2018. L'état de la situation financière pro forma est fourni à titre indicatif uniquement et n'est pas nécessairement représentatif de la situation financière consolidée de la société issue du regroupement.

Les états financiers pro forma ne reflètent pas les éléments suivants et n'en tiennent pas compte : i) les coûts d'intégration qui pourraient être engagés par suite de l'acquisition, ii) les synergies, les efficiences opérationnelles et les économies de coûts qui pourraient découler de l'acquisition ou iii) les avantages que l'on s'attend à tirer des projets d'expansion de la société issue du regroupement.

L'état du résultat net pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 tient compte des hypothèses et ajustements pro forma suivants :

- A. Une hausse du coût des produits vendus de 163 millions de dollars afin de refléter l'amortissement des augmentations de la juste valeur à l'égard des actifs assujettis à l'amortissement identifiés dans le cadre de la répartition provisoire du prix d'acquisition.
- B. Une diminution du résultat net des entités détenues de 18 millions de dollars afin de rendre compte de l'amortissement des augmentations de la juste valeur à l'égard des participations mises en équivalence identifiées dans le cadre de la répartition provisoire du prix d'acquisition.
- C. Une baisse de la charge d'impôt de 48 millions de dollars afin de rendre compte de l'incidence fiscale des ajustements pro forma.
- D. Une diminution nette de 21 millions de dollars du résultat net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle par suite de l'augmentation du coût des produits vendus compensant en partie une diminution de la charge d'impôt.
- E. Calcul du résultat par action pro forma :

Exercice clos le 31 décembre 2017

	(en millions de dollars)
Résultat net attribuable aux actionnaires	1 438 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de Randgold	278
Ajustements pro forma	(112)
Résultat net consolidé pro forma	<u>1 604 \$</u>

	(en millions)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pro forma	1 166
Nombre moyen pondéré d'actions de Barrick en circulation	587
Actions de Barrick émises à l'intention des actionnaires de Randgold	1 753
De base	1 753
Après dilution	1 753

Résultat par action pro forma attribuable aux actionnaires	
De base	0,91 \$
Après dilution	0,91 \$

Les états financiers pro forma au 30 juin 2018 et pour le semestre clos à cette date tiennent compte des hypothèses et ajustements pro forma suivants :

- F. Une diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 306 millions de dollars qui reflète ce qui suit :
- Un montant de 189 millions de dollars lié au dividende autorisé de Randgold de 2,00 \$ par action à verser aux actionnaires existants de Randgold à ou vers la date de prise d'effet;
 - Un montant de 117 millions de dollars qui rend compte des coûts de transaction estimés en lien avec l'acquisition, des paiements estimés relativement au changement de contrôle qui seront versés à certains membres du personnel de Randgold ainsi que de certains droits de mutation immobilière découlant de la transaction. Puisque ces coûts ne devraient pas avoir d'incidence à long terme sur les résultats combinés de la Société, le montant a été comptabilisé en tant que diminution des résultats non distribués;
 - Aucun ajustement n'a été apporté pour rendre compte du dividende autorisé de Barrick ou des contreparties en trésorerie pour les fractions d'actions auxquelles elle a droit.
- G. Une augmentation des participations mises en équivalence de 388 millions de dollars et une hausse des immobilisations corporelles de 1 889 millions de dollars, un goodwill de 1 146 millions de dollars et une participation ne donnant pas le contrôle de 250 millions de dollars afin de rendre compte des augmentations de la juste valeur identifiées dans le cadre de la répartition provisoire du prix d'acquisition.
- H. Un ajustement pour rendre compte d'un passif d'impôt différé de 673 millions de dollars en raison de l'accroissement de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris.
- I. Un ajustement afin de rendre compte de l'élimination des comptes de capitaux propres des actionnaires de Randgold et de l'émission de nouvelles actions ordinaires de Barrick ainsi que du dividende autorisé de Randgold et des coûts mentionnés à la note F ci-dessus.

- J. Une augmentation du coût des produits vendus de 65 millions de dollars afin de rendre compte de l'amortissement des augmentations de la juste valeur à l'égard des actifs assujettis à l'amortissement identifiés dans le cadre de la répartition provisoire du prix d'acquisition.
- K. Une diminution du résultat net des entités détenues de 11 millions de dollars afin de rendre compte de l'amortissement des augmentations de la juste valeur à l'égard des participations mises en équivalence identifiées dans le cadre de la répartition provisoire du prix d'acquisition.
- L. Une diminution de la charge d'impôt de 19 millions de dollars afin de rendre compte de l'incidence fiscale des ajustements pro forma.
- M. Une diminution nette de 8 millions de dollars du résultat net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle par suite de l'augmentation du coût des produits vendus compensant en partie la diminution de la charge d'impôt.
- N. Calcul du résultat par action pro forma :

Semestre clos le 30 juin 2018

	(en millions de dollars)
Résultat net attribuable aux actionnaires	64 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de Randgold	110
Ajustements pro forma	(49)
Résultat net consolidé pro forma	<u>125 \$</u>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pro forma	(en millions)
Nombre moyen pondéré d'actions de Barrick en circulation	1 167
Actions de Barrick émises à l'intention des actionnaires de Randgold	587
De base	1 754
Après dilution	1 754
Résultat par action pro forma attribuable aux actionnaires	
De base	0,07 \$
Après dilution	0,07 \$

ANNEXE J : Convention de coopération

(en anglais seulement)

EXECUTION COPY

24 SEPTEMBER 2018

BARRICK GOLD CORPORATION

and

RANDGOLD RESOURCES LIMITED

COOPERATION AGREEMENT



Freshfields Bruckhaus Deringer

65 Fleet Street
London EC4Y 1HS

CONTENTS

CLAUSE	PAGE
1. Definitions and Interpretation	1
2. Publication of the Announcement.....	11
3. Clearances	11
4. Scheme Document	15
5. Court Proceedings	16
6. Implementation of the Merger	16
7. Barrick documents and Barrick Recommendation	17
8. Additional Barrick Covenants.....	19
9. Switching to a Take-over Offer	22
10. Randgold Employee-Related Matters	23
11. Directors' and Officers' insurance	23
12. Break Payment and other matters	23
13. Actions on or prior to the Effective Date	25
14. Conduct of business	25
15. Termination.....	26
16. Takeover Code	29
17. Representations and warranties.....	29
18. Costs.....	30
19. Entire agreement	30
20. Assignment	30
21. Notices	30
22. Language.....	32
23. Waivers, rights and remedies	32
24. No partnership.....	32
25. Further assurances.....	33
26. Counterparts	33
27. Variations	33
28. Invalidity	33
29. Third party enforcement rights	33
30. Governing law and jurisdiction.....	34
Schedule 1 Form of Announcement	36
Schedule 2 Randgold Employment-Related Matters	37

This **AGREEMENT** is made on 24 September 2018

BETWEEN:

- (1) **BARRICK GOLD CORPORATION**, a corporation incorporated under the laws of the Province of Ontario, whose registered office is at 161 Bay Street, Suite 3700, Toronto, Ontario M5J 2S1, Canada (*Barrick*); and
- (2) **RANDGOLD RESOURCES LIMITED**, a company incorporated under the laws of Jersey with registered number 62686, whose registered office is at 3rd Floor, Unity Chambers, 28 Halkett Street, St Helier, Jersey, JE2 4WJ (*Randgold*),

(each a *party* and together the *parties*).

WHEREAS:

- (A) Barrick and Randgold propose to announce a recommended all-share merger on the terms and conditions set out in the Announcement.
- (B) The Merger will be made on the terms and subject to the conditions set out in the Announcement and this Agreement.
- (C) The parties intend that the Merger will be implemented by way of the Scheme, although Barrick reserves the right to implement the Merger by way of the Take-over Offer.
- (D) The parties are entering into this Agreement to set out certain obligations and commitments in relation to the implementation of the Merger (whether by way of the Scheme or the Take-over Offer).

IT IS AGREED as follows:

1. Definitions and Interpretation

- 1.1 In this Agreement (including the recitals and Schedule 2 but excluding Schedule 1), the terms and expressions listed in this clause 1.1 shall have the meanings set out in this clause 1.1. Terms and expressions used in Schedule 1 shall have the meanings given to them in Schedule 1:

Acacia means Acacia Mining plc, a public limited company incorporated under the laws of England and Wales with registered number 07123187, whose registered office is at 5th Floor, 1 Cavendish Place, London, W1G 0QF;

Acceptance Condition means the acceptance condition to any Take-over Offer;

Acquisition Agreement has the meaning given in clause 8.3(b);

Action has the meaning given in clause 30.2;

Agreed Switch has the meaning given in clause 9.1(a);

Announcement means the announcement detailing the terms and conditions of the Merger to be made pursuant to Rule 2.7 of the Code, in the form set out in Schedule 1 (save only for non-material amendments agreed to on behalf of each of the parties);

Barrick Acceptable Confidentiality Agreement means a confidentiality agreement between Barrick and a third party (other than Randgold or a person acting in concert with Randgold or at Randgold's direction or with Randgold's agreement) that:

- (a) is entered into in accordance with clause 8.2;
- (b) contains confidentiality restrictions no less favourable to Barrick than those set out in the Confidentiality Agreement;
- (c) does not permit such third party to acquire any securities of the Barrick Group (excluding Acacia) other than in the manner contemplated in paragraph (d) of this definition; and
- (d) contains customary standstill provisions that only permit the third party (not being Randgold or a person acting in concert with Randgold or at Randgold's direction or with Randgold's agreement) to, either alone or jointly with others, make a Competing Proposal for Barrick to the Barrick Board that is not publicly announced;

Barrick Board means the board of directors of Barrick from time to time;

Barrick Board Adverse Recommendation Change means the Barrick Board:

- (a) withdrawing (or modifying in any manner adverse to Randgold), or proposing publicly to withdraw (or modify in any manner adverse to Randgold), the Barrick Recommendation;
- (b) adopting, approving, recommending or declaring advisable, or proposing publicly to adopt, approve, recommend or declare advisable, any Competing Proposal for Barrick;
- (c) failing to include the Barrick Recommendation in the Announcement or the Barrick Circular; or
- (d) entering into an Acquisition Agreement in breach of clause 8.3(b) or pursuant to clause 8.4;

Barrick Circular means any notice of meeting and accompanying information circular (including all schedules, appendices and exhibits thereto) to be sent by Barrick to the Barrick Shareholders in connection with the Barrick Shareholder Meeting, including any amendments or supplements thereto;

Barrick Directors means the directors of Barrick from time to time;

Barrick Fairness Opinions means the written opinions dated 23 September 2018, given by each of The Klein Group, LLC and Morgan Stanley Canada Limited, that, as of such date, subject to the assumptions, limitations and qualifications contained therein, the Exchange Ratio (as defined in the Announcement) is fair from a financial point of view to Barrick;

Barrick Group means Barrick and its subsidiary undertakings;

Barrick Notice of Recommendation Change has the meaning given in clause 8.4(b)(A);

Barrick Recommendation means an unqualified recommendation by the Barrick Board to the Barrick Shareholders to vote in favour of the Barrick Shareholder Resolution;

Barrick Shareholder Meeting means the special meeting, including any adjournments or postponements thereof in accordance with the terms of this Agreement, of the Barrick Shareholders to be held to consider and, if thought advisable, approve the Barrick Shareholder Resolution;

Barrick Shareholder Resolution means the shareholder resolution of the Barrick Shareholders approving, by simple majority of the Barrick Shares voted at the Barrick Shareholder Meeting, the issuance of the New Barrick Shares in accordance with the requirements of the Toronto Stock Exchange;

Barrick Shareholders means, at any time, the holders of Barrick Shares;

Barrick Share Plans means the Barrick Restricted Share Unit Plan, the Barrick Deferred Share Unit Plan, the Barrick Performance Granted Share Unit Plan, the Barrick Global Employee Share Plan, the Barrick Share Purchase Plan and the Barrick Stock Option Plan (2004); and the Barrick Amended and Restated Stock Option Plan;

Barrick Shares means the common shares in the capital of Barrick;

Barrick Superior Proposal means any unsolicited bona fide written Competing Proposal for Barrick that has not been withdrawn and that:

- (a) did not result from a breach by Barrick or any of its Representatives of any provision of clauses 8.1 through 8.4 (inclusive);
- (b) is made by a third party or group pursuant to which such third party (or in a merger or consolidation involving such party, the stockholders of such third party) or group would acquire, directly or indirectly, by means of a merger, take-over bid, amalgamation, plan of arrangement, business combination, consolidation, liquidation, winding-up or similar transaction, 100% of the Barrick Shares or all or substantially all of the assets of the Barrick Group;
- (c) complies with Law;
- (d) is not subject to any financing contingency and in respect of which the Barrick Board has concluded, in good faith (after receiving the advice of its legal and financial adviser(s)), that adequate arrangements have been made to ensure that the required funds or other consideration will be available to effect payment in full;
- (e) is not subject to any due diligence and/or access condition;
- (f) in respect of which the Barrick Board determines in good faith, after receiving the advice of its legal counsel and its financial adviser(s) that: (A) failure to recommend such Competing Proposal for Barrick to the Barrick Shareholders would be inconsistent with its fiduciary duties under Law; and (B) such Competing Proposal is on terms more favourable from a financial point of view to the Barrick Shareholders than the Merger, taking into

account all the material terms and conditions of (x) such offer (including the material legal, financial and regulatory aspects of the proposal and any potential delay associated therewith) and (y) this Agreement (including any changes proposed by Randgold to the terms of this Agreement), and also taking into account the expected benefits and any synergies arising from the Merger; and

- (g) is otherwise reasonably capable of being consummated on the terms proposed, taking into account all material legal, financial, regulatory and other aspects of such proposal, including conditionality;

Break Payment has the meaning given in clause 12.1;

Break Payment Event has the meaning given in clause 12.1;

Business Day means a day other than a Saturday or Sunday or public holiday in England and Wales, Jersey, Canada or the United States on which banks in London, St. Helier, Toronto and New York are open for general commercial business;

Clearances means any approvals, consents, clearances, permissions, confirmations, comfort letters and waivers that are required to be obtained, any filings that are required to be made (or that are reasonably considered appropriate or desirable by Barrick and Randgold) and any waiting periods that need to have expired, from or under any of the Laws, regulations or practices applied by any Government Authority (or under any agreements or arrangements to which any Government Authority is a party) and any other requirements imposed or asserted by a Government Authority, in each case in connection with the Merger, and including the Regulatory Conditions;

Code means the City Code on Takeovers and Mergers, as issued from time to time by or on behalf of the Panel;

COMESA means the Common Market for Eastern and Southern Africa, which includes the following member states: Burundi, the Comoros, the Democratic Republic of Congo, Djibouti, Egypt, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Libya, Madagascar, Malawi, Mauritius, Rwanda, Somalia, Sudan, Swaziland, Seychelles, Tunisia, Uganda, Zambia and Zimbabwe;

Communications means notifications, filings, submissions, material correspondence and material communications, whether oral or in writing, or other forms of engagement;

Competing Proposal for Barrick means a proposal, offer or expression of interest, whether or not in writing:

- (a) for an offer (including an exchange offer or take-over bid), merger, acquisition, dual-listed structure, amalgamation, statutory arrangement, recapitalization, reverse take-over, and/or business combination (or the announcement of a firm intention to do the same), the purpose of which is to acquire, directly or indirectly, 20 per cent. or more of the issued or to be issued common share capital of Barrick or any other class of voting or equity securities of Barrick or securities convertible into or exchangeable for such voting or equity securities (when aggregated with the shares already held by

the acquirer and any person acting or presumed or deemed to be acting in concert with the acquirer) or any arrangement or series of arrangements which results in any party acquiring, consolidating or increasing 'control' (as defined in the Code) of Barrick;

- (b) for the acquisition or disposal, directly or indirectly (and including by way of dilution as a result of share issuance by any Barrick Group member, excluding Acacia), of all or a significant proportion (being 20 per cent. or more) of the business, assets and/or undertakings of the Barrick Group calculated by reference to any of its revenue, profits or value taken as a whole;
- (c) for a demerger and/or liquidation involving all or a significant portion (being 20 per cent. or more) of the Barrick Group calculated by reference to any of its revenue, profits or value taken as a whole; or
- (d) for any other transaction which would be reasonably likely materially to preclude, impede or delay or otherwise prejudice, or be an alternative to or inconsistent with, the implementation of the Merger,

in each case which is not effected by Randgold (or a person acting in concert with Randgold) or at Randgold's direction or with Randgold's agreement, and in each case whether implemented in a single transaction or a series of transactions and whether conditional or otherwise and excluding in each case the Strategic Investment Agreement;

Competing Proposal for Randgold means a proposal, offer or expression of interest, whether or not in writing:

- (a) for an offer (including a partial, exchange or tender offer), merger, acquisition, dual-listed structure, scheme of arrangement, reverse take-over, whitewash transaction and/or business combination (or the announcement of a firm intention to do the same), the purpose of which is to acquire, directly or indirectly, 20 per cent. or more of the issued or to be issued ordinary share capital of Randgold or any other class of voting or equity securities of Randgold or securities convertible into or exchangeable for such voting or equity securities (when aggregated with the shares already held by the acquirer and any person acting or presumed or deemed to be acting in concert with the acquirer) or any arrangement or series of arrangements which results in any party acquiring, consolidating or increasing 'control' (as defined in the Code) of Randgold;
- (b) for the acquisition or disposal, directly or indirectly (and including by way of dilution as a result of share issuance by any Randgold Group member), of all or a significant proportion (being 20 per cent. or more) of the business, assets and/or undertakings of the Randgold Group calculated by reference to any of its revenue, profits or value taken as a whole;
- (c) for a demerger and/or liquidation involving all or a significant portion (being 20 per cent. or more) of the Randgold Group calculated by reference to any of its revenue, profits or value taken as a whole; or

- (d) for any other transaction which would be reasonably likely materially to preclude, impede or delay or otherwise prejudice, or be an alternative to or inconsistent with, the implementation of the Merger (including, for the avoidance of doubt, any transaction or arrangement which would constitute a Class 1 transaction for the purposes of the Listing Rules undertaken by Randgold),

in each case which is not effected by Barrick (or a person acting in concert with Barrick) or at Barrick's direction or with Barrick's agreement, and in each case whether implemented in a single transaction or a series of transactions and whether conditional or otherwise;

Conditions means:

- (a) for so long as the Merger is being implemented by means of the Scheme, the terms and conditions to the implementation of the Merger (including the Scheme) as set out in Part A of Appendix I to the Announcement and to be set out in the Merger Document, as may be amended by Barrick with the consent of Randgold and the Panel; and
- (b) for so long as the Merger is being implemented by means of a Take-over Offer, the terms and conditions referred to in (a) above, as amended by replacing the Scheme Conditions with the Acceptance Condition and as may be further amended by Barrick with the consent of the Panel (and, in the event of an Agreed Switch, Randgold),

and **Condition** shall be construed accordingly;

Confidentiality Agreement means the confidentiality agreement dated 28 April 2018 entered into between Randgold and Barrick;

Court means the Royal Court of Jersey;

Court Hearing means the hearing by the Court of the petition to sanction the Scheme and to grant the Court Order, such hearing to take place on the date as is agreed between Barrick and Randgold, subject to the agreement of the Panel where applicable;

Court Meeting means the meeting(s) of the Scheme Shareholders to be convened by order of the Court pursuant to Article 125 of the Jersey Companies Law, notice of which will be set out in the Scheme Document, for the purpose of approving the Scheme, including any adjournment thereof;

Court Order means the order(s) of the Court sanctioning the Scheme under Article 125 of the Jersey Companies Law;

Effective Date means:

- (a) the date on which the Scheme becomes effective in accordance with its terms; or
- (b) if Barrick elects to implement the Merger by means of a Take-over Offer in accordance with the terms of this Agreement, the date that the Take-over Offer becomes or is declared unconditional in all respects;

Government Authority means any central bank, ministry, governmental, quasi-governmental, supranational (including COMESA and the European Union), statutory, regulatory or investigative body, authority or tribunal (including any national or supranational anti-trust, competition or merger control authority, any sectoral ministry or regulator and foreign investment review body), national, state, municipal or local government (including any subdivision, court, tribunal, administrative agency or commission or other authority thereof), any entity owned or controlled by any of them or any private body (in either case exercising any regulatory, taxing, importing or other authority), any trade agency, association, institution or professional or environmental body in any jurisdiction;

Jersey Companies Law means the Companies (Jersey) Law 1991, as amended from time to time;

Law means any applicable statute, law, rule, regulation, ordinance, code, order, judgment, injunction, writ, decree, directive, policy, guideline, interpretation or rule of common law issued, administered or enforced by any Government Authority, or any judicial or administrative interpretation thereof;

Listing Rules means the rules and regulations made by the Financial Conduct Authority in its capacity as the UK Listing Authority under the Financial Services and Markets Act 2000, and contained in the UK Listing Authority's publication of the same name;

Longstop Date means 28 February 2019 (or such later date as may be agreed in writing by Barrick and Randgold (with the Panel's consent and (if such approval is required) as the Court may approve);

Merger means the direct or indirect acquisition of the entire issued and to be issued share capital of Randgold by Barrick to be effected by way of: (i) a Scheme; or (ii) a Take-over Offer (as the case may be);

Merger Document means (i) if the Scheme is (or is to be) implemented, the Scheme Document; or (ii) if the Take-over Offer is (or is to be) implemented, the Offer Document;

Misrepresentation means an untrue statement of material fact or omission to state a material fact that is required to be stated or that is necessary to make a statement not misleading in light of the circumstances in which it was made;

New Barrick Shares means the new Barrick Shares to be issued pursuant to the Merger;

Offer Document means, if (following the date of this Agreement) Barrick elects to implement the Merger by way of the Take-over Offer in accordance with clause 9.1, the document to be sent to (among others) Randgold Shareholders setting out, among other things, the full terms and conditions of the Take-over Offer;

Panel means the UK Panel on Takeovers and Mergers;

Randgold Board means the board of directors of Randgold from time to time;

Randgold Board Adverse Recommendation Change means:

- (a) if Randgold makes an announcement prior to the publication of the Merger Document(s) that: (i) the Randgold Directors no longer intend to make the Randgold Board Recommendation or intend to modify or qualify such recommendation in any adverse way; (ii) except as contemplated in this Agreement, it will not convene the Court Meeting or the Randgold General Meeting; or (iii) except as contemplated in this Agreement, it intends not to post the Scheme Document or (if different) the document convening the Randgold General Meeting;
- (b) if Randgold makes an announcement that it will delay the convening of, or will adjourn, the Court Meeting, the Randgold General Meeting or the Court Hearing for more than 15 calendar days, in each case without the consent of Barrick, or fails to register the Court Order with the Registrar of Companies by the later of (i) the expected Effective Date as set out in the Scheme Document or any subsequent announcement in relation to the timetable of the Merger published with the agreement of the parties and (ii) 2 Business Days after its grant;
- (c) the Randgold Board Recommendation is not included by Randgold in the Merger Document(s); or
- (d) the Randgold Directors in any way withdraw, adversely modify or adversely qualify the Randgold Board Recommendation;

Randgold Board Recommendation means an unqualified recommendation from the Randgold Board to Randgold Shareholders in respect of the Merger: (i) to vote in favour of the Randgold Resolutions; or (ii) if Barrick elects to implement the Merger by means of a Take-over Offer in accordance with the terms of this Agreement, to accept the Take-over Offer;

Randgold Directors means the directors of Randgold from time to time;

Randgold General Meeting means the general meeting of Randgold to be convened in connection with the Scheme, notice of which will be set out in the Scheme Document, including any adjournment thereof;

Randgold Group means Randgold, its subsidiary undertakings and any undertakings in which it controls, directly or indirectly, 20 per cent. of the voting rights and ***member of the Randgold Group*** shall be construed accordingly;

Randgold Home Jurisdictions means Mali, Côte d'Ivoire, the Democratic Republic of the Congo and Senegal;

Randgold Resolutions means such shareholder resolutions of Randgold as are necessary to approve, implement and effect the Scheme and the Merger and changes to Randgold's articles of association;

Randgold Share Plans means the Randgold CEO Award, the Randgold Resources Limited Restricted Share Scheme, the Randgold Resources Limited Co-Investment Plan, the Randgold Resources Limited Long-Term Incentive Plan, and the Randgold Annual Bonus Plan (to the extent it relates to the deferred bonus shares);

Randgold Shareholder Meetings means the Court Meeting and the Randgold General Meeting;

Randgold Shareholders means the holders of Randgold Shares from time to time;

Randgold Shares means the ordinary shares of USD 0.05 each in the capital of Randgold;

Registrar of Companies means the Registrar of Companies appointed pursuant to the Jersey Companies Law;

Regulatory Conditions means the conditions set out in paragraph 5 of Part A of Appendix 1 to the Announcement;

Regulatory Information Service means any information service authorised from time to time by the Financial Conduct Authority for the purpose of disseminating regulatory announcements;

Remedies means any conditions, measures, commitments, undertakings, remedies (including disposal and any pre-divestiture reorganisations by a party) or assurance (financial or otherwise) offered, imposed or required in connection with the obtaining of any Clearances and that is to come into effect after or conditional on completion of the Merger and **Remedy** shall be construed accordingly;

Representatives has the meaning given in clause 8.1;

Scheme means the scheme of arrangement proposed to be made under Article 125 of the Jersey Companies Law between Randgold and the Scheme Shareholders, with or subject to any modification, addition or condition approved or imposed by the Court and agreed to by Barrick;

Scheme Conditions means the conditions referred to in paragraph 2 of Part A of Appendix 1 to the Announcement;

Scheme Document means the document to be sent to (among others) Randgold Shareholders containing and setting out, among other things, the full terms and conditions of the Scheme and containing the notices convening the Court Meeting and the Randgold General Meeting;

Scheme Shareholders means the holders of Scheme Shares;

Scheme Shares has the meaning given in the Announcement;

Shandong means Shandong Gold Group Co., Ltd., a company incorporated under the laws of the People's Republic of China whose registered office is at Building 3, Shuntai Plaza, No. 2000, Shunhua Road, Jinan 250100, China;

Strategic Investment Agreement means the strategic investment agreement to be entered into between Barrick and Shandong on or around the date of this Agreement, which provides for cross-investments of up to USD 300 million over a 12-month period through the acquisition of shares of Shandong Gold Mining Co., Ltd. and Barrick, respectively, through the facilities of the stock exchanges on which such shares are listed;

subsidiary means a person of another person if such other person (i) holds a majority of the voting rights in it, or (ii) is a member of it and has the right to appoint or remove a majority of its board of directors, or (iii) is a member of it and controls alone, pursuant to an agreement with other members, a majority of the voting rights in it, or if it is a subsidiary of a company that is itself a subsidiary of that other company;

subsidiary undertaking is an undertaking of a parent undertaking, if such parent undertaking (i) holds a majority of the voting rights in the undertaking, or (ii) is a member of the undertaking and has the right to appoint or remove a majority of its board of directors, or (iii) has the right to exercise a dominant influence over the undertaking (x) by virtue of provisions contained in the undertaking's articles, or (y) by virtue of a control contract, or (iv) is a member of the undertaking and controls alone, pursuant to an agreement with other shareholders or members, a majority of the voting rights in the undertaking. For the purposes of this definition, an undertaking shall be treated as a member of another undertaking if (x) any of its subsidiary undertakings is a member of that undertaking, or (y) if any shares in that other undertaking are held by a person acting on behalf of the undertaking or any of its subsidiary undertakings;

Switch has the meaning given in clause 9.1;

Take-over Offer means a take-over offer (within the meaning of Article 116 of the Jersey Companies Law) to be made by or on behalf of Barrick to acquire the entire issued and to be issued share capital of Randgold on the terms and conditions to be set out in the Offer Document;

UK or **United Kingdom** means the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland;

VAT means value added tax and any similar sales or turnover tax (including without limitation goods and services tax); and

Working Hours means 9:30 am to 5:30 pm in the relevant location on a Business Day.

1.2 In this Agreement, unless the context otherwise requires:

- (a) the expressions **acting in concert** and **concert parties** shall be construed in accordance with the Code;
- (b) **interest** in shares or securities shall be construed in accordance with the Code;
- (c) a reference to an enactment or statutory provision shall include a reference to any subordinate legislation made under the relevant enactment or statutory provision and is a reference to that enactment, statutory provision or subordinate legislation as from time to time amended, consolidated, modified, re-enacted or replaced;
- (d) references to a **person** include any individual, an individual's executors or administrators, a partnership, a firm, a body corporate (wherever incorporated), an unincorporated association, Government Authority, a joint

venture, association, works council or employee representative body (in any case, whether or not having separate legal personality);

- (e) references to a recital, paragraph, clause or Schedule (other than a schedule to a statutory provision) shall refer to those of this Agreement unless stated otherwise;
- (f) headings do not affect the interpretation of this Agreement, the singular shall include the plural and *vice versa*, and references to one gender include all genders;
- (g) unless otherwise specified, references to time are to London time;
- (h) any reference to a **day** (including within the phrase **Business Day**) shall mean a period of 24 hours running from midnight to midnight;
- (i) references to any legal term for any action, remedy, method of judicial proceeding, legal document, legal status, court, official or any legal concept or thing shall, in respect of any jurisdiction other than New York, be construed as references to the term or concept which most nearly corresponds to it in that jurisdiction;
- (j) any phrase introduced by the terms **including, include, in particular** or any similar expression shall be construed as illustrative and shall not limit the sense of the words preceding those terms;
- (k) a reference to any other document referred to in this Agreement is a reference to that other document as amended, varied or supplemented at any time; and
- (l) references to this Agreement include this Agreement as amended or supplemented in accordance with its terms.

- 1.3 The Schedules form part of this Agreement and shall have the same force and effect as if set out in the body of this Agreement and any reference to this Agreement shall include the Schedules.

2. Publication of the Announcement

- 2.1 The obligations of the parties under this Agreement, other than this clause 2 and clauses 16 to 24 (inclusive) and 26 to 30 (inclusive), shall be conditional on the release of the Announcement via a Regulatory Information Service (or otherwise in accordance with Rule 30.1 of the Code) at or before 11.59 p.m. on the date of this Agreement or such later time and date as the parties may agree (and, where required by the Code, the Panel may approve). This clause 2 and clauses 16 to 24 (inclusive) and 26 to 30 (inclusive) shall take effect on and from execution of this Agreement.
- 2.2 The parties shall each use reasonable efforts to ensure that the Announcement is released by no later than 8.00 a.m. (London time) on the Business Day following the entry into this Agreement.

3. Clearances

- 3.1 Except where otherwise required by Law, Barrick shall:

- (a) jointly with Randgold, determine the strategy or decisions for obtaining the Clearances, including:
 - (i) the determination, timing and sequencing regarding any discussion, offer or agreement of Remedies, if any are required, with any Government Authorities; and
 - (ii) the determination of any Remedies discussed with, offered to or agreed with any Government Authorities,

save that in the event of any disagreement between Barrick and Randgold over strategy or decisions in relation to, or the offer or agreement of Remedies to satisfy, any Regulatory Condition or to complete the COMESA filing, Barrick may solely determine such strategy or decisions and may solely determine such offer or agreement of Remedies, except where such Remedies would have a material adverse effect on the Barrick Group following the consummation of the Merger;

- (b) subject to clause 3.5, promptly contact and correspond with the Government Authorities in relation to Clearances (including submitting and preparing all necessary filings, notifications and submissions); and
- (c) be responsible for the payment of all fees required in connection with obtaining the Clearances to satisfy any Regulatory Condition or to complete the COMESA filing.

3.2 Subject to clause 3.1, Barrick shall:

- (a) take, or cause to be taken, all reasonable action and do, or cause to be done, all things reasonably necessary or advisable to secure the Clearances required in relation to the Regulatory Conditions or to complete the COMESA filing, in each case by the Longstop Date or such earlier date as is required by law;
- (b) offer to the relevant Government Authorities (and not withdraw) within a reasonable time period any Remedies necessary or advisable (in the reasonable opinion of Barrick) for the purpose of securing the Clearances required in relation to the Regulatory Conditions or to complete the COMESA filing;
- (c) perform or implement without undue delay any such Remedies that are offered to and accepted by the relevant Government Authorities for the purpose of securing the Clearances required in relation to the Regulatory Conditions or to complete the COMESA filing;
- (d) use reasonable efforts to avoid (i) any declarations of incompleteness by any Government Authority and (ii) any suspension of review period by a Government Authority, in each case in respect of the Clearances required in relation to the Regulatory Conditions or to complete the COMESA filing;
- (e) use reasonable efforts to ensure the Clearances required in relation to the Regulatory Conditions or to complete the COMESA filing are obtained promptly by each relevant Government Authority, including, if necessary, entering into a hold separate arrangement with a Government Authority; and

- (f) use reasonable efforts to procure that no Government Authority in respect of the Clearances required in relation to the Regulatory Conditions or to complete the COMESA filing seeks to issue, or issues any measure that prevents, or purports to prevent, completion of the Merger.

3.3 Subject to clause 3.1, the parties shall:

- (a) provide to each other, in a timely manner, such information and assistance as may be required for:
 - (i) the parties to determine in which jurisdictions any merger control, regulatory or other filing, notification, submission or engagement with a Government Authority is necessary or advisable for the purposes of obtaining the Clearances;
 - (ii) the parties to make any filings, notifications or submissions to the Government Authorities as are necessary in connection with the obtaining of Clearances, taking into account all applicable waiting periods;
 - (iii) the identification, structuring and preparation of any Remedies or proposed Remedies; and
 - (iv) responding to any inquiries from other Government Authorities concerning the application or potential application of any Laws to the Merger; and
- (b) ensure that all information necessary:
 - (i) for the making of (or responding to any requests for further information consequent upon) any such filings, notifications, submissions or engagements (including draft versions) necessary for the purpose of obtaining the Clearances; and
 - (ii) the identification, structuring and preparation of any Remedies, and that is in the possession of, or reasonably obtainable by the parties (including from third parties through the exercise of contractual rights) is supplied accurately and as promptly as reasonably practicable.

3.4 Randgold shall:

- (a) not offer or agree to any Remedies without the express written approval of Barrick;
- (b) subject to clause 3.5, not discuss the terms or potential terms of any Remedies without the express written approval of Barrick; and
- (c) in relation to any Regulatory Condition, or to complete the COMESA filing, agree to any Remedies (provided that the determination of such Remedies is made in accordance with clause 3.1) which Barrick requests Randgold to be party to; provided, however, that Randgold's fulfilment of any obligations under such Remedies shall be conditioned on the consummation of the Merger.

3.5 Except to the extent that to do so is prohibited by Law and subject to clauses 3.1 and 3.7:

- (a) Barrick, Randgold or Barrick and Randgold jointly, as may be required by Law, will engage with and/or submit a filing, notification or submission (as required) to each relevant Government Authority as soon as is reasonably practicable after the signing of this Agreement and in any event within any applicable mandatory time periods where it is necessary, desirable, appropriate or expedient to do so to obtain the Clearances and shall make the initial filings for the Regulatory Conditions as soon as is reasonably practicable and in any event by no later than 15 Business Days from the date of this Agreement;
- (b) Barrick and Randgold shall agree on which of them shall manage communications with any Government Authority and shall agree on the principles of the approach (it being further agreed that Randgold will lead all communications with Government Authorities in the Randgold Home Jurisdictions and Barrick will not contact any Government Authority in those jurisdictions without prior consultation with Randgold);
- (c) each party shall provide in a timely manner such cooperation as is reasonably required by the other in connection with the preparation of all such filings, notifications, submissions or engagements referred to in clause 3.5(a) and in relation to the preparation of any other Communications with or to any Government Authority in connection with the Clearances, taking into account all applicable waiting periods;
- (d) each party shall provide, or procure the provision of, draft copies of all Communications (including, in the case of material non-written Communications, reasonably detailed summaries of the material non-written Communications) intended to be sent or communicated to any Government Authority in relation to any Clearances to the other party and its legal advisers at such time as will allow the receiving party a reasonable opportunity to provide comments on such Communications before they are submitted, sent or made, save that, in the case of Randgold and the Randgold Home Jurisdictions, where the parties have agreed the principles of an approach to a Government Authority and the Communication is consistent with those agreed principles, Randgold shall not be required to share, or procure the sharing of, drafts of any Communications to Barrick prior to such Communications being submitted, sent or made;
- (e) each party shall provide the other party with copies of all Communications in the form finally submitted or sent to any Government Authority in relation to any Clearances (including, in the case of material non-written Communications, reasonably detailed summaries of the material non-written Communications);
- (f) each party shall consider in good faith comments made in a timely manner by the other party on draft copies of Communications provided pursuant to clause 3.5(d);

- (g) each party shall notify the other party, and provide copies (including, in the case of material non-written Communications, reasonably detailed summaries of the material non-written Communications), in a timely manner, of any Communication from or with any Government Authority in relation to the Merger or any Clearance;
 - (h) each party shall keep the other party reasonably informed as to the progress of any filing, notification and submission submitted pursuant to clause 3.5(a) and shall give the other reasonable prior notice of any meetings or calls with any Government Authority or other persons or bodies relating to any Clearance (including at pre-notification stage) and, to the extent reasonably practicable, shall allow representatives or advisers nominated by the other: (i) to attend all meetings or calls with any Government Authority (unless prohibited by the Government Authority or Law) relating to any Clearance; and (ii) to make reasonable oral submissions at such meetings or calls; and
 - (i) where reasonably requested by a party, and insofar as permitted by a Government Authority, the other party shall make available appropriate representatives for meetings and calls with any Government Authority in connection with any Clearances.
- 3.6 Each party undertakes to keep the other party informed promptly of: (a) developments which are material or reasonably likely to be material to the obtaining of a Clearance; and (b) the satisfaction of the Regulatory Conditions.
- 3.7 Subject to clause 3.1, each party undertakes not to:
- (a) submit a filing, submission or notification to, or, otherwise engage with, any Government Authority in a jurisdiction where a Clearance is neither required nor determined by Barrick and Randgold to be appropriate or advisable for the Merger to be completed; or
 - (b) withdraw a filing, submission or notification made to any Government Authority whose Clearance is required or determined by Barrick and Randgold to be appropriate or advisable for the Merger to be completed; or
 - (c) other than as required by Law to be paid in respect of any filing, submission or notification to any Government Authority that is required to be made by it pursuant to the terms of this clause 3, make any payment of any amount to any Government Authority in connection with the Merger,
- in each case, without the prior written consent of the other party.
- 3.8 If a provision of this Agreement obliges the parties to disclose any information to the other which the disclosing party reasonably considers to be commercially or competitively sensitive, the disclosing party shall disclose the relevant information to the other party pursuant to appropriate clean team arrangements (including on an external counsel only basis) or as the disclosing party and the other party may otherwise agree.
- 4. Scheme Document**
- 4.1 Subject to clause 3.8, Barrick agrees:

- (a) promptly to provide Randgold all such information about itself, its directors and the Barrick Group (other than Acacia) as is required by Randgold (having regard to the Code and other Law) for inclusion in the Scheme Document (including any information required under the Code or other Law), provided that any information relating solely to Barrick, its directors and the Barrick Group in the Scheme Document shall be in form and content approved in writing by Barrick, acting reasonably (provided such form and content is compliant with Law and acceptable to the Panel, the Court and other relevant regulatory authorities);
- (b) promptly to provide Randgold with all such other assistance and access as may reasonably be required in connection with the preparation of the Scheme Document and any other document required under the Code or by other Law to be published in connection with the Scheme, including access to, and ensuring the provision of reasonable assistance by, Barrick's relevant professional advisers; and
- (c) to procure that the Barrick Directors accept responsibility, in the terms required by the Code, for all the information related to them (and members of their immediate families, related trusts and persons connected with them) and any statements of opinion, belief or expectation of the Barrick Directors in relation to the Merger in the Scheme Document and any other document required under the Code or by other Law to be published in connection with the Scheme.

5. **Court Proceedings**

In connection with all Court proceedings relating to obtaining the Court Order and save as otherwise prohibited by Law, Randgold shall provide to Barrick's legal counsel without delay:

- (a) copies of any notice, evidence, witness statement or other documentation served on Randgold in respect of the application for the Court Order or any appeal therefrom; and
- (b) notice of any written or oral indication from any person (including, without limitation, any Randgold Shareholder) of any person's intention to appeal, delay or otherwise oppose the granting of, the Court Order.

6. **Implementation of the Merger**

- 6.1 Where the Merger is being implemented by way of the Scheme, if all the Conditions (other than the condition contained in paragraph 2(c) of Part A of Appendix 1 to the Announcement) have been satisfied or waived by no later than 11:59 pm on the Business Day immediately preceding the Court Hearing, Barrick shall instruct counsel to appear on its behalf at the Court Hearing and undertake to the Court to be bound by the terms of the Scheme in so far as it relates to Barrick.
- 6.2 If Barrick becomes aware of any fact, matter or circumstance that it reasonably considers would entitle Barrick to invoke any of the Conditions and Barrick reasonably believes the Panel would allow such invocation, Barrick shall notify Randgold (providing reasonable details of the events which have occurred, or

circumstances which have arisen, which they reasonably consider entitles them to invoke the Condition) without delay.

7. Barrick documents and Barrick Recommendation

- 7.1 Barrick shall as promptly as practicable, set the record date for Barrick Shareholders entitled to receive notice of and vote at the Barrick Shareholder Meeting.
- 7.2 Barrick shall coordinate with Randgold to set the date of the Barrick Shareholder Meeting and Barrick shall duly take all lawful action to give notice of, convene and conduct the Barrick Shareholder Meeting in accordance with Barrick's constitutional documents and Law on the same date for which the Court Meeting and the Randgold General Meeting are held (or such other date as may be agreed by both parties in writing).
- 7.3 Subject to Randgold's compliance with clause 7.4, Barrick shall as promptly as reasonably practicable prepare the Barrick Circular together with any other documents required by Law in connection with the Barrick Shareholder Meeting, file the Barrick Circular in all jurisdictions where the same is required to be filed and mail the Barrick Circular to the Barrick Shareholders in accordance with Law.
- 7.4 Randgold agrees to provide promptly to Barrick, to the standard that is required for Barrick to meet its obligations under Law, all such information about itself, its directors and the Randgold Group as is required for the purpose of inclusion in (or submission with) the Barrick Circular, including any *pro forma* financial statements and any technical reports prepared in accordance with National Instrument 43-101 – *Standards of Disclosure for Mineral Projects* in respect of the Kibali mine and the Loulo-Gounkoto mine.
- 7.5 Barrick shall ensure that the Barrick Circular complies in all material respects with Law and, at the time of mailing of the Barrick Circular, does not contain any Misrepresentation (except that Barrick shall not be responsible for any information relating to Randgold and its subsidiary undertakings which is provided by Randgold pursuant to clause 7.4). Barrick shall include a copy of the Barrick Fairness Opinions in the Barrick Circular.
- 7.6 Except to the extent that the Barrick Board has made a Barrick Board Adverse Recommendation Change as permitted by clause 8.4:
- (a) the Barrick Board shall recommend to the Barrick Shareholders that they vote in favour of the Barrick Shareholder Resolution and shall include the Barrick Recommendation in the Barrick Circular; and
 - (b) Barrick shall use its commercially reasonable efforts to solicit proxies in favour of the Barrick Shareholder Resolution and against any other resolution submitted by any Barrick Shareholder, including using such proxy solicitation services firms as Barrick considers necessary and appropriate.

Except as expressly contemplated by the immediately preceding sentence, the obligations of Barrick pursuant to this clause 7 shall not be affected by the commencement, public proposal, public disclosure or communication to Barrick of

any Competing Proposal for Barrick or by the making of any Barrick Board Adverse Recommendation Change by the Barrick Board.

- 7.7 Barrick shall promptly advise Randgold of any written communication it receives from any Barrick Shareholder or person acting on behalf of a Barrick Shareholder in opposition to the Merger or the Barrick Resolution, except for non-substantive communications from any Barrick Shareholder that purports to hold less than one per cent of the outstanding Barrick Shares.
- 7.8 Barrick shall, after the mailing of the Barrick Circular and before the Barrick Shareholder Meeting, keep Randgold informed promptly on a regular basis or as soon as reasonably practicable following written request from Randgold of the number of proxies received by Barrick (or its agent) from Barrick Shareholders in respect of the Barrick Shareholder Resolution and their stated voting instructions.
- 7.9 Barrick (and, in respect of information relating to Randgold only, Randgold) shall promptly notify the other if at any time before the Effective Date either of them becomes aware that the Barrick Circular or the Scheme Document contains a Misrepresentation or otherwise requires an amendment or supplement and Barrick and Randgold shall co-operate in the preparation of any amendment or supplement to the Barrick Circular or Scheme Document as reasonably required. Barrick shall, in respect of the Barrick Circular, and Randgold shall, in respect of the Scheme Document, promptly mail, file and/or otherwise publicly disseminate any such amendment or supplement to the Barrick Shareholders (in respect of the Barrick Circular) or to the Randgold Shareholders (in respect of the Scheme Document) in accordance with Law.
- 7.10 Notwithstanding anything to the contrary contained in this Agreement, if the Barrick Board reasonably believes, after consulting with its outside counsel and Randgold, that:
- (a) it is necessary to postpone or adjourn the Barrick Shareholder Meeting to ensure that any required supplement or amendment to the Barrick Circular is provided to the Barrick Shareholders within a reasonable amount of time in advance of the Barrick Shareholder Meeting; or
 - (b) (A) it will not receive proxies sufficient to approve the Barrick Shareholder Resolution, whether or not a quorum is present, or (B) it will not have sufficient Barrick Shares represented (either in person or by proxy) to constitute a quorum necessary to conduct the business of the Barrick Shareholder Meeting,

then Barrick may postpone or adjourn, or make one or more successive postponements or adjournments of, the Barrick Shareholder Meeting, as long as the date of the Barrick Shareholder Meeting is not postponed or adjourned more than an aggregate of 15 calendar days.

- 7.11 Barrick shall provide draft copies of the Barrick Circular to Randgold at such time as will allow Randgold reasonable opportunity to review and comment on such drafts and Barrick shall give reasonable consideration to any comments provided by Randgold, provided that any information relating solely to Randgold, its directors and the Randgold Group in the Barrick Circular shall be in form and content approved in

writing by Randgold, acting reasonably (provided such form and content is compliant with Law and acceptable to the relevant regulatory authorities) and provided that the inclusion of information referred to in clause 7.4 shall be subject to Randgold's compliance with its obligations thereunder.

- 7.12 If the Barrick Board determines that, by reason of a material change from the information in the Barrick Circular, it is legally necessary for Barrick to have the Barrick Shareholders pass the Barrick Shareholder Resolution a second time, Barrick and Randgold shall again comply with clause 7 and clauses 8.1 and 8.3.

8. **Additional Barrick Covenants**

- 8.1 From the date of this Agreement until the earlier of the Longstop Date or the date of the termination of this Agreement in accordance with clause 15, Barrick shall not, nor shall it authorise any of its respective directors, officers or employees or any of its respective investment bankers, accountants, attorneys or other advisers, agents or representatives to, and shall direct them not to (collectively, **Representatives**):

- (a) directly or indirectly solicit, assist, initiate, encourage or knowingly facilitate (including by providing information to any person for the purpose of facilitating) any Competing Proposal for Barrick or any inquiry or proposal that may reasonably be expected to lead to a Competing Proposal for Barrick; or
- (b) enter into or participate in any discussions or negotiations with, or furnish any information with respect to, or cooperate in any way with any person who is seeking to make or has made a Competing Proposal for Barrick with respect to any Competing Proposal for Barrick or any inquiry or proposal that may reasonably be expected to lead to a Competing Proposal for Barrick.

- 8.2 Notwithstanding the provisions of clause 8.1, at any time prior to obtaining the Barrick Shareholder Resolution, in response to a bona fide written Competing Proposal for Barrick that the Barrick Board determines in good faith (after receiving advice from its outside counsel and its financial adviser(s)) constitutes or would reasonably be expected to result in a Barrick Superior Proposal, and which Competing Proposal for Barrick was made after the date of this Agreement and did not otherwise result from a material breach of the provisions of clause 8.1, if failure to take the following actions would be inconsistent with the fiduciary duties of the Barrick Board under Law, Barrick may (and may authorise its Representatives to), subject to compliance with clause 8.3:

- (a) furnish information with respect to the Barrick Group to the person making such Competing Proposal for Barrick (and its Representatives) (provided that all such information has previously been provided to Randgold or is provided to Randgold prior to or substantially concurrent with the time it is provided to such person) pursuant to a Barrick Acceptable Confidentiality Agreement; and
- (b) engage in discussions regarding the terms of such Competing Proposal for Barrick and the negotiation of such terms with, and only with, the person making such Competing Proposal for Barrick (and such person's Representatives),

provided that Barrick shall promptly notify Randgold upon receipt of any Competing Proposal for Barrick and keep Randgold reasonably informed regarding the proposed terms and if Barrick intends to furnish information pursuant to clause 8.2(a) or engage in discussions pursuant to clause 8.2(b).

8.3 Except as set out in clause 8.4, neither the Barrick Board nor any committee thereof shall:

- (a) take any action which constitutes a Barrick Board Adverse Recommendation Change; or
- (b) approve, recommend or declare advisable, or propose publicly to approve, recommend or declare advisable, or allow any member of the Barrick Group (excluding Acacia) (or their Representatives) to execute or enter into, any letter of intent, memorandum of understanding, agreement in principle, merger agreement, acquisition agreement, option agreement, or other similar or comparable contract (each, an **Acquisition Agreement**) (other than a Barrick Acceptable Confidentiality Agreement) constituting or relating to, or that is intended to or would reasonably be expected to lead to:
 - (i) any Competing Proposal for Barrick;
 - (ii) requiring, or reasonably expected to cause, Barrick to abandon, terminate, adversely amend, delay or fail to consummate, or that would otherwise prevent or materially impede, interfere with, hinder or delay the consummation of, or be inconsistent with, the Merger or any of the other transactions contemplated by this Agreement; or
 - (iii) requiring, or reasonably expected to cause, Barrick to fail to comply with this Agreement in any material respect.

8.4 Notwithstanding the provisions of clause 8.3, at any time prior to obtaining the Barrick Shareholder Resolution, the Barrick Board may make a Barrick Board Adverse Recommendation Change and enter into an Acquisition Agreement or other agreement with respect to a Barrick Superior Proposal if both:

- (a) Barrick receives a Barrick Superior Proposal; and
- (b) the Barrick Board determines in good faith (after consultation with outside counsel and its financial adviser(s)) that the failure to do so would be inconsistent with its fiduciary duties under Law,

provided, however, that Barrick shall not be entitled to exercise its right to make a Barrick Board Adverse Recommendation Change or enter into an Acquisition Agreement or other agreement with respect to a Barrick Superior Proposal (other than a Barrick Acceptable Confidentiality Agreement) until:

- (A) after the fifth Business Day following Randgold's receipt of written notice (a **Barrick Notice of Recommendation Change**) from Barrick advising Randgold that the Barrick Board intends to take such action, including the terms and conditions of any Barrick Superior Proposal that is the basis of the proposed action by the Barrick Board (it being understood and agreed that any amendment

to the financial terms or any other material term of such Barrick Superior Proposal shall constitute a new Competing Proposal for Barrick and shall require a new Barrick Notice of Recommendation Change, except that references to the five Business Day period above shall be deemed to be references to a three Business Day period); and

- (B) Barrick has consulted with Randgold during such period and provided Randgold with a reasonable opportunity at its election to propose changes to the terms and conditions of the Merger or this Agreement and, if Randgold has proposed to amend the terms of the Merger or this Agreement, the Barrick Board shall have determined, in good faith, after consultation with its outside counsel and financial adviser(s), that the Competing Proposal for Barrick continues to be a Barrick Superior Proposal notwithstanding the proposed changes to the terms and conditions of the Merger or this Agreement (if any).

- 8.5 Nothing contained in this Agreement shall prevent the Barrick Board from (a) complying with Section 2.17 of National Instrument 62-104 – *Take-Over Bids and Issuer Bids* by responding through a directors' circular or otherwise as required by Law to a Competing Proposal for Barrick that it determines is not a Barrick Superior Proposal; or (b) calling and/or holding a meeting of Barrick Shareholders requisitioned by Barrick Shareholders in accordance with the OBCA or taking any other action to the extent ordered or otherwise mandated by a Government Authority. Further, nothing in this Agreement shall prevent the Barrick Board from making any disclosure to the Barrick Shareholders if the Barrick Board, acting in good faith and upon the advice of its legal advisers, shall have first determined that the failure to make such disclosure is otherwise required under Law, provided, however, that the Barrick Board shall not be permitted to make a Barrick Board Adverse Recommendation Change, other than as permitted in clause 8.4. Randgold and its counsel shall be given a reasonable opportunity to review and comment on the form and content of any such disclosure, recognising that whether or not such comments are appropriate will be determined by Barrick, acting reasonably.
- 8.6 Barrick shall use commercially reasonable efforts to cause the New Barrick Shares to be issued (subject to the approval of the Barrick Shareholder Resolution at the Barrick Shareholder Meeting) as fully paid and non-assessable Barrick Shares. Barrick shall apply for and use commercially reasonable efforts to obtain conditional approval of the listing and posting for trading on the Toronto Stock Exchange and the New York Stock Exchange prior to the Effective Date of the New Barrick Shares, subject only to satisfaction by Barrick of customary listing conditions of the Toronto Stock Exchange and the New York Stock Exchange. Barrick shall ensure that the New Barrick Shares to be issued pursuant to the Merger are not subject to any contractual or other restrictions on transferability or voting created by Barrick.
- 8.7 For so long as the Merger is being implemented by way of a Scheme, Barrick and Randgold shall use reasonable efforts to cause all New Barrick Shares which are issued to Randgold Shareholders upon the Scheme becoming effective to be issued in reliance on the exemption from the registration requirements provided by section

3(a)(10) of the United States Securities Act of 1933. If for any reason the exemption is not available (as confirmed by its counsel), Barrick shall use its commercially reasonable efforts to file and cause a registration statement to be declared effective by the United States Securities and Exchange Commission in such time so as to procure that the Effective Date of the Scheme occurs by no later than the Longstop Date.

9. **Switching to a Take-over Offer**

9.1 The parties currently intend that the Merger will be implemented by way of the Scheme. However, Barrick shall be entitled, with the consent of the Panel and notwithstanding any provision in the Confidentiality Agreement, to implement the Merger by way of the Take-over Offer rather than the Scheme (such election being a *Switch*) if:

- (a) Randgold provides its prior written consent (an *Agreed Switch*);
- (b) a Randgold Board Adverse Recommendation Change occurs;
- (c) a Competing Proposal for Randgold is announced in accordance with Rule 2.7 of the Code which is recommended in whole or in part by the Randgold Directors; or
- (d) Randgold announces its intention to proceed with a Competing Proposal for Randgold.

9.2 In the event of any Agreed Switch, unless otherwise required by the Panel:

- (a) the Acceptance Condition shall be set at 90 per cent. (or such other percentage (being more than 50 per cent.) as the parties may agree in writing or, if the circumstances in clauses 9.1(b) to 9.1(d) arise after an Agreed Switch, as Barrick may decide (subject, in each case, to the Panel's consent, to the extent necessary)) of the Randgold Shares to which the Take-over Offer relates;
- (b) the Take-over Offer shall be on substantially the same or more favourable terms and conditions as the Scheme (other than with respect to the Acceptance Condition), subject only to appropriate amendments to reflect the switch to a Take-over Offer;
- (c) Barrick shall not take any action which would cause the Take-over Offer not to proceed, to lapse or to be withdrawn in each case for non-fulfilment of the Acceptance Condition prior to the earlier of (i) the 60th day after publication of the Offer Document and (ii) the Longstop Date, and Barrick shall ensure that the Take-over Offer remains open for acceptances until such time; and
- (d) Barrick shall keep Randgold informed promptly on written request from Randgold, of the number of Randgold Shareholders (and the aggregate number of Randgold Shares that they hold) that have validly returned their acceptance or withdrawal forms or incorrectly completed their withdrawal or acceptance forms and the identity of such Randgold Shareholders.

9.3 In the event of any Switch, the parties agree that, save as otherwise provided in this Agreement:

- (a) all provisions of this Agreement shall continue to apply; and
- (b) all provisions of this Agreement relating to the Scheme and its implementation shall apply to the Take-over Offer or its implementation *mutatis mutandis*.

10. **Randgold Employee-Related Matters**

The provisions of Schedule 2 shall apply in respect of certain matters relating to the Randgold Share Plans and other employee-related matters.

11. **Directors' and Officers' insurance**

- 11.1 If and to the extent such obligations are permitted by Law, for six years after the Effective Date, Barrick shall procure that the members of the Randgold Group honour and fulfil their respective obligations (if any) existing as at the date of this Agreement to indemnify their respective directors and officers and to advance expenses, in each case with respect to matters existing or occurring at or prior to the Effective Date.
- 11.2 Barrick acknowledges that, prior to the Effective Date, Randgold may purchase customary "tail" directors' and officers' liability insurance cover for both current and former directors and officers of the Randgold Group who have held office within 12 months preceding the date of this Agreement, including directors and officers who retire or whose employment is terminated as a result of the Merger, for acts and omissions up to and including the Effective Date, in the form of runoff cover for a period of six years following the Effective Date. Such insurance cover shall be with reputable insurers and provide cover, in terms of amount and breadth, substantially equivalent to that provided under the Randgold Group's directors' and officers' liability insurance as at the date of this Agreement.

12. **Break Payment and other matters**

- 12.1 On the occurrence of a Break Payment Event, Barrick shall pay to Randgold the sum of USD300 million (three hundred million United States dollars) (the ***Break Payment***) if the Announcement is released in accordance with clause 2 and any of the following events occur (each a ***Break Payment Event***):
 - (a) this Agreement is terminated pursuant to clause 15.1(f) (*Barrick Board Adverse Recommendation Change*) or 15.1(g) (*Barrick Breach of Certain Provisions*), provided, however, that no Break Payment shall be payable pursuant to this clause 12.1(a) in the event that, prior to such termination: (i) any person acting in concert with Randgold or at Randgold's direction or with Randgold's agreement had made, solicited or initiated a Competing Proposal for Barrick or otherwise entered into an agreement, commitment or understanding regarding a Competing Proposal for Barrick (without any regard to the last paragraph of that definition); or (ii) a Randgold Board Adverse Recommendation Change has occurred;
 - (b) if:
 - (i) a Competing Proposal for Barrick is made to Barrick or is made directly to the shareholders of Barrick generally or otherwise

becomes publicly known or any person has publicly announced an intention (whether or not conditional) to make a Competing Proposal for Barrick;

- (ii) this Agreement is terminated pursuant to clause 15.1(c) (*Failure of Barrick Shareholders to Approve*) or clause 15.1(d) (*Barrick Adjournment or Delay*);
- (iii) prior to such termination, no Randgold Board Adverse Recommendation Change has occurred; and
- (iv) within 12 months of the termination of this Agreement:
 - (A) Barrick enters into a definitive agreement for a Competing Proposal for Barrick;
 - (B) the Barrick Board (or any committee thereof) adopts, approves, recommends or declares advisable any Competing Proposal for Barrick; or
 - (C) a Competing Proposal for Barrick is consummated.

For purposes of this clause 12.1(b), the term “Competing Proposal for Barrick” shall have the meaning assigned to such term in clause 1.1, except that references to “20 per cent. or more” shall be deemed to be references to “50 per cent. or more”.

- 12.2 All sums payable under this clause 12 shall be paid in the form of an electronic funds transfer for same day value on the date falling five Business Days after the date of the Break Payment Event to such bank account as may be notified by Randgold in writing to Barrick and shall be paid less any deduction or withholding that Barrick determines, acting reasonably, is required by Law and without regard to any lien, right of set-off, counterclaim or otherwise. Any amount withheld or deducted shall be treated as having been paid to Randgold for purposes of this Agreement.
- 12.3 In the event that the Break Payment is paid in accordance with this clause 12 and this Agreement terminates, then, except with respect to fraud, Randgold’s receipt of the Break Payment (plus any additional amounts in respect of VAT) shall be the sole and exclusive remedy of Randgold against Barrick for any and all losses and damages based upon, arising out of or in any way relating to this Agreement or the negotiation, execution or performance hereof or the transactions contemplated by this Agreement. In no event shall Barrick be required to pay the Break Payment more than once or pay more than the amount of the Break Payment.
- 12.4 The parties anticipate, and shall use all reasonable endeavours to secure, that the Break Payment is not and will not be treated as consideration for a taxable supply for VAT purposes. If, however, the Break Payment is determined by any tax authority to be consideration in whole or part for a taxable supply for VAT purposes in respect of which Randgold is liable to account for VAT then Randgold shall inform Barrick of that fact (and provide reasonable evidence thereof) and, Barrick shall, acting reasonably and in good faith, determine the proportion of VAT that would be recoverable by Barrick by deduction or refund in respect of any payment it were to make in respect of such VAT and notify Randgold of such proportion. Randgold

shall, following receipt of such notification, calculate the revised Break Payment amount on a VAT-inclusive basis in accordance with clause 12.5 below and shall issue a valid VAT invoice to Barrick in respect of such amount. Barrick shall pay to Randgold any additional amount stated in the invoice which is in excess of the amount of the Break Payment already paid to Randgold within five Business Days of receipt of the invoice.

- 12.5 The revised Break Payment shall be calculated on the basis that the aggregate of (i) the total amount of the Break Payment paid to Randgold (including any amount in respect of VAT and any additional amount paid pursuant to clause 12.4 above), less (ii) the VAT that would be recoverable by Barrick by deduction or refund as referred to in clause 12.4 above, shall be equal to the amount that the Break Payment would have been had no VAT been chargeable in respect of the Break Payment. By way of illustration only (to two decimal places), if the Break Payment (ignoring VAT) was 100, VAT is chargeable at 5% and Barrick is entitled to recover 50% of such VAT then the revised Break Payment shall be calculated as 97.56 plus VAT of 4.88, with Barrick recovering VAT of 2.44.
- 12.6 Should the proportion of recoverable VAT actually obtained by Barrick differ from the amount determined by Barrick in the notification it makes pursuant to clause 12.4, an adjusting payment or payments shall be made between the parties in order to give effect to the principle in clause 12.5, such adjusting payment to be made (and any applicable invoices/credit notes issued) five Business Days after Barrick notifies Randgold (together with such evidence of it as is reasonable in the circumstances to provide).
- 12.7 In clauses 12.4 to 12.6, references to Barrick and Randgold include, where applicable, references to a member of any group of which such entity is a member for VAT purposes.

13. Actions on or prior to the Effective Date

The parties agree and acknowledge that with effect from the Effective Date, the board of directors of Barrick shall be initially comprised of 12 members (or such other number that Barrick and Randgold may agree), of which one third shall be initially appointed by Randgold and two thirds shall be initially appointed by Barrick.

14. Conduct of business

- 14.1 Until the Effective Date, except (x) with Randgold's prior written consent (not to be unreasonably withheld, conditioned or delayed), (y) as required by Law or (z) to the extent the relevant matter is expressly permitted by or in this Agreement or the Announcement, Barrick shall not and shall procure that no member of the Barrick Group (excluding Acacia, provided the actions are not at the direction of Barrick) shall agree, resolve, commit or announce any agreement or intention to:
- (a) other than granting options or awards in respect of shares in the ordinary course in accordance with past practice, and pursuant to the terms of the Barrick Share Plans:
 - (i) allot or issue any Barrick Shares or any securities convertible into Barrick Shares; or

- (ii) grant any option over or right to subscribe for any such shares or any such securities referred in clause 14.1(a)(i); or
 - (b) other than:
 - (i) as required pursuant to the terms of awards granted under the Barrick Share Plans; or
 - (ii) in the ordinary course in accordance with past practice and in a manner compliant with the Barrick Share Plans,

vest or accelerate or waive any conditions relating to any awards under the Barrick Share Plans;
 - (c) consolidate, sub-divide or reclassify any of the Barrick Shares;
 - (d) except in connection with amendments necessary to effect the continuance of Barrick from the OBCA to the BCBCA, amend Barrick's constitutional documents;
 - (e) authorise, declare or pay any distribution or reduction or return of capital on or with respect to the Barrick Shares (whether in cash, assets, shares or other securities);
 - (f) directly or indirectly repurchase, redeem or otherwise acquire any of the Barrick Shares or any rights or options to acquire or subscribe for any such Barrick Shares;
 - (g) take any action or fail to do any anything which could reasonably be expected to prejudice the listing of the Barrick Shares on the Toronto Stock Exchange and the New York Stock Exchange;
 - (h) make any acquisitions or disposals of any assets of a material amount ("material" for this purpose having the meaning set out in Note 2 to Rule 21.1 of the Code, as if it applied to Barrick); or
 - (i) other than the Strategic Investment Agreement, enter into contracts otherwise than in the ordinary course of business.
- 14.2 The obligations in clause 14.1 shall cease to have effect on a Randgold Board Adverse Recommendation Change.

15. Termination

- 15.1 Subject to clauses 15.2 to 15.4 (inclusive), this Agreement shall terminate and all obligations of the parties under this Agreement shall cease, as follows:
- (a) if agreed in writing between the parties before the Effective Date;
 - (b) if the Announcement is not released by 11.59 p.m. on the date of this Agreement (unless, prior to that time, the parties have agreed another time in accordance with clause 2);
 - (c) if the Barrick Shareholder Resolution necessary to satisfy the relevant Condition shall not have been obtained at the Barrick Shareholder Meeting or

at any adjournment or postponement thereof in accordance with this Agreement;

- (d) upon service of written notice by Randgold to Barrick prior to the approval of the Barrick Shareholder Resolution (or, if clause 7.12 applies, prior to the approval of any further Barrick Shareholder Resolution which may be required) and subject to compliance by Randgold with its obligations under clause 7, if Barrick adjourns or postpones the Barrick Shareholder Meeting by more than 15 calendar days or fails to publish the Barrick Circular as required pursuant to Barrick's obligations under clause 7 (if such breach of clause 7 is ongoing following the date that is two calendar days following Randgold's delivery of written notice to Barrick of such breach or is otherwise not curable) or the Barrick Circular does not contain the Barrick Recommendation;
- (e) upon service of written notice by Barrick to Randgold prior to the approval of the Randgold Resolutions, if a Randgold Board Adverse Recommendation Change occurs prior to the Randgold Shareholder Meetings;
- (f) upon service of written notice by Randgold to Barrick prior to the approval of the Barrick Shareholder Resolution (or, if clause 7.12 applies, prior to the approval of any further Barrick Shareholder Resolution which may be required) if a Barrick Board Adverse Recommendation Change occurs prior to the Barrick Shareholder Meeting;
- (g) upon service of written notice by Randgold to Barrick if Barrick breaches its obligations under clauses 8.1 to 8.4 (inclusive) in any material respects, which breach is ongoing following the date that is two calendar days following Randgold's delivery of written notice to Barrick of such breach or is otherwise not curable;
- (h) upon service of written notice by Barrick to Randgold prior to the Longstop Date stating that either:
 - (i) any Condition which has not been waived is (or has become) incapable of satisfaction by the Longstop Date and, notwithstanding that Barrick has the right to waive such Condition, Barrick will not do so; or
 - (ii) any Condition which is incapable of waiver is incapable of satisfaction by the Longstop Date,

in each case in circumstances where the invocation of the relevant Condition (or confirmation that the Condition is incapable of satisfaction, as appropriate) has been permitted by the Panel;

- (i) upon service of written notice by Barrick to Randgold prior to the Longstop Date, if:
 - (i) a Competing Proposal for Randgold is recommended by the Randgold Board; or

- (ii) a Competing Proposal for Randgold completes, becomes effective or is declared or becomes unconditional in all respects;
 - (j) if the Merger is, with the permission of the Panel, withdrawn or lapses in accordance with its terms prior to the Longstop Date (other than where:
 - (i) such lapse or withdrawal is as a result of the exercise of Barrick's right to effect an Agreed Switch; or
 - (ii) such lapse or withdrawal is not followed within five Business Days by an announcement under Rule 2.7 of the Code made by Barrick or a person acting in concert with Barrick to implement the Merger by a different offer or scheme on substantially the same or improved terms);
 - (k) except in the case of a Switch, if the Randgold Resolutions necessary to satisfy the Scheme Condition shall not have been obtained at the Randgold Shareholder Meeting or at any adjournment or postponement thereof in accordance with this Agreement;
 - (l) unless otherwise agreed by the parties in writing, if the Effective Date has not occurred on or before the Longstop Date; or
 - (m) on the Effective Date.
- 15.2 If this Agreement is terminated pursuant to clause 15.1, Barrick will remain obliged to pay the Break Payment (subject to the provisions of clause 12) to the extent that the Break Payment (including any additional amounts in respect of VAT):
- (a) had become due and payable at or prior to such termination (subject to the provisions of the Agreement then in force); or
 - (b) if the Break Payment becomes due and payable under clause 12.1(b) (or would have become due and payable but for the termination of this Agreement) within 12 months of such termination.
- 15.3 The following provisions shall survive termination of this Agreement:
- (a) clauses 10, 11 and Schedule 2 (but only in circumstances where this Agreement is terminated on or after the Effective Date); and
 - (b) this clause 15, clauses 17 to 24 (inclusive), clauses 26 to 30 (inclusive), and all related provisions of clause 1 (*Definitions and Interpretation*). In addition if this Agreement terminates pursuant to clauses 15.1(e) or 15.1(i)(i), clauses 3.3, 3.5, 3.7, 5 and 7.4 shall also survive such termination.
- 15.4 If this Agreement is terminated by the service of a written notice by Barrick to Randgold pursuant to clause 15.1(e) or 15.1(i), Randgold shall be obliged to provide to Barrick any outstanding information (and which, but for the termination of this Agreement, Randgold would have been obliged to provide) that is in the possession of, or reasonably obtainable by Randgold (including from third parties through the exercise of contractual rights), that has been requested by Barrick from Randgold (prior to the date of termination of this Agreement) to enable Barrick to submit any filings, notifications or submissions to a Government Authority for the purposes of

obtaining Clearances or for the preparation and submission of the Barrick Circular. All such information shall be supplied accurately and as promptly as reasonably practicable and, notwithstanding anything contrary in the Confidentiality Agreement, Barrick shall be entitled to use such information for the purposes of obtaining Clearances or for inclusion in the Barrick Circular. Clause 3.8 shall apply to this clause 15.4.

16. Takeover Code

- 16.1 Nothing in this Agreement shall in any way limit the parties' obligations under the Code, and any uncontested rulings of the Panel as to the application of the Code in conflict with the terms of this Agreement shall take precedence over such terms of this Agreement.
- 16.2 Nothing in this Agreement shall oblige Randgold or the Randgold Directors to recommend a Take-over Offer or a Scheme proposed by Barrick or any member of the Barrick Group.
- 16.3 Without prejudice to the representations and warranties given by the parties pursuant to clause 17.1, nothing in this Agreement shall be taken to restrict the directors of any member of the Barrick Group or the Randgold Group from complying with Law, orders of court or regulations, including the Code, the Listing Rules and the rules and regulations of the Panel and the UK Listing Authority.
- 16.4 The parties agree that, if the Panel determines that any provision of this Agreement that requires Randgold to take or not to take action, whether by direct obligation or a condition to any other person's obligation (howsoever expressed), is not permitted by Rule 21.2 of the Code, such provision shall have no effect and shall be disregarded.
- 16.5 The parties agree that the Confidentiality Agreement continues to apply in full save that it shall be deemed to be amended by the parties to the extent necessary to permit Randgold to make any public announcement referred to in Rule 2.3(d) of the Code.

17. Representations and warranties

- 17.1 Each party represents and warrants to the other party on the date of this Agreement that:
 - (a) it has the requisite power and authority to enter into and perform its obligations under this Agreement;
 - (b) this Agreement constitutes its binding obligations in accordance with its terms; and
 - (c) the execution and delivery of, and performance of its obligations under, this Agreement will not:
 - (i) result in any breach of any provision of its constitutional documents;
 - (ii) result in a breach of, or constitute a default under, any instrument which is material in the context of the Merger to which it is a party or by which it is bound; or

- (iii) result in a breach of any order, judgment, or decree of any court or governmental agency to which it is a party or by which it is bound.

17.2 No party shall have any claim against any other party pursuant to clause 17.1 for misrepresentation or breach of warranty after the Effective Date (without prejudice to any liability for fraudulent misrepresentation or fraudulent misstatement).

18. **Costs**

Except as otherwise provided in this Agreement, each party shall pay its own costs incurred in connection with negotiating, preparing and completing this Agreement or otherwise in connection with the Merger.

19. **Entire agreement**

19.1 Without prejudice to the terms of the Announcement or the Merger Document, this Agreement and the Confidentiality Agreement together set out the entire agreement between the parties relating to the Merger and supersede any previous draft, agreement, arrangement or understanding, whether in writing or not, relating to the Merger.

19.2 Each party acknowledges that in entering into and performing its obligations under this Agreement it is not relying upon any pre-contractual statement that is not set out in this Agreement or the Confidentiality Agreement.

19.3 Except in the case of fraud or fraudulent misrepresentation, no party shall have any right of action against any other party to this Agreement arising out of or in connection with any pre-contractual statement that is not set out in this Agreement or the Confidentiality Agreement.

19.4 For the purposes of this clause, *pre-contractual statement* means any draft, agreement, undertaking, representation, warranty, promise, assurance or arrangement of any nature whatsoever, whether or not in writing, relating to the subject matter of this Agreement or the Confidentiality Agreement made or given by any person at any time prior to the entry into of this Agreement.

19.5 Each party agrees to the terms of this clause 19 on its own behalf.

20. **Assignment**

Unless the parties specifically agree in writing, no person shall assign, transfer, charge or otherwise deal with all or any of its rights under this Agreement nor grant, declare, create or dispose of any right or interest in it.

21. **Notices**

21.1 Any notice to be given by one party to the other party in connection with this Agreement shall be in writing in English and signed by or on behalf of the party giving it. It shall be delivered by hand, e-mail, registered post or courier.

21.2 A notice shall be effective upon receipt and shall be deemed to have been received (i) at the time of delivery, if delivered by hand, registered post or courier or (ii) at the time of transmission if delivered by e-mail. Where delivery occurs outside Working

Hours, notice shall be deemed to have been received at the start of Working Hours on the next following Business Day.

- 21.3 The addresses and e-mail addresses of the parties for the purpose of clause 21.1 are:

Barrick

Address: TD Canada Trust Tower, 161 Bay Street, Suite 3700,
Toronto, Ontario, M5J 2S1, Canada

E-mail: k.thomson@Barrick.com; notices@Barrick.com

For the attention of: Kevin Thomson

With a copy (which shall not constitute notice) to:

Address: Freshfields Bruckhaus Deringer LLP, 65 Fleet Street,
London, EC4Y 1HS

E-mail: piers.prichardjones@freshfields.com

For the attention of: Piers Prichard Jones

With a copy (which shall not constitute notice) to:

Address: Davies Ward Phillips and Vineberg LLP, 155 Wellington
Street West, Toronto, ON, M5V 3J7

E-mail: mshishler@dwpv.com

For the attention of: Melanie Shishler

With a copy (which shall not constitute notice) to:

Address: Cravath, Swaine & Moore LLP, Worldwide Plaza, 825
Eighth Avenue, New York, NY 10019-7475

E-mail: rhall@cravath.com

For the attention of: Richard Hall

Randgold

Address: 3rd Floor, Unity Chambers, 28 Halkett Street, St. Helier,
Jersey, JE2 4WJ

E-mail: martin.welsh@randgold.com

For the attention of: Martin Welsh

With a copy (which shall not constitute notice) to:

Address: Norton Rose Fulbright LLP, 3 More London Riverside,
London SE1 2AQ

E-mail: jon.perry@nortonrosefulbright.com

For the attention of: Jon Perry

With a copy (which shall not constitute notice) to:

Address: Norton Rose Fulbright US, LLP, 1301 Avenue of the Americas, New York, NY 10019

E-mail: steven.suzzan@nortonrosefulbright.com

For the attention of: Steven Suzzan

With a copy (which shall not constitute notice) to:

Address: Stikeman Elliott, 5300 Commerce Court West, 199 Bay Street, Toronto, ON, M5L 1B9

E-mail: jkellerman@stikeman.com

For the attention of: Jay Kellerman

Each party shall notify the other party in writing of any change to its details in clause 21.3 from time to time.

22. Language

Each language of communication under or in connection with this Agreement shall be in English.

23. Waivers, rights and remedies

23.1 The rights and remedies provided for in this Agreement are cumulative and not exclusive of any other rights or remedies, whether provided by Law or otherwise.

23.2 No failure to exercise, or delay in exercising, any right under this Agreement or provided by Law shall affect that right or operate as a waiver of the right. The single or partial exercise of any right under this Agreement or provided by Law shall not preclude any further exercise of it.

23.3 Without prejudice to any other rights or remedies that the other party may have, each party acknowledges and agrees that damages may not be an adequate remedy for any breach by it of this Agreement and that accordingly the other party may be entitled, without proof of special damages, to the remedies of injunction, specific performance or other equitable relief for any threatened or actual breach of this Agreement by any party and no proof of special damages shall be necessary for the enforcement by any party of the rights under this Agreement.

24. No partnership

No provision of this Agreement creates a partnership between the parties or makes a party the agent of the other party for any purpose. A party has no authority or power to bind, to contract in the name of, or to create a liability for the other party in any way or for any purpose.

25. **Further assurances**

Each party at its own cost shall (and shall procure that members of its respective group shall and shall use reasonable efforts to procure that any necessary third party shall) execute such documents, provide such consents and do such acts and things as the requesting party may reasonably require for the purpose of giving the full benefit of this Agreement to the requesting party.

26. **Counterparts**

This Agreement may be executed in any number of counterparts, and by each party on separate counterparts. Each counterpart is an original, but all counterparts shall together constitute one and the same instrument. Delivery of a counterpart of this Agreement by e-mail attachment or telecopy shall be an effective mode of delivery.

27. **Variations**

27.1 No variation of this Agreement shall be valid unless it is in writing and duly executed by or on behalf of all of the parties to it.

27.2 If this Agreement is varied:

- (a) the variation shall not constitute a general waiver of any provisions of this Agreement;
- (b) the variation shall not affect any rights, obligations or liabilities under this Agreement that have already accrued up to the date of variation; and
- (c) the rights and obligations of the parties under this Agreement shall remain in force, except as, and only to the extent that, they are varied.

28. **Invalidity**

28.1 Each of the provisions of this Agreement is severable.

28.2 If and to the extent that any provision of this Agreement:

- (a) is held to be, or becomes, invalid or unenforceable under the Law of any jurisdiction; but
- (b) would be valid, binding and enforceable if some part of the provision were deleted or amended,

then the provision shall apply with the minimum modifications necessary to make it valid, binding and enforceable and neither the validity or enforceability of the remaining provisions of this Agreement, nor the validity or enforceability of that provision under the Law of any other jurisdiction, shall in any way be affected or impaired as a result of this clause 28.2.

29. **Third party enforcement rights**

29.1 Each of the persons to whom clauses 11.1 and/or 11.2 applies or otherwise benefits may enforce the terms of clauses 11.1 and/or 11.2 (as applicable). This right is subject to: (i) the rights of the parties to rescind or vary this Agreement without the consent

of any other person (except that any rescission of this Agreement or any variation or amendment of clauses 11.1 or 11.2 shall require the consent of the persons affected by the rescission, variation or amendment); and (ii) the other terms and conditions of this Agreement.

- 29.2 Except as set out in clause 29.1, a person who is not a party to this Agreement shall have no right to enforce any of its terms.

30. **Governing law and jurisdiction**

- 30.1 This Agreement, and any claims arising out of this Agreement or the transactions contemplated hereby, shall be interpreted, governed and construed by and in accordance with the law of the State of New York, without giving effect to any choice of law or conflict of law provision or rule (whether of the State of New York or any other jurisdiction) that would cause the application of the law of any jurisdiction other than the State of New York.

- 30.2 Each of the Parties irrevocably agrees that this Agreement, any action, dispute, controversy, claim, counterclaim, audit, suit, arbitration, litigation or proceeding (each an **Action**) with respect to this Agreement or the transactions contemplated hereby and the rights and obligations arising hereunder, or for recognition and enforcement of any judgment in respect of this Agreement and the rights and obligations arising hereunder brought by any party or its successors or assigns shall be brought and determined exclusively in any New York state court of competent jurisdiction located in New York County, Borough of Manhattan or the United States District Court for the Southern District of New York in the Borough of Manhattan, and any appellate court therefrom.

- 30.3 Each of the parties agrees that delivery of process or other papers in connection with any such action or proceeding to the parties in accordance with the notice provisions of clause 21 will be valid and sufficient service thereof. Each of the parties hereby (a) irrevocably submits with regard to any such Action for itself and in respect of its property, generally and unconditionally, to the exclusive personal jurisdiction of the aforesaid courts, (b) agrees that it will not bring any Action relating to this Agreement or any of the transactions contemplated by this Agreement in any court or tribunal other than the aforesaid courts, (c) agrees that it will not attempt to deny or defeat such personal jurisdiction by motion or other request for leave from the aforesaid courts, (d) agrees that it will not bring any Action arising out of this Agreement or any transaction contemplated hereby in any court other than the aforesaid courts and (e) agrees that each of the other parties will have the right to bring any Action for enforcement of a judgment entered by the aforesaid courts.

- 30.4 Each of the parties hereby irrevocably waives, and agrees not to assert, by way of motion, as a defense, counterclaim or otherwise, in any Action with respect to this Agreement and the rights and obligations arising hereunder, or for recognition and enforcement of any judgment in respect of this Agreement and the rights and obligations arising hereunder: (i) any claim that it is not personally subject to the jurisdiction of the above-named courts for any reason other than the failure to serve process in accordance with this clause 30; (ii) any objection to the laying of venue of any action, suit or proceeding arising out of this Agreement or any transaction contemplated hereby in such courts or that any such Action brought in any such court

has been brought in an inconvenient forum, (iii) any claim that it or its property is exempt or immune from jurisdiction of any such court or from any legal process commenced in such courts (whether through service of notice, attachment prior to judgment, attachment in aid of execution of judgment, execution of judgment or otherwise); and (iii) to the fullest extent permitted by Law, any claim that: (x) the Action in such court is brought in an inconvenient forum or (y) the venue of such suit, action or proceeding is improper. Each Party hereto agrees that a final judgment in any action, suit or proceeding by any above-named court will be conclusive and may be enforced in other jurisdictions by suit on the judgment or in any other manner provided by Law.

- 30.5 Each party hereto irrevocably and unconditionally waives, to the fullest extent permitted by Law, any right it may have to a trial by jury in respect of any Action directly or indirectly arising out of or relating to this Agreement or the transactions contemplated hereby. Each party certifies and acknowledges that (i) no representative, agent or attorney of any other party has represented, expressly or otherwise, that such other party would not, in the event of litigation, seek to enforce either of such waivers, (ii) it understands and has considered the implications of such waivers, (iii) it makes such waivers voluntarily and (iv) it has been induced to enter into this agreement by, among other things, the mutual waivers and certifications in this clause 30.5.

Schedule 1
Form of Announcement

THIS ANNOUNCEMENT CONTAINS INSIDE INFORMATION

Not for release, publication or distribution, in whole or in part, in or into any jurisdiction where to do so would constitute a violation of the relevant laws of such jurisdiction

For immediate release

24 September 2018

**RECOMMENDED ALL-SHARE MERGER
of
BARRICK GOLD CORPORATION
and
RANDGOLD RESOURCES LIMITED**

Summary

The Boards of Barrick Gold Corporation (“Barrick”) and Randgold Resources Limited (“Randgold”) are pleased to announce that they have reached agreement on the terms of a recommended share-for-share merger of Barrick and Randgold (the “Merger”) to create an industry-leading gold company. It is intended that the Merger will be implemented by means of a court-sanctioned scheme of arrangement of Randgold and the Randgold Shareholders under Article 125 of the Companies (Jersey) Law 1991, with the entire issued and to be issued share capital of Randgold being acquired by Barrick.

Under the terms of the Merger, each Randgold Shareholder will receive:

6.1280 New Barrick Shares for each Randgold Share

This exchange ratio (the “Exchange Ratio”) has been agreed based on the volume-weighted average prices of Barrick Shares traded on NYSE, and Randgold ADSs traded on NASDAQ, respectively, over the 20 trading days ended on 21 September 2018 (being the last business day before this announcement).

Following completion of the Merger, Barrick Shareholders will own approximately 66.6 per cent. and Randgold Shareholders will own approximately 33.4 per cent. of the New Barrick Group on a fully-diluted basis.

Under the terms of the Merger, Barrick and Randgold have agreed that:

- Randgold Shareholders will be entitled to receive a Randgold dividend for the 2018 financial year of USD 2.00 per Randgold Share, subject to approval of the Board of Randgold (the “Randgold Permitted Dividend”). The Randgold Permitted Dividend is expected to be declared on or before the Effective Date, payable to Randgold Shareholders on or around the Effective Date by reference to the Scheme Record Time; and
- subject to the discretion of the Barrick Board with respect to the declaration of dividends, Barrick Shareholders will receive a total 2018 annualized dividend of up to USD 0.14 per Barrick Share. A Barrick quarterly dividend of: (i) up to USD 0.03 per Barrick Share will be paid for the three month period ending 30 September 2018; and (ii) up to USD 0.05 per Barrick Share (with a record date prior to the Effective Date)

will be paid for the three month period ending 31 December 2018, in each case if, as and when declared by the Board of Barrick (together, the “Barrick Permitted Dividends”).

Following completion of the Merger, Randgold Shareholders will be entitled to receive and retain any Barrick dividends with a record date after the Effective Date. The New Barrick Group intends to grow its dividend from the Barrick level for the financial year ended 31 December 2018 over time, underpinned by stronger cash flow generation, additional overhead cost savings, asset sale proceeds and lower interest costs.

Further details of the arrangements in respect of dividends are set out in section 3 (*Dividends*) below.

Strategic Rationale for the Merger

The Boards of Barrick and Randgold believe that the Merger will create an industry-leading gold company with the greatest concentration of Tier One Gold Assets in the industry, the lowest total cash cost position among Senior Gold Peers,¹ and a diversified asset portfolio positioned for growth in many of the world’s most prolific gold districts.

Based on Barrick and Randgold’s Closing Prices as of 21 September 2018 (being the last business day prior to the date of this announcement), the New Barrick Group will have an aggregate market capitalization of USD 18.3 billion. In addition, based on the 2017 financial results for both companies, the New Barrick Group would have generated aggregate revenue of approximately USD 9.7 billion and aggregate Adjusted EBITDA² of approximately USD 4.7 billion.

The New Barrick Group will, on completion of the Merger, have the following advantages:

- Ownership of five of the world’s top ten Tier One Gold Assets by total cash cost,¹ with two potential Tier One Gold Assets under development or expansion:
 - Tier One Gold Assets: Cortez, Goldstrike, Kibali (45%), Loulo-Gounkoto (80%) and Pueblo Viejo (60%);
 - Potential to become Tier One Gold Assets: Goldrush/Fourmile and Turquoise Ridge (75%).
- The highest Adjusted EBITDA³ and highest Adjusted EBITDA margin³ and the lowest total cash cost position among Senior Gold Peers¹ on a combined basis based on the 2017 financial results of both companies.
- A proven management team of owners with the ability to operate successfully in complex jurisdictions.
- Strong cash flow generation to support robust investment and ability to return cash to shareholders.
- Established partnerships with leading Chinese mining companies.
- Superior scale and the largest gold reserves amongst Senior Gold Peers.
- Strong balance sheet with expected investment grade ratings.

- Ownership of a strategic Copper Business that produced 413 million pounds of copper in 2017.
- Significant re-rating potential.

Following completion of the Merger, the management team will be tasked with implementing a business plan that will focus on the following:

Asset Quality

- Grow and invest in a portfolio of Tier One Gold Assets and Strategic Assets with an emphasis on organic growth.
- Sell Non-Core Assets over time in a disciplined manner.
- Invest in exploration across extensive land positions in many of the world's most prolific gold districts.
- Maximize the long-term value of a strategic Copper Business.

Operational Excellence

- Fully implement a decentralized management ethos with a strong ownership culture.
- Streamline management and operations, and eliminate non-essential costs.
- Leverage innovation and technology to accelerate operational improvement.
- Build trust-based partnerships with host governments and local communities to drive shared long-term value.
- Strive for zero harm workplaces.

Sustainable Profitability

- Disciplined approach to growth, emphasizing a partnership strategy.
- Increased returns to shareholders driven by focus on return on capital, IRR and free cash flow per share growth.

Governance, trading and branding of the New Barrick Group

The Merger is expected to close by Q1 2019. Following completion of the Merger:

- John L. Thornton, Executive Chairman of Barrick, will become Executive Chairman of the New Barrick Group.
- Mark Bristow, Chief Executive Officer of Randgold, will become President and Chief Executive Officer of the New Barrick Group.

- Graham Shuttleworth, Finance Director and Chief Financial Officer of Randgold, will become Senior Executive Vice President and Chief Financial Officer of the New Barrick Group.
- Kevin Thomson, Senior Executive Vice President, Strategic Matters of Barrick, will become Senior Executive Vice President, Strategic Matters of the New Barrick Group.
- Two-thirds of the directors of the Board of the New Barrick Group will be initially appointed by Barrick and one-third will be initially appointed by Randgold.
- Shares in the New Barrick Group issued to Randgold Shareholders will be admitted to trade on the New York Stock Exchange and the Toronto Stock Exchange, subject to the approval or acceptance of each exchange. The listing of Randgold Shares on the Official List, the trading in Randgold Shares on the main market of the London Stock Exchange and the trading in Randgold ADSs on NASDAQ will be cancelled.
- The New Barrick Group will operate under the branding of the Barrick Group.

Randgold Recommendation and Irrevocable Undertakings

The Board of Randgold, which has been so advised by CIBC and Barclays as to the financial terms of the Merger, considers the terms of the Merger to be fair and reasonable. In providing its advice, each of CIBC and Barclays has taken into account the commercial assessments of the directors of Randgold. Accordingly, the Board of Randgold intends to recommend to Randgold Shareholders to vote in favour of the Scheme at the Jersey Court Meeting and the resolutions to be proposed at the Extraordinary General Meeting as those directors of Randgold who hold Randgold Shares have irrevocably undertaken to do in respect of their own Randgold Shares (representing approximately 1.06 per cent. of the issued ordinary share capital of Randgold).

Barrick Recommendation, Voting and Support Agreements and Break Payment

The issuance of New Barrick Shares under the Merger requires the Barrick Shareholder Resolution to be approved by a simple majority of the votes cast by Barrick Shareholders represented in person or by proxy at the Barrick Special Meeting.

The Board of Barrick, which has been advised by M. Klein and Co. and Morgan Stanley as to the financial terms of the Merger, considers the Exchange Ratio to be fair and reasonable. The Board of Barrick intends to recommend to Barrick Shareholders to vote in favour of the Barrick Shareholder Resolution at the Barrick Special Meeting. The directors of Barrick have agreed to vote their own Barrick Shares (representing approximately 0.238 per cent. of the Barrick Shares currently in issue) in favour of the Barrick Shareholder Resolution and the Continuance. In providing its advice, each of M. Klein and Co. and Morgan Stanley has taken into account the commercial assessments of the directors of Barrick.

Barrick has agreed to pay to Randgold a break fee payment in the amount of USD 300 million in certain circumstances, as agreed in the Cooperation Agreement and described further in paragraph 14 below.

General

It is intended that the Merger will be implemented by means of a court-sanctioned scheme of arrangement of Randgold and the Randgold Shareholders under Article 125 of the Companies (Jersey) Law 1991. However, Barrick reserves the right, with the consent of the Panel and subject to the terms of the Cooperation Agreement, to implement the Merger by way of a takeover offer (as defined in Article 116 of the Companies (Jersey) Law 1991), in accordance with the terms of the Cooperation Agreement.

The Merger will be conditional on, among other things: (i) the requisite approvals of the Randgold Shareholders for the Scheme and the Merger; (ii) the requisite approval of the Barrick Shareholders for the Barrick Shareholder Resolution at the Barrick Special Meeting; (iii) relevant regulatory clearances being received and other conditions satisfied; and (iv) the Jersey Court sanctioning the Scheme and the Merger becoming effective, no later than the Longstop Date.

It is expected that the Scheme Document, containing further information about the Merger and notices of the Jersey Court Meeting and Extraordinary General Meeting, together with the Forms of Proxy, will be mailed to Randgold Shareholders and (for information only) participants in the Randgold Share Plans as soon as practicable.

It is expected that the Barrick Information Circular, containing further information about the Merger and notice of the Barrick Special Meeting, will be mailed to Barrick Shareholders at or around the same time as the Scheme Document. It is also expected that the Barrick Special Meeting will be held on the same day as the Randgold Meetings, which will be on or around 5 November 2018. The Scheme is expected to be effective by Q1 2019, subject to the satisfaction or waiver of all relevant conditions.

Comments

Commenting on today's announcement, John L. Thornton, Executive Chairman of Barrick, said:

"The combination of Barrick and Randgold will create a new champion for value creation in the gold mining industry, bringing together the world's largest collection of Tier One Gold Assets, with a proven management team that has consistently delivered among the best shareholder returns in the gold sector over the past decade. Our overriding measure of success will be the returns we generate and not the number of ounces we produce, balancing boldness and prudence to deliver consistent and growing returns to our fellow owners, a truly simple but radical and achievable concept. There are no premiums in the merger because we strongly believe in the opportunity to add significant value for our shareholders from the disciplined management of our combined asset base and a focus on truly profitable growth."

Commenting on today's announcement, Mark Bristow, Chief Executive Officer of Randgold, said:

"Our industry has been criticised for its short-term focus, undisciplined growth and poor returns on invested capital. The merged company will be very different. Its goal will be to deliver sector leading returns, and in order to achieve this, we will need to take a very critical view of our asset base and how we run our business, and be prepared to make tough decisions. By employing a strategy similar to the one that proved very successful at

Randgold, but on a larger scale, the New Barrick Group will leverage some of the world's best mines and talent to create real value for all stakeholders.”

This summary should be read in conjunction with, and is subject to, the full text of the following announcement (including its Appendices). The Merger will be subject to the Conditions and certain further terms set out in Appendix 1 and to the full terms and conditions to be set out in the Scheme Document. Appendix 2 contains the sources and bases of certain information contained in this summary and the following announcement. Appendix 3 contains details of the irrevocable undertakings received by Barrick and voting and support agreements entered into by the directors of Barrick with Randgold. Appendix 4 contains the definitions of certain terms used in this summary and the following announcement. Appendix 5 contains a reconciliation of certain non-GAAP financial performance measures used in this announcement to the most directly comparable measure under IFRS.

Joint Analyst and Investor Webcast and Conference Call

Two analyst and investor conference calls to discuss the Merger will be held on Monday 24 September 2018. The first will start at 1.00 a.m. (Mountain Daylight Time) / 3.00 a.m. (Eastern Standard Time) / 8.00 a.m. (British Summer Time). The second will start at 10.00 a.m. (Mountain Daylight Time) / 12.00 p.m. (Eastern Standard Time) / 5.00 p.m. (British Summer Time).

To participate in the conference calls, use the following dial-in numbers and conference IDs, or join the webcasts using the links below:

1.00 a.m. MDT / 3.00 a.m. EST / 8.00 a.m. BST

U.S. and Canada: +1 (888) 240 9284

International: +1 (323) 794 2084

Conference ID: 454952

Webcast URL:

<https://webcast.merchantcantoscdn.com/webcaster/dyn/4000/7464/16531/107449/Lobby/default.htm>

10.00 a.m. MDT / 12.00 p.m. EST / 5.00 p.m. BST

U.S. and Canada: +1 (800) 230 1085

International: +1 (612) 332 0107

Conference ID: 454839

Webcast URL: <https://streams.merchantcantos.com/BarrickRandgold>

Enquiries

Barrick

Deni Nicoski

Senior Vice President

Investor Relations

Telephone: +1 416 307-7474

Email: dnicoski@barrick.com

Andy Lloyd

Senior Vice President

Communications

Telephone: +1 416 307-7414

Email: alloyd@barrick.com

Carole Cable

Partner

Brunswick Group LLP

Tel +44 (0)20 7404 5959

Direct +44 (0)20 7396 7458

Mob +44 (0)7974 982 458

ccable@brunswickgroup.com

M. Klein and Co. (financial adviser to Barrick)

David Friedman +1-212-380-7500

Peter Seibold

Cyrus Hirananeck

Morgan Stanley (financial adviser to Barrick)

Colm Donlon +44 207 425 8000

Richard Tory +1 416 943 8400

Jan Lennertz +1 212 761 4000

Randgold

Chief Executive Officer
Mark Bristow

*Finance Director and Chief
Financial Officer*
Graham Shuttleworth

Investor & Media Relations
Kathy du Plessis
+44 20 7557 7738
randgold@dpapr.com

CIBC (financial adviser to Randgold)

Neil Johnson +44 20 7234 6000

Oliver Ward

Barclays (financial adviser and corporate broker to Randgold)

Paul Knight +1 (416) 863 8900

Nishant Amin +44 (0) 20 7623 2323

Davies Ward Phillips & Vineberg LLP, Freshfields Bruckhaus Deringer LLP, Cravath, Swaine & Moore LLP and Carey Olsen are retained as legal advisers for Barrick.

Norton Rose Fulbright LLP, Norton Rose Fulbright US LLP, Stikeman Elliott LLP and Ogier are retained as legal advisers for Randgold.

Further information

This announcement is for information purposes only and is not intended to and does not constitute, or form part of, an offer, invitation or the solicitation of an offer to purchase, otherwise acquire, subscribe for, sell or otherwise dispose of any securities, or the solicitation of any vote or approval in any jurisdiction, pursuant to the Merger or otherwise, nor shall there be any sale, issuance or transfer of securities of Randgold in any jurisdiction in contravention of applicable law. Subject to the right of Barrick to implement the Merger by way of a Takeover Offer in accordance with the terms of the Cooperation Agreement, the Merger will be implemented solely by means of the Scheme Document, which will contain the full terms and conditions of the Merger including details of how to vote in respect of the Merger. Barrick will prepare the Barrick Information Circular to be distributed to Barrick Shareholders, containing details of the Merger, notice of the Barrick Special Meeting and

information on the New Barrick Shares. Barrick and Randgold urge Randgold Shareholders to read the Scheme Document carefully when it becomes available, because it will contain important information in relation to the Merger and the New Barrick Shares. Barrick also urges Barrick Shareholders to read the Barrick Information Circular carefully when it becomes available because it will contain important information in relation to the Merger and the New Barrick Shares.

Any vote in respect of resolutions to be proposed at the Randgold Meetings to approve the Merger, the Scheme or related matters, or other responses in relation to the Merger, should be made only on the basis of the information contained in the Scheme Document. Similarly, any vote in respect of resolutions to be proposed at the Barrick Special Meeting to approve the issuance of New Barrick Shares under the Merger should be made only on the basis of the information contained in the Barrick Information Circular.

Please be aware that addresses, electronic addresses and certain other information provided by Randgold Shareholders, persons with information rights and other relevant persons for the receipt of communications from Randgold may be provided to Barrick during the offer period as required under Section 4 of Appendix 4 of the Code to comply with Rule 2.11(c).

M. Klein and Co., which is authorized by the U.S. Securities & Exchange Commission and regulated in the United States by the Financial Industry Regulatory Authority (“FINRA”) and the U.S. Securities & Exchange Commission, is acting exclusively for Barrick and no one else in connection with the Merger and will not be responsible to anyone other than Barrick for providing the protections afforded to clients of M. Klein and Co. or for providing advice in relation to the Merger or any other matter referred to in this announcement. Neither M. Klein and Co. nor any of its subsidiaries, branches or affiliates owes or accepts any duty, liability or responsibility whatsoever (whether direct or indirect, whether in contract, in tort, under statute or otherwise) to any person who is not a client of M. Klein and Co. in connection with any matter referred to in this announcement or otherwise.

Morgan Stanley, which is authorised by the Prudential Regulation Authority (“PRA”) and regulated by the FCA and the PRA in the United Kingdom, is acting exclusively as financial adviser to Barrick and no one else in connection with the Merger, this announcement and the matters described herein, and shall not be responsible to anyone other than Barrick for providing the protections afforded to clients of Morgan Stanley or for providing advice in connection with the Merger, this announcement or any matter referred to herein. Neither Morgan Stanley nor any of its subsidiaries, branches or affiliates owes or accepts any duty, liability or responsibility whatsoever (whether direct or indirect, whether in contract, in tort, under statute or otherwise) to any person who is not a client of Morgan Stanley in connection with the Merger, this announcement or any matter referred to herein.

CIBC, which is supervised and regulated by the Office of the Superintendent of Financial Institutions in Canada and, in the UK, authorised by the PRA, subject to regulation by the FCA and limited regulation by the PRA, is acting exclusively as financial adviser to Randgold and for no one else in connection with the Merger and will not be responsible to anyone other than Randgold for providing the protections afforded to clients of CIBC or for providing advice in relation to the Merger, the content of this announcement or any matter or other document referred to herein. Neither CIBC nor any of its subsidiaries, branches or affiliates owes or accepts any duty, liability or responsibility whatsoever (whether direct or indirect, whether in contract, in tort, under statute or otherwise) to any person who is not a client of

CIBC in connection with this announcement, any statement contained herein, the Merger or otherwise.

Barclays, which is authorised by the PRA and regulated in the United Kingdom by the FCA and the PRA, is acting exclusively for Randgold and no one else in connection with the Merger and will not be responsible to anyone other than Randgold for providing the protections afforded to clients of Barclays or for providing advice in relation to the Merger or any other matter referred to in this announcement. Neither Barclays nor any of its subsidiaries, branches or affiliates owes or accepts any duty, liability or responsibility whatsoever (whether direct or indirect, whether in contract, in tort, under statute or otherwise) to any person who is not a client of Barclays in connection with any matter referred to in this announcement or otherwise.

Technical information

The technical and scientific information contained in this announcement in respect of Randgold has been reviewed and approved for release by Simon Bottoms, Group Mineral Resource Manager for Randgold and Rodney Quick Group General Manager Evaluations for Randgold who are Randgold's Qualified Persons as defined by National Instrument 43-101 – Standards of Disclosure for Mineral Projects.

The technical and scientific information contained in this announcement in respect of Barrick has been reviewed and approved for release by Rick Sims, Registered Member SME, Vice President, Resources and Reserves of Barrick, and a Qualified Person as defined by National Instrument 43-101 – Standards of Disclosure for Mineral Projects.

Overseas jurisdictions

The release, publication or distribution of this announcement in or into jurisdictions other than Canada, the United States, the United Kingdom and Jersey may be restricted by law and therefore any persons who are subject to the law of any jurisdiction other than Canada, the United States, the United Kingdom and Jersey should inform themselves about, and observe, any applicable legal or regulatory requirements. In particular the ability of persons who are not citizens of and resident in Canada, the United States, the United Kingdom or Jersey, to vote their Randgold Shares with respect to the Scheme at the Jersey Court Meeting, or to appoint another person as proxy to vote at the Jersey Court Meeting on their behalf, may be affected by the laws of the relevant jurisdictions in which they are located or of which they are citizens. Any failure to comply with the applicable restrictions may constitute a violation of the securities laws of any such jurisdiction. Relevant clearances have not been, and will not be, obtained from the securities commission or similar regulatory authority of any province or territory of Canada. To the fullest extent permitted by applicable law, the companies and persons involved in the Merger disclaim any responsibility or liability for the violation of such restrictions by any person. This announcement has been prepared for the purposes of complying with applicable English law, Jersey law, certain applicable securities laws in Canada and the United States, the Listing Rules, the rules of the London Stock Exchange and the Code and the information disclosed may not be the same as that which would have been disclosed if this announcement had been prepared in accordance with the laws of jurisdictions outside of the UK and Jersey.

Copies of this announcement and formal documentation relating to the Merger will not be and must not be, mailed or otherwise forwarded, distributed or sent in, into or from any

Restricted Jurisdiction or any jurisdiction where to do so would violate the laws of that jurisdiction and persons receiving such documents (including custodians, nominees and trustees) must not mail or otherwise forward, distribute or send them in or into or from any Restricted Jurisdiction. Doing so may render invalid any related purported vote in respect of the Merger. If the Merger is implemented by way of Takeover Offer (unless otherwise permitted by applicable law or regulation), the Takeover Offer may not be made, directly or indirectly, in or into or by use of the mails or any other means or instrumentality (including, without limitation, facsimile, email or other electronic transmission, telex or telephone) of interstate or foreign commerce of, or any facility of a national, state or other securities exchange of any Restricted Jurisdiction and the Takeover Offer will not be capable of acceptance by any such use, means, instrumentality or facilities or from within any Restricted Jurisdiction.

Further details in relation to Overseas Shareholders will be contained in the Scheme Document and Randgold Shareholders are advised to read carefully the Scheme Document and related Forms of Proxy once these have been mailed.

Additional information for US investors

The Merger is being made to acquire the securities of a Jersey company by means of a scheme of arrangement provided for under Jersey law. Any securities issued as a result of this Merger by means of a scheme of arrangement will be issued in reliance upon the exemption from the registration requirements of the US Securities Act of 1933, pursuant to the exemption from registration set forth in Section 3(a)(10) thereof, and also will not be subject to the tender offer rules promulgated under the US Securities Exchange Act of 1934. Accordingly, the Scheme will be subject to disclosure requirements and practices applicable in the UK and Jersey to schemes of arrangement, which are different from the disclosure requirements of the US tender offer rules. Except in relation to non-GAAP financial performance measures, the financial information included in this announcement and the Scheme documentation has been or will have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (“IFRS”) and thus may not be comparable to financial information of US companies or companies whose financial statements are prepared in accordance with generally accepted accounting principles in the US. If Barrick exercises its right to implement the acquisition of the Randgold Shares in accordance with the Cooperation Agreement by way of a Takeover Offer, such offer will be made in compliance with applicable US laws and regulations, including the registration requirements of the US Securities Act of 1933 and the tender offer rules under the US Securities Exchange Act of 1934 and any applicable exemptions provided thereunder.

Barrick’s mineral reserves and mineral resources have been estimated in accordance with National Instrument 43-101 – Standards of Disclosure for Mineral Projects, as required by Canadian securities regulatory authorities. Randgold’s mineral resource and ore reserve estimates have been prepared according to the Australasian Code for Reporting of Exploration Results, Mineral Resources and Ore Reserves standards and guidelines published and maintained by the Joint Ore Reserves Committee of the Australasian Institute of Mining and Metallurgy, Australian Institute of Geoscientists and Minerals Council of Australia (the “JORC (2012) Code”). Randgold has reconciled the mineral resources and ore reserves to the definition standards incorporated in National Instrument 43-101 and there are no material differences. For United States reporting purposes, Industry Guide 7 (under

the US Securities Exchange Act of 1934), as interpreted by the Staff of the SEC, applies different standards in order to classify mineralization as a reserve. In addition, while the terms “measured,” “indicated” and “inferred” mineral resources are required pursuant to National Instrument 43-101 – Standards of Disclosure for Mineral Projects, the SEC does not recognize such terms. Canadian and JORC (2012) Code standards differ significantly from the requirements of the SEC, and mineral resource information contained herein and in the documents incorporated herein by reference is not comparable to similar information regarding mineral reserves disclosed in accordance with the requirements of the SEC. Investors should understand that “inferred” mineral resources have a great amount of uncertainty as to their existence and as to their economic and legal feasibility. In addition, investors are cautioned not to assume that any part or all of any mineral resources constitute or will be converted into reserves. Accordingly, information contained in this announcement and in the documents incorporated by reference herein containing descriptions of Barrick’s and Randgold’s mineral deposits may not be comparable to similar information made public by United States companies subject to the reporting requirements of United States federal securities laws and the rules and regulations thereunder.

US Holders and US Randgold ADS Holders also should be aware that the transaction contemplated herein may have tax consequences in the United States and, that such consequences, if any, are not described herein. US Holders and US Randgold ADS Holders are urged to consult with independent professional advisors regarding the legal, tax and financial consequences of the Merger applicable to them.

It may be difficult for US Holders and US Randgold ADS Holders to enforce their rights and claims arising out of the US federal securities laws, since Barrick and Randgold are located in countries other than the US, and some or all of their officers and directors may be residents of countries other than the US. US Holders and US Randgold ADS Holders may not be able to sue a non-US company or its officers or directors in a non-US court for violations of US securities laws. Further, it may be difficult to compel a non-US company and its affiliates to subject themselves to a US court’s judgment.

In accordance with normal UK practice, Barrick or its nominees, or its brokers (acting as agents), may from time to time make certain purchases of, or arrangements to purchase, Randgold Shares outside of the US, other than pursuant to the Merger, until the date on which the Merger and/or Scheme becomes effective, lapses or is otherwise withdrawn. These purchases may occur either in the open market at prevailing prices or in private transactions at negotiated prices. Any information about such purchases will be disclosed as required in the UK, will be reported to a Regulatory Information Service and will be available on the London Stock Exchange website at www.londonstockexchange.com.

Additional information for Canadian investors

The enforcement by Canadian Holders or Canadian Randgold ADS Holders of civil liabilities under the Canadian securities laws may be affected adversely by the fact that Randgold is incorporated or organized under the laws of a jurisdiction other than Canada, that some or all of Barrick’s and Randgold’s officers and directors are and will be residents of countries other than Canada, that some or all of the experts named in this announcement may be residents of countries other than Canada, and that all or a substantial portion of the assets of Barrick, Randgold and such persons are and will be located outside Canada. As a result, it may be difficult or impossible for Canadian Holders or Canadian Randgold ADS Holders to

effect service of process within Canada upon Randgold, Barrick's and Randgold's respective officers or directors or the experts named herein, or to realize against them, upon judgments of courts of Canada predicated upon liabilities under Canadian securities laws. In addition, Canadian Holders or Canadian Randgold ADS Holders should not assume that the courts of Jersey: (a) would enforce judgments of Canadian courts obtained in actions against such persons predicated upon civil liabilities under Canadian securities laws; or (b) would enforce, in original actions, liabilities against such persons predicated upon civil liabilities under the Canadian securities laws.

The distribution of the New Barrick Shares pursuant to the Merger will constitute a distribution of securities that is exempt from the prospectus requirements of Canadian securities law and is exempt from or otherwise is not subject to the registration requirements under applicable securities law. The New Barrick Shares received pursuant to the Merger will not be legended and may be resold through registered dealers in each of the provinces and territories of Canada provided that (i) the trade is not a "control distribution" as defined in Canadian securities law, (ii) no unusual effort is made to prepare the market or to create a demand for Barrick Shares, (iii) no extraordinary commission or consideration is paid to a person in respect of such sale, and (iv) if the selling security holder is an insider or officer of Barrick, as the case may be, the selling security holder has no reasonable grounds to believe that Barrick, as the case may be, is in default of applicable Canadian securities law.

Canadian Holders and Canadian Randgold ADS Holders should be aware that the Merger described in this announcement may have tax consequences in Canada and should consult their own tax advisors to determine the particular tax consequences to them of the Merger in light of their particular circumstances, as well as any tax consequences that may arise under the laws of any other relevant foreign, state, local or other taxing jurisdiction.

Additional information for Australian investors

The New Barrick Shares may not be publicly offered, sold or advertised, directly or indirectly, in or from Australia. Neither this announcement nor any other offering or marketing material relating to the New Barrick Shares constitutes a disclosure document or product disclosure statement under Part 6D.2 or Chapter 7 of the Australian Corporations Act and this announcement has not been, and will not be lodged with the Australian Securities and Investments Commission. This announcement does not contain the information required to be contained in a disclosure document or product disclosure statement for the purposes of the Australian Corporations Act.

Neither this announcement, nor any other offering or marketing material relating to the New Barrick Shares or Merger, may be made available or distributed in Australia other than to Randgold Shareholders with a registered address in Australia and their advisors and in compliance with Australian law. Failure to comply with this restriction may contravene applicable Australian law.

Additional information for Swiss investors

The New Barrick Shares may not be publicly offered, sold or advertised, directly or indirectly, in or from Switzerland. Neither this announcement nor any other offering or marketing material relating to the New Barrick Shares constitutes a prospectus as such term is understood pursuant to article 652a or article 1156 of the Swiss Federal Code of Obligations or a listing prospectus within the meaning of the listing rules of the SIX Swiss Exchange, and

neither this announcement nor any other offering or marketing material relating to the New Barrick Shares or the Merger may be publicly distributed or otherwise made publicly available in Switzerland.

Additional information for Singaporean investors

Neither this announcement nor any other offering or marketing material relating to the New Barrick Shares will be lodged or registered as a prospectus with the Monetary Authority of Singapore and the offering made under this announcement is pursuant to Section 273 of the Securities and Futures Act, Chapter 289 of Singapore. Accordingly, neither this announcement nor any other offering or marketing material relating to the New Barrick Shares may be issued, circulated, distributed or otherwise made publicly available in Singapore.

Additional information for Hong Kong investors

The contents of this announcement have not been reviewed by any regulatory authority in Hong Kong. The public in Hong Kong is advised to exercise caution in relation to the Merger and if the public in Hong Kong is in any doubt about any of the contents of this announcement, they should obtain independent professional advice.

This announcement must not be issued, circulated or distributed in Hong Kong other than (1) to “professional investors” as defined in the Securities and Futures Ordinance (“SFO”) and any rules made under the SFO, (2) to persons and in circumstances which do not result in this announcement being a “prospectus” as defined in section 2(1) of the Companies (Winding Up and Miscellaneous Provisions) Ordinance (“CWMO”) or which do not constitute an offer to the public within the meaning of the CWMO or an invitation to the public within the meaning of the SFO or (3) otherwise pursuant to, and in accordance with the conditions of, any other applicable provisions of the SFO and CWMO.

Forward looking statements

This announcement (including information incorporated by reference in this announcement), oral statements made regarding the Merger, and other information published by Barrick and Randgold contain statements which are, or may be deemed to be, “forward-looking statements” (or “forward-looking information”), under applicable securities laws including for the purposes of the US Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Forward-looking statements are prospective in nature and are not based on historical facts, but rather on current expectations and projections of the management of Barrick and Randgold about future events, and are therefore subject to risks and uncertainties which could cause actual results to differ materially from the future results expressed or implied by the forward-looking statements. The forward-looking statements contained in this announcement include statements relating to the expected effects of the Merger on Barrick and Randgold, the expected timing and scope of the Merger and other statements other than historical facts. Often, but not always, forward-looking statements can be identified by the use of forward-looking words such as “plans”, “expects” or “does not expect”, “is expected”, “is subject to”, “budget”, “scheduled”, “estimates”, “forecasts”, “intends”, “anticipates” or “does not anticipate”, or “believes”, or variations of such words and phrases or statements that certain actions, events or results “may”, “could”, “should”, “would”, “might” or “will” be taken, occur or be achieved. Although Barrick and Randgold believe that the expectations reflected in such forward-looking statements are reasonable, Barrick and Randgold can give no

assurance that such expectations will prove to be correct. By their nature, forward-looking statements involve risk and uncertainty because they relate to events and depend on circumstances that will occur in the future. There are a number of factors that could cause actual results and developments to differ materially from those expressed or implied by such forward-looking statements. These factors include the satisfaction of the Conditions and the ability to consummate the Merger, as well as additional factors, such as: risks relating to the Barrick Group's and the Randgold Group's credit rating; local and global political and economic conditions; the Barrick Group's and the Randgold Group's economic model and liquidity risks; fluctuations in the spot and forward price of gold, copper, or certain other commodities (such as silver, diesel fuel, natural gas, and electricity); financial services risk; the risks associated with Barrick's and Randgold's brand, reputation and trust; environmental risks; safety and technology risks; the ability to realise the anticipated benefits of the Merger or implementing the business plan for the New Barrick Group, including as a result of a delay in completing the Merger or difficulty in integrating the businesses of the companies involved (including the retention of key employees); changes in or enforcement of national and local government legislation, taxation, controls or regulations and/or changes in the administration of laws, policies and practices, expropriation or nationalization of property and political or economic developments in Canada, the United States, the Democratic Republic of Congo, Mali and other jurisdictions in which the Barrick Group and Randgold Group carry on business or in which the New Barrick Group may carry on business in the future; lack of certainty with respect to foreign legal systems, corruption and other factors that are inconsistent with the rule of law; legal or regulatory developments and changes; the outcome of any litigation, arbitration or other dispute proceeding; the impact of any acquisitions or similar transactions; competition and market risks; the impact of foreign exchange rates; pricing pressures; the possibility that future exploration results will not be consistent with expectations; risks that exploration data may be incomplete and considerable additional work may be required to complete further evaluation, including but not limited to drilling, engineering and socioeconomic studies and investment; risk of loss due to acts of war, terrorism, sabotage and civil disturbances; contests over title to properties, particularly title to undeveloped properties, or over access to water, power and other required infrastructure; and business continuity and crisis management. Other unknown or unpredictable factors could cause actual results to differ materially from those in the forward-looking statements. Such forward-looking statements should therefore be construed in the light of such factors. Neither Barrick nor Randgold, nor any of their respective associates or directors, officers or advisers, provides any representation, assurance or guarantee that the occurrence of the events expressed or implied in any forward-looking statements in this announcement will actually occur. You are cautioned not to place undue reliance on these forward-looking statements. Other than in accordance with their legal or regulatory obligations (including under the Listing Rules and the Disclosure and Transparency Rules of the FCA), neither Barrick nor Randgold is under any obligation, and Barrick and Randgold expressly disclaim any intention or obligation, to update or revise any forward-looking statements, whether as a result of new information, future events or otherwise.

No profit forecasts or quantified financial benefits statement

No statement in this announcement is intended as a profit forecast, profit estimate or quantified financial benefits statement.

Dealing disclosure requirements

Under Rule 8.3(a) of the Code, any person who is interested in 1% or more of any class of relevant securities of an offeree company or of any securities exchange offeror (being any offeror other than an offeror in respect of which it has been announced that its offer is, or is likely to be, solely in cash) must make an Opening Position Disclosure following the commencement of the offer period and, if later, following the announcement in which any securities exchange offeror is first identified. An Opening Position Disclosure must contain details of the person's interests and short positions in, and rights to subscribe for, any relevant securities of each of (i) the offeree company and (ii) any securities exchange offeror(s). An Opening Position Disclosure by a person to whom Rule 8.3(a) applies must be made by no later than 3.30 pm (London time) on the 10th business day following the commencement of the offer period and, if appropriate, by no later than 3.30 pm (London time) on the 10th business day following the announcement in which any securities exchange offeror is first identified. Relevant persons who deal in the relevant securities of the offeree company or of a securities exchange offeror prior to the deadline for making an Opening Position Disclosure must instead make a Dealing Disclosure.

Under Rule 8.3(b) of the Code, any person who is, or becomes, interested in 1% or more of any class of relevant securities of the offeree company or of any securities exchange offeror must make a Dealing Disclosure if the person deals in any relevant securities of the offeree company or of any securities exchange offeror. A Dealing Disclosure must contain details of the dealing concerned and of the person's interests and short positions in, and rights to subscribe for, any relevant securities of each of (i) the offeree company and (ii) any securities exchange offeror(s), save to the extent that these details have previously been disclosed under Rule 8. A Dealing Disclosure by a person to whom Rule 8.3(b) applies must be made by no later than 3.30 pm (London time) on the business day following the date of the relevant dealing.

If two or more persons act together pursuant to an agreement or understanding, whether formal or informal, to acquire or control an interest in relevant securities of an offeree company or a securities exchange offeror, they will be deemed to be a single person for the purpose of Rule 8.3.

Opening Position Disclosures must also be made by the offeree company and by any offeror and Dealing Disclosures must also be made by the offeree company, by any offeror and by any persons acting in concert with any of them (see Rules 8.1, 8.2 and 8.4).

Details of the offeree and offeror companies in respect of whose relevant securities Opening Position Disclosures and Dealing Disclosures must be made can be found in the Disclosure Table on the Takeover Panel's website at www.thetakeoverpanel.org.uk, including details of the number of relevant securities in issue, when the offer period commenced and when any offeror was first identified. You should contact the Panel's Market Surveillance Unit on +44 (0)20 7638 0129 if you are in any doubt as to whether you are required to make an Opening Position Disclosure or a Dealing Disclosure.

The defined terms used in this section "Dealing disclosure requirements" are defined in the Code which can be found on the Takeover Panel's website.

Non-GAAP Financial Performance Measures

Certain financial performance measures used in this announcement – namely EBITDA, Adjusted EBITDA, Adjusted EBITDA margin, cash costs per ounce, and total cash costs – are not prescribed by IFRS. These non-GAAP financial performance measures are included because management has used the information to analyze the combined business performance and financial position of the New Barrick Group. These non-GAAP financial measures are intended to provide additional information only and do not have any standardized meaning under IFRS and may not be comparable to similar measures presented by other companies. These non-GAAP financial measures should not be considered in isolation or as a substitute for measures of performance prepared in accordance with IFRS.

In order to provide the combined business performance and financial position of the New Barrick Group, certain non-GAAP financial performance measures of each of Barrick and Randgold have been combined to show an aggregate number. Where a component of the aggregated non-GAAP financial performance measure has been previously reported by Barrick or Randgold we have included in Appendix 5 to this announcement details regarding the manner in which non-GAAP financial performance measures have been aggregated for purposes of this announcement as well as reconciliations to the most directly comparable GAAP measures as reported by Barrick and Randgold, together with an explanation of the rationale for including the non-GAAP measure.

In order to provide a relative comparison of the New Barrick Group to its Senior Gold Peers, certain financial comparisons between the New Barrick Group and its Senior Gold Peers are made on the basis of data presented by either Factset, Wood Mackenzie or Bloomberg which contain non-GAAP financial performance measures. These non-GAAP financial performance measure comparisons – namely “lowest total cash costs”, “highest Adjusted EBITDA margin”, “highest return on capital” and “lowest gross debt to Adjusted EBITDA ratio” are based solely on the data presented by Factset, Wood Mackenzie or Bloomberg (as applicable) and are intended to provide additional information only and do not have any standardized meaning under IFRS. See “Third Party Data” below for further information.

Third Party Data

Certain comparisons of the New Barrick Group to its Senior Gold Peers (such as total cash cost, Adjusted EBITDA margin, return on capital and gross debt to adjusted EBITDA ratio) are based on data obtained from Wood Mackenzie, Factset and Bloomberg as of 31 August 2018 (unless otherwise stated). Wood Mackenzie is an independent third party research and consultancy firm that provides data for, among others, the metals and mining industry. Factset is a financial data and software company which provides financial information and analytic software for, among others, investment professionals. Bloomberg is a software, data and media company which delivers business and market news, data and analysis. Neither Wood Mackenzie, Factset nor Bloomberg has any affiliation to Barrick or Randgold.

Where figures for the New Barrick Group are compared to its Senior Gold Peers, the data from either Wood Mackenzie, Factset or Bloomberg (as applicable) has been used to ensure consistency in the compared measures across the New Barrick Group and the comparator group. Neither Barrick nor Randgold has the ability to verify the Wood Mackenzie, Factset or Bloomberg figures and the non-GAAP financial performance measures used by Wood Mackenzie, Factset and Bloomberg may not correspond to the non-GAAP financial performance measures calculated by Barrick, Randgold or any of the Senior Gold Peers.

Publication on Website

A copy of this announcement and the documents required to be published by Rule 26 of the Code will be made available (subject to certain restrictions relating to persons resident in Restricted Jurisdictions) on Barrick's website at www.barrick.com and www.barrick.com/a-new-champion and Randgold's website at www.randgoldresources.com by no later than 12 noon (London time) on the business day following the date of this announcement in accordance with Rule 26.1(a) of the Code. The content of the websites referred to in this announcement are not incorporated into and do not form part of this announcement.

This announcement will also be available on SEDAR under Randgold's profile at www.sedar.com and on EDGAR under Randgold's profile at www.sec.gov.

In accordance with Rule 30.3 of the Code, Barrick Shareholders and Randgold Shareholders may request a hard copy of this announcement by contacting Computershare during business hours at 03707074040 (from within Jersey or the UK) or +44 3707074040 (from outside Jersey or the UK) or by submitting a request in writing to Computershare Investor Services PLC, Corporate Actions Team, The Pavilions, Bridgwater Road, Bristol, BS99 6ZY. If you have received this announcement in electronic form, copies of this announcement and any document or information incorporated by reference into this document will not be provided unless such a request is made.

THIS ANNOUNCEMENT CONTAINS INSIDE INFORMATION

Not for release, publication or distribution, in whole or in part, in or into any jurisdiction where to do so would constitute a violation of the relevant laws of such jurisdiction

For immediate release

24 September 2018

**RECOMMENDED ALL-SHARE MERGER
of
BARRICK GOLD CORPORATION
and
RANDGOLD RESOURCES LIMITED**

1. Introduction

The Boards of Barrick and Randgold are pleased to announce that they have reached agreement on the terms of a recommended share-for-share Merger of Barrick and Randgold to create an industry-leading gold company. It is intended that the Merger will be implemented by means of a court-sanctioned scheme of arrangement of Randgold and the Randgold Shareholders under Article 125 of the Companies (Jersey) Law 1991, with the entire issued and to be issued share capital of Randgold being acquired by Barrick.

2. The Merger

Under the terms of the Merger, which will be subject to satisfaction (or, where applicable, waiver) of the Conditions and further terms set out in Appendix 1 to this announcement and to be set out in the Scheme Document, Scheme Shareholders at the Scheme Record Time will be entitled to receive:

6.1280 New Barrick Shares for each Randgold Share

This Exchange Ratio has been agreed based on the volume-weighted average prices of Barrick Shares traded on NYSE, and Randgold ADSs traded on NASDAQ, respectively, over the 20 trading days ended on 21 September 2018 (being the last business day before this announcement).

Following completion of the Merger, Barrick Shareholders will own approximately 66.6 per cent. and Randgold Shareholders will own approximately 33.4 per cent. of the New Barrick Group on a fully-diluted basis.

The New Barrick Shares will be issued as fully paid and will rank equally in all respects with the existing Barrick Shares and will be entitled to receive any dividends and/or other distributions declared or paid by Barrick in respect of the Barrick Shares with a record date falling after the Effective Date. Applications will be made to the New York Stock Exchange and the Toronto Stock Exchange for the New Barrick Shares to be listed for trading, with listing being subject to the approval or acceptance of each exchange.

3. Dividends

Randgold Permitted Dividend and Barrick Permitted Dividends

Under the terms of the Merger, Barrick and Randgold have agreed that:

- Randgold Shareholders will be entitled to receive a Randgold dividend for the 2018 financial year of USD 2.00 per Randgold Share, subject to the approval of the Board of Randgold (the “Randgold Permitted Dividend”). The Randgold Permitted Dividend is expected to be declared on or before the Effective Date, payable to Randgold Shareholders on or around the Effective Date by reference to the Scheme Record Time; and
- subject to the discretion of the Barrick Board with respect to the declaration of dividends, Barrick Shareholders will receive a total 2018 annualized dividend of up to USD 0.14 per Barrick Share. A Barrick quarterly dividend of: (i) up to USD 0.03 per Barrick Share will be paid for the three month period ending 30 September 2018; and (ii) up to USD 0.05 per Barrick Share (with a record date prior to the Effective Date) will be paid for the three month period ending 31 December 2018, in each case if, as and when declared by the Board of Barrick (together, the “Barrick Permitted Dividends”).

Randgold Equalisation Dividend

If, after the date of this announcement, any dividend (other than or in excess of the Barrick Permitted Dividends), distribution or return of capital is declared, made or paid or becomes payable in respect of the Barrick Shares with a record date on or before the Effective Date (a “Non-Permitted Barrick Dividend”), then Randgold will be entitled (in addition to the Randgold Permitted Dividend) to declare and pay, and the Randgold Shareholders will be entitled to receive and retain, prior to the Scheme Record Time an equalisation dividend in USD (the “Randgold Equalisation Dividend”) in respect of the Randgold Shares of an amount per Randgold Share equal to the amount of the Non-Permitted Barrick Dividend per Barrick Share multiplied by the Exchange Ratio (taking into account any reduction to the Exchange Ratio arising as a result of any Randgold Returns of Capital in accordance with the following paragraph entitled “Reduction to Exchange Ratio”).

Reduction to Exchange Ratio

If, after the date of this announcement, any dividend, distribution or return of capital is declared, made or paid or becomes payable in respect of the Randgold Shares (other than, or in excess of, a Randgold Permitted Dividend or a Randgold Equalisation Dividend) with a record date on or before the Scheme Record Time (each a “Randgold Return of Capital”), Barrick reserves the right to reduce the Exchange Ratio accordingly so as to reflect the aggregate value attributable to any such Randgold Return of Capital.

Dividend policy of the New Barrick Group

The New Barrick Group intends to grow its dividend from the Barrick level for the financial year ended 31 December 2018 over time, underpinned by stronger cash flow generation, additional overhead cost savings, asset sale proceeds and lower interest costs. Following the completion of the Merger, the Board of the New Barrick Group will review the dividend policy quarterly based on the cash requirements of the New Barrick Group's operating assets, exploration and development activities, as well as potential acquisitions, combined with the current and projected financial position of the New Barrick Group.

4. The New Barrick Group

Background to and reasons for the Merger

The Boards of Barrick and Randgold believe that the Merger will create an industry-leading gold company with the greatest concentration of Tier One Gold Assets in the industry, the lowest total cash cost position among Senior Gold Peers,¹ and a diversified asset portfolio positioned for growth in many of the world's most prolific gold districts.

Based on Barrick and Randgold's Closing Prices as of 21 September 2018 (being the last business day prior to the date of this announcement), the New Barrick Group would have an aggregate market capitalization of USD 18.3 billion. In addition, based on the 2017 financial results for both companies, the New Barrick Group would have generated aggregate revenue of approximately USD 9.7 billion and aggregate Adjusted EBITDA² of approximately USD 4.7 billion.

The New Barrick Group will, on completion of the Merger, have the following advantages:

- Ownership of five of the world's top ten Tier One Gold Assets by total cash cost, with two potential Tier One Gold Assets:
 - Tier One Gold Assets: Cortez, Goldstrike, Kibali (45%), Loulo-Gounkoto (80%) and Pueblo Viejo (60%);
 - potential to become Tier One Gold Assets: Goldrush/Fourmile and Turquoise Ridge (75%);
- The highest Adjusted EBITDA³ and highest Adjusted EBITDA margin³ and the lowest total cash cost position among Senior Gold Peers¹ on a combined basis based on the 2017 financial results of both companies:
 - combined Adjusted EBITDA margin⁴ of 48% (for the financial year ended 31 December 2017);
 - combined total cash costs⁵ of USD 538 per ounce (for the financial year ended 31 December 2017);

- A proven management team of owners with the ability to operate successfully in complex jurisdictions:
 - Barrick has a strong partnership-ownership culture and deep experience operating across a range of geographies, mining methods and ore types;
 - from 1 January 2008 to 31 August 2018, Randgold achieved the highest return on capital among Senior Gold Peers.⁶ Randgold's share price has also risen by 76% over the same period, while Senior Gold Peers' share prices have declined by an average of 48%;
- Strong cash flow generation to support robust investment and ability to return cash to shareholders;
- Established partnerships with leading Chinese mining companies;
- Superior scale and the largest gold reserves amongst Senior Gold Peers:
 - potential combined 78 million ounces of proven and probable gold reserves on an attributable basis (as at 31 December 2017);⁷
- Strong balance sheet with expected investment grade ratings:
 - The lowest ratio of gross debt (as of 30 June 2018) to Adjusted EBITDA (as of the financial year ended 31 December 2017) of any Senior Gold Peer;⁸
 - On an aggregate basis as at 30 June 2018, the New Barrick Group had a combined cash position of USD 2.7 billion and debt net of cash of USD 3.7 billion; and
 - Barrick currently has an investment grade rating of BBB and Baa2 from S&P and Moody's, respectively. As at 30 June 2018 Randgold had a net cash balance of USD 604 million and strong cash generation from its underlying operations. This would provide additional flexibility to the New Barrick Group to service existing debt and may positively impact Barrick's current credit ratings;
- Ownership of a strategic Copper Business that produced 413 million pounds of copper in 2017; and
- Significant re-rating potential:
 - Given the quality of the combined asset base and the proven management team of the New Barrick Group, with the highest Adjusted EBITDA margin³ and the lowest total cash cost for 2017 relative to the Senior Gold Peers¹, there is significant potential for the New Barrick Group to re-rate over time.

Following the completion of the Merger, the management team will be tasked with implementing a business plan that will focus on the following:

Asset Quality

- Grow and invest in a portfolio of Tier One Gold Assets and Strategic Assets with an emphasis on organic growth:
 - Near-term priorities include Goldrush/Fourmile, Turquoise Ridge and a strategic partnership with Shandong Gold in the El Indio belt.
- Sell Non-Core Assets over time in a disciplined manner.
- Invest in exploration across extensive land positions in many of the world's most prolific gold districts.
- Maximize the long-term value of a strategic Copper Business.

Operational Excellence

- Fully implement a decentralized management ethos with a strong ownership culture.
- Streamline management and operations, and eliminate non-essential costs.
- Leverage innovation and technology to accelerate operational improvement.
- Build trust-based partnerships with host governments and local communities to drive shared long-term value.
- Strive for zero harm workplaces.

Sustainable Profitability

- Disciplined approach to growth, emphasizing a partnership strategy.
- Increased returns to shareholders driven by focus on return on capital, IRR and free cash flow per share growth.

Governance, trading and branding of the New Barrick Group

Following completion of the Merger:

- John L. Thornton, Executive Chairman of Barrick, will become Executive Chairman of the New Barrick Group.
- Mark Bristow, Chief Executive Officer of Randgold, will become President and Chief Executive Officer of the New Barrick Group.
- Graham Shuttleworth, Finance Director and Chief Financial Officer of Randgold, will become Senior Executive Vice President and Chief Financial Officer of the New Barrick Group.

- Kevin Thomson, Senior Executive Vice President, Strategic Matters of Barrick, will become Senior Executive Vice President, Strategic Matters of the New Barrick Group.
- Two-thirds of the directors of the Board of the New Barrick Group will be initially appointed by Barrick and one-third will be initially appointed by Randgold.
- Shares in the New Barrick Group issued to Randgold Shareholders will be admitted to trade on the New York Stock Exchange and the Toronto Stock Exchange, subject to the approval or acceptance of each exchange. The listing of Randgold Shares on the Official List, the trading in Randgold Shares on the main market of the London Stock Exchange and the trading in Randgold ADSs on NASDAQ will be cancelled.
- The New Barrick Group will operate under the branding of the Barrick Group.

Intentions regarding the New Barrick Group's Assets

The new executive management team of the New Barrick Group will be tasked with implementing a business plan to seek to maximise the opportunities for value enhancement of the New Barrick Group's asset portfolio.

Following the Merger, the New Barrick Group will focus on the Tier One Gold Assets it will own, being Cortez, Goldstrike, Kibali, Loulo-Gounkoto and Pueblo Viejo, as well as all other Strategic Assets. In addition, the new executive management team will focus on enhancing the New Barrick Group's strategic relationships.

The Tier One Gold Assets represent the majority of the New Barrick Group's gold production and cash flow generation.

The new executive management team will operate the New Barrick Group's assets in a manner consistent with maximizing sustainable profitability and operational efficiency over the life of each mine.

Within 12 months following completion of the Merger, the new executive management team will identify those assets whose profile is not expected to meet the New Barrick Group's investment criteria and which the New Barrick Group will consider selling. These assets are referred to in this announcement as Non-Core Assets. Following completion of the Merger, the New Barrick Group may seek to dispose of one or more Non-Core Assets, either to existing joint venture partners, if applicable, or to other buyers. Any such disposals will only be effected if terms can be negotiated which the board of the New Barrick Group considers attractive. Such sales would allow the new executive management team to focus on operating mines and projects considered to deliver the most value to the New Barrick Group or which have the highest potential.

It is the intention of the New Barrick Group to invest in its combined portfolio of exploration and development assets and, whilst a full evaluation would take place following completion of the Merger, the Boards of Randgold and Barrick expect the

initial focus will include the Fourmile/Goldrush project and the Turquoise Ridge expansion, which have the potential to develop into Tier One Gold Assets.

The new executive management team intends to grow the value of its existing portfolio of copper mines and projects, through development of its existing resources, through potential partnerships and joint ventures with third parties and, if market opportunities arise, through acquisitions.

The Continuance to British Columbia

In connection with the Merger and the changes to the Board of Barrick contemplated in relation to the Merger, Barrick believes it is appropriate at this time to continue (i.e. to migrate its province of incorporation) to British Columbia, which has a more modern corporate statute that provides additional flexibility to Barrick in a number of areas, including increased flexibility with respect to capital management and in the composition of the Board of Barrick. In British Columbia, Barrick will have greater flexibility to attract the most qualified and experienced directors from a global talent pool, who have the expertise and skills required by Barrick's global business, that will operate in a diverse range of jurisdictions across five continents. The British Columbia corporate statute also provides increased flexibility with respect to capital management, resulting from more flexible rules relating to dividends, share purchases and redemptions, and accounting for capital. In addition, harmonization of the *Business Corporations Act* (British Columbia) with applicable securities laws has reduced the regulatory burden as compared to other Canadian jurisdictions.

5. Recommendation

The Board of Randgold, which has been so advised by CIBC and Barclays as to the financial terms of the Merger, considers the terms of the Merger to be fair and reasonable. In providing its advice, each of CIBC and Barclays has taken into account the commercial assessments of the Board of Randgold. Accordingly, the Board of Randgold intends to recommend to Randgold Shareholders to vote in favour of the Scheme at the Jersey Court Meeting and the resolutions to be proposed at the Extraordinary General Meeting as those directors of Randgold who hold Randgold Shares have irrevocably undertaken to do in respect of their own Randgold Shares (representing approximately 1.06 per cent. of the issued ordinary share capital of Randgold).

Each of CIBC and Barclays has given and not withdrawn its consent to the inclusion in this announcement of reference to its advice to the directors of Randgold in the form and context in which they appear.

The issuance of New Barrick Shares under the Merger requires the Barrick Shareholder Resolution to be approved by a simple majority of the votes cast by Barrick Shareholders represented in person or by proxy at the Barrick Special Meeting.

The Board of Barrick, which has been advised by M. Klein and Co. and Morgan Stanley as to the financial terms of the Merger, considers the Exchange Ratio to be fair and reasonable. The Board of Barrick intends to recommend to Barrick

Shareholders to vote in favour of the Barrick Shareholder Resolution at the Barrick Special Meeting. The directors of Barrick have agreed to vote their own Barrick Shares (representing approximately 0.238 per cent. of the Barrick Shares currently in issue) in favour of the Barrick Shareholder Resolution. In providing its advice, each of M. Klein and Co. and Morgan Stanley has taken into account the commercial assessments of the Board of Barrick.

Each of M. Klein and Co. and Morgan Stanley has given and not withdrawn its consent to the inclusion in this announcement of reference to its advice to the Board of Barrick in the form and context in which they appear.

6. Background to and reasons for the Randgold recommendation

Randgold has built a high quality African gold company as a result of its investment criteria and execution over a long period. The Board of Randgold believes that an expansion of the company's geographical footprint would be beneficial to the growth, evolution and long term future of the company.

Randgold has previously considered the acquisition of a number of assets both inside and outside Africa but had not been able to find a standalone opportunity that it could action that met its investment criteria. Randgold has also had a number of discussions with Barrick about potential opportunities for strategic cooperation and collaboration in relation to certain assets. The Board of Randgold understands that there is an alignment of strategic vision and complementary strengths and therefore believes that a merger with Barrick would offer the opportunity to create significant shareholder value for Randgold Shareholders over the longer term. The Board of Randgold believes that investors in the gold industry would benefit from a leading company with a focus on growing free cash flow rather than production ounces.

The Board of Randgold believes that the opportunity to merge with Barrick offers an attractive route to gaining exposure to geographical diversification. Barrick owns a number of the world's Tier One Gold Assets which Randgold is unlikely to be able to replicate organically or compete to purchase if they were ever put up for sale.

Upon completion of the Merger, Randgold Shareholders will own a material interest in an industry-leading gold company. The Board of Randgold understands that it will be the intention for the merged company to be managed and run with a similar ethos to the one that shareholders have experienced as shareholders in Randgold. Two-thirds of the directors of the Board of the New Barrick Group will be initially appointed by Barrick and one-third will be initially appointed by Randgold.

In light of these factors, and having been so advised by CIBC and Barclays as to the financial terms of the Merger, the Board of Randgold considers the terms of the Merger to be fair and reasonable. In addition, the Board of Randgold considers the terms of the Merger to be in the best interests of Randgold and the Randgold Shareholders as a whole. In providing its financial advice to the board of directors of Randgold, each of CIBC and Barclays has taken into account the commercial assessments of the Board of Randgold. Accordingly, the Board of Randgold intends to recommend that Randgold Shareholders vote in favour of the Scheme.

7. Irrevocable Undertakings and Voting and Support Agreements

In respect of Randgold Shares

Barrick has received irrevocable undertakings to vote in favour of the Scheme at the Jersey Court Meeting and the resolutions to be proposed at the Extraordinary General Meeting from the directors of Randgold in respect of 997,696 Randgold Shares, representing approximately 1.06 per cent. of the existing issued ordinary share capital.

The undertakings from the directors of Randgold will cease to be binding only if Barrick announces (with the consent of the Panel) that it does not intend to make or proceed with the Merger or if the Scheme lapses or is withdrawn (other than where Barrick has elected to exercise its right to proceed by way of a Takeover Offer and such Takeover Offer has not lapsed or been withdrawn), but will remain binding in the event that a higher competing offer for Randgold is made.

In respect of Barrick Shares

The directors of Barrick have entered into voting and support agreements to vote in favour of the Barrick Shareholder Resolution and the Continuance at the Barrick Special Meeting with Randgold in respect of 2,780,622 Barrick Shares, representing approximately 0.238 per cent. of the Barrick Shares currently in issue.

These voting and support agreements will cease to be binding only if Barrick announces that it does not intend to make or proceed with the Merger or if the Scheme lapses or is withdrawn (other than where Barrick has elected to exercise its right to proceed by way of a Takeover Offer and such Takeover Offer has not lapsed or been withdrawn), but will remain binding in the event that a Barrick Superior Proposal is made.

Further details of these irrevocable undertakings and voting and support agreements are set out in Appendix 3 to this announcement.

8. Information relating to Barrick

Barrick is one of the world's leading international gold companies, with annual gold production and gold reserves that are among the largest in the industry. Barrick also produces significant amounts of copper, principally from its Zaldívar joint venture, Jabal Sayid joint venture and its Lumwana mine.

Barrick was founded in 1983 and is currently headquartered in Toronto, Canada. If the Continuance is approved at the Barrick Special Meeting, Barrick's primary corporate office will remain in Toronto, Canada. During its first ten years, Barrick focused on acquiring and developing properties in North America, notably its Goldstrike property on the Carlin Trend in Nevada. Since 1994, Barrick has strategically expanded beyond its North American base and now operates on five continents. More than 75% of Barrick's gold production comes from projects in the Americas. Barrick also has a presence in Australia, Chile, Saudi Arabia and Zambia. Barrick continues to strengthen its international presence through strategic

relationships with external partners such as Shandong Gold, Zijin Mining, Antofagasta Plc and Ma'aden. Barrick has established a diverse portfolio of assets, with a combination of brownfield projects and a number of the world's largest undeveloped greenfield projects.

Barrick's shares trade on the Toronto Stock Exchange and the New York Stock Exchange. The registered office of Barrick is 161 Bay Street, Suite 3700, Toronto, Ontario M5J 2S1, Canada.

For the financial year ended 31 December 2017, Barrick reported gold production of 5.323 million ounces, revenue of USD 8,374 million and net earnings of USD 1,516 million. Barrick also reported copper production of 413 million pounds of copper for the financial year ended 31 December 2017.

9. Information relating to Randgold

Randgold is a leading Africa-focused gold mining and exploration company, with an extensive portfolio of mines and greenfield and brownfield projects.

Randgold was founded in 1995 and is headquartered in Jersey, Channel Islands. Over the past 23 years, Randgold has established an extensive portfolio of mines and exploration programmes in West and Central Africa including two Tier One Gold Assets in Mali and the Democratic Republic of Congo. Randgold continues to expand its portfolio by developing mutually beneficial partnerships with host governments, communities and joint venture partners. Such partnerships include Randgold's joint ventures with AngloGold Ashanti in the Democratic Republic of Congo and with Endeavour Mining and Newcrest in Côte d'Ivoire.

Randgold's shares trade on the London Stock Exchange and its ADSs trade on NASDAQ. The registered office of Randgold is 3rd Floor, Unity Chambers, 28 Halkett Street, St Helier, Jersey, JE2 4WJ, Channel Islands.

For the financial year ended 31 December 2017, Randgold reported gold production of 1.315 million ounces, revenue of USD 1,280 million and net profit of USD 335 million.

10. Directors, management and employees, research and development, locations

Following completion of the Merger, Barrick's head office and certain key functions will continue to be located in Toronto. Barrick does not intend to close any of Randgold's existing offices. If the Continuance is approved by Barrick Shareholders, the New Barrick Group's registered and records office will be located at 1600 - 925 West Georgia Street, Vancouver, British Columbia V6C 3L2. Barrick has no intention to make any changes with respect to the redeployment of Randgold's existing fixed assets. Owing to the nature of its business, Randgold does not have a research and development function. However, Randgold has a portfolio of exploration assets and the New Barrick Group intends to leverage Randgold's successful exploration expertise to drive value creation across the New Barrick Group's enlarged asset portfolio.

Following completion of the Merger, Mark Bristow, Chief Executive Officer of Randgold, will become President and Chief Executive Officer of the New Barrick Group, and Graham Shuttleworth, Finance Director and Chief Financial Officer of Randgold, will become Senior Executive Vice President and Chief Financial Officer of the New Barrick Group.

Details of their service contracts with the New Barrick Group, which will become effective upon completion of the Merger, will be set out in the Scheme Document. No retention award or bonus will be granted to Mark Bristow or Graham Shuttleworth in connection with the Merger.

Following completion of the Merger, the operational management structure will be conducted through three regional teams, covering North America, South America and Africa & Middle East respectively. The North America and South America teams will be drawn primarily from the existing Barrick workforce.

Barrick does not anticipate any headcount reduction in Randgold's workforce at the operational and management level as a result of the Merger. It is intended that existing Randgold employees will form the core of a regional African management team which will oversee the operations of the combined African & Middle East assets of the New Barrick Group. This will help the New Barrick Group benefit from economies of scale and the experience of a dedicated African-focused management team.

Following the completion of the Merger, the new executive management team of the New Barrick Group will continue to implement a decentralised management and partnership structure which may result in some workforce reduction in respect of persons currently employed as part of the Barrick Group. These headcount reductions will be focussed on reducing redundant roles between the operations, projects and the corporate centre. It is expected that any job reductions will be identified by the new executive management team of the New Barrick Group within the 12 months following completion of the Merger. Barrick does not intend to make any material change in the balance of skills and functions of the employees of the Randgold Group. Except as described above, Barrick does not intend to make any material change in the conditions of employment of the employees and management of the Randgold Group.

The Randgold Group does not provide company-funded pension plans; however, Randgold Group provides a defined contribution plan under which the group pays fixed contributions into a separate entity. Barrick does not intend to make any changes to the Randgold Group's pension arrangements in the 12 months which follow the Effective Date. Following completion of the Merger, the existing employment rights, including pension rights, of management and employees of the Randgold Group and the Barrick Group will be fully safeguarded in accordance with contractual and statutory requirements, as will the contractual rights of any directors and officers who are not employees.

There is no intention to redeploy material fixed assets of the New Barrick Group or, except as described above, make changes to locations of business of the New Barrick Group.

Randgold Shares are currently listed on the Official List and Randgold ADSs are admitted to trading on NASDAQ. As set out in paragraph 19, a request will be made to cancel trading in Randgold Shares on the London Stock Exchange and to delist Randgold Shares from the Official List and to delist the Randgold ADSs from NASDAQ, in each case with effect as of or shortly following the Effective Date. Randgold will also be re-registered as a private company.

No statements made in paragraphs 4 or 10 constitute "post-offer undertakings" for the purposes of Rule 19.5 of the Code.

11. Randgold Share Plans

Participants in the Randgold Share Plans will be contacted regarding the effect of the Merger on their rights under these plans and provided with further details concerning the proposals which will be made to them in due course. Details of the proposals will be set out in the Scheme Document and in separate letters to be sent to participants in the Randgold Share Plans.

In summary, it has been agreed that awards under the Randgold Long-Term Incentive Plan will be exchanged for equivalent awards over Barrick Shares. Awards under the Randgold Co-investment Plan will vest in connection with the Merger to the extent that the applicable performance conditions have been satisfied; provided that, such awards will be subject to time pro-rating. For executive directors, a time-prorated number of awards under the Randgold Restricted Share Scheme will vest in connection with the Merger to the extent that the applicable performance conditions have been satisfied. To the extent that any such award under the Randgold Restricted Share Scheme has not vested as a result of time pro-rating, such portion of the award will be exchanged for equivalent awards over Barrick Shares. For all participants other than executive directors, all awards under the Randgold Restricted Share Scheme will vest in connection with the Merger to the extent that the applicable performance conditions have been satisfied.

Additional holding periods will apply to all outstanding awards held by Mark Bristow and Graham Shuttleworth.

12. Randgold ADS program

Barrick and Randgold have agreed that they will put arrangements in place to allow holders of Randgold ADSs to participate in the Merger. The Depositary will contact holders of Randgold ADSs with further details of these proposals in due course.

Randgold ADS holders should take particular notice of the deadline for providing voting instructions, which may be earlier than that applicable to Randgold Shareholders. Randgold ADS holders should consult the Scheme Document and other material to be distributed by the Depositary in connection with the Merger for

further information in respect of giving voting instructions in respect of their Randgold ADSs.

Randgold ADS holders will not be entitled to attend either the Jersey Court Meeting or the Extraordinary General Meeting but may vote in such meetings by returning a voting instruction card (which will be sent out in due course) to the Depositary or by instructing their financial intermediary to do so. In addition, if Randgold ADS holders surrender their Randgold ADSs to the Depositary for cancellation and withdraw the Randgold Shares underlying the Randgold ADSs in sufficient time to be entered on the Randgold register of members, they may attend and vote at the meetings as a Randgold Shareholder.

At least ten days before the Effective Date, Randgold shall notify NASDAQ of its intent to delist and deregister the Randgold ADSs. Shortly after the Effective Date, Randgold will file a Form 25 and subsequently a Form 15 with the SEC to delist the Randgold ADSs from trading on NASDAQ and to deregister and terminate Randgold's reporting obligations under the US Securities Exchange Act of 1934. Barrick intends to terminate Randgold's ADS programme shortly after the Effective Date.

13. Acacia

The terms of an amended and restated relationship agreement dated 16 November 2014 entered into between Barrick and Acacia (the "Relationship Agreement"), among other matters, grant Acacia a right of pre-emption (the "Pre-emption Right") in the event that Barrick proposes to acquire any business or interest having more than 50 per cent. of its overall mining resources both located in Africa and in gold and/or silver. This would include Randgold. Notwithstanding the foregoing, any exercise of the Pre-emption Right by Acacia in respect of Randgold would require the approval, by ordinary resolution, of Acacia's shareholders pursuant to the UK Listing Authority's listing rules by virtue of the size of Randgold relative to Acacia. Barrick owns approximately 63.9 per cent. of the issued share capital of Acacia and therefore any exercise of the Pre-emption Right by Acacia in respect of Randgold would be contingent on Barrick's support. Barrick has provided notice to Acacia of the proposed Merger and has indicated to Acacia that it would not support an acquisition of Randgold by Acacia.

14. Offer-related Arrangements

Confidentiality agreement

Barrick and Randgold have entered into a confidentiality agreement on 28 April 2018, pursuant to which each of Barrick and Randgold has undertaken, amongst other things, to: (a) keep confidential information relating to the Merger and the other party and not to disclose such confidential information to third parties (other than certain permitted parties) unless required by law or regulation or certain other limited exceptions apply; and (b) use the confidential information for the sole purpose of evaluating the other party's group and/or the Merger and/or negotiating and/or

advising on the Merger. These confidentiality obligations remain in force until 28 April 2020.

Cooperation Agreement

Barrick and Randgold have entered into a cooperation agreement dated 24 September 2018 with respect to conduct of the Merger. Under the terms of the Cooperation Agreement, Barrick and Randgold have agreed, among other things, that:

- Barrick and Randgold shall co-operate with each other in order to assist in obtaining clearance from competition and other governmental bodies in order to satisfy the Conditions relating to such clearances;
- Barrick and Randgold shall provide each other with certain information and assistance in the preparation of the Scheme Document and the Barrick Information Circular;
- Barrick and Randgold shall co-operate to write to participants in the Randgold Share Plans and to inform them of the impact of the Scheme on their awards;
- Barrick and Randgold intend to implement the Merger by way of the Scheme, subject to the ability of Barrick with the consent of the Panel and Randgold or, in certain circumstances, without the consent of Randgold, to proceed by way of a Takeover Offer in the circumstances described in paragraph 18 below;
- Barrick shall pay to Randgold a break fee payment in the amount of USD 300 million if, following this announcement, any of the following events occur:
 - (i) the Cooperation Agreement is terminated because of a Barrick Board Adverse Recommendation Change or because Barrick has breached its obligations relating to Competing Proposals for Barrick in any material respect, which breach is ongoing following the date that is two calendar days following Randgold's delivery of written notice to Barrick of such breach or such breach is otherwise not curable; provided, however, that no break payment shall be payable in the event that, prior to such termination (A) any person acting in concert with Randgold or at Randgold's direction or with Randgold's agreement made, solicited, initiated or otherwise entered into an agreement, commitment or understanding regarding a Competing Proposal for Barrick (without any regard to the last paragraph of that definition) or (B) a Randgold Board Adverse Recommendation Change has occurred; or
 - (ii) (A) a Competing Proposal for Barrick is made to Barrick or is made directly to Barrick Shareholders generally or otherwise becomes publicly known or any person has publicly announced an intention

(whether or not conditional) to make a Competing Proposal for Barrick; (B) the Cooperation Agreement is terminated because the approval of the Barrick Shareholder Resolution is not obtained at the Barrick Special Meeting or at any adjournment or postponement thereof or in certain circumstances where Barrick adjourns or postpones the Barrick Special Meeting for more than 15 days or fails to publish the Barrick Information Circular as required pursuant to Barrick's obligations under the Cooperation Agreement (if such breach is ongoing following the date that is two calendar days following Randgold's delivery of written notice to Barrick of such breach or is otherwise not curable) or the Barrick Information Circular does not contain the Barrick Recommendation; (C) no Randgold Board Adverse Recommendation Change has occurred prior to such termination; and (D) within 12 months of the termination of the Cooperation Agreement Barrick enters into a definitive agreement for a Competing Proposal for Barrick, the Board of Barrick (or any committee thereof) adopts, approves, recommends or declares advisable any Competing Proposal for Barrick, or a Competing Proposal for Barrick is completed. For purposes of the foregoing, the term Competing Proposal for Barrick has the meaning set forth in Appendix 4, except that references to "20% or more" are deemed to be references to "50% or more".

Only one break fee payment can be made and such payment (plus certain additional amounts in respect of VAT) would be Randgold's sole and exclusive remedy in the relevant circumstances, except with respect to fraud; and

- Barrick has agreed to a certain non-solicit undertaking pursuant to which Barrick shall not directly or indirectly solicit any Competing Proposal for Barrick or, subject to certain exceptions, furnish any information on any person seeking to make a Competing Proposal for Barrick.

15. Strategic Investment Agreement and Acknowledgment

On 24 September 2018, it is expected that Barrick and Shandong Gold will enter into the Strategic Investment Agreement. Under the Strategic Investment Agreement, Shandong Gold will agree to purchase Barrick Shares with an aggregate value of up to USD 300 million, and Barrick will agree to invest an equivalent amount in shares of Shandong Mining, a publicly listed company controlled by Shandong Gold. These mutual investments will be required to be made within 12 months from the date of the agreement unless otherwise agreed, and will be made through the facilities of the stock exchanges on which their respective shares are listed. The Strategic Investment Agreement will also contain consultation and orderly market obligations on each party in relation to certain disposals of shares acquired thereunder. The Strategic Investment Agreement will not confer any governance rights. In connection with the Strategic Investment Agreement, Shandong Gold will deliver the Acknowledgment to Barrick, in which it will acknowledge and undertake that both it and its affiliates will

comply with certain restrictions on the acquisition of Barrick Shares and Randgold Shares imposed by Canadian and U.S. securities laws and the Code.

The Strategic Investment Agreement and the Acknowledgment will constitute dealing arrangements of the kind referred to in Note 11 of the definition of “acting in concert” in the Code.

16. Randgold Scheme and Barrick Shareholder Resolution

It is intended that the Merger will be implemented by way of a court-sanctioned scheme of arrangement between Randgold and the Scheme Shareholders, under Article 125 of the Jersey Companies Law. The purpose of the Scheme is to provide for Barrick to become the owner of the entire issued and to be issued share capital of Randgold.

The procedure involves, among other things, an application by Randgold to the Jersey Court to sanction the Scheme, in consideration for which the Scheme Shareholders will receive the New Barrick Shares.

The issuance of the New Barrick Shares requires the Barrick Shareholder Resolution to be approved by a simple majority of the votes cast by Barrick Shareholders represented in person or by proxy at the Barrick Special Meeting. The Board of Barrick intends to recommend to Barrick Shareholders to vote in favour of the Barrick Shareholder Resolution.

The Scheme is subject to satisfaction (or, as appropriate, waiver) of the Conditions and certain further terms referred to in Appendix 1 to this announcement and to the full terms and conditions to be set out in the Scheme Document, and will only become effective if, among other things, the following events occur on or before the Longstop Date:

- a resolution to approve the Scheme is passed by a majority in number of the Scheme Shareholders present and voting (and entitled to vote) at the Court Meeting, either in person or by proxy, representing three-fourths (3/4ths) or more of the voting rights of all Scheme Shares voted;
- the Special Resolution necessary to implement the Scheme is passed by the requisite majority of Randgold Shareholders at the Extraordinary General Meeting (which will require the approval of Randgold Shareholders representing at least two-thirds of the votes cast at the Extraordinary General Meeting either in person or by proxy);
- the Barrick Shareholder Resolution necessary to approve the issuance of the New Barrick Shares is passed by a simple majority of the votes cast by Barrick Shareholders represented in person or by proxy at the Barrick Special Meeting;
- the Scheme is sanctioned (with or without modification, on terms agreed by Barrick and Randgold) by the Jersey Court; and
- the Scheme Court Order is delivered to the Registrar of Companies.

Upon the Scheme becoming effective: (i) it will be binding on all Scheme Shareholders, irrespective of whether or not they attended or voted at the Jersey Court Meeting or the Extraordinary General Meeting (and if they attended and voted, whether or not they voted in favour); and (ii) share certificates in respect of Randgold Shares will cease to be valid and entitlements to Randgold Shares held within the CREST system will be cancelled.

Any Randgold Shares issued before the Scheme Record Time will be subject to the terms of the Scheme. The resolutions to be proposed at the Extraordinary General Meeting will, among other things, provide that the Randgold Articles be amended to incorporate provisions requiring any Randgold Shares issued after the Scheme Record Time (other than to Barrick and/or its nominees) to be automatically transferred to Barrick on the same terms as the Merger (other than terms as to timings and formalities). The provisions of the Randgold Articles (as amended) will avoid any person (other than Barrick and its nominees) holding shares in the capital of Randgold after the Effective Date.

If the Scheme does not become effective on or before the Longstop Date, it will lapse and the Merger will not proceed (unless the Panel otherwise consents).

It is expected that the Scheme Document, containing further information about the Merger and notices of the Jersey Court Meeting and Extraordinary General Meeting, together with the Forms of Proxy, will be mailed to Randgold Shareholders and (for information only) participants in the Randgold Share Plans and other persons with information rights as soon as practicable. The Scheme Document will also contain the expected timetable for the Merger, specify the necessary actions to be taken by Randgold Shareholders, and set out how Randgold Shareholders can hold, access and trade the New Barrick Shares.

It is expected that the Barrick Information Circular, containing further information about the Merger and notice of the Barrick Special Meeting, will be mailed to Barrick Shareholders at or around the same time as the Scheme Document. It is also expected that the Barrick Special Meeting will be held on the same day as the Randgold Meetings, which will be on or around 5 November 2018. The Scheme is expected to be effective by Q1 2019, subject to the satisfaction or waiver of all relevant conditions.

The Scheme will be governed by Jersey law and will be subject to the jurisdiction of the Jersey courts and to the conditions and further terms set out in this announcement and in the Scheme Document. The Merger and the Scheme will be subject to the applicable requirements of the London Stock Exchange, the FCA, the Code, the Toronto Stock Exchange, the NYSE, NASDAQ and applicable securities laws in Canada and the United States.

Subject to satisfaction or waiver of the Conditions, the Merger is expected to be completed by Q1 2019.

17. Competition clearances

The Merger is conditional on receiving competition clearance from the relevant authorities in South Africa.

18. Barrick's Right to Switch to Takeover Offer

Subject to the terms of the Cooperation Agreement, Barrick reserves the right to elect in accordance with the Cooperation Agreement to implement the Merger by way of a Takeover Offer for the entire issued and to be issued share capital of Randgold not already held by Barrick as an alternative to the Scheme. In such an event, the Takeover Offer will be implemented on the same terms (subject to appropriate amendments), so far as applicable and subject to the terms of the Cooperation Agreement, as those which would apply to the Scheme.

If the Merger is effected by way of a Takeover Offer and such Takeover Offer becomes or is declared unconditional in all respects and sufficient acceptances are received, Barrick intends to:

- make a request to the London Stock Exchange to cancel trading in Randgold Shares on its market for listed securities;
- make a request to the UK Listing Authority to cancel the listing of the Randgold Shares from the Official List;
- make a request to the SEC to delist the Randgold ADSs from trading on NASDAQ and to deregister and terminate Randgold's reporting obligations under the US Securities Exchange Act of 1934; and
- exercise its rights to apply the relevant provisions of Part 18 of the Jersey Companies Law to acquire compulsorily the remaining Randgold Shares to which the Takeover Offer extends and in respect of which the Takeover Offer has not been accepted.

19. Delisting and re-registration of Randgold Shares

It is intended that dealings in Randgold Shares (including Randgold Shares underlying the Randgold ADSs) will be suspended at 5.00 p.m. (London time) on the business day prior to the Effective Date. It is further intended that an application will be made to the UK Listing Authority for the cancellation of the listing of the Randgold Shares (including Randgold Shares underlying the Randgold ADSs) on the Official List and to the London Stock Exchange for the cancellation of trading of the Randgold Shares (including Randgold Shares underlying the Randgold ADSs) on the London Stock Exchange's main market for listed securities, with effect as of or shortly following the Effective Date. With respect to the Randgold ADSs, at least ten days before the Effective Date, Randgold shall notify NASDAQ of its intent to delist and deregister the Randgold ADSs. Shortly after the Effective Date, Randgold will file a Form 25 and subsequently a Form 15 with the SEC to delist the Randgold

ADSs from trading on NASDAQ and to deregister and terminate Randgold's reporting obligations under the US Securities Exchange Act of 1934.

It is also intended that, following the Scheme becoming effective, Randgold will be re-registered as a private company under the relevant provisions of the Jersey Companies Law.

It is also expected that Randgold will make an application to certain Canadian securities commissions after the Effective Date to cease to be a reporting issuer in Canada.

20. Fractional entitlements

Fractions of New Barrick Shares will not be issued to Randgold Shareholders. Instead, Randgold Shareholders who otherwise would have received a fraction of a New Barrick Share will instead receive an amount in cash rounded to the nearest cent, based on the amount obtained by multiplying such fraction by the average Closing Price of Barrick Shares on the NYSE on each of the five consecutive trading days ending on the trading day that is two trading days prior to the Effective Date, except that individual entitlements of less than USD 5.00 will not be paid but will be retained for the benefit of the New Barrick Group.

21. Disclosure of interests in Randgold relevant securities

Except for the irrevocable undertakings referred to in paragraph 7 above and the Strategic Investment Agreement and the undertaking referred to in paragraph 15 above, as at close of business on 21 September 2018 (being the latest practicable date prior to the date of this announcement), neither Barrick, nor any of the directors of Barrick or any member of the Barrick Group, nor, so far as the directors of Barrick are aware, any person acting in concert with Barrick for the purposes of the Merger had any interest in, right to subscribe for, or had borrowed or lent any Randgold Shares or securities convertible or exchangeable into Randgold Shares, nor did any such person have any short position (whether conditional or absolute and whether in the money or otherwise), including any short position under a derivative, any agreement to sell or any delivery obligation or right to require another person to take delivery, or any dealing arrangement of the kind referred to in Note 11 of the definition of "acting in concert" in the Code, in relation to Randgold Shares or in relation to any securities convertible or exchangeable into Randgold Shares.

In the interests of secrecy prior to this announcement, Barrick has not made any enquiries in respect of the matters referred to in this paragraph of certain parties who may be deemed by the Panel to be acting in concert with Barrick for the purposes of the Scheme. Enquiries of such parties will be made as soon as practicable following the date of this announcement and any disclosure in respect of such parties will be included in the Scheme Document.

22. Overseas Shareholders

The availability of the Merger and the distribution of this announcement to persons resident in, or citizens of, or otherwise subject to, jurisdictions outside Canada, the United States, the United Kingdom, or Jersey may be affected by the laws of the relevant jurisdiction. Such persons should inform themselves of, and observe, any applicable legal or regulatory requirements of their jurisdiction. Randgold Shareholders and holders of the Randgold ADSs who are in any doubt regarding such matters should consult an appropriate independent professional adviser in the relevant jurisdiction without delay.

This announcement does not constitute an offer for sale for any securities or an offer or an invitation to purchase any securities. Randgold Shareholders and holders of the Randgold ADSs are advised to read carefully the Scheme Document and related Forms of Proxy once these have been dispatched.

23. Randgold issued share capital and Barrick issued common shares

In accordance with Rule 2.9 of the Code, Randgold confirms that it had 94,475,346 Randgold Shares in issue as at the close of business on 21 September 2018, each ordinary share carrying one vote. 58,186 ordinary shares are currently held on trust and do not confer voting rights. Accordingly, the total number of voting rights is 94,417,160. The International Securities Identification Number for Randgold Shares is GB00B01C3S32.

Randgold has an American Depositary Share (“ADS”) programme, for which Citibank, N.A. acts as depositary, one ADS represents one Randgold Share, with ISIN US7523443098. The ADSs trade on NASDAQ.

In accordance with Rule 2.9 of the Code, Barrick confirms that it had 1,167,593,272 common shares with no par value in issue as at the close of business on 21 September 2018. The International Securities Identification Number for Barrick Shares is CA0679011084.

24. Documents published on a website

Copies of the following documents will, by no later than 12 noon (London time) on 25 September 2018, be published on Randgold’s website at www.randgoldresources.com and/or Barrick’s website at www.barrick.com or www.barrick.com/a-new-champion (as relevant) until the end of the Merger:

- this announcement;
- the confidentiality agreement referred to in paragraph 14 above;
- the cooperation agreement referred to in paragraph 14 above;
- the irrevocable undertakings and voting and support agreements listed in Appendix 3 to this announcement;

- the Strategic Investment Agreement referred to in paragraph 15 above; and
- the Acknowledgment referred to in paragraph 15 above.

25. General

The Merger will be subject to the Conditions and certain further terms set out in Appendix 1 and the further terms and conditions set out in the Scheme Document when issued.

The bases and sources of certain financial information contained in this announcement are set out in Appendix 2. Certain terms used in this announcement are defined in Appendix 4.

26. Enquiries

Barrick

Deni Nicoski
Senior Vice President
Investor Relations
Telephone: +1 416 307-7474
Email: dnicoski@barrick.com

Andy Lloyd
Senior Vice President
Communications
Telephone: +1 416 307-7414
Email: alloyd@barrick.com

Carole Cable
Partner
Brunswick Group LLP
Tel +44 (0)20 7404 5959
Direct +44 (0)20 7396 7458
Mob +44 (0)7974 982 458
ccable@brunswickgroup.com

M. Klein and Co. (financial adviser to Barrick)

David Friedman +1-212-380-7500

Peter Seibold

Cyrus Hiranek

Morgan Stanley (financial adviser to Barrick)

Colm Donlon +44 207 425 8000

Richard Tory +1 416 943 8400

Jan Lennertz +1 212 761 4000

Randgold

*Chief Executive
Officer*
Mark Bristow

*Finance Director and Chief
Financial Officer*
Graham Shuttleworth

Investor & Media Relations
Kathy du Plessis
+44 20 7557 7738
randgold@dpapr.com

CIBC (financial adviser to Randgold)

Neil Johnson +44 20 7234 6000

Oliver Ward

Barclays (financial adviser and corporate broker to Randgold)

Paul Knight +1 (416) 863 8900

Nishant Amin +44 (0) 20 7623 2323

Davies Ward Phillips & Vineberg LLP, Freshfields Bruckhaus Deringer LLP, Cravath, Swaine & Moore LLP and Carey Olsen are retained as legal advisers for Barrick.

Norton Rose Fulbright LLP, Norton Rose Fulbright US LLP, Stikeman Elliott LLP and Ogier are retained as legal advisers for Randgold.

Further information

This announcement is for information purposes only and is not intended to and does not constitute, or form part of, an offer, invitation or the solicitation of an offer to purchase, otherwise acquire, subscribe for, sell or otherwise dispose of any securities, or the solicitation of any vote or approval in any jurisdiction, pursuant to the Merger or otherwise, nor shall there be any sale, issuance or transfer of securities of Randgold in any jurisdiction in contravention of applicable law. Subject to the right of Barrick to implement the Merger by way of a Takeover Offer in accordance with the terms of the Cooperation Agreement, the Merger will be implemented solely by means of the Scheme Document, which will contain the full terms and conditions of the Merger including details of how to vote in respect of the Merger. Barrick will prepare the Barrick Information Circular to be distributed to Barrick Shareholders, containing details of the Merger, notice of the Barrick Special Meeting and information on the New Barrick Shares. Barrick and Randgold urge Randgold Shareholders to read the Scheme Document carefully when it becomes available, because it will contain important information in relation to the Merger and the New Barrick Shares. Barrick also urges Barrick Shareholders to read the Barrick Information Circular carefully when it becomes available because it will contain important information in relation to the Merger and the New Barrick Shares.

Any vote in respect of resolutions to be proposed at the Randgold Meetings to approve the Merger, the Scheme or related matters, or other responses in relation to the Merger, should be made only on the basis of the information contained in the Scheme Document. Similarly, any vote in respect of resolutions to be proposed at the Barrick Special Meeting to approve the issuance of New Barrick Shares under the Merger should be made only on the basis of the information contained in the Barrick Information Circular.

Please be aware that addresses, electronic addresses and certain other information provided by Randgold Shareholders, persons with information rights and other relevant persons for the

receipt of communications from Randgold may be provided to Barrick during the offer period as required under Section 4 of Appendix 4 of the Code to comply with Rule 2.11(c).

M. Klein and Co., which is authorized by the U.S. Securities & Exchange Commission and regulated in the United States by the Financial Industry Regulatory Authority (“FINRA”) and the U.S. Securities & Exchange Commission, is acting exclusively for Barrick and no one else in connection with the Merger and will not be responsible to anyone other than Barrick for providing the protections afforded to clients of M. Klein and Co. or for providing advice in relation to the Merger or any other matter referred to in this announcement. Neither M. Klein and Co. nor any of its subsidiaries, branches or affiliates owes or accepts any duty, liability or responsibility whatsoever (whether direct or indirect, whether in contract, in tort, under statute or otherwise) to any person who is not a client of M. Klein and Co. in connection with any matter referred to in this announcement or otherwise.

Morgan Stanley, which is authorised by the Prudential Regulation Authority (“PRA”) and regulated by the FCA and the PRA in the United Kingdom, is acting exclusively as financial adviser to Barrick and no one else in connection with the Merger, this announcement and the matters described herein, and shall not be responsible to anyone other than Barrick for providing the protections afforded to clients of Morgan Stanley or for providing advice in connection with the Merger, this announcement or any matter referred to herein. Neither Morgan Stanley nor any of its subsidiaries, branches or affiliates owes or accepts any duty, liability or responsibility whatsoever (whether direct or indirect, whether in contract, in tort, under statute or otherwise) to any person who is not a client of Morgan Stanley in connection with the Merger, this announcement or any matter referred to herein.

CIBC, which is supervised and regulated by the Office of the Superintendent of Financial Institutions in Canada and, in the UK, authorised by the PRA, subject to regulation by the FCA and limited regulation by the PRA, is acting exclusively as financial adviser to Randgold and for no one else in connection with the Merger and will not be responsible to anyone other than Randgold for providing the protections afforded to clients of CIBC or for providing advice in relation to the Merger, the content of this announcement or any matter or other document referred to herein. Neither CIBC nor any of its subsidiaries, branches or affiliates owes or accepts any duty, liability or responsibility whatsoever (whether direct or indirect, whether in contract, in tort, under statute or otherwise) to any person who is not a client of CIBC in connection with this announcement, any statement contained herein, the Merger or otherwise.

Barclays, which is authorised by the PRA and regulated in the United Kingdom by the FCA and the PRA, is acting exclusively for Randgold and no one else in connection with the Merger and will not be responsible to anyone other than Randgold for providing the protections afforded to clients of Barclays or for providing advice in relation to the Merger or any other matter referred to in this announcement. Neither Barclays nor any of its subsidiaries, branches or affiliates owes or accepts any duty, liability or responsibility whatsoever (whether direct or indirect, whether in contract, in tort, under statute or otherwise) to any person who is not a client of Barclays in connection with any matter referred to in this announcement or otherwise.

Technical information

The technical and scientific information contained in this announcement in respect of Randgold has been reviewed and approved for release by Simon Bottoms, Group Mineral Resource Manager for Randgold and Rodney Quick Group General Manager Evaluations for Randgold who are Randgold's Qualified Persons as defined by National Instrument 43-101 – Standards of Disclosure for Mineral Projects.

The technical and scientific information contained in this announcement in respect of Barrick has been reviewed and approved for release by Rick Sims, Registered Member SME, Vice President, Resources and Reserves of Barrick, and a Qualified Person as defined by National Instrument 43-101 – Standards of Disclosure for Mineral Projects.

Overseas jurisdictions

The release, publication or distribution of this announcement in or into jurisdictions other than Canada, the United States, the United Kingdom and Jersey may be restricted by law and therefore any persons who are subject to the law of any jurisdiction other than Canada, the United States, the United Kingdom and Jersey should inform themselves about, and observe, any applicable legal or regulatory requirements. In particular the ability of persons who are not citizens of and resident in Canada, the United States, the United Kingdom or Jersey, to vote their Randgold Shares with respect to the Scheme at the Jersey Court Meeting, or to appoint another person as proxy to vote at the Jersey Court Meeting on their behalf, may be affected by the laws of the relevant jurisdictions in which they are located or of which they are citizens. Any failure to comply with the applicable restrictions may constitute a violation of the securities laws of any such jurisdiction. Relevant clearances have not been, and will not be, obtained from the securities commission or similar regulatory authority of any province or territory of Canada. To the fullest extent permitted by applicable law, the companies and persons involved in the Merger disclaim any responsibility or liability for the violation of such restrictions by any person. This announcement has been prepared for the purposes of complying with applicable English law, Jersey law, certain applicable securities laws in Canada and the United States, the Listing Rules, the rules of the London Stock Exchange and the Code and the information disclosed may not be the same as that which would have been disclosed if this announcement had been prepared in accordance with the laws of jurisdictions outside of the UK and Jersey.

Copies of this announcement and formal documentation relating to the Merger will not be and must not be, mailed or otherwise forwarded, distributed or sent in, into or from any Restricted Jurisdiction or any jurisdiction where to do so would violate the laws of that jurisdiction and persons receiving such documents (including custodians, nominees and trustees) must not mail or otherwise forward, distribute or send them in or into or from any Restricted Jurisdiction. Doing so may render invalid any related purported vote in respect of the Merger. If the Merger is implemented by way of Takeover Offer (unless otherwise permitted by applicable law or regulation), the Takeover Offer may not be made, directly or indirectly, in or into or by use of the mails or any other means or instrumentality (including, without limitation, facsimile, email or other electronic transmission, telex or telephone) of interstate or foreign commerce of, or any facility of a national, state or other securities exchange of any Restricted Jurisdiction and the Takeover Offer will not be capable of acceptance by any such use, means, instrumentality or facilities or from within any Restricted Jurisdiction.

Further details in relation to Overseas Shareholders will be contained in the Scheme Document and Randgold Shareholders are advised to read carefully the Scheme Document and related Forms of Proxy once these have been mailed.

Additional information for US investors

The Merger is being made to acquire the securities of a Jersey company by means of a scheme of arrangement provided for under Jersey law. Any securities issued as a result of this Merger by means of a scheme of arrangement will be issued in reliance upon the exemption from the registration requirements of the US Securities Act of 1933, pursuant to the exemption from registration set forth in Section 3(a)(10) thereof, and also will not be subject to the tender offer rules promulgated under the US Securities Exchange Act of 1934. Accordingly, the Scheme will be subject to disclosure requirements and practices applicable in the UK and Jersey to schemes of arrangement, which are different from the disclosure requirements of the US tender offer rules. Except in relation to non-GAAP financial performance measures, the financial information included in this announcement and the Scheme documentation has been or will have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (“IFRS”) and thus may not be comparable to financial information of US companies or companies whose financial statements are prepared in accordance with generally accepted accounting principles in the US. If Barrick exercises its right to implement the acquisition of the Randgold Shares in accordance with the Cooperation Agreement by way of a Takeover Offer, such offer will be made in compliance with applicable US laws and regulations, including the registration requirements of the US Securities Act of 1933 and the tender offer rules under the US Securities Exchange Act of 1934 and any applicable exemptions provided thereunder.

Barrick’s mineral reserves and mineral resources have been estimated in accordance with National Instrument 43-101 – Standards of Disclosure for Mineral Projects, as required by Canadian securities regulatory authorities. Randgold’s mineral resource and ore reserve estimates have been prepared according to the Australasian Code for Reporting of Exploration Results, Mineral Resources and Ore Reserves standards and guidelines published and maintained by the Joint Ore Reserves Committee of the Australasian Institute of Mining and Metallurgy, Australian Institute of Geoscientists and Minerals Council of Australia (the JORC (2012) Code). Randgold has reconciled the mineral resources and ore reserves to the definition standards incorporated in National Instrument 43-101 and there are no material differences. For United States reporting purposes, Industry Guide 7 (under the US Securities Exchange Act of 1934), as interpreted by the Staff of the SEC, applies different standards in order to classify mineralization as a reserve. In addition, while the terms “measured,” “indicated” and “inferred” mineral resources are required pursuant to National Instrument 43-101 – Standards of Disclosure for Mineral Projects, the SEC does not recognize such terms. Canadian and JORC (2012) Code standards differ significantly from the requirements of the SEC, and mineral resource information contained herein and in the documents incorporated herein by reference is not comparable to similar information regarding mineral reserves disclosed in accordance with the requirements of the SEC. Investors should understand that “inferred” mineral resources have a great amount of uncertainty as to their existence and as to their economic and legal feasibility. In addition, investors are cautioned not to assume that any part or all of any mineral resources constitute or will be converted into reserves. Accordingly, information contained in this announcement and in the documents incorporated by reference herein containing descriptions of Barrick’s and Randgold’s mineral deposits may not be comparable to similar information made public by United States companies subject to the reporting requirements of United States federal securities laws and the rules and regulations thereunder.

US Holders and US Randgold ADS Holders also should be aware that the transaction contemplated herein may have tax consequences in the United States and, that such consequences, if any, are not described herein. US Holders and US Randgold ADS Holders are urged to consult with independent professional advisors regarding the legal, tax and financial consequences of the Merger applicable to them.

It may be difficult for US Holders and US Randgold ADS Holders to enforce their rights and claims arising out of the US federal securities laws, since Barrick and Randgold are located in countries other than the US, and some or all of their officers and directors may be residents of countries other than the US. US Holders and US Randgold ADS Holders may not be able to sue a non-US company or its officers or directors in a non-US court for violations of US securities laws. Further, it may be difficult to compel a non-US company and its affiliates to subject themselves to a US court's judgment.

In accordance with normal UK practice, Barrick or its nominees, or its brokers (acting as agents), may from time to time make certain purchases of, or arrangements to purchase, Randgold Shares outside of the US, other than pursuant to the Merger, until the date on which the Merger and/or Scheme becomes effective, lapses or is otherwise withdrawn. These purchases may occur either in the open market at prevailing prices or in private transactions at negotiated prices. Any information about such purchases will be disclosed as required in the UK, will be reported to a Regulatory Information Service and will be available on the London Stock Exchange website at www.londonstockexchange.com.

Additional information for Canadian investors

The enforcement by Canadian Holders or Canadian Randgold ADS Holders of civil liabilities under the Canadian securities laws may be affected adversely by the fact that Randgold is incorporated or organized under the laws of a jurisdiction other than Canada, that some or all of Barrick's and Randgold's officers and directors are and will be residents of countries other than Canada, that some or all of the experts named in this announcement may be residents of countries other than Canada, and that all or a substantial portion of the assets of Barrick, Randgold and such persons are and will be located outside Canada. As a result, it may be difficult or impossible for Canadian Holders or Canadian Randgold ADS Holders to effect service of process within Canada upon Randgold, Barrick's and Randgold's respective officers or directors or the experts named herein, or to realize against them, upon judgments of courts of Canada predicated upon liabilities under Canadian securities laws. In addition, Canadian Holders or Canadian Randgold ADS Holders should not assume that the courts of Jersey: (a) would enforce judgments of Canadian courts obtained in actions against such persons predicated upon civil liabilities under Canadian securities laws; or (b) would enforce, in original actions, liabilities against such persons predicated upon civil liabilities under the Canadian securities laws.

The distribution of the New Barrick Shares pursuant to the Merger will constitute a distribution of securities that is exempt from the prospectus requirements of Canadian securities law and is exempt from or otherwise is not subject to the registration requirements under applicable securities law. The New Barrick Shares received pursuant to the Merger will not be legended and may be resold through registered dealers in each of the provinces and territories of Canada provided that (i) the trade is not a "control distribution" as defined in Canadian securities law, (ii) no unusual effort is made to prepare the market or to create a

demand for Barrick Shares, (iii) no extraordinary commission or consideration is paid to a person in respect of such sale, and (iv) if the selling security holder is an insider or officer of Barrick, as the case may be, the selling security holder has no reasonable grounds to believe that Barrick, as the case may be, is in default of applicable Canadian securities law.

Canadian Holders and Canadian Randgold ADS Holders should be aware that the Merger described in this announcement may have tax consequences in Canada and should consult their own tax advisors to determine the particular tax consequences to them of the Merger in light of their particular circumstances, as well as any tax consequences that may arise under the laws of any other relevant foreign, state, local or other taxing jurisdiction.

Additional information for Australian investors

The New Barrick Shares may not be publicly offered, sold or advertised, directly or indirectly, in or from Australia. Neither this announcement nor any other offering or marketing material relating to the New Barrick Shares constitutes a disclosure document or product disclosure statement under Part 6D.2 or Chapter 7 of the Australian Corporations Act and this announcement has not been, and will not be lodged with the Australian Securities and Investments Commission. This announcement does not contain the information required to be contained in a disclosure document or product disclosure statement for the purposes of the Australian Corporations Act.

Neither this announcement, nor any other offering or marketing material relating to the New Barrick Shares or Merger, may be made available or distributed in Australia other than to Randgold Shareholders with a registered address in Australia and their advisors and in compliance with Australian law. Failure to comply with this restriction may contravene applicable Australian law.

Additional information for Swiss investors

The New Barrick Shares may not be publicly offered, sold or advertised, directly or indirectly, in or from Switzerland. Neither this announcement nor any other offering or marketing material relating to the New Barrick Shares constitutes a prospectus as such term is understood pursuant to article 652a or article 1156 of the Swiss Federal Code of Obligations or a listing prospectus within the meaning of the listing rules of the SIX Swiss Exchange, and neither this announcement nor any other offering or marketing material relating to the New Barrick Shares or the Merger, may be publicly distributed or otherwise made publicly available in Switzerland.

Additional information for Singaporean investors

Neither this announcement nor any other offering or marketing material relating to the New Barrick Shares will be lodged or registered as a prospectus with the Monetary Authority of Singapore and the offering made under this announcement is pursuant to Section 273 of the Securities and Futures Act, Chapter 289 of Singapore. Accordingly, neither this announcement nor any other offering or marketing material relating to the New Barrick Shares may be issued, circulated, distributed or otherwise made publicly available in Singapore.

Additional information for Hong Kong investors

The contents of this announcement have not been reviewed by any regulatory authority in Hong Kong. The public in Hong Kong is advised to exercise caution in relation to the Merger and if the public in Hong Kong is in any doubt about any of the contents of this announcement, they should obtain independent professional advice.

This announcement must not be issued, circulated or distributed in Hong Kong other than (1) to “professional investors” as defined in the SFO and any rules made under the SFO, (2) to persons and in circumstances which do not result in this announcement being a “prospectus” as defined in section 2(1) of the CWMO or which do not constitute an offer to the public within the meaning of the CWMO or an invitation to the public within the meaning of the SFO or (3) otherwise pursuant to, and in accordance with the conditions of, any other applicable provisions of the SFO and CWMO.

Forward looking statements

This announcement (including information incorporated by reference in this announcement), oral statements made regarding the Merger, and other information published by Barrick and Randgold contain statements which are, or may be deemed to be, “forward-looking statements” (or “forward-looking information”), under applicable securities laws including for the purposes of the US Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Forward-looking statements are prospective in nature and are not based on historical facts, but rather on current expectations and projections of the management of Barrick and Randgold about future events, and are therefore subject to risks and uncertainties which could cause actual results to differ materially from the future results expressed or implied by the forward-looking statements. The forward-looking statements contained in this announcement include statements relating to the expected effects of the Merger on Barrick and Randgold, the expected timing and scope of the Merger and other statements other than historical facts. Often, but not always, forward-looking statements can be identified by the use of forward-looking words, such as “plans”, “expects” or “does not expect”, “is expected”, “is subject to”, “budget”, “scheduled”, “estimates”, “forecasts”, “intends”, “anticipates” or “does not anticipate”, or “believes”, or variations of such words and phrases or statements that certain actions, events or results “may”, “could”, “should”, “would”, “might” or “will” be taken, occur or be achieved. Although Barrick and Randgold believe that the expectations reflected in such forward-looking statements are reasonable, Barrick and Randgold can give no assurance that such expectations will prove to be correct. By their nature, forward-looking statements involve risk and uncertainty because they relate to events and depend on circumstances that will occur in the future. There are a number of factors that could cause actual results and developments to differ materially from those expressed or implied by such forward-looking statements. These factors include the satisfaction of the Conditions and the ability to consummate the Merger, as well as additional factors such as: risks relating to the Barrick Group’s and the Randgold Group’s credit rating; local and global political and economic conditions; the Barrick Group’s and the Randgold Group’s economic model and liquidity risks; fluctuations in the spot and forward price of gold, copper, or certain other commodities (such as silver, diesel fuel, natural gas, and electricity); financial services risk; the risks associated with Barrick’s and Randgold’s brand, reputation and trust; environmental risks; safety and technology risks; the ability to realise the anticipated benefits of the Merger or implementing the business plan for the New Barrick Group, including as a

result of a delay in completing the Merger or difficulty in integrating the businesses of the companies involved (including the retention of key employees); changes in or enforcement of national and local government legislation, taxation, controls or regulations and/or changes in the administration of laws, policies and practices, expropriation or nationalization of property and political or economic developments in Canada, the United States, the Democratic Republic of Congo, Mali and other jurisdictions in which the Barrick Group and Randgold Group carry on business or in which the New Barrick Group may carry on business in the future; lack of certainty with respect to foreign legal systems, corruption and other factors that are inconsistent with the rule of law; legal or regulatory developments and changes; the outcome of any litigation, arbitration or other dispute proceeding; the impact of any acquisitions or similar transactions; competition and market risks; the impact of foreign exchange rates; pricing pressures; the possibility that future exploration results will not be consistent with expectations; risks that exploration data may be incomplete and considerable additional work may be required to complete further evaluation, including but not limited to drilling, engineering and socioeconomic studies and investment; risk of loss due to acts of war, terrorism, sabotage and civil disturbances; contests over title to properties, particularly title to undeveloped properties, or over access to water, power and other required infrastructure; and business continuity and crisis management. Other unknown or unpredictable factors could cause actual results to differ materially from those in the forward-looking statements. Such forward-looking statements should therefore be construed in the light of such factors. Neither Barrick nor Randgold, nor any of their respective associates or directors, officers or advisers, provides any representation, assurance or guarantee that the occurrence of the events expressed or implied in any forward-looking statements in this announcement will actually occur. You are cautioned not to place undue reliance on these forward-looking statements. Other than in accordance with their legal or regulatory obligations (including under the Listing Rules and the Disclosure and Transparency Rules of the FCA), neither Barrick nor Randgold is under any obligation, and Barrick and Randgold expressly disclaim any intention or obligation, to update or revise any forward-looking statements, whether as a result of new information, future events or otherwise.

No profit forecasts or quantified financial benefits statement

No statement in this announcement is intended as a profit forecast, profit estimate or quantified financial benefits statement.

Dealing disclosure requirements

Under Rule 8.3(a) of the Code, any person who is interested in 1% or more of any class of relevant securities of an offeree company or of any securities exchange offeror (being any offeror other than an offeror in respect of which it has been announced that its offer is, or is likely to be, solely in cash) must make an Opening Position Disclosure following the commencement of the offer period and, if later, following the announcement in which any securities exchange offeror is first identified. An Opening Position Disclosure must contain details of the person's interests and short positions in, and rights to subscribe for, any relevant securities of each of (i) the offeree company and (ii) any securities exchange offeror(s). An Opening Position Disclosure by a person to whom Rule 8.3(a) applies must be made by no later than 3.30 pm (London time) on the 10th business day following the commencement of the offer period and, if appropriate, by no later than 3.30 pm (London

time) on the 10th business day following the announcement in which any securities exchange offeror is first identified. Relevant persons who deal in the relevant securities of the offeree company or of a securities exchange offeror prior to the deadline for making an Opening Position Disclosure must instead make a Dealing Disclosure.

Under Rule 8.3(b) of the Code, any person who is, or becomes, interested in 1% or more of any class of relevant securities of the offeree company or of any securities exchange offeror must make a Dealing Disclosure if the person deals in any relevant securities of the offeree company or of any securities exchange offeror. A Dealing Disclosure must contain details of the dealing concerned and of the person's interests and short positions in, and rights to subscribe for, any relevant securities of each of (i) the offeree company and (ii) any securities exchange offeror(s), save to the extent that these details have previously been disclosed under Rule 8. A Dealing Disclosure by a person to whom Rule 8.3(b) applies must be made by no later than 3.30 pm (London time) on the business day following the date of the relevant dealing.

If two or more persons act together pursuant to an agreement or understanding, whether formal or informal, to acquire or control an interest in relevant securities of an offeree company or a securities exchange offeror, they will be deemed to be a single person for the purpose of Rule 8.3.

Opening Position Disclosures must also be made by the offeree company and by any offeror and Dealing Disclosures must also be made by the offeree company, by any offeror and by any persons acting in concert with any of them (see Rules 8.1, 8.2 and 8.4).

Details of the offeree and offeror companies in respect of whose relevant securities Opening Position Disclosures and Dealing Disclosures must be made can be found in the Disclosure Table on the Takeover Panel's website at www.thetakeoverpanel.org.uk, including details of the number of relevant securities in issue, when the offer period commenced and when any offeror was first identified. You should contact the Panel's Market Surveillance Unit on +44 (0)20 7638 0129 if you are in any doubt as to whether you are required to make an Opening Position Disclosure or a Dealing Disclosure.

The defined terms used in this section "Dealing disclosure requirements" are defined in the Code which can be found on the Takeover Panel's website.

Non-GAAP Financial Performance Measures

Certain financial performance measures used in this announcement – namely EBITDA, Adjusted EBITDA, Adjusted EBITDA margin, cash costs per ounce, and total cash costs – are not prescribed by IFRS. These non-GAAP financial performance measures are included because management has used the information to analyze the combined business performance and financial position of the New Barrick Group. These non-GAAP financial measures are intended to provide additional information only and do not have any standardized meaning under IFRS and may not be comparable to similar measures presented by other companies. These non-GAAP financial measures should not be considered in isolation or as a substitute for measures of performance prepared in accordance with IFRS.

In order to provide the combined business performance and financial position of the New Barrick Group, certain non-GAAP financial performance measures of each of Barrick and Randgold have been combined to show an aggregate number. Where a component of the aggregated non-GAAP financial performance measure has been previously reported by

Barrick or Randgold we have included in Appendix 5 to this announcement details regarding the manner in which non-GAAP financial performance measures have been aggregated for purposes of this announcement as well as reconciliations to the most directly comparable GAAP measures as reported by Barrick and Randgold, together with an explanation of the rationale for including the non-GAAP measure.

In order to provide a relative comparison of the New Barrick Group to its Senior Gold Peers, certain financial comparisons between the New Barrick Group and its Senior Gold Peers are made on the basis of data presented by either Factset, Wood Mackenzie or Bloomberg which contain non-GAAP financial performance measures. These non-GAAP financial performance measure comparisons – namely “lowest total cash costs”, “highest Adjusted EBITDA margin”, “highest return on capital” and “lowest gross debt to Adjusted EBITDA ratio” are based solely on the data presented by Factset, Wood Mackenzie or Bloomberg (as applicable) and are intended to provide additional information only and do not have any standardized meaning under IFRS. See “Third Party Data” below for further information.

Third Party Data

Certain comparisons of the New Barrick Group to its Senior Gold Peers (such as total cash cost, Adjusted EBITDA margin, return on capital and gross debt to adjusted EBITDA ratio) are based on data obtained from Wood Mackenzie, Factset and Bloomberg as of 31 August 2018 (unless otherwise stated). Wood Mackenzie is an independent third party research and consultancy firm that provides data for, among others, the metals and mining industry. Factset is a financial data and software company which provides financial information and analytic software for, among others, investment professionals. Bloomberg is a software, data and media company which delivers business and market news, data and analysis. Neither Wood Mackenzie, Factset nor Bloomberg has any affiliation to Barrick or Randgold.

Where figures for the New Barrick Group are compared to its Senior Gold Peers, the data from either Wood Mackenzie, Factset or Bloomberg (as applicable) has been used to ensure consistency in the compared measures across the New Barrick Group and the comparator group. Neither Barrick nor Randgold has the ability to verify the Wood Mackenzie, Factset or Bloomberg figures and the non-GAAP financial performance measures used by Wood Mackenzie, Factset and Bloomberg may not correspond to the non-GAAP financial performance measures calculated by Barrick, Randgold or any of the Senior Gold Peers.

Publication on Website

A copy of this announcement and the documents required to be published by Rule 26 of the Code will be made available (subject to certain restrictions relating to persons resident in Restricted Jurisdictions) on Barrick’s website at www.barrick.com and www.barrick.com/a-new-champion and Randgold’s website at www.randgoldresources.com by no later than 12 noon (London time) on the business day following the date of this announcement in accordance with Rule 26.1(a) of the Code. The content of the websites referred to in this announcement are not incorporated into and do not form part of this announcement.

This announcement will also be available on SEDAR under Randgold’s profile at www.sedar.com and on EDGAR under Randgold’s profile at www.sec.gov.

In accordance with Rule 30.3 of the Code, Barrick Shareholders and Randgold Shareholders may request a hard copy of this announcement by contacting Computershare during business hours at 03707074040 (from within Jersey or the UK) or +44 3707074040 (from outside Jersey or the UK) or by submitting a request in writing to Computershare Investor Services

PLC, Corporate Actions Team, The Pavilions, Bridgwater Road, Bristol, BS99 6ZY. If you have received this announcement in electronic form, copies of this announcement and any document or information incorporated by reference into this document will not be provided unless such a request is made.

Appendix 1

Conditions and Certain Further Terms of the Scheme and the Merger

A. Conditions to the Scheme and Merger

1. The Merger will be conditional upon the Scheme becoming unconditional and becoming effective, subject to the provisions of the Code, by no later than the Longstop Date.

Scheme approval

2. The Scheme will be conditional upon:
 - (a) approval of the Scheme at the Jersey Court Meeting (or at any adjournment thereof, provided that the Jersey Court Meeting may not be adjourned beyond the 22nd day after the expected date of the Jersey Court Meeting to be set out in the Scheme Document in due course or such later date (if any) as Barrick and Randgold may agree and the Jersey Court may allow) by a majority in number of the Scheme Shareholders present and voting, either in person or by proxy, representing three-fourths (3/4ths) or more of the voting rights of all Scheme Shares voted;
 - (b) all resolutions in connection with or required to approve and implement the Scheme as set out in the notice of the Extraordinary General Meeting (including, without limitation, the Special Resolution) being duly passed by the requisite majority at the Extraordinary General Meeting (or at any adjournment thereof, provided that the Extraordinary General Meeting may not be adjourned beyond the 22nd day after the expected date of the Extraordinary General Meeting to be set out in the Scheme Document in due course or such later date (if any) as Barrick and Randgold may agree and the Jersey Court may allow); and
 - (c) the sanction of the Scheme without modification or with modification on terms acceptable to Barrick and Randgold, provided that the Scheme Court Hearing may not be adjourned beyond the 22nd day after the expected date of the Scheme Court Hearing to be set out in the Scheme Document in due course or such later date (if any) as Barrick and Randgold may agree and the Jersey Court may allow) and the delivery of the Scheme Court Order to the Registrar of Companies.

In addition, Barrick and Randgold have agreed that the Merger will be conditional upon the following Conditions and, accordingly, the necessary actions to make the Scheme effective will not be taken unless such conditions (as amended, if appropriate) have been satisfied or, where relevant, waived:

Barrick Shareholder approval

3. The Barrick Shareholder Resolution being duly passed by a simple majority of the votes cast by Barrick Shareholders represented in person or by proxy at the Barrick Special Meeting and such Barrick Shareholder Resolution remaining valid.

New Barrick Share listings

4. In respect of the New Barrick Shares:
- (a) confirmation having been received by Barrick from the New York Stock Exchange that the New Barrick Shares have been conditionally accepted for listing, subject to official notice of issuance, on the New York Stock Exchange (and such acceptance not having been withdrawn);
 - (b) confirmation having been received by Barrick that the New Barrick Shares have been conditionally accepted for listing, subject only to satisfaction of customary conditions of the Toronto Stock Exchange, on the Toronto Stock Exchange (and such acceptance not having been withdrawn); and
 - (c) in the event the Merger is implemented by way of a Takeover Offer, absent an available exemption from the registration requirements of the U.S. Securities Act, the Registration Statement having been declared effective by the SEC and no stop order having been issued or proceedings for suspension of the effectiveness of the Registration Statement having been initiated by the SEC.

Competition clearances

5. Without limitation to Condition 6 below, all and any approvals for the Merger that may be required in terms of the South African Competition Act are granted by the South African Competition Authorities (being the South African Competition Tribunal or the Competition Appeal Court, as the case may be) under the South African Competition Act, no. 89 of 1998 (as amended), and such approvals shall remain in force and not have been revoked.

General Third Party clearances

6. All notifications to and filings with, Third Parties which are necessary or are reasonably considered appropriate or desirable by Barrick and Randgold having been made, all applicable waiting and other time periods (including any extensions of such waiting and other time periods) under any applicable legislation or regulation of any relevant jurisdiction having expired, lapsed or been terminated (as applicable) and all statutory or regulatory obligations in any relevant jurisdiction having been complied with in each case in connection with the Scheme or Merger or the acquisition or proposed acquisition of any shares or other securities in, or control or management of, Randgold or any other member of the Wider Randgold Group by any member of the Wider Barrick Group, or the carrying on by any member of the Wider Randgold Group of any material aspect of its business.
7. No Third Party having given notice that it has decided to, or that it is considering deciding to, take, institute, assert, implement or threaten any demand, request, action, proceeding, suit, investigation, enquiry or reference or enacted, made or proposed any statute, regulation, decision or order or having taken any other steps or required any action to be taken or otherwise having done anything (including making or asserting any demand, claim or request for any fee, tax, levy, charge, impost or payment of any nature) which would or might reasonably be expected to:

- (a) make the Scheme or the Merger or, in each case, its implementation or the acquisition or proposed acquisition by Barrick or any member of the Wider Barrick Group of any shares or other securities in, or control or management of, Randgold or any member of the Wider Randgold Group void, illegal or unenforceable in any jurisdiction, or otherwise directly or indirectly restrain, prevent, prohibit, restrict or materially delay the same or impose additional material conditions or obligations with respect to the Scheme or the Merger or such acquisition, or otherwise materially impede, challenge or interfere with the Scheme or Merger or such acquisition, or require material amendment to the terms of the Scheme or Merger or the acquisition or proposed acquisition of any Randgold Shares or the acquisition of control or management of Randgold or the Wider Randgold Group by Barrick or any member of the Barrick Group;
- (b) materially limit or delay, or impose any limitations on, the ability of any member of the Wider Barrick Group or any member of the Wider Randgold Group to acquire or to hold or to exercise effectively, directly or indirectly, all or any rights of ownership in respect of shares or other securities in, or to exercise voting or management control over, any member of the Wider Randgold Group or any member of the Wider Barrick Group;
- (c) require, prevent, delay or impose obligations or restrictions on any divestiture by any member of the Wider Barrick Group of any shares or other securities in any member of the Wider Randgold Group or otherwise adversely impact the ownership by any member of the Wider Randgold Group of an asset that is material to the Wider Randgold Group when as a whole;
- (d) require, prevent, delay or impose obligations or restrictions on any divestiture by any member of the Wider Barrick Group or by any member of the Wider Randgold Group of all or any portion of their respective businesses, assets or properties or limit the ability of any of them to conduct any of their respective businesses or to own or control any of their respective assets or properties or any part thereof;
- (e) except pursuant to Article 119, require any member of the Wider Barrick Group or of the Wider Randgold Group to acquire, or to offer to acquire, any shares or other securities (or the equivalent) in any member of either group owned by any third party;
- (f) materially limit the ability of any member of the Wider Barrick Group or of the Wider Randgold Group to conduct or integrate or coordinate its business, or any part of it, with the businesses or any part of the businesses of any other member of the Wider Barrick Group or of the Wider Randgold Group;
- (g) result in any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group ceasing to be able to carry on business under any name under which it presently does so;
- (h) result in any payments (including any fee, tax, levy, charge, impost or payment of any other nature) to a Third Party by any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group, or any of their shareholders,

which payments, in aggregate, would be material to the Wider Barrick Group; or

- (i) otherwise materially adversely affect any or all of the business, assets, profits, financial or trading position or prospects of any member of the Wider Randgold Group or of the Wider Barrick Group,

and all applicable waiting and other time periods during which any Third Party could decide to take, institute, implement or threaten any action, proceeding, suit, investigation, enquiry or reference, or take any other step or require any action to be taken or otherwise having done anything under the laws of any relevant jurisdiction in respect of the Merger having expired, lapsed or been terminated.

- 8. All Authorisations which are necessary or are reasonably considered necessary or appropriate by Barrick in any relevant jurisdiction for or in respect of the Scheme or Merger or the acquisition or proposed acquisition of any shares or other securities in, or control or management of, Randgold or any other member of the Wider Randgold Group by any member of the Wider Barrick Group or the carrying on by any member of the Wider Randgold Group of its business having been obtained, in terms and in a form satisfactory to Barrick, from all appropriate Third Parties or from any persons or bodies with whom any member of the Wider Randgold Group has entered into contractual arrangements and all such Authorisations remaining in full force and effect and there being no notice or intimation of any intention to revoke, suspend, restrict, modify or not to renew any of the same.

Certain matters arising as a result of any arrangement, agreement etc.

- 9. Except as Disclosed, there being no provision of any arrangement, agreement, licence, permit, franchise or other instrument to which any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group is a party, or by or to which any such member or any of its assets is or are or may be bound, entitled or subject or any circumstance, which, in each case as a consequence of the Scheme or Merger or the acquisition or proposed acquisition of any shares or other securities in, or control of, Randgold or any other member of the Wider Randgold Group by any member of the Wider Barrick Group or otherwise, would reasonably be expected to result in (in each case to an extent which would reasonably be expected to be material and adverse in the context of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group, in each case, taken as a whole):
 - (a) any monies borrowed by or any other indebtedness or liabilities (actual or contingent) of, or any grant available to, any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group being or becoming repayable or capable of being declared repayable immediately or prior to its stated maturity date or repayment date or the ability of any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group to borrow monies or incur any indebtedness being withdrawn or inhibited or becoming capable of being withdrawn or inhibited;
 - (b) the creation or enforcement of any mortgage, charge or other security interest over the whole or any part of the business, property, assets or interests of any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group or any

such mortgage, charge or other security interest (wherever created, arising or having arisen) becoming enforceable;

- (c) any such arrangement, agreement, licence, permit, franchise or instrument, or the rights, liabilities, obligations or interests of any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group thereunder, being, or becoming capable of being, terminated or adversely modified or affected or any adverse action being taken or any obligation or liability arising thereunder;
- (d) any asset or interest of any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group being or falling to be disposed of or charged or ceasing to be available to any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group or any right arising under which any such asset or interest could be required to be disposed of or could cease to be available to any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group otherwise than in the ordinary course of business;
- (e) any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group ceasing to be able to carry on business under any name under which it presently does so;
- (f) the creation of liabilities (actual or contingent) by any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group other than in the ordinary course of business;
- (g) the rights, liabilities, obligations or interests of any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group under any such arrangement, agreement, licence, permit, franchise or other instrument or the interests or business of any such member in or with any other person, firm, company or body (or any arrangement or arrangements relating to any such interests or business) being terminated or adversely modified or affected; or
- (h) the financial or trading position or the value of any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group being prejudiced or adversely affected,

and no event having occurred since 31 December 2017 which, under any provision of any such arrangement, agreement, licence, permit or other instrument, would reasonably be expected to result in any of the events or circumstances which are referred to in paragraphs (a) to (h) of this Condition 9.

10. Since 31 December 2017 and except as Disclosed and except as between any of Randgold and its wholly owned subsidiaries, or as between any of Barrick and its wholly owned subsidiaries, no member of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group having (in any case to an extent which is or would be material in the context of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group, in each case, taken as a whole):

- (a) issued or agreed to issue, or authorised the issue of, additional shares of any class, or securities convertible into or exchangeable for, or rights, warrants or options to subscribe for or acquire, any such shares or convertible securities

or transferred or sold any shares out of treasury, other than any shares issued or shares transferred from treasury upon the exercise of any options granted under any of the Randgold Share Plans or Barrick Share Plans;

- (b) purchased or redeemed or repaid any of its own shares or other securities or reduced or made any other change to any part of its share capital;
- (c) except as contemplated by the Cooperation Agreement or in this Announcement, recommended, declared, paid or made any dividend or other distribution whether payable in cash or otherwise (except for dividends or other distributions lawfully made or paid out in the ordinary course of business to shareholders as required under joint venture arrangements) or made any bonus issue;
- (d) made or authorised any change in its loan capital;
- (e) (other than any acquisition or disposal in the ordinary course of business) merged with, demerged or acquired any body corporate, partnership or business or acquired or disposed of or transferred, mortgaged, charged or created any security interest over any assets or any right, title or interest in any assets (including shares in any undertaking and trade investments) or authorised the same;
- (f) issued or authorised the issue of, or made any change in or to, any debentures or incurred or increased any indebtedness or liability (actual or contingent);
- (g) entered into, varied, or authorised any agreement, transaction, arrangement or commitment (whether in respect of capital expenditure or otherwise) which:
 - (i) is of a long term, onerous or unusual nature or magnitude or which could involve an obligation of such nature or magnitude; or
 - (ii) could restrict the business of any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group; or
 - (iii) is other than in the ordinary course of business;
- (h) entered into, implemented, effected or authorised any merger, demerger, reconstruction, amalgamation, scheme, commitment or other transaction or arrangement in respect of itself or another member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group;
- (i) entered into or varied the terms of, any contract, agreement or arrangement with any of the directors or senior executives of any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group;
- (j) taken any corporate action or had any legal proceedings instituted or threatened against it or petition presented or order made for its winding up (voluntarily or otherwise), dissolution or reorganisation or for the appointment of a receiver, administrator, administrative receiver, trustee or similar officer of all or any material part of its assets and revenues or any

analogous proceedings in any jurisdiction or appointed any analogous person in any jurisdiction;

- (k) been unable, or admitted in writing that it is unable, to pay its debts or having stopped or suspended (or threatened to stop or suspend) payment of its debts generally or ceased or threatened to cease carrying on all or a substantial part of its business;
- (l) waived or compromised any claim, otherwise than in the ordinary course of business;
- (m) except for the Continuance, made any alteration to its memorandum or articles of association;
- (n) made or agreed or consented to:
 - (i) any change:
 - (A) to the terms of the trust deeds constituting the pension scheme(s) established for its directors, employees or their dependants; or
 - (B) the contributions payable to any such scheme(s) or to the benefits which accrue or to the pensions which are payable thereunder; or
 - (C) the basis on which qualification for, or accrual or entitlement to such benefits or pensions are calculated or determined; or
 - (D) the basis upon which the liabilities (including pensions) or such pension schemes are funded, valued or made, or
 - (ii) any change to the trustees including the appointment of a trust corporation;
- (o) proposed, agreed to provide or modified the terms of any share option scheme, incentive scheme or other benefit relating to the employment or termination of employment of any person employed by the Wider Randgold Group; or
- (p) entered into any agreement, commitment or arrangement or passed any resolution or made any offer (which remains open for acceptance) or proposed or announced any intention with respect to any of the transactions, matters or events referred to in this Condition 10.

No adverse change, litigation or regulatory enquiry

11. Since 31 December 2017 and except as Disclosed (in any case to an extent which is or would be material in the context of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group, in each case, taken as a whole):

- (a) there having been no adverse change or deterioration in the business, assets, financial or trading positions or profit or prospects of any member of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group;
- (b) no contingent or other liability of any member of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group having arisen or become apparent or increased;
- (c) no litigation, arbitration proceedings, prosecution or other legal proceedings to which any member of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group is or may become a party (whether as plaintiff, defendant or otherwise) having been threatened, announced, implemented or instituted by or against or remaining outstanding against or in respect of any member of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group;
- (d) (other than as a result of or in connection with the Merger) no enquiry or investigation by, or complaint or reference to, any Third Party having been threatened, announced, implemented, instituted by or against or remaining outstanding against or in respect of any member of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group;
- (e) other than with the consent of Barrick, no action having been taken or proposed by any member of the Wider Randgold Group, or having been approved by Randgold Shareholders or consented to by the Panel, which falls or would fall within or under Rule 21.1 of the Code or which otherwise is or would be materially inconsistent with the implementation by Barrick of the Merger on the basis contemplated as at the date of this announcement; and
- (f) no member of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group having conducted its business in breach of any applicable laws and regulations.

No discovery of certain matters

12. Barrick not having discovered in relation to the Wider Randgold Group and Randgold not having discovered in relation to the Wider Barrick Group:
 - (a) that any financial or business or other information concerning the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group, as applicable disclosed at any time by or on behalf of any member of the Wider Randgold Group, whether publicly, to any member of the Wider Barrick Group or by or on behalf of any member of the Wider Barrick Group to any member of the Wider Randgold Group, or to any of their advisers or otherwise, is misleading or contains any misrepresentation of fact or omits to state a fact necessary to make any information contained therein not misleading and which was not subsequently corrected before the Announcement Date by disclosure either publicly or otherwise to Barrick or Randgold, as applicable (in any case to an extent which is or would be material in the context of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group, in each case, taken as a whole);
 - (b) except as Disclosed, that any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group is subject to any liability (actual or contingent); or

- (c) any information which affects the import of any information disclosed at any time by or on behalf of any member of the Wider Randgold Group or of the Wider Barrick Group (in any case to an extent which is or would be material in the context of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group, in each case, taken as a whole).
- 13. Other than to the extent fairly disclosed in writing to the other party before the Announcement Date, Barrick not having discovered in relation to the Wider Randgold Group and Randgold not having discovered in relation to the Wider Barrick Group:
 - (a) that any past or present member of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group has not complied in all material respects with any applicable legislation or regulations of any jurisdiction with regard to the use, treatment, handling, storage, transport, release, disposal, discharge, spillage, leak or emission of any waste or hazardous substance or any substance likely to impair the environment or harm human health, or otherwise relating to environmental matters or the health and safety of any person, or that there has otherwise been any such use, treatment, handling, storage, transport, release, disposal, discharge, spillage, leak or emission (whether or not this constituted a non-compliance by any person with any legislation or regulations and wherever the same may have taken place) which, in any case, would be likely to give rise to any material liability (whether actual or contingent) or cost on the part of any member of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group;
 - (b) that there is, or is likely to be, any material liability, whether actual or contingent, to make good, repair, reinstate or clean up any property now or previously owned, occupied or made use of by any past or present member of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group or any other property or any controlled waters under any environmental legislation, regulation, notice, circular, order or other lawful requirement of any relevant authority or third party or otherwise; or
 - (c) that circumstances exist whereby a person or class of persons would be likely to have a claim in respect of any product or process of manufacture or materials used therein now or previously manufactured, sold or carried out by any past or present member of the Wider Randgold Group or of the Wider Barrick Group (in any case to an extent which is or would be material in the context of the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group, in each case, taken as a whole).

Anti-corruption, sanctions and criminal property

- 14. Barrick not having discovered in relation to the Wider Randgold Group and Randgold not having discovered in relation to the Wider Barrick Group that, or it not otherwise having been determined that:
 - (a) any past or present member, director, officer or employee of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group is or has at any time engaged in any activity, practice or conduct (including inaction or a failure to engage in

conduct, and including engaging in any activity, practice or conduct through an agent performing services on behalf of such person) which constitutes an offence or a breach of obligations under the Bribery Act 2010, the US Foreign Corrupt Practices Act of 1977, as amended, or any other anti-corruption legislation applicable to the Wider Randgold Group or Wider Barrick Group;

- (b) any asset of any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group constitutes criminal property as defined by section 340(3) of the Proceeds of Crime Act 2002, as amended (but disregarding paragraph (b) of that definition) or is deemed to be the proceeds of crime under any applicable legislation;
- (c) any past or present member, director, officer or employee of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group, or any other person for whom any such person may be liable or responsible (in each case including through an agent performing services on behalf of such person), has engaged in any business with, made any investments in, facilitated any other party in their business with, supplied or received any goods, technical data or services to or from, made any funds or assets available to or received any funds or assets from: (i) any government, entity, organization, or individual in respect of which US or European Union persons, or persons operating in those territories, are prohibited from engaging in activities or doing business, or from receiving or making available funds or economic resources, by US or European Union laws or regulations including the economic sanctions administered by the United States Office of Foreign Assets Control, the United States Department of State, or HM Treasury & Customs; or (ii) any government, entity, organization, or individual designated either directly or indirectly (by virtue of ownership, control or other factors) or targeted by any of the economic sanctions of the United Nations, the United States, the European Union or any of its member states;
- (d) a member of the Randgold Group or the Barrick Group has engaged in any activity or transaction which would cause Barrick or Randgold to be in breach of any law or regulation or otherwise subject it to restrictions, penalties or sanctions upon Barrick's acquisition of Randgold including the economic sanctions of the United States Office of Foreign Assets Control, the United States Department of State, HM Treasury & Customs, or any government entity, organization, or individual designated or targeted by any of the economic sanctions of the United Nations, the United States, the European Union or any of its member states, or the requirements of the United States Securities and Exchange Commission; or
- (e) without limitation to Conditions 14(c) or 14(d) above, any member of the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group has received a notice from any government authority of an inquiry, investigation or regulatory proceeding, proposed cancellation, revocation, or avoidance of any license, permit, or authorization applicable to any asset, intention to impose a penalty, forfeiture or other sanction or been named in a civil action brought by a

government authority or any private party (including a derivative shareholder action) related to a potential violation of the Bribery Act 2010, the US Foreign Corrupt Practices Act of 1977, as amended, or any other anti-corruption legislation applicable to the Wider Randgold Group or the Wider Barrick Group, or any applicable economic sanctions or anti-money laundering legislation.

B. Waiver and invocation of the Conditions

1. The Scheme will not become effective, and will lapse, unless the Conditions have been fulfilled or (to the extent capable of waiver) waived or, where appropriate, have been determined to be or remain satisfied by no later than the Longstop Date.
2. Subject to the requirements of the Panel, Barrick reserves the right in its sole discretion to waive:
 - (a) those parts of all or any of the Conditions set out in paragraph 2 of Part A of this Appendix 1 relating to the deadlines for the Jersey Court Meeting, Extraordinary General Meeting and/or the Scheme Court Hearing. If any such deadline is not met, Barrick shall make an announcement by 8.00 a.m. on the business day following such deadline confirming whether it has invoked the relevant Condition, waived the relevant deadline or agreed with Randgold to extend the relevant deadline; and
 - (b) all or any of Conditions 5, 6 and 8 and (so far as they relate to Randgold, the Wider Randgold Group or any part thereof) all or any of Conditions 7 and 9 to 14 (inclusive), in each case, in whole or in part, in Part A of this Appendix 1.
3. Randgold reserves the right in its sole discretion to waive (so far as they relate to Barrick, the Wider Barrick Group or any part thereof) in whole or in part, all or any of Conditions 7 and 9 to 14 (inclusive) in Part A of this Appendix 1. This right:
 - (a) is subject to the requirements of the Panel; and
 - (b) shall cease to have any effect if a Randgold Board Adverse Recommendation Change occurs, in which case Randgold shall no longer have the right to waive any of Conditions 7 and 9 to 14 (inclusive) in Part A of this Appendix 1, whether in whole or in part and, instead, Barrick shall have the right in its sole discretion to waive any of such Conditions in whole or in part including (without limitation) if they relate to Barrick, the Wider Barrick Group or any part thereof.
4. Save as set out above in respect of paragraphs 2 and 3, the Conditions set out in paragraphs 1 to 4 (inclusive) in Part A of this Appendix 1 cannot be waived.
5. Neither Barrick nor Randgold shall be under any obligation to waive (if capable of waiver), to determine to be or remain satisfied or to treat as fulfilled any of the Conditions in Part A above (insofar as they apply to each of them) by a date earlier than the latest date specified above for the fulfilment of that condition, notwithstanding that the other Conditions may at such earlier date have been waived

or fulfilled and that there are, at such earlier date, no circumstances indicating that any Condition may not be capable of fulfilment.

6. The Merger shall lapse if:
 - (a) in so far as the Merger or any matter arising from or relating to the Scheme or Merger constitutes a concentration with a Community dimension within the scope of the Regulation, the European Commission either initiates proceedings under Article 6(1)(c) of the Regulation or makes a referral to a competent authority in the United Kingdom under Article 9(1) of the Regulation and there is then a CMA Phase 2 Reference; or
 - (b) the Merger or any matter arising from or relating to the Scheme or Merger becomes subject to a CMA Phase 2 Reference,in each case before the date of the Jersey Court Meeting.
7. Under Rule 13.5 of the Code, Barrick may not invoke a Condition so as to cause the Merger not to proceed, to lapse or be withdrawn, unless the circumstances which give rise to the right to invoke the Condition are of material significance to Barrick in the context of the Merger. Conditions 1, 2, 3 and 4 in Part A of this Appendix 1 are not subject to this provision of the Code.
8. Randgold may not invoke a Condition so as to cause the Merger not to proceed, to lapse or be withdrawn:
 - (a) under Rule 13.6 of the Code, unless the circumstances which give rise to the right to invoke the Condition are of material significance to Randgold Shareholders in the context of the Merger. Conditions 1, 2, 3 and 4 in Part A of this Appendix 1 are not subject to this provision of the Code; or
 - (b) following a Randgold Board Adverse Recommendation Change.
9. If the Panel requires Barrick to make an offer or offers for any Randgold Shares under the provisions of Rule 9 of the Code, Barrick may make such alterations to the Conditions as are necessary to comply with the provisions of that Rule.
10. Each of the Conditions shall be regarded as a separate Condition and shall not be limited by reference to any other Condition.
11. The Scheme will be governed by Jersey law and will be subject to the jurisdiction of the Jersey courts and to the conditions and further terms set out in this announcement and in the Scheme Document. The Merger and the Scheme will be subject to the applicable requirements of the London Stock Exchange, the FCA, the Code, the Toronto Stock Exchange, the NYSE, NASDAQ and applicable securities laws in Canada and the United States.

C. Implementation by way of Takeover Offer

Barrick reserves the right to elect in accordance with the Cooperation Agreement to implement the Merger by way of a Takeover Offer for the entire issued and to be issued share capital of Randgold not already held by Barrick as an alternative to the

Scheme. In such an event, the Takeover Offer will be implemented on the same terms (subject to appropriate amendments), so far as applicable and subject to the terms of the Cooperation Agreement, as those which would apply to the Scheme, with such appropriate amendments including (without limitation) an Acceptance Condition set at 90 per cent. or such other percentage (being more than 50 per cent.) as the parties may agree in writing (or, in circumstances where (a) a Randgold Board Adverse Recommendation Change occurs, (b) a Competing Proposal for Randgold is recommended in whole or in part by the Randgold Directors or (c) Randgold announces its intention to proceed with a Competing Proposal for Randgold, as Barrick may decide (in each case subject to the Panel's consent to the extent necessary)) in nominal value of the shares to which such Takeover Offer relates.

D. Certain further terms of the Merger

Fractions of New Barrick Shares will not be issued to Randgold Shareholders. Instead, Randgold Shareholders who otherwise would have received a fraction of a New Barrick Share will instead receive an amount in cash rounded to the nearest cent, based on the amount obtained by multiplying such fraction by the average Closing Price of Barrick Shares on the NYSE on each of the five consecutive trading days ending on the trading day that is two trading days prior to the Effective Date, except that individual entitlements of less than USD 5.00 will not be paid but will be retained for the benefit of the New Barrick Group.

Randgold Shares will be acquired by Barrick fully paid and free from all liens, equitable interests, charges, encumbrances, rights of pre-emption and other third party rights of any nature whatsoever and together with all rights attaching to them as at the date of this announcement or subsequently attaching or accruing to them, including the right to receive and retain, in full, all dividends and other distributions (if any) declared, made, paid or payable, or any other return of capital made, on or after the date of this announcement, other than any Randgold Equalisation Dividend and the Randgold Permitted Dividend.

If, on or after the date of this announcement, any dividend and/or other distribution and/or other return of capital (other than any Randgold Equalisation Dividend and the Randgold Permitted Dividend) is declared, made or paid or becomes payable in respect of the Randgold Shares, with a record date before the Scheme Record Time, Barrick reserves the right (without prejudice to any right of Barrick to invoke Condition 10(c) of Part A of this Appendix 1), to adjust the Exchange Ratio by reference to the amount of such dividend and/or distribution and/or return of capital, in which case any reference in this announcement or in the Scheme Document to the consideration payable under the terms of the Merger will be deemed to be a reference to the consideration as so adjusted. To the extent that any such dividend and/or distribution and/or other return of capital is declared, made or paid or is payable and it is: (i) transferred pursuant to the Merger on a basis which entitles Barrick to receive the dividend, distribution or return of capital and to retain it; or (ii) cancelled, the Exchange Ratio will not be subject to adjustment in accordance with this paragraph. Any exercise by Barrick of its rights referred to in this paragraph shall be the subject of an announcement and, for the avoidance of doubt, shall not be regarded as constituting any revision or variation of the Merger.

If after the date of this announcement, any Non-Permitted Barrick Dividend is declared, made or paid or becomes payable in respect of the Barrick Shares with a record date on or before

the Effective Date, then Randgold reserves the right (in addition to the Randgold Permitted Dividend) to declare and pay, and the Randgold Shareholders will be entitled to receive and retain, prior to the Scheme Record Time a the Randgold Equalisation Dividend in respect of the Randgold Shares of an amount per Randgold Share equal to the amount of the Non-Permitted Barrick Dividend per Barrick Share multiplied by the Exchange Ratio (as may be reduced by Barrick as a result of any Randgold Return of Capital). Any exercise by Randgold of its rights referred to in this paragraph shall be the subject of an announcement and, for the avoidance of doubt, shall not be regarded as constituting any revision or variation of the Merger.

The Merger will be subject, inter alia, to the Conditions and certain further terms which are set out in this Appendix 1 and those terms which will be set out in the Scheme Document.

The availability of the Merger to persons not resident in Canada, the United States, the United Kingdom or Jersey may be affected by the laws of the relevant jurisdiction. Any persons who are subject to the laws of any jurisdiction other than Canada, the United States, the United Kingdom or Jersey should inform themselves about and observe any applicable requirements. Further information in relation to Overseas Shareholders will be contained in the Scheme Document.

Bases and Sources

Appendix 2

- (a) All references to Randgold Shares are to Randgold ordinary shares of USD 0.05 each. All references to Barrick Shares are to Barrick common shares with no par value.
- (b) The percentage of the common shares of the New Barrick Group that will be owned by Randgold Shareholders on a fully diluted basis is calculated by dividing the number of the New Barrick Shares to be issued under the terms of the Merger (as referred to in paragraph (e)(ii) below) by the common shares of the New Barrick Group (as referred to in paragraph (e) below) and multiplying the resulting sum by 100 to produce a percentage.
- (c) Randgold's issued ordinary share capital refers to the 94,475,346 Randgold Shares in issue as at 5.00 p.m. on 21 September 2018.
- (d) Randgold's fully diluted ordinary share capital is 95,726,057 Randgold Shares which has been calculated on the basis of:
 - (i) the number of Randgold Shares in issue; and
 - (ii) the maximum number of further Randgold Shares which may be issued on or after the date of this announcement on the exercise of options or vesting of awards under the Randgold Share Plans.
- (e) The common shares of the New Barrick Group has been calculated as the sum of:
 - (i) a total number of 1,167,641,525 Barrick Shares in issue on a fully diluted basis as at 21 September 2018 as calculated using the treasury stock method; and
 - (ii) 586,609,277 New Barrick Shares which would be issued under the terms of the Merger based on the fully diluted ordinary share capital of Randgold.
- (f) The volume-weighted average price of a Barrick Share is derived from data provided by Bloomberg and refers to trading on the New York Stock Exchange; the volume-weighted average price of a Randgold ADS is derived from data provided by Bloomberg and refers to trading on NASDAQ.
- (g) For the purposes of the financial comparisons contained in this announcement, no account has been taken of any liability to taxation or the treatment of fractions under the Merger.
- (h) Unless otherwise stated, the financial information on Barrick is extracted (without material adjustment) from Barrick's Annual Report, financial statements and MD&A for the financial year ended 31 December 2017 and from the announcement of Barrick's interim results for the six months ended 30 June 2018.

- (i) Unless otherwise stated, the financial information on Randgold is extracted (without material adjustment) from Randgold's Annual Report and Accounts for the financial year ended 31 December 2017 and from the announcement of Randgold's interim results for the six months ended 30 June 2018.
- (j) The market prices of the Randgold Shares are the last reported sale price in US dollars of a Randgold ADS as quoted on NASDAQ.
- (k) The market prices of the Barrick Shares are the last reported sale price in US dollars of a Barrick Share as quoted on the NYSE.
- (l) The financial comparisons between the New Barrick Group and the Senior Peer Group relating to total cash costs¹ are derived from data provided by Wood Mackenzie and include C1 cash costs, royalties and other indirect costs.
- (m) Return on capital⁶ is calculated as net earnings before interest divided by average invested capital which consists of total debt plus total equity less cash and cash equivalents using data provided by Bloomberg as at 31 December 2017.
- (n) The Tier One Gold Assets have been identified using Wood Mackenzie's global list of gold assets and applying the data requirements set out in the definition for Tier One Gold Assets in Appendix 4 to determine which of such gold assets satisfy the definition.
- (o) Where any financial metrics have been presented on a combined or aggregate basis, such metrics do not include any pro forma adjustments.

Appendix 3

Details of Irrevocable Undertakings and Voting and Support Agreements

The following directors of Randgold have given irrevocable undertakings to vote in favour of the Scheme at the Jersey Court Meeting and the resolutions to be proposed at the Extraordinary General Meeting in relation to the following Randgold Shares:

Name	Number of Randgold Shares	Percentage of issued ordinary share capital of Randgold
Mark Bristow	839,034	0.889%
Graham Shuttleworth	102,040	0.108%
Christopher Coleman	19,800	0.021%
Andrew Quinn	11,828	0.013%
Safaitou Ba-N'Daw	6,159	0.007%
Jemal-ud-din Kassum	7,200	0.008%
Olivia Kirtley	3,000	0.003%
Jeanine Mabunda Lioko	8,635	0.009%

The following directors of Barrick have entered into voting and support agreements to vote in favour of the Barrick Shareholder Resolution and the Continuance at the Barrick Special Meeting in relation to the following Barrick Shares:

Name	Number of Barrick Shares	Percentage of existing Barrick Shares
María Ignacia Benítez	0	0.000%
Gustavo Cisneros	11,000	0.001%
Graham G. Clow	19,138	0.002%
J. Michael Evans	0	0.000%
Brian L. Greenspun	31,185	0.003%
J. Brett Harvey	29,175	0.002%
Patricia Ann Hatter	1,864	0.000%
Pablo Marcet	8,500	0.001%
Anthony Munk	55,000	0.005%
J. Robert S. Prichard	30,000	0.003%

Name	Number of Barrick Shares	Percentage of existing Barrick Shares
Steven J. Shapiro	30,000	0.003%
John L. Thornton	2,514,760	0.215%
Ernie L. Thrasher	50,000	0.004%

Appendix 4

Definitions

The following definitions apply throughout this announcement unless the context requires otherwise.

“\$”, “USD”, “US Dollars” or “cent”	the lawful currency of the US
“£”, “Sterling”, “pence” or “p”	the lawful currency of the UK
“Acacia”	Acacia Mining plc, a public limited company incorporated under the laws of England and Wales with registered number 07123187, whose registered office is at 5th Floor, 1 Cavendish Place, London, W1G 0QF
“Acceptance Condition”	means the acceptance condition to any Takeover Offer
“Acknowledgment”	means the undertaking and acknowledgment to be delivered by Shandong Gold to Barrick in connection with the Strategic Investment Agreement
“Adjusted EBITDA”	earnings before interest, tax, depreciation and amortization as adjusted for earnings and costs for each of Barrick and Randgold and calculated as set out in Appendix 5
“Adjusted EBITDA margin”	for a defined period is a percentage equal to Adjusted EBITDA for such defined period divided by total reported revenue for the same defined period
“Agreed Switch”	has the meaning given to it in clause 9.1(a) of the Cooperation Agreement
“Announcement Date”	24 September 2018, being the date of release of this announcement
“Authorisations”	authorisations, orders, grants, recognitions, confirmations, consents, licences, clearances, certificates, permissions or approvals
“Australian Corporations Act”	the Corporations Act 2001 (Cth)
“Barclays”	Barclays Bank PLC, acting through its Investment Bank
“Barrick”	Barrick Gold Corporation
“Barrick Board Adverse Recommendation Change”	the Board of Barrick: (a) withdrawing (or modifying in any manner adverse to Randgold), or proposing publicly to withdraw (or modify in any manner adverse to

	Randgold), the Barrick Recommendation;
	(b) adopting, approving, recommending or declaring advisable, or proposing publicly to adopt, approve, recommend or declare advisable, any Competing Proposal for Barrick;
	(c) failing to include the Barrick Recommendation in this announcement or the Barrick Information Circular; or
	(d) entering into an acquisition agreement in certain circumstances specified in the Cooperation Agreement
“Barrick Group”	Barrick and its subsidiary undertakings
“Barrick Information Circular”	any circular (including all schedules, appendices and exhibits thereto) to be sent by Barrick to Barrick Shareholders in connection with the Barrick Special Meeting, including any amendments or supplements thereto
“Barrick Permitted Dividends”	Barrick quarterly dividends of: (i) up to USD 0.03 per Barrick Share for the three month period ending 30 September 2018; and (ii) up to USD 0.05 per Barrick Share (with a record date prior to the Effective Date) for the three month period ending 31 December 2018, in each case if, as and when declared by the Board of Barrick
“Barrick Recommendation”	means an unqualified recommendation by the Barrick Board to the Barrick Shareholders to vote in favour of the Barrick Shareholder Resolution
“Barrick Share Plans”	means the Barrick Restricted Share Unit Plan, the Barrick Deferred Share Unit Plan, the Barrick Performance Granted Share Unit Plan, the Barrick Global Employee Share Plan, the Barrick Share Purchase Plan, the Barrick Stock Option Plan (2004) and the Barrick Amended and Restated Stock Option Plan
“Barrick Shareholder Resolution”	the shareholder resolution of the Barrick Shareholders approving, by simple majority of the Barrick Shares voted at the Barrick Shareholder Meeting, the issuance of the New Barrick Shares in accordance with the requirements of the Toronto Stock Exchange
“Barrick Shareholders”	the holders of Barrick Shares from time to time

“Barrick Shares”	the common shares in the capital of Barrick
“Barrick Special Meeting”	the special meeting, including any adjournments or postponements thereof, of the Barrick Shareholders to be held to consider and, if thought advisable, approve the Barrick Shareholder Resolution and the special resolution approving the Continuance and any other business which may properly come before the meeting
“Barrick Superior Proposal”	any unsolicited bona fide written Competing Proposal for Barrick that has not been withdrawn and that: (a) did not result from a breach by Barrick or any of its representatives of any provision of clauses 8.1 through 8.4 (inclusive) of the Cooperation Agreement; (b) is made by a third party or group pursuant to which such third party (or in a merger or consolidation involving such party, the stockholders of such third party) or group would acquire, directly or indirectly, by means of a merger, take-over bid, amalgamation, plan of arrangement, business combination, consolidation, liquidation, winding-up or similar transaction, 100% of the Barrick Shares or all or substantially all of the assets of the Barrick Group; (c) complies with Law; (d) is not subject to any financing contingency and in respect of which the Board of Barrick has concluded, in good faith (after receiving the advice of its legal and financial adviser(s)), that adequate arrangements have been made to ensure that the required funds or other consideration will be available to effect payment in full; (e) is not subject to any due diligence and/or access condition; (f) in respect of which the Board of Barrick determines in good faith, after receiving the advice of its legal counsel and its financial adviser(s) that: (A) failure to recommend such Competing Proposal for Barrick to the Barrick Shareholders would be inconsistent with its fiduciary duties under Law; and (B) such Competing Proposal for Barrick is on terms

			more favourable from a financial point of view to the Barrick Shareholders than the Merger, taking into account all the material terms and conditions of (x) such offer (including the material legal, financial and regulatory aspects of the proposal and any potential delay associated therewith) and (y) the Cooperation Agreement (including any changes proposed by Randgold to the terms of the Cooperation Agreement), and also taking into account the expected benefits and any synergies arising from the Merger; and
		(g)	is otherwise reasonably capable of being consummated on the terms proposed, taking into account all material legal, financial, regulatory and other aspects of such proposal, including conditionality
“Board”			board of directors
“business day”			means a day other than a Saturday or Sunday or public holiday in England and Wales, Jersey, Canada or the United States on which banks in London, St. Helier, Toronto and New York are open for general commercial business
“Canadian Holders”			Holders of Randgold Shares in Canada, resident in Canada or with a registered address in Canada, and any custodian, nominee or trustee holding Randgold Shares for persons in Canada or with a registered address in Canada
“Canadian Holders”	Randgold ADS		Holders of Randgold ADSs from time to time in Canada
“CIBC”			Canadian Imperial Bank of Commerce, London Branch
“Closing Price”			in respect of Randgold, the last reported sale price in US dollars of a Randgold ADS as quoted on NASDAQ, and in respect of Barrick, the last reported sale price in US dollars of a Barrick Share as quoted on NYSE
“Code”			means the City Code on Takeovers and Mergers, as issued from time to time by or on behalf of the Panel
“COMESA”			means the Common Market for Eastern and Southern Africa, which includes the following member states: Burundi, the Comoros, the Democratic Republic of Congo, Djibouti, Egypt, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Libya, Madagascar, Malawi, Mauritius, Rwanda, Somalia, Sudan, Swaziland, Seychelles, Tunisia,

“Competing Proposal for Barrick” a proposal, offer or expression of interest, whether or not in writing:

- (a) for an offer (including an exchange offer or take-over bid), merger, acquisition, dual-listed structure, amalgamation, statutory arrangement, recapitalization, reverse take-over, and/or business combination (or the announcement of a firm intention to do the same), the purpose of which is to acquire, directly or indirectly, 20 per cent. or more of the issued or to be issued common share capital of Barrick or any other class of voting or equity securities of Barrick or securities convertible into or exchangeable for such voting or equity securities (when aggregated with the shares already held by the acquirer and any person acting or presumed or deemed to be acting in concert with the acquirer) or any arrangement or series of arrangements which results in any party acquiring, consolidating or increasing ‘control’ (as defined in the Code) of Barrick;
- (b) for the acquisition or disposal, directly or indirectly (and including by way of dilution as a result of share issuance by any Barrick Group member, excluding Acacia), of all or a significant proportion (being 20 per cent. or more) of the business, assets and/or undertakings of the Barrick Group calculated by reference to any of its revenue, profits or value taken as a whole;
- (c) for a demerger and/or liquidation involving all or a significant portion (being 20 per cent. or more) of the Barrick Group calculated by reference to any of its revenue, profits or value taken as a whole; or
- (d) for any other transaction which would be reasonably likely materially to preclude, impede or delay or otherwise prejudice, or be an alternative to or inconsistent with, the implementation of the Merger,

in each case which is not effected by Randgold (or a person acting in concert with Randgold) or at Randgold’s direction or with Randgold’s agreement,

and in each case whether implemented in a single transaction or a series of transactions and whether conditional or otherwise and excluding in each case the Strategic Investment Agreement

“Competing Proposal for Randgold”

a proposal, offer or expression of interest, whether or not in writing:

- (a) for an offer (including a partial, exchange or tender offer), merger, acquisition, dual-listed structure, scheme of arrangement, reverse take-over, whitewash transaction and/or business combination (or the announcement of a firm intention to do the same), the purpose of which is to acquire, directly or indirectly, 20 per cent. or more of the issued or to be issued ordinary share capital of Randgold or any other class of voting or equity securities of Randgold or securities convertible into or exchangeable for such voting or equity securities (when aggregated with the shares already held by the acquirer and any person acting or presumed or deemed to be acting in concert with the acquirer) or any arrangement or series of arrangements which results in any party acquiring, consolidating or increasing ‘control’ (as defined in the Code) of Randgold;
- (b) for the acquisition or disposal, directly or indirectly (and including by way of dilution as a result of share issuance by any Randgold Group member), of all or a significant proportion (being 20 per cent. or more) of the business, assets and/or undertakings of the Randgold Group calculated by reference to any of its revenue, profits or value taken as a whole;
- (c) for a demerger and/or liquidation involving all or a significant portion (being 20 per cent. or more) of the Randgold Group calculated by reference to any of its revenue, profits or value taken as a whole; or
- (d) for any other transaction which would be reasonably likely materially to preclude, impede or delay or otherwise prejudice, or be an alternative to or inconsistent with, the implementation of the Merger (including, for the avoidance of doubt, any transaction or arrangement which would constitute a Class 1

	transaction for the purposes of the Listing Rules undertaken by Randgold), in each case which is not effected by Barrick (or a person acting in concert with Barrick) or at Barrick's direction or with Barrick's agreement, and in each case whether implemented in a single transaction or a series of transactions and whether conditional or otherwise
"Computershare"	Computershare Investor Services (Jersey) Limited, Randgold's registrar
"Conditions"	(a) for so long as the Merger is being implemented by means of the Scheme, the terms and conditions to the implementation of the Merger (including the Scheme) as set out in Part A of Appendix I to this announcement and to be set out in the Merger Document, as may be amended by Barrick with the consent of Randgold and the Panel; and (b) for so long as the Merger is being implemented by means of a Takeover Offer, the terms and conditions referred to in (a) above, as amended by replacing the conditions set out in paragraph 2 of Part A of Appendix I to this announcement with the Acceptance Condition and as may be further amended by Barrick with the consent of the Panel (and, in the event of an Agreed Switch, Randgold), and Condition shall be construed accordingly;
"Continuance"	the continuance of Barrick to the Province of British Columbia under the <i>Business Corporations Act</i> (British Columbia)
"Cooperation Agreement"	the cooperation agreement entered into between Barrick and Randgold on 24 September 2018 with respect to conduct of the Merger
"Copper Business"	consisting of the Lumwana copper mine and the Zaldívar and Jabal Sayid copper joint ventures
"CREST"	the operator's system (as defined in the Companies (Uncertificated Securities) (Jersey) Order 1999) in respect of which Euroclear UK & Ireland Limited is the authorised operator (as defined in such Order) in accordance with which securities may be held and transferred in uncertificated form

“Dealing Disclosure”	an announcement pursuant to Rule 8 of the Code containing details of dealings in interests in relevant securities of a party to an offer
“Depository”	Citibank, N.A. in its role as the depository for the Randgold ADSs under the amended and restated deposit agreement with Randgold dated 3 March 2017
“Disclosed”	in respect of Barrick, means, information which has been fairly disclosed by or on behalf of Barrick: (i) in the annual report of Barrick for the 12 month period ended 31 December 2017; (ii) in the annual information form of Barrick for the financial year ended 31 December 2017, (iii) in the condensed unaudited interim consolidated financial statements of Barrick for the three months ended 31 March 2018; (iv) in the management’s discussion and analysis of Barrick for the three months ended 31 March 2018; (v) in the condensed unaudited interim consolidated financial statement of Barrick for the three and six months ended 30 June 2018; (vi) in the management’s discussion and analysis of Barrick for the three and six months ended 30 June 2018; (vii) in this announcement; (viii) in any other public announcement or other document filed by, or on behalf of, Barrick with the SEC or Canadian securities regulatory authorities after 31 December 2017 but prior to the date of this announcement; (ix) in writing to Randgold prior to the date of this announcement (including to Randgold’s officers, employees, agents or advisers in their capacity as such); or (x) in the virtual data room operated by or on behalf of Barrick in respect of the Merger prior to the date of this announcement; and in respect of Randgold means, information which has been fairly disclosed by or on behalf of Randgold: (i) in the annual report and accounts of the Randgold Group for the 12 month period to 31 December 2017; (ii) in the quarterly announcements of the Randgold Group for (a) the three-month period to 31 March 2018 and (b) the three-month period to 30 June 2018; (iii) in this announcement; (iv) in any other public announcement by, or on behalf of, Randgold in accordance with the Listing Rules, Disclosure Guidance and Transparency Rules of the FCA (as applicable) after 31 December 2017 but prior to the date of this announcement; (v) in writing to Barrick prior to the date of this announcement (including to Barrick’s officers, employees, agents or advisers in their capacity as such);

	or (vi) in the virtual data room operated by or on behalf of Randgold in respect of the Merger prior to the date of this announcement
“Effective Date”	(i) the date on which the Scheme becomes effective in accordance with its terms; or (ii) if Barrick elects to implement the Merger by means of a Takeover Offer in accordance with the terms of the Cooperation Agreement, the date that the Takeover Offer becomes or is declared unconditional in all respects
“Exchange Ratio”	the exchange ratio of 6.1280 New Barrick Shares for each Randgold Share
“Excluded Shares”	(i) any Randgold Shares registered in the name of or beneficially owned by Barrick or any other member of the Barrick Group; and (ii) any Randgold Shares held in treasury by Randgold
“Extraordinary General Meeting”	the extraordinary general meeting of Randgold to be convened in connection with the Scheme, notice of which will be set out in the Scheme Document, including any adjournment or postponement thereof
“FCA”	the UK Financial Conduct Authority
“Forms of Proxy”	the forms of proxy in connection with each of the Jersey Court Meeting and the Extraordinary General Meeting, which shall accompany the Scheme Document
“IFRS”	International Financial Reporting Standards
“IRR”	internal rate of return
“Jersey Companies Law”	the Companies (Jersey) Law 1991
“Jersey Court”	the Royal Court of Jersey
“Jersey Court Meeting”	the meeting(s) of the Scheme Shareholders to be convened by order of the Jersey Court pursuant to Article 125 of the Jersey Companies Law, notice of which will be set out in the Scheme Document, for the purpose of approving the Scheme, including any adjournment thereof
“JORC (2012) Code”	the Joint Ore Reserves Committee of the Australasian Institute of Mining and Metallurgy, Australian Institute of Geoscientists and Minerals Council of Australia
“Law”	any applicable statute, law, rule, regulation, ordinance, code, order, judgment, injunction, writ, decree, directive, policy, guideline, interpretation or rule of

	common law issued, administered or enforced by any Government Authority, or any judicial or administrative interpretation thereof
“Listing Rules”	the rules and regulations made by the FCA in its capacity as the UK Listing Authority under the Financial Services and Markets Act 2000, and contained in the UK Listing Authority’s publication of the same name
“London Stock Exchange” or “LSE”	London Stock Exchange plc or its successor
“Longstop Date”	28 February 2019 or such later date as may be agreed in writing by Barrick and Randgold (with the Panel’s consent and (if such approval is required) as the Jersey Court may approve)
“M. Klein and Co.”	M. Klein & Company, LLC which provides investment banking services through The Klein Group, LLC, a registered broker dealer
“Merger”	the direct or indirect acquisition of the entire issued and to be issued share capital of Randgold by Barrick to be effected by way of: (i) the Scheme; or (ii) a Takeover Offer (as the case may be)
“Merger Document”	(i) if the Scheme is (or is to be) implemented, the Scheme Document; or (ii) if the Takeover Offer is (or is to be) implemented, the Offer Document
“Morgan Stanley”	Morgan Stanley & Co. International plc, acting together with its affiliate, Morgan Stanley Canada Limited
“NASDAQ”	the NASDAQ Global Select Market
“New Barrick Group”	the enlarged group following the Merger comprising the Barrick Group and the Randgold Group
“New Barrick Shares”	the new Barrick Shares to be issued pursuant to the Merger
“Non-Core Assets”	assets that are neither Tier One Gold Assets nor Strategic Assets, nor form part of the strategic Copper Business
“Non-Permitted Barrick Dividend”	any Barrick dividend (other than or in excess of the Barrick Permitted Dividends), distribution or return of capital that after the date of this announcement is declared, made or paid or becomes payable in respect of the Barrick Shares with a record date on or before the Effective Date

“NYSE”	the New York Stock Exchange
“Offer Document”	if (following the date of the Cooperation Agreement) Barrick elects to implement the Merger by way of the Takeover Offer in accordance with clause 9.1 of the Cooperation Agreement, the document to be sent to (among others) Randgold Shareholders setting out, among other things, the full terms and conditions of the Takeover Offer
“Official List”	the official list maintained by the UK Listing Authority
“Opening Position Disclosure”	an announcement containing details of interests or short positions in, or rights to subscribe for, any relevant securities of a party to the offer if the person concerned has such a position, as defined in Rule 8 of the Code
“Overseas Shareholders”	Randgold Shareholders who are resident in, ordinarily resident in, or citizens of, jurisdictions outside Canada, the United States, the United Kingdom or Jersey or who are nominees of, or custodian or trustee for the same
“Panel” or “Takeover Panel”	the UK Panel on Takeovers and Mergers
“PRA”	the UK Prudential Regulation Authority
“Randgold”	Randgold Resources Limited
“Randgold ADSs”	American Depositary Shares, each of which represents one Randgold Share
“Randgold Annual Bonus Plan”	the Randgold Annual Bonus Plan approved by the Board on 2 May 2011 and amended by the Board on 28 February 2014, 3 May 2016, 16 March 2017 and 22 March 2018
“Randgold Articles”	the memorandum and articles of association of Randgold
“Randgold Board Adverse Recommendation Change”	(a) if Randgold makes an announcement prior to the publication of the Merger Document(s) that: (i) the Board of Randgold no longer intend to make the Randgold Board Recommendation or intend to modify or qualify such recommendation in any adverse way; (ii) except as contemplated in the Cooperation Agreement, it will not convene the Jersey Court Meeting or the Extraordinary General Meeting; or (iii) except as contemplated in the Cooperation Agreement, it intends not to post the Scheme Document or (if different) the document convening the Extraordinary General

Meeting;

- (b) if Randgold makes an announcement that it will delay the convening of, or will adjourn, the Jersey Court Meeting, the Extraordinary General Meeting or the Scheme Court Hearing for more than 15 calendar days, in each case without the consent of Barrick, or fails to register the Scheme Court Order with the Registrar of Companies by the later of (i) the expected Effective Date as set out in the Scheme Document or any subsequent announcement in relation to the timetable of the Merger published with the agreement of the parties and (ii) 2 Business Days of its grant;
- (c) the Randgold Board Recommendation is not included by Randgold in the Merger Document(s); or
- (d) the Board of Randgold in any way withdraw, adversely modify or adversely qualify the Randgold Board Recommendation

“Randgold Board Recommendation”

means an unqualified recommendation from the Board of Randgold to Randgold Shareholders in respect of the Merger: (i) to vote in favour of the Randgold Resolutions; or (ii) if Barrick elects to implement the Merger by means of a Takeover Offer in accordance with the terms of the Cooperation Agreement, to accept the Takeover Offer

“Randgold CEO Award”

the one-off award of performance shares granted to Mark Bristow in 2013

“Randgold Co-investment Plan”

the Randgold Co-investment Plan approved by Randgold in general meeting on 3 May 2011 and amended by the Randgold Board on 30 January 2012

“Randgold Equalisation Dividend”

the dividend payable to the Randgold Shareholders if a Non-Permitted Barrick Dividend is declared, made or paid in accordance with paragraph 3 (*Dividends*) of this announcement

“Randgold Group”

Randgold and its subsidiary undertakings and, in the context of the Cooperation Agreement, Randgold and its subsidiary undertakings and any undertakings in which it controls, directly or indirectly, 20 per cent. of the voting rights and member of the Randgold Group shall be construed accordingly

“Randgold Long-Term Incentive Plan”	the Randgold Long-Term Incentive Plan approved by the Randgold Board and by the Special Committee of the Remuneration Committee on 20 March 2018 and approved by the Randgold Shareholders on 8 May 2018
“Randgold Meetings”	the Extraordinary General Meeting and the Jersey Court Meeting
“Randgold Permitted Dividend”	the dividend payable to Randgold Shareholders in accordance with paragraph 3 (<i>Dividends</i>) of this announcement
“Randgold Resolutions”	such shareholder resolutions of Randgold as are necessary to approve, implement and effect the Scheme and the Merger and changes to Randgold’s articles of association
“Randgold Restricted Share Scheme”	the Randgold Restricted Share Scheme approved by the Randgold Board on 26 March 2008 and by Randgold in the general meeting on 28 July 2008 and amended by the Randgold Board on 30 January 2012
“Randgold Return of Capital”	any dividend, distribution or return of capital that is declared, made or paid or becomes payable in respect of the Randgold Shares (other than a Randgold Permitted Dividend or a Randgold Equalisation Dividend) with a record date on or before the Scheme Record Time
“Randgold Share Plans”	the Randgold CEO Award, the Randgold Resources Limited Restricted Share Scheme, the Randgold Resources Limited Co-Investment Plan, the Randgold Resources Limited Long-Term Incentive Plan, and the Randgold Annual Bonus Plan (to the extent it relates to the deferred bonus shares)
“Randgold Shareholders”	the registered holders of Randgold Shares from time to time
“Randgold Shares”	the ordinary shares of USD 0.05 each in the capital of Randgold
“Registrar of Companies”	the Registrar of Companies of the Jersey Financial Services Commission
“Regulation”	Council Regulation (EC) 139/2004 (as amended)
“Regulatory Information Service”	any information service authorised from time to time by the FCA for the purpose of disseminating regulatory announcements
“Relationship Agreement”	the amended and restated relationship agreement dated

16 November 2014 entered into between Barrick and Acacia

“Restricted Jurisdiction”	any jurisdiction (excluding Canada, Jersey, the United Kingdom and the United States) where local laws or regulations may result in a significant risk of civil, regulatory or criminal exposure for Barrick or Randgold if information concerning the Merger is sent or made available to Randgold Shareholders in that jurisdiction
“Scheme”	the scheme of arrangement proposed to be made under Article 125 of the Jersey Companies Law between Randgold and the Scheme Shareholders, with or subject to any modification, addition or condition approved or imposed by the Jersey Court and agreed to by Randgold and Barrick
“Scheme Court Hearing”	the hearing of the Jersey Court to sanction the Scheme
“Scheme Court Order”	the order(s) of the Jersey Court sanctioning the Scheme under Article 125 of the Jersey Companies Law
“Scheme Document”	the document to be sent to (among others) Randgold Shareholders containing and setting out, among other things, the full terms and conditions of the Scheme and containing the notices convening the Jersey Court Meeting and Extraordinary General Meeting
“Scheme Record Time”	the time and date specified in the Scheme Document, expected to be 6.00 p.m. on the date of the Scheme Court Hearing or such later time as Randgold and Barrick may agree immediately prior to the Effective Date
“Scheme Shareholders”	the holders of Scheme Shares
“Scheme Shares”	all Randgold Shares which are: (a) in issue as at the date of the Scheme Document; (b) (if any) issued after the date of the Scheme Document and prior to the Scheme Voting Record Time; and (c) (if any) issued on or after the Scheme Voting Record Time and before the Scheme Record Time, in respect of which the original or any subsequent holders thereof shall be bound by the Scheme or in respect of which the holders thereof shall have agreed in writing to be bound by the Scheme,

	in each case other than the Excluded Shares
“Scheme Voting Record Time”	the time and date specified in the Scheme Document by reference to which entitlement to vote on the Scheme will be determined
“SEC”	the U.S. Securities and Exchange Commission
“Senior Gold Peers”	Agnico Eagle Mines Limited, Goldcorp Inc., Newcrest Mining Limited, and Newmont Mining Corporation
“Shandong Gold”	Shandong Gold Group Co., Ltd.
“Shandong Mining”	Shandong Gold Mining Co., Ltd.
“Special Resolution”	the special resolution to be proposed by Randgold at the Extraordinary General Meeting in connection with, among other things, the approval of the Scheme and the alteration of the Randgold Articles and such other matters as may be necessary to implement the Scheme
“Strategic Assets”	assets which, in the opinion of Barrick and Randgold, have the potential to deliver significant unrealized value in the future
“Strategic Investment Agreement”	means the strategic investment agreement to be entered into between Barrick and Shandong on or around 24 September 2018, which provides for cross-investments of up to USD 300 million through the acquisition of shares of Shandong Mining and Barrick, respectively, through the facilities of the stock exchanges on which such shares are listed
“Substantial Interest”	a direct or indirect interest in 20 per cent. or more of the voting equity capital of an undertaking
“Takeover Offer”	means a take-over offer (within the meaning of Article 116 of the Jersey Companies Law) to be made by or on behalf of Barrick to acquire the entire issued and to be issued share capital of Randgold on the terms and conditions to be set out in the Offer Document;
“Third Party”	any central bank, ministry, governmental, quasi-governmental, supranational (including COMESA and the European Union), statutory, regulatory or investigative body, authority or tribunal (including any national or supranational anti-trust, competition or merger control authority, any sectoral ministry or regulator and foreign investment review body), national, state, municipal or local government (including any subdivision, court, tribunal, administrative agency or commission or other authority

	thereof), any entity owned or controlled by any of them, any private body exercising any regulatory, taxing, importing or other authority, trade agency, association, institution or professional or environmental body in any jurisdiction
“Tier One Gold Asset”	a mine with a stated mine life in excess of ten years with 2017 production of at least five hundred thousand ounces of gold, 2017 total cash cost per ounce in the bottom half of all gold mines contained in Wood Mackenzie’s Metals Cost Curves Tool (<\$748/oz total cash cost), excluding state-owned and privately-owned mines
“UK” or “United Kingdom”	the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
“UK Listing Authority”	the FCA as the authority for listing in the United Kingdom
“United States of America”, “United States” or “US”	the United States of America, its territories and possessions, any state of the United States of America, the District of Columbia and all other areas subject to its jurisdiction and any political sub-division thereof
“US Holders”	Holders of Randgold Shares in the US, resident in the US or with a registered address in the US, and any custodian, nominee or trustee holding Randgold Shares for persons in the US or with a registered address in the US
“US Randgold ADS Holders”	Holders of Randgold ADSs from time to time in the US
“US Securities Act of 1933”	the United States Securities Act of 1933, as amended, and the rules and regulations promulgated thereunder
“US Securities Exchange Act of 1934”	the United States Securities Exchange Act of 1934, as amended, and the rules and regulations promulgated thereunder
“Wider Barrick Group”	Barrick and the subsidiaries and subsidiary undertakings of Barrick and associated undertakings (including any joint venture, partnership, firm or company in which any member of the Barrick Group is interested or any undertaking in which Barrick and such undertakings (aggregating their interests) have a Substantial Interest)
“Wider Randgold Group”	Randgold and the subsidiaries and subsidiary undertakings of Randgold and associated undertakings (including any joint venture, partnership, firm or company in which any member of the Randgold Group

is interested or any undertaking in which Randgold and such undertakings (aggregating their interests) have a Substantial Interest)

For the purposes of this announcement, “subsidiary”, “subsidiary undertaking”, “undertaking”, “associated undertaking” have the meanings given by the UK Companies Act 2006 as amended.

References to an enactment include references to that enactment as amended, replaced, consolidated or re-enacted by or under any other enactment before or after the date of this announcement. All references to time in this announcement are to London time unless otherwise stated.

Appendix 5

Non-GAAP Measures Reconciliations

Adjusted EBITDA

“EBITDA” is a non-GAAP financial performance measure, which excludes the following from net earnings: (i) income tax expense; (ii) finance costs; (iii) finance income; and (iv) depreciation. Barrick and Randgold believe that EBITDA is a valuable indicator of their ability to generate liquidity by producing operating cash flow to fund working capital needs, service debt obligations, and fund capital expenditures. Barrick and Randgold use EBITDA for this purpose. EBITDA is also frequently used by investors and analysts for valuation purposes whereby EBITDA is multiplied by a factor or “EBITDA multiple” that is based on an observed or inferred relationship between EBITDA and market values to determine the approximate total enterprise value of a company.

Barrick also reports “Adjusted EBITDA” which removes the effect of impairment charges; acquisition/disposition gains/losses; foreign currency translation gains/losses; other expense adjustments; and unrealized gains on non-hedge derivative instruments. Barrick believes these items provide a greater level of consistency with the adjusting items included in Barrick’s Adjusted Net Earnings reconciliation, with the exception that these amounts are adjusted to remove any impact on finance costs/income, income tax expense and/or depreciation as they do not affect EBITDA. Barrick and Randgold believe this additional information will assist analysts, investors and other stakeholders in better understanding the New Barrick Group’s ability to generate liquidity from operating cash flow, by excluding these amounts from the calculation as they are not indicative of the performance of its core mining business and not necessarily reflective of the underlying operating results for the periods presented.

EBITDA and Adjusted EBITDA are intended to provide additional information to investors and analysts and do not have any standardized definition under IFRS and should not be considered in isolation or as a substitute for measures of performance prepared in accordance with IFRS. EBITDA and Adjusted EBITDA exclude the impact of cash costs of financing activities and taxes, and the effects of changes in operating working capital balances, and therefore is not necessarily indicative of operating profit or cash flow from operations as determined under IFRS. Other companies may calculate EBITDA and Adjusted EBITDA differently.

Below is a reconciliation of Barrick’s and Randgold’s Adjusted EBITDA to the most directly comparable GAAP measure.

For the year ended 31 December 2017			
(\$ millions)	Barrick ¹	Randgold ²	Combined
Net earnings (loss)	\$ 1,516	\$ 335	\$ 1,851
Income tax expense	1,231	146	1,377
Finance costs, net	624	(3)	621
Depreciation	1,647	183	1,830
EBITDA	\$ 5,018	\$ 661	\$ 5,679
Impairment charges (reversals) of long-lived assets	(212)	-	(212)
Acquisition/disposition (gains)/losses	(911)	-	(911)
Foreign currency translation (gains)/losses	72	(10)	62

Other expense adjustments	51	-	51
Unrealized gains on non-hedge derivative instruments	(1)	-	(1)
Adjusted EBITDA	\$ 4,017	\$ 651	\$ 4,668

¹ Barrick EBITDA and Adjusted EBITDA figures can be found on page 82 of the MD&A accompanying the Barrick financial statements for the year ended 31 December 2017.

² Randgold EBITDA and Adjusted EBITDA figures are calculated using figures from the Consolidated Statement of Comprehensive Income on page F-10 and note 20 on page F-41 of Randgold's Annual Financial Statement for the financial year ended 31 December 2017. The Randgold foreign currency translation gain is set out on page 3 of the Randgold report for the fourth quarter and year ended 31 December 2017.

Adjusted EBITDA Margin

“Adjusted EBITDA Margin” is calculated by dividing Adjusted EBITDA by revenue. Barrick and Randgold use “Adjusted EBITDA margin” because they believe that this non-GAAP financial performance measure is an important indicator of recurring operations, as it excludes items that may not be indicative of, or are unrelated to, their core operating results, and provides a measure of profitability. Adjusted EBITDA margin” is a non-GAAP financial performance measure with no standardized meaning under IFRS and therefore may not be comparable to similar measures presented by other issuers.

For the year ended 31 December 2017

(\$millions)	Barrick ¹	Randgold ²	Combined
Revenue	\$ 8,374	\$ 1,280	\$ 9,654
Adjusted EBITDA	4,017	651	4,668
Adjusted EBITDA Margin			48%

¹ Barrick revenue and Adjusted EBITDA figures can be found on pages 42 and 82, respectively, of the MD&A accompanying the Barrick financial statements for the year ended 31 December 2017.

² Randgold revenue can be found on page F-10 of Randgold's Annual Financial Statement for the financial year ended 31 December 2017 and the Adjusted EBITDA figure for the year ended 31 December 2017 is calculated above.

Total Cash Costs

Randgold uses the term “total cash costs”, which is a non-GAAP financial performance measure, calculated using guidance issued by the Gold Institute. The Gold Institute was a non-profit industry association comprising leading gold producers, refiners, bullion suppliers and manufacturers. This institute has now been incorporated into the National Mining Association. The guidance was first issued in 1996 and revised in November 1999. Total cash costs, as defined in the Gold Institute’s guidance, include mine production, transport and refinery costs, general and administrative costs, movement in production inventories and ore stockpiles, and royalties. Total cash costs exclude costs associated with capitalized stripping activities.

Total cash costs is calculated on a consistent basis for the periods presented. Total cash costs should not be considered by investors as an alternative to operating profit or net profit attributable to shareholders, as an alternative to other IFRS measures. The data does not have a meaning prescribed by IFRS and therefore amounts presented may not be comparable to data presented by gold producers who do not follow the guidance provided by the Gold Institute. In particular depreciation and amortization would be included in a measure of total costs of producing gold under IFRS, but are not included in total cash costs under the guidance provided by the Gold Institute. Furthermore, while the Gold Institute has provided a definition for the calculation of total cash costs, the calculation of these numbers may vary from company to company and may not be comparable to other similarly titled measures of other companies. However, Barrick and Randgold believe that total cash costs is a useful indicator to investors and management of a mining company’s performance as it provides an indication of a company’s profitability and efficiency, the trends in cash costs as the company’s operations mature, and a benchmark of performance to allow for comparison against other companies.

Below is a reconciliation of Randgold’s total cash costs to the most directly comparable GAAP measure.

For the year ended 31 December 2017

(\$millions)

Gold sales per IFRS	\$	1,280
Gold sales adjustments for joint ventures	\$	374
Gold sales	\$	1,654
Mine production costs	\$	474
Movement in production inventory and ore stockpiles	\$	(12)
Royalties	\$	82
Royalty adjustment for joint ventures	\$	(16)
Total royalties	\$	66
Other mining and processing costs	\$	63
Cash cost adjustments for joint ventures	\$	225
Total cash costs	\$	815
Consolidated ounces sold (thousands)		1,315
Total cash cost per ounce	\$	620

Barrick uses the term “cash costs per ounce” for the most comparable measure to “total cash costs”. Cash costs per ounce is a non-GAAP financial performance measure which is

calculated based on the definition published by the World Gold Council (“WGC”) (a market development organization for the gold industry comprised of and funded by 24 gold mining companies from around the world, including Barrick). The WGC is not a regulatory organization. Barrick uses this measure to monitor the performance of its gold mining operations and its ability to generate positive cash flow, both on an individual site basis and an overall company basis.

Cash costs start with Barrick’s cost of sales related to gold production and removes depreciation, the non-controlling interest of cost of sales and includes by-product credits. Barrick believes that its use of cash costs will assist analysts, investors and other stakeholders of Barrick in understanding the costs associated with producing gold, understanding the economics of gold mining, assessing its operating performance and also its ability to generate free cash flow from current operations and to generate free cash flow on an overall company basis. Due to the capital-intensive nature of the industry and the long useful lives over which these items are depreciated, there can be a significant timing difference between net earnings calculated in accordance with IFRS and the amount of free cash flow that is being generated by a mine and therefore Barrick believes this measure is a useful non-GAAP operating metric and supplements its IFRS disclosure. This measure is not representative of all of Barrick’s cash expenditures as it does not include income tax payments, interest costs or dividend payments. This measure does not include depreciation or amortization.

Cash costs per ounce is intended to provide additional information only and does not have a standardized definition under IFRS and should not be considered in isolation or as a substitute for measures of performance prepared in accordance with IFRS. This measure is not equivalent to net income or cash flow from operations as determined under IFRS. Although the WGC has published a standardized definition, other companies may calculate this measure differently.

Below is a reconciliation of Barrick’s cash costs per ounce to the most directly comparable GAAP measure.

For the year ended 31 December 2017		
(\$millions)		
Cost of sales related to gold production	\$	4,836
Depreciation	\$	(1,529)
By-product credits	\$	(135)
Realized (gains)/losses on hedge and non-hedge derivatives	\$	23
Non-recurring items	\$	-
Other (Pierina COS)	\$	(106)
Non-controlling interests (Pueblo Viejo and Acacia)	\$	(299)
Cash costs	\$	2,790
Ounces sold - attributable basis (thousands)		5,302
Cash costs per ounce	\$	526

For the purposes of presenting a combined total cash cost figure for the New Barrick Group, a reconciliation of Barrick’s cash costs per ounce to total cash costs was undertaken. The reconciliation calculation is set out below.

For the year ended 31 December 2017

(\$millions)

Barrick cash costs ¹	\$ 2,790
add back Barrick non-controlling interest	299
Barrick total cash costs	\$ 3,089
Randgold total cash costs ²	815
Combined total cash costs	\$ 3,904
Barrick ounces sold - attributable basis (thousands) ¹	5,302
add Barrick non-controlling interest ounces sold (thousands) ³	639
Barrick consolidated ounces (thousands)	5,941
Randgold consolidated ounces sold ² (thousands)	1,315
Combined consolidated ounces sold (thousands)	7,256
Combined total cash cost per ounce ⁴	\$ 538

¹ Barrick reports cash cost per ounce. See the table above for a full reconciliation of cash cost per ounce to the most directly comparable GAAP measure. Barrick cash costs per ounce are reported on an attributable ounce basis whereas Randgold reports total cash costs on a consolidated ounce basis. In order to convert Barrick's cash costs to total cash costs, the cash costs have been grossed up to include the non-controlling interest portion of costs and ounces for Barrick's non-wholly owned subsidiaries.

² Randgold reports total cash costs. See the table above for a full reconciliation of total cash costs to the most directly comparable GAAP measure.

³ Ounces attributable to non-controlling interests at Pueblo Viejo and Acacia calculated assuming non-controlling interest of 40% at Pueblo Viejo and 36.1% at Acacia according to page 79 of the MD&A accompanying the Barrick financial statements for the year ended 31 December 2017. Ounces attributable to Barrick can be found on page 76 of the MD&A accompanying the Barrick financial statements for the year ended 31 December 2017.

⁴ The combined total cash cost per ounce is calculated by taking the combined total cash costs and dividing such figure by the combined ounces sold.

Endnotes

1. “Lowest total cash cost” is based on data from Wood Mackenzie as of 31 August 2018. “Total cash cost” is a non-GAAP financial performance measure with no standardized meaning under IFRS and therefore may not be comparable to similar measures presented by other issuers. Financial comparisons between the New Barrick Group and its Senior Gold Peers, as well as comparisons between Tier One Gold Assets, are made on the basis of the data presented by Wood Mackenzie which may not be calculated in the same manner as Barrick and Randgold calculate comparable measures. For further information, see “Non-GAAP Financial Performance Measures” and “Third Party Data” in this announcement.
2. “Adjusted EBITDA” is a non-GAAP financial performance measure with no standardized meaning under IFRS and therefore may not be comparable to similar measures presented by other issuers. See Appendix 5 for more detail, including an explanation of why Barrick and Randgold use this non-GAAP financial measure and a reconciliation of Barrick and Randgold Adjusted EBITDA to net earnings of each of Barrick and Randgold, respectively.
3. “Highest Adjusted EBITDA” and “highest Adjusted EBITDA margin” are based on data from Factset as of 31 August 2018 and are non-GAAP financial performance measures with no standardized meaning under IFRS and therefore may not be comparable to similar measures presented by other issuers. Financial comparisons between the New Barrick Group and its Senior Gold Peers are made on the basis of the data presented by Factset which may not be calculated in the same manner as Barrick and Randgold calculate comparable measures. For further information regarding these non-GAAP financial performance measures as calculated by Barrick and Randgold please see endnote 2, Appendix 5 and “Non-GAAP Financial Performance Measures” and “Third Party Data” in this announcement.
4. “Adjusted EBITDA margin” is a non-GAAP financial performance measure with no standardized meaning under IFRS and therefore may not be comparable to similar measures presented by other issuers. For further information regarding this non-GAAP financial performance measure, see “Non-GAAP Financial Performance Measures” in this announcement. The calculation of Adjusted EBITDA margin and a reconciliation of Barrick and Randgold Adjusted EBITDA to the net earnings of each of Barrick and Randgold, respectively, is included in Appendix 5 to this announcement.
5. “Total cash cost” is a non-GAAP financial performance measure with no standardized meaning under IFRS and therefore may not be comparable to similar measures presented by other issuers. See Appendix 5 for more detail, including an explanation of why Barrick and Randgold use this non-GAAP financial performance and a reconciliation of total cash cost to the most directly comparable GAAP measure.
6. “Highest return on capital” is based on data from Bloomberg as of 31 August 2018, and is a non-GAAP financial performance measure with no standardized meaning under IFRS and therefore may not be comparable to similar measures presented by other issuers. Financial comparisons between the New Barrick Group and its Senior Gold Peers are made on the basis of the data presented by Bloomberg which may not be calculated in the same manner as Barrick and Randgold calculate comparable measures. Barrick and Randgold use “return on capital” because they believe that this non-GAAP financial performance measure is an important indicator of their long term ability to generate a return on capital and provide useful information for analysing the prospects of their business. For further information, see “Third Party Data” in this announcement.
7. The potential combined gold reserves figure of 78 million ounces (rounded to the nearest million) is an aggregate of the gold Mineral Reserves reported at USD 1200/oz by Barrick in its annual information form for the year ended 31 December 2017 (comprising attributable proven gold Mineral Reserves of 398 million tonnes, at a grade of 1.91

grams/tonne, containing 24 million ounces and attributable probable gold Mineral Reserves of 896 million tonnes, at a grade of 1.39 grams/tonne, containing 40 million ounces, for aggregate attributable proven and probable gold Mineral Reserves of 1,295 million tonnes, at a grade of 1.55 grams/tonne, containing 64 million ounces) and the gold Ore Reserves reported by Randgold at USD 1000/oz in its annual report for the year ended 31 December 2017 (comprising total proved gold Ore Reserves of 44 million tonnes, at a grade of 3.78 grams/tonne, containing 3.5 million attributable ounces and total probable gold Ore Reserves of 128 million tonnes, at a grade of 3.78 grams/tonne, containing 10 million attributable ounces, for aggregate total proven and probable gold mineral reserves of 172 million tonnes, at a grade of 3.78 grams/tonne, containing 14 million attributable ounces). The assumptions on which the Mineral Reserves for Barrick are reported are set out in Barrick's annual information form published on 23 March 2018 and available from www.barrick.com/investors/agm/. The assumptions on which the Ore Reserves for Randgold are reported are set out in Randgold's annual report published on 29 March 2018 and available from www.randgoldresources.com/annual-reports-listing. The Barrick Mineral Reserves have been prepared according to Canadian Institute of Mining, Metallurgy and Petroleum ("CIM") 2014 Definition Standards for Mineral Resources and Mineral Reserves as incorporated by National Instrument 43-101 – *Standards of Disclosure for Mineral Projects*. The Randgold Ore Reserves have been prepared according to the Australasian Code for Reporting of Exploration Results, Mineral Resources and Ore Reserves standards and guidelines, published and maintained by the Joint Ore Reserves Committee of the Australasian Institute of Mining and Metallurgy, Australian Institute of Geoscientists and the Minerals Council of Australia (the "JORC (2012) Code"). Randgold has reconciled the reported Ore Reserves to the CIM 2014 Definition Standards for Mineral Resources and Mineral Reserves as incorporated by National Instrument 43-101 – *Standards of Disclosure for Mineral Projects* and there are no material differences. The Barrick tonnage and grade figures are reported on an attributable basis and the Randgold tonnage and grade figures are reported on a total basis. The Barrick Mineral Reserves are reported using USD 1200/oz except for Kalgoorlie, which uses A\$1600/oz and Bulyanhulu, North Mara and Buzwagi which use USD 1100/oz and the Randgold Ore Reserves are reported using USD 1000/oz, except for Kibali KCD open pit, which uses an USD 1100/oz pit design. As a result, the respective Mineral Reserves and Ore Reserves of Barrick and Randgold may not be directly comparable. The potential combined reserves should be treated as forward-looking statements and are subject to change under differing gold price assumptions.

8. The lowest gross debt to Adjusted EBITDA ratio is, in respect of Adjusted EBITDA, based on data from Factset for the financial year ended 31 December 2017, and, in respect of gross debt, based on the 30 June 2018 financial statements for each of Barrick, Randgold and each Senior Gold Peer, and is a non-GAAP financial performance measure with no standardized meaning under IFRS and therefore may not be comparable to similar measures presented by other issuers. Financial comparisons between the New Barrick Group and its Senior Gold Peers made on the basis of the data presented by Factset may not be calculated in the same manner as Barrick and Randgold calculate comparable measures. Barrick and Randgold use "gross debt to Adjusted EBITDA ratio" because they believe that this non-GAAP financial performance measure is an important indicator of a company's capital structure and balance sheet strength relative to the profitability of its business. For further information, see "Third Party Data" in this announcement.

Schedule 2

Randgold Employment-Related Matters

Randgold and Barrick agree that the following arrangements will, where appropriate and subject to the Merger becoming effective in all respects, be implemented with respect to Randgold's employees and Randgold Share Plans.

Capitalised terms used in this Schedule but not defined in this Agreement have the meanings given to those terms in the Announcement.

Part A Randgold Share Plans

1. Randgold will co-operate and provide such details in relation to the Randgold Share Plans as is reasonably required by Barrick in order to facilitate the implementation of the arrangements set out in this Schedule.
2. Randgold will prepare, in a form to be agreed between Barrick and Randgold, communications to each of the participants in the Randgold Share Plans to enable Barrick to satisfy its obligations under Rule 15 of the Code and to send, or arrange for the sending of, such communications to participants at the appropriate time(s), such time(s) to be agreed (subject always to the requirements of the Code) between the parties.
3. Randgold will procure that any awards that vest on the date of the Court Order in accordance with this Part A will be settled, with any issuance or transfer of Randgold Shares to be completed, prior to the Scheme Record Time.
4. Randgold and Barrick agree that shareholder approval will be sought for an amendment to the articles of association of Randgold so that any Randgold Shares issued or transferred after the Effective Date (including pursuant to the vesting of awards under Randgold Share Plans) will be compulsorily acquired by Barrick on the same terms as were available to other Randgold Shareholders under the Merger (other than the terms in relation to timings and formalities).

Restricted Share Scheme

5. The parties acknowledge that, as at 21 September 2018, there were outstanding Randgold Resources Limited Restricted Share Scheme (**RSS**) awards in respect of 915,502 Randgold Shares.
6. Barrick and Randgold agree that Randgold will amend the RSS so that awards which would not otherwise have vested prior to the Merger will in consequence of the Merger vest on the date of the Court Order and not the Effective Date.
7. Barrick and Randgold agree the following with respect to awards granted under the RSS which would not otherwise have vested prior to the date of the Court Order:
 - (a) Randgold will procure that each of the executive directors of Randgold agrees that his awards will:
 - (i) vest on the date of the Court Order over a time pro-rated number of Randgold Shares to the extent the applicable performance conditions

have been satisfied on the date of vesting (as determined by the Randgold remuneration committee); and

- (ii) to the extent that an award has not vested as a result of time pro-rating (the *Non-Vested Portion*), the Non-Vested Portion will be exchanged for an equivalent award over Barrick Shares (the *Replacement RSS Awards*) (calculated by reference to the Exchange Ratio (as such term is defined in the Announcement)) subject to the same vesting schedule as applied to the relevant RSS award and a performance condition based on the relative TSR growth of Barrick against the Euromoney Global Gold Index (the *Index*) from the date of the Court Order until the end of the original performance period. 25% of a Replacement RSS Award will vest if the TSR growth of Barrick is equal to the Index, with none vesting if performance is below the Index. The Replacement RSS Awards will vest in full if TSR growth of Barrick outperforms the Index by 10% per annum in the aggregate. Performance will be interpolated on a straight-line basis between threshold and maximum performance. For the avoidance of doubt, no other performance conditions will apply.

By way of example only, if an RSS award is held over 10,000 Randgold Shares and one-third of the performance period has elapsed on the date of the Court Order, the original performance conditions would be applied to 3,333 Randgold Shares on the date of the Court Order and, to the extent that those conditions are satisfied, such Randgold Shares will then vest. A Replacement RSS Award will then be granted over that number of Barrick Shares which on the Effective Date is equivalent to 6,667 Randgold Shares calculated by reference to the Exchange Ratio and such Replacement RSS Award will then vest on the same vesting schedule as the original RSS award would have vested but tested solely against the relative TSR growth of Barrick against the Index over the period from the date of the Court Order to the end of the original performance period; and

- (b) Barrick and Randgold agree that any award held by a participant who is not an executive director of Randgold will vest in full on the date of the Court Order but only to the extent the applicable performance conditions have been satisfied on vesting (as determined by the Randgold remuneration committee) and to the extent not vested shall lapse.

Co-Investment Plan

- 8. The parties acknowledge that, as at 21 September 2018, there were outstanding Randgold Resources Limited Co-Investment Plan (*CIP*) awards in respect of 131,611 Randgold Shares.
- 9. Barrick and Randgold agree that awards granted under the CIP which would not otherwise have vested prior to the date of the Court Order will vest (subject to time pro-rating) on the date of the Court Order to the extent the applicable performance conditions have been satisfied as at the date of the Court Order, and to the extent not vested shall lapse.

Long-Term Incentive Plan

10. The parties acknowledge that, as at 21 September 2018, there were outstanding Randgold Resources Limited Long-Term Incentive Plan (***LTIP***) awards in respect of 261,784 Randgold Shares.
11. The Randgold remuneration committee has determined, with the agreement of Barrick and Randgold, that awards granted under the LTIP will not vest in connection with the Merger but will be exchanged for equivalent awards over Barrick Shares (the ***Replacement LTIP Awards***) (calculated by reference to the Exchange Ratio (as such term is defined in the Announcement)) in accordance with the rules of the LTIP on the following basis:
 - (a) in respect of awards held by the executive directors of Randgold, the Replacement LTIP Awards will be granted subject to the same vesting schedule as applied to the relevant LTIP award and the satisfaction of a performance condition based on the relative TSR growth of Barrick against the Index from the date of the Court Order until the end of the original performance period. 25% of a Replacement LTIP Award will vest if TSR growth of Barrick is equal to the Index, with none vesting if performance is below the Index. The Replacement LTIP Awards will vest in full if the TSR growth of Barrick outperforms the Index by 10% per annum in the aggregate. Performance will be interpolated on a straight-line basis between threshold and maximum performance. For the avoidance of doubt, no other performance conditions will apply to the Replacement LTIP Awards; and
 - (b) in respect of awards held other than by the executive directors of Randgold, the Replacement LTIP Awards will be granted subject to the same vesting schedule as applied to the relevant LTIP award provided that the applicable performance conditions will be adjusted such that performance will be based solely on a requirement for the participant to achieve an average “Satisfactory (3)” personal performance rating in their annual performance appraisal across the original performance period. To reflect this adjustment to the performance conditions, for those LTIP awards that were subject to corporate performance conditions prior to the exchange, the number of Barrick Shares subject to the relevant Replacement LTIP Awards shall be reduced by 25%, i.e., a 50% reduction of the portion of the original LTIP Award subject to corporate performance conditions. By way of example only, if an award would have been over 100,000 Barrick Shares following such exchange as a result of the application of the Exchange Ratio (as such term is defined in the Announcement), the Replacement LTIP Award shall instead be over 75,000 Barrick Shares as a result of such 25% reduction. For the avoidance of doubt, no other performance conditions will apply to the Replacement LTIP Awards. Pursuant to the rules of the LTIP, the Randgold remuneration committee has determined that the terms of the Replacement LTIP Awards as set out in this sub-paragraph are equivalent to those of the original LTIP awards.

The Trust

12. Randgold has confirmed that the Randgold Resources Limited Employee Share Trust holds no unallocated Randgold Shares.

Holding Periods

13. Randgold and Barrick acknowledge that, subject to paragraph 14 below, any holding period applicable to Randgold Shares pursuant to the Randgold Share Plans will continue to apply to the Barrick Shares issued or transferred in exchange for such Randgold Shares.
14. Subject to paragraph 15 below, the holding periods applicable to the shares received by the executive directors of Randgold pursuant to the Randgold Share Plans shall be as set out in their service contracts.
15. Randgold will procure that the Chief Executive Officer of Randgold agrees that his existing Randgold CEO Award in respect of 50,031 Randgold Shares remains subject to a holding period ending on the later of (i) the third anniversary of the Effective Date and (ii) the date on which his employment with Barrick Group terminates.

Part B Randgold Employees

1. Barrick confirms that, following the implementation of the Merger, the existing contractual and statutory employment rights of Randgold employees shall be observed and pensions obligations complied with, in accordance with applicable law.
2. Barrick acknowledges Randgold's intention that bonus determinations for any Randgold bonus year completed before the Effective Date will be undertaken in accordance with the Randgold Annual Bonus Plan, its normal practice and in a manner consistent with historic practice. Barrick acknowledges that any bonuses so determined which are due and payable but which have not been paid by the Effective Date will be paid by Randgold on or immediately following the Effective Date, provided that there will be no compulsory deferral into shares with respect to any payment following the Effective Date.
3. Barrick acknowledges Randgold's intention that bonus determination for the part of any Randgold bonus year commencing before but not completed by the Effective Date will be undertaken in accordance with the Randgold Annual Bonus Plan, its normal practice and in a manner consistent with historic practice, save that any such determinations will be based on the extent to which performance measures for the relevant Randgold bonus year have been satisfied as at the Effective Date and will be pro-rated to reflect the number of days in that bonus year that have been worked up to the Effective Date. Barrick acknowledges that any bonuses so determined will be paid on or immediately following the Effective Date, provided that there will be no compulsory deferral into shares.

IN WITNESS WHEREOF this Agreement has been entered into on the date stated on page 1.

SIGNED)
for and on behalf of)
BARRICK GOLD CORPORATION)

Signature: *(Signed) Georgios Joannou*
.....

Name: Georgios Joannou
.....

Title: Senior Vice President, Strategic Matters
.....

)
)
)

Signature: *(Signed) James Boyd*
.....

Name: James Boyd
.....

Title: Vice President, Strategic Matters
.....

SIGNED)
for and on behalf of)
RANDGOLD RESOURCES LIMITED)

Signature: *(Signed) Graham Shuttleworth*
.....

Name: Graham Shuttleworth
.....

Title: Chief Financial Officer
.....

ANNEXE K : Statuts proposés

(en anglais seulement)

Articles

Barrick Gold Corporation / Société Aurifère Barrick (the “Company”)

The Company will have as its Articles on continuation the following Articles.

Signature and full name of one of the directors of the Company pursuant to Section 302(c) of the Business Corporations Act	Date of signing
[Insert Name]	■, 201■

Incorporation number:

1. Interpretation

1.1 Definitions

In these Articles, unless the context otherwise requires:

- (1) “Acknowledgement” means a non-transferable written acknowledgement of the shareholder’s right to obtain a certificate for shares of any class or series, including a direct registration system advice;
- (2) “Applicable Securities Laws” means the applicable securities legislation of each relevant province and territory of Canada, as amended from time to time, the rules and regulations made or promulgated under any such statute and the published national instruments, multilateral instruments, forms, policies, bulletins and notices of the securities commission and similar regulatory authority of each province and territory of Canada;
- (3) “appropriate person” has the meaning assigned thereto in the Securities Transfer Act;
- (4) “board of directors”, “directors” and “board” mean the directors or sole director of the Company for the time being;
- (5) “*Business Corporations Act*” means the *Business Corporations Act* (British Columbia) from time to time in force and all amendments thereto and includes all regulations and amendments thereto made pursuant to that Act;
- (6) “business day” means any day other than a Saturday, Sunday or any statutory holiday in the province of British Columbia;
- (7) “contracts, documents or instruments in writing” includes deeds, mortgages, hypothecs, charges, conveyances, transfers and assignments of property, real or personal, immovable or movable, powers of attorney, agreements, releases, receipts and discharges for the payment of money or other obligations, conveyances, transfers and assignments of securities and all paper writings;
- (8) “*Interpretation Act*” means the *Interpretation Act* (British Columbia) from time to time in force and all amendments thereto and includes all regulations and amendments thereto made pursuant to that Act;
- (9) “legal personal representative” means the personal or other legal representative of a shareholder;
- (10) “protected purchaser” has the meaning assigned thereto in the Securities Transfer Act;

- (11) “public announcement” means disclosure in a press release reported by a national news service in Canada, or in a document publicly filed by the Company under its profile on the System of Electronic Document Analysis and Retrieval at www.sedar.com;
- (12) “registered address” of a shareholder means the shareholder’s address as recorded in the central securities register;
- (13) “Representatives” of a person means the affiliates and associates of such person, all persons acting jointly or in concert with any of the foregoing, and the affiliates and associates of any of such persons acting jointly or in concert, and “Representative” means any one of them;
- (14) “seal” means the seal of the Company, if any; and
- (15) “Securities Transfer Act” means the Securities Transfer Act (British Columbia), as amended or re-enacted from time to time.

1.2 General

In these Articles:

- (1) expressions referring to writing include printing, lithography, typewriting, photography, facsimile, e-mail, electronic and other modes of representing or reproducing words;
- (2) expressions referring to signing include facsimile and electronic signatures; and
- (3) the words “including”, “includes” and “include” means including (or includes or include) without limitation.

1.3 Special Majority

- (1) For the purposes of the Articles and the *Business Corporations Act*, the majority of votes required for the Company to pass a special resolution at a general meeting is two-thirds of the votes cast on the resolution.
- (2) For the purposes of the *Business Corporations Act*, and unless otherwise provided in the Articles, the majority of votes required for shareholders holding shares of a class or series of shares to pass a special separate resolution is two-thirds of the votes cast on the resolution.

1.4 Business Corporations Act and Interpretation Act Definitions Applicable

The definitions in the *Business Corporations Act* and the definitions and rules of construction in the *Interpretation Act*, with the necessary changes, so far as applicable, and unless the context requires otherwise, apply to these Articles as if they were an enactment. If there is a conflict between a definition in the *Business Corporations Act* and a definition or rule in the *Interpretation Act* relating to a term used in these Articles, the definition in the *Business Corporations Act* will prevail in relation to the use of the term in these Articles. If there is a conflict or inconsistency between these Articles and the *Business Corporations Act*, the *Business Corporations Act* will prevail.

2. Shares and Share Certificates

2.1 Authorized Share Structure

The authorized share structure of the Company consists of shares of the class or classes and series, if any, described in the Notice of Articles of the Company.

2.2 Form of Share Certificate

Each share certificate issued by the Company must comply with, and be signed as required by, the *Business Corporations Act*.

2.3 Shareholder Entitled to Certificate or Acknowledgement

Each shareholder is entitled, without charge, to (a) one share certificate representing the shares of each class or series of shares registered in the shareholder’s name or (b) an Acknowledgement, provided that in respect of a share held jointly by several persons, the Company is not bound to issue more than one share certificate or Acknowledgement and delivery of a share certificate or an Acknowledgement to one of several joint shareholders or to a duly authorized agent of one of the joint shareholders will be sufficient delivery to all.

2.4 Delivery by Mail

Any share certificate or Acknowledgement may be sent to the shareholder by mail at the shareholder’s registered address and neither the Company nor any director, officer or agent of the Company is liable for any loss to the shareholder because the share certificate or acknowledgement is lost in the mail or stolen.

2.5 Replacement of Worn Out or Defaced Certificate or Acknowledgement

If the directors are satisfied that a share certificate or Acknowledgement is worn out or defaced, they must, on production to them of the share certificate or Acknowledgement, as the case may be, and on such other terms, if any, as they think fit:

- (1) order the share certificate or Acknowledgement, as the case may be, to be cancelled; and
- (2) issue a replacement share certificate or Acknowledgement, as the case may be.

2.6 Replacement of Lost, Stolen or Destroyed Certificate or Acknowledgement

If a person entitled to a share certificate claims that the share certificate has been lost, destroyed or wrongfully taken, the Company must issue a share certificate or an Acknowledgement if that person:

- (1) so requests before the Company has notice that the share certificate has been acquired by a protected purchaser;
- (2) provides the Company with an indemnity bond sufficient in the Company's judgment to protect the Company from any loss that the Company may suffer by issuing a new certificate or Acknowledgement; and
- (3) satisfies any other reasonable requirements imposed by the directors.

A person entitled to a share certificate or Acknowledgement may not assert against the Company a claim for a new share certificate or Acknowledgement where a share certificate has been lost, apparently destroyed or wrongfully taken if that person fails to notify the Company of that fact within a reasonable time after that person has notice of it and the Company registers a transfer of the shares represented by the certificate before receiving a notice of the loss, apparent destruction or wrongful taking of the share certificate.

2.7 Recovery of New Share Certificate

If, after the issue of a new share certificate, a protected purchaser of the original share certificate presents the original share certificate for the registration of a transfer, then in addition to any rights on the indemnity bond, the Company may recover the new share certificate from a person to whom it was issued or any other person, other than a protected purchaser.

2.8 Splitting Share Certificates

If a shareholder surrenders a share certificate or Acknowledgement to the Company with a written request that the Company issue in the shareholder's name two or more share certificates or Acknowledgements, each representing a specified number of shares and in the aggregate representing the same number of shares as the share certificate or Acknowledgement so surrendered, the Company must cancel the surrendered share certificate or Acknowledgement and issue replacement share certificates or Acknowledgements in accordance with that request.

2.9 Certificate or Acknowledgement Fee

There must be paid to the Company, in relation to the issue of any share certificate or Acknowledgement under Articles 2.5, 2.6 or 2.8, the amount, if any, which must not exceed the amount prescribed under the *Business Corporations Act*, determined by the directors or the Company's transfer agent.

2.10 Recognition of Trusts

Except as required by law or statute or these Articles, no person will be recognized by the Company as holding any share upon any trust, and the Company is not bound by or compelled in any way to recognize (even when having notice thereof) any equitable, contingent, future or partial interest in any share or fraction of a share or (except as required by law or statute or these Articles or as ordered by a court of competent jurisdiction) any other rights in respect of any share except an absolute right to the entirety thereof in the shareholder.

3. Issue of Shares

3.1 Directors Authorized

Subject to the *Business Corporations Act* and the rights, if any, of the holders of issued shares of the Company, the Company may issue, sell or otherwise dispose of the unissued shares, and issued shares held by the Company, at the times, to the persons, including directors, in the manner, on the terms and conditions and for the issue prices (including any premium at which shares with par value may be issued) that the directors may determine. The issue price for a share with par value must be equal to or greater than the par value of the share.

3.2 Commissions

The Company may at any time pay a reasonable commission or allow a reasonable discount to any person in consideration of that person purchasing or agreeing to purchase shares of the Company from the Company or any other person or procuring or agreeing to procure purchasers for shares of the Company.

3.3 Brokerage

The Company may pay such brokerage fee or other consideration as may be lawful for or in connection with the sale or placement of its securities.

3.4 Conditions of Issue

Except as provided for by the *Business Corporations Act*, no share may be issued until it is fully paid. A share is fully paid when:

- (1) consideration is provided to the Company for the issue of the share by one or more of the following:
 - (a) past services performed for the Company;
 - (b) property;
 - (c) money; and
- (2) the value of the consideration received by the Company equals or exceeds the issue price set for the share under Article 3.1.

3.5 Share Purchase Warrants and Rights

Subject to the *Business Corporations Act*, the Company may issue share purchase warrants, options and rights upon such terms and conditions as the directors determine.

4. Share Registers

4.1 Central Securities Register

As required by and subject to the *Business Corporations Act*, the Company must maintain a central securities register, which may be kept in electronic form and may be made available for inspection in accordance with the Business Corporations Act by means of computer terminal or other electronic technology.

4.2 Appointment of Agent

The directors may, subject to the *Business Corporations Act*, appoint an agent to maintain the central securities register. The directors may also appoint one or more agents, including the agent which keeps the central securities register, as transfer agent for its shares or any class or series of its shares, as the case may be, and the same or another agent as registrar for its shares or such class or series of its shares, as the case may be. The directors may terminate such appointment of any agent at any time and may appoint another agent in its place.

5. Share Transfers

5.1 Registering Transfers

Subject to the *Business Corporations Act* and the Securities Transfer Act, a transfer of a share of the Company must not be registered unless the Company or the transfer agent or registrar for the class or series of share to be transferred has received:

- (1) in the case of a share certificate that has been issued by the Company in respect of the share to be transferred, that share certificate and a written instrument of transfer (which may be on a separate document or endorsed on the share certificate) from the shareholder or other appropriate person or from an agent who has actual authority to act on behalf of that person;
- (2) in the case of an Acknowledgment in respect of the share to be transferred, a written instrument of transfer that directs that the transfer of the share be registered, from the shareholder or other appropriate person or from an agent who has actual authority to act on behalf of that person;
- (3) in the case of a share that is an uncertificated share, a written instrument of transfer that directs that the transfer of the share be registered, from the shareholder or other appropriate person or from an agent who has actual authority to act on behalf of that person; and

- (4) such other evidence, if any, as the Company or the transfer agent or registrar for the class or series of share to be transferred may require to prove the title of the transferor or the transferor's right to transfer the share, that the written instrument of transfer is genuine and authorized and that the transfer is rightful or to a protected purchaser.

5.2 Form of Instrument of Transfer

The instrument of transfer in respect of any share of the Company must be either in the form, if any, on the back of the Company's share certificates or in any other form that may be approved from time to time by the Company or its transfer agent for the class or series of shares to be transferred.

5.3 Transferor Remains Shareholder

Except to the extent that the *Business Corporations Act* otherwise provides, the transferor of shares is deemed to remain the holder of the shares until the name of the transferee is entered in a securities register of the Company in respect of the transfer.

5.4 Signing of Instrument of Transfer

An instrument of transfer signed by a person contemplated in Article 5.1 constitutes a complete and sufficient authority to the Company and its directors, officers and agents to register the number of shares specified in the instrument of transfer or specified in any other manner, or, if no number is specified, all the shares represented by the share certificates or set out in the Acknowledgement deposited with the instrument of transfer:

- (1) in the name of the person named as transferee in that instrument of transfer; or
- (2) if no person is named as transferee in that instrument of transfer, in the name of the person on whose behalf the instrument is deposited for the purpose of having the transfer registered.

5.5 Enquiry as to Title Not Required

Neither the Company nor any director, officer or agent of the Company is bound to inquire into the title of the person named in the instrument of transfer as transferee or, if no person is named as transferee in the instrument of transfer, of the person on whose behalf the instrument is deposited for the purpose of having the transfer registered or is liable for any claim related to registering the transfer by the shareholder or by any intermediate owner or holder of the shares, of any interest in the shares, of any share certificate representing such shares or of any Acknowledgement of a right to obtain a share certificate for such shares.

5.6 Transfer Fee

There must be paid to the Company or its transfer agent, in relation to the registration of any transfer, the amount, if any, determined by the Company or its transfer agent.

6. Transmission of Shares

6.1 Legal Personal Representative Recognized on Death

In case of the death of a shareholder, the legal personal representative of the shareholder, or in the case of shares registered in the shareholder's name and the name of another person in joint tenancy, the surviving joint holder, will be the only person recognized by the Company as having any title to the shareholder's interest in the shares. Before recognizing a person as a legal personal representative of a shareholder, the directors may require proof of appointment by a court of competent jurisdiction, a grant of letters probate, letters of administration or such other evidence or documents as the directors consider appropriate.

6.2 Rights of Legal Personal Representative

The legal personal representative of a shareholder has the same rights, privileges and obligations that attach to the shares held by the shareholder, including the right to transfer the shares in accordance with these Articles, provided appropriate evidence of appointment or incumbency, within the meaning of the Securities Transfer Act, and the documents required by the *Business Corporations Act* and the directors have been deposited with the Company. This Article 6.2 does not apply in the case of the death of a shareholder with respect to shares registered in the shareholder's name and the name of another person in joint tenancy.

7. Purchase of Shares

7.1 Company Authorized to Purchase Shares

Subject to Article 7.2, the special rights and restrictions attached to the shares of any class or series and the *Business Corporations Act*, the Company may, if authorized by the directors, purchase or otherwise acquire any of its shares at the price and upon the terms determined by the directors.

7.2 Purchase When Insolvent

The Company must not make a payment or provide any other consideration to purchase or otherwise acquire any of its shares if there are reasonable grounds for believing that:

- (1) the Company is insolvent; or
- (2) making the payment or providing the consideration would render the Company insolvent.

7.3 Sale and Voting of Purchased Shares

If the Company retains a share redeemed, purchased or otherwise acquired by it, the Company may sell, gift or otherwise dispose of the share, but, while such share is held by the Company, it:

- (1) is not entitled to vote the share at a meeting of its shareholders;
- (2) must not pay a dividend in respect of the share; and
- (3) must not make any other distribution in respect of the share.

8. Borrowing Powers

8.1 Borrowing Powers

The Company, if authorized by the directors, may:

- (1) borrow money in the manner and amount, on the security, from the sources and on the terms and conditions that they consider appropriate;
- (2) issue bonds, debentures and other debt obligations either outright or as security for any liability or obligation of the Company or any other person and at such discounts or premiums and on such other terms as they consider appropriate;
- (3) guarantee the repayment of money by any other person or the performance of any obligation of any other person; and
- (4) mortgage, charge, whether by way of specific or floating charge, grant a security interest in, or give other security on, the whole or any part of the present and future assets and undertaking of the Company.

8.2 Delegation

The directors may from time to time delegate to such one or more of the directors or officers of the Company as may be designated by the board all or any of the powers conferred on the board by Article 8.1 or by the *Business Corporations Act* to such extent and in such manner as the directors shall determine at the time of each such delegation.

9. Alterations

9.1 Alteration of Authorized Share Structure

Subject to Article 9.2 and the *Business Corporations Act*, the Company may by special resolution of shareholders:

- (1) create one or more classes or series of shares or, if none of the shares of a class or series of shares are allotted or issued, eliminate that class or series of shares;
- (2) increase, reduce or remove the limit on the maximum number of shares that the Company is authorized to issue out of any class or series of shares or establish a maximum number of shares that the Company is authorized to issue out of any class or series of shares for which no maximum is established;

- (3) subdivide or consolidate all or any of its unissued, or fully paid issued, shares;
 - (4) if the Company is authorized to issue shares of a class of shares with par value:
 - (a) decrease the par value of those shares;
 - (b) if none of the shares of that class of shares are allotted or issued, increase the par value of those shares;
 - (5) change all or any of its unissued, or fully paid issued, shares with par value into shares without par value or any of its unissued shares without par value into shares with par value; or
 - (6) alter the identifying name of any of its shares;
- and, if applicable, alter its Articles and Notice of Articles accordingly.

9.2 Special Rights and Restrictions

Subject to the *Business Corporations Act* and to the special rights and restrictions attached to any class or series of shares, the Company may by special resolution of the shareholders:

- (1) create special rights or restrictions for, and attach those special rights or restrictions to, the shares of any class or series of shares, whether or not any or all of those shares have been issued; or
- (2) vary or delete any special rights or restrictions attached to the shares of any class or series of shares, whether or not any or all of those shares have been issued;

and if applicable, alter its Articles and Notice of Articles accordingly.

9.3 Other Alterations

If the *Business Corporations Act* does not specify the type of resolution and these Articles do not specify another type of resolution, the Company may by ordinary resolution of the shareholders alter these Articles.

10. Meetings of Shareholders

10.1 Annual General Meetings

Unless an annual general meeting is deferred or waived in accordance with the *Business Corporations Act*, the Company must hold its first annual general meeting within 18 months after the date on which it was recognized under the *Business Corporations Act*, and after that must hold an annual general meeting at least once in each calendar year and not more than 15 months after the last annual reference date at such time and place as may be determined by the directors.

10.2 Calling and Location of Meetings of Shareholders

The directors may, at any time, call a meeting of shareholders. Subject to Article 10.8, the location of a meeting of shareholders shall be determined by the directors and may be within or outside British Columbia.

10.3 Notice for Meetings of Shareholders

The Company must send notice of the date, time and location of any meeting of shareholders in the manner provided in these Articles to each shareholder entitled to attend the meeting, to each director and to the auditor of the Company, unless these Articles otherwise provide, at least 21 days before the meeting.

10.4 Record Date for Notice and Voting

The directors may set a date as the record date for the purpose of determining shareholders entitled to notice of, and to vote at, any meeting of shareholders.

10.5 Failure to Give Notice and Waiver of Notice

The accidental omission to send notice of any meeting of shareholders to, or the non-receipt of any notice by, any of the persons entitled to notice does not invalidate any proceedings at that meeting. Any person entitled to notice of a meeting of shareholders, and any duly appointed proxy of a shareholder entitled to such notice, may, in writing or otherwise, waive that entitlement or may agree to reduce the period of that notice. Attendance of a person (or duly appointed proxy) at a meeting of shareholders is a waiver of entitlement to notice of the meeting, unless that

person attends the meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

10.6 Notice of Special Business at Meetings of Shareholders

If a meeting of shareholders is to consider special business within the meaning of Article 11.1, the notice of meeting must:

- (1) state the general nature of the special business; and
- (2) the text or any resolution to be submitted to the meeting in respect of such special business.

10.7 Class Meetings and Series Meetings of Shareholders

Unless otherwise specified in these Articles, the provisions of these Articles relating to a meeting of shareholders will apply, with the necessary changes and so far as they are applicable, to a class meeting or series meeting of shareholders holding a particular class or series of shares.

10.8 Electronic Meetings

The directors may determine that a meeting of shareholders shall be held entirely by means of telephone, electronic or other communication facilities that permit all participants to communicate with each other during the meeting. A meeting of shareholders may also be held at which some, but not necessarily all, persons entitled to attend may participate by means of such communication facilities, if the directors determine to make them available. A person participating in a meeting by such means is deemed to be present at the meeting.

10.9 Electronic Voting

Any vote at a meeting of shareholders may be held entirely or partially by means of telephone, electronic or other communication facilities, if the directors determine to make them available, whether or not persons entitled to attend participate in the meeting by means of communication facilities.

11. Proceedings at Meetings of Shareholders

11.1 Special Business

At a meeting of shareholders, the following business is special business:

- (1) at a meeting of shareholders that is not an annual general meeting, all business is special business except business relating to the conduct of or voting at the meeting; and
- (2) at an annual general meeting, all business is special business except for the following:
 - (a) business relating to the conduct of or voting at the meeting;
 - (b) consideration of any financial statements of the Company presented to the meeting;
 - (c) consideration of any reports of the directors or auditor;
 - (d) the election or appointment of directors;
 - (e) the appointment of an auditor;
 - (f) business arising out of a report of the directors not requiring the passing of a special resolution; and
 - (g) any other business which, under these Articles or the *Business Corporations Act*, may be transacted at a meeting of shareholders without prior notice of the business being given to the shareholders.

11.2 Quorum

Subject to the special rights and restrictions attached to the shares of any class or series of shares, the quorum for the transaction of business at a meeting of shareholders is two persons who are, or who represent by proxy, shareholders who, in the aggregate, hold at least 25% of the issued shares entitled to be voted at the meeting.

11.3 Persons Entitled to Attend Meeting

The only persons entitled to be present at a meeting of shareholders shall be those entitled to vote thereat, the directors and auditor of the Company and others who, although not entitled to vote, are entitled or required under any provision of the *Business Corporations Act*, the special rights and restrictions attaching to their shares or these Articles to be present at the meeting. Any other person may be admitted only on the invitation of the chair of the meeting or with the consent of the directors.

11.4 Requirement of Quorum

No business, other than the election of a chair of the meeting and the adjournment of the meeting, may be transacted at any meeting of shareholders unless a quorum of shareholders entitled to vote is present at the commencement of the meeting, but such quorum need not be present throughout the meeting.

11.5 Lack of Quorum

If, within one-half hour from the time set for the holding of a meeting of shareholders, a quorum is not present:

- (1) in the case of a general meeting requisitioned by shareholders, the meeting is dissolved, and
- (2) in the case of any other meeting of shareholders, the meeting stands adjourned to the time and place determined by the chair of the board or by the directors.

11.6 Lack of Quorum at Succeeding Meeting

If, at the meeting to which the meeting referred to in Article 11.5(2) was adjourned, a quorum is not present within one-half hour from the time set for the holding of the meeting, the original meeting shall be deemed to have terminated forthwith after its adjournment.

11.7 Chair

The following individual is entitled to preside as chair at a meeting of shareholders:

- (1) the chair of the board, if any;
- (2) if the chair of the board is absent or unwilling to act as chair of the meeting, the president or chief executive officer, if any; or
- (3) if neither the chair of the board nor the president or chief executive officer is present, or willing to act, any director.

11.8 Adjournments

The chair of a meeting of shareholders may, and if so directed by ordinary resolution must, adjourn the meeting from time to time and from place to place, but no business may be transacted at any adjourned meeting other than the business left unfinished at the meeting from which the adjournment took place.

11.9 Notice of Adjourned Meeting

It is not necessary to give any notice of an adjourned meeting of shareholders or of the business to be transacted at an adjourned meeting of shareholders except that, when a meeting is adjourned for 45 days or more, notice of the adjourned meeting must be given as in the case of the original meeting.

11.10 Decisions by Show of Hands or Poll

Subject to the *Business Corporations Act*, every motion put to a vote at a meeting of shareholders will be decided on a show of hands or the functional equivalent of a show of hands by means of electronic, telephonic or other communication facility, unless a poll, before or on the declaration of the result of the vote by show of hands or the functional equivalent of a show of hands, is directed by the chair of the meeting or demanded by any shareholder entitled to vote who is present in person or by proxy.

11.11 Declaration of Result

The chair of a meeting of shareholders must declare to the meeting the decision on every question in accordance with the result of the show of hands (or its functional equivalent) or the poll, as the case may be, and that decision must be entered in the minutes of the meeting. A declaration of the chair that a resolution is carried by the necessary majority or is defeated is, unless a poll is directed by the chair or demanded under Article 11.10, conclusive evidence without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.

11.12 Motion Need Not be Seconded

No motion proposed at a meeting of shareholders need be seconded unless the chair of the meeting rules otherwise, and the chair of any meeting of shareholders is entitled to propose or second a motion.

11.13 Casting Vote

In case of an equality of votes, the chair of a meeting of shareholders shall not have a second or casting vote in addition to the vote or votes to which the chair may be entitled as a shareholder or proxy holder.

11.14 Manner of Taking Poll

Subject to Article 11.15, if a poll is duly demanded at a meeting of shareholders:

- (1) the poll must be taken:
 - (a) at the meeting, or within seven days after the date of the meeting, as the chair of the meeting directs; and
 - (b) in the manner, at the time and at the place that the chair of the meeting directs;
- (2) the result of the poll is deemed to be the decision of the meeting at which the poll is demanded; and
- (3) the demand for the poll may be withdrawn by the person who demanded it.

11.15 Demand for Poll on Adjournment

A poll demanded at a meeting of shareholders on a question of adjournment must be taken immediately at the meeting.

11.16 Chair Must Resolve Dispute

In the case of any dispute as to the admission or rejection of a vote given on a poll, the chair of the meeting must determine the dispute, and his or her determination made in good faith is final and conclusive.

11.17 Casting of Votes

On a poll, a shareholder entitled to more than one vote need not cast all the votes in the same way.

11.18 Demand for Poll Not to Prevent Continuance of Meeting

The demand for a poll at a meeting of shareholders does not, unless the chair of the meeting so rules, prevent the continuation of a meeting for the transaction of any business other than the question on which a poll has been demanded.

11.19 Retention of Ballots and Proxies

The Company must, for at least three months after a meeting of shareholders, keep each ballot cast on a poll and each proxy voted at the meeting, and, during that period, make them available for inspection during normal business hours by any shareholder or proxy holder entitled to vote at the meeting. At the end of such three month period, the Company may destroy such ballots and proxies.

12. Votes of Shareholders

12.1 Number of Votes by Shareholder or by Shares

Subject to any special rights or restrictions attached to any shares and to the restrictions imposed on joint shareholders under Article 12.3:

- (1) on a vote by show of hands (or its functional equivalent), every person present who is a shareholder or proxy holder and entitled to vote on the matter has one vote; and
- (2) on a poll, every shareholder entitled to vote on the matter has one vote in respect of each share entitled to be voted on the matter and held by that shareholder and may exercise that vote either in person or by proxy.

12.2 Votes of Persons in Representative Capacity

A person who is not a shareholder may vote at a meeting of shareholders, whether on a show of hands (or its functional equivalent) or on a poll, and may appoint a proxy holder to act at the meeting, if, before doing so, the person satisfies the chair of the meeting, or the directors, that the person is a legal personal representative or a trustee in bankruptcy for a shareholder who is entitled to vote at the meeting.

12.3 Votes by Joint Holders

If there are joint shareholders registered in respect of any share:

- (1) any one of the joint shareholders may vote at any meeting of shareholders, personally or by proxy, in respect of the share as if that joint shareholder were solely entitled to it; or
- (2) if more than one of the joint shareholders is present at any meeting of shareholders, personally or by proxy, and more than one of them votes in respect of that share, then only the vote of the joint shareholder present whose name stands first on the central securities register in respect of the share will be counted.

12.4 Legal Personal Representatives as Joint Shareholders

Two or more legal personal representatives of a shareholder in whose sole name any share is registered are, for the purposes of Article 12.3, deemed to be joint shareholders registered in respect of that share.

12.5 Representative of a Corporate Shareholder

Any shareholder which is a corporation may authorize by resolution of its directors or governing body an individual to represent it at a meeting of shareholders and such individual may exercise on the shareholder's behalf all the powers it could exercise if it were an individual shareholder. The authority of such an individual shall be established by depositing with the Company a certified copy of such resolution, or in such other manner as may be satisfactory to the secretary of the Company or the chair of the meeting. Any such representative need not be a shareholder.

12.6 Appointment of Proxy Holders

Every shareholder of the Company, including a corporation that is a shareholder, entitled to vote at a meeting of shareholders may, by proxy, appoint one or more proxy holders to attend and act at the meeting in the manner, to the extent and with the powers conferred by the proxy. The instructing of proxy holders may be carried out by means of telephone, electronic or other communication facility in addition to or in substitution for instructing proxy holders by mail.

12.7 Alternate Proxy Holders

A shareholder may appoint one or more alternate proxy holders to act in the place of an absent proxy holder.

12.8 Deposit of Proxy

The board may specify in the notice calling a meeting of shareholders a time, not exceeding 48 hours (excluding non-business days), preceding the meeting, or an adjournment thereof, before which proxies must be deposited with the Company or its agent specified in such notice. Subject to Articles 12.13 and 12.14, a proxy shall be acted upon only if, prior to the time so specified, it shall have been deposited with the Company or an agent thereof specified in such notice or, where no such time is specified in such notice, if it has been so deposited or received by the secretary of the Company or by the chair of the meeting or any adjournment thereof prior to the time of voting. A proxy may be sent to the Company or its agent by written instrument, fax or any other method of transmitting legibly recorded messages and by using available telephone, electronic or other voting services as may be approved by the directors.

12.9 Validity of Proxy Vote

A vote given in accordance with the terms of a proxy is valid notwithstanding the death or incapacity of the shareholder giving the proxy and despite the revocation of the proxy or the revocation of the authority under which the proxy is given, unless notice in writing of that death, incapacity or revocation is received:

- (1) at the registered office of the Company, at any time up to and including the last business day before the day set for the holding of the meeting or any adjourned meeting at which the proxy is to be used; or
- (2) at the meeting or any adjourned meeting, by the chair of the meeting or adjourned meeting, before any vote in respect of which the proxy has been given has been taken.

12.10 Form of Proxy

A proxy, whether for a specified meeting or otherwise, must be in the form approved by the directors or the chair of the meeting.

12.11 Chair May Determine Validity of Proxy

The chair of any meeting of shareholders may, but need not, at his or her sole discretion, make determinations as to the acceptability of proxies deposited for use at the meeting, including the acceptability of proxies which may not strictly comply with the requirements of this Article 12 as to form, execution, accompanying documentation or otherwise, and any such determination made in good faith shall be final and conclusive.

12.12 Revocation of Proxy

Subject to Articles 12.13 and 12.14, every proxy may be revoked by an instrument in writing that is received:

- (1) at the registered office of the Company at any time up to and including the last business day before the day set for the holding of the meeting or any adjourned meeting at which the proxy is to be used; or
- (2) at the meeting or any adjourned meeting, by the chair of the meeting or adjourned meeting, before any vote in respect of which the proxy has been given has been taken.

12.13 Waiver of Proxy Time Limits

Notwithstanding Articles 12.8 and 12.12, the chair of any meeting or the directors may, but need not, at his, her or their sole discretion waive the time limits for the deposit or revocation of proxies by shareholders, including any deadline set out in the notice calling the meeting of shareholders, any proxy circular or specified in a proxy for the meeting and any such waiver shall be final and conclusive.

12.14 Revocation of Proxy Must Be Signed

An instrument referred to in Article 12.12 must be signed as follows:

- (1) if the shareholder for whom the proxy holder is appointed is an individual, the instrument must be signed by the shareholder or his or her legal personal representative or trustee in bankruptcy;
- (2) if the shareholder for whom the proxy holder is appointed is a corporation, the instrument must be signed by the corporation or by a representative appointed for the corporation under Article 12.5.

12.15 Production of Evidence of Authority to Vote

The board or chair of any meeting of shareholders may, but need not, at any time (including prior to, at or subsequent to the meeting), ask questions of, and request the production of evidence from, a shareholder (including a beneficial owner), the transfer agent or such other person as they, he or she considers appropriate for the purposes of determining a person's share ownership position as at the relevant record date and authority to vote. For greater certainty, the board or the chair of any meeting of shareholders may, but need not, at any time, inquire into the legal or beneficial share ownership of any person as at the relevant record date and the authority of any person to vote at the meeting and may, but need not, at any time, request from that person production of evidence as to such share ownership position and the existence of the authority to vote. Such request by the directors or the chair of any meeting shall be responded to as soon as reasonably possible.

13. Directors

13.1 First Directors; Number of Directors

The first directors are the persons designated as directors of the Company in the Notice of Articles that applies to the Company when it is recognized under the *Business Corporations Act*. The number of directors shall be a minimum of five and a maximum of 20 and the number of directors, excluding additional directors appointed under Article 13.2, may be fixed within such range from time to time by the board of directors, whether previous notice thereof has been given or not.

13.2 Additional Directors

Notwithstanding Article 13.1, between annual general meetings, the board of directors may appoint one or more additional directors, but the number of additional directors appointed under this Article 13.2 must not at any time exceed:

- (1) one-third of the number of first directors, if, at the time of the appointments, one or more of the first directors have not yet completed their first term of office; or

- (2) in any other case, one-third of the number of the current directors who were elected or appointed as directors other than under this Article 13.2.

13.3 Directors' Acts Valid Despite Vacancy

An act or proceeding of the directors is not invalid merely because fewer than the number of directors set or otherwise required under these Articles is in office.

13.4 Qualifications of Directors

A director is not required to hold a share in the capital of the Company as qualification for his or her office but must be qualified as required by the *Business Corporations Act* to become, act or continue to act as a director.

13.5 Remuneration and Reimbursement of Expenses

The directors are entitled to the remuneration for acting as directors, if any, as the directors may from time to time determine. The Company must reimburse each director for the reasonable expenses that he or she may incur in connection with the business of the Company.

14. Election and Removal of Directors

14.1 Election at Annual General Meeting

At every annual general meeting:

- (1) the shareholders entitled to vote at the annual general meeting for the election of directors must elect a board of directors consisting of not more than the number of directors set by the directors pursuant to Article 13.1; and
- (2) all the directors cease to hold office upon the election or appointment of directors under paragraph (1), but are eligible for re-election or re-appointment.

14.2 Nomination of Directors

- (1) Only persons who are nominated in accordance with the following procedures shall be eligible for election as directors of the Company. Nominations of persons for election to the board may be made at any annual general meeting of shareholders, or at any special meeting of shareholders if one of the purposes for which the special meeting was called was the election of directors:
 - (a) by or at the direction of the board, including pursuant to a notice of meeting;
 - (b) by or at the direction or request of one or more shareholders pursuant to a "proposal" made in accordance with the *Business Corporations Act*, or a requisition of the shareholders made in accordance with the *Business Corporations Act*; or
 - (c) by any person (a "Nominating Shareholder"): (A) who, at the close of business on the date of the giving by the Nominating Shareholder of the notice provided for below in this Article 14.2 and at the close of business on the record date for notice of such meeting, is entered in the central securities register of the Company as a holder of one or more shares carrying the right to vote at such meeting or beneficially owns shares that are entitled to be voted at such meeting; and (B) who complies with the notice procedures set forth below in this Article 14.2.
- (2) In addition to any other applicable requirements, for a nomination to be made by a Nominating Shareholder, the Nominating Shareholder must have given notice thereof that is both timely (in accordance with Article 14.2(3)) and in proper written form (in accordance with Article 14.2(4)) to the secretary of the Company at the principal executive offices of the Company.
- (3) To be timely, a Nominating Shareholder's notice to the secretary of the Company must be made:
 - (a) in the case of an annual general meeting of shareholders, not less than 30 days prior to the date of the annual general meeting of shareholders; provided, however, that in the event that the annual general meeting of shareholders is to be held on a date that is less than 50 days after the date (the "Notice Date") on which the first public announcement of the date of the annual general meeting was made, notice by the Nominating Shareholder may be made not later than the close of business on the tenth day following the Notice Date; and
 - (b) in the case of a special meeting (which is not also an annual general meeting) of shareholders called for the purpose of electing directors (whether or not called for other purposes as well), not later than the close of business on the 15th day following the day on which the first public announcement of the date of the special meeting of shareholders was made.

- (4) To be in proper written form, a Nominating Shareholder's notice to the secretary of the Company must:
- (a) set forth, as to each person whom the Nominating Shareholder proposes to nominate for election as a director (each, a "Proposed Nominee"):
- (i) the name, age, business address and residential address of the person;
 - (ii) the principal occupation or employment of the person for the past five years;
 - (iii) the class or series and number of shares in the capital of the Company which are directly or indirectly controlled or which are directly or indirectly owned beneficially or of record by the Proposed Nominee and his or her Representatives as of the record date for the meeting of shareholders (if such date shall then have been made publicly available and shall have occurred) and as of the date of such notice;
 - (iv) full particulars regarding any contract, agreement, arrangement, understanding or relationship (collectively, "Arrangements"), including without limitation financial, compensation and indemnity related Arrangements, between the Proposed Nominee or any of his or her Representatives and any Nominating Shareholder or any of its Representatives; and
 - (v) any other information relating to the Proposed Nominee or his or her associates or affiliates that would be required to be disclosed in a dissident's proxy circular in connection with solicitations of proxies for election of directors pursuant to the *Business Corporations Act* and Applicable Securities Laws, provided that if any such additional information, if requested or received, shall be made publicly available to shareholders of the Company; and
- (b) set forth, as to each Nominating Shareholder giving the notice and each beneficial owner, if any, on whose behalf the nomination is made:
- (i) the name, age, business address and, if applicable, residential address of such person;
 - (ii) the class or series and number of shares in the capital of the Company which are, directly or indirectly, under the control or direction of, or owned beneficially or of record by, such person as of the record date for the meeting of shareholders (if such date shall then have been made publicly available and shall have occurred) and as of the date of such notice;
 - (iii) full particulars regarding (i) any proxy or other Arrangement pursuant to which such person or any of its Representatives has a right to vote or direct the voting of any shares of the Company, and (ii) any other Arrangement of such person or any of its Representatives relating to the voting of any shares of the Company or the nomination of any person(s) to the board;
 - (iv) full particulars regarding any Arrangement of such person or any of its Representatives, the purpose or effect of which is to alter, directly or indirectly, the economic interest of such person or any of its Representatives in a security of the Company or the economic exposure of any such person or any of its Representatives to the Company;
 - (v) full particulars of any direct or indirect interest of such person or any of its Representatives in any contract with the Company or with any of the Company's affiliates, competitors or material suppliers;
 - (vi) full particulars regarding any Arrangement, including without limitation financial, compensation and indemnity related Arrangements, between the Proposed Nominee or any associate or affiliate of the Proposed Nominee and such person or any of its Representatives;
 - (vii) a representation that the Nominating Shareholder is a holder of record of securities of the Company, or a beneficial owner, entitled to vote at such meeting and intends to appear in person or by proxy at the applicable shareholders' meeting to propose such nomination;
 - (viii) a representation as to whether such person or any of its Representatives intends to deliver a proxy circular and/or form of proxy to any shareholder of the Company in connection with such nomination or otherwise solicit proxies or votes from shareholders of the Company in support of such nomination; and
 - (ix) any other information relating to such person or any of its Representatives that would be required to be disclosed in a dissident's proxy circular in connection with solicitations of proxies for election of directors pursuant to the *Business Corporations Act* and Applicable Securities Laws.

- (5) All information to be provided in a timely notice pursuant to Article 14.2(4) shall be provided as of the date of such notice. If requested by the Company, the Nominating Shareholder shall update such information forthwith so that it is true and correct in all material respects as of the date that is 10 business days prior to the date of the meeting, or any adjournment or postponement thereof.
- (6) For the avoidance of doubt, this Article 14.2 shall be the exclusive means for any person to bring nominations for election to the board before any annual general or special meeting of shareholders of the Company. No person shall be eligible for election as a director of the Company unless such person has been nominated in accordance with the provisions of this Article 14.2; provided, however, that nothing in this Article 14.2 shall be deemed to preclude discussion by a shareholder (as distinct from the nomination of directors) at a meeting of shareholders of any matter in respect of which such shareholder would have been entitled to submit a proposal pursuant to the provisions of the *Business Corporations Act*. The chair of the meeting shall have the power and duty to determine whether a nomination was made in accordance with the procedures set forth in the foregoing provisions and, if any proposed nomination is not in compliance with such foregoing provisions, to declare that such defective nomination shall be disregarded.
- (7) Notwithstanding any other provision of these Articles, any notice or other document or information required to be given to the secretary of the Company pursuant to this Article 14.2 may only be given by personal delivery, facsimile transmission or by e-mail (at such e-mail address as may be stipulated from time to time by the secretary of the Company for purposes of this notice), and shall be deemed to have been given and made only at the time it is served by personal delivery to the secretary at the address of the principal executive offices of the Company, e-mailed (to the address as aforesaid) or sent by facsimile transmission (provided that receipt of confirmation of such transmission has been received); provided that if such delivery or electronic communication is made on a day which is a not a business day or later than 5:00 p.m. (Eastern time) on a day which is a business day, then such delivery or electronic communication shall be deemed to have been made on the next following day that is a business day.
- (8) Notwithstanding the foregoing, the board may, in its sole discretion, waive all or any of the requirements in this Article 14.2.

14.3 Consent to be a Director

No election, appointment or designation of an individual as a director is valid unless:

- (1) that individual consents to be a director in the manner provided for in the *Business Corporations Act*;
- (2) that individual is elected or appointed at a meeting at which the individual is present and the individual does not refuse, at the meeting, to be a director; or
- (3) with respect to first directors, the designation is otherwise valid under the *Business Corporations Act*.

14.4 Failure to Elect or Appoint Directors

If:

- (1) the Company fails to hold an annual general meeting, on or before the date by which the annual general meeting is required to be held under the *Business Corporations Act*; or
- (2) the shareholders fail, at the annual general meeting, to elect or appoint any directors;

then each director then in office continues to hold office until the earlier of:

- (3) the date on which his or her successor is elected or appointed; and
- (4) the date on which he or she otherwise ceases to hold office under the *Business Corporations Act* or these Articles.

14.5 Directors May Appoint to Fill Vacancies

The directors may appoint a qualified person to fill any vacancy occurring in the board of directors except a vacancy:

- (1) resulting from an increase in the minimum or maximum number of directors; or
- (2) resulting from a failure by the shareholders to elect the number of directors set or otherwise required under these Articles;

and a director elected or appointed to fill a vacancy on the board of directors shall hold office for the unexpired term of his or her predecessor. For greater certainty, the ability of the directors to add additional directors as provided in Article 13.2 is not filling a vacancy as contemplated hereunder.

14.6 Remaining Directors' Power to Act

The directors may act notwithstanding any vacancy in the board of directors, but if the Company has fewer directors in office than the number set pursuant to these Articles as the quorum of directors, the directors may only act for the purpose of appointing directors up to that number or of calling a meeting of shareholders for the purpose of filling any vacancies on the board of directors or, subject to the *Business Corporations Act*, for any other purpose.

14.7 Shareholders May Fill Vacancies

If the Company has no directors or fewer directors in office than the number set pursuant to these Articles as the quorum of directors, the shareholders may elect or appoint directors to fill any vacancies on the board of directors.

14.8 Ceasing to be a Director

Subject to Article 14.4, a director ceases to be a director when:

- (1) the term of office of the director expires;
- (2) the director dies;
- (3) the director resigns as a director by notice in writing provided to the Company or a lawyer for the Company; or
- (4) the director is removed from office pursuant to Articles 14.9 or 14.10.

14.9 Removal of Director by Shareholders

The shareholders may remove any director before the expiration of his or her term of office by ordinary resolution. In that event, the shareholders may elect, or appoint by ordinary resolution, a director to fill the resulting vacancy. If the shareholders do not elect or appoint a director to fill the resulting vacancy contemporaneously with the removal, then the directors may appoint or the shareholders may elect, or appoint by ordinary resolution, a director to fill that vacancy.

14.10 Removal of Director by Directors

The directors may remove any director before the expiration of his or her term of office if the director is convicted of an indictable offence, or if the director ceases to be qualified to act as a director of a company and does not promptly resign, and the directors may appoint a director to fill the resulting vacancy.

15. Powers and Duties of Directors

15.1 Powers of Management

The directors must, subject to the *Business Corporations Act* and these Articles, manage or supervise the management of the business and affairs of the Company and have the authority to exercise all such powers of the Company as are not, by the *Business Corporations Act* or by these Articles, required to be exercised by the shareholders of the Company.

15.2 Appointment of Attorney of Company

The directors may from time to time, by power of attorney or other instrument, under seal if so required by law, appoint any person to be the attorney of the Company for such purposes, and with such powers, authorities and discretions (not exceeding those vested in or exercisable by the directors under these Articles and excepting the power to fill vacancies in the board of directors, to remove a director, to change the membership of, or fill vacancies in, any committee of the directors, to appoint or remove officers appointed by the directors and to declare dividends) and for such period, and with such remuneration and subject to such conditions as the directors may think fit. Any such power of attorney may contain such provisions for the protection or convenience of persons dealing with such attorney as the directors think fit. Any such attorney may be authorized by the directors to sub-delegate all or any of the powers, authorities and discretions for the time being vested in him or her.

16. Interests of Directors and Officers

16.1 Director Holding Other Office in the Company

A director may hold any office or place of profit with the Company, other than the office of auditor of the Company, in addition to his or her office of director for the period and on the terms (as to remuneration or otherwise) that the directors may determine.

16.2 No Disqualification

No director or intended director is disqualified by his or her office from contracting with the Company either with regard to the holding of any office or place of profit the director holds with the Company or as vendor, purchaser or otherwise, and no contract or transaction entered into by or on behalf of the Company in which a director is in any way interested is liable to be voided for that reason.

16.3 Director or Officer in Other Corporations

A director or officer may be or become a director, officer or employee of, or otherwise interested in, any person in which the Company may be interested as a shareholder or otherwise, and, subject to the *Business Corporations Act*, the director or officer is not accountable to the Company for any remuneration or other benefits received by him or her as director, officer or employee of, or from his or her interest in, such other person.

17. Proceedings of Directors

17.1 Meetings of Directors

The directors may meet together for the conduct of business, adjourn and otherwise regulate their meetings as they think fit, and meetings of the directors held at regular intervals may be held at the place, at the time and on the notice, if any, as the directors may from time to time determine.

17.2 Voting at Meetings

Questions arising at any meeting of directors are to be decided by a majority of votes and, in the case of an equality of votes, the chair of the meeting does not have a second or casting vote.

17.3 Chair of Meetings

The following individual is entitled to preside as chair at a meeting of directors:

- (1) the chair of the board, if any; or
- (2) any other director chosen by the directors present if:
 - (a) the chair of the board is not present at the meeting within 15 minutes after the time set for holding the meeting;
 - (b) the chair of the board is not willing to chair the meeting; or
 - (c) the chair of the board has advised the secretary, if any, or any other director, that they will not be present at the meeting.

17.4 Meetings by Telephone or Other Communications Medium

A director may participate in a meeting of the directors or of any committee of the directors:

- (1) in person;
- (2) by telephone; or
- (3) by other communications medium,

if all the directors participating in the meeting, whether in person, by telephone or by other communications medium, are able to communicate with each other. A director who participates in a meeting in a manner contemplated by this Article 17.4 is deemed for all purposes of the *Business Corporations Act* and these Articles to be present at the meeting and to have agreed to participate in that manner.

17.5 Calling of Meetings

The chair of the board, the president or chief executive officer or any director may, and the secretary or an assistant secretary of the Company, if any, on the request of any of the foregoing must, call a meeting of the directors at any time.

17.6 Notice of Meetings

Other than for meetings held at regular intervals as determined by the directors pursuant to Article 17.1, reasonable notice of each meeting of the directors, specifying the place, day and time of that meeting must be given to each of the directors by any method set out in Article 23.1 or orally or by telephone conversation with that director.

17.7 When Notice Not Required

It is not necessary to give notice of a meeting of the directors to a director if:

- (1) the meeting is to be held immediately following a meeting of shareholders at which that director was elected or appointed, or is the meeting of the directors at which that director is appointed; or
- (2) the director has waived notice of the meeting.

17.8 Meeting Valid Despite Failure to Give Notice

The accidental omission to give notice of any meeting of directors to, or the non-receipt of any notice by, any director does not invalidate any proceedings at that meeting.

17.9 Waiver of Notice of Meetings

Any director may send to the Company (by fax, e-mail or any other method transmitting legible messages) a document waiving notice of any past, present or future meeting or meetings of the directors and may at any time withdraw that waiver with respect to meetings held after that withdrawal. After sending a waiver with respect to all future meetings and until that waiver is withdrawn, no notice of any meeting of the directors need be given to that director and all meetings of the directors so held are deemed not to be improperly called or constituted by reason of notice not having been given to such director.

Attendance of a director at a meeting of the directors is a waiver of notice of the meeting, unless that director attends the meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

17.10 Quorum

The quorum necessary for the transaction of the business of the directors may be set by the directors to a number not less than 50% of the directors then in office and, if not so set, is deemed to be 50% of the directors then in office.

17.11 Validity of Acts Where Appointment Defective

Subject to the *Business Corporations Act*, an act of a director or officer is not invalid merely because of an irregularity in the election or appointment or a defect in the qualification of that director or officer.

17.12 Consent Resolutions in Writing

A resolution of the directors or of any committee of the directors may be passed without a meeting:

- (1) in all cases, if each of the directors entitled to vote on the resolution consents to it in writing; or
- (2) in the case of a resolution to approve a contract or transaction in respect of which a director has disclosed that he or she has or may have a disclosable interest, if each of the other directors entitled to vote on the resolution who have not made such a disclosure consents in writing to the resolution.

A consent in writing under this Article may be by written instrument, fax, e-mail or any other method of transmitting legibly recorded messages in which the consent of the director is evidenced, whether or not the signature of the director is included in the record. A consent in writing may be in two or more counterparts which together are deemed to constitute one consent in writing. A resolution of the directors or of any committee of the directors passed in accordance with this Article 17.12 is effective on the date stated in the consent in writing or on the latest date stated on any counterpart and is deemed to be a proceeding at a meeting of directors or of the committee of the directors and to be as valid and effective as if it had been passed at a meeting of the directors or of the committee of the directors that satisfies all the requirements of the *Business Corporations Act* and all the requirements of these Articles relating to meetings of the directors or of a committee of the directors.

18. Executive and Other Committees

18.1 Appointment and Powers of Other Committees and Delegation of Authority

The directors may, by resolution:

- (1) appoint one or more committees consisting of the director or directors that they consider appropriate;
- (2) delegate to a committee appointed under paragraph (1) any of the directors' powers, except the power to:
 - (a) fill vacancies in the board of directors;

- (b) remove a director;
 - (c) create a committee of the directors, create or modify the terms of reference for a committee of the directors, or change the membership of, or fill vacancies in, any committee of the directors;
 - (d) issue securities except on the terms authorized by the directors;
 - (e) declare dividends;
 - (f) purchase, redeem or otherwise acquire shares issued by the Company except on the terms authorized by the directors; and
 - (g) appoint or remove the president or chief executive officer; and
- (3) make any delegation referred to in paragraph (2) subject to the conditions set out in the resolution or any subsequent directors' resolution.

18.2 Audit Committee

The directors shall appoint from among its number an audit committee to be composed of not fewer than three directors in compliance with all regulatory requirements and to provide to the audit committee the powers and duties as determined by the directors.

18.3 Powers of Board

The directors may, at any time, with respect to a committee appointed under Article 18.1 or 18.2:

- (1) revoke or alter the authority given to the committee, or override a decision made by the committee, except as to acts done before such revocation, alteration or overriding;
- (2) terminate the appointment of, or change the membership of, the committee; and
- (3) fill vacancies in the committee.

18.4 Procedure

Unless otherwise determined by the directors or required by the *Business Corporations Act*:

- (1) each committee shall have power to fix its quorum at not less than 50% of its members, to elect its chair and to regulate its procedure; and
- (2) questions arising at any meeting of a committee at which quorum is present shall be determined by a majority of votes of the members present.

19. Officers

19.1 Directors May Appoint Officers

The directors may, from time to time, appoint such officers, if any, as the directors determine and the directors may, at any time, terminate any such appointment.

19.2 Functions, Duties and Powers of Officers

The directors may, for each officer:

- (1) determine the title of the officer;
- (2) determine the functions and duties of the officer or permit the president or chief executive officer to make that determination; and
- (3) revoke, withdraw, alter or vary all or any of the functions and duties of the officer or change the title of the officer or permit the president or chief executive officer to make any such determinations.

19.3 Qualifications

No officer may be appointed unless that officer is qualified in accordance with the *Business Corporations Act*. One person may hold more than one position as an officer of the Company. Any person appointed as the chair of the board must be a director. Any other officer need not be a director.

19.4 Remuneration and Terms of Appointment

All appointments of officers are to be made on the terms and conditions determined by the directors, or if directed by the directors, by the chief executive officer or such other officer designated by the directors, and are subject to termination at the pleasure of the directors.

20. Indemnification

20.1 Mandatory Indemnification of Eligible Parties

Subject to the *Business Corporations Act*, the Company must indemnify an eligible party and his or her heirs and legal personal representatives against all eligible penalties to which such person is or may be liable, and the Company must indemnify, and pay expenses in advance of the final disposition of an eligible proceeding in accordance with, and to the fullest extent permitted by, the *Business Corporations Act*.

20.2 Indemnification of Other Persons

Subject to any restrictions in the *Business Corporations Act*, the Company may indemnify any person.

20.3 Non-Compliance with *Business Corporations Act*

The failure of a director or officer of the Company to comply with the *Business Corporations Act* or these Articles does not invalidate any indemnity to which he or she is entitled under this Part.

20.4 Company May Purchase Insurance

The Company may purchase and maintain insurance for the benefit of any person (or his or her heirs or legal personal representatives) referred to in this Article 20.

20.5 Indemnity Agreements

The Company is authorized to execute agreements evidencing its indemnity in favour of the persons contemplated by Articles 20.1 and 20.2 to the fullest extent permitted by law.

21. Dividends

21.1 Payment of Dividends Subject to Special Rights

The provisions of this Article 21 are subject to the rights, if any, of shareholders holding shares with special rights as to dividends.

21.2 Declaration of Dividends

Subject to the *Business Corporations Act*, the directors may from time to time declare and authorize payment of such dividends as they may deem advisable.

21.3 No Notice Required

The directors need not give notice to any shareholder of any declaration under Article 21.2.

21.4 Record Date

The directors may set a date as the record date for the purpose of determining shareholders entitled to receive payment of a dividend. The record date must not precede the date on which the dividend is to be paid by more than two months. If no record date is set, the record date is 5:00 p.m. (Eastern time) on the date on which the directors pass the resolution declaring the dividend.

21.5 Manner of Paying Dividend

A resolution declaring a dividend may direct payment of the dividend wholly or partly in money or by the distribution of specific assets or of fully paid shares or of bonds, debentures or other securities of the Company or any other corporation, or in any one or more of those ways.

21.6 When Dividend Payable

Any dividend may be made payable on such date as is fixed by the directors.

21.7 Receipt by Joint Shareholders

If several persons are joint shareholders of any share, any one of them may give an effective receipt for any dividend, bonus or other money payable in respect of the share.

21.8 Dividend Bears No Interest

No dividend bears interest against the Company.

21.9 Fractional Dividends

If a dividend to which a shareholder is entitled includes a fraction of the smallest monetary unit of the currency of the dividend, that fraction may be disregarded in making payment of the dividend and that payment represents full payment of the dividend.

21.10 Payment of Dividends

Any dividend or other distribution payable in money in respect of shares may be paid by cheque, made payable to the order of the person to whom it is sent, and mailed to the registered address of the shareholder, or in the case of joint shareholders, to the registered address of the joint shareholder who is first named on the central securities register, or to the person and to the address the shareholder or joint shareholders may direct in writing. The mailing of such cheque will, to the extent of the sum represented by the cheque (plus the amount of the tax required by law to be deducted), discharge all liability for the dividend unless such cheque is not paid on presentation or the amount of tax so deducted is not paid to the appropriate taxing authority.

21.11 Capitalization of Retained Earnings or Surplus

Notwithstanding anything contained in these Articles, the directors may from time to time capitalize any retained earnings or surplus of the Company and may from time to time issue, as fully paid, shares or any bonds, debentures or other securities of the Company as a dividend representing the retained earnings or surplus so capitalized or any part thereof.

21.12 Unclaimed Dividends

Any dividend unclaimed after a period of three years from the date on which the same has been declared to be payable shall be forfeited and shall revert to the Company. The Company shall not be liable to any person in respect of any dividend which is forfeited to the Company or delivered to any public official pursuant to any applicable abandoned property, escheat or similar law.

22. Accounting Records

22.1 Recording of Financial Affairs

The directors must cause adequate accounting records to be kept to record properly the financial affairs and condition of the Company and to comply with the *Business Corporations Act*.

22.2 Inspection of Accounting Records

Unless the directors determine otherwise, no shareholder of the Company is entitled to inspect or obtain a copy of any accounting records of the Company.

22.3 Remuneration of Auditor

The directors may set the remuneration of the auditor of the Company.

23. Notices

23.1 Method of Giving Notice

Unless the *Business Corporations Act* or these Articles provides otherwise, a notice, statement, report or other record required or permitted by the *Business Corporations Act* or these Articles to be sent by or to a person may be sent by any one of the following methods:

- (1) mail addressed to the person at the applicable address for that person as follows:
 - (a) for a record mailed to a shareholder, the shareholder's registered address;
 - (b) for a record mailed to a director or officer, the prescribed address for mailing shown for the director or officer in the records kept by the Company or the mailing address provided by the recipient for the sending of that record or records of that class; or

- (c) in any other case, the mailing address of the intended recipient;
- (2) delivery at the applicable address for that person as follows, addressed to the person:
 - (a) for a record delivered to a shareholder, the shareholder's registered address;
 - (b) for a record delivered to a director or officer, the prescribed address for delivery shown for the director or officer in the records kept by the Company or the delivery address provided by the recipient for the sending of that record or records of that class; or
 - (c) in any other case, the delivery address of the intended recipient;
- (3) sending the record by fax to the fax number provided by the intended recipient for the sending of that record or records of that class;
- (4) sending the record by e-mail to the e-mail address provided by the intended recipient for the sending of that record or records of that class;
- (5) physical delivery to the intended recipient; or
- (6) creating and providing the record that is posted on or made available through a generally accessible electronic source and providing the person notice in writing, including by mail, courier, delivery, fax or e-mail, of the availability and location of the record.

23.2 Deemed Receipt

A notice, statement, report or other record that is:

- (1) mailed to a person by ordinary mail to the applicable address for that person referred to in Article 23.1 is deemed to be received by the person to whom it was mailed on the day, Saturdays, Sundays and holidays excepted, following the date of mailing;
- (2) delivered to a person is deemed to be received by the person on the day it was delivered;
- (3) faxed to a person to the fax number provided by that person referred to in Article 23.1 is deemed to be received by the person to whom it was faxed on the day it was faxed;
- (4) e-mailed to a person to the e-mail address provided by that person referred to in Article 23.1 is deemed to be received by the person to whom it was e-mailed on the day it was e-mailed; and
- (5) delivered by posting it on or making it available through a generally accessible electronic source referred to in Article 23.1 is deemed to be received by the person on the day such person is sent notice in writing, including by mail, courier, delivery, fax or e-mail, of the availability and location of such notice, statement, report, document or other record.

23.3 Certificate of Sending

A certificate signed by the secretary, if any, or other officer of the Company or of any other corporation acting in that capacity on behalf of the Company stating that a notice, statement, report or other record was sent in accordance with Article 23.1 is conclusive evidence of that fact.

23.4 Notice to Joint Shareholders

A notice, statement, report or other record may be provided by the Company to the joint shareholders of a share by providing such record to the joint shareholder first named in the central securities register in respect of the share.

23.5 Notice to Legal Personal Representatives and Trustees

A notice, statement, report or other record may be provided by the Company to the persons entitled to a share in consequence of the death, bankruptcy or incapacity of a shareholder by:

- (1) mailing the record, addressed to them:
 - (a) by name, by the title of the legal personal representative of the deceased or incapacitated shareholder, by the title of trustee of the bankrupt shareholder or by any similar description; and
 - (b) at the address, if any, supplied to the Company for that purpose by the persons claiming to be so entitled; or
- (2) if an address referred to in paragraph (1)(b) has not been supplied to the Company, by giving the notice in a manner in which it might have been given if the death, bankruptcy or incapacity had not occurred.

23.6 Undelivered Notices

If, on two consecutive occasions, a notice, statement, report or other record is sent to a shareholder pursuant to Article 23.1 and on each of those occasions any such record is returned because the shareholder cannot be located, the Company shall not be required to send any further records to the shareholder until the shareholder informs the Company in writing of his or her new address.

23.7 Omission and Errors

The accidental omission to give any notice to any shareholder, director, officer, auditor or member of a committee of the directors or the non-receipt of any notice by any such person or any error in any notice not affecting the substance thereof shall not invalidate any action taken at any meeting held pursuant to such notice or otherwise founded thereon.

23.8 Unregistered Shareholders

Every person who becomes entitled to any share by any means whatsoever shall be bound by every notice in respect of such share which shall have been duly given to the shareholder from whom he derives his title to such share prior to his name and address being entered on the central securities register (whether such notice was given before or after the happening of the event upon which he became so entitled) and prior to his furnishing to the Company the proof of authority of his entitlement prescribed by the *Business Corporations Act*.

24. Seal

24.1 Who May Attest Seal

Except as provided in Article 24.2, the Company's seal, if any, must not be impressed on any record except when that impression is attested by the signatures of any director, officer or other person authorized by a resolution of the board of directors in accordance with Article 25.2(1).

24.2 Mechanical Reproduction of Seal

The directors may authorize the seal to be impressed by third parties on share certificates or bonds, debentures or other securities of the Company as they may determine appropriate from time to time. To enable the seal to be impressed on any share certificates or bonds, debentures or other securities of the Company, whether in definitive or interim form, on which facsimiles of any of the signatures of the directors or officers of the Company are, in accordance with the *Business Corporations Act* or these Articles, printed or otherwise mechanically reproduced, there may be delivered to the person employed to engrave, lithograph or print such definitive or interim share certificates or bonds, debentures or other securities one or more unmounted dies reproducing the seal and such persons as are authorized under Article 24.1 to attest the Company's seal may in writing authorize such person to cause the seal to be impressed on such definitive or interim share certificates or bonds, debentures or other securities by the use of such dies. Share certificates or bonds, debentures or other securities to which the seal has been so impressed are for all purposes deemed to be under and to bear the seal impressed on them.

25. Execution of Instruments

25.1 Cheques, Drafts, Notes, Etc.

All cheques, drafts or orders for the payment of money and all notes, acceptances and bills of exchange shall be signed by such director or directors, officer or officers or other person or persons, whether or not officers of the Company, and in such manner as the directors, or such officer or officers as may be delegated authority by the directors to determine such matters, may from time to time designate.

25.2 Execution of Contracts, Etc.

- (1) Contracts, documents or instruments in writing requiring the signature of the Company may be signed by any two of the officers and directors of the Company and all contracts, documents or instruments in writing so signed shall be binding upon the Company without any further authorization or formality. The directors are authorized from time to time by resolution to appoint any officer or officers or any other person or persons on behalf of the Company either to sign contracts, documents or instruments in writing generally or to sign specific contracts, documents or instruments in writing.
- (2) In particular, without limiting the generality of Article 25.2(1), any two of the officers and directors of the Company are authorized to sell, assign, transfer, exchange, convert or convey all securities owned by or registered in the name of the Company and to sign and execute (under the seal of the Company or otherwise) all assignments, transfers, conveyances, powers of attorney and other instruments that may be necessary for the purpose of selling, assigning, transferring, exchanging, converting or conveying any such securities.

26. Common Shares

The common shares shall have attached thereto the following special rights and restrictions:

26.1 Dividends

Subject to any preference as to the payment of dividends provided to any shares ranking in priority to the common shares, the holders of common shares shall, except as otherwise hereinafter provided, be entitled to participate equally with each other as to dividends and the Company shall pay dividends thereon, as and when declared by the board of directors of the Company out of moneys properly applicable to the payment of dividends, in amounts per share and at the same time on all such common shares at the time outstanding as the board of directors may from time to time determine.

26.2 Liquidation or Dissolution

In the event of the liquidation, dissolution or winding-up of the Company or other distribution of assets of the Company among its shareholders for the purpose of winding-up its affairs, all of the property and assets of the Company which remain after payment to the holders of any shares ranking in priority to the common shares in respect of payment upon liquidation, dissolution or winding-up of all amounts attributed and properly payable to such holders of such other shares in the event of such liquidation, dissolution, winding-up or distribution, shall be paid or distributed equally, share for share, to the holders of the common shares without preference or distinction.

26.3 Voting Rights

The holders of the common shares shall be entitled to receive notice of and attend (in person or by proxy) and be heard at all general meetings of the shareholders of the Company (other than separate meetings of the holders of shares of any other class of shares of the Company or any series of shares of such other class of shares) and to vote at all such general meetings with each holder of common shares being entitled to one vote per common share held.

[Table of Contents has been omitted.]

**TOUTE QUESTION DOIT ÊTRE TRANSMISE
À L'AGENT DE SOLLICITATION DES PROCURATIONS**



Sans frais en Amérique du Nord

1.877.452.7184

Appels à frais virés de l'extérieur de l'Amérique du Nord

416.304.0211

Courriel : assistance@laurelhill.com